

BULLETIN



DE LA

DISCUSSION DU CODE CIVIL

DE LA

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL

1853-1855



Neuchâtel

IMPRIMERIE DE CH. LEIDECKER

1857

REVISION DU CODE CIVIL

1855-1856



Imp.

Q 3220

RAPPORT

DU

CONSEIL D'ÉTAT A LA COMMISSION LÉGISLATIVE

AU SUJET

DU PROJET DE CODE CIVIL.

PREMIÈRE PARTIE,

contenant les Livres I et II et les trois premiers titres du Livre III.

Messieurs,

Avant d'entrer en matière sur l'ouvrage qui vous est présenté, le conseil d'Etat croit devoir vous donner quelques explications relativement au retard apparent qu'aurait subi un travail aussi généralement désiré.

Si le Conseil voulait seulement excuser la lenteur avec laquelle il s'est mis en mesure de donner satisfaction au vœu du public, il lui suffirait de rappeler à votre mémoire les préoccupations politiques sans cesse renaissantes des premières années de la République et les nombreux travaux législatifs de cette époque, travaux dont l'ensemble a absorbé près de deux cents séances de la première législature et équivant, pour son étendue et la variété des matières abordées, à la confection d'un code tout entier. Mais on n'excuse pas ce qui a eu sa raison d'être, on le justifie. Le Conseil ne craint point d'avouer qu'il a renvoyé à dessein le travail de codification, après avoir demandé au grand-conseil d'en poser les bases, parce que, d'une part, l'intérêt

même du travail exigeait ce renvoi, et que, d'autre part, l'état du pays le rendait impérieusement nécessaire.

Certes, Messieurs, s'il l'eût fallu absolument, le conseil d'Etat, pendant l'accès fiévreux qui suit toujours une révolution, aurait encore trouvé le temps de vaquer à ce travail, tout considérable qu'il était; l'activité dévorante de la première législature, qui a créé tant et de si grandes choses, aurait bien trouvé quelques séances pour le discuter : mais alors on courait la chance de produire une œuvre incomplète, faute d'avoir préalablement préparé le terrain, et de créer peut-être de grands embarras à la magistrature qui venait d'être improvisée.

Il n'en est pas d'un code comme d'une loi spéciale sur telle ou telle matière déterminée. Celle-ci doit sans doute être plus ou moins en harmonie avec la législation générale; elle peut cependant exister à côté de cette législation, alors même qu'elle ne la toucherait point par toutes ses faces, soit parce que cette loi répond à un besoin actuel, soit parce qu'elle est une loi de transition. Un code au contraire, formant un tout qui représente l'ensemble de la législation civile d'un pays, est nécessairement systématique et ne peut exister sans la complète corrélation de toutes ses parties. Pour se livrer utilement à un semblable travail, il faut donc avant tout, connaître avec certitude les bases essentielles sur lesquelles il doit reposer, afin de pouvoir coordonner le plan et distribuer les matières.

Or, en 1848, nous nous trouvions en présence :

1^o D'un système hypothécaire vicieux et qui n'avait d'un système hypothécaire que le nom;

2^o De l'hérédité nécessaire;

3^o De la recherche en paternité et de ses conséquences;

4^o D'un système d'état civil et de mariage au moyen duquel, si l'on peut se servir de cette expression, l'autorité ecclésiastique des diverses confessions, venait faire *encasse* dans la législation civile et opérer une solution de continuité.

Avant donc de mettre la main à l'œuvre, il était indispensable d'attaquer ces quatre points principaux et de les déterminer. Voulait-on créer un système hypothécaire sérieux, et quel système? voulait-on conserver l'hérédité nécessaire ou y renoncer? la recherche en paternité devait-elle être abolie? quel serait le sort des enfants naturels? enfin, l'institution du mariage civil et la sécularisation des actes de l'état civil devaient-elles avoir lieu?

Or, ces diverses matières ne pouvaient être abordées simultanément, les unes parce qu'elles touchaient plus ou moins profondément

au crédit public, les autres parce qu'elles appartenait à un ordre d'idées dont le développement n'était pas opportun dans les premiers temps de la République, alors que l'agitation produite par la révolution était encore dans toute sa force et que les questions relatives au clergé étaient pendantes. Cependant le conseil d'Etat n'a pas cessé un moment de poursuivre l'exécution du plan qu'il s'était tracé.

Ainsi, sur sa proposition, le grand-conseil adopta en 1848 l'idée d'un système hypothécaire réel et analogue au système établi dans les pays et cantons voisins : il fallut dès lors, par une loi préparatoire, passer sans secousse de l'ordre ancien à l'ordre nouveau. Cette opération nous a conduits jusqu'en 1849, époque à laquelle l'état ancien du crédit foncier se trouva apuré et permit d'élaborer la loi définitive sur les hypothèques, qui a été votée à la fin de 1850. Pendant cet intervalle, on put prendre en objet l'abolition de l'hérédité nécessaire, à laquelle un autre système de crédit allait être substitué. — La législation sur les enfants naturels trouva un moment favorable pour recevoir les modifications profondes que rendait nécessaires l'état actuel de nos mœurs et de nos institutions. — Enfin, en 1851—1852, l'institution du mariage civil a été demandée et accordée, les officiers de l'état civil créés, et dès lors la sécularisation complète de l'état civil des citoyens se trouva sans obstacle.

Dès ce moment aussi, le Conseil a préparé les matériaux convenables pour l'ouvrage dont il vous présente aujourd'hui la première moitié, qui sera, dans peu de mois, suivie de la seconde et dernière partie. Au lieu de travailler sur des éventualités, comme il aurait dû le faire pendant les premières années de la République, le Conseil a travaillé sur des lois sanctionnées par les votes du grand-conseil et par l'expérience ; au lieu de chercher en tâtonnant son chemin, comme il aurait dû le faire de 1849 à 1852, il n'a eu qu'à marcher dans une route bien tracée et où il ne pouvait plus s'égarer. Que serait-ce aujourd'hui, si, à propos de la présentation d'un Code, on trouvait devant soi toutes ces grosses questions des hypothèques, de l'hérédité nécessaire, des enfants naturels, du mariage civil ? — Que serait-ce encore, même après les avoir résolues, que d'avoir à promulguer le Code avec tous les embarras de l'exécution, toutes les éventualités de pareilles innovations ? — Dans l'état, au contraire, où, avec un peu de patience, nous nous sommes placés, le Code tout entier peut être publié, promulgué, exécuté, sans qu'il en résulte la moindre perturbation dans les relations des citoyens, sans que l'administration ait la moindre entrave à redouter de cette promulga-

tion. Aussi, Messieurs, tous ceux qui étudieront à fond la question reconnaîtront que, bien loin d'avoir retardé la codification de notre législation en renvoyant ce travail au moment opportun, nous l'avons au contraire avancé, et nous avons rendu certain le succès de cette entreprise, si importante pour notre pays.

Indépendamment des motifs que nous venons d'énoncer et qui se rattachent à la confection du Code, il en est d'autres non moins puissants qui nous auraient engagés à retarder la présentation d'un ensemble de législation, alors même que cette présentation eût été possible : nous voulons parler de l'état de notre magistrature pendant les premières années de la République et de l'état de la population.

Personne de vous n'ignore qu'en 1848 la République a dû créer une magistrature complète, depuis les derniers jusqu'aux plus hauts degrés de la hiérarchie judiciaire ; personne n'ignore que cette magistrature a dû être littéralement improvisée, et que si l'administration de la justice n'a pas subi d'interruption sensible, nous le devons au zèle tout patriotique des citoyens qui acceptèrent, sans hésiter, les fonctions nouvelles de juges de paix, de juges et de juges d'appel.

Arrivant ainsi brusquement à des fonctions délicates qu'ils n'avaient point brigüées et pour lesquelles la plupart d'entre eux n'avaient fait aucun stage préalable, les nouveaux magistrats ne pouvaient évidemment avoir pour guides qu'un jugement droit et ces traditions judiciaires plus ou moins imparfaites, plus ou moins incomplètes, que chaque citoyen un peu lettré possédait et possède encore chez nous. Il était donc d'une haute importance, pour le succès de cette magistrature subitement appelée à siéger, de la placer et de la maintenir dans une position telle, que, tout en jalonnant peu à peu la route qui devait nous conduire à la transformation où nous arrivons maintenant, nous laissions cependant à cette magistrature la possibilité d'utiliser les connaissances acquises et traditionnelles qu'elle possédait, de se former à la pratique des affaires, de se familiariser avec les innovations que chaque session législative venait successivement introduire, et de se mettre en état de recevoir et d'appliquer en temps opportun le Code civil.

Il ne faut pas se le dissimuler, Messieurs ; ce n'est point une tâche vulgaire et facile que de bien saisir l'ensemble et les détails d'une législation tout entière, coordonnée en un seul ouvrage comprenant 2,800 à 3,000 articles, sans préjudice des lois spéciales qui en sont le complément ou le corollaire. Cette tâche eût été déjà bien ardue il y a dix ans, alors qu'un juge ne rendait compte de son opinion que

par un *bien* ou *mal fondé*, un *bien* ou *mal jugé*. Combien n'est-elle pas plus ardue aujourd'hui, où le juge doit rendre compte en fait et en droit des motifs de son jugement, et conséquemment être assez maître de la législation écrite pour faire à propos l'application de ses diverses dispositions ?

Il était donc d'un haut intérêt et d'une bonne politique de laisser en usage quelque temps encore le vieil arsenal de notre législation coutumière, législation qui, précisément en raison de son caractère indécis, se prêtait infiniment mieux à la situation exceptionnelle où l'on s'est trouvé en 1848, que n'eût pu le faire une législation écrite, positive nécessairement, corrélatrice dans ses diverses parties, et dont l'étude ne pouvait être suppléée, ni par la simple bonne volonté, ni par un jugement droit et loyal. Si, indépendamment des quinze ou dix-huit cents articles de lois et ordonnances diverses rendues par le grand-conseil et le conseil d'Etat, la magistrature de 1848 avait eu encore l'obligation de se livrer à l'étude raisonnée d'une législation tout entière, il est probable que plus d'un juge eût été rebuté par l'énormité du travail, et que nos institutions nouvelles auraient eu à en souffrir.

Aujourd'hui, au contraire, Messieurs, le Code va s'adresser à des juges dont la plupart ont acquis, par une pratique constante de six années, une habitude des affaires qui leur aplanira une partie des difficultés de la nouvelle étude qu'ils seront appelés à faire. La population elle-même, ayant eu le temps pendant les années qui viennent de s'écouler, de classer les lois nouvelles, dont les plus usuelles lui sont devenues familières, accueillera en ce moment un Code civil avec une satisfaction beaucoup plus marquée qu'elle ne l'eût fait peut-être, si ce Code fût arrivé concurremment avec les nombreuses lois et ordonnances qui se sont succédé sans interruption pendant la première législature.

Le Conseil devait, Messieurs, vous donner ces explications, qui seront naturellement transmises au grand-conseil, afin que ce corps et le public avec lui n'attribuent point à la négligence un retard qui a été prémédité dans l'intérêt, bien entendu, de l'ouvrage lui-même et de nos institutions républicaines ; car, pour réussir, il ne suffit pas d'arriver, il faut encore et avant tout arriver en temps opportun.

Nous aborderons maintenant l'exposé des motifs qui nous ont dirigés dans les modifications que nous avons apportées au Code civil français pour l'approprier à nos besoins.

Par un décret en date du 1^{er} septembre 1848, le grand-conseil, sur la proposition du conseil d'Etat, a ordonné :

- “ Qu’il fût préparé par le conseil d’Etat un projet de Code civil;
„ Que le Conseil prît la législation française pour base de son travail, en apportant à ses diverses parties les modifications que peut
„ rendre nécessaires l’état de nos mœurs et de nos institutions;
„ Que le projet fût présenté à la commission législative avec l’exposé par écrit des motifs qui auraient dirigé le Conseil dans les
„ modifications apportées par lui au Code français. „

Vous voyez, Messieurs, que, d’après le programme tracé au conseil d’Etat en 1848, il ne s’agissait ni de mettre servilement par écrit la coutume de Neuchâtel, à supposer qu’il existât à Neuchâtel une coutume propre et particulière au pays, ni de créer de toutes pièces une législation nouvelle pour le canton. Le travail du conseil d’Etat devait uniquement consister à faire subir au Code français les modifications nécessaires pour l’approprier à nos besoins. C’est au reste le plan d’après lequel ont travaillé les cantons de la Suisse française, qui tous ont puisé à la même source et adopté d’une manière générale le Code français, après l’avoir plus ou moins modifié, selon que l’ont exigé leurs institutions et leurs mœurs.

Mais il ne faut pas croire, comme on pourrait le faire en s’attachant *aux mots* et non *aux choses*, que l’introduction d’une partie du Code civil français chez nous y introduise un droit entièrement nouveau. Pour peu que l’on veuille lire sans prévention le travail que nous mettons sous vos yeux, on sera surpris de trouver que, sans avoir spécialement cherché ce résultat, on est cependant arrivé à produire un corps de droit dont l’ensemble comme les détails sont, à fort peu de points près, l’expression de la législation qui nous régit aujourd’hui. Ce résultat, en apparence singulier, s’explique fort naturellement.

En effet, dans toute législation bien faite, et notamment dans la législation civile française, on trouve généralement trois sortes de dispositions : les unes, qui sont l’expression plus ou moins abstraite des principes généraux du droit ; les autres, qui sont l’expression de besoins spéciaux créés, soit par la civilisation moderne, soit par les mœurs du pays auquel la législation est destinée ; et, enfin, les dernières, qui servent à mettre les dispositions dont nous venons de parler en rapport avec l’organisation judiciaire du pays.

Les dispositions qui sont l’expression des principes généraux du droit, et ce sont les plus nombreuses, se trouvent nécessairement identiques au fond dans tous les pays, car pour tous elles ont la même origine, le bon sens et le droit romain. La vérité peut se produire

sous des formes variées, selon le langage et le génie des peuples, mais en réalité elle est partout la même. Aussi toute cette partie du Code civil français a-t-elle été adoptée textuellement par nous et par tous les cantons français, parce qu'elle était pour eux, comme pour nous, l'expression en bon langage des principes généraux de leur droit.

On se tromperait en effet beaucoup si, prenant à la lettre les mots d'*us* et *coutumes*, dont on a passablement abusé, on allait s'imaginer que l'Etat de Neuchâtel possédait un corps complet de droit coutumier à son usage propre et particulier: Neuchâtel possédait, il est vrai, quelques coutumes qui lui étaient propres et qui ne se retrouvent pas ou ne se retrouvent plus chez les peuples ses voisins; mais ces coutumes spéciales sont en nombre très-restreint. Dès qu'en changeant de matière on ne les a plus pour guides, on rencontre alors partout ce qu'on est convenu d'appeler le *droit commun*, qui n'est pas autre chose en effet que le droit généralement adopté par tous les pays qui ont une législation écrite et dont le droit ancien a fourni les principaux éléments.

Que l'on ouvre le livre d'Osterwald, seul auteur un peu ancien qui ait tenté de former un corps de droit neuchâtelois: qu'y trouvera-t-on? Un certain nombre de coutumes et surtout de formes de procédure propres au pays; puis à côté, un énorme remplissage formant les trois quarts de l'ouvrage, et qui se borne à reproduire les dispositions du droit romain quand il n'est pas tout simplement l'expression des idées personnelles de l'auteur.

Voilà pourquoi, Messieurs, l'introduction d'une partie du Code civil français dans notre canton ne sera pas une innovation aussi grande que bien des personnes peut-être se l'imaginent. Plus d'une, sans aucun doute, sera surprise de retrouver par écrit, distribuées dans un ordre logique et heureux, exprimées en langage précis et clair, des idées qui lui sont dès longtemps familières et qui seront encore neuchâteloises au fond, quoique françaises par la forme. La raison en est bien simple: c'est qu'elles existaient chez nous à l'état latent, si l'on peut ainsi dire, tandis que chez nos voisins elles avaient dès longtemps revêtu une forme correcte et saisissable.

Les dispositions qui, dans le Code français, répondent à des besoins spéciaux, à des mœurs particulières, à des formes particulières de procédure ou d'organisation judiciaire, sont celles qui ont nécessairement dû subir les plus profondes modifications ou être entièrement supprimées, pour y substituer des dispositions en harmonie avec nos propres besoins et nos institutions. C'est essentiellement dans

cette partie de l'ouvrage que le conseil d'Etat a dû tenir compte de nos habitudes et utiliser celles de nos dispositions coutumières dont l'expérience a démontré l'efficacité, et qui ne sont point incompatibles avec les exigences de la civilisation actuelle. En un mot, Messieurs, le conseil d'Etat n'a point travaillé avec le parti pris d'introduire chez nous la législation française telle qu'elle se comporte; il ne s'est pas davantage fait un devoir de professer un respect systématique pour la coutume neuchâteloise, uniquement parce qu'elle était neuchâteloise: il s'est donné pour programme, comme d'ailleurs le grand-conseil l'avait prescrit en 1848, de produire une législation civile dans laquelle seraient fondues et mises en harmonie toute la partie du droit français propre à nos besoins et à nos mœurs, et toutes celles de nos coutumes qui méritent réellement d'être conservées. Il n'a cherché à faire ni de la science, ni de l'histoire: il s'est attaché à vous présenter une législation essentiellement pratique et immédiatement applicable, bien convaincu que la population à laquelle cet ouvrage est destiné, examinera uniquement si les dispositions en sont bonnes et utiles, et s'inquiètera fort peu de leur origine exotique ou nationale.

Après vous avoir exposé en traits généraux les bases de son travail, le Conseil va maintenant arrêter successivement votre attention sur les détails, en suivant l'ordre naturel des titres.

Le plan du Code civil français, plan aussi logique que lumineux, a été respecté avec d'autant plus de soin, que la distribution des matières se prêtait admirablement, dans son économie simple et raisonnée, à toutes les modifications nécessaires, sans que l'ordre général en reçût la moindre altération.

Le titre préliminaire, *de la publication, des effets et de l'application des lois en général*, n'a subi d'autres changements de rédaction que les changements nécessaires pour faire passer d'un pays dans l'autre ses dispositions.

Le livre premier, *des personnes*, aurait présenté deux graves questions à discuter, si ces questions n'avaient été heureusement résolues par le grand-conseil lui-même: nous voulons parler de l'institution du mariage civil, de la sécularisation des actes de l'état civil et de la recherche en paternité. Mais ces grandes questions se trouvant maintenant écartées, nous n'avons guère à arrêter votre attention que sur des points de détail dont quelques-uns ne sont pas sans importance, mais qui cependant ne sauraient vous arrêter longtemps. Nous suivrons l'ordre des matières, et nous nous bornerons à vous signaler successivement les suppressions ou modifications de quelque portée

ou celles qui introduisent un droit nouveau, car il serait fastidieux de descendre à une analyse d'articles, alors que ces articles, même modifiés, ne sont qu'une conséquence rigoureuse des principes généraux admis comme bases dans chaque titre, chapitre ou section.

TITRE 1^{er}. — De la jouissance et de la privation des droits civils.

Dans le système français, la jouissance des droits civils n'est réservée qu'aux Français et aux étrangers qui accordent chez eux la réciprocité : comme corollaire, les Français qui perdent leur qualité de Français, perdent en même temps la jouissance des droits civils.

Nous n'avons point admis cette doctrine ; nous avons conservé les principes dès longtemps admis chez nous et accordé la jouissance des droits civils à tous ceux qui résident ou habitent sur le territoire, quelle que soit leur origine. Jamais on n'a eu à se repentir de cette libéralité dans les idées, et ce n'était point à nous à restreindre l'usage de droits qui doivent appartenir à chacun, par cela seul que chacun est homme. Nous avons également rejeté les dispositions du droit français qui prévoit la possibilité de perdre sa nationalité ; car, indépendamment du droit qui nous est propre, la Constitution fédérale interdit à tous les cantons la faculté de priver leurs ressortissants du droit de cité.

La privation plus ou moins étendue des droits civils s'est ainsi trouvée réduite au seul cas où cette peine serait l'effet d'une disposition spéciale de la loi, soit de condamnations judiciaires. Nous nous sommes bornés à priver absolument de certains droits civils l'homme condamné à une peine infamante que la Constitution prive déjà de ses droits politiques. Un condamné de cet ordre ne doit pouvoir ni porter témoignage en justice, ni être tuteur, et il importe que cette interdiction soit dès ce moment inscrite dans le Code, quelque extension que puissent ultérieurement donner les lois pénales à cette privation.

Quant à la *mort civile*, état légal complètement inconnu chez nous, le Conseil n'a point voulu l'introduire, non-seulement parce que cette introduction préjugerait en quelque sorte le maintien de la peine de mort, mais encore parce que la mort civile aurait rarement une utilité pratique réelle. Elle pourrait être la source d'une multitude d'inconvénients en rejetant dans la société des individus qui, après avoir été graciés d'une peine perpétuelle, demeureraient néanmoins frappés de mort civile et formeraient ainsi une classe d'*heimathlosen* d'une nouvelle espèce, si l'on peut se servir de cette expression pour dé-

peindre la situation d'un individu vivant au milieu de la société de ses concitoyens sans pouvoir jouir d'aucun des droits attachés à la qualité d'homme civilisé.

Les réserves posées dans l'article 15 sont largement suffisantes pour étendre la privation des droits civils aussi loin qu'il pourra être nécessaire, selon les cas, sans introduire une pénalité étrange pour nous et qui resterait même incomprise de la plupart des Neuchâtelois.

TITRE II. — Des actes de l'état civil.

L'établissement d'un état civil régulier, tenu par des laïques et formant une branche de l'administration, a déjà reçu un commencement d'exécution lors de l'institution du mariage civil. Toutefois l'extension que va prendre l'organisation de l'état civil, peut nécessiter des mesures de détail dont l'énumération serait inopportune dans un Code et que l'expérience peut faire modifier plus d'une fois avant d'avoir atteint le but : nous avons donc pensé qu'il serait prudent de renvoyer à des arrêtés particuliers (art. 50) l'organisation définitive de l'état civil, afin de n'être point emprisonnés dans les dispositions impératives d'un Code, et nous nous sommes bornés à consigner les dispositions générales essentielles, dispositions qui sont peu susceptibles de variations.

Des actes de naissance.

La loi française exige la présentation de l'enfant à l'officier chargé d'enregistrer sa naissance. Cette disposition a été supprimée, non-seulement parce qu'elle serait le plus souvent impraticable et toujours dangereuse pour l'enfant, à raison de notre climat, mais encore parce qu'elle est absolument inutile dans un petit pays où l'on est généralement trop connu les uns des autres pour qu'une mesure propre à constater rigoureusement l'existence et le sexe de l'enfant soit indispensable. Par les mêmes motifs, nous n'avons pas davantage exigé que l'officier se transportât au domicile de l'accouchée, et il nous a paru qu'une simple déclaration du père ou de son fondé de pouvoir, de la mère ou de son fondé de pouvoir et, au besoin, d'une personne ayant assisté à l'accouchement, serait largement suffisante. C'est un peu plus peut-être que l'on exige aujourd'hui, mais ce n'est pas assez pour gêner, et il ne nous semblerait pas prudent de remettre au premier venu le soin de faire la déclaration à l'officier. Le père et la mère ont un grand intérêt à faire constater régulièrement la naissance de leur enfant : s'ils ne peuvent agir eux-mêmes, il est juste d'exiger

que ceux qui se présentent en leur nom justifient de leurs pouvoirs, car l'inscription d'un enfant constitue son état civil et le plus souvent aussi sa légitimité. Comme il peut arriver cependant que ni le père, ni la mère, ni personne en leur nom ne puisse faire la déclaration, la loi y a pourvu en autorisant exceptionnellement, et *au besoin seulement*, toute personne qui a assisté à l'accouchement, à déclarer la naissance.

La nécessité de faire intervenir deux témoins a été combattue dans le sein du Conseil. L'on trouvait que cette formalité causerait quelque embarras aux intéressés, sans ajouter beaucoup aux garanties; que le plus souvent ces témoins seraient choisis dans le lieu de la résidence de l'officier pour éviter un déplacement, et qu'ainsi ils seraient assez mal posés pour constater l'existence et le sexe de l'enfant. — Mais la majorité du Conseil a pensé que cette formalité devait être conservée : d'un côté, parce qu'elle est conforme aux règles invariablement admises en matière d'actes authentiques, règles qui exigent la présence de deux témoins, et d'un autre côté, parce que cette nécessité d'être assisté de deux témoins constituera dans le plus grand nombre des cas une garantie sans être jamais un grand embarras, attendu qu'il s'agit ici d'un de ces actes que l'on peut sans doute être appelé à faire plus d'une fois, mais que cependant l'on ne peut être appelé à faire très-souvent et surtout à des époques rapprochées.

Partout où l'état civil existe sous la forme où le Code l'instituera, la présence de témoins est exigée et doit l'être, car un acte authentique ne peut pas être fait sans publicité, puisque la publicité est l'une des conditions essentielles de ces actes. Or, la présence obligatoire de deux témoins est évidemment la seule publicité légale qu'on puisse donner à un acte de naissance, de mariage ou de décès.

En ce qui touche la naissance des enfants naturels, nous avons conservé, pour la constater, les formes admises jusqu'à présent et que des motifs de sécurité publique nous paraissent devoir faire conserver. Mais comme ces formes peuvent, selon les circonstances, être modifiées, l'on s'est borné à renvoyer à une loi spéciale le règlement de ce qui les concerne. Peut-être sera-t-il convenable de substituer à l'inscription du procès-verbal de couches une formule analogue à celle qu'on adoptera pour les actes ordinaires de naissance, afin d'obtenir l'uniformité toujours désirable en ces matières : c'est ce qu'on examinera en temps et lieu.

Des actes de mariage.

Nous avons trouvé à propos de restreindre le chapitre des *actes de mariage* à l'énoncé des formalités qui concernent essentiellement la

rédaction de l'acte, et de réunir, sous la rubrique *des formalités relatives à la célébration du mariage*, toutes les dispositions qui concernent ces formalités et dont une partie ont trouvé, dans le Code français, leur place sous la rubrique des *actes de mariage*. Il nous a paru que l'on irait plus naturellement les chercher où nous les avons placées, et qu'il serait plus commode de les trouver toutes réunies.

Des actes de décès.

Le Code français exige que l'officier de l'état civil, avant de dresser l'acte de décès, se transporte dans la maison du défunt, et s'assure de la réalité du décès. C'est là sans doute une prescription excellente, mais elle serait pour nous d'une exécution très-difficile en raison de la nature du pays et de celle du climat : l'on trouverait peu d'officiers de l'état civil qui voulussent accepter une pareille obligation. Dans les grands centres de population, les autorités municipales sauront pourvoir aux mesures nécessaires pour constater les décès, et, dans les autres localités, il faut laisser aux règlements locaux le soin d'amener successivement dans cette partie des services publics les perfectionnements désirables. Le conseil d'Etat s'est donc borné à déterminer la forme des actes de décès, et a laissé aux ordonnances de police la charge de régler tout ce qui peut concerner les inhumations, selon les besoins des diverses localités.

De la rectification des actes de l'état civil.

Le chapitre V concernant la rectification des actes de l'état civil est l'expression du droit et de la pratique actuels. Nous y avons seulement apporté une modification, justifiée par la gravité des conséquences que peut entraîner la rectification d'un acte de l'état civil ; cette modification consiste à soumettre tous les jugements rendus en cette matière à la confirmation de la Cour d'appel. C'est un contrôle dont la nécessité nous a été démontrée dans plus d'une circonstance. Ce contrôle du Tribunal supérieur, dans ce cas particulier, comme dans la plupart de ceux où il est réservé, ne sera jamais d'ailleurs pour les intéressés une source de frais ou du moins de frais de quelque importance, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes portés appelants d'un jugement. Il sera facile en effet d'introduire l'appel et de le vider sur simple communication de pièces et, au besoin, sur un simple mémoire, sans déplacement pour les intéressés.

TITRE III. — Du domicile.

La question du domicile est une de celles que notre coutume a complètement laissée sur l'arrière-plan, et il serait même difficile de citer une seule décision à ce sujet. Une sorte de pratique courante a servi de règle jusqu'à présent, et les tribunaux ont tranché les difficultés soulevées par des cas spéciaux, sans qu'il nous reste rien à présenter qui puisse fournir un corps de doctrine. Nous avons donc accepté purement et simplement les dispositions du Code français, qui pose des principes généraux dont on trouvera l'application dans le plus grand nombre des cas, et laisse aux tribunaux le soin d'apprécier les cas douteux, selon les circonstances. Ce mode nous conduit beaucoup plus près de la vérité que ne pourraient le faire des règles plus précises, nécessairement arbitraires et dont l'application rigoureuse serait le plus souvent impossible. Le système proposé présente en outre l'avantage d'être en harmonie avec les dispositions de la Loi militaire, telles que le juge d'ordre les a interprétées. De sorte que sur ce point, le Code généralise et rend applicables à tous les citoyens des principes déjà introduits, quoique exceptionnellement, dans notre législation écrite.

Deux seules modifications de quelque valeur ont été faites au droit français ; la première consiste à donner pour domicile au fonctionnaire révocable mais permanent le lieu où il exerce ses fonctions, tandis que la loi française lui conserve l'ancien domicile. On s'accoutumerait difficilement chez nous à envisager comme domicilié à la Chaux-de-Fonds, par exemple, un préfet résidant à Neuchâtel. Evidemment, pour nous, le domicile est toujours le lieu où un citoyen a son principal établissement, et ce principal établissement, pour un fonctionnaire, est le lieu où il exerce ses fonctions.

La seconde modification apportée à ce titre consiste dans la substitution du mot *devra* au mot *pourra* dans l'article 60. Le Code français, en cas d'élection de domicile, ne fait pas une obligation de citer ou de notifier au domicile élu ; il est au contraire dans nos habitudes de n'élire un domicile que pour les cas où il est indispensable de recevoir à ce domicile élu les citations ou notifications ; nous devons dès lors nécessairement rendre obligatoire ce qui n'était que facultatif dans le Code français. Evidemment, quand nous élisons un domicile conventionnel, c'est parce que nous avons nos raisons pour le faire et parce que la loi nous en donne le droit. Il est donc juste de ne point laisser à un intéressé le moyen de nous priver, selon son

gré, des avantages qui peuvent résulter pour nous d'une élection de domicile.

TITRE IV. — Des absents.

Notre coutume étant absolument muette en ce qui touche les mesures à prendre concernant les absents, l'administration et la distribution de leurs biens, le conseil d'Etat a accepté, comme l'ont fait nos voisins, les dispositions de la loi française, en les appropriant par quelques légers changements à notre procédure et à nos propres institutions judiciaires.

Toutefois, Messieurs, le Conseil a cru devoir se rapprocher de notre pratique sur la matière, en ne faisant commencer réellement l'absence qu'après une disparition de vingt années au moins et non de six ou de quatre, comme l'admettent quelques législations. Avec l'humeur voyageuse des Neuchâtelois, il n'est point rare de voir revenir au pays ou d'apprendre l'existence d'individus, qui, depuis 6, 8, 10, 15 ans, n'avaient pas jugé à propos de donner de leurs nouvelles. Il nous a donc paru tout-à-fait convenable de reculer au moins à vingt ans l'époque à laquelle un individu pourra être légalement déclaré absent et celle où ses héritiers pourront être mis, sous caution, en possession provisoire de ses biens. L'ancienne pratique fixe généralement cette époque à 30 ans, mais dans l'état actuel des communications, le terme de 20 ans est plus long que ne l'était, il y a cinquante ans, celui de 30 ; il est donc largement suffisant.

Quant aux principes généraux posés dans ce titre des absents et aux formalités prescrites pour les déclarations d'absence, l'envoi en possession des biens de l'absent et les garanties à donner par les héritiers, comme ces principes sont conformes à nos principes sur des matières analogues, et que les formalités prescrites sont essentiellement pratiques, peu coûteuses et peu compliquées, nous les avons adoptés sans hésiter. Ces règles seront d'un grand secours aux tribunaux qui, plus d'une fois, se sont trouvés fort embarrassés devant le silence de notre législation et en présence d'une pratique variable et incertaine.

TITRE V. — Du mariage.

Le titre du mariage ayant déjà reçu la sanction du grand-conseil et celle de l'expérience, nous ne nous arrêterons qu'aux chapitres qui sont encore nouveaux pour nous et au chapitre des oppositions déjà adopté dans notre loi sur le mariage, mais que nous avons cru

devoir compléter par quelques dispositions propres à préciser la portée et l'étendue du droit d'opposition.

L'opposition à un mariage est un acte si grave et peut avoir de telles conséquences pour celui ou ceux auxquels l'opposition est adressée, qu'il importait de déterminer exactement les personnes capables d'exercer ce droit, et de restreindre le nombre de ces personnes.

Dans l'état actuel de notre législation, toute personne peut, à ses risques et périls, former opposition à un mariage dont la publication est commencée, sauf à être déboutée de son opposition; mais en attendant le jugement, l'opposition fait un scandale très-préjudiciable aux époux et leur cause souvent un tort matériel considérable, que ne répare point le jugement rendu en leur faveur.

Il y avait donc un grand intérêt à réformer cette partie très-vicieuse de notre législation sur le mariage et de donner aux époux; les garanties qu'ils ont droit d'attendre contre les vexations dont ils pourraient être l'objet.

Pour y parvenir, nous avons restreint le droit de former opposition :

- 1^o A la personne engagée par mariage avec l'un des futurs époux;
- 2^o A la personne engagée par promesse de mariage *authentique* avec l'un des futurs époux.

La loi française n'admet point cette seconde classe de personnes, et peut-être fait-elle mieux que nous; nous avons au moins exigé que les promesses fussent authentiques pour donner qualité d'opposer. L'authenticité résultera, ou d'un contrat de mariage, ou d'un acte notarial, ou d'une publication de bans faite par l'officier compétent, ou d'un jugement qui aurait reconnu la validité des promesses, ou de toute autre forme propre à la produire; mais il nous a paru indispensable de refuser le droit de former opposition aux personnes qui seraient uniquement porteurs de promesses sous seing privé, attendu que dans l'état actuel de notre législation les promesses, même authentiques, ne forment qu'un titre illiquide et ne créent des droits utiles à l'une des parties contre l'autre qu'après un jugement définitif rendu sur leur validité.

Si donc il est déjà irrationnel d'accorder le droit d'opposer en vertu d'une pièce qui, par elle-même, ne constitue pas encore un droit actif en faveur de l'une des parties, combien ne serait-il pas plus irrationnel encore de l'accorder en vertu d'une pièce qui, faute d'authenticité, ne peut pas même être considérée d'une manière ab-

solue comme réelle et juridique? Ces considérations auront d'autant plus de poids, si l'on vient à considérer que maintenant le *mariage forcé* est exclu de notre législation, et qu'ainsi l'opposition est réellement sans intérêt direct pour le porteur de promesses.

3^e Enfin, le droit absolu d'opposition est encore réservé aux ascendants et leur est réservé avec raison, tant à cause de la puissance paternelle que de la surveillance qui leur appartient sur la conduite de leurs enfants, alors même qu'ils sont devenus majeurs.

Après les personnes qui viennent d'être énumérées, le droit d'opposer n'est plus réservé que d'une manière conditionnelle et restreinte, savoir :

a) A certains collatéraux, d'un degré de parenté rapproché, pour le cas seulement où le futur époux serait en état de démence ou n'aurait pas obtenu l'autorisation de son tuteur, quand ce consentement est exigé ;

b) Au tuteur lui-même, dans les mêmes circonstances.

Des raisons d'ordre public justifient cette exception.

Hors des personnes indiquées et des cas prévus ci-dessus, aucune opposition ne sera reçue.

Des demandes en nullité de mariage.

Le chapitre IV détermine les causes qui peuvent donner lieu à l'ouverture d'une demande en nullité de mariage pour contravention aux dispositions de la loi. Ce chapitre est une reproduction à peu près textuelle du chapitre correspondant du Code civil; nous en avons seulement retranché quelques dispositions pénales contre les officiers de l'état civil et contre les parties elles-mêmes, qui nous ont paru peu compatibles avec l'état actuel de nos institutions et avec celui de nos mœurs. Si, plus tard, l'expérience démontre le besoin de dispositions de ce genre, il sera toujours assez tôt pour y pourvoir par une loi spéciale.

Enfin, Messieurs, le chapitre V, *des obligations qui naissent du mariage*, introduit un droit qui, sans doute, existait moralement chez nous, mais qui n'existait nullement comme droit positif, c'est à savoir l'obligation réciproque des père et mère et des enfants de se fournir des aliments, quand le besoin des uns ou des autres le requiert et que la situation de celui qui les doit, le permet. Des abus considérables ont eu lieu et sont demeurés sans répression, faute de dispositions qui permissent aux tribunaux d'ordonner, et cela au préjudice des communes et de la morale publique. L'assistance réciproque des ascendants et des descendants est un devoir; il importait qu'elle de-

vint un droit, afin que l'action positive du juge pût se faire sentir là où l'action moins directe de la conscience et de l'opinion publique demeure sans efficacité.

TITRE VI. Du divorce et de la séparation de corps et de biens.

Nous avons renvoyé aux lois de procédure toutes les dispositions relatives à la forme des actions en divorce, en nous bornant à poser quelques principes essentiels qui doivent être fixés dès aujourd'hui et demeurer indépendants des variations que peut subir notre procédure et notre organisation judiciaire.

Ces principes essentiels sont :

a) L'obligation pour l'époux demandeur de prouver sa demande, alors même qu'elle n'est point contredite. C'est notre coutume actuelle, et cette coutume est rationnelle, car s'il suffisait de l'absence ou du simple aveu de la partie défenderesse pour transformer en preuves les allégués du demandeur, on arriverait indirectement à un divorce par consentement mutuel de la pire espèce, puisqu'il pourrait ainsi avoir lieu sans aucune des garanties et des épreuves exigées par les législations qui admettent ce genre de divorce ;

b) L'obligation de soumettre à la Cour d'appel tout jugement qui accorde un divorce ou une séparation, soit que la partie condamnée ait interjeté appel, soit qu'elle ait accepté le jugement. Les jugements de cette nature intéressent à un si haut degré la morale publique et l'ordre social, qu'il est d'une stricte nécessité de réserver le contrôle d'une autorité supérieure, afin de maintenir l'observation des formes prescrites par la loi, et d'empêcher qu'il ne s'établisse peu à peu une jurisprudence trop relâchée qui ouvrirait une large porte à des abus de bien des espèces. Ce contrôle aura pour effet de rendre les tribunaux inférieurs attentifs et rigoureux dans leurs appréciations, et de permettre, au besoin, la réparation d'une erreur. Il n'y aura donc que du bien à attendre de cette mesure et jamais de mal ;

c) Enfin, l'interdiction aux tribunaux neuchâtelois de connaître des actions en divorce et en séparation entre étrangers, à moins que des traités ou concordats ne les y aient autorisés.

Les questions concernant le mariage, à l'exception des questions de pure forme extérieure, sont des questions de statut personnel qui doivent être régies par les lois du lieu d'origine des époux et résolues par les tribunaux de ce lieu d'origine. Nos tribunaux n'ont donc pas la compétence nécessaire pour se saisir d'affaires semblables et prononcer valablement.

Mais, alors même qu'en vertu de notre droit de souveraineté sur notre territoire, notre législation leur attribuerait cette compétence, nous n'en serions pas plus avancés, parce que les jugements rendus par nos tribunaux demeureraient le plus souvent sans exécution au dehors du canton. De cet état anormal il pourrait en plus d'un cas résulter pour nous de grands embarras que nous devons soigneusement éviter, attendu qu'il n'existe aucune raison plausible pour nous engager dans cette voie périlleuse. L'inexécution, hors du canton, d'un jugement relatif à des intérêts privés, purement matériels, est sans conséquence pour nous et ne peut en avoir que pour celui qui a obtenu le jugement; mais il en est tout différemment des jugements touchant les personnes. Les conséquences de ces jugements peuvent fréquemment nous imposer une responsabilité très-fâcheuse, soit à raison de la position anormale créée à ces personnes, soit à raison des nouveaux engagements qu'elles viendraient à contracter, soit enfin à raison des enfants qui pourraient en naître : car, selon les circonstances, ces enfants pourraient être réputés enfants légitimes de tel père, dans le pays d'origine du mari divorcé, tandis que dans notre canton ils seraient également réputés enfants légitimes d'un autre père que la femme divorcée aurait épousé en secondes noces. Cet exemple n'est qu'un spécimen des complications inextricables dans lesquelles nous pourrions être plongés.

Nous n'ignorons point qu'aujourd'hui nos tribunaux se saisissent sans difficulté d'affaires de ce genre; mais loin d'être un motif pour nous éloigner du principe exclusif que nous entendons poser, c'est un motif puissant, au contraire, pour nous y faire persister, afin d'annéantir, par une disposition de droit positif, une jurisprudence dangereuse qui s'est abusivement établie.

Des causes de divorce.

Le Conseil a réduit à six les causes du divorce et écarté purement et simplement le divorce par consentement mutuel, qui n'est point dans nos mœurs et que nous ne devons point y introduire.

Ces causes sont : *l'adultère, la désertion malicieuse, les excès, sévices ou injures graves, la condamnation à une peine infamante, la démence et l'abandon.*

Nous n'avons point admis la distinction du Code français entre l'adultère de la femme et celui du mari, lequel ne pouvait être une cause de divorce que si le mari avait entretenu sa concubine dans la maison conjugale. Les dispositions du droit français peuvent sans doute s'expliquer, et même, à un certain point de vue, se justifier;

mais notre coutume sur cette matière nous a paru plus juste et plus favorable aux mœurs, et nous l'avons conservée.

Dès qu'un époux a violé la foi du mariage, il donne par cela seul le droit à l'autre époux de demander la résiliation du contrat, et ce droit doit être absolu et réciproque, quelles que soient d'ailleurs les circonstances.

Deux des causes de divorce énoncées dans la loi, la *démence* et l'*abandon*, ont été subordonnées à des conditions. La démence doit être permanente; ce caractère de permanence doit être constaté par une durée de cinq ans; il faut, en outre, que la démence, après cette époque, soit déclarée incurable.

En se prenant pour époux, l'homme et la femme s'engagent à partager leur bonne et leur mauvaise fortune, à s'entr'aider l'un l'autre, en santé comme en maladie. La démence doit donc être bien constatée, bien réellement incurable, pour devenir une cause de divorce. Malgré ces précautions, on peut encore éprouver quelque doute sur la parfaite moralité, sur la complète justice de cette faculté donnée dans ce cas à l'un des époux d'abandonner l'autre, alors que tant d'autres maladies longues, pénibles, incurables, n'ont jamais formé, et avec raison, une cause légitime de divorce.

Si donc nous conservons cette partie de notre droit coutumier, au moins faut-il la restreindre par des précautions suffisantes pour la justifier.

C'est par un motif analogue que l'*abandon* ne pourra constituer une cause de divorce qu'après avoir duré cinq années consécutives.

Au premier abord, il semble que l'*abandon* et la *désertion malicieuse* ne devraient constituer qu'une seule et même cause de divorce; mais, en y regardant de plus près, on s'aperçoit aisément que les deux cas ne sont nullement identiques.

La *désertion malicieuse*, d'après la signification que nos coutumes donnent à ce mot, désigne l'*abandon* d'un époux avec des circonstances qui *font légalement présumer l'adultère*. La *désertion malicieuse* suppose toujours, en outre, un abandon prémédité; elle comporte l'idée arrêtée, de la part de l'époux coupable, de quitter le ménage pour aller vivre ailleurs dans l'inconduite.

L'*abandon pur et simple* n'a pas nécessairement ces caractères. Un époux peut d'abord avoir quitté le ménage sans avoir l'intention arrêtée de ne plus rejoindre l'autre époux, sans avoir, par sa conduite, fait naître une présomption d'adultère; mais il peut ensuite, pour une cause ou pour une autre, prendre la résolution de ne plus

rentrer dans le domicile conjugal et persister en effet dans cette résolution, sans même faire connaître le lieu de sa retraite, sans fournir directement ou indirectement aux frais du ménage, à l'entretien des enfants. Evidemment, si un pareil état se prolonge, il doit ouvrir à l'époux abandonné une voie pour rompre légalement une union qui a cessé de fait d'exister. Les tribunaux auront toujours sans doute à faire l'appréciation des circonstances; mais quelles que soient ces circonstances, à moins qu'elles ne constituent la désertion malicieuse, ils ne pourront prononcer le divorce avant que l'abandon ait duré cinq ans. Il a paru qu'au moyen de cette restriction, l'introduction de l'*abandon*, comme cause de divorce, serait utile en bien des cas, et surtout dans les cas d'absence; et que, de plus, cette cause devait être distinguée de la *désertion malicieuse*, qui a un autre caractère, et avec laquelle elle ne se confond point.

Le Conseil a repoussé une cause de divorce qui existe encore aujourd'hui dans notre coutume, quoiqu'elle ait disparu successivement dans tous les pays qui nous entourent, nous voulons parler de l'*impuissance*.

Il est aisé de se figurer, sans qu'il soit nécessaire d'arriver aux détails, l'horrible scandale de pareils procès, dont le résultat le plus certain est de rendre ridicules les deux époux, de porter une grave atteinte à la morale publique, et de contraindre les tribunaux à prononcer sur des choses où la vérité absolue ne peut, dans la plupart des cas, se rencontrer.

Ce honteux moyen de divorce devrait en effet être restreint, si on voulait demeurer dans le vrai, au cas excessivement rare où l'un des époux aurait un vice apparent, permanent, incurable de conformation, car, dans toute autre circonstance, l'impuissance est tout aussi impossible à prouver que la paternité. Or, on ne fait pas une loi en vue d'une monstruosité qui peut se présenter, sans doute, mais qui, par cela même qu'elle est une exception très-rare aux règles de la nature, n'est pas susceptible de former la matière d'une disposition législative.

Nous n'en dirons pas davantage sur ce sujet croustillieux, parce que, en pareil cas, il faut se borner à des indications ou aborder à fond et franchement la matière. Or, dans l'état actuel de nos mœurs, nous ne pensons pas qu'il soit indispensable de vous offrir un traité complet sur l'*impuissance*, pour vous convaincre de la nécessité de faire disparaître de notre législation ce déplorable héritage d'une autre époque.

Les chapitres II, III et IV reproduisent, à peu de chose près, les

textes français correspondants, et ne renferment que des dispositions déjà conformes à nos usages actuels. Ces chapitres sont relatifs aux mesures provisionnelles à prendre au moment de l'ouverture de l'action en divorce; aux effets du divorce; aux fins de non-recevoir péremptoires à opposer à la demande.

Toutefois, nous avons écarté une fin de non-recevoir que l'on trouve formulée par quelques-uns de nos commentateurs coutumiers, et qui consiste à rendre non recevable, par exemple, l'action en divorce pour cause d'adultère de la part d'un époux qui pourrait être lui-même accusé d'adultère.

Il y a certainement une grande immoralité à établir ainsi une compensation par doit et avoir de crimes et délits entre deux époux; les procédures résultant d'un semblable système ne peuvent être qu'un scandale public. Aucun époux n'est tenu d'ouvrir une action en divorce, alors même qu'il aurait le droit de le faire; s'il n'use pas de son droit, s'il lui convient de pardonner au lieu de se plaindre, il ne peut pas s'assurer ainsi d'avance par ce pardon, peut-être intéressé, l'impunité pour ses propres fautes, et empêcher son conjoint d'user de son droit à son tour. Comment apprécier d'ailleurs les motifs qui ont porté l'un des époux à garder le silence en présence de la culpabilité de son conjoint? Ces motifs peuvent avoir été très-répréhensibles; et, indépendamment du scandale inévitable de ces actions réciproques, il y aurait toujours quelque chose de bien hasardé et de bien dangereux à faire ainsi à l'un des époux, pour sa propre inconduite, un bouclier de l'inconduite de l'autre époux.

Le chapitre V, *de la séparation de corps*, et le chapitre VI, *des effets de la séparation*, sont l'expression de notre coutume, sauf toutefois quelques dispositions nouvelles, nécessaires pour la compléter ou pour la préciser, là où elle était incertaine. Le Code français, très-bref sur ce sujet, et dont les principes ne sont d'ailleurs pas les nôtres, n'a pu nous servir de guide.

La plus grande difficulté était de déterminer les causes qui peuvent donner lieu à une séparation de corps et de biens. Ces causes sont tellement multiples, elles peuvent se produire sous tant de formes, elles résultent si souvent de la succession et de la combinaison de petits faits plutôt que de grands griefs nettement et carrément posés, qu'il aurait fallu créer un dictionnaire entier pour énoncer toutes les causes possibles de séparation.

En pareil cas, la marche normale était de tracer le périmètre et de laisser ensuite aux tribunaux le soin d'exercer leur action dans l'espace ainsi tracé.

Evidemment, toutes les causes de divorce sont en même temps des causes de séparation, si l'époux demandeur croit convenable de s'en tenir à ce moyen terme que bien des raisons peuvent souvent lui faire préférer. En ajoutant *les cas analogues qui toutefois n'auraient pas un caractère suffisant de gravité pour faire prononcer le divorce*, nous croyons avoir fait à peu près tout ce qu'il était possible de faire pour fournir aux tribunaux une règle propre à les guider. Les questions de séparation sont uniquement des questions de fait, et conséquemment des questions d'appréciation qui échappent absolument à la réglementation législative. Indiquer en gros l'ordre d'idées dans lequel doivent se puiser les éléments propres à justifier une demande en séparation, et remettre ensuite aux tribunaux la tâche de statuer selon le plus ou moins de gravité des faits, c'est tout ce qu'on peut demander au législateur, qui ne pourrait manquer de se fourvoyer et de se transformer en commentateur, s'il voulait entrer dans les détails.

Les dispositions complémentaires que nous avons cru devoir ajouter aux dispositions coutumières, sont essentiellement celles qui ont rapport à la réunion des époux avant l'échéance de la séparation, ou à la continuation de leur séparation après cette échéance.

Dans l'un et l'autre cas, il y avait des règles à prescrire, tant dans l'intérêt des tiers que dans celui des époux eux-mêmes, et ces règles sont bien simples. Dans le premier cas, les époux annonceront au tribunal qui a prononcé la séparation, qu'ils entendent se réunir; — dans le second, l'époux qui voudra demeurer séparé, sera tenu d'ouvrir une demande en prolongation. Dans les deux circonstances, le public sera légalement prévenu par une publication.

Au moyen de ces formalités, peu coûteuses, et certes peu compliquées, la position sera nettement dessinée pour tous les intéressés. Si les époux ne se conforment pas aux dispositions de la loi, ils seront réputés séparés jusqu'à l'échéance de la séparation, ou réputés réunis de plein droit après cette échéance, avec toutes les conséquences légales de ces diverses situations: si, au contraire, ils se conforment à la loi, les tiers n'auront pas à se plaindre, puisqu'ils auront été légalement mis en demeure de pourvoir à leurs intérêts.

TITRE VII. — De la paternité et de la filiation.

Le chapitre I^{er}, traitant *de la filiation des enfants légitimes*, est la reproduction du chapitre correspondant du Code civil, et le chapitre II, *des enfants naturels*, est la reproduction de notre propre loi, qui a trouvé naturellement sa place dans le titre pour lequel elle avait été préparée. Nous n'avons donc rien à dire sur cette matière.

TITRE VIII. — De l'adoption.

L'adoption n'est point en elle-même une institution nouvelle pour nous, mais les règles qui la régissent en ce moment sont complètement arbitraires : les effets mêmes de l'adoption ne se sont pas toujours produits identiquement. Le conseil d'Etat est à peu près le seul intermédiaire légal entre l'adoptant et l'adopté ; il détermine les conditions de l'adoption, les formes en lesquelles l'adoption doit avoir lieu. En un mot, c'est bien plutôt une affaire de famille amiablement arrangée que l'accomplissement régulier d'un acte prévu et déterminé par la loi. Aussi, nous devons le dire, l'adoption telle qu'elle a été comprise, jusqu'à présent, n'a qu'une valeur purement nominale ; elle ne donne aucun droit à l'adopté et le laisse, du plus au moins, à la discrétion ou à la prudence de l'adoptant.

Si nous n'avions pas trouvé l'adoption dans nos mœurs et dans notre pratique, nous eussions hésité à l'introduire ; mais puisqu'elle existe, nous avons pensé qu'il fallait la conserver, 'sauf à donner à cet acte le caractère régulier qui lui manque, et à en tracer les règles et les conditions.

Dans l'état actuel de notre législation, il n'y a, pour ainsi dire, aucune restriction à l'adoption ; il n'y a du moins pas d'autres restrictions que celles auxquelles le conseil d'Etat peut subordonner son consentement, et qui, dès lors, sont entièrement arbitraires. En revanche, l'adoption ne confère aucun droit utile à l'adopté, et ses effets se bornent à substituer le nom de l'adoptant à celui de l'adopté, sans que ce dernier acquière aucun droit de succession sur les biens de l'adoptant.

Dans le Code français, au contraire, l'adoption est entourée de restrictions de tous genres : il faut être âgé de 55 ans, n'avoir ni enfants ni descendants ; avoir 15 ans de plus que l'adopté ; lui avoir fourni aide et assistance pendant un certain nombre d'années de sa minorité ; — en retour, l'adopté acquiert les droits d'un enfant légitime sur la succession de l'adoptant.

Le Conseil a pris un moyen terme entre les dispositions du Code français et notre pratique neuchâteloise : il a rendu l'adoption un peu plus facile qu'elle ne l'est en France, mais un peu moins qu'elle ne l'est actuellement chez nous. Comme compensation, il a accordé à l'adopté les droits d'enfant légitime dans la succession de l'adoptant, sans toutefois lui donner les droits de commune, ni les droits de succéder aux parents de l'adoptant : comme corollaire, il a imposé

aux adoptés et aux adoptants les obligations réciproques imposées par la loi aux père et mère et à leurs enfants.

L'adoption ainsi réglée aura une signification et une valeur réelle. Les astrictions auxquelles elle est assujettie, les formes dont elle est entourée, empêcheront qu'un acte aussi sérieux puisse être fait légèrement ; mais au moins, dès qu'il aura été conclu, l'adopté deviendra l'enfant de l'adoptant, autant qu'il peut le devenir par des liens conventionnels.

Quant aux formes de l'adoption, nous avons admis celles du Code français, en les modifiant uniquement pour les approprier à nos institutions judiciaires. Ces formes sont simples, rationnelles, pratiques, et présentent toutes les garanties nécessaires, tant pour assurer l'exécution des prescriptions de la loi que pour prévenir tout abus.

TITRE IX. — De la puissance paternelle.

Les dispositions générales du Code français sur cette matière n'étant point contraires à notre propre législation et étant d'ailleurs l'expression du droit naturel, nous les avons reproduites sans changements importants. Nous avons supprimé cependant les dispositions qui permettent au père ou à la mère de faire détenir dans une maison de correction l'enfant qui leur aurait donné de légitimes sujets de plainte. Ce mode de punition répugnerait à nos mœurs et serait d'ailleurs impraticable ; car, pour qu'une semblable correction pût produire un effet utile, il faudrait, avant tout, posséder un établissement susceptible de recevoir les enfants, établissement qui n'existe pas même en germe chez nous, et dont certainement personne ne désire la création. On est forcé de convenir que la puissance paternelle s'est peu à peu affaiblie par l'effet de la civilisation moderne et la généralisation de l'industrie chez nous ; c'est un mal réel, mais c'est un mal auquel les moyens prévus dans le Code français ne remédieraient pas et qui auraient au contraire pour effet probable de l'aggraver. La puissance paternelle doit être entièrement morale, et le père qui n'aura pas su la conserver, ne la recouvrera point par l'emploi de moyens coercitifs qui achèveraient de la détruire.

TITRE X. — De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

L'âge où cesse la minorité est fixé chez nous à 19 ans, tandis qu'en France il est fixé à 21 ans accomplis, et, dans les pays qui nous avoisinent, à une époque plus reculée encore. Convenait-il de conserver purement et simplement la coutume du pays ou de reculer la majo-

rité à un âge plus avancé ? C'est une question sur laquelle le conseil d'Etat a longtemps discuté et qu'il a résolue avec hésitation en continuant à fixer à 19 ans accomplis la majorité. Il paraissait à quelques membres du Conseil que la puissance paternelle ayant perdu beaucoup de son action chez nous, il conviendrait de retarder le moment où l'enfant échappe tout-à-fait à la tutelle légale de ses parents : il paraissait qu'à 19 ans un homme est encore bien jeune et bien inexpérimenté pour l'abandonner à lui-même, et qu'au moins aurait-on dû reculer jusqu'à 20 ans accomplis la majorité, époque où le jeune homme prend la qualité et reçoit les droits de citoyen. Mais d'autres membres du Conseil ont observé que cette coutume existe de temps immémorial dans notre canton; qu'une année de plus n'ajoutera pas une grande maturité à la capacité d'un jeune homme; que l'expérience n'est point contraire à cette disposition coutumière, et que, dès lors, autant valait conserver un état de fait dont on ne se trouvait pas mal, que d'apporter une grande perturbation dans les raisons sociales, dans l'espoir très-éventuel et très-incertain d'arriver à un état de fait meilleur. Aussi avons-nous maintenu l'ancienne pratique, tout en signalant l'irrésolution du Conseil, afin que la question fût de nouveau examinée d'une manière spéciale par la commission législative.

De l'administration tutélaire.

L'administration tutélaire est confiée, en France, à l'action combinée des conseils de famille et des justices de paix; nous n'avons pas cru devoir importer chez nous cette institution qui fonctionnerait difficilement, amènerait beaucoup de complications et serait, en général, peu favorable aux intérêts des mineurs. Nous n'entendons point faire la critique de l'institution en elle-même, qui peut produire de bons effets là où elle est établie et se trouve en rapport avec les habitudes et les besoins : nous estimons seulement que cette machine n'est point susceptible d'être appropriée à nos mœurs, et que nous devons y substituer un système analogue à celui qui a régi jusques à présent la matière.

Toutefois, comme l'organisation de l'autorité tutélaire laissait à désirer autrefois et laisse encore à désirer aujourd'hui; que plus d'une expérience sera faite peut-être avant d'arriver à un état réellement stable; que d'ailleurs cette organisation est susceptible d'être modifiée successivement par les modifications que peut subir l'organisation judiciaire elle-même, nous avons pensé qu'il était convenable de nous borner à poser dans le Code les principes généraux

*

qui doivent régir les tutelles, principes qui demeureront toujours les mêmes, quelle que soit la forme de l'institution tutélaire, et de renvoyer à une loi spéciale l'organisation de cette institution.

C'est en prenant ce point de départ que le Conseil a complètement remanié le titre des tutelles, tout en utilisant les dispositions du Code qui pouvaient entrer dans ce cadre, et celles qui se trouvent l'expression de notre propre législation coutumière. Nous arrêterons donc votre attention uniquement sur les points où nous introduisons un droit nouveau pour nous.

La section I^{re} modifie notre législation en ce qui touche la tutelle des enfants d'un premier lit quand la mère vient à se remarier. Jusqu'à présent cette tutelle demeurait à la mère, ainsi que l'administration des biens : nous avons trouvé utile de remettre l'administration des biens à un curateur spécial, en cas de second mariage de la mère, tout en conservant à celle-ci la tutelle de la personne de ses enfants, concurremment avec le curateur. Tant qu'une femme reste veuve et maîtresse de ses droits, rien ne s'oppose à ce qu'elle administre sans réserve le bien de ses enfants ; mais dès qu'elle vient à se placer elle-même sous la tutelle et la puissance d'un second mari, dont les intérêts diffèrent nécessairement de ceux des enfants du premier lit, la loi doit réserver à ceux-ci une garantie pour la conservation et l'administration de ce qui leur appartient. Cette garantie pourra, sans contredit, se rencontrer quelquefois en la personne du second mari, mais elle sera loin de s'y rencontrer toujours, et, dès lors, il y avait lieu d'y pourvoir.

Nous n'avons point suivi entièrement les principes français qui auraient paru trop durs et trop absolus. La loi française retire à la veuve qui se remarie, la jouissance du bien de ses enfants : cette jouissance, en effet, ne se trouve plus alors appliquée uniquement à l'entretien de la mère ; elle se trouve forcément confondue dans une communauté à laquelle les enfants du premier lit sont étrangers ; elle sert nécessairement à l'entretien d'un mari qui n'est point le père, d'enfants qui ne sont point les frères ou sœurs consanguins des enfants du premier lit ; elle sert enfin à l'entretien d'un mari qui doit, au contraire, entretenir sa femme. Le produit de cette jouissance, s'il n'est pas entièrement dépensé, vient accroître une fortune au partage de laquelle les enfants du premier lit ne sont pas admis. La disposition du Code français est donc rigoureusement juste. Cependant nous n'avons point voulu déroger aussi profondément à notre pratique actuelle ; nous avons laissé à la mère, même remariée, la jouissance du bien de ses enfants d'un premier lit, mais nous avons exigé que ces

biens fussent mis sous l'administration d'un curateur spécial, qui aura, tout à la fois, pour mission de conserver ces biens à ses pupilles et de veiller à ce qu'il soit fait spécialement à leur profit une équitable application des revenus.

La section II pose un principe qui existait chez nous, plutôt à l'état moral, si l'on peut ainsi dire, qu'à l'état de droit positif : ce principe est celui qui donne au père ou à la mère le droit de nommer, en mourant, un tuteur de leur choix à leurs enfants. Il nous a paru juste de consacrer cette extension de la puissance paternelle au delà du temps où celui qui la possède n'existera plus : nous n'avons apporté qu'une restriction à ce principe, c'est d'assujettir le choix de la mère à une ratification de l'autorité tutélaire, si elle était remariée. L'intérêt des enfants d'un premier lit exige que le choix de leur tuteur soit soustrait à l'influence du mari de leur mère, influence qui, dans plus d'un cas, pourrait s'exercer à leur préjudice.

La section III ne présente qu'une modification sérieuse à notre droit coutumier, mais elle est assez grave pour mériter spécialement votre examen.

Avant la révolution de 1848, la matière des tutelles était réglée par un ancien arrêté du conseil d'Etat, d'accord lui-même avec la coutume dont cet arrêté était le résumé.

Cet arrêté déférait la tutelle :

Aux parents ;

A défaut de parents capables ou de personnes en état de les suppléer, aux membres de la cour de justice.

L'expression équivoque : *ou de personnes en état de les suppléer*, avait-elle pour effet de *contraindre* à accepter une tutelle les personnes en état de suppléer à l'absence des parents capables, ou bien cette expression avait-elle simplement un sens *énonciatif* ? C'est ce qui serait susceptible de discussion, sans cependant que les faits recueillis fussent de nature à procurer une solution définitive. Les cas où des citoyens non parents ont pu être contraints à accepter des tutelles, malgré leur refus juridiquement formulé, ne sont ni assez nombreux ni assez précis pour établir, dans un sens positif, une jurisprudence constante ; et, d'autre part, l'on ne peut induire une jurisprudence négative du grand nombre d'individus qui, sans opposition, ont accepté des tutelles auxquelles les liens de parenté ne les appelaient pas.

Mais quoi qu'il en soit, avant 1848, on avait une ressource susceptible de pourvoir à tous les besoins : c'était d'imposer d'office aux membres des cours de justice les tutelles qui ne trouvaient pas d'au-

tres administrateurs. Les membres des cours de justice étaient au nombre de près de 400; ils étaient fonctionnaires à vie et inamovibles; ils étaient donc dans des conditions où l'on pouvait, sans inconvénients graves pour eux, leur imposer une charge envisagée comme une des attributions de leurs fonctions.

Il est loin d'en être de même aujourd'hui. Les membres des tribunaux de première instance et des justices de paix, suppléants et assessesurs compris, s'élèvent à 90, c'est-à-dire à une quinzaine par district: il serait dès lors bien impossible de les charger de toutes les tutelles qui ne trouveraient pas d'autres administrateurs. Leurs fonctions sont temporaires: il serait dès lors injuste de leur imposer des obligations dont les effets se prolongeraient, le plus souvent, bien au delà de la durée de leurs fonctions. Il y a plus: il serait tout-à-fait anormal de charger des *tutelles d'office* les membres mêmes de l'autorité tutélaire, qui auraient ainsi à se rendre leurs comptes les uns aux autres réciproquement et à se contrôler mutuellement. Il suffit d'énoncer un semblable résultat pour faire sentir l'inopportunité du procédé, inopportunité qui sera bien plus sensible encore, si l'on vient à réfléchir que les membres d'une justice de paix fonctionnant comme autorité tutélaire, sont seulement au nombre de trois.

Si donc nous ne pouvons aujourd'hui réserver aux membres du pouvoir judiciaire l'obligation d'accepter d'office les tutelles dont un parent n'aura pu être chargé, il faut nécessairement que ces fonctions soient attribuées obligatoirement à tous les citoyens, ou bien l'on pourrait se trouver dans la fâcheuse position de laisser un mineur sans tuteur, faute de parents capables ou de citoyens de bonne volonté.

Or, toute loi qui dispose en termes impératifs, doit en même temps fournir les moyens d'exécution, sous peine d'être frappée d'impuissance. De pareilles lois ne peuvent figurer, même à titre de lois spéciales, dans l'arsenal législatif d'un pays: à plus forte raison ne peuvent-elles figurer dans un Code civil.

Toutefois, Messieurs, nous avons cherché à rendre cette charge civique imposée à tous les citoyens aussi légère que possible, au moyen des dispositions suivantes:

a) L'autorité tutélaire n'appellera un citoyen non parent à une tutelle qu'à défaut de parents capables;

b) L'on ne pourra charger un citoyen d'une tutelle dont le siège ne serait pas dans le ressort de la justice de paix où il demeure;

c) L'on ne pourra en charger un citoyen âgé de plus de 60 ans, ou qui serait atteint d'une infirmité grave;

- d) L'on ne pourra donner plus de deux tutelles au même individu;
- e) L'on ne pourra en donner qu'une à l'homme marié ou père de famille;
- f) L'on ne pourra en imposer aucune au père de cinq enfants;
- g) Enfin, aucune tutelle ne pourra durer plus de trois ans.

Certainement, Messieurs, au moyen de ces diverses restrictions, il n'y a pas à craindre qu'on puisse jamais faire abus des dispositions de la loi, dispositions d'ailleurs rigoureusement justes : car, dans tout pays où chaque citoyen est admis à la jouissance des droits civils et politiques, chaque citoyen doit aussi supporter les charges publiques.

Toutes les autres dispositions des sections IV, V, VI et VII, concernant les exclusions de tutelle, l'administration du tuteur et la reddition de ses comptes, ne sont généralement que la reproduction de notre droit sur la matière, soit que sa rédaction en appartienne au conseil d'Etat, soit qu'elle ait été empruntée aux dispositions correspondantes du Code français.

De l'émancipation.

L'émancipation, aux termes du droit français, ne rend le mineur apte aux divers actes de la vie civile que d'une manière partielle et restreinte : elle le laisse encore sous la puissance d'un tuteur ou d'un conseil de famille pour les actes les plus importants.

Une émancipation aussi restreinte et aussi conditionnelle ne serait d'aucune utilité chez nous et serait la source d'une multitude de complications et même de fraudes. Pour nous, un individu est majeur ou mineur, il n'y a pas de milieu : il fallait donc donner à l'émancipation une portée absolue. C'est ce que nous avons fait, mais en élevant à 17 ans l'âge auquel on peut émanciper un mineur. En France, depuis l'âge de 15 ans le mineur peut être émancipé, et c'est ce qui explique pourquoi le Code n'a pas voulu donner à l'émancipation la portée absolue que nous lui donnons chez nous.

Indépendamment de la garantie de l'âge, nous avons encore réservé le contrôle des tribunaux, sans l'intervention desquels un mineur ne pourra être émancipé. On dira sans doute que le père doit être envisagé comme le meilleur juge de la capacité de l'enfant qu'il veut affranchir de sa tutelle : cela peut être vrai quelquefois, mais cela peut souvent être fort contestable : il est prudent de ne permettre qu'avec une extrême circonspection un acte dont les conséquences peuvent être aussi graves, et pour le mineur lui même et pour des tiers.

TITRE IX. — De la majorité, de l'interdiction et de la curatelle.

Bien que la tutelle et la curatelle ne soient au fond qu'une seule et même chose, nous avons cependant conservé cette distinction dans les mots, parce qu'elle répond à une idée répandue dans le pays : on a en effet l'habitude de considérer les tuteurs comme plus spécialement imposés aux mineurs d'âge et les curateurs aux majeurs. Mais tout en conservant ces deux dénominations, dont l'application sera généralement vraie, nous avons néanmoins placé dans la catégorie des *tuteurs* les personnes préposées à l'administration des biens et à la surveillance de la personne des majeurs interdits. Les dispositions constitutionnelles n'accordant les droits civiques ni aux interdits ni aux mineurs, l'on pourra ainsi généraliser et dire que toute personne sous tutelle est incapable d'exercer des droits civiques, tandis que toute personne sous curatelle peut les exercer, si d'ailleurs elle n'en est pas privée par d'autres causes. C'est par la même raison que nous n'avons point placé la *prodigalité* parmi les causes de l'interdiction, car le prodigue peut avoir besoin d'un conseil pour administrer ses biens, et cependant n'être nullement incapable d'exercer convenablement ses droits politiques.

Quant aux formes de l'interdiction et de la mise sous curatelle d'un majeur, nous les avons rendues moins sévères qu'elles ne le sont dans la législation française, mais beaucoup plus rigoureuses qu'elles ne le sont aujourd'hui chez nous. C'est un acte si sérieux que de priver un individu majeur de la jouissance directe de ses droits civils, de sa liberté d'action et quelquefois de la liberté de sa personne, que le législateur a dû prendre toutes les mesures propres à assurer le droit de la défense, à prévenir toute surprise, tout jugement précipité, tout jugement qui aurait pu être rendu sous l'empire de fâcheuses préventions locales.

Le majeur ne pourra être interdit ou mis sous curatelle qu'après une enquête de l'autorité tutélaire, enquête que le tribunal de district pourra encore faire compléter sur la demande des intéressés ; le défendeur sera pourvu d'un curateur de son choix, s'il est capable d'en faire un, ou d'un curateur d'office pour prendre sa défense : il devra de plus être entendu à huis clos, publiquement ou par commissaire, selon les circonstances. Enfin, dans les cas d'interdiction, le jugement ne pourra être exécuté qu'après avoir été soumis au tribunal supérieur du canton, soit qu'il y ait eu, soit qu'il n'y ait pas eu appel de la sentence rendue par le tribunal inférieur.

Il nous a paru qu'au moyen de ces prescriptions, d'une application

d'ailleurs facile et peu coûteuse, on aura fait tout ce qu'on pouvait exiger pour sauvegarder les intérêts et la liberté individuelle des citoyens dont l'état mental ou la conduite aurait provoqué des mesures exceptionnelles.

En ce qui concerne les majeurs qui, pour des motifs particuliers, auraient demandé spontanément qu'il leur fût établi un curateur, nous avons posé un principe aussi équitable que juste : c'est que ce majeur puisse toujours être libéré de la curatelle quand il demandera cette libération. Nous n'ignorons point qu'un usage contraire s'est généralement établi fort abusivement, et que souvent un majeur a beaucoup de peine à se débarrasser d'une curatelle qu'il a lui-même réclamée ; mais cet usage est évidemment anormal et doit disparaître. La justice ne peut être un piège pour personne, et celui qui est entré librement doit pouvoir sortir avec la même liberté. Si l'on juge qu'il y a lieu à le placer sous curatelle, on procèdera contre lui, après lui avoir rendu la liberté, comme la loi veut qu'on procède ; de cette manière il y aura justice pour tous.

De la tutelle officieuse.

Il existe dans le Code français un genre particulier de tutelle, nommé la *tutelle officieuse*, dont les règles et les effets se trouvent tracés au chapitre II du titre de l'adoption, chapitre que nous avons supprimé.

La tutelle officieuse a quelque analogie avec l'adoption et même peut y conduire, sans cependant produire de prime-abord les effets de l'adoption. C'est un *moyen terme* entre la tutelle ordinaire et l'adoption, qui donne au pupille contre son tuteur et au tuteur sur son pupille certains droits assez analogues à ceux qui dérivent de l'adoption. La *tutelle officieuse* n'est point dans nos habitudes et n'est pas davantage dans nos mœurs.

Introduire ce nouveau rouage très-compiqué dans notre législation, ce serait introduire un rouage inutile et par conséquent nuisible ; on aurait même beaucoup de peine à le faire fonctionner chez un peuple qui, en matière de législation, a une sympathie prononcée pour tout ce qui est simple, clair et d'une pratique facile. L'adoption suffira, comme elle a suffi jusqu'à présent, pour suppléer par une paternité fictive et conventionnelle à la paternité naturelle, dans les cas fort rares où cette paternité fictive est désirable. Le conseil d'Etat a donc renoncé, sans hésiter, à la tutelle officieuse.

Telles sont, Messieurs, en ce qui concerne le livre premier, les observations que nous avons à vous soumettre, soit pour expliquer,

soit pour justifier le travail de codification dont vous avez à faire l'examen. Nous aurions trouvé puéril d'arrêter votre attention sur une multitude de modifications, adjonctions et suppressions de détail apportées au Code français, même dans les parties que nous avons conservées presque en entier. Il est évidemment impossible d'importer *in globo* un Code qui n'a point été destiné au pays dans lequel on l'importe. Il y a dans tel pays des besoins spéciaux auxquels doivent répondre des dispositions législatives qui, dans tel autre pays, n'auraient aucune raison d'être et aucune application quelconque. Il y a des dispositions qui sont en corrélation avec d'autres branches de la législation et qui doivent, en passant dans un pays différent, être mises en corrélation avec les branches de législation correspondantes du pays où elles sont importées.

Ces coupures, ces modifications, ces adjonctions dérangent évidemment le plan d'ensemble et tendent à détruire l'accord des diverses parties du Code que l'on prend pour base. Il y a nécessairement des lacunes à combler, des raccordements souvent difficiles à exécuter, l'harmonie à rétablir entre les diverses parties, un nouveau *tout* à faire avec des matériaux qui tantôt sont les mêmes, tantôt sont entièrement nouveaux, tantôt sont retailés ou mis en œuvre différemment. Or la première et la plus indispensable condition d'un pareil travail, s'il est convenablement fait, c'est qu'on ne puisse l'apercevoir, à moins de se livrer à la comparaison des textes, le livre à la main : son essence est donc précisément d'échapper à l'analyse.

C'est pourquoi nous ne nous livrerons pas avec vous, Messieurs, à ce travail de dissection sans aucun intérêt, et nous continuerons, pour les livres suivants comme pour celui-ci, à restreindre notre rapport aux matières générales et importantes, sans nous arrêter à des détails qui ne peuvent appartenir qu'à la discussion verbale, et surtout sans reprendre présomptueusement en sous-œuvre le travail d'exposé si admirablement fait par les auteurs du Code civil français.

LIVRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

Nous aurons fort peu d'observations à faire sur le second livre du Code civil, car ce livre est, à quelques articles près que nous allons vous signaler, la reproduction textuelle du livre correspondant du Code français.

Ce livre est tellement l'expression du droit commun que les cantons français l'ont, comme nous, adopté tout entier. Les dispositions de ce livre sont d'ailleurs si bien en harmonie avec notre propre législation écrite ou coutumière, qu'on ne pourrait en quelque sorte l'écrire autrement, ou du moins qu'on n'aurait d'autres chances que de l'écrire plus mal.

Or, lorsqu'on se trouve en présence d'un travail où les matières sont méthodiquement et lumineusement classées, d'une rédaction claire, concise et d'un singulier bonheur d'expression ; lorsque, de plus, les idées renfermées dans ce travail sont précisément celles que nous aurions eu à énoncer nous-mêmes, il faudrait être absurde pour aller refaire un semblable ouvrage, dans le but puéril de faire autrement et de produire un ouvrage *du crû*, comme on dit vulgairement. Autant le conseil d'Etat a abandonné franchement et sans hésiter le Code français quand ses dispositions ne s'accordaient point avec nos besoins et nos institutions, autant il s'est fait un devoir d'en conserver le texte quand ce texte peut nous convenir, parce qu'on fait toujours mal lorsqu'on veut faire mieux que ce qui est bien. Il y a sans doute çà et là des dispositions qui, au premier abord, paraissent étranges et dont on ne comprend pas immédiatement la raison d'être ; mais pour peu qu'on les étudie et qu'on en cherche les motifs, on en saisit promptement l'utilité. C'est donc un grand avantage pour nous de rencontrer des parties complètes que nous puissions entièrement conserver, non-seulement parce que nous avons ainsi un travail parfaitement homogène, mais encore parce que nous avons alors à côté de ce travail une jurisprudence formée par cinquante années d'expérience pour l'expliquer.

Au reste, Messieurs, il suffit d'ouvrir le second livre et de reproduire l'énoncé des titres qui le composent, pour comprendre qu'il ne peut pas exister utilement deux rédactions parallèles sur ce sujet : " De la *distinction* des biens, de la *propriété*, de l'*usufruit*, des *servitudes* ou *services fonciers*. „ Toutes ces matières étant généralement traitées à un point de vue abstrait, n'est-il pas évident qu'elles ne pourraient être différemment traitées en France, à Genève, à Lausanne ou à Neuchâtel ? La définition des diverses sortes de biens, celle de la propriété, la définition de l'usufruit et des servitudes, les règles qui déterminent comme l'usufruit et les servitudes s'établissent, se conservent et se perdent, peuvent-elles varier selon les lieux ? Evidemment non. Les règles et les définitions générales de droit sont les mêmes partout et ne diffèrent que par la manière en laquelle elles sont exprimées. Donc, dès le moment où nous trouvons une redac-

tion bien faite et à notre usage, nous devons purement et simplement l'adopter.

Nous allons vous signaler, Messieurs, les seules modifications et adjonctions que nous ayons faites au livre II du Code français, et vous en indiquer les motifs. Quant aux suppressions, nous n'avons rien à en dire, attendu qu'elles se rapportent uniquement à des dispositions sans application chez nous, faute de posséder les objets auxquels elles s'appliquent.

Les dispositions du chapitre II du titre Ier ont pour effet de donner les définitions légales des meubles et des expressions dont on se sert pour désigner les diverses espèces de biens meubles. L'article 383, notamment, détermine que le mot *meuble*, employé seul dans les dispositions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ou désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foin et autres denrées, non plus que ce qui fait l'objet d'un commerce.

Le Code vaudois ajoute à cette disposition la disposition suivante que nous lui avons empruntée :

“ Néanmoins le mot *meuble* comprend toutes ces choses, lorsque dans un acte il est employé par opposition au mot *immeuble*. ”

Cette addition nous a paru tout-à-fait nécessaire, en raison des habitudes de rédaction de la plupart de nos notaires et des habitudes de la population, qui ne fait guère que deux distinctions, celle des meubles et celle des immeubles, et qui les entend certainement comme le Code vaudois les entend quand il les emploie par opposition l'une à l'autre.

Cette disposition additionnelle aura donc pour effet, surtout pendant l'époque de transition, de prévenir bien des malentendus.

La section I du titre III, *des droits de l'usufruitier*, présentait une grande difficulté à résoudre, difficulté qui s'est bien souvent offerte dans la pratique, mais qui a toujours été tournée par des arrangements amiables, sans avoir jamais reçu de solution juridique. Cette difficulté est celle-ci :

Peut-on avoir l'usufruit d'une forêt ?

Comment doit être déterminé l'usufruit d'une forêt ?

La première question ne peut pas être répondue autrement que par une affirmation : d'après le principe posé dans l'art. 428, l'usufruit peut être établi sur toute espèce de biens meubles et immeubles ; il peut donc l'être sur une forêt. Nous voyons d'ailleurs chaque jour des forêts comprises dans les biens remis en usufruit au conjoint survivant. —

Mais, comment doit s'exercer cet usufruit ? Voilà ce qui n'était nullement facile à déterminer en raison du mode d'exploitation généralement admis dans notre pays.

Si l'usufruit a pour objet des bois taillis ou des bois de haute futaie mis en coupes réglées, rien n'est plus simple que de déterminer l'usufruit. Les articles 435 et 436 y ont parfaitement pourvu en attribuant à l'usufruitier le droit de faire les coupes à son profit, conformément à l'aménagement de la forêt et à l'usage constant des anciens propriétaires. Mais si la forêt n'est point soumise à un aménagement régulier et à des coupes réglées, comme c'est généralement le cas chez nous, il est évident que les bases posées dans les art. 435 et 436 ne peuvent trouver d'application et qu'il faut chercher une autre solution.

L'usufruit d'une forêt peut quelquefois être d'une très-mince importance parmi les biens généraux soumis à usufruit, mais souvent aussi cette forêt peut former la majeure et la meilleure partie des biens, quelquefois même constituer tout le bien. Or, faudra-t-il que l'usufruitier renonce à son droit et peut-être demeure dans le besoin en présence d'une ressource suffisante, uniquement parce que la loi aura négligé de déterminer comment il doit jouir de son bien ?

Il importait donc de chercher une solution rationnelle, et voici celle que le conseil d'Etat a trouvée et propose d'adopter :

Il propose d'accorder à l'usufruitier le droit de couper annuellement une quantité de bois qui soit tout à la fois en rapport avec l'état de la forêt et avec le capital qu'elle représente, sans cependant que cette quantité puisse jamais dépasser l'intérêt du capital représenté par la forêt ni excéder le produit naturel de cette forêt, alors même que ce produit serait inférieur à l'intérêt du capital représenté.

Il est à peu près impossible de résoudre la question sans tenir compte, suivant les cas, de la combinaison de ces divers éléments.

En effet, supposez une forêt arrivée tout entière à maturité au moment où commence l'usufruit ou pendant la durée de l'usufruit; il est évident que la valeur du bois susceptible d'être coupé ne sera pas l'expression d'une année de revenu, mais de 50, 60, 100 années, selon la nature du sol, du bois et du climat. En pareil cas, il serait facile d'expertiser, car il suffirait de diviser la valeur de la forêt, moins le sol, par le nombre d'années probable qu'il a fallu pour la conduire à maturité; d'accorder en toute propriété à l'usufruitier autant de dividendes qu'il y aurait d'années d'usufruit échues, et enfin de lui accorder l'usufruit de la somme représentée par les autres dividendes.

Mais il n'y a pas une forêt dans le pays qui soit dans ce cas : toutes

contiennent plus ou moins du bois mûr, du bois qui ne l'est pas encore et des recrues. Le travail de l'expert devra donc donner pour résultat l'indication de la quantité de bois que la forêt, selon sa nature et son état, peut fournir annuellement. Mais le produit de cette forêt peut se trouver pendant un certain nombre d'années très-considérable en raison de l'état actuel de cette forêt, comme il peut se trouver très-restreint et au-dessous de ce que l'étendue de la forêt pourrait comporter : pendant le cours d'un usufruit un peu long (et ils ne sont pas rares), ces produits peuvent en outre subir de grandes modifications; car telle forêt peut avoir aujourd'hui un fort petit nombre d'arbres mûrs et un très-grand nombre qui arriveront à maturité en même temps dans un temps donné. Il faut donc nécessairement, à défaut de bases certaines, poser au moins des limites dans lesquelles l'usufruitier devra se mouvoir et qui puissent également servir de jalons à l'expert.

Ce sont ces limites qu'on a essayé de poser en disant que, d'une part, on ne pourra jamais allouer à l'usufruitier une quantité de bois dont la valeur excèderait le revenu d'un capital égal à la valeur de la propriété, et que, d'autre part cependant, l'usufruitier ne pourra rien exiger au-delà du produit naturel de la forêt, à dire d'experts, alors même que ce produit ne serait point l'équivalent du capital représenté par la forêt.

Ainsi, supposant une forêt d'une valeur actuelle et vénale de fr. 50,000, la coupe allouée à l'usufruitier ne pourra jamais excéder une valeur de fr. 2,000, mais il n'en résultera nullement qu'on devra lui allouer une coupe de fr. 2,000 de valeur, si d'ailleurs le produit naturel de la forêt, calculé autant qu'un pareil produit pourra l'être, n'ascende pas à ce résultat.

Il faut en outre ne pas perdre de vue que non-seulement l'usufruitier a des droits positifs sur les produits *annuels* de la forêt, mais qu'il a encore des droits sur l'intérêt du capital que produirait une coupe de bois mûrs dont l'abattis serait devenu nécessaire. En pareil cas, le nu propriétaire ne peut pas, en s'opposant à la coupe, priver l'usufruitier de la jouissance d'un capital que produiraient les bois mûrs, car ces bois représentent une accumulation de récoltes dont le produit doit incontestablement se capitaliser et se joindre à la masse générale des biens usufruités.

Chapitre I^{er}. Section III. — Comment l'usufruit prend fin.

Nous avons dû faire à cette section une adjonction rendue nécessaire par le changement qu'a nécessairement apporté à certaines

transactions l'institution des assurances et surtout des assurances obligatoires.

Il n'est plus exact aujourd'hui, et surtout chez nous, de dire d'une manière absolue que l'usufruit prend fin par la *perte totale* de la chose sur laquelle l'usufruit est établi, du moins quand il s'agit de bâtiments, car un bâtiment assuré ne périt pas : sa valeur ne fait que changer de forme et devenir mobilière, d'immobilière qu'elle était. Déjà, en matière d'hypothèque, nous avons établi que l'indemnité payée par les compagnies d'assurance tenait lieu de l'immeuble assuré et appartenait de plein droit aux créanciers hypothécaires, selon leur rang : il est donc juste de dire aussi qu'en matière d'usufruit le capital délivré par la compagnie sera usufuité au lieu et place de l'immeuble qu'il représente, moyennant cependant que l'usufruitier n'ait point refusé de payer les primes d'assurance.

Cependant, comme par sa nature l'immeuble présentait au nu propriétaire une garantie que ne lui présente plus sa valeur en numéraire, il est juste de lui réserver le droit d'opérer le remploi de cette valeur ou la surveillance de son placement, si elle n'est pas de nouveau immobilisée.

Il est juste également de lui donner le droit de reconstruire l'immeuble détruit, sans que l'usufruitier puisse demander une indemnité pour privation de sa jouissance pendant la durée de la construction : souvent le nu propriétaire peut avoir un très-grand intérêt à cette construction. Cette disposition est d'autant plus équitable que, dans la plupart des cas, l'incendie sera arrivé par la faute grossière ou légère de l'usufruitier ou de ceux qui jouissaient en son nom. Mais, d'un autre côté, on doit également prémunir l'usufruitier contre l'abus que le nu propriétaire pourrait faire de la faculté de rebâtir, soit en retardant la mise en œuvre de la construction, soit en prolongeant indûment les travaux. On y a pourvu en rendant la somme payée par la compagnie d'assurance, productive d'intérêts au profit de l'usufruitier dont les droits viendraient à être malicieusement compromis.

Les articles 465, 466 et 467 sont destinés à régler cette modification au droit absolu.

TITRE IV. — Des servitudes ou services fonciers.

Section I^{re} du chapitre II.

L'art. 513 modifie le droit accordé par le Code français à un propriétaire, de contraindre le propriétaire voisin à lui vendre la mitoyenneté d'un mur.

Il peut souvent ne pas convenir à un propriétaire de rendre mi-

toyen un mur qui est sa propriété exclusive. Les conséquences de la mitoyenneté sont non-seulement gênantes, mais elles peuvent encore devenir une source de dépenses importantes pour le voisin. Elles sont gênantes en ce sens qu'elles restreignent l'usage du mur; elles peuvent être une source de dépenses, si, par exemple, il plaît à l'un des voisins d'exhausser le mur, et si, pour cet exhaussement, il est obligé de le reconstruire dès sa base et de mettre ainsi à découvert la maison voisine.

C'est par ces motifs que nous avons restreint le droit d'acquérir la mitoyenneté, au cas où celui qui veut l'acquérir *posséderait déjà* la mitoyenneté *d'une partie* du mur. Il serait injuste, en pareille circonstance, de le contraindre à élever un mur, en dedans de son terrain, contre un mur dont il est, en partie, copropriétaire, ou à défigurer sa construction par l'encasse que formerait nécessairement le prolongement du mur construit hors de l'alignement de la partie mitoyenne. Réduit à ces termes, l'art. 513 ne présente plus aucun inconvénient.

Section III du même chapitre. — Des vues sur la propriété du voisin.

Nous avons conservé l'ancien usage, qui ne permet pas d'obstruer par des constructions les jours acquis par prescription sur le terrain voisin; mais nous avons délimité exactement cette servitude, dont on a souvent abusé. Les servitudes, surtout celles qu'on a acquises par prescription, sont toujours de droit étroit: elles ne peuvent, ni s'étendre par analogie en aggravant la position du fonds asservi, ni imposer à celui-ci des privations nouvelles.

Ainsi, par l'art. 530, on pose en principe que le droit de jour, acquis par prescription ou autrement, ne donne point le droit d'ouvrir des jours nouveaux ou d'agrandir ceux qui existent. On établit encore que ce droit ne peut empêcher le propriétaire de bâtir, ni le forcer à se retirer de trois pieds en arrière sur toute la ligne, comme on le prétend mal à propos aujourd'hui. Le propriétaire asservi au droit de jour peut bâtir à droite, à gauche, au-dessous des jours et même au-devant, moyennant que, dans ce dernier cas, il laisse trois pieds d'espace en tous sens autour des jours.

Il est évidemment ridicule de vouloir, par exemple, que le propriétaire d'un terrain de 100 pieds de côté abandonne 3 pieds de terrain dans toute la longueur de sa propriété, parce que le voisin aura acquis le droit d'avoir une lucarne ou une petite croisée de deux pieds de large, prenant jour sur ce terrain. Il n'est pas moins absurde de prétendre empêcher un propriétaire de bâtir à l'extrême limite de son terrain, parce que le voisin aura un droit de jour à

trente pieds au-dessus du sol. Moyennant qu'on laisse à celui qui a le droit de vue la faculté d'en jouir, il ne peut demander davantage.

L'art. 531 restreint également le droit de vue à la fenêtre elle-même, sans faire déconler de ce droit, comme corollaire, celui de faire jouer des volets sur le fonds voisin ou d'y pratiquer d'autres saillies, à moins que, par titre ou par prescription, on n'ait acquis cette autre espèce de servitude contre le voisin.

LIVRE III.

Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

Le III^e livre du Code civil contiendra : les *successions* en général, les *donations* et les *testaments*, les *contrats* ou *obligations conventionnelles*. — Les *hypothèques*. — La *prescription*.

La partie de ce livre, que nous vous présentons aujourd'hui, embrasse toute la matière des *successions ab intestat* et *testamentaires*, des *donations* et des *testaments*. Elle forme ainsi un tout complet qui peut être discuté, voté et promulgué sans inconvénient et sans attendre le reste du livre.

Nous avons fait subir au plan du Code français une modification qui consiste à former un titre séparé de *l'acceptation des successions et de la saisine des héritiers*, et à placer ce titre après ceux des *successions* et des *donations et testaments* auxquels ses dispositions sont en partie communes.

L'ordre des matières adopté dans le Code français est logique avec un système de succession où l'on dit : *Le mort saisit le vif et la renonciation ne se présume pas*. Il est évident, en effet, que, dans ce système, la succession est *une* et l'héritier *héritier de plein droit*, à moins qu'il ne répudie formellement la succession. Il était naturel, en prenant ce point de départ, de réunir sous un seul titre toutes les opérations qui sont la conséquence nécessaire de l'ouverture d'une succession.

Dans notre pays, il n'en est pas de même : nul n'est héritier de plein droit. Au lieu de dire : *la renonciation ne se présume pas*, nous disons : *l'acceptation ne se présume pas*. De sorte que, pour être héritier, il faut, avant tout, *demandeur et obtenir* juridiquement la succession.

L'acceptation a donc dans notre système une importance de premier ordre ; et comme les formalités à remplir sont les mêmes pour les successions testamentaires et les successions *ab intestat*, nous avons réuni en un seul titre spécial toutes les matières qui se rattachent à la prise de possession d'une succession, et nous avons placé

ce titre après celui des successions et celui des donations et testaments. C'est aussi la marche qui a été suivie dans le Code vaudois; elle est tout à la fois rationnelle et très-appropriée à nos besoins.

Mais si nous avons peu modifié *le plan* de cette partie du Code civil français, nous avons dû, au contraire, en remanier complètement le fond. Bien que les principes généraux et abstraits qui régissent les successions, les donations et les testaments, soient les mêmes en France et chez nous; bien que nous ayons utilisé et reproduit une grande partie des dispositions du Code civil, cependant l'ensemble de cette portion de notre travail est réellement un ouvrage nouveau, dans lequel nous nous sommes beaucoup plus rapprochés de notre coutume que du Code français, quoique nous soyons loin d'avoir abandonné celui-ci tout-à-fait.

C'est donc par un exposé général des principes adoptés, et non par des comparaisons de détail, que nous devons vous rendre compte de cette partie de notre travail.

Nous nous trouvions, Messieurs, en présence de deux systèmes de succession. L'un simple, conforme aux lois de la nature, exempt de toutes complications, applicable avec facilité dans tous les cas, adopté successivement par tous les cantons français, qui ont, comme nous, puisé dans la législation française: ce système est celui dans lequel la loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en faire la dévolution aux héritiers, et qui partage toute succession en deux parts, dont l'une est livrée aux plus proches parents de la ligne paternelle, et l'autre aux plus proches parents de la ligne maternelle.

L'autre, compliqué, plus conforme à des lois conventionnelles qu'aux lois du sang, d'une application difficile en plus d'un cas, rejeté successivement de toutes les législations modernes: ce système est celui dans lequel la loi considère la nature et l'origine des biens et réserve *les biens paternels* aux plus proches *parents paternels*, *les biens maternels* aux plus proches *parents maternels*, et *les acquêts* au plus proche parent en degré. C'est le système qui nous a régis jusqu'à présent.

C'est aussi celui dont nous avons transporté les principes dans le Code pour en faire la base de notre droit de succession, mais en précisant ses dispositions fondamentales, devenues fort incertaines, et en les modifiant assez profondément pour les approprier aux idées généralement répandues aujourd'hui.

Il pourra paraître étrange, Messieurs, qu'au moment où nous allons, pour la première fois, introduire chez nous un corps de droit écrit, nous préférions suivre l'ancienne route plutôt que le chemin choisi par ceux de nos voisins qui nous ont devancés dans la ré-

forme. Mais il y a des coutumes tellement enracinées dans les mœurs et qui sont tellement liées à l'institution des familles, qu'on se demande s'il serait convenable de les arracher bon gré, mal gré, même pour y substituer une législation meilleure qu'on ne réclame pas et dont on ne sent pas le besoin. Si le conseil d'Etat avait dû envisager la question d'une manière purement abstraite; s'il avait eu *table rase*, et conséquemment liberté entière d'édifier à nouveau, peut-être eût-il été séduit par la simplicité du système français et l'eût-il adopté, comme l'ont fait tous les cantons voisins. Mais il n'a pu travailler sans tenir compte des idées et des sympathies de la population pour laquelle il travaillait; c'est pourquoi il a cru devoir formuler en articles de loi une partie de notre coutume actuelle en matière de succession, au lieu de la remplacer par un système nouveau qu'on aurait accueilli avec répugnance. Résumée sous cette forme précise, qu'elle n'avait jamais revêtue et qui la rajeunit, notre coutume sera plus facilement comprise, mieux appréciée et mieux discutée. Si, d'ailleurs, contre notre attente, la commission législative ou le grand-conseil préférerait arriver directement au droit français, l'économie du titre peut aisément se prêter à cette transformation, tout en conservant nos formes d'acceptation, qui sont pour nous bien supérieures aux formes françaises.

Nous avons dit plus haut, Messieurs, que, tout en conservant la base principale de notre droit de succession, nous avons cependant précisé ses dispositions et modifié leur portée. Si, en effet, dans notre canton, chacun sait que les biens paternels sont réservés aux héritiers paternels, les biens maternels aux héritiers maternels, etc., il s'en faut que le public, les praticiens, les jurisconsultes, soient d'accord sur le véritable sens de ces principes et sur la manière de les appliquer. Tous, il est vrai, en admettent également les termes, mais essentiellement parce que ces termes, en raison de leur généralité et de leur élasticité, permettent à chacun de les interpréter à sa façon et dans le sens du système qu'il affectionne. Aussi, trois interprétations diverses ont-elles été alternativement plaidées, selon les intérêts qui étaient en jeu, sans que jamais les anciens tribunaux, dont les jugements n'étaient pas motivés, aient tranché la question d'une manière absolue.

Suivant les uns, notre coutume est *souchère*, et il n'y a lieu à la distinction des biens que si le bien disputé provient d'un auteur commun au défunt et à l'héritier qui réclame le bien.

Selon les autres, notre coutume est une coutume de *côté et ligne*, et la distinction doit avoir lieu, si le bien meut *du côté et de la ligne* à laquelle appartient l'héritier qui le réclame.

*

D'autres, enfin, soutiennent que la coutume est une coutume de *simple côté*, et que le bien appartient au plus proche parent paternel ou maternel, du côté d'où vient le bien, sans autre restriction.

C'est ce dernier système qui paraissait décidément prévaloir au moment de la révolution et que semblait avoir adopté l'ancien tribunal souverain : nous avons plus d'une raison pour croire que la coutume est en effet généralement interprétée en ce sens aujourd'hui, quelle qu'ait pu être cette coutume à une époque plus reculée. Nous ajouterons que cette interprétation est la seule qui, dans l'état actuel de notre civilisation, fournisse des règles véritablement pratiques, exempts de complications et de chicanes ; que, de plus, tout en conservant à notre droit de succession le principe essentiel auquel nous croyons la population attachée, elle nous rapproche des idées maintenant dominantes et préparera une transition, désirable peut-être quand on pourra l'obtenir sans froissement.

En effet, Messieurs, le système de la distinction des biens, quoiqu'il ait son côté logique et utile, quoiqu'il ait une apparente justice, a certainement quelque chose qui s'accorde mal avec les mœurs actuelles et avec les lois naturelles. Ce système substitue, si l'on peut s'exprimer ainsi, une parenté *de biens* à une parenté *de sang*. Ainsi, l'on n'hérite pas de son parent, parce que l'on est le plus rapproché de lui, parce que la proximité du degré fait présumer une plus grande part dans son affection ; l'on hérite, parce que tel bien qui se trouve dans sa succession a appartenu à un parent commun ! et l'on hérite à l'exclusion de parents beaucoup plus proches en degré, parce que ces parents ne sont point parents du même côté ! Le principe de la distinction des biens n'est pas davantage en harmonie avec les principes rigoureux du droit de propriété : il transforme en quelque sorte les propriétaires successifs d'un bien d'origine patrimoniale, en fidéi-commissaires, quoique cependant fidéi-commissaires imparfaits, puisqu'ils peuvent dissiper le bien ou en disposer à leur gré. Il reste enfin à ce principe une sorte de caractère à demi féodal, qui tranche désagréablement avec les mœurs modernes, dont le droit français, sans être un droit nouveau, se trouve pourtant l'expression plus exacte.

C'est pourquoi, Messieurs, nous avons adopté résolument le système coutumier le moins compliqué, celui qui forme une transaction raisonnable entre les deux grands systèmes qui étaient en présence. Nous n'avons pas à prononcer entre les partisans de la coutume *sou-chère*, ceux de la coutume *côté et ligne* et ceux du *simple côté*, qui, depuis des siècles, disputent sans avoir pu se mettre d'accord : nous n'avons pas à élucider et à constater un point d'histoire de notre

droit coutumier; nous avons uniquement à formuler un droit de succession en harmonie avec les idées populaires et avec la civilisation actuelle, un droit de pratique et d'une intelligence facile, et c'est ce que nous avons essayé de faire en posant ces principes absolus :

„ Les biens que le défunt tenait de son père ou de parents de son père, sont réputés biens paternels et appartiennent au plus proche parent paternel, sans distinction ultérieure de ligne ou de souche, ou de mouvance;

„ Même règle pour les biens maternels;

„ Et, enfin, dévolution des acquêts au plus proche en degré. „

Il est évident que dans ce système la distinction des biens sera toujours facile, puisque la recherche s'étendra rarement au-delà d'une génération : c'est bien véritablement le sens que la population donne à notre coutume aujourd'hui et l'application qu'elle en fait. Ce que veut le peuple neuchâtelois, ce à quoi il tient, c'est qu'un bien patrimonial de la famille du père ne passe pas à la famille de la mère et réciproquement; il ne va pas plus loin et ne demande pas davantage. Le sentiment des *biens de famille* est encore vivace chez nous; nous ne devons pas le froisser sans nécessité, alors surtout qu'on pouvait réduire le système de la distinction des biens aux termes simples où il se trouve réduit dans ce projet. — Quant aux questions de coutume souchère et de coutume côté et ligne, de biens adventices ou profectices, et à toutes les subtilités plus ou moins ingénieuses, plus ou moins savantes, au moyen desquelles on arrive à créer un labyrinthe inextricable de questions, elles sont si peu populaires que l'immense majorité de la population ne les comprendrait même pas, et qu'elles n'ont jamais été agitées que par les gens de loi.

Mais, tout en conservant la distinction des biens, nous avons repoussé la computation canonique des degrés de parenté pour y substituer la computation civile, adoptée partout aujourd'hui et infiniment plus facile. Elle consiste uniquement à compter les générations en remontant à l'auteur commun, et à redescendre en les comptant encore depuis l'auteur commun jusqu'au parent dont nous cherchons le degré. Cette computation présente, en outre, l'avantage de donner toujours des nombres entiers pour résultat, au lieu de conduire, comme la computation canonique, à des degrés inégaux ou des demi-degrés. Ainsi, toutes les parentés s'expriment par un chiffre exact déterminant avec précision le nombre de générations qui séparent deux parents : 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e degré, etc. C'est la simplicité du système décimal substituée aux nombres complexes.

De tout ce qui vient d'être dit, il est donc facile de conclure que le droit de succession proposé par le conseil d'Etat est tout à la fois l'expression de notre coutume, telle qu'elle est généralement comprise au moment où nous écrivons, et a l'avantage de se rapprocher du droit des pays qui nous entourent, autant qu'on pouvait le faire sans abandonner la base de notre ancien droit. Nous réalisons un progrès réel et considérable en déterminant avec précision et simplicité la coutume actuelle et en mettant à néant, une fois pour toutes, les prétentions si souvent manifestées de nous ramener aux complications inextricables des autres systèmes coutumiers.

La section 1^{re} du chapitre III résume et formule en articles toute la doctrine que nous venons d'exposer.

De la représentation.

La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer le représentant dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

En ligne directe, la représentation est dans notre pays la même qu'en France. Mais, en ligne collatérale, dans le seul cas où la représentation est admise, notre droit est plus restreint que le droit français. Les neveux et nièces peuvent seuls représenter leurs père ou mère défunts et arriver en leur nom à la succession d'un oncle ou d'une tante décédée : les enfants des neveux et nièces sont exclus de ce bénéfice.

De telle sorte que si un individu décède laissant un frère et des enfants d'un autre frère prédécédé, ces enfants viendront à la succession concurremment avec le frère du défunt : mais si ces enfants étaient morts, quoique ayant laissé eux-mêmes des enfants, le frère hériterait seul de son frère défunt.

En France, au contraire, et dans tous les Cantons français, les enfants des enfants du frère défunt arriveraient par représentation à la succession.

C'est le principe que nous proposons d'adopter.

En 1655, les Trois-Etats avaient rendu une loi semblable, ou du moins à laquelle on pouvait donner cette portée ; mais, soit qu'elle fût mal comprise ou mal appliquée, soit qu'on lui eût donné une extension abusive qu'elle ne comportait pas, elle fut réformée en 1664 et remplacée par une disposition qui maintenait les neveux dans le droit de représentation et excluait les arrière-neveux.

Le principe que nous proposons nous paraît tout-à-fait conforme et aux lois naturelles, et à l'esprit de notre droit de succession. L'affection d'un frère pour son frère se reporte naturellement sur les en-

fants de son frère et sur les enfants de ceux-ci. Quoique les degrés de parenté soient différents, ou peut dire, sans fiction, qu'ils redevennent égaux en raison de la nature même des liens qui unissent le frère aux enfants et descendants de son frère. La succession, en pareil cas, se rapproche tellement de l'auteur commun qu'il semblerait injuste de ne pas la régir par des principes analogues, et cela d'autant mieux que cette succession n'est le plus souvent qu'une portion de la succession de l'auteur commun. N'est-il donc pas équitable de réserver aux descendants du père le droit de partager une succession qui leur serait directement parvenue, si le premier de ces descendants était mort avant l'auteur de ses jours? N'est-il pas anormal de voir un oncle s'emparer seul de la succession de son frère, en présence des descendants d'un autre frère prédécédé, et cela parce que les enfants de celui-ci sont décédés les premiers? N'est-il pas rigoureusement juste de maintenir le principe de la représentation en ligne directe, ou plutôt d'étendre par analogie l'application de ce principe, lorsqu'il s'agit d'une succession qui, sous un certain point de vue, est encore la succession de l'auteur commun?

Le vice de notre système actuel devient plus sensible encore, quand le défunt était le dernier vivant des enfants de l'auteur commun; car alors, s'il se trouve des enfants d'un frère ou d'une sœur défunt, ils héritent de la totalité des biens de leur oncle, à l'exclusion des descendants d'un autre frère ou d'une autre sœur défunt, dont les enfants seraient prédécédés. Et cependant, si la succession se compose de biens d'origine paternelle et maternelle, est-il juste que ces biens soient dévolus en entier à certains descendants à l'exclusion d'autres descendants du père ou de la mère, uniquement parce qu'ils sont d'un degré plus rapproché, alors que, d'après les principes de la représentation en ligne directe, ces biens auraient dû parvenir à tous également, sans tenir compte du degré!

Le principe de la représentation *en faveur des enfants et descendants des frères ou sœurs du défunt*, est une conséquence, sinon rigoureuse, au moins rationnelle du principe de la représentation en ligne directe, et il nous a paru que l'on ne devait pas hésiter à l'admettre, ainsi que l'ont fait la plupart des législations modernes. Bien entendu que cette représentation ne pourra avoir lieu que pour arriver à la succession d'un défunt dont les frères ou sœurs auraient laissé des descendants. L'art. 601 ne laisse au reste aucun doute sur sa portée.

Des successions déferées aux ascendants.

Cette section apporte à notre coutume actuelle, en ce qui touche

les droits des père et mère d'un défunt, certaines modifications importantes et sur lesquelles nous devons arrêter votre attention.

Dans l'état actuel de notre législation, le père hérite les biens d'origine paternelle de son enfant mort sans postérité : la mère hérite les biens d'origine maternelle, et tous deux, ou le survivant des deux, héritent les acquêts.

Si l'un des conjoints est prédécédé, les biens qui lui auraient été dévolus passent aux parents du côté d'où vient le bien.

Ce droit est absolu et demeure le même, soit que le défunt ait laissé des frères ou sœurs, soit qu'il n'en ait point laissé.

Quant aux ascendants, autres que le père et la mère, ils sont exclus par les frères et sœurs, s'il y en a. S'il n'y a ni frères ni sœurs, leurs droits sont diversement interprétés par les auteurs coutumiers, selon que ces auteurs se rattachent plus ou moins à l'un ou à l'autre des systèmes de distinction de biens qui étaient en présence.

Le Code français et tous les peuples qui ont adopté ses principes, ont bien mieux tenu compte, il faut l'avouer, non-seulement des droits du sang proprement dits, mais encore de ceux qui prennent naissance dans les relations que toutes les législations établissent entre le père et les enfants. Que notre législation actuelle soit conséquente avec elle-même en établissant, comme elle l'a fait, les droits des ascendants sur les biens de leurs descendants, c'est fort possible ; mais il faut convenir aussi que cette déduction rigoureuse des principes conventionnels de notre droit de succession est tout-à-fait contraire aux principes du droit naturel, qui sont cependant placés au-dessus des lois arbitraires.

En France et chez nos voisins, si le défunt a laissé des frères ou sœurs, ou des descendants d'eux, sa succession est dévolue, quelle que soit la nature et l'origine des biens, pour moitié aux père et mère survivants, et pour l'autre moitié aux frères et sœurs ou à leurs descendants.

Si le père ou la mère était prédécédé, le survivant hérite du quart de la succession du défunt.

Si le défunt n'a laissé ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux, sa succession est déférée aux ascendants et elle se partage entre les ascendants paternels et les ascendants maternels, par moitié pour chaque ligne. Et s'il n'y a d'ascendants que dans une ligne, ces ascendants héritent de la moitié, et l'autre moitié retourne aux collatéraux, selon leurs droits.

Si, enfin, dans le cas de l'article précédent, l'ascendance est représentée par le père ou la mère survivant, le père ou la mère conserve en outre l'usufruit du tiers des biens dont il n'hérite pas.

Il est impossible, Messieurs, de ne pas convenir de la supériorité de ces principes sur ceux qui nous régissent. Ces principes sont justes, car ils sont conformes au droit naturel, aux liens de famille dont on fait tant de cas chez nous et avec raison. Quels liens plus forts que ceux qui unissent le père et la mère à leurs enfants ? Quelle parenté peut être plus rapprochée que celle qui existe entre le père et la mère et leurs enfants ? quelle parenté peut créer des droits réciproques plus sacrés ? — Ces principes sont équitables, parce que la loi faisant une obligation aux père et mère de réserver à leurs enfants la moitié de leur fortune, elle doit aussi, par réciprocité, réserver aux père et mère un droit analogue sur la fortune de leurs enfants, si ceux-ci viennent à prédécéder sans avoir disposé de leurs biens. Ne doit-on pas nécessairement supposer que le père et la mère sont le premier objet de l'affection de l'enfant et que c'est à eux qu'ils destineraient même leur fortune tout entière, s'ils avaient pu tester ou si la mort ne les avait surpris avant qu'ils aient songé à le faire ? C'est donc à la loi à disposer pour les enfants, comme les enfants auraient disposé eux-mêmes. Ici, Messieurs, nous devons, sans hésiter, faire un pas dans la voie du progrès et suivre résolument nos voisins ; ici nous devons rompre avec le passé et mettre les liens du sang, les véritables liens de famille, au-dessus des combinaisons systématiques et plus ou moins arbitraires de notre droit général de succession : nous devons rétablir le père et la mère dans les droits, ou du moins dans une partie des droits qui leur appartiennent, à l'exclusion de collatéraux.

Certainement, nous ne nous le dissimulons point, les dispositions de notre projet en faveur des père et mère dérangent la symétrie du système de succession que nous avons adopté, font une exception aux principes fondamentaux de ce système : mais quand il s'agit de sacrifier la symétrie ou de sacrifier l'équité, nous croyons qu'il n'y a pas à balancer.

Toutefois, Messieurs, afin de ne point nous séparer entièrement des principes généraux que nous avons posés en matière de succession, nous n'avons point complètement adopté les bases du Code français et des Codes des cantons voisins : nous avons modifié, il est vrai, en faveur des père et mère les droits des collatéraux, mais nous ne les avons point sacrifiés absolument et nous avons respecté, dans de certaines limites, le principe essentiel, c'est à savoir celui qui veut faire parvenir aux parents *du sang et du nom* les biens d'origine vraiment patrimoniale.

Voici donc la transaction que nous avons formulée dans l'art. 606 du projet.

Si l'enfant décédé sans postérité a laissé des frères ou sœurs ou des descendants d'eux, le père ou la mère survivant héritera des acquêts, des biens paternels ou maternels, et conservera la jouissance des biens dont il n'héritera pas.

Tant qu'il y a des frères, des sœurs ou des descendants d'eux, il n'y a aucun motif pour modifier l'ordre de succession, car le bien du conjoint prédécédé étant le patrimoine naturel de ses enfants, il est juste de laisser les diverses parties de ce bien se cumuler dans les mains des enfants, tant qu'il en reste un pour le recueillir : la loi se borne alors à assurer au survivant un droit d'usufruit sur cette partie du bien de son enfant décédé sans postérité.

Mais, dès qu'il n'existe ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux, le père ou la mère survivant se trouve en présence de collatéraux plus ou moins éloignés, qui seraient nécessairement exclus par les lois du sang et qui n'ont d'autres droits que les droits tout-à-fait conventionnels dérivant du système de la distinction des biens. En pareil cas, nous accordons au survivant non-seulement l'usufruit des biens dont il n'hérite pas, mais encore un droit d'héritage, à l'exclusion des collatéraux, sur ceux des biens de l'enfant défunt qui n'avaient point, dans la succession où l'enfant les a recueillis, un caractère patrimonial.

Ainsi, d'après notre système, les biens patrimoniaux du père ou de la mère prédécédé qui se retrouveront dans la succession de l'enfant, passeront aux collatéraux paternels et maternels, et demeureront simplement grevés d'un droit d'usufruit en faveur du père ou de la mère survivant. Mais les biens du père ou de la mère prédécédé qui n'auront point un caractère patrimonial, qui auraient eu le caractère de biens d'acquêts dans leur succession, seront réputés avoir conservé ce caractère en passant dans la succession de l'enfant, et seront dévolus au père ou à la mère survivant.

De cette manière, Messieurs, les biens qui seront réellement des biens de famille, dans le vrai sens de ce mot, ne seront point détournés de leur destination normale ; et d'autre part, les biens qui n'auront pas ce caractère, qui le plus souvent auront été le produit du travail commun du père et de la mère, retourneront au père ou à la mère survivant, quand il ne restera ni frères, ni sœurs, ni descendants d'eux pour les recueillir dans la succession de l'enfant décédé.

Il nous a paru que cette combinaison tenait compte d'une manière équitable des principes généraux de notre droit de succession et des droits sacrés et antérieurs du père et de la mère, qu'il est impossible de sacrifier en consacrant dans une législation nouvelle la position anormale qui leur est faite aujourd'hui.

Quant aux autres ascendants, leur position ne serait point modifiée, à cela près cependant que la computation civile les appellera concurremment à hériter dans certains cas où la computation canonique les aurait exclus. Toutefois, comme les commentateurs de la coutume ne paraissent pas entièrement d'accord sur le rang que doivent occuper les aïeuls et les aïeules dans l'ordre successif, il est encore permis de douter que le changement de computation produise une modification bien avérée. Quoi qu'il en soit, cette modification ne sera jamais d'une importance pratique considérable.

Des successions collatérales.

Les successions collatérales demeureront soumises aux mêmes règles que précédemment, sauf en ce qui touche l'extension donnée au droit de représentation en faveur des descendants des frères et sœurs dans la succession d'un frère ou d'une sœur défunt. Le changement de computation amènera aussi quelques variations dans l'ordre successif des collatéraux; mais ces changements auront peu de portée.

Dans l'art. 612, nous avons fixé au 10^{me} degré le degré après lequel on ne peut plus succéder : il nous a semblé qu'après cinq générations de chaque côté, la parenté devenait presque insaisissable. L'on peut sans inconvénient le reculer jusqu'au douzième degré, comme l'a fait le Code français.

Des successions irrégulières.

Jusqu'ici les enfants naturels n'ont figuré dans notre droit coutumier que pour être frappés d'exclusion; il n'y a pas même fort longtemps encore qu'il leur était interdit de disposer de leurs biens par testament. Leur position avait donc besoin d'être régularisée, et nous l'avons fait, tout en nous conformant aux mœurs du pays qui aurait vu avec répugnance les enfants naturels appelés à une part quelconque dans la succession de leurs auteurs, en présence d'enfants légitimes, d'ascendants ou de collatéraux.

Il nous a paru juste toutefois (ce sera plutôt une théorie qu'une réalité utile), de leur abandonner la succession de leurs père ou mère, si cette succession n'est pas réclamée; il nous a paru juste également de leur réserver des *aliments*, au moins jusqu'à leur majorité. La loi fait un devoir au père et à la mère de pourvoir à la subsistance d'un enfant naturel; cette obligation doit donc passer aux héritiers légitimes du père ou de la mère, comme une charge de la succession, et durer autant qu'elle aurait duré pour le défunt lui-même, c'est-à-dire jusqu'à la majorité de l'enfant. — Serait-il équitable, par exemple, de laisser un enfant naturel à la charge de sa

commune, tandis que le père ou la mère auraient laissé du bien à leurs héritiers?

La même section a réglé la succession de l'enfant naturel mort sans postérité. L'enfant naturel n'avait point d'héritier, s'il ne laissait pas d'enfants : nous avons admis à lui succéder, en pareil cas, ceux que les lois naturelles appelaient à cet héritage et auxquels il était dû avec plus de justice qu'à l'Etat.

Enfin, Messieurs, à défaut d'enfants naturels, la loi donne la succession au conjoint survivant, et, à défaut de conjoint survivant, à l'Etat.

Tels sont les motifs qui nous ont dirigés dans la rédaction de ce titre des successions, titre qui contient peu de matière, mais dont les bases étaient difficiles à poser et les dispositions difficiles à résumer et à coordonner. Ici, plus que dans tout le reste du Code, nous avons mis en pratique la doctrine que nous avons formulée au commencement de cet exposé, c'est à savoir de ne point travailler avec un *parti pris*. Tout en reconnaissant sincèrement les avantages du système français, nous n'avons pas perdu de vue que nous devions, avant tout, consulter les idées et les sympathies du peuple pour lequel nous écrivons. Sans renoncer à faire un pas en avant là où le progrès était possible, nous avons conservé, en les simplifiant et en les réduisant à un état essentiellement pratique, les bases d'une législation qu'on affectionne encore et qu'il eût été dès lors dangereux peut-être d'abandonner. Dans les parties théoriques ou abstraites d'un Code, on peut toujours sans inconvénient substituer un système à un autre, et on le doit quand le nouveau est préférable à l'ancien : mais dans les parties qui touchent de près aux intérêts matériels, aux relations intimes des citoyens, il est indispensable d'agir avec une extrême circonspection, si l'on ne veut pas s'exposer à apporter la perturbation au lieu du progrès.

TITRE II. — Des donations entre-vifs, des donations à cause de mort et des testaments.

Tout ce titre, à quelques dispositions près que nous vous signalerons, est la reproduction de notre droit coutumier, assez semblable au droit français sur cette matière, mais qui cependant exigeait en partie une rédaction spéciale. Nous avons toutefois utilisé toutes les dispositions correspondantes qui pouvaient l'être, notamment en ce qui touche les donations entre-vifs, car la supériorité de la rédaction française doit toujours la faire conserver partout où cette conservation est possible.

L'art. 680 est la seule disposition du chapitre I^{er} qui puisse, à la ri-

gueur, être envisagée comme constituant un droit nouveau : elle assimile à l'héritier institué celui en faveur duquel un défunt aurait disposé de l'universalité de ses biens, quelle que fût d'ailleurs la dénomination de la disposition : elle l'oblige à demander l'investiture en cette qualité, investiture qui, au moyen du bénéfice d'inventaire, ne peut jamais être onéreuse pour celui que le défunt a voulu favoriser.

Sans cette disposition, la base de notre système de succession serait nécessairement faussée, puisque dans le cas dont il s'agit, un donataire absorberait la totalité de la succession, et qu'ainsi nous aurions une succession sans héritier légal en présence d'un héritier de fait.

Il est évident qu'un individu qui aura donné à un autre la totalité de sa fortune, a eu l'intention d'en faire son héritier. La loi ne fera donc que suppléer à l'imperfection de la forme et compléter l'intention du testateur. La jurisprudence de nos tribunaux a admis qu'un testament ne contenant pas d'institution d'héritier, pouvait être réputé *donation* pour cause de mort ; il nous a paru qu'on pouvait et qu'on devait dès lors réputer *testament* une donation qui disposerait à titre universel de la totalité de la fortune du donateur.

Mais il est bien entendu que l'art. 630 trouvera uniquement son application dans le cas où l'acte disposerait en termes généraux de la totalité de la fortune du défunt, et non dans le cas où une donation spéciale et déterminée se trouverait, après supputation, absorber toute la fortune du donateur. Dans la première circonstance seulement, le donateur doit être considéré comme ayant *voulu donner toute sa fortune*, parce que la forme de la donation indique suffisamment son intention ; dans la seconde, au contraire, il se trouverait, il est vrai, avoir donné *de fait* toute sa fortune, mais sans que telle eût été son intention manifestée.

L'art. 640 astreint les hospices, les pauvres, les communes, les établissements publics à requérir l'autorisation du Pouvoir exécutif pour accepter une donation entre-vifs ou pour cause de mort. Cette restriction existe déjà en partie, tout au moins quant aux donations de biens immobiliers, et il nous a paru utile de la poser en principe pour toute espèce de donations. Les donations entre-vifs, essentiellement, doivent être soumises à une autorisation préalable quant à leur acceptation, car elles constituent un contrat bilatéral, souvent conditionnel et sujet à rescision, susceptible de devenir onéreux et qui, à ces divers titres, ne doit pas être soustrait à la surveillance générale de l'Etat. Dans bien des circonstances, d'ailleurs, l'ordre public peut être gravement intéressé dans des donations et fondations de ce genre, et il nous a paru important de réserver un contrôle qu'il sera d'ail-

leurs facile de restreindre dans la pratique aux cas de quelque importance.

L'art. 642 assimile aux donations entre-vifs l'acte que nous appelons aujourd'hui une *remise* de biens faite par un ascendant à un descendant. Ces remises se font le plus souvent, par actes sous seing privé, et il est facile de comprendre les abus fréquents auxquels donnent lieu des actes de ce genre, qui tantôt subsistent, tantôt se modifient, tantôt se suppriment selon le besoin, et font ainsi passer et repasser du père au fils et du fils au père le même immeuble, sans qu'il reste de traces saisissables de ces transferts opérés, le plus souvent, au préjudice des tiers. Qu'un père ou une mère remette à ses enfants telle ou telle partie de son bien, rien de mieux ; mais que cette remise ait lieu par un acte régulier et authentique, c'est tout ce que nous demandons.

La section III, de l'*exhérédation et de la réduction à la légitime*, détermine les formes en lesquelles un enfant peut être exhérédé et les causes pour lesquelles il peut l'être, choses qui sont toutes renfermées dans ce mot "*l'indignité*," dont la portée est expliquée à l'art. 557. La même section indique également la forme, aujourd'hui un peu incertaine, en laquelle un enfant peut être réduit à sa légitime. Enfin cette section supprime définitivement la nécessité d'exhérédation, dont l'absence dans les testaments, qualifiée de *prétérition*, a donné lieu à tant de procès.

Nous ne voulons point dire que cette formalité n'ait pas eu, dans les temps anciens, son utilité et sa raison d'être. Elle engageait le testateur à passer en revue tous ses parents successibles et à leur faire un legs, ridicule, il est vrai, par son exigüité, mais qui pourtant était une reconnaissance et une affirmation toujours renouvelée du principe de la succession *ab intestat*.

Autres temps, autres mœurs : depuis bien des années cette prescription n'a plus aucune valeur morale. Elle a passé de la manière la plus absolue à l'état de simple formalité, formalité devenue même insultante pour celui qui en est l'objet ; car il est certainement moins inconvenant d'exhérer un parent en ne lui faisant aucun legs que de le rappeler dans son testament, uniquement pour annoncer publiquement qu'on l'exhère en lui laissant cinq sols faibles !

Les tribunaux eux-mêmes ont senti que cette formalité avait fait son temps, et peu à peu la jurisprudence l'a restreinte aux parents les plus rapprochés ou à ceux qui auraient été les héritiers présomptifs du défunt, s'il n'avait pas testé. Maintenant, elle n'a décidément plus aucune utilité, sinon de fournir çà et là un moyen à des héritiers pour attaquer un testament.

Les familles aujourd'hui, et surtout chez nous, restent si peu sous le même toit et souvent si peu dans le même village, que dans un grand nombre de cas un testateur peut se trouver sérieusement embarrassé pour se conformer à la loi. Il faut donc abolir cette prescription, qui n'a plus de raison d'être et qui est souvent un piège pour un testateur de bonne foi. Puisque le droit de faire un testament est un droit civil accordé à tout citoyen, donnons à chaque citoyen les moyens de tester avec sécurité et ne l'assujettissons pas à des formalités sans intérêt.

De la forme des donations entre-vifs.

Tout en empruntant, d'ailleurs, les principales dispositions du Code français sur ce sujet, nous avons conservé à la donation entre-vifs la forme qu'elle a aujourd'hui chez nous. Elle sera, comme elle a toujours été, un contrat bilatéral dans lequel les deux parties devront intervenir, l'une pour donner, l'autre pour accepter. Nous ne permettons pas que l'acceptation puisse valablement intervenir postérieurement ou par acte séparé, ainsi que cela peut avoir lieu en France. Cette innovation n'aurait aucun avantage pour nous et pourrait, au contraire, être la source de plus d'un inconvénient. Les donations entre-vifs, pures et simples, sont assez rares dans notre pays; les plus fréquentes sont celles qui revêtent la forme d'un acte d'ap-pensionnement. Or, ces actes contenant toujours des obligations réciproques, l'intervention immédiate des intéressés est indispensable. Les autres dispositions concernant la forme des donations entre-vifs, les causes pour lesquelles elles peuvent être révoquées, les donations aux époux ou entre époux, par contrat de mariage, ne contiennent aucune prescription exceptionnelle et sont conformes à notre propre coutume.

Des testaments et donations pour cause de mort.

Il en est de même de la matière des testaments et des donations : nous avons reproduit les textes français quand cette reproduction répondait à nos idées, mais nous nous sommes essentiellement attachés à exprimer la coutume du pays, familière à chacun, simple et bonne en elle-même, et qui répond complètement à nos besoins. Nous avons seulement précisé la forme jusqu'ici un peu vague, un peu incertaine des testaments nuncupatifs, et nous avons fait en sorte de donner à ces actes une consistance qui, selon nous, leur manquait dans certains cas. Une disposition spéciale interdit, à peine de nullité, au testateur qui teste nuncupativement, de signer la rédaction que peuvent et doivent faire les témoins appelés à recevoir le testament. Cette forme dangereuse s'est introduite chez nous et a été admise

même par nos tribunaux : il importe de la faire disparaître, car nous arriverions peu à peu à des testaments olographes bâtards qui seraient écrits par des tiers, signés par le testateur et ensuite attestés par des témoins. Il est facile d'imaginer les abus auxquels pourraient donner lieu des actes de ce genre.

Chaque espèce de testament a des formes qui lui sont propres, qui sont déterminées par la loi et qui doivent chacune conserver sans altération leur caractère essentiel. Hors de ces règles rigoureuses, il n'y aurait plus que confusion et il n'y aurait plus de sécurité.

L'art. 738, section IV, *de la révocation des testaments*, contient une disposition nouvelle, nouvelle en ce sens du moins qu'elle confirme, en l'étendant, une disposition analogue de notre droit coutumier.

Notre coutume admet en principe qu'un testament postérieur révoque de plein droit un testament antérieur, et c'est aussi l'idée que nous avons exprimée dans l'art. 736 : mais la coutume admet-elle qu'un testament postérieur, déclaré caduc ou nul, révoque néanmoins un testament antérieur ?

Nous avons tranché la question dans un sens affirmatif, et nous avons dit, dans l'art. 738, qu'un testament postérieur révoque toujours un testament antérieur, alors même que ce testament postérieur serait déclaré nul ou caduc. Voici nos raisons :

La succession testamentaire est certainement une succession exceptionnelle : c'est évidemment par une disposition conventionnelle de la loi que chaque homme a le droit de transmettre son bien à qui il lui plaît, sans s'astreindre à l'ordre successif déterminé par la loi.

Pour qu'il y ait lieu à l'ouverture d'une succession testamentaire, il faut donc, avant tout, que l'homme ait exprimé sa volonté d'une manière permanente et légale, et qu'il ait persisté dans cette volonté jusqu'à sa mort.

Or, celui qui, après avoir disposé de ses biens par un premier testament, vient à en disposer de nouveau par un autre testament, a évidemment changé de volonté. Par le seul fait qu'il a rédigé un nouveau testament et qu'il l'a maintenu jusqu'à sa mort, il a manifesté légalement son intention d'anéantir ses dispositions antérieures, dispositions qui ne peuvent plus renaître, puisqu'elles ne pourraient renaître que par une nouvelle manifestation, désormais impossible, de la volonté du testateur.

La création d'un second testament produit donc deux effets indépendants l'un de l'autre : le premier, c'est d'anéantir les dispositions antérieures ; le second, d'y substituer d'autres dispositions : que ces nouvelles dispositions soient ou ne soient pas déclarées valables, le

premier effet produit n'en subsistera pas moins. Si donc les dernières dispositions viennent, pour une cause ou pour une autre, à être déclarées nulles ou caduques, le testateur sera réputé mort *ab intestat*, attendu qu'il ne saurait appartenir à personne de redonner la vie à des dispositions antérieures que le testateur avait anéanties.

Certainement, en pareil cas, la présomption légale est contre le testament antérieur, et si l'on pouvait conserver du doute sur les intentions du défunt, ce doute devrait être résolu en faveur de la succession naturelle ou *ab intestat*, car on risque peu en laissant aller la succession à ceux auxquels la loi et la nature la destinent, tandis qu'on risque beaucoup en la donnant à des héritiers auxquels le testateur avait manifesté l'intention de ne plus la donner.

Il nous a donc semblé rationnel de poser en principe absolu qu'un testament antérieur est et demeure toujours révoqué de plein droit par un testament postérieur, soit que celui-ci déploie ou non ses effets. Il est clair, d'ailleurs, sans qu'il soit besoin de l'exprimer, que si le testament postérieur était l'œuvre du dol, de la violence, ou si son auteur était tombé en démence, son annulation ne réagirait jamais sur le testament antérieur, car alors le dernier testament, n'étant point l'expression de la libre et saine volonté du testateur, serait nécessairement envisagé comme n'ayant jamais existé.

Nous avons interdit les testaments mutuels faits dans un seul et même acte, comme contraires à l'essence même du testament, qui doit être toujours, et en tout temps, révocable, et toujours demeurer subordonné à la volonté, aux caprices mêmes du testateur. Sans être consacrés par la coutume, cependant les testaments de ce genre ne sont pas étrangers à notre pratique, et on les retrouve particulièrement chez nous en la forme authentique. Quelle valeur les tribunaux leur auraient-ils attribuée ? C'est ce que nous ignorons : mais, comme ces actes sont vicieux et dangereux, il importait d'adopter la disposition du Code français qui les interdit.

Enfin, Messieurs, nous avons réglé, dans la section VI du chapitre VII, les principes du droit d'accroissement, principes qui n'étaient point déterminés chez nous d'une manière précise, et dont l'absence a quelquefois embarrassé les praticiens.

TITRE III. — De l'acceptation des successions, de la saisine des héritiers et des partages.

Ainsi que nous l'avons dit en commençant nos observations sur la matière des successions, l'acceptation d'une succession ne se présume jamais chez nous ; c'est, au contraire, la renonciation qui se présume, si l'héritier n'a point accompli en temps utile les formali-

tés qui seules peuvent le constituer héritier. Bien que ce principe puisse paraître bizarre dans les pays qui possèdent un droit différent, il n'en est pas moins fécond en bons résultats démontrés par l'expérience, et nous devons soigneusement le conserver. Ce principe et les formes de son application présentent le grand avantage de contraindre, dans un bref délai, tous les prétendants d'une succession à faire valoir leurs droits; de faire connaître juridiquement à tout le monde l'héritier d'une succession; de mettre l'héritier en possession de l'héritage, sans crainte d'en être un jour ou l'autre évincé; de permettre à tous les intéressés, héritiers ou créanciers, de prendre, en temps utile, les mesures que peuvent nécessiter leurs intérêts. En un mot, cette forme se prête merveilleusement à la liquidation de toutes les contestations et opérations auxquelles peut donner lieu un héritage, le tout sans frais de quelque importance, sans complications, sans écritures inutiles.

Aussi, loin de chercher à faire du neuf sur cette matière, nous avons, au contraire, formulé en articles de loi notre coutume et notre pratique, en demeurant aussi près de l'usage que nous l'avons pu et que le permettait le rouage nouveau introduit dans notre droit de succession et depuis si longtemps désiré, savoir le *bénéfice d'inventaire*. Les formes de l'acceptation d'une succession sont tellement populaires dans le canton, qu'il serait sans aucun intérêt d'entrer en matière à ce sujet. Qu'il nous suffise de vous parler, ainsi que nous l'avons fait jusqu'à présent, des dispositions nouvelles.

La première, et la plus importante, est celle qui permet d'accepter une succession purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, au choix de l'héritier.

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire offrira à l'héritier l'avantage: 1^o de n'être tenu au paiement des dettes que jusqu'à concurrence des biens qu'il a recueillis, et même de le décharger du paiement des dettes en abandonnant la masse aux créanciers et aux légataires, et 2^o de ne point confondre ses biens avec ceux du défunt, et de conserver, au contraire, contre sa masse, le droit de réclamer le paiement de ses créances.

L'importation dans notre pays de ce mode conditionnel d'acceptation était vivement désirée et avec raison; car l'acceptation pure et simple, n'offrant aucun moyen sérieux de connaître la force d'une succession, était un véritable traquenard, qui, plus d'une fois, a dû mettre les héritiers dans l'embarras.

L'acceptation sous bénéfice d'inventaire ne compliquera point notre forme d'acceptation; il suffira à l'héritier d'indiquer en quelle qualité il accepte la succession, en ajoutant ou en n'ajoutant pas à

son acceptation ou à sa demande en investiture ces mots : *sous bénéfice d'inventaire*.

S'il accepte sous bénéfice d'inventaire, il sera procédé à la liquidation de la masse, conformément aux principes posés dans la section II du chapitre II et d'après les règles de procédure qui seront déterminées dans une loi spéciale. De sorte que l'on passera, presque sans s'en apercevoir, de l'ordre ancien à l'ordre nouveau, dont les bienfaits se feront sentir sans avoir les inconvénients de la transition.

L'art. 773 introduit un droit nouveau pour nous, mais dont l'expérience a montré la nécessité. Ce droit consiste à autoriser le créancier d'un héritier à accepter en son nom, et jusqu'à concurrence du montant de sa créance, une succession que cet héritier aurait répudiée. Qu'arrive-t-il aujourd'hui? Le voici : une succession vient à s'ouvrir au profit d'un héritier obéré; cet héritier désire naturellement prendre possession de l'héritage pour en jouir et non pour l'appliquer au paiement de ses créanciers. Il s'entend avec ses cohéritiers ou avec un autre héritier, ne prend point de mise en possession et reçoit ensuite de la main à la main sa part de l'héritage, sans que la saisie puisse en être opérée par ses créanciers.

Il fallait mettre un terme à ces odieux tripots, et nous n'avons pas hésité à introduire dans notre législation cette sage disposition du Code français, qui produira l'effet désiré, autant du moins que cet effet peut être produit et sans porter préjudice à qui que ce soit.

L'art. 771 est destiné à servir de correctif aux dispositions de l'art. 765.

L'art. 765 autorise le conjoint survivant à accepter, au nom de ses enfants mineurs, la succession du conjoint décédé, sans autorisation préalable de l'autorité tutélaire. Dans quelques localités, cette autorisation a été imposée au survivant et il en est résulté des plaintes assez vives pour que le juge d'ordre ait dû, officieusement au moins, restreindre cette obligation aux seuls cas où la nécessité en serait démontrée : le plus souvent, en effet, la nomination d'un tuteur *ad hoc* et l'autorisation du juge de paix seraient une formalité aussi désagréable qu'inutile.

Cependant, comme le conjoint survivant peut avoir, selon les cas, un intérêt majeur à faire accepter par ses enfants la succession du conjoint décédé, il en résulte que l'autorisation générale donnée par l'article 765 peut entraîner pour le mineur de graves inconvénients et lui porter un grand préjudice. Il nous a donc paru conforme à la justice de protéger le mineur en lui réservant, pendant six semaines

*

après le jour de l'inhumation, le droit d'être restitué de l'acceptation pure et simple faite en son nom, et de la transformer en une acceptation sous bénéfice d'inventaire. Sans doute ce sera rarement le mineur lui-même qui usera personnellement de ce droit; mais pendant le délai des six semaines, les parents de l'enfant, comme l'autorité tutélaire elle-même, auront le temps de réfléchir, de recueillir les renseignements nécessaires et d'agir au mieux des intérêts du mineur.

De cette manière on aura concilié assez justement les convenances de famille avec la protection que la loi doit aux mineurs.

L'art. 797 modifie notre pratique en un point où elle méritait réellement de l'être, ou, pour parler exactement, cet article précisera la pratique pour l'avenir, car l'usage que cet article est destiné à détruire est contesté. L'on prétend aujourd'hui que tout héritier *ab intestat* qui ne se sera pas joint en cause pour attaquer un testament, est nécessairement exclu de la succession au profit de ceux-là seuls qui auraient demandé et obtenu la mise à néant des dispositions testamentaires.

Cette pratique, juste au premier abord, ne l'est cependant pas du tout. Il peut arriver très-souvent qu'un héritier *ab intestat*, soit par respect pour la mémoire du défunt, soit parce qu'il envisage comme douteux les moyens d'opposition allégués contre le testament, ne veuille ni prendre l'initiative pour attaquer, ni se joindre en cause avec ceux qui attaquent. Or, d'après les principes qui, quoique contestés, paraissent dominer aujourd'hui, cet héritier serait déchu de tous ses droits et complètement exclu de la succession, si le testament venait à être mis à néant !

Ces principes sont contraires à ceux qui régissent en général le droit de succession. Evidemment, tant qu'un testament existe, les héritiers *ab intestat* sont tenus à l'écart par l'héritier institué; mais si par une cause ou par une intervention quelconque le testament vient à être annulé, alors le défunt est réputé mort *ab intestat* et tous les héritiers arrivent de plein droit à la succession, dans l'ordre où la loi les appelle. Tout ce que peuvent demander en ce cas les héritiers qui ont attaqué le testament, c'est d'être remboursés par privilège sur les biens de la succession de tous les frais que le procès leur aurait occasionnés; c'est aussi à quoi les lois de procédure pourront pourvoir en temps et lieu.

En admettant le principe opposé, on donne le pouvoir à tout individu, même à celui qui n'est pas héritier présomptif du défunt, de forcer bon gré, mal gré, une masse d'héritiers à plaider avec lui et à supporter la plus large part des frais pour soutenir un procès que

ces héritiers envisageraient comme injuste, mal fondé, mais que pourtant néanmoins ils devraient soutenir pour la conservation de leurs droits, en raison des éventualités que tout procès comporte nécessairement.

Nous devons donc laisser à chacun la pleine liberté d'attaquer des dispositions testamentaires, si bon lui semble. S'il succombe, il en paiera les frais ; s'il réussit, il sera indemnisé de ses frais et il prendra, dans la succession qui sera ouverte *ab intestat*, la juste portion à laquelle la nature de sa parenté lui donnera droit : il ne peut réclamer davantage.

Des formes du bénéfice d'inventaire.

Les formes que nous avons adoptées pour l'acceptation et la liquidation d'une succession sous bénéfice d'inventaire, sont, comme nous l'avons déjà indiqué, tout à fait semblables à celles qui sont en usage pour l'acceptation pure et simple des successions et la liquidation de celles qui ne sont point réclamées.

Mais cependant, comme l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire est un acte spontané de la volonté libre des héritiers, il y avait d'autres règles à tracer pour la liquidation de la masse, que celles dont on fait usage dans les faillites.

Il eût été injuste de permettre à un héritier bénéficiaire de contraindre les créanciers du défunt à recevoir en nature le paiement de leurs créances, sauf à réaliser à leurs risques et périls la collocation. Evidemment, il ne peut exister un *solde actif* en faveur de l'héritier bénéficiaire, qu'après le paiement intégral en espèces, en capital, intérêts et frais de toutes les créances inscrites. La loi ordonne donc, si la liquidation doit suivre son cours, que la masse soit réalisée et le produit distribué aux intéressés. Il est évident que tout autre mode de liquidation aurait pour résultat d'enrichir l'héritier au préjudice des créanciers.

Il ne serait pas plus juste d'appliquer à la liquidation d'un bénéfice d'inventaire le système de classification des titres admis dans les faillites, système d'ailleurs qui a fait son temps et dont la réforme commence à être demandée partout. — En premier lieu, le système de classification ne pourrait être conservé qu'à la condition de conserver aussi la répartition de la masse en nature et par voie de collocation, parce que ce mode a pour effet direct de répartir sur tous les créanciers la perte de réalisation et d'améliorer ainsi la position de ceux qui sont les moins favorisés par leur rang. Or, nous venons de voir que nous ne pourrions adopter ce procédé sans nous exposer à dépouiller les créanciers au profit de l'héritier.

En second lieu, un bénéfice d'inventaire n'étant point une faillite, mais un mode de liquidation laissé au libre choix des héritiers, on ne peut raisonnablement ni donner à ces héritiers la faculté de modifier selon leur bon plaisir la portion relative des créanciers d'une succession, ni réserver aux créanciers des droits différents selon le genre d'acceptation de la succession. Tant qu'un débiteur n'est pas en faillite, ses créanciers ont tous des droits égaux, quelle que soit la nature de leurs titres, et ne peuvent obtenir d'autre privilège que celui de saisir les premiers et *en nature* les biens de leur débiteur, s'ils sont assez diligents pour arriver assez tôt. Or, à ce jeu, il arrive souvent que les derniers sont les premiers.

Il n'y a donc aucune raison pour changer dans la liquidation d'un bénéfice d'inventaire la position relative des créanciers : ils doivent arriver tous égaux, comme ils étaient tous égaux en présence de leur débiteur défunt, comme ils le seraient en présence de l'héritier pur et simple.

Indépendamment de ce qui vient d'être dit, il est encore une raison qui nous met bien à notre aise pour adopter le système si équitable de la répartition au sol la livre ; c'est qu'ici nous ne sommes point en présence de *droits acquis*, comme nous nous y retrouverons quand nous reprendrons en sous-œuvre la loi sur les faillites. L'introduction du bénéfice d'inventaire, combinée avec les droits que nous réservons aux créanciers par l'article 856, donne au contraire à ces créanciers des droits qu'ils n'avaient pas. Aucun d'eux ne peut donc se plaindre, puisqu'on ne leur ôte rien, tandis qu'on leur donne beaucoup.

Quel est en effet aujourd'hui l'état de la législation ? Le voici : un homme meurt ; sa succession est recueillie par des héritiers qui sont tenus de l'accepter purement et simplement. L'héritage du défunt se confond de plein droit, par le seul fait de l'acceptation, avec la fortune des héritiers, sans qu'aucune séparation puisse être opérée.

Or, qu'arrive-t-il souvent ? Il arrive que l'héritier a plus de dettes que n'en avait le défunt dont il hérite ; que ses créanciers particuliers ont de meilleurs titres ; qu'ils sont mieux placés pour être payés et que les créanciers d'un défunt, mort parfaitement solvable, ne touchent cependant pas un sol de leurs créances, tandis que les créanciers privés de l'héritier sont payés.

Voilà l'état de droit actuel. Si donc, à un état déplorable pour les créanciers d'un défunt, nous substituons un état qui leur assure le paiement de leurs créances, autant du moins que peut le permettre la fortune de leur débiteur primitif ; si, en introduisant le bénéfice

d'inventaire et le droit de demander la séparation du patrimoine du défunt, nous leur créons une position aussi bonne qu'elle peut l'être, au lieu d'une position détestable, à coup sûr nous avons bien le droit de déterminer les conditions auxquelles cette position nouvelle est faite, surtout alors que ces conditions sont justes et équitables.

Il est donc incontestable que les créanciers d'un défunt ne possèdent aujourd'hui contre l'héritier aucuns droits analogues à ceux que réserve aux créanciers la loi sur les faillites; qu'ainsi nous n'avons aucun droit acquis à ménager et que nous sommes libres, moralement comme de fait, de régler la liquidation du bénéfice d'inventaire de la manière la plus conforme à l'équité et aux idées qui prévalent actuellement dans notre pays.

L'article 818 réserve à tout créancier inscrit le droit de demander la liquidation de la masse, à moins qu'on ne lui assure le paiement de sa créance, alors même que l'héritier se serait décidé à abandonner le bénéfice d'inventaire et à accepter purement et simplement la succession. Cette disposition est en corrélation avec l'art. 856 qui permet à tout créancier d'un défunt de demander la séparation des biens du défunt et de ceux de l'héritier. Il est évident que si l'on donne au créancier d'un défunt le droit de demander la séparation des patrimoines, même alors que la succession n'aurait pas été acceptée sous bénéfice d'inventaire, à plus raison devons-nous lui réserver le droit d'exiger la liquidation de la masse du défunt quand celle-ci n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

Ces deux dispositions combinées fournissent aux créanciers d'un défunt une garantie de paiement qui leur a manqué jusques à présent et qui était évidemment désirée : il était absurde en effet qu'un individu pût mourir insolvable, tout en laissant largement de quoi payer ses dettes, et cela uniquement parce que son bien passait à un héritier obéré dont les créanciers particuliers se trouvaient mieux placés pour saisir l'héritage. Désormais tout créancier d'un défunt qui voudra faire en temps utile ses diligences, aura, après la mort de son débiteur, les mêmes garanties de paiement qu'auparavant. Mais nous avons réservé ce droit spécial aux seuls créanciers porteurs d'un titre liquide, car les créances illiquides ne deviennent des créances réelles qu'après la reconnaissance du débiteur ou le jugement qui en tient lieu. Le droit que nous donnons aux créances liquides n'est pas sans analogie avec celui que leur donne la loi sur les poursuites pour dettes; nous devons donc adopter les mêmes bases.

Des partages et rapports.

Ce chapitre est l'expression pure et simple de notre coutume et de

notre pratique: il pose les principes et détermine la forme d'un partage, pour le cas où les copartageants n'auraient pu s'entendre à l'amiable. Une disposition de ce chapitre ordonne la vente de tout objet qui ne pourra être convenablement partagé ou placé dans un lot. Cette disposition, quoique nouvelle en apparence, est plutôt une interprétation saine de la coutume qu'une véritable nouveauté; nous doutons fort en effet que les tribunaux eussent contraint des héritiers à partager un objet complètement impossible à partager convenablement, au risque d'anéantir la valeur de cet objet par une subdivision ridicule. Il est certainement à présumer qu'en pareil cas les tribunaux auraient fait ce que la loi fera désormais, c'est à savoir qu'ils auraient ordonné la vente de l'objet et le partage de son produit.

La forme que doivent avoir les actes de partage quand il se trouve des immeubles dans la succession à partager, a beaucoup préoccupé le Conseil. C'était une question dont la solution ne pouvait être laissée en arrière.

Aujourd'hui les partages se font de toutes sortes de manières; ils se font de la main à la main, comme on dit vulgairement, et sans écrit pour en conserver le souvenir; ils se font sous seing privé, ou notarialement ou juridiquement. Le premier mode doit nécessairement être proscrit dans tout partage qui comprend des immeubles, car la transmission d'un immeuble doit toujours pouvoir se prouver et avoir une date certaine. Or, un partage *écrit* est le seul mode qui nous conduise au but.

L'on avait d'abord songé à exiger l'intervention d'un notaire dans tous les partages de ce genre; mais le Conseil a trouvé que cette intervention obligatoire serait pour les intéressés une source de frais quelquefois importants; que, de plus, l'intervention d'un homme de loi dans des partages de famille, alors que les divers copartageants sont d'accord entre eux, pourrait souvent présenter plus d'un inconvénient et soulever des répugnances. Nous nous sommes arrêtés à un terme moyen et nous nous sommes bornés à laisser aux parties le choix de la forme notariale ou de la forme privée pour le partage d'une succession comprenant des immeubles, mais en imposant l'obligation, dans le dernier cas, de faire enregistrer le partage au greffe de la justice de paix.

Cet enregistrement formera une minute où l'on pourra toujours, et en tout temps, retrouver les actes de partage, et conséquemment le titre de propriété des immeubles partagés, sans qu'il en résulte pour les intéressés des frais bien considérables.

Il faut, en outre, ne pas perdre de vue que notre système hypothé-

caire devra nécessairement, avant peu d'années, être complété par l'inscription de tous les transferts immobiliers et la confection d'un cadastre. Nous devons donc prévoir cette éventualité dans les lois successives que nous sommes appelés à faire. Il est d'ailleurs indispensable d'assurer les moyens de pouvoir toujours retrouver le propriétaire d'un immeuble, de pouvoir suivre cet immeuble de mains en mains : or, c'est ce qui est souvent difficile, souvent même impossible avec un système de législation qui tolère le transfert d'un immeuble sans qu'il reste aucune trace écrite de ce transfert.

Les sections concernant les rapports à la masse, le paiement des dettes et la rescision en matière de partage, ne contiennent aucune disposition qui mérite plus particulièrement d'être signalée. Nous avons naturellement rejeté toutes les dispositions du Code français qui répondaient à des formes de procédure, à des habitudes judiciaires, à des principes généraux en matière de succession qui ne sont point les nôtres. Telles qu'elles sont rédigées, ces sections sont, à fort peu de chose près, la reproduction de notre propre coutume, mais sous une forme nette et précise qu'elle était loin de revêtir jusqu'à présent.

Enfin, Messieurs, comme le passage d'une législation coutumière à une législation écrite, et surtout à une législation écrite qui a plus ou moins profondément modifié la coutume, ne peut s'opérer sans frottements ; — comme il est indispensable, pour assurer la marche de la nouvelle législation, de remettre à une autorité quelconque le pouvoir de rendre les arrêts nécessaires pour lever les difficultés pratiques dont toute transition de ce genre est inévitablement accompagnée, nous proposons de remettre au juge d'ordre le soin d'y pourvoir dans les limites de sa compétence. C'est incontestablement l'autorité la mieux placée pour ce genre de travail.

Quant aux lois d'exécution et de procédure, que la promulgation de cette première partie du Code rendra nécessaires, elles seront présentées au grand-conseil, soit concurremment avec le projet de Code, soit successivement, selon le besoin. Mais l'économie générale de l'ouvrage que nous vous soumettons, a été calculée de telle manière que le Code peut être voté, promulgué et mis en pratique sans inconvénient, au moyen des lois de procédure que nous possédons et d'une ou deux lois spéciales qu'il sera indispensable d'élaborer, parce qu'elles auront pour objet des matières nouvelles auxquelles s'appliquerait trop imparfaitement notre procédure ordinaire.

Nous pouvons donc entrer hardiment, Messieurs, dans cette voie, depuis si longtemps désirée, d'une législation écrite et régulière. Si

ce premier essai est bien accueilli, nous serons en mesure de vous livrer très-prochainement les derniers titres du Code civil, et, avec un travail un peu soutenu, ce Code pourra être tout entier mis en vigueur dans les premiers mois de l'année 1854.

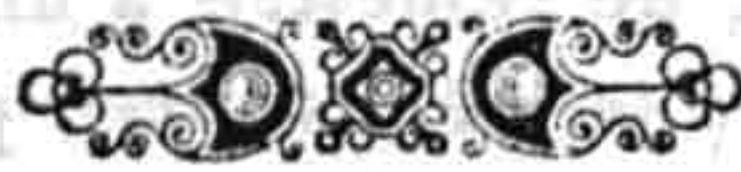
Nous aurons ainsi accompli une œuvre qui, depuis bien des générations, était sans cesse réclamée par la population et qu'il était réservé à la Révolution du 1^{er} mars d'accomplir.

Neuchâtel, octobre 1853.

Au nom du conseil d'Etat :

Le président, PIAGET.

Le secrétaire, Aimé HUMBERT.



PROJET DE CODE CIVIL.

LE GRAND-CONSEIL

DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DE NEUCHÂTEL,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

DÉCRÈTE :

TITRE PRÉLIMINAIRE.

**De la publication, des effets et de l'application
des Lois en général.**

ARTICLE PREMIER.

Les lois sont exécutoires dans tout le territoire de la République et Canton de Neuchâtel, en vertu de la promulgation qui en est faite par le Conseil d'Etat.

Elles seront réputées connues et exécutoires deux jours après celui de la promulgation.

ART. 2.

La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.

ART. 3.

Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi neuchâteloise.

Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Neuchâtelois, même résidant en pays étranger.

ART. 4.

Le juge qui refusera de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice.

ART. 5.

Il est défendu aux juges de prononcer, par voie de dispositions générales et réglementaires, sur les causes qui leur sont soumises.

ART. 6.

On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

LIVRE I^{ER}.

Des personnes.

TITRE I^{er}.

De la jouissance et de la privation des droits civils.

CHAPITRE I^{er}. — De la jouissance des droits civils.

ART. 7.

L'exercice des droits civils est indépendant de l'exercice des droits civiques, lesquels ne s'acquièrent et ne se conservent que conformément aux lois constitutionnelles.

ART. 8.

Tous ceux qui résident ou habitent sur le territoire neuchâtelois, jouissent des droits civils, quelle que soit d'ailleurs leur origine.

ART. 9.

Tout enfant né d'un Neuchâtelois en pays étranger est Neuchâtelois.

ART. 10.

L'étrangère qui aura épousé un Neuchâtelois, la femme neuchâteloise qui aura épousé un étranger, suivront la condition de leurs maris.

ART. 11.

A l'exception du cas prévu dans le précédent article, le Neuchâtelois ne peut jamais perdre ses droits de patrie et de commune.

ART. 12.

L'étranger au Canton, même lorsqu'il n'y réside pas, pourra être cité devant les tribunaux du Canton :

1° Pour toute action résultant des crimes, délits et contraventions commis par lui sur le territoire neuchâtelois ;

2° Pour les actions civiles résultant d'un dommage ou délit commis dans le Canton ;

3° Pour les actions réelles, relatives à des immeubles situés dans le Canton.

L'étranger qui aura été domicilié dans le Canton, pourra également être cité devant les Tribunaux neuchâtelois, s'il n'a pas de domicile fixe et connu, pourvu que l'action soit ouverte dans les trois mois qui suivront son départ.

ART. 13.

Un Neuchâtelois ou un étranger, lorsqu'ils résident dans le Canton, peuvent être cités devant les Tribunaux neuchâtelois pour des obligations contractées par eux en pays étranger.

ART. 14.

En toutes matières, l'étranger au Canton et le Neuchâtois qui n'y sont point domiciliés, seront tenus de donner caution pour le paiement des frais et dommages résultant d'un procès dans lequel ils seront demandeurs, à moins qu'ils ne possèdent dans le Canton des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement.

CHAPITRE II. — De la privation des droits civils.

ART. 15.

La privation des droits civils peut être partielle ou totale ; elle ne peut résulter que des dispositions spéciales de la loi, ou de condamnations judiciaires.

ART. 16.

La condamnation à une peine afflictive n'emporte la privation des droits civils qu'autant que la loi y aura attaché cet effet et dans les limites qu'elle aura prescrites.

ART. 17.

La condamnation à une peine infamante emportera de plein droit la privation des droits civils ci-après désignés, sans préjudice de l'extension que les lois pénales pourront donner à cette privation :

1° Le condamné ne pourra être nommé tuteur ni concourir aux opérations relatives à la tutelle ;

2° Il ne pourra être témoin dans un acte ni être admis à porter témoignage en justice.

ART. 18.

La remise de la peine, faite par voie de grâce au condamné, ne pourra jamais le réintégrer dans les droits civils qu'il aura perdus à teneur de l'article précédent.

TITRE II.

Des actes de l'état civil.

CHAPITRE I^{er} — Dispositions générales.

ART. 19.

Les actes de l'état civil énonceront l'année, le jour et l'heure où ils seront reçus; les prénoms, noms, âge, profession, domicile et origine de tous ceux qui y seront dénommés.

ART. 20.

Les officiers de l'état civil ne pourront rien insérer dans les actes qu'ils recevront, soit par note, soit par énonciation quelconque, que ce qui doit être déclaré par les comparants.

ART. 21.

Les témoins produits aux actes de l'état civil ne pourront être que du sexe masculin, âgés de dix-neuf ans au moins, parents ou autres; ils seront choisis par les personnes intéressées.

ART. 22.

L'officier de l'état civil donnera lecture des actes aux parties comparantes et aux témoins.

Il sera fait mention de l'accomplissement de cette formalité.

ART. 23.

Ces actes seront signés par l'officier de l'état civil, par les comparants et les témoins, ou mention sera faite de la cause qui empêche les comparants et les témoins de signer.

ART. 24.

Les actes seront inscrits sur les registres, de suite, sans aucun blanc; les ratures et les renvois seront approuvés et signés de la même manière que le corps de l'acte; il n'y sera rien écrit par abréviation, et aucune date ne sera mise en chiffres.

ART. 25.

Les extraits de registres, délivrés par l'officier de l'état civil, feront foi jusqu'à inscription de faux.

ART. 26.

Lorsqu'il n'aura pas existé de registres, ou qu'ils auront été perdus, la preuve en sera reçue tant par titre que par témoins : dans ces cas, les mariages, naissances et décès pourront être prouvés, tant par les registres et papiers émanés des pères et des mères décédés, que par témoins.

ART. 27.

Tout acte de l'état civil des Neuchâtelois et des étrangers, fait en pays étranger, fera foi, s'il a été rédigé et reçu selon les formes usitées dans le dit pays. Aucune mention d'un acte relatif à l'état civil qui devrait avoir lieu en marge d'un acte déjà inscrit, aucune transcription d'un acte rédigé hors du Canton ne pourra être faite sans l'autorisation du Conseil d'Etat.

ART. 28.

Tout dépositaire des registres sera civilement responsable des altérations qui y surviendront, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs des dites altérations.

ART. 29.

Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, donneront lieu aux dommages-intérêts des parties, sans préjudice des peines portées dans les lois pénales.

ART. 30.

La forme en laquelle les actes seront dressés et les registres tenus, ainsi que les obligations des officiers de l'état civil, seront réglées par des arrêtés particuliers.

CHAPITRE II. — Des actes de naissance.

ART. 31.

Les déclarations de naissance seront faites dans les huit jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu.

ART. 32.

La naissance de l'enfant sera déclarée par le père ou son fondé de pouvoirs; à défaut du père, elle le sera par la mère ou le fondé de pouvoirs de la mère, et, au besoin, par toute personne qui aura assisté à l'accouchement.

L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux témoins.

ART. 33.

L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront

donnés; les prénoms, noms, profession, domicile et origine des père et mère; les noms et prénoms de l'aïeul et aïeule paternels et maternels, autant que possible; ceux des témoins.

ART. 34.

Toute personne qui aura trouvé un enfant nouveau-né, sera tenue de le présenter à l'autorité communale, ainsi que les vêtements et autres effets trouvés avec l'enfant, et de déclarer toutes les circonstances du temps et du lieu où il aura été trouvé.

ART. 35.

A la réquisition de l'autorité communale, le Juge de paix dressera un procès-verbal détaillé, qui énoncera en outre l'âge apparent de l'enfant, son sexe, les noms qui lui seront donnés, l'autorité civile à laquelle il sera remis.

Le procès-verbal sera inscrit sur les registres de l'état civil, dans les huit jours de sa date, à la diligence de l'autorité communale qui transmettra ensuite sans délai ce procès-verbal au Préfet du district.

ART. 36.

L'acte de reconnaissance d'un enfant né d'un père neuchâtelois sera inscrit sur les registres de l'état civil, à sa date.

Il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un.

ART. 37.

Les formalités relatives à la naissance d'un enfant naturel sont réglées par une loi spéciale.

CHAPITRE III. — Des actes de mariage.

ART. 38.

Après l'accomplissement des formalités prescrites pour la célébration du mariage au Titre 5, chap. 2 du présent Code, les parties se présenteront au jour convenu devant l'officier de l'état civil du domicile de l'un des futurs époux, assisté de deux témoins, parents ou non parents.

ART. 39.

L'officier de l'état civil fera lecture des publications, des consentements requis, de l'arrêté du Conseil d'Etat si l'un des époux est étranger au Canton, et du chap. 6 du Titre 5 sur les droits et les devoirs respectifs des époux; puis il recevra de chaque partie, l'une après l'autre, la déclaration qu'elles veulent se prendre pour mari et femme; il prononcera au nom de la loi qu'elles sont unies par le mariage, et il en dressera acte sur-le-champ.

ART. 40.

L'acte énoncera :

- 1° Les prénoms, noms, profession, âge, lieu d'origine et domicile des époux;
- 2° S'ils sont majeurs ou mineurs;
- 3° Les prénoms, noms, profession, domicile, lieu d'origine des pères et mères;
- 4° Le consentement des pères et mères, aïeuls ou aïeules, ou tuteurs, dans les cas où ils sont requis;
- 5° L'arrêté d'autorisation du Conseil d'Etat, s'il y a lieu;
- 6° Les publications faites dans les divers domiciles;

7° Les oppositions, cas échéant; leur mainlevée, ou la mention qu'il n'y a pas eu d'opposition;

8° La déclaration des contractants de se prendre pour époux, et le prononcé de leur union;

9° Les prénoms, noms, professions, âge, domiciles des témoins; s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré.

L'acte sera signé par les parties, les témoins et l'officier de l'état civil, ou mention sera faite des causes qui auraient empêché une ou plusieurs parties de signer.

CHAPITRE IV. — Des actes de décès.

ART. 41.

Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation de l'officier de l'état civil, constatant que le décès a été enregistré.

ART. 42.

L'acte de décès sera dressé dans les quarante-huit heures qui le suivront, par l'officier de l'état civil, en présence de deux témoins sur la déclaration d'un parent du défunt, de la personne chez laquelle il sera décédé, ou d'une personne qui aura assisté au décès.

ART. 43.

L'acte de décès contiendra les prénoms, nom, âge, profession, origine et domicile de la personne décédée; les nom et prénoms de l'autre époux, si la personne décédée était mariée ou veuve; les prénoms, noms, âge, professions et domiciles du déclarant et des témoins, l'indication de la pa-

renté et du degré de parenté du déclarant et des témoins avec le défunt.

Le même acte contiendra de plus, autant que possible, les prénoms, noms, profession, domicile et origine des père et mère du décédé.

ART. 44.

En cas de décès dans les hôpitaux civils ou militaires, prisons ou autres maisons publiques, les chefs de ces établissements sont tenus de faire dans les quarante-huit heures la déclaration prescrite à l'officier de l'état civil du lieu, qui en dressera acte conformément aux prescriptions des articles précédents, en présence de deux témoins.

ART. 45.

Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donneront lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après que le Juge de paix assisté d'un médecin aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu d'origine et domicile de la personne décédée.

ART. 46.

Le Juge de paix transmettra à l'officier de l'état civil du lieu tous les renseignements énoncés dans son procès-verbal, d'après lesquels l'acte de décès sera rédigé et inscrit sur le registre de l'état civil.

Le tout, sans préjudice des formalités à remplir à teneur des lois de procédure criminelle, cas échéant.

CHAPITRE V. — De la rectification des actes de l'état civil.

ART. 47.

Toute demande en rectification d'un acte de l'état civil sera formée devant le Tribunal du district, dans lequel se trouvent déposés les registres contenant l'acte dont la rectification est demandée.

ART. 48.

Le jugement du Tribunal de district ne sera définitif qu'après avoir été confirmé par le Tribunal supérieur du Canton.

ART. 49.

Le jugement de rectification ne pourra dans aucun temps être opposé aux parties intéressées qui ne l'auraient point requis ou qui n'y auraient pas été appelées.

ART. 50.

Les jugements de rectification, devenus définitifs, seront transmis au Conseil d'Etat, qui pourvoira à leur transcription sur les registres de l'état civil : mention en sera faite en marge de l'acte réformé.

TITRE III.

Du domicile.

ART. 51.

Le domicile de tout Neuchâtelois, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement.

ART. 52.

Le changement de domicile s'opèrera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

ART. 53.

La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse, faite tant à la commune ou municipalité du lieu que l'on quittera, qu'à celle du lieu où l'on aura transféré son domicile.

ART. 54.

A défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances.

ART. 55.

Le citoyen appelé à des fonctions publiques temporaires conservera le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas manifesté d'intention contraire.

ART. 56.

Le domicile du citoyen appelé à des fonctions publiques révocables mais permanentes, ou à des fonctions dont la durée est déterminée par la loi, est au lieu où ses fonctions l'appellent à résider.

ART. 57.

La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari : le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur ; le majeur placé sous tutelle ou interdit aura le sien chez son curateur ou tuteur.

ART. 58.

Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, auront le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeureront avec elle dans la même maison.

ART. 59.

Le lieu où la succession s'ouvrira, sera déterminé par le domicile.

ART. 60.

Lorsqu'un acte contiendra, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte, devront être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.

TITRE IV.

Des absents.

CHAPITRE I^{er}. — De la présomption d'absence.

ART. 61.

S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne présumée absente et qui n'a point de procureur fondé, il y sera statué par la Justice de paix, sur la demande des parties intéressées, ou même d'office, s'il y a lieu.

ART. 62.

La Justice de paix nommera un curateur pour représenter

les présumés absents dans les inventaires, comptes, partages, liquidations et généralement dans toute affaire où ils seront intéressés.

Ces curateurs seront, quant à l'administration des intérêts qui leur auront été confiés et aux comptes de leur gestion, soumis aux mêmes obligations que les tuteurs.

ART. 63.

La Justice de paix est spécialement chargée de veiller aux intérêts des personnes présumées absentes.

ART. 64.

Si le père présumé absent a laissé des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance, et elle exercera tous les droits du mari quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens.

ART. 65.

Si la mère est décédée ou incapable d'exercer la tutelle de ses enfants, la Justice de paix leur nommera un tuteur.

CHAPITRE II. — De la déclaration d'absence.

ART. 66.

Lorsqu'une personne aura cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que depuis vingt ans on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le Tribunal de première instance, afin que l'absence soit déclarée.

ART. 67.

Pour constater l'absence, le Tribunal, d'après les pièces

et documents produits, ordonnera qu'une enquête soit faite, tant dans le lieu du domicile que dans le lieu d'origine, contradictoirement avec un curateur nommé à l'absent.

ART. 68.

Le Tribunal, en statuant sur la demande, aura d'ailleurs égard aux motifs de l'absence et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

ART. 69.

Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après celui qui aura ordonné l'enquête; il ne sera définitif qu'après avoir été confirmé par le Tribunal supérieur du Canton.

ART. 70.

Les jugements, tant préparatoires que définitifs, seront sur-le-champ transmis au Conseil d'Etat qui les rendra publics.

CHAPITRE III. — Des effets de l'absence.

SECTION I^{re}. — Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition.

ART. 71.

Lorsque le jugement de déclaration d'absence aura été prononcé, le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la requête des parties intéressées ou d'office, et les héritiers, les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui avaient sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, pourront les exercer provisoirement, à la charge de donner caution.

ART. 72.

A défaut de testament, les héritiers ab intestat de l'absent au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles, pourront, en vertu du jugement définitif qui aura déclaré l'absence, se faire invétir provisoirement des biens qui appartaient à l'absent au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

ART. 73.

L'époux pourra empêcher l'investiture provisoire et l'exercice provisoire de tous les droits subordonnés à la condition du décès de l'absent, et prendre ou conserver par préférence l'administration des biens de l'absent. Si l'époux renonce à ce droit, il exercera ses droits légaux et conventionnels, à la charge de donner caution pour les choses susceptibles de restitution.

ART. 74.

La possession provisoire ne sera qu'un dépôt qui donnera à ceux qui l'obtiendront, l'administration des biens de l'absent, et qui les rendra comptables envers lui, en cas qu'il reparaîsse ou qu'on ait de ses nouvelles.

ART. 75.

Avant d'accorder aux héritiers ou à l'époux l'investiture ou l'administration des biens de l'absent, il en sera dressé un inventaire juridique, et l'état des immeubles sera constaté par experts.

La vente de tout ou partie du mobilier pourra être ordonnée, ainsi que l'emploi du prix et des fruits échus.

ART. 76.

Ceux qui, par suite de l'investiture provisoire ou de l'administration légale, auront joui des biens de l'absent, ne seront point tenus à la restitution des revenus dans le cas où l'absent viendrait à reparaitre.

ART. 77.

Tous ceux qui ne jouiront qu'en vertu de l'envoi ou de l'administration légale, ne pourront aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent, à moins que cela ne soit indispensable pour la conservation des biens de l'absent. Dans ce cas, l'autorisation de la Justice de paix sera nécessaire.

ART. 78.

Si l'absence a continué pendant trente ans, depuis la disparition ou les dernières nouvelles, ou s'il s'est écoulé cent ans depuis la naissance de l'absent, les cautions seront déchargées : tous les ayants droit pourront demander le partage des biens de l'absent et faire prononcer l'investiture définitive par le Tribunal compétent.

ART. 79.

Si le décès de l'absent venait à être prouvé, alors sa succession sera ouverte du jour de son décès en faveur des héritiers qui, à cette époque, auraient été habiles à l'hériter, et ceux qui auraient joui des biens de l'absent, seront tenus de les restituer.

ART. 80.

Si l'absent reparait, ou si son existence est prouvée pendant l'investiture provisoire, les effets du jugement qui aura

déclaré l'absence cesseront : sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires prescrites au chap. 1^{er} du présent Titre pour l'administration de ses biens.

ART. 81.

Si, pendant les trente ans qui suivront l'investiture définitive, l'absent reparait, ou si son existence est prouvée, il recouvrera ses biens dans l'état où ils se trouveront, le prix de ceux qui auront été aliénés, ou les biens provenant de l'emploi qui aurait été fait du prix de ses biens vendus.

ART. 82.

Les héritiers de l'absent pourront également, dans les trente ans à compter de l'investiture définitive, demander la restitution de ses biens, comme il est dit à l'article précédent, moyennant que leurs droits ne soient point prescrits par les lois du lieu où la succession de l'absent se serait ouverte.

ART. 83.

Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent, ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été investus provisoirement des biens ou qui en auront l'administration légale.

SECTION II. — *Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.*

ART. 84.

Quiconque réclamera un droit échu à un individu dont l'existence ne sera pas reconnue, devra prouver que le dit individu existait quand le droit a été ouvert : jusqu'à cette preuve, il sera déclaré non recevable dans sa demande.

ART. 85.

S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

ART. 86.

Les dispositions des deux articles précédents auront lieu, sans préjudice de l'action en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compèteront à l'absent, à ses représentants ou ayants cause, et ne s'éteindront que par le laps de temps établi pour la prescription de cette action et de ces droits.

TITRE V.

Du mariage.

CHAPITRE 1^{er}. — Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.

ART. 87.

L'homme avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

ART. 88.

Il n'y a pas mariage, lorsqu'il n'y a pas consentement.

ART. 89.

On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

ART. 90.

La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent.

ART. 91.

Le fils ou la fille qui n'a pas atteint l'âge de vingt-deux ans révolus, ne peut contracter mariage sans le consentement de ses père et mère. En cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

ART. 92.

Si l'un des époux est mort, ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

ART. 93.

Si le père et la mère sont morts, ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls ou aïeules les remplacent; s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

ART. 94.

S'il n'y a ni père, ni mère, ni aïeul, ni aïeule, ou s'ils se trouvent tous dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de vingt et un ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leur tuteur ou d'un tuteur *ad hoc*.

ART. 95.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aux enfants naturels.

ART. 96.

En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels, et les alliés dans la même ligne.

ART. 97.

En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels.

ART. 98.

Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, et les alliés au même degré.

ART. 99.

Néanmoins il est loisible au Grand-Conseil de lever pour des causes graves la prohibition portée dans l'article précédent.

ART. 100.

Les prohibitions résultant de l'adoption sont déterminées au Titre de l'adoption.

ART. 101.

Le mariage est prohibé entre l'adultère et son complice.

CHAPITRE II. — Des formalités relatives à la célébration du mariage.

ART. 102.

Le mariage sera précédé de trois publications faites à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche.

ART. 103.

Les publications se feront dans le lieu du domicile de chacun des époux et de plus, s'ils y habitent depuis moins de six mois, dans le lieu de leur dernier domicile. Il est loisible au Conseil d'Etat de dispenser, selon les circonstances, de la publication dans le lieu du dernier domicile.

ART. 104.

Les publications énonceront :

Les prénoms, noms, professions, domiciles, lieux d'origine des futurs époux ; leur qualité de majeurs ou mineurs ; les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs pères et mères. Elles seront inscrites sur un registre spécial par l'officier de l'état civil chargé d'en délivrer des extraits.

ART. 105.

Le registre des publications doit en outre indiquer :

- a) Les jours et dates auxquels les publications ont eu lieu ;
- b) Si elles ont eu lieu sans opposition ;
- c) Le résumé sommaire de l'opposition, cas échéant, et la date de sa notification ;
- d) La mainlevée de l'opposition et sa date.

ART. 106.

Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année qui suit le jour de la dernière publication, il ne pourra être célébré qu'après de nouvelles publications faites conformément aux dispositions précédentes.

ART. 107.

Si les époux futurs ou l'un d'eux sont étrangers au Canton, le mariage ne pourra être célébré sans une autorisation préalable du Conseil d'Etat ; un arrêté déterminera les conditions auxquelles cette autorisation sera délivrée.

ART. 108.

Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil se fera remettre l'acte de naissance de chacun des futurs

époux. Celui des époux qui serait dans l'impossibilité de se le procurer, pourra le suppléer en rapportant un acte de notoriété délivré par le Juge de paix de son lieu d'origine ou de celui de son domicile.

ART. 109.

L'acte de notoriété contiendra la déclaration faite par cinq témoins, de l'un ou de l'autre sexe, parents ou non parents, des nom, prénoms, profession et domicile du futur époux, et de ceux de ses père et mère, s'ils sont connus; le lieu et, autant que possible, l'époque de sa naissance, son lieu d'origine, et les causes qui empêchent de rapporter l'acte.

Les témoins signeront l'acte de notoriété avec le Juge de paix, ou mention sera faite des causes qui empêcheraient les uns ou les autres de signer.

ART. 110.

L'acte de notoriété sera présenté au Tribunal du district, qui donnera ou refusera son homologation, selon qu'il trouvera suffisantes ou insuffisantes les déclarations des témoins et les causes qui empêchent de rapporter l'acte de naissance.

ART. 111.

L'acte de consentement des père et mère, aïeul, aïeule, ou tuteur, contiendra les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux : il pourra être fait sous seing privé, mais les signatures devront être légalisées par l'autorité compétente du lieu.

ART. 112.

Le mariage sera célébré publiquement, devant l'officier

de l'état civil du domicile de l'une des parties, et dans la maison à ce destinée.

ART. 113.

Le mariage contracté hors du Canton entre Neuchâtelois ou entre Neuchâtelois et étrangers sera valable, s'il a été célébré selon les formes usitées dans le pays où il a été contracté, pourvu que le Neuchâtelois n'ait point contrevenu aux dispositions du chapitre 1^{er} de ce Titre, et qu'à son retour il fasse transcrire l'acte de célébration de son mariage sur le registre de l'état civil de sa commune.

ART. 114.

Le mariage civil doit toujours précéder les cérémonies religieuses du mariage.

ART. 115.

Le mariage de Neuchâtelois domiciliés en pays étranger peut être célébré dans le Canton avec l'autorisation du Conseil d'Etat. Pour obtenir cette autorisation, les Neuchâtelois domiciliés hors du Canton devront élire un domicile dans la circonscription où se feront les publications.

CHAPITRE III. — Des oppositions au mariage.

ART. 116.

Le droit de former opposition à la célébration du mariage appartient à la personne engagée par mariage ou par promesse de mariage authentique avec l'une des parties contractantes.

ART. 117.

Le père, et à défaut du père, la mère, et à défaut des père et mère, les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, encore que ceux-ci aient vingt-deux ans accomplis.

ART. 118.

A défaut d'aucun ascendant, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante, le cousin ou la cousine germaine, majeurs, ne peuvent former aucune opposition que dans les deux cas suivants :

1° Lorsque le consentement du tuteur requis par l'article 95 n'a pas été obtenu ;

2° Lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux.

Cette opposition, dont le Tribunal pourra prononcer mainlevée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge par l'opposant de provoquer l'interdiction et d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par le jugement.

ART. 119.

Dans les deux cas prévus par l'article précédent, le tuteur pourra former opposition avec l'autorisation du Juge de paix.

ART. 120.

Toute opposition au mariage sera notifiée juridiquement :

- a) A l'époux futur ou aux époux futurs ;
- b) A l'officier de l'état civil du domicile de chacun des futurs époux.

ART. 121.

L'exploit d'opposition énoncera la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former : il contiendra élection de domicile dans le lieu du domicile de l'époux contre lequel l'opposition est dirigée ; il devra également , à moins qu'il ne soit notifié, à la requête d'un ascendant, contenir les motifs de l'opposition ; le tout à peine de nullité.

ART. 122.

Le Tribunal compétent, pour connaître d'une opposition, est celui du domicile du futur époux au mariage duquel l'opposition est formée.

ART. 123.

L'opposition interrompt les publications et suspend la célébration du mariage : il est interdit à l'officier de l'état civil d'y procéder avant qu'on lui ait remis mainlevée de l'opposition, sous peine de tous dommages-intérêts.

ART. 124.

Il doit être procédé dans le plus bref délai à la liquidation de l'opposition.

CHAPITRE IV. — Des demandes en nullité de mariage.

ART. 125.

Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre.

Lorsqu'il y a eu erreur dans la personne, le mariage



ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur.

ART. 126.

Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été par lui reconnue.

ART. 127.

Le mariage contracté sans le consentement des père et mère, des ascendants ou du tuteur, dans les cas où ce consentement était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement était requis.

ART. 128.

L'action en nullité ne peut plus être intentée par ceux dont le consentement était requis, toutes les fois que le mariage a été approuvé expressément ou tacitement par eux, ou lorsqu'il s'est écoulé six mois sans réclamation de leur part depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage, ou que l'époux a atteint l'âge de vingt-trois ans révolus.

ART. 129.

Tout mariage contracté en contravention aux dispositions contenues aux art. 87, 89, 96, 97, 98 et 100 peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt, soit par le ministère public.

Le mariage contracté en contravention aux dispositions de l'art. 101 ne pourra être attaqué par les époux eux-mêmes, mais il pourra l'être par le ministère public et par tous ceux qui y ont intérêt.



ART. 130.

Néanmoins le mariage contracté par des époux qui n'avaient point encore l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait point atteint cet âge, ne peut plus être attaqué :

1° Lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux ou les époux ont atteint l'âge compétent ;

2° Lorsque la femme qui n'avait point cet âge, a conçu avant l'échéance des six mois.

ART. 131.

Le père, la mère, les ascendants et le tuteur qui ont consenti au mariage contracté dans le cas de l'article précédent, ne sont point recevables à en demander la nullité.

ART. 132.

Dans tous les cas où, conformément à l'art. 129, l'action en nullité peut être intentée par tous ceux qui y ont intérêt, elle ne peut l'être par les parents collatéraux ou par les enfants nés d'un autre mariage, du vivant des deux époux, mais seulement lorsqu'ils y ont un intérêt né et actuel.

ART. 133.

L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage, peut en demander la nullité du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui.

ART. 134.

Si les nouveaux époux opposent la nullité du premier mariage, la validité ou la nullité de ce mariage doit être jugée préalablement.

ART. 135.

Le ministère public, dans tous les cas auxquels s'applique l'art. 129 et sous les modifications portées dans l'art. 130, peut et doit demander la nullité du mariage, du vivant des deux époux, et les faire condamner à se séparer.

ART. 136.

Tout mariage qui n'a pas été contracté publiquement et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent, peut être attaqué par les époux eux-mêmes, par les père et mère, par les ascendants et par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, et il doit l'être par le ministère public.

ART. 137.

Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représente un acte de célébration inscrit sur le registre de l'état civil, sauf les cas prévus par l'art. 26.

ART. 138.

La possession d'état ne pourra dispenser les prétendus époux qui l'invoquent respectivement, de représenter l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil.

ART. 139.

Lorsqu'il y a possession d'état et que l'acte de célébration du mariage devant l'officier de l'état civil est représenté, les époux sont respectivement non recevables à demander la nullité de cet acte.

ART. 140.

Si néanmoins, dans le cas des art. 137 et 138, il existe des enfants issus de deux individus qui ont vécu publique-

ment comme mari et femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfants ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de représentation de l'acte de célébration, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance.

ART. 141.

Le mariage qui a été déclaré nul, produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi.

ART. 142.

Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfants issus du mariage.

CHAPITRE V. — Des obligations qui naissent du mariage.

ART. 143.

Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

ART. 144.

L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

ART. 145.

Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère, et autres ascendants qui sont dans le besoin.

ART. 146.

Les gendres et belles-filles doivent également, et dans les mêmes circonstances, des aliments à leurs beau-père et belle-mère ; mais cette obligation cesse :

1° Lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces ;

2° Lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et les enfants issus de son union avec l'autre époux, sont décédés.

ART. 147.

Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

ART. 148.

Les aliments ne sont accordés que dans la proportion des besoins de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

ART. 149.

Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des aliments est replacé dans un état tel, que l'un ne puisse plus en donner ou que l'autre n'en ait plus besoin en tout ou partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

ART. 150.

Si la personne qui doit fournir des aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le Tribunal pourra, en connaissance de cause, ordonner qu'elle recevra dans sa demeure, qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle devra des aliments.

ART. 151.

Le Tribunal prononcera également si le père ou la mère qui offrira de recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure

l'enfant à qui il devra des aliments, devra dans ce cas être dispensé de payer la pension alimentaire.

CHAPITRE VI. — Des droits et des devoirs respectifs des époux.

ART. 152.

Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance.

ART. 153.

Le mari doit protection à sa femme, la femme doit obéissance à son mari.

ART. 154.

La femme est obligée d'habiter avec le mari et de le suivre partout où il juge à propos de résider : le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

ART. 155.

La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari.

ART. 156.

L'autorisation du mari n'est pas nécessaire :

a) Si la femme n'est point mariée sous le régime de la communauté ou si elle est séparée de biens, pour ce qui concerne l'administration de ses biens;

b) Pour le cas prévu, art. 160;

c) Lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle, correctionnelle ou de police.

ART. 157.

La femme ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acqué-

rir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit.

ART. 158.

Le concours ou le consentement ne sont pas nécessaires en ce qui touche les biens de la femme, si la femme n'est pas commune en biens, ou si elle est séparée de biens.

ART. 159.

Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester en jugement ou à passer un acte, le juge peut accorder l'autorisation, après que le mari aura été entendu ou dûment appelé.

ART. 160.

La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, ester en jugement et s'obliger pour ce qui concerne son négoce, et, au dit cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux.

Elle n'est pas réputée marchande publique, si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari, mais seulement quand elle fait un commerce séparé.

ART. 161.

Lorsque le mari est frappé d'une condamnation emportant peine afflictive ou infamante, la femme, même majeure, ne peut, même pendant la durée de la peine, ester en jugement ni contracter qu'après s'être fait autoriser par le juge qui peut, en ce cas, donner l'autorisation, sans que le mari ait été entendu ou appelé.

ART. 162.

Si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

ART. 163.

Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme.

ART. 164.

Si le mari est mineur ou sous curatelle, l'autorisation du juge est nécessaire à la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

ART. 165.

La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers.

ART. 166.

La femme peut tester ou disposer pour cause de mort sans l'autorisation de son mari.

CHAPITRE VII. — De la dissolution du mariage.

ART. 167.

Le mariage se dissout :

- 1° Par la mort de l'un des époux ;
- 2° Par le divorce légalement prononcé.

TITRE VI.

Du divorce et de la séparation de corps.

CHAPITRE I^{er}. — Des causes du divorce.

ART. 168.

L'adultère de l'un des époux et la désertion malicieuse du mariage seront, pour l'autre, une cause légitime du divorce.

ART. 169.

Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves, de l'un d'eux envers l'autre.

ART. 170.

La condamnation à une peine infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce.

ART. 171.

La démence de l'un des époux âgé de moins de soixante ans sera pour l'autre une cause de divorce, lorsqu'il sera prouvé qu'elle dure depuis cinq ans, et qu'après cet intervalle la démence sera déclarée incurable.

ART. 172.

L'abandon d'un époux constitue, en faveur de l'autre époux, une cause de divorce.

Toutefois l'abandon ne pourra constituer une cause de divorce tant qu'il n'aura pas duré cinq années consécutives, au moins.

CHAPITRE II. — Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce.

ART. 173.

L'administration provisoire des enfants restera au mari demandeur ou défendeur en divorce, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le Tribunal, soit sur la demande de la mère ou de la famille, soit d'office, pour le plus grand avantage des enfants.

ART. 174.

La femme demanderesse ou défenderesse en divorce pourra quitter le domicile du mari pendant la poursuite, et demander une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari. Le Tribunal pourra indiquer la maison dans laquelle la femme sera tenue de résider, et fixera, s'il y a lieu, la provision alimentaire que le mari sera obligé de lui payer.

ART. 175.

La femme sera tenue, cas échéant, de justifier de sa résidence dans la maison indiquée, toutes les fois qu'elle en sera requise ; à défaut de cette justification, le mari pourra refuser la provision alimentaire, et, si la femme est demanderesse en divorce, la faire déclarer non recevable à continuer ses poursuites.

ART. 176.

La femme commune en biens, demanderesse ou défenderesse en divorce, pourra, en tout état de cause, à partir de l'ouverture de la demande, requérir pour la conservation de ses droits l'assistance d'un curateur et l'inventaire juridique des biens de la communauté.

Elle pourra en outre demander les mesures conservatoires de la masse que les circonstances rendraient nécessaires. Le mari sera toujours libre de faire cesser ces mesures, en donnant caution.

ART. 177.

Le mari conservera d'ailleurs ses droits d'administration pendant la litispendance.

ART. 178.

Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, postérieurement à l'ouverture de la demande, sera déclarée nulle, s'il est prouvé d'ailleurs qu'elle ait été faite ou contractée en fraude des droits de la femme.

CHAPITRE III. — Des fins de non-recevoir contre l'action en divorce.

ART. 179.

L'action en divorce sera éteinte par la réconciliation des époux, survenue soit depuis les faits qui auraient pu autoriser cette action, soit depuis la demande en divorce.

ART. 180.

Dans l'un et l'autre cas, le demandeur sera déclaré non recevable dans son action; il pourra néanmoins en intentar une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation, et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande.

CHAPITRE IV. — Des effets du divorce.

ART. 181.

Les époux qui divorceront, pour quelque cause que ce soit, ne pourront plus se réunir.

ART. 182.

La femme divorcée ne pourra se remarier que dix mois révolus après le divorce prononcé.

ART. 183.

Dans le cas de divorce admis en justice pour cause d'adultère, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice.

ART. 184.

Pour quelque cause que le divorce ait lieu, l'époux contre lequel le divorce aura été admis, perdra tous les avantages que l'autre époux ou les parents de l'autre époux lui avaient faits, soit par contrat, soit pour cause de mariage.

ART. 185.

L'époux qui aura obtenu le divorce, conservera les avantages à lui faits par l'autre époux ou les parents de l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

ART. 186.

Les droits de survie réservés aux époux par la loi sont annulés de plein droit par le divorce, sans qu'il soit besoin que cette annulation soit prononcée par le jugement.

ART. 187.

Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le Tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire : le Tribunal déterminera par son jugement la nature des garanties qui devront être accordées pour sûreté du paiement de la pension.

ART. 188.

Les enfants seront confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, à moins que le Tribunal, sur la demande de la famille ou d'office, n'ordonne pour le plus grand avantage des enfants que tous ou quelques-uns d'eux seront confiés aux soins soit de l'autre époux, soit d'une tierce personne.

Dans tous les cas, le Tribunal déterminera par son jugement qui doit supporter la charge de l'entretien et de l'éducation des enfants, et dans quelle proportion cette charge sera répartie, si elle n'est pas imposée à un seul époux.

ART. 189.

Quelle que soit la personne à laquelle les enfants seront confiés, les père et mère conserveront respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants, à moins que le Tribunal n'en ait ordonné autrement.

ART. 190.

La dissolution du mariage par le divorce ne privera les enfants nés de ce mariage d'aucun des avantages qui leur

étaient assurés par les lois ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfants que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts, s'il n'y avait pas eu de divorce.

ART. 191.

Les effets du divorce prendront cours à dater du jour où le jugement sera devenu définitif.

CHAPITRE V. — De la séparation de corps et de biens.

ART. 192.

Dans les cas où il y a lieu à la demande en divorce, et dans les cas analogues, mais qui pourtant n'auraient pas un caractère suffisant de gravité pour faire prononcer le divorce, il est loisible aux époux de former une demande en séparation de corps et de biens.

ART. 193.

La demande pourra avoir pour objet une séparation temporaire ou une séparation illimitée.

ART. 194.

Si la demande a pour objet une séparation temporaire, le Tribunal ne pourra jamais prononcer une séparation illimitée; il pourra prononcer une séparation temporaire, si la demande a pour objet une séparation illimitée.

ART. 195.

La séparation de corps emportera toujours la séparation de biens.

ART. 196.

Les fins de non-recevoir prévues au chap. 3 du présent Titre ne pourront être opposées à une demande en séparation de corps.

ART. 197.

Les dispositions du chap. 2 du présent Titre sont applicables aux demandes en séparation de corps et de biens.

CHAPITRE VI. — Des effets de la séparation de corps et de biens.

ART. 198.

La séparation légalement prononcée ne dégage point les époux de l'obligation de fidélité qui leur est imposée par le mariage.

ART. 199.

Elle suspend les effets des dispositions restrictives contenues au chapitre des droits et devoirs respectifs des époux, et rend la femme majeure et maîtresse de ses droits.

ART. 200.

Elle amène la liquidation de la communauté de la même manière qu'elle aurait eu lieu par la dissolution du mariage, et dégage la femme, pendant la durée de la séparation, de toute solidarité avec le mari pour les obligations ou engagements que celui-ci pourrait contracter.

ART. 201.

La séparation, même illimitée, n'anéantit pas les droits de survie réservés aux époux par la loi, ni les avantages faits

par l'un des époux ou par ses parents à l'autre époux, soit par contrat, soit pour cause de mariage.

Toutefois le Tribunal peut, si la demande en est formée, mais pour le cas de séparation illimitée uniquement, prononcer contre l'époux coupable la déchéance de tout ou partie de ces droits et avantages.

ART. 202.

Si l'époux qui a obtenu la séparation n'avait pas les moyens suffisants pour assurer sa subsistance, le Tribunal pourra lui accorder sur les biens de l'autre époux une pension alimentaire proportionnée aux revenus de cet époux : cette pension sera révocable ou réductible selon les circonstances.

Les garanties qui devront être accordées pour sûreté du paiement de la pension, seront déterminées par le jugement.

ART. 203.

Le défaut de biens de l'époux contre lequel la séparation a été obtenue, ne dispense point le Tribunal d'accorder une pension alimentaire à l'autre époux, si elle est jugée nécessaire ; mais alors elle sera proportionnée aux ressources appréciables de l'époux condamné à la payer.

ART. 204.

Les dispositions des art. 188 et 189, concernant les enfants, sont applicables dans les cas de séparations temporaires ou illimitées.

ART. 205.

Les effets de la séparation prennent cours à dater du jour où le jugement est devenu définitif : ils cessent de plein droit

et sans autre formalité le jour où le terme de la séparation est expiré, à moins qu'une demande en prolongation n'ait été ouverte devant le Tribunal compétent.

ART. 206.

La demande devra être publiée et n'aura d'effet à l'égard des tiers qu'après la dernière publication.

ART. 207.

Le jugement devra intervenir dans les trois mois de l'ouverture de la demande; à défaut, la demande sera périmée de plein droit, à moins que le Tribunal, pour des causes graves, n'ait expressément accordé un plus long délai, qui ne pourra, en aucun cas, excéder trois mois.

ART. 208.

Les époux séparés peuvent toujours se réunir; mais cette réunion ne fera cesser les effets du jugement de séparation qu'autant qu'elle aura été déclarée devant le Tribunal qui a prononcé la séparation. Acte en sera donné aux parties, et elles sont tenues de le faire publier en la forme prescrite par l'art. 211.

La réunion ne sera réputée connue des tiers intéressés qu'après la dernière publication.

ART. 209.

La réunion des époux, avant l'échéance de la séparation, constitue une fin de non-recevoir péremptoire contre toute nouvelle demande fondée sur les faits qui avaient donné lieu au premier jugement.

CHAPITRE VII. — Des formes de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens.

ART. 210.

Les lois de procédure régleront les formes particulières de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens.

ART. 211.

L'absence ou la non-comparution de la partie défenderesse ne peut jamais dispenser l'époux demandeur de la preuve des faits sur lesquels il fonde sa demande.

ART. 212.

Toute demande en divorce, en séparation de corps et en prolongation de séparation; tous jugements de divorce ou de séparation de corps devenus définitifs, seront rendus publics en la manière usitée pour la publication des actes judiciaires.

Les jugements de divorce seront en outre transcrits sur les registres de l'état civil du lieu de domicile des époux, et mention en sera faite en marge de l'acte de mariage, si le mariage a été célébré dans le Canton.

Les Tribunaux neuchâtelois sont incompetents pour connaître d'une action en divorce ou en séparation entre étrangers, à moins que cette compétence ne leur soit attribuée par des concordats ou des traités.

ART. 213.

Le jugement qui prononce un divorce ou une séparation, ne devient définitif qu'après avoir été confirmé par le Tribunal supérieur du Canton, auquel ce jugement devra toujours être soumis.

TITRE VII.

De la paternité et de la filiation.

CHAPITRE I^{er}. — De la filiation des enfants légitimes et nés dans le mariage.

ART. 214.

L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

ART. 215.

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant, s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le trois centième jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

ART. 216.

Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant; il ne pourra le désavouer, même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui ait été cachée, auquel cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père.

ART. 217.

L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari dans les cas suivants :

- 1° S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage;
- 2° S'il a assisté à l'acte de naissance, et si cet acte est signé de lui ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer;
- 3° Si l'enfant n'est pas déclaré viable.

ART. 218.

La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

ART. 219.

Dans les divers cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire dans le mois, s'il se trouve sur les lieux de la naissance de l'enfant;

Dans les deux mois après son retour, si, à la même époque, il est absent;

Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

ART. 220.

Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant se serait mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

ART. 221.

Le désaveu du mari ou de ses héritiers devra, sous peine de nullité et de péremption, se formuler par l'ouverture d'une action en justice dirigée contre un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant, et contre la mère à laquelle il sera également donné l'assistance d'un curateur.

L'action sera réputée ouverte en temps utile, si la demande a été notifiée avant l'échéance des délais.

ART. 222.

Le jugement qui aura admis une action en désaveu, sera

transcrit sur les registres de l'état civil du lieu, et mention en sera faite en marge de l'acte de naissance de l'enfant.

CHAPITRE II. — De la preuve de la filiation des enfants légitimes.

ART. 223.

La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur les registres de l'état civil.

ART. 224.

A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

ART. 225.

La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir ;

Que le père l'a traité comme son enfant et a pourvu en cette qualité à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

ART. 226.

Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre ;

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

ART. 227.

A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour déterminer l'admission.

ART. 228.

Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

ART. 229.

La preuve contraire pourra se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

ART. 230.

Les Tribunaux civils seront seuls compétents pour statuer sur les réclamations d'état.

ART. 231.

L'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

ART. 232.

L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

ART. 233.

L'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur ou dans les cinq années après sa majorité.

ART. 234.

Les héritiers peuvent suivre cette action, lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

CHAPITRE III. — Des enfants naturels.

SECTION 1^{re}. — De la légitimation des enfants naturels.

ART. 235.

Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement reconnus avant le mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans l'acte même de célébration.

ART. 236.

La légitimation peut avoir lieu, même en faveur des enfants décédés qui ont laissé des descendants, et, dans ce cas, elle profite à ces ascendants.

ART. 237.

Les enfants légitimés par le mariage subséquent auront les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

SECTION II. — *De la reconnaissance des enfants naturels.*

ART. 238.

La reconnaissance d'un enfant naturel par le père ne peut avoir lieu avant la naissance de l'enfant ; elle doit être spontanée pour être valable , et ne peut jamais être le résultat d'un jugement.

ART. 239.

La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance.

ART. 240.

L'acte de naissance régulièrement dressé forme, contre la mère y dénommée et en faveur de l'enfant, une présomption légale de reconnaissance.

ART. 241.

Si la mère de l'enfant n'est point dénommée dans l'acte de naissance sous son véritable nom, ou si l'enfant dont elle réclamerait la maternité est désigné comme né d'une mère inconnue, elle ne pourra reconnaître l'enfant pour le sien sans y être autorisée par un jugement contradictoirement rendu avec l'enfant, s'il est majeur, ou avec son tuteur, s'il n'a point atteint sa majorité.

ART. 242.

L'enfant né d'un commerce incestueux ou adultérin ne pourra jamais être reconnu par le père. Il ne pourra jamais l'être par la mère, à moins que cette reconnaissance ne résulte de l'acte de naissance, à teneur de l'art. 240.

ART. 243.

L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime.

ART. 244.

Toute reconnaissance de la part du père ou de la mère , de même que toute réclamation de la part de l'enfant, pourra être contestée par tous ceux qui y auront intérêt.

ART. 245.

La recherche de la paternité est interdite.

ART. 246.

La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère, sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée.

Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins que lorsqu'il aura déjà un commencement de preuve par écrit.

ART. 247.

La recherche de la maternité est interdite dans les cas où, suivant l'art. 242, la reconnaissance n'est pas admise.

SECTION III. — *Des rapports de l'enfant naturel avec l'Etat et avec les Communes ou Bourgeoisies.*

ART. 248.

L'enfant naturel suit la condition de sa mère : il suit la condition du père qui l'a légalement reconnu, s'il est justifié que, dans le pays d'origine du père, la reconnaissance est valable et confère à l'enfant la nationalité.

ART. 249.

L'enfant naturel, légalement reconnu par son père, porte son nom et appartient à la même commune ou bourgeoisie;

il porte le nom et appartient à la commune ou bourgeoisie de sa mère, si son père ne l'a pas reconnu.

SECTION IV. — Des obligations du père, de la mère et des Communes ou Bourgeoisies envers l'enfant.

ART. 250.

L'enfant naturel est à la charge de sa mère, si son père ne l'a pas reconnu ; s'il l'a reconnu, le père doit, après les six premiers mois, subvenir à son entretien jusqu'au moment où l'enfant sera en état de pourvoir à ses besoins.

ART. 251.

Toutefois, si le père était incapable de supporter cette charge, les Tribunaux détermineront, sur sa demande, s'il y a lieu de l'imposer en tout ou en partie à la mère.

ART. 252.

A défaut du père ou de la mère, la commune de l'enfant devra pourvoir à son entretien.

TITRE VIII.

De l'adoption.

CHAPITRE I^{er}. — De l'adoption et de ses effets.

ART. 253.

L'adoption n'est permise qu'aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées de quarante ans au moins, qui n'auront, à l'époque de l'adoption, ni enfants, ni descendants légitimes, et qui auront au moins quinze ans de plus que les individus qu'elles se proposent d'adopter.

ART. 254.

Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par deux époux : nul époux ne peut adopter qu'avec le consentement de l'autre conjoint.

ART. 255.

L'adoption ne pourra, en aucun cas, avoir lieu avant la majorité de l'adopté. Si l'adopté a encore ses père et mère ou l'un des deux, il sera tenu de rapporter le consentement donné à l'adoption par ses père et mère ou par le survivant.

ART. 256.

L'adoptant et l'adopté doivent tous deux posséder la qualité de Neuchâtelois.

ART. 257.

L'adoption confèrera le nom de l'adoptant à l'adopté, en l'ajoutant au nom propre de ce dernier.

ART. 258.

L'adopté restera dans sa famille naturelle, et y conservera tous ses droits ; néanmoins le mariage est prohibé :

Entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants ;

Entre les enfants adoptifs du même individu ;

Entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant ;

Entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté.

ART. 259.

L'obligation naturelle, qui continuera d'exister entre l'adopté et ses père et mère, de se fournir des aliments dans

les cas déterminés par la loi, sera considérée comme commune à l'adoptant et à l'adopté, l'un envers l'autre.

ART. 260.

L'adopté n'acquerra aucun droit de successibilité sur les biens des parents de l'adoptant, et n'entrera point dans sa commune ; mais il aura sur la succession de l'adoptant les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage, même quand il y aurait d'autres enfants de cette dernière qualité nés depuis l'adoption.

ART. 261.

Toutefois les droits de survie et autres droits matrimoniaux du conjoint ne sont point modifiés par l'adoption, et demeurent tels qu'ils eussent été sans elle, à moins qu'au moment de l'adoption ce conjoint n'eût pris d'autres engagements.

ART. 262.

Si l'adopté meurt sans descendants légitimes, les choses données par l'adoptant ou recueillies dans sa succession, et qui existeront en nature lors du décès de l'adopté, retourneront à l'adoptant ou à ses descendants, à la charge de contribuer aux dettes, et sans préjudice des droits des tiers.

Le surplus des biens de l'adopté appartiendra à ses propres parents, et ceux-ci excluront toujours, pour les objets mêmes spécifiés au présent article, tous héritiers de l'adoptant autres que ses descendants.

ART. 263.

Si, du vivant de l'adoptant et après le décès de l'adopté, les enfants ou descendants laissés par celui-ci mouraient

eux-mêmes sans postérité, l'adoptant succèdera aux choses par lui données, comme il est dit en l'article précédent ; mais ce droit sera inhérent à la personne de l'adoptant et non transmissible à ses héritiers, même en ligne descendante.

CHAPITRE II. — Des formes de l'adoption.

ART. 264.

La personne qui se proposera d'adopter, et celle qui voudra être adoptée, se présenteront devant le Tribunal du district pour y passer acte de leurs consentements respectifs et formuler leur demande.

ART. 265.

A l'appui de leur demande, ils produiront :

1° Le consentement par acte authentique des père et mère de l'adopté ou du survivant ;

2° Le consentement par acte authentique du conjoint, si l'adoptant est marié ;

3° L'acte de décès du conjoint, si l'adoptant est veuf, et les actes de décès des père et mère de l'adopté, ou de l'un d'eux, cas échéant ;

4° Les actes de naissance de l'adoptant et de l'adopté ;

5° La preuve que l'un et l'autre possèdent la qualité de Neuchâtelois.

L'adoptant devra en outre justifier qu'il n'a ni enfants, ni descendants légitimes, pour le cas où il serait ou aurait été marié.

ART. 266.

Le Tribunal, après s'être procuré les renseignements convenables, vérifiera : 1° si toutes les conditions requises

par la loi sont remplies ; 2° si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation , et si elle est en état de satisfaire aux charges que peut lui imposer l'adoption.

Puis, sans autre forme de procédure et sans énoncer de motifs, il prononcera en ces termes : *Il y a lieu ou il n'y a pas lieu à l'adoption.*

ART. 267.

Dans le mois qui suivra le jugement, ce jugement sera porté au Tribunal supérieur du Canton, sur les poursuites de la partie la plus diligente. Le Tribunal supérieur instruira dans les mêmes formes que le Tribunal de première instance, et prononcera, sans énoncer les motifs : *Le jugement est confirmé ou le jugement est réformé; en conséquence, il y a lieu ou il n'y a pas lieu à l'adoption.*

ART. 268.

La sentence du Tribunal supérieur qui admettra une adoption, sera rendue à l'audience, et publiée en la forme ordinaire, usitée pour les publications judiciaires.

ART. 269.

Dans les trois mois qui suivront ce jugement, l'adoption sera inscrite, à la réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sur le registre de l'état civil du lieu où l'adoptant sera domicilié.

Cette inscription ne sera faite par l'officier de l'état civil qu'au vu d'une expédition en forme du jugement du Tribunal supérieur.

Si l'inscription n'est pas faite dans le délai prescrit, l'adoption demeurera sans effet.

ART. 270.

Si l'adoptant venait à mourir après l'ouverture de la demande devant le Tribunal de première instance et avant la sentence du Tribunal supérieur, l'instruction sera continuée et l'adoption admise, s'il y a lieu.

Toutefois, en ce cas, les héritiers de l'adoptant, s'ils croient l'adoption inadmissible, pourront présenter, soit au Tribunal inférieur, soit au Tribunal supérieur, tous mémoires ou observations à ce sujet.

TITRE IX.

De la puissance paternelle.

ART. 271.

L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.

ART. 272.

Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

ART. 273.

Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

ART. 274.

L'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

ART. 275.

Le père, durant le mariage, et, après la dissolution du mariage, le survivant des père et mère, auront la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

Si la jouissance a continué, sans opposition, après la majorité ou l'émancipation, elle sera réputée avoir continué par le consentement tacite des enfants.

ART. 276.

Les charges de cette jouissance seront :

1° De pourvoir à la nourriture, à l'entretien et à l'éducation des enfants, selon leur fortune ;

2° De satisfaire aux charges dont cette fortune peut être grevée ;

3° D'administrer les biens comme un tuteur vigilant doit le faire.

ART. 277.

Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce aurait été prononcé.

ART. 278.

Elle ne s'étendra pas aux biens que les enfants pourront acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

TITRE X.

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

CHAPITRE I^{er}. — De la minorité.

ART. 279.

Le mineur est l'individu de l'un ou de l'autre sexe qui n'a point encore atteint l'âge de dix-neuf ans révolus.

CHAPITRE II. — De la tutelle.

SECTION I^{re}. — De la tutelle des père et mère.

ART. 280.

Le père est, durant le mariage, administrateur des biens personnels de ses enfants mineurs.

Il est comptable quant à la propriété des biens dont la loi lui donne la jouissance.

ART. 281.

Après la dissolution du mariage arrivée par la mort de l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère.

ART. 282.

La mère pourra toujours demander qu'il soit nommé un tuteur à ses enfants, mais elle devra en remplir les devoirs jusqu'au moment où le tuteur sera nommé.

ART. 283.

Si la mère tutrice vient à se remarier, elle ne perdra point la jouissance des biens de ses enfants mineurs, mais l'administration de ces biens sera confiée à un curateur nommé par l'autorité tutélaire et qui exercera en même temps, concurremment avec la mère, la tutelle des enfants du premier lit.

ART. 284.

Si le père ou la mère étaient reconnus indignes ou incapables d'administrer la tutelle de leurs enfants, ils pourront

en être déchu par l'autorité tutélaire, après avoir été appelés et entendus.

Le père et la mère pourront toujours se pourvoir contre cette déchéance auprès du Tribunal supérieur du Canton.

SECTION II. — *De la tutelle déferée par le père ou la mère.*

ART. 285.

Le droit individuel de choisir un tuteur, parent ou même non parent, n'appartient qu'au dernier mourant des père et mère.

ART. 286.

Ce droit ne peut être exercé que dans les formes suivantes :

1° Par acte de dernière volonté ;

2° Par une déclaration faite devant la Justice de paix ou devant notaire.

ART. 287.

La mère remariée, qui n'aura pas été maintenue dans la tutelle des enfants de son premier mariage, peut leur choisir un tuteur ; elle le peut, si elle a été maintenue dans la tutelle, mais son choix devra être confirmé par l'autorité tutélaire.

ART. 288.

Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des personnes qu'à défaut de cette élection spéciale l'autorité tutélaire eût pu en charger.

SECTION III. — *De la tutelle déferée par le magistrat.*

ART. 289.

Lorsque l'enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père et mère, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouvera, ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement excusé, il sera pourvu par l'autorité tutélaire à la nomination d'un tuteur.

ART. 290.

L'organisation de l'autorité tutélaire et les formes en lesquelles elle agit, sont réglées par des lois spéciales.

ART. 291.

Le tuteur doit être choisi :

1° Parmi les proches parents du mineur, soit d'office, soit sur la présentation de la famille;

2° A défaut de parents capables, parmi tous les citoyens qui ne sont point dispensés de la tutelle par la loi, ou qui n'en sont point exclus par elle.

ART. 292.

Nul n'est tenu d'exercer plus de trois ans les fonctions de tuteur, s'il n'est ni parent, ni allié du mineur; après six ans d'exercice, le tuteur, parent ou allié, pourra se faire décharger de la tutelle, s'il existe d'autres parents ou alliés capables de l'exercer.

ART. 293.

Si les intérêts du mineur se trouvent en opposition avec

ceux du tuteur, il sera nommé au mineur un tuteur *ad hoc* qui demeurera soumis, en ce qui touche son mandat, aux obligations ordinaires des tuteurs.

SECTION IV. — *Des causes qui dispensent de la tutelle.*

ART. 294.

Sont dispensés de la tutelle, hormis celle de leurs parents, les fonctionnaires publics ci-après désignés :

1° Les conseillers d'Etat ;

2° Les Préfets ;

3° Les Présidents des Tribunaux ;

4° Les Juges de paix ;

5° Les militaires en activité permanente de service ;

6° Les citoyens exerçant une fonction publique permanente, si le siège de la tutelle n'est point situé dans le ressort de la Justice de paix où ils exercent leurs fonctions.

ART. 295.

Les personnes désignées dans l'article précédent seront libérées des tutelles qui leur auraient été confiées avant leur entrée en fonctions.

Si elles ont accepté une tutelle postérieurement à leur entrée en fonctions, elles ne seront plus admises à s'en faire décharger pour cette cause.

ART. 296.

Nul ne peut être contraint à accepter une tutelle dont le siège ne serait pas dans le district où se trouve son domicile, à moins qu'il ne soit parent ou allié du mineur.

ART. 297.

Tout individu âgé de soixante ans accomplis peut refuser d'être tuteur. Celui qui aura été nommé avant cet âge, pourra s'en faire décharger lorsqu'il l'aura atteint.

ART. 298.

Tout individu atteint d'une infirmité grave et dûment justifiée est dispensé de la tutelle; il pourra même s'en faire décharger, si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

ART. 299.

Deux tutelles sont, pour toutes personnes, une juste dispense d'en accepter une troisième.

Celui qui, époux ou père, sera déjà chargé d'une tutelle, ne pourra être tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

ART. 300.

Ceux qui ont cinq enfants légitimes, sont dispensés de toute tutelle autre que celle des dits enfants.

Les enfants morts ne seront comptés qu'autant qu'ils auront laissé eux-mêmes des enfants actuellement existants.

ART. 301.

La survenance d'enfants pendant la tutelle ne pourra autoriser à l'abdiquer.

ART. 302.

Si le tuteur nommé est présent au jugement qui lui défère la tutelle, il devra sur-le-champ proposer ses moyens d'excuse, sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure.

ART. 303.

Si le tuteur nommé n'était pas présent au jugement, il devra présenter ses moyens d'excuse à l'autorité tutélaire dans les huit jours qui suivront la notification du jugement : après ce délai, il sera déclaré non recevable.

ART. 304.

Si ses moyens d'excuse sont rejetés, il pourra se pourvoir auprès du Tribunal du district, en la forme qui sera prescrite par les lois de procédure ou les lois spéciales sur la matière.

Toutefois, il sera tenu d'administrer provisoirement la tutelle, pendant le litige.

ART. 305.

Il sera pourvu par des lois spéciales aux dispositions pénales qui atteindront ceux qui refuseront, sans motifs légitimes, de remplir les fonctions de tuteur, lorsqu'elles leur auront été légalement déférées.

SECTION V. — *De l'incapacité, des exclusions et destitutions de tutelle.*

ART. 306.

Les membres de l'autorité tutélaire ne peuvent exercer aucune tutelle dans le ressort où ils exercent leurs fonctions, hors celle de leurs enfants et petits-enfants.

ART. 307.

Ne peuvent être tuteurs :

1° Les mineurs, excepté le père ou la mère;

2° Les interdits ;

3° Les femmes, autres que la mère ;

4° Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune, ou une partie notable de ses biens, sont compromis.

ART. 308.

La condamnation à une peine infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte de même destitution, dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déferée.

ART. 309.

Sont aussi exclus de la tutelle, et même destituables, s'ils sont en exercice :

1° Les gens d'une conduite notoire ;

2° Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

ART. 310.

L'autorité tutélaire prononce la destitution de tuteur, soit d'office, soit sur la demande formellement exprimée d'un ou plusieurs parents ou alliés du mineur, jusques et y compris le degré de cousin germain.

ART. 311.

Toute destitution devra être motivée : elle ne pourra être prononcée qu'après avoir entendu le tuteur, ou qu'il aura été légalement appelé.

ART. 312.

Tout jugement de destitution est susceptible de recours aux Tribunaux supérieurs.

SECTION VI. — *De l'administration du tuteur.*

ART. 313.

Le tuteur prendra soin de la personne du mineur, et le représentera dans tous les actes civils.

Il pourvoira à son éducation, administrera ses biens en bon père de famille, et répondra des dommages-intérêts qui pourront résulter d'une mauvaise gestion.

Il ne peut, ni acheter les biens du mineur, ni les prendre à ferme, à moins que l'autorité tutélaire ne l'y ait spécialement autorisé, ni accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille.

ART. 314.

Dans toute tutelle, la première opération sera de dresser un inventaire complet et juridique des biens et dettes du mineur.

Dans les cas de peu d'importance, l'inventaire sera simplement dressé par le tuteur, assisté de tel membre de l'autorité tutélaire que celle-ci aura désigné.

ART. 315.

S'il est dû par le mineur quelque chose au tuteur, celui-ci devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance.

L'autorité tutélaire lui adressera une réquisition à cet effet, et elle sera mentionnée ainsi que la réponse.

ART. 316.

Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance légale des biens de leurs enfants, ne sont point tenus aux formalités prescrites par l'article précédent.

Toutefois, s'il y avait à craindre que les biens des enfants fussent en péril, sans cependant qu'il y eût des causes assez graves pour faire prononcer la déchéance de tutelle, l'autorité tutélaire pourra, après avoir entendu les père ou mère, ordonner en tout temps qu'il soit procédé à l'inventaire des biens : elle devra l'ordonner, si le père ou la mère survivant vient à contracter un second mariage.

ART. 317.

L'autorité tutélaire décidera, sur la demande du tuteur, s'il y a lieu à l'autoriser à s'aider dans sa gestion d'un ou de plusieurs administrateurs particuliers, salariés et gérant sous sa responsabilité.

Si l'autorisation est accordée, l'autorité tutélaire déterminera, sur la proposition du tuteur, le nombre des administrateurs et le salaire qui pourra être accordé à chacun d'eux.

ART. 318.

Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, ni acquérir pour lui des biens immeubles, sans l'autorisation préalable de l'autorité tutélaire.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

ART. 319.

L'autorité tutélaire peut toujours déterminer le mode d'après lequel seront vendus les immeubles du mineur : la vente n'est définitive et l'acte ne peut en être passé qu'après l'homologation de la dite autorité.

ART. 320.

Il est interdit, sous peine de tous dommages-intérêts, aux greffiers et notaires, de prêter leur ministère à la stipulation d'actes relatifs aux opérations énoncées aux art. 318 et 319, sans s'être fait représenter les autorisations et homologations prévues dans ces articles.

ART. 321.

Les formalités exigées par les art. 318 et 319, pour l'aliénation des biens du mineur, ne s'appliquent point au cas où un jugement aurait ordonné la vente, sur la provocation d'un copropriétaire indivis, ou ordonné l'expropriation de l'immeuble.

Seulement, et en ces cas, la vente ne pourra avoir lieu qu'aux enchères publiques, selon les formes prescrites par la loi et avec l'admission nécessaire des non-intéressés.

Les formalités dont il s'agit ne s'appliqueront pas davantage dans les cas d'expropriation d'un immeuble pour cause d'utilité publique : mais alors le tuteur devra prendre l'avis de l'autorité tutélaire, avant de renoncer à la révision.

ART. 322.

Le tuteur ne pourra accepter ou répudier une succession échue au mineur, sans une autorisation de l'autorité tutélaire, qui déterminera si elle doit être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

Les formalités à remplir par le conjoint survivant, en qualité de tuteur de ses enfants, touchant la succession du conjoint décédé, seront réglées au Titre des successions.

ART. 323.

Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'aurait point été acceptée par un autre, elle pourra toujours être reprise, avec autorisation, tant que sa liquidation n'aura pas été opérée, mais sans pouvoir attaquer les actes faits jusqu'au moment de la reprise.

ART. 324.

La donation entre-vifs faite au mineur ne pourra être acceptée par le tuteur qu'après homologation de l'autorité tutélaire. La donation pour cause de mort, si elle est sans conditions, pourra être acceptée par le tuteur.

ART. 325.

Le tuteur ne pourra ester en droit pour le mineur, tant comme demandeur que comme défendeur, sans y être autorisé; mais cette restriction ne lui interdit pas les actes conservatoires qu'exigeraient les intérêts du mineur.

ART. 326.

L'autorisation sera nécessaire au tuteur pour provoquer un partage; mais il pourra, sans cette autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.

ART. 327.

Pour obtenir à l'égard du mineur tout l'effet qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être homologué par l'autorité tutélaire.

Le refus d'homologation sera motivé et susceptible d'être attaqué par la voie du recours aux Tribunaux supérieurs.

ART. 328.

Le tuteur ne pourra compromettre et transiger au nom du mineur qu'après autorisation; le compromis ou la transaction ne sera valable qu'après avoir été homologué par l'autorité tutélaire.

SECTION VII. — *Des comptes de tutelle.*

ART. 329.

Tout tuteur, autre que le père et la mère, est tenu de rendre des comptes, dès qu'il en est requis, mais au moins tous les trois ans.

ART. 330.

Le père ou la mère, à moins qu'ils ne soient déchus de la tutelle, ne sont tenus de rendre compte de la tutelle qu'à leurs enfants devenus majeurs ou à leurs ayants droit.

ART. 331.

Le tuteur qui, après trois sommations, faites de quinze en quinze jours, ne rendra pas ses comptes, pourra être poursuivi à teneur des dispositions pénales sur la matière.

ART. 332.

Seront cités pour être présents à la reddition des comptes, le pupille dès l'âge de seize ans, et le nouveau tuteur, si l'ancien doit être remplacé.

Le nouveau tuteur aura qualité pour débattre contradictoirement, au nom du mineur, le compte rendu par le tuteur qui se retire.

ART. 333.

Tout compte de tutelle devra être appuyé des quittances

et autres pièces justificatives : les créances, l'inventaire des biens et le compte précédent devront y être annexés.

ART. 334.

Il sera alloué au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile.

ART. 335.

Une indemnité sera allouée au tuteur.

Elle sera réglée par l'autorité tutélaire, qui prendra pour base de son appréciation le travail du tuteur, l'importance de la tutelle et la fortune du mineur.

ART. 336.

Le tuteur ne peut être tenu de faire des avances au mineur ; ses avances ne lui produiront jamais intérêt, à moins qu'elles n'aient été spécialement autorisées, et sous cette condition.

ART. 337.

Un traité qui pourra survenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur ou ses ayants droit, ne dispense point le tuteur de rendre ses comptes, conformément aux prescriptions de la présente section.

ART. 338.

Le reliquat dû par le tuteur au pupille ou par celui-ci au tuteur, lors du compte définitif rendu par ce dernier, portera intérêt, à dater du jour de la libération du tuteur.

L'autorité tutélaire pourra ordonner, cas échéant, les mesures nécessaires pour assurer le paiement du reliquat à celui auquel il est dû.

Elle devra toujours le faire pour assurer le paiement du reliquat dû au pupille.

ART. 339.

Si le compte rendu donne lieu à des contestations, elles seront poursuivies et jugées selon les règles fixées par une loi spéciale sur la matière, qui déterminera en même temps les recours à exercer près des Tribunaux supérieurs, selon l'importance des contestations.

ART. 340.

Le tuteur légalement déchargé d'une tutelle est irrévocablement affranchi de toutes réclamations relatives à sa gestion, à l'exception de réclamations concernant des erreurs de calcul qui pourront être redressées, en faveur de la partie lésée, pendant l'année qui suivra la libération du tuteur.

CHAPITRE III. — De l'émancipation.

ART. 341.

Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

ART. 342.

Le mineur, même non marié, peut être émancipé par son père, ou, à défaut de son père, par sa mère, lorsqu'il aura atteint l'âge de dix-sept ans révolus.

ART. 343.

La demande en émancipation s'introduira par la déclaration du père ou de la mère devant l'autorité tutélaire, ou par celle du tuteur et des deux plus proches parents du mineur, s'il n'a ni père ni mère : si le mineur n'a ni père ni mère, ni parents, le tuteur pourra présenter la demande en émancipation en l'appuyant sur un préavis de la commune à laquelle appartient son pupille, ou du Conseil d'Etat si le mineur est sans commune.

ART. 344.

Un mineur ne peut être émancipé sans son consentement formellement exprimé devant l'autorité tutélaire.

ART. 345.

L'autorité tutélaire, après avoir recueilli les renseignements convenables, prononcera s'il y a lieu à l'émancipation.

Sa décision motivée sera transmise directement au Tribunal supérieur avec les pièces à l'appui.

ART. 346.

Si l'émancipation est prononcée, le jugement sera rendu public en la forme ordinaire.

ART. 347.

Le mineur émancipé jouit de tous les droits qui appartiennent au majeur.

TITRE XI.

De la majorité, de l'interdiction et de la curatelle.

CHAPITRE I^{er}. — De la majorité.

ART. 348.

La majorité est fixée à dix-neuf ans accomplis; à cet âge, on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf la restriction portée au Titre du mariage.

CHAPITRE II. — De l'interdiction.

ART. 349.

Le majeur qui est dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

ART. 350.

L'interdiction peut être prononcée par l'autorité tutélaire, soit sur la demande du conjoint, soit sur celle des parents ou de la commune à laquelle appartient celui dont on demande l'interdiction, soit enfin sur celle du ministère public.

ART. 351.

Avant de prononcer sur une demande en interdiction, l'autorité tutélaire dressera une enquête pour constater la vérité des faits sur lesquels sera fondée la demande : dans cette enquête seront entendues toutes personnes, parentes ou non parentes, que le juge croira propres à donner des renseignements sur l'état de celui ou celle dont l'interdiction est provoquée.

Le défendeur sera entendu, tant à huis clos devant l'autorité tutélaire, qu'à l'audience et en présence des autres témoins.

ART. 352.

Si l'état de celui dont on provoque l'interdiction exigeait sa séquestration provisoire, le Conseil d'Etat pourra l'autoriser au vu du rapport d'un médecin.

Dans ce cas, la Justice de paix déterminera s'il y a lieu à entendre le défendeur, ou à le faire entendre par un commissaire.

ART. 353.

Le défendeur aura le droit de se faire assister d'un curateur de son choix pendant l'instruction, moyennant que ce curateur ait les qualités exigées pour remplir cette fonction ; à défaut d'une demande d'assistance, ou dans le cas d'une présentation qui ne serait point agréée, il lui sera nommé d'office un curateur *ad hoc*.

ART. 354.

Le jugement rendu, le procès-verbal d'enquêtes et les pièces à l'appui seront transmis au Tribunal de première instance dans les huit jours de la date du jugement.

ART. 355.

Toutes parties intéressées pourront pendant cette huitaine présenter au Tribunal, et par écrit, les observations qu'elles jugeront nécessaires, et demander un supplément d'enquêtes en indiquant spécialement les faits qu'elles entendent prouver, et les nouveaux témoins dont elles désirent l'audition.

ART. 356.

Le Tribunal statuera, sans recours, sur la demande en supplément d'enquêtes, y fera procéder, s'il y a lieu, et prononcera la réforme ou la confirmation du premier jugement.

Le jugement du Tribunal de première instance sera transmis avec les pièces au Tribunal supérieur, qui le confirmera ou le réformera, sans autre instruction. Sa sentence sera prononcée à l'audience, et publiée, si l'interdiction est accordée.

ART. 357.

Si le cas paraît l'exiger, l'autorité tutélaire pourra nommer, dès l'introduction de la demande, un curateur provisoire au défendeur pour l'administration de ses biens, sans préjudice aux dispositions de l'art. 353.

Cette nomination sera rendue publique et assimilera le défendeur aux mineurs pendant toute la durée de l'instruction.

Le curateur provisoire remplira, cas échéant, les fonctions du curateur d'office, prévu à l'art. 353.

ART. 358.

Nonobstant la nomination du curateur d'office et *ad hoc*, prévu art. 353, le défendeur demeurera maître de ses droits, si un curateur provisoire ne lui a point été nommé.

ART. 359.

L'interdit est assimilé au mineur pour sa personne et pour ses biens : les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits.

Toutefois le mari sera toujours, de plein droit, le tuteur de sa femme interdite.

ART. 360.

L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée; mais elle devra être levée en la même forme qu'elle a été prononcée.

CHAPITRE III. — De la curatelle.

ART. 361.

Toute personne majeure qui, sans être précisément dans l'un des cas prévus par le chapitre précédent, serait cependant jugée prodigue ou incapable d'administrer ses biens, pourra être placée sous curatelle.

Il sera procédé à son égard de la même manière qu'il a été prescrit dans le précédent chapitre, sans cependant qu'il puisse être donné au défendeur un curateur provisoire, sinon sur sa demande ou de son consentement.

Toutefois, si dans la huitaine du jugement rendu par le Tribunal de première instance, il n'est pas intervenu d'appel de la part du défendeur ou du ministère public, le jugement demeurera définitif.

ART. 362.

Toute personne majeure qui croirait utile à ses intérêts d'être placée sous curatelle, soit à cause de son âge, de maladies, ou pour tout autre motif analogue, pourra demander un curateur à l'autorité tutélaire, et lui présenter la personne qu'elle désirera voir revêtir de cette fonction.

ART. 363.

Si la demande est accueillie, le curateur présenté devra toujours être agréé, à moins qu'il ne soit exclu de la tutelle à teneur des dispositions contenues au chap. 2, section 5, du Titre.

ART. 364.

Nul n'est tenu d'accepter une curatelle déferée dans le cas prévu aux deux articles précédents.

ART. 365.

Toute personne majeure qui, à teneur de l'article 362, aura été pourvue d'un curateur, pourra en tout temps rentrer dans ses droits et demander à être libérée de la curatelle. Sa demande lui sera toujours accordée; mais le curateur qui aura accepté cette curatelle volontaire, ne pourra, à moins d'excuses légales, en être déchargé avant trois années, sans le consentement du pupille.

ART. 366.

Les lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à la curatelle des majeurs.



RAPPORT

DE LA

COMMISSION LÉGISLATIVE

SUR LE

PROJET DE CODE CIVIL.

MESSIEURS,

Par son décret du 1^{er} septembre 1848, voté sur la proposition du conseil d'Etat, le grand-conseil a déterminé lui-même le programme d'après lequel le projet de Code civil devait être préparé : la commission n'avait donc point à critiquer les bases du travail, mais à examiner si ce travail répondait à nos besoins, s'il réalisait un progrès, et s'il était susceptible d'utiles modifications, soit dans son plan général, soit dans les détails d'exécution.

La commission a été unanime à reconnaître que le conseil d'Etat avait fidèlement et heureusement suivi les directions du grand-conseil ; que le projet présenté, tout en respectant les bases principales et les dispositions essentielles du Code civil français, avait cependant tenu suffisamment compte de celles de nos coutumes dont la conservation pouvait être désirée ; que la corrélation de ses diverses parties avec nos institutions judiciaires avait été combinée et ménagée de manière à rendre l'application facile, et qu'ainsi le projet, dans son ensemble, devait être accepté sans aucune modification.

Sans doute, Messieurs, le travail du Conseil sera diversement apprécié selon qu'il sera jugé par des élèves de l'école historique ou par ceux de l'école radicale. Les premiers regretteront de ne pas trouver dans le projet cette couleur locale, ce parfum des anciens

temps, sans lesquels toute institution moderne leur paraît incomplète ; les seconds, au contraire, demanderont peut-être pourquoi le conseil d'Etat n'est pas entré, sans regarder en arrière, dans la voie qui a été ouverte par les législations les plus récentes et les plus avancées, et regretteront, de leur côté, les sacrifices qu'on a cru devoir faire à de vieilles habitudes. Après avoir consacré douze longues séances à la discussion approfondie des articles, et s'être rendu compte théoriquement et pratiquement de l'effet que devait produire cette nouvelle législation, la commission a bientôt acquis la conviction qu'on ne pouvait faire à la coutume du pays une plus large part sans être fatalement entraîné à un retour presque complet vers le passé, et qu'on ne pouvait faire cette part plus exigüe sans froisser mal à propos les habitudes populaires. En législation comme en politique, la ligne qui conduit au point d'arrivée est nécessairement déterminée par la position de ce point lui-même et par celle du point de départ ; l'on ne peut suivre une autre direction sans s'égarer plus ou moins. La révolution de 1848 a été faite pour se séparer du passé et marcher en avant ; la législation devait donc, sous peine de ne pas naître viable, être coordonnée avec ce mouvement, tout en acceptant certaines traditions qui ne pouvaient gêner son allure.

C'est en se plaçant à ce point de vue que la commission a entrepris l'examen dont elle était chargée.

Nous suivrons dans ce rapport l'ordre de ses délibérations et la méthode adoptée pour la rédaction du procès-verbal de ses séances ; nous nous taisons sur tous les articles qui n'ont soulevé aucune discussion ; nous exposerons sommairement les débats que certains articles ont fait naître, et nous vous présenterons successivement les modifications peu nombreuses proposées par la commission, mais dont quelques-unes ne sont pas sans importance. Chaque membre du grand-conseil ayant ainsi sous les yeux le texte même des modifications, il lui sera facile de les comparer au texte primitif du projet.

Titre préliminaire.

Le second alinéa de l'article premier, concernant la promulgation des lois, a provoqué dans le sein de la commission des observations qui n'ont point abouti à une conclusion. Tout en reconnaissant l'inconvénient grave de placer dans un Code des dispositions de détail susceptibles de varier selon les temps et les circonstances, quelques membres auraient désiré que le mode de promulgation fût plus amplement déterminé, afin qu'il ne pût rester aucun doute sur le moment précis où la loi sera réputée connue de tous ; mais on a répondu que

la faible étendue du territoire, la facilité et la fréquence des communications, rendaient à peu près superflues chez nous les mesures qui pourraient être indispensables dans un grand pays; que telle mesure d'ailleurs, jugée bonne aujourd'hui et suffisante pour atteindre le but, serait peut-être mauvaise dans quelques années, et qu'il fallait, autant que possible, tenir le Code en dehors de ces variations, pour le principe général, et renvoyer les détails à une loi spéciale sur la matière : cette opinion a prévalu.

Les art. 2, 3 et 4 ont été adoptés sans discussion. A l'occasion de l'art. 5, on a demandé s'il ne serait pas opportun d'introduire une disposition du Code vaudois, qui interdit aux juges de citer une loi ou une autorité étrangère comme motif de leur jugement, pour interpréter ou compléter le Code; mais la commission, tout en reconnaissant unanimement que des citations de ce genre seraient injurieuses, n'a pas cru nécessaire de formuler en article cette opinion, qui est évidemment celle de toute la magistrature.

L'art. 6 est adopté sans discussion.

TITRE I^{er}. — De la jouissance et de la privation des droits civils.

Articles 7 et 8, adoptés.

L'art. 9 laisse quelque doute dans l'esprit d'un membre de la commission : il aurait voulu expliquer que la qualité de Neuchâtelois ne pourra jamais s'acquérir à l'étranger au moyen d'un jugement sur une question de paternité; mais l'art. 238 exclut toute interprétation équivoque de la portée de cet art. 9, car l'art. 238 pose en principe que la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut jamais résulter d'un jugement.

Les articles 10, 11, 12 et 13 ne provoquent aucune observation. Un membre demande que l'on supprime, dans l'art. 14, ces mots qui le terminent :

“ A moins qu'ils ne possèdent dans le canton des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer ce paiement. ”

Il observe que cette mesure en faveur des demandeurs, possesseurs d'immeubles dans le pays, serait la source de mille incidents. L'immeuble possédé présenterait-il une valeur suffisante pour répondre des frais d'un procès? Pourrait-il être vendu? Pourrait-il être hypothéqué? Dans ces dernières suppositions, comment faudrait-il pourvoir à la sûreté du défendeur? Quel privilège conserverait-il sur l'immeuble vendu ou hypothéqué, si cet immeuble venait à l'être?

Ce sont là tout autant de questions qui peuvent elles-mêmes en soulever d'autres, et, dans bien des cas, avant d'entrer en procès sur le fond, on aurait sur les bras un ou deux procès préliminaires, plus onéreux souvent que ne l'eût été le procès principal.

La commission s'est rangée à cette opinion, et a voté la suppression demandée, de sorte que l'art. 14 se trouverait rédigé comme il suit :

ART. 14.

“ En toutes matières, l'étranger au canton et le Neuchâtelois qui „ n'y sont point domiciliés, seront tenus de donner caution pour le „ paiement des frais et dommages résultant d'un procès dans lequel „ ils seront demandeurs. „

On substitue le principe absolu au principe conditionnel, et cette substitution est juste : il ne faut pas que nos résidents puissent se trouver à la merci d'un demandeur domicilié au dehors et auquel il serait souvent coûteux et même impossible d'aller réclamer le paiement des frais qu'il aurait occasionnés.

Enfin, les articles 15, 16, 17 et 18 qui terminent le titre I^{er} ont été adoptés sans changement : mais la commission tient à faire remarquer qu'elle n'a point admis sans discussion la suppression de la *mort civile* et qu'elle est complètement d'accord avec le projet du conseil d'Etat sur ce point. L'introduction de ce mode de perdre ses droits civils aurait indirectement préjugé le maintien de la peine de mort dans la législation pénale : or, c'est une question tellement grave qu'elle doit être laissée entière pour être discutée en son lieu.

TITRE II. — Des actes de l'état civil.

Les articles 19 à 30 inclusivement n'ont donné lieu à aucun débat : l'art. 21 a seul reçu une légère modification que l'ordre de la délibération rendait nécessaire ; on a substitué aux mots *âgés de 19 ans*, celui-ci : *majeurs*. C'est la même idée rendue en d'autres termes : mais comme en ce moment le titre de la majorité n'avait point encore été examiné, et que l'âge auquel un individu devient majeur pourrait donner lieu, dans le sein de la commission, à la même divergence d'opinion qui s'était déjà manifestée dans le sein du conseil d'Etat, le changement de rédaction proposé avait l'avantage de ne rien préjuger sans rien ôter à la précision de l'article qui se trouverait rédigé ainsi :

ART. 21.

“ Les témoins produits aux actes de l'état civil ne peuvent être que
» du sexe masculin, majeurs, parents ou autres; ils seront choisis par
» les personnes intéressées. »

Point d'observation sur l'art. 31.

L'art. 32 a soulevé une longue discussion, qui peut se formuler par les trois questions suivantes :

1^o Les pouvoirs dont parle cet article, devront-ils être donnés par écrit ?

2^o Devront-ils être authentiques ou au moins légalisés ?

3^o Convient-il d'exiger la présence de témoins dans un acte de naissance ?

La commission a résolu unanimement la première question par l'affirmative. L'acte qui a pour effet de constater la légitimité et la paternité, est un acte si sérieux et si important qu'on doit l'entourer des précautions nécessaires pour prévenir les abus; sans doute, dans de petits pays, où chacun connaît plus ou moins les habitants de sa localité, les abus auxquels nous faisons allusion ne peuvent être fréquents; mais ils peuvent le devenir dans les grands centres de population, où déjà bon nombre d'individus vivent complètement inconnus les uns des autres et échappent entièrement au contrôle personnel de l'officier de l'état civil. On ne permettrait pas à un citoyen d'emprunter cinq francs au nom d'un tiers sans une procuration écrite; comment n'exigerait-on pas cette même procuration pour adjuger un enfant à ce tiers intéressé ?

Mais si la première question a été résolue sans difficulté, il n'en a pas été de même de la seconde. La nécessité de produire une procuration authentique, ou même simplement légalisée, a été combattue par la majorité de la commission en raison des inconvénients pratiques qui en résulteraient. Une procuration authentique exige pour sa confection la présence d'un notaire et de témoins; elle occasionne des frais, relativement de quelque importance. Cette opération serait un embarras dans les localités écartées et se concilierait mal avec la brièveté du délai accordé pour faire la déclaration. Pour bien des citoyens, la passation d'un acte, si simple soit-il, est un événement, et l'on aurait beaucoup de peine à populariser une mesure aussi étrangère à nos habitudes.

Les mêmes motifs ont fait rejeter la légalisation, car il s'en faut qu'on ait partout sous la main un officier public suffisamment qualifié

pour légaliser une signature : cette formalité aurait d'ailleurs peu d'intérêt, à moins de l'exiger tout entière et de demander encore, après cette première légalisation, la légalisation d'un magistrat dont la signature et le sceau fussent nécessairement connus de l'officier de l'état civil. Or, s'il fallait passer par cette série de signatures se légalisant les unes les autres, autant vaudrait appeler de suite un notaire ; et si l'on n'adoptait pas cette série de légalisations, le but ne serait pas atteint.

La commission s'est donc bornée à imposer à celui qui vient au nom du père ou de la mère de l'enfant faire la déclaration de naissance, l'obligation d'être porteur d'une procuration écrite, dont le dépôt serait effectué dans les archives de l'état civil. En conséquence, l'art. 32 serait rédigé comme suit :

ART. 32.

„ La naissance de l'enfant sera déclarée par le père ou son fondé
„ de pouvoirs ; à défaut du père, elle le sera par la mère ou le fondé
„ de pouvoirs de la mère, et, au besoin, par toute personne qui aura
„ assisté à l'accouchement. „

„ Les pouvoirs seront donnés par écrit. „

„ L'acte de naissance sera rédigé de suite, en présence de deux té-
„ moins. „

Cette présence de deux témoins a été combattue : on l'a considérée comme une formalité gênante et sans utilité réelle pour constater l'identité et la naissance de l'enfant, attendu que le plus souvent ces témoins seraient choisis, par des motifs de convenance, dans le lieu même de la résidence de l'officier de l'état civil, et parmi des personnes auxquelles les parents de l'enfant seraient inconnus.

Mais la majorité de la commission pense que la présence des témoins doit être maintenue ; cette présence est de droit commun dans la passation de tous les actes, qui, sans elle, n'auraient point le caractère de publicité inséparable de tous les actes authentiques. La nécessité de l'intervention des témoins assurera au moins l'exécution des dispositions de l'art. 32 dans les délais où cette exécution doit avoir lieu ; elle sera un obstacle aux inscriptions tardives ou du moins elle les rendra plus difficiles ; enfin elle servira tout à la fois de contrôle et de décharge pour l'officier de l'état civil. Il est impossible de contester qu'un acte, dressé en présence de deux témoins auxquels la loi ne recommande point le secret sur le contenu de l'acte, n'ait une valeur authentique bien plus considérable que s'il eût été

dressé privément entre le déclarant et l'officier; il n'est pas moins certain que la présence de ces témoins, quels qu'ils soient, aura sur les intéressés une influence morale suffisante pour éloigner d'eux toute idée de fraude, et pour les forcer à se renfermer strictement dans les limites des prescriptions de la loi. D'ailleurs un acte sans témoins, et conséquemment sans publicité, n'est plus un acte authentique; or, ce caractère doit essentiellement être conservé aux actes de l'état civil, à raison du rôle important qu'ils jouent dans l'économie de la loi et des effets considérables que cette loi leur attribue en plus d'un cas.

L'expérience de la présence de témoins a été faite depuis bientôt deux ans pour les actes de mariage, et la pratique n'a jamais montré qu'il en résultât des inconvénients sérieux pour les parties.

La majorité de la commission a donc maintenu cette disposition de l'art. 32, avec la conviction qu'elle est indispensable, et qu'elle n'imposera aucune charge réellement pénible aux parents.

Les art. 33 à 39 inclusivement sont adoptés sans discussion.

La commission propose de retrancher dans l'art. 40, n° 6, ces mots : « Dans les divers domiciles. » — Ce retranchement est nécessaire en vue des mariages contractés entre étrangers ou entre Neuchâtelois et étrangers, mariages pour lesquels des publications sont exigées non-seulement dans les *divers domiciles*, mais encore dans les communes d'origine. Réduit à des termes généraux, l'énoncé du n° 6 se trouvera d'une exactitude absolue, et serait dès lors rédigé ainsi :

ART. 40, etc.

« 6° Les publications faites, etc., etc., etc. »

Les art. 41 à 50 inclusivement, adoptés sans discussion.

TITRE III. — Du domicile.

L'art. 51 paraît conçu en des termes trop restreints : cet article doit tout aussi bien prendre en objet le domicile des étrangers que celui des nationaux, puisqu'ils sont appelés, comme ces derniers, à la jouissance des droits civils, sans exception. Cette observation ayant été admise, on a substitué le mot *individu* au mot *Neuchâtelois*, et l'article est rédigé comme il suit :

ART. 51.

« Le domicile de tout individu, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement. »

Les art. 52 à 58 inclusivement, adoptés sans observation.

L'art. 59 détermine que le lieu où la succession est réputée ouverte, est le lieu du domicile. Bien qu'il ne soit guère possible de se tromper sur la portée de l'art. 59, cependant un membre propose d'ajouter les mots *du défunt* après celui du domicile, proposition qui est adoptée.

Il est en outre observé que la France et la Suisse ont réciproquement posé certains principes pour la liquidation des successions de leurs nationaux, principes qui dérogent à la teneur absolue de l'article 59. Or, comme il pourrait un jour ou l'autre être utile de conclure avec les cantons des concordats analogues, la commission ajoute à l'art. 59 cette phrase : "s'il n'est dérogé à cette règle par des traités ou concordats. "

De sorte que l'article recevrait la rédaction suivante :

ART. 59.

" Le lieu où la succession s'ouvrira sera déterminé par le domicile du défunt, s'il n'est dérogé à cette règle par des traités ou concordats. "

L'art. 60 adopté sans changements.

TITRE IV. — Absents.

L'art. 61 adopté sans changements.

Le premier alinéa de l'art. 62 serait suivi d'un alinéa placé entre le 1^{er} et le 2^{me} de l'article, et ainsi conçu :

ART. 62.

" La justice de paix, etc.....

" Ils ne pourront cependant ni accepter une succession, ni prendre l'investiture d'une succession au nom de l'absent.

" Ces curateurs, etc..... "

La commission a cru nécessaire de trancher de cette manière une question souvent agitée et qui a quelquefois laissé des procureurs d'office dans l'embarras. Cette solution est tout à la fois conforme au droit admis touchant les absents et aux principes du droit de succession.

De 63 à 81, pas de changements.

L'article 82 détermine le délai pendant lequel les héritiers d'un

absent pourront encore réclamer sa succession, après l'époque où cette succession aura été définitivement dévolue aux héritiers présents : la commission propose de restreindre ce droit de revendication aux seuls héritiers directs de l'absent, parce que ce sont réellement les seuls dont les droits soient assez sacrés pour mériter une pareille réserve ; le règlement des successions d'individus présumés absents présente déjà par lui-même d'assez grandes complications ; il est donc utile d'en diminuer le nombre lorsqu'on peut le faire sans inconvénient appréciable.

L'article 82 serait rédigé ainsi :

“ Les enfants et descendants de l'absent pourront également, dans
„ les trente ans à compter de l'investiture définitive, demander la
„ restitution de ses biens, comme il est dit à l'article précédent,
„ moyennant que leurs droits ne soient point prescrits par les lois
„ du lieu où la succession de l'absent se serait ouverte. ”

Les articles 83 à 86 inclusivement, adoptés sans changements.

TITRE V. — Du mariage.

Un membre de la commission aurait voulu, par des raisons d'ordre social, élever l'âge requis pour que la femme puisse contracter mariage ; suivant lui, la femme n'est point assez développée dans nos climats pour pouvoir généralement se marier à cet âge sans inconvénients pour l'état physique de la génération future et pour sa propre constitution : mais la majorité écarte cette proposition et maintient l'âge nubile des femmes à 15 ans, non-seulement parce que le grand-conseil, après une mûre délibération, a déjà adopté cet âge dans la loi sur le mariage, mais encore parce que l'on descendra bien rarement à ce minimum et que, dans les cas exceptionnels où l'on y descendra, il sera probablement heureux qu'on puisse le faire.

Le projet de Code a fait aux mœurs et au climat du pays toutes les concessions nécessaires en déterminant l'âge nubile de l'homme et de la femme d'une manière absolue et en rejetant la disposition du Code français qui permet au souverain d'accorder des dispenses d'âge selon les circonstances.

Les art. 88 à 93 ne soulèvent aucune objection.

Pour rendre plus exacte et plus claire la rédaction de l'art. 94, on propose de substituer les mots “ qui n'auraient pas atteint l'âge de 21 ans ” à ceux de “ mineurs de 21 ans. ”

L'art. 94 serait alors ainsi rédigé :

*

“ S’il n’y a ni père, ni mère, ni aïeul, ni aïeule, ou s’ils se trouvent
„ tous dans l’impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles
„ qui n’auraient pas atteint l’âge de 21 ans, ne peuvent contracter
„ mariage sans le consentement de leur tuteur ou d’un tuteur *ad*
„ *hoc*. „

Cet âge de 21 ans qui forme pour un cas spécial une autre majorité que la majorité ordinaire ou la majorité relative déjà prévue par le mariage, a été l’objet de critique dans le sein de la commission : mais on est resté d’accord que si, d’une part, il convenait de donner plus de liberté à celui qui n’a plus aucun parent, de l’autre cependant, il était nécessaire de le prémunir contre les conséquences de l’irréflexion dans un acte de cette importance. C’est ainsi que le grand-conseil en a déjà jugé précédemment.

Les art. 95 à 101 inclusivement adoptés sans changements.

L’art. 102 reçoit une adjonction pour le compléter ; il y avait évidemment une omission, à mesure que le projet n’avait point fait mention de l’obligation d’afficher les publications de mariage.

L’art. 102 se trouve donc donc rédigé ainsi :

“ Le mariage sera précédé de trois publications faites à huit jours
„ d’intervalle, un jour de dimanche. Pendant l’intervalle des publi-
„ cations, les promesses seront affichées en la forme ordinaire. „

Les articles 103 à 115 adoptés sans discussion.

L’art. 113 a soulevé toutefois une question d’application qui n’est pas d’un haut intérêt, mais qu’il convenait cependant de résoudre. A leur retour, les Neuchâtelois mariés à l’étranger doivent faire transcrire l’acte de leur mariage sur le registre de l’état civil de leur commune, mais beaucoup de Neuchâtelois étant membres de plusieurs communes, fallait-il leur imposer l’obligation de faire opérer cette transcription dans toutes leurs communes ? La commission a été unanime pour la négative. Le but de la loi est de ménager un moyen pour constater le mariage d’un Neuchâtelois par un extrait des registres de son pays ; or le but est atteint dès que l’un des registres a reçu la transcription. Il serait donc superflu, et même anormal, de répéter cette transcription sur cinq ou six divers registres dans le canton.

L’art. 113 se terminerait donc ainsi :

Art. 113.

“ Le mariage contracté hors du canton, etc... et qu’à son retour il
„ fasse transcrire l’acte de célébration de son mariage sur le registre

» de l'état civil de sa commune ou de l'une des communes dont il est
» membre. »

L'art. 116 du projet permet à la personne en faveur de laquelle des promesses de mariage ont été souscrites authentiquement, de former opposition au mariage de l'autre partie. Dans son exposé de motifs, le conseil d'Etat exprime déjà des doutes sur l'opportunité de cette réserve en faveur du porteur de promesses de mariage, même authentiques : la commission n'a pas hésité à proposer la suppression de cette réserve. Le mariage ne pouvant plus être maintenant la conséquence forcée d'une promesse de mariage, il n'y a plus dès lors de motifs fondés pour permettre à l'un des contractants de s'opposer au mariage de l'autre avec une tierce personne. Si le contractant lésé veut faire valoir ses droits, c'est par voie de demande en dommages-intérêts devant les tribunaux qu'il doit agir et non autrement. Dans plus d'un cas l'opposition de ce contractant serait fort préjudiciable aux futurs époux, et sans qu'il en pût résulter aucun avantage quelconque pour l'opposant, sinon de satisfaire un désir de vengeance, même à ses dépens. Il était donc de tous points convenable de retirer la faculté d'opposer au porteur d'une promesse de mariage, attendu que cette opposition n'aurait jamais de fondement.

L'art. 116 serait dès lors rédigé ainsi :

ART. 116.

« Le droit de former opposition à la célébration du mariage appartient à la personne engagée par mariage avec l'une des parties contractantes. »

L'article 117 a été l'objet d'un long débat. Cet article réserve aux père et mère ou ascendants le droit de former opposition au mariage de leurs enfants, alors même que ceux-ci auraient plus de vingt-deux ans accomplis.

Les membres de la commission qui désirent le maintien de l'article estiment que chez nous la puissance paternelle est déjà, de fait, restreinte ; que nous devons prendre garde de la restreindre davantage ; ils observent que non-seulement le Code français contient une disposition semblable, mais qu'il étend encore les droits des père et mère sur leurs enfants, surtout en ce qui touche le mariage. Ils ajoutent qu'en restreignant à l'âge de 22 ans l'époque où les enfants sont légalement et absolument affranchis de la puissance paternelle, on exposera souvent ces enfants à des dangers que l'intervention paternelle aurait plus d'une fois conjurés.

Mais la majorité de la commission n'a point voulu étendre les

droits des père et mère au-delà du terme fixé par l'article 91. Elle a réservé qu'à l'âge de 22 ans un homme étant apte à jouir de tous ses droits civils et politiques, sauf en ce qui concerne l'éligibilité à de certaines fonctions, il n'était pas normal de le laisser encore sous la tutelle de ses père et mère, à l'égard du mariage, en permettant à ceux-ci de s'opposer à un mariage pour lequel l'enfant n'aurait pas même eu de consentement à leur demander. Sans doute la majorité de la commission n'ignore point que les tribunaux auraient fait justice de toute opposition mal fondée : mais en attendant l'opposition suspend le mariage ; pour la faire lever, il faut plaider, et le jugement ne répare ni le scandale, ni le préjudice causé. Dans plus d'un cas, ces oppositions seraient fondées sur l'absence de fortune, sur des antipathies ou des inimitiés de famille, et rarement sur des motifs réellement sérieux. La simple intervention d'une opposition, le procès qui en serait la conséquence, suffiraient quelquefois pour amener la rupture du mariage projeté et pour produire entre le père et l'enfant un antagonisme fâcheux, suivi souvent de conséquences plus fâcheuses encore.

Puisque la loi permet à l'enfant âgé de 22 ans de se marier sans le consentement de ses parents, elle doit aussi le prémunir contre toute éventualité de nature à l'empêcher de jouir en paix du droit qu'elle lui réserve. Que l'on assure au père et à la mère, aux ascendants, la faculté de s'opposer au mariage de leur enfant en état de démence ou d'imbécillité, rien de plus naturel ; mais il ne faut pas aller plus loin.

De légères modifications de rédaction pure ont été faites à l'art. 118 pour plus de clarté.

Ces deux articles 117 et 118, tels que la commission les a définitivement adoptés, sont formulés comme suit :

ART. 117.

„ Le père, et à défaut du père, la mère, et à défaut des père et
„ mère, les aïeuls et aïeules, peuvent former opposition au mariage
„ de leurs enfants et descendants qui n'ont point encore atteint l'âge
„ de 22 ans accomplis.

„ Ils le peuvent même après cet âge, si c'est pour cause d'imbé-
„ cillité ou de démence du futur époux. „

ART. 118.

„ A défaut d'ascendant, le frère ou la sœur, l'oncle ou la tante,

„ le cousin ou la cousine germaine, majeurs, peuvent former opposition dans les deux cas suivants :

„ 1^o Lorsque le consentement du tuteur, requis par l'art. 95, n'a pas été obtenu;

„ 2^o Lorsque l'opposition est fondée sur l'état d'imbécillité ou de démence du futur époux.

„ Cette dernière opposition, dont le tribunal pourra prononcer mainlevée pure et simple, ne sera jamais reçue qu'à la charge par l'opposant de provoquer l'interdiction et d'y faire statuer dans le délai qui sera prescrit par le jugement. „

Les articles 119 et 120 sont adoptés; l'art. 121 reçoit une modification commandée par la décision précédente; on y retranche ces mots, qui n'ont plus de raison d'être : *à moins qu'il ne soit notifié à la requête d'un ascendant.*

L'article 121 est dès lors rédigé ainsi :

„ L'exploit d'opposition énoncera, etc., etc.....

„ Il devra également contenir les motifs de l'opposition : le tout, à peine de nullité. „

Les articles 122 à 128 adoptés sans changements.

L'art. 129 a soulevé une discussion qui n'a pas été terminée par des conclusions de majorité absolue, mais seulement par les conclusions d'une majorité relative; la commission a résolu de reporter la question dans cet état devant le grand-conseil.

L'art. 129 du projet autorise les époux mariés, en contravention aux dispositions de l'art. 98, à attaquer eux-mêmes la validité de leur mariage, en se fondant sur la nullité dont ce mariage est, par la prohibition, porté dans l'art. 98 Cet article 98 interdit le mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu.

Trois membres de la commission admettent que ce moyen de nullité puisse être utilisé par les époux eux-mêmes, lorsque ces époux sont parents par le sang : en pareil cas, on comprend la gravité de la contravention à la loi et l'on admet qu'il est juste de laisser aux époux le droit de demander la nullité d'un pareil mariage : mais les mêmes motifs n'existent plus quand il s'agit d'une simple parenté d'affinité, parenté légale, purement fictive, et qui n'emprunte rien aux lois de la nature : ils estiment que si un oncle et une nièce d'alliance se sont mariés, ils ne doivent pas pouvoir attaquer eux-mêmes la validité du mariage. Si l'on peut également épouser sa belle-sœur ou son beau-frère, sans dispense, ne serait-il pas anormal qu'on pût

attaquer soi-même un mariage contracté avec l'enfant de son beau-frère ou de sa belle-sœur, uniquement parce que la formalité de la demande en dispense n'aurait pas été remplie? Que le ministère public, par des raisons d'ordre social, poursuive la nullité du mariage; que les tiers agissent de même par des motifs d'intérêt privé, on le conçoit: mais on concevrait difficilement que les époux eussent la faculté de le faire eux-mêmes.

Deux membres de la commission vont plus loin encore; envisageant que dans le cas prévu par l'art. 98 le grand-conseil peut lever la prohibition qui, ainsi, n'est point absolue, ils voudraient enlever complètement aux époux de sang ou d'alliance la faculté d'attaquer la validité de leur mariage et réserver cette faculté uniquement aux tiers.

Enfin, un dernier membre de la commission estime que l'article du projet doit être maintenu tel qu'il est, attendu qu'un mariage contracté entre personnes auxquelles leur parenté ne permettrait pas de s'unir, est nécessairement susceptible d'être annulé et qu'il n'y a pas de raisons solides pour retirer à l'un des époux le droit d'attaquer lui-même ce mariage; qu'on ne peut prévoir d'une manière absolue si l'un des époux ne se sera pas trouvé dans des circonstances telles qu'il fût réellement fondé à se faire un moyen légitime de la prohibition portée dans l'art. 98; les prohibitions fondées sur des motifs de parenté ont toutes des raisons d'être qui se justifient parfaitement et ne sont nullement conventionnelles: il est donc prudent de laisser à ces prohibitions toute leur valeur.

La rédaction adoptée par la majorité relative de la commission serait celle-ci:

ART. 129.

„ Tout mariage contracté, etc., etc...., soit par le ministère public.

„ Cependant les époux auxquels s'appliquent les dispositions de l'art. 98 ne pourront attaquer eux-mêmes le mariage, si leur parenté n'est produite que par alliance..

„ Le mariage contracté, etc., etc.... „

Les articles 130 à 145 adoptés sans changements.

L'art. 146 réserve aux beaux-pères et aux belles-mères une action alimentaire contre leurs gendres et belles-filles; mais il retire cette action à la belle-mère qui aura convolé en secondes noces, parce qu'elle se trouve alors placée sous la puissance d'un mari qui a pour obligation de pourvoir à ses besoins.

La commission, par un motif analogue, retire également l'action alimentaire au beau-père qui se remarie; car on doit également présumer que l'homme en état d'entretenir une femme et une famille peut nécessairement s'entretenir lui-même.

L'art. 146 serait rédigé ainsi :

ART. 146.

“ Les gendres et belles-filles doivent, etc., etc....

„ 1^o Lorsque le beau-père ou la belle-mère ont convolé en secondes noces;

„ 2^o Lorsque celui des époux, etc., etc....

Les articles 147 à 167 adoptés sans changements.

TITRE VI. — Du divorce et de la séparation de corps et de biens.

En discutant les causes du divorce, la commission a examiné s'il conviendrait de rétablir une cause de divorce qui existait dans notre coutume et que le projet a supprimée, savoir l'impuissance ou tout au moins l'incapacité aux œuvres du mariage, lorsqu'elle serait le résultat de défauts de conformation. Ne pourrait-il pas résulter d'un mariage existant dans des conditions aussi anormales un danger pour la morale publique et l'inconvénient de priver, par des causes qui lui sont étrangères, l'un des époux de postérité et d'héritiers directs?

La commission s'est ralliée complètement aux motifs déjà énoncés dans le rapport du conseil d'Etat; le scandale de pareils procès, la difficulté, l'impossibilité le plus souvent de constater l'impuissance, l'état de nos mœurs, tout se réunit pour nous inviter à profiter de la réforme de notre législation pour rejeter un moyen de divorce que, dès longtemps, la saine jurisprudence a écarté et, il faut le dire, que la pudeur publique rejetait également; ces procès devenaient chaque année plus rares et auraient fini par disparaître devant la réprobation de l'opinion publique, alors même que la loi ne les aurait pas interdits. L'on peut affirmer hardiment dans cette circonstance que la loi n'aura pas réformé les mœurs, mais que les mœurs ont réellement réformé la loi.

Nous signalerons, avant de quitter ce chapitre, quelques modifications de style apportées aux articles 168 et 170, et indiquerons quelques discussions qui ont eu lieu dans le sein de la commission, au

sujet des articles 171 et 172, sans cependant amener des changements dans les dispositions de ces articles.

L'on propose, pour plus de clarté, la rédaction suivante des articles 168 et 170.

ART. 168.

“ L'adultère de l'un des époux et la désertion malicieuse du mariage seront pour l'autre époux des causes légitimes de divorce. ”

ART. 170.

“ La condamnation de l'un des époux à une peine infamante sera pour l'autre époux une cause de divorce. ”

La commission a éprouvé un moment quelque hésitation sur la légitimité de la cause de divorce tirée de la démence. On se demandait si, alors que d'autres maladies aussi incurables, aussi pénibles, ne pouvaient motiver un divorce, il était bien rationnel de donner à la démence ce caractère. Mais la commission, après examen, a été unanime pour maintenir la disposition du projet, en considérant que l'état de démence de l'un des époux peut souvent présenter des dangers pour l'autre époux; que, le plus souvent encore, la conséquence de cette maladie est l'internement de l'époux en démence et sa séparation de fait de son conjoint: qu'enfin l'on peut dire que le mariage n'existe réellement plus, alors que toute communication morale est devenue impossible entre les époux. C'est par un motif analogue que l'âge de 50 ans a été substitué à celui de 60, qui est dans le projet.

Cet article 171 se trouverait modifié ainsi :

ART. 171.

“ La démence de l'un des époux âgé de moins de 50 ans, etc.... ”

Un membre de la commission a demandé le retranchement de l'article 172, qui fait de l'*abandon* une cause spéciale de divorce; suivant lui, l'*abandon* de la part de la femme suppose toujours l'adultère et constitue la *désertion malicieuse*, tandis que de la part du mari l'*abandon* se distinguera si difficilement de la *désertion* qu'il y aura peu d'avantages pratiques à tirer de cette disposition.

La majorité a pensé au contraire que la désertion malicieuse, telle qu'elle est comprise dans notre jurisprudence, ne peut être confondue avec l'abandon: que la *désertion malicieuse* suppose nécessairement l'adultère, tandis que l'abandon peut exister et existe le plus

souvent sans cette présomption. Cette cause de divorce est d'ailleurs consacrée par notre jurisprudence des arrêts, et plus d'un divorce a été accordé alors qu'il n'existait ni preuve ni présomption d'adultère. C'est ainsi, par exemple, que, dans les cas d'absence de l'un des époux, l'on peut constater et qualifier l'abandon, sans cependant qu'aucune circonstance accessoire puisse faire naître une présomption d'adultère.

Aussi la majorité a maintenu la disposition du projet et croit cette disposition non-seulement utile, mais indispensable dans plus d'un cas.

Pas de changements aux art. 173 à 186.

Au sujet de l'art. 187, on a demandé s'il ne conviendrait pas de supprimer la pension alimentaire dont parle cet article, si l'époux qui en jouit venait à se remarier : mais on a observé que d'un côté l'époux innocent ne devait pas avoir à souffrir des fautes de son conjoint, et que, remarié ou non, la pension alimentaire devait lui être conservée éventuellement par la loi, sauf aux tribunaux à la supprimer, sur la demande de la partie intéressée, si cette pension cessait d'être indispensable à l'époux qui l'avait obtenue.

Les articles 187 à 199 sont adoptés sans changements.

Nous proposons de modifier la rédaction de l'art. 200, destiné à fixer la position civile de la femme séparée de corps et de biens : la rédaction ne paraît pas suffisante pour bien faire comprendre que la femme n'est plus responsable, ni directement ni indirectement, des dettes du mari, tant que dure la séparation. L'article serait rédigé ainsi :

ART. 200.

« Elle amène la liquidation..., etc., et dégage la femme, pendant
„ toute la durée de la séparation, de toute solidarité et responsabi-
„ lité pour les obligations ou engagements que le mari pourrait con-
„ tracter. „

Le dernier alinéa de l'art. 201 permet aux tribunaux de prononcer la suppression des droits de survie en cas de séparation de corps pour un temps illimité. Cette disposition a été attaquée sous ce point de vue qu'elle n'était pas d'accord avec les principes qui régissent le mariage, dont les effets civils doivent nécessairement subsister, tant que le mariage n'est pas rompu par le divorce.

Mais la majorité répond que la séparation est aussi une dérogation et une dérogation bien plus considérable aux principes qui régissent le mariage et dont le premier est l'habitation commune, et le second

la dépendance de la femme à l'égard du mari. Si donc on a admis, avec raison, qu'il y avait des cas où il fallait déroger aux principes généraux et essentiels de la loi, il faut admettre également que cette dérogation, nécessairement conventionnelle, peut recevoir par les dispositions mêmes de la loi une étendue plus ou moins considérable, selon le besoin.

La disposition introduite dans l'art. 201 aura, en outre, l'avantage de permettre à l'un des époux de se contenter d'une séparation, alors qu'il eût pu demander un divorce et qu'il eût même dû le demander pour sauvegarder les intérêts de ses héritiers ou de ses propres enfants.

Les articles 202 à 205, adoptés sans changements.

Pour plus de clarté, la commission propose d'ajouter à l'art. 206 ces mots: " en prolongation. "

Le délai de trois mois fixé à l'art. 207 a paru trop court et devoir gêner dans la pratique; il a paru également qu'il ne convenait pas de préciser au tribunal l'étendue du délai qu'il pourrait accorder, délai susceptible de varier beaucoup, selon les circonstances. En conséquence, nous rédigerons les articles 206 et 207, comme il suit:

ART. 206.

" La demande en prolongation, etc. "

ART. 207.

" Le jugement définitif devra intervenir dans les six mois de l'ouverture de la demande: à défaut, la demande sera périmée de plein droit, à moins que le tribunal, pour des causes graves, n'ait expressément accordé un plus long délai. "

Les art. 208 à 211, adoptés sans changements.

L'art. 212 est rédigé comme suit, pour rendre sa disposition plus complète:

ART. 212.

" Toute demande, etc. "

" Les jugements de divorce...., etc., et mention en sera faite en marge de l'acte de mariage, si cet acte se trouve inscrit sur les registres de l'état civil du Canton. "

L'acte peut en effet se trouver inscrit sur les registres, sans que le mariage ait été célébré dans le Canton: l'article du projet rendait inexactement cette idée.

Nous vous observerons en outre sur cet article 212, que, par une erreur typographique, on y a cousu un paragraphe qui doit former un article séparé et non un alinéa de l'art. 212. C'est le paragraphe qui forme le troisième alinéa.

L'art. 213, adopté.

TITRE VII. — De la paternité et de la filiation.

Les art. 214 à 255, composant ce titre, sont adoptés sans discussion : ils reproduisent les dispositions de la loi sur les enfants naturels.

TITRE VIII. — De l'adoption.

Les premières dispositions du titre de l'adoption ont donné lieu à une longue discussion qui avait d'abord abouti à d'assez profondes modifications de ce titre : mais, après un examen plus approfondi, la commission a reconnu que les dispositions du projet, sauf quelques légers changements, devaient être conservées, comme étant seules l'expression exacte des principes qui régissent la matière.

Il semblait au premier abord qu'on aurait dû, pour répondre aux idées reçues chez nous, autoriser essentiellement l'adoption d'enfants mineurs, puisque c'est ordinairement parmi les enfants de cet âge que l'on est disposé à choisir les enfants adoptifs ; que, dans bien des cas, l'on priverait les futurs enfants adoptifs des bienfaits de l'adoption, en ne la permettant pas avant l'époque de leur majorité, qui pourrait être éloignée et quelquefois précédée de la mort de celui qui se proposerait de faire l'adoption.

Mais les inconvénients de ce système excéderaient de beaucoup les avantages éventuels qu'il présente, et conduiraient à des conséquences aussi contraires aux saines notions du droit qu'à la morale publique. En effet : ou le tuteur du mineur consentirait pour lui et définitivement à l'adoption ; ou l'on réserverait au mineur le droit de renoncer à l'adoption après avoir atteint sa majorité.

Dans le premier cas, on foulerait aux pieds les plus simples notions de la liberté individuelle de chaque citoyen, dont nul ne peut disposer pour l'enlever à sa famille et le faire entrer dans une autre sans son consentement.

Dans le second cas, on pourrait avoir le scandale d'un enfant répudiant son père adoptif après avoir reçu ses bienfaits ; et puis, quelle série inextricable de complications, si le père adoptif mourait avant la majorité de l'adopté ! Quel contrat que celui qui lierait irré-

vocablement l'une des parties, celle qui donne, tandis que celle qui reçoit, demeurerait libre de se soustraire aux conséquences du contrat.

Aussi, la commission propose-t-elle le maintien des dispositions fondamentales de ce titre : rien n'empêchera celui qui voudra adopter un enfant de le prendre d'abord dans sa famille et de préluder ainsi à la formation des liens indissolubles qui devront unir plus tard l'adoptant et l'adopté ; rien n'empêchera que, pendant cette époque préparatoire, l'adoptant ne pourvoie, par un testament, au sort du futur enfant adoptif, pour le cas où la mort le surprendrait avant la majorité de l'enfant.

L'adoption faite dans ces conditions aura certainement un caractère de réflexion qui lui donnera une valeur sérieuse, en rapport avec l'importance considérable d'un acte qui ne doit jamais être l'effet ou le produit de l'entraînement du moment. La seule modification apportée dans ce chapitre consiste à étendre à deux mois le délai réservé par l'art. 267, pour porter en appel le jugement rendu par le tribunal inférieur devant lequel la demande en adoption aura été présentée.

Cet article 267 commencerait :

ART. 267.

“ Dans les deux mois qui suivront le jugement, etc. ”

Tous les autres articles sont admis sans changements.

TITRE IX. -- De la puissance paternelle.

Art. 271 à 276 inclusivement, pas d'observations.

La commission propose de rédiger différemment l'article 277, afin d'en faire bien comprendre la portée et de rappeler sa corrélation avec d'autres articles.

ART. 277.

“ Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel le divorce ou la séparation aura été prononcé, sans préjudice de ce qui pourrait être statué à teneur des articles 188 et 204. ”

Aucune observation sur l'article 278.

TITRE X. -- De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

La question de l'âge de majorité a été agitée dans le sein de la commission comme elle l'avait été au conseil d'Etat, et elle a été résolue de la même manière, c'est-à-dire par le maintien du statu quo, auquel l'expérience n'est point contraire.

Il est très-vrai que, par le développement de l'industrie moderne, l'enfant est plus vite, trop vite peut-être, affranchi de la puissance paternelle, dont les effets se prolongeaient utilement autrefois bien au-delà de l'âge de majorité. Mais reporter à 20 ans, à 21 ans cette époque, serait-ce un remède au mal ? La commission ne le croit pas : les mœurs seraient plus fortes que la loi. On aurait des jeunes gens mineurs un peu plus longtemps, on n'aurait pas des jeunes gens moins vite affranchis de la puissance paternelle. On aurait donc conquis un *mot* et non une *chose*. Or, il ne faut jamais écrire dans la loi ce que la loi ne pourra pas ensuite écrire dans les mœurs. Nous ne blâmons ni n'approuvons entièrement ce qui est, et qui a sa raison d'être ; nous constatons un fait, et nous croyons que cet état de fait nous commande de ne rien changer aux habitudes qui existent chez nous touchant la majorité.

L'article 284 tend à introduire une forme judiciaire qui ne paraît pas heureuse à quelques membres de la commission : cet article ferait passer à la cour d'appel, sans s'arrêter préalablement devant le tribunal de district, un jugement de l'autorité tutélaire. Ne voulant pas se prononcer, pour le moment, sur cette forme nouvelle, la commission propose de rédiger en termes généraux le second alinéa de l'article 284, comme suit :

Second alinéa de l'article 284 :

“ Le père et la mère pourront toujours se pourvoir contre cette „ déchéance, en la forme qui sera prescrite par les lois de procédure ou les lois spéciales sur la matière. „

Pas de discussion sur les articles 285 et 286.

L'article 287, pour être coordonné avec d'autres dispositions précédemment adoptées, serait rédigé ainsi :

ART. 287.

“ La mère remariée peut choisir un tuteur aux enfants de son premier mariage, mais son choix devra être confirmé par l'autorité tutélaire. „

Pas d'observations sur les articles 288, 289 et 290.

Sur l'article 291, alinéa 2, on propose la transposition suivante :

Alinéa 2, article 291 :

“ 1^o Parmi les plus proches parents du mineur, soit sur la présentation de la famille, soit d'office. ”

Pas d'observations sur les articles 292 et 293.

Les dispositions de l'article 294 introduisent un droit précisément inverse, non pas à celui qui existe depuis 1848, mais à celui qui existait auparavant. C'était en effet aux hommes d'office, et spécialement aux membres des cours de justice, qu'étaient confiées les tutelles ou curatelles que le défaut de parents ou de bienveillants forçait de confier à des étrangers à la famille. Dans le projet, au contraire, les hommes d'office, et essentiellement les membres du pouvoir judiciaire, sont dispensés de toute tutelle, hormis de celle de leurs parents. Cette différence provient de la différence des institutions, ainsi que l'explique le rapport du conseil d'Etat, et dont la commission adopte volontiers les motifs. La dispense accordée à certains fonctionnaires de l'ordre administratif a été l'objet de quelques critiques ; mais, tout bien considéré, ces dispenses ont été trouvées opportunes, aussi bien dans l'intérêt des fonctions que dans l'intérêt des pupilles eux-mêmes.

Ayant adopté les bases essentielles de ce titre, la commission n'a que des modifications de détail à vous présenter, et elle va le faire dans l'ordre des articles, sans vous signaler ceux qui n'ont été l'objet d'aucune discussion.

ART. 296. — La commission propose de substituer au mot *district* ceux de : “ ressort de la justice de paix, ” afin de restreindre, autant que possible, les charges que la nécessité de pourvoir aux tutelles imposera à quelques citoyens.

On dirait :

ART. 296.

“ Nul ne peut être contraint d'accepter une tutelle dont le siège ne serait pas dans le ressort de la justice de paix où se trouve son domicile, à moins qu'il ne soit parent ou allié du mineur. ”

La tutelle obligatoire étant, d'après le projet, une charge civique, il importe de réserver à celui qui croit avoir une juste cause de dispense à faire valoir, le recours à la cour d'appel, s'il juge à propos d'y recourir contre un jugement des tribunaux inférieurs ; mais, par les motifs énoncés précédemment, la commission propose simple-

ment de réserver ce recours en termes généraux par renvoi aux lois de procédure, et de dire :

ART. 304.

“ Si ses moyens d'excuse sont rejetés, il pourra se pourvoir en la forme qui sera prescrite par les lois de procédure, etc. ”

La rédaction de l'article 313 laissant quelque chose à désirer, la commission propose la rédaction suivante pour faire disparaître l'espece d'amphibologie qui existe dans les premières lignes de l'article, alinéa 3

Alinéa 3 de l'article 313 :

“ Il ne peut accepter la cession d'aucun droit ou créance contre son pupille, ni acheter ses biens : il ne peut même les prendre à ferme, à moins que l'autorité tutélaire ne l'y ait spécialement autorisé. ”

ART. 316. — A la fin du premier alinéa, il faut dire :

Premier alinéa de l'article 316 :

“ Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance légale des biens de leurs enfants, ne sont point tenus aux formalités prescrites par les deux articles précédents. ”

ART. 343 — La commission propose de retrancher les trois dernières lignes de cet article et d'écarter la *commune* du nombre des personnes chargées de donner un préavis sur la demande en émancipation d'un enfant qui n'a ni père ni mère, ni proches parents.

L'on craint que cette intervention de la commune ne soit généralement d'un mauvais effet, soit parce que souvent la commune, ne connaissant pas son communier, sera toujours portée à refuser pour ne pas se compromettre ; soit parce qu'en contribuant à l'émancipation d'un enfant elle craindra toujours, plus ou moins, qu'il n'en résulte quelque charge pour elle. Ce préavis d'une commune sera rarement celui d'une personne neutre, et conséquemment manquera du principal caractère que doit avoir un préavis de cette nature, sollicité essentiellement dans l'intérêt de celui pour qui on le demande, et non dans l'intérêt de celui qui est appelé à le donner. Toutefois, la commission n'a point été unanime pour cette suppression, et il aurait semblé juste à la minorité de maintenir l'intervention de la commune, parce que la commune est intéressée à ce qu'un mineur ne soit pas émancipé hors de propos, en raison des charges

éventuelles que cette émancipation peut lui procurer. Mais cet *intérêt* de la commune dans l'affaire est précisément ce qui a fait voter le retranchement du paragraphe qui réservait son intervention.

L'art. 343 se trouverait donc rédigé ainsi :

ART. 343.

„ La demande en émancipation, etc...., le tuteur pourra présenter
„ la demande en émancipation. „

TITRE XI. — De la majorité, de l'interdiction et de la curatelle.

La commission n'a que deux observations de forme à présenter sur ce titre, savoir :

A l'art. 361, elle propose l'adjonction de ces mots : „ et sera publié en la forme ordinaire, „ à la fin du dernier alinéa, qui serait ainsi conçu :

„ Toutefois, si dans la huitaine, etc...., le jugement demeurera
„ définitif et sera publié en la forme ordinaire. „

A l'art. 363, il faut ajouter le chiffre 10 qui a été omis, et ces mots : „ le jugement sera publié. „

ART. 363.

„ Si la demande est accueillie, etc...., section 5 du titre 10: le
„ jugement sera publié. „

La commission propose enfin de transporter après l'art. 364 les quatre dernières lignes de l'art. 365, qui ne sont point à leur place où elles sont, et que leur sens appelait à faire suite à l'art. 364.

Ces articles seraient dès lors rédigés ainsi :

ART. 364.

„ Nul n'est tenu d'accepter une curatelle déferée dans le cas
„ prévu aux deux articles précédents : mais le curateur qui aura ac-
„ cepté cette curatelle volontaire, ne pourra, à moins d'excuses lé-
„ gales, en être déchargé avant trois années sans le consentement
„ du pupille. „

ART. 365.

„ Toute personne majeure, etc...., sa demande lui sera toujours
„ accordée. „

LIVRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

La commission n'a aucune observation de quelque importance à faire sur le Livre II. Elle partage complètement la manière de voir énoncée dans l'exposé des motifs du conseil d'Etat sur cette partie de son travail. Ce livre est celui qui reproduit le plus entièrement les textes français, textes qui sont tellement l'expression du droit général sur la matière, que partout on les a adoptés. Les modifications et adjonctions faites au Code français dans le projet étaient nécessaires pour approprier cette législation à nos usages, et nous ont paru avoir été rédigées d'une manière satisfaisante. Aussi, la commission peut dire que ce Livre II serait, sans inconvénient, susceptible d'être adopté *in globo*.

La lecture de cette partie du travail a cependant soulevé plus d'une discussion, mais aucune d'elles n'a abouti à des conclusions formulées, de sorte que la commission n'a pas de proposition à présenter.

Nous signalerons une faute typographique à l'art. 529, dont les deux alinéas doivent donner deux articles séparés.

Parmi les discussions soulevées dans le sein de la commission, deux seules méritent de vous être indiquées : l'une concernait le *chîntrage*, au sujet duquel on demandait s'il n'y aurait pas quelques dispositions utiles à introduire ; l'autre était relative à la distance qu'on doit observer pour la plantation des arbres près d'une propriété voisine.

La commission a reconnu que le *chîntrage* pouvait être un usage local utilement admis dans certains districts ou dans certaines parties de certains districts, mais que cet usage était loin de constituer un droit ; qu'au contraire, dans plus d'une localité et dans plus d'un cas, il avait été contesté, et qu'il serait aussi difficile que dangereux de régler un pareil usage et de le consacrer en l'introduisant dans un Code. Le *chîntrage* pourra se conserver, à titre de service réciproque, là où l'on croira bon de le conserver, mais il faut bien se garder de l'établir à titre de *servitude* grevant toutes les terres du Canton. Ce serait une fâcheuse atteinte portée au droit de propriété ; ce serait encore une source d'abus, de chicanes et de procès de tous genres. Cet usage peut rendre des services tant qu'il demeu-

*

rera à l'état d'*usage*: il produirait incontestablement un effet contraire, si l'on venait à le transformer en droit.

Quant aux arbres, il a paru à la commission que la prescription du projet, empruntée elle-même à la législation d'un canton agricole, répondait aux exigences contraires des propriétaires contigus, et conciliait, convenablement et autant qu'ils peuvent l'être, des droits nécessairement opposés et qui ne peuvent être conciliés que par des concessions réciproques.

LIVRE III.

Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

Les dispositions générales et les premiers chapitres du premier titre, jusqu'à l'art. 596 inclusivement, ont été adoptés sans discussion. Les principes du droit de succession, tels qu'ils sont exposés dans le projet, tiennent compte de nos coutumes et du droit plus simple de la France dans une juste proportion, et de manière à réaliser un véritable progrès, sans froisser de vieilles habitudes respectables, non parce qu'elles sont vieilles, mais parce qu'elles ont encore leur raison d'être aujourd'hui. Pour obtenir un résultat vraiment pratique, il fallait, en traitant cette matière, se placer essentiellement au point de vue des mœurs actuelles, telles que le temps et la civilisation moderne les a faites, et ces mœurs auraient rendu impossible l'application des théories absolues du droit de succession, telles que peut-être elles ont été comprises il y a quelques siècles.

La commission a pris le même point de départ dans son examen que le point de départ choisi par le conseil d'Etat dans son projet; il n'est donc pas surprenant qu'elle soit arrivée au même but.

Nous nous bornerons donc à vous indiquer successivement les modifications de détail qui nous ont paru convenables, sans entreprendre de vous exposer des considérations générales sur la matière, car nous ne pourrions guère que répéter les considérations déjà produites dans le rapport du Conseil.

L'art. 597 maintient jusqu'au 6^e degré (3 et 3 de la computation canonique) le système de la distinction des biens.

La commission propose unanimement de restreindre cette distinction au 4^e degré inclusivement, après lequel les biens demeureraient confondus.

Dans l'état actuel de nos mœurs et de notre industrie, les biens se dénaturent et se mobilisent si fréquemment, se transforment si souvent pendant la carrière d'un homme, qu'il devient bientôt fort difficile, et la plupart du temps impossible, de démêler avec quelque certitude, dans une succession, la source des divers biens qui la composent. Sans doute, les immeubles portent en eux un caractère qui permet d'en suivre aisément la mouvance, et ce sont aussi les biens auxquels se rattachent plus particulièrement les affections de famille : mais les biens mobiliers ou mobilisés laissent si promptement s'effacer la trace de leur origine ; ils se perdent et se reproduisent si promptement et si souvent, qu'à moins de précautions toutes spéciales de la part des propriétaires successifs, l'application du système de la distinction devient bientôt impraticable.

Plus on s'éloigne de la source, plus le chemin pour y retourner devient incertain, plus les données conjecturales prennent la place de la vérité absolue. Or, sans la vérité *absolue*, le système de la distinction des biens devient une véritable absurdité. C'est là son écueil.

La commission a donc pensé qu'en restreignant au 4^e degré la distinction des biens, la législation serait plus pratique, l'application plus réelle, et qu'on préviendrait de nombreuses difficultés.

Les art. 598 à 600 ont été adoptés sans changement.

L'art. 601 traite de la représentation des neveux, et étend, aux descendants des frères et sœurs, un droit réservé uniquement, autrefois, à la première génération ; il a été l'objet d'une discussion qui a partagé la commission en majorité et minorité, non sur le principe, mais sur la manière d'en faire l'application.

Ainsi, la commission a été unanime pour approuver l'innovation contenue dans cet article du projet ; mais quatre membres ont voulu conserver le partage par souche entre les descendants des frères et sœurs défunts, tandis que trois membres auraient voulu le partage par tête, quand les neveux et arrière-neveux arriveraient de leur chef à la succession, en ce sens, du moins, que l'on ferait autant de parts que de neveux existants ou de neveux morts en laissant des descendants. La minorité trouvait qu'il y aurait je ne sais quoi de blessant de voir, dans certains cas, par exemple, un seul arrière-neveu venir prendre, dans la succession, la part qui serait advenue à l'auteur

qu'il représente, tandis qu'à côté, trois, quatre, six neveux, formant une autre souche, n'auraient qu'une part égale à celle de l'arrière-neveu à se partager entre eux, quoique cependant plus proches en degré. La minorité disait encore qu'on devait supposer chez l'oncle défunt une affection égale pour tous les descendants de ses frères et sœurs, et que sa volonté, s'il eût été appelé à l'exprimer, aurait également partagé tous les descendants de ses frères et sœurs.

Mais la majorité n'a pu admettre cette théorie complètement incompatible avec les principes du droit de représentation. Quand on arrive par représentation, on arrive nécessairement au nom d'un *seul* individu, et l'on ne peut ainsi prétendre qu'à l'*unique part* dont cet individu eût hérité s'il eût vécu. La représentation suppose, par une fiction légale, le représenté *vivant* et héritant lui-même, puis transmettant l'héritage à ses propres héritiers selon l'ordre et les règles du droit de succession. Il n'est donc pas possible d'écrire dans un Code que, dans tel ou tel cas, le représenté jouira d'une part entière, tandis que, dans tel ou tel autre cas, il n'aurait qu'un tiers, un quart, un huitième de cette même part. Il peut sans doute arriver qu'il se trouve, d'un côté, un seul arrière-neveu qui vienne, par représentation, en concurrence avec trois ou quatre neveux; mais la situation inverse n'est pas plus rare, et l'on verra aussi fréquemment un seul neveu venir en concurrence avec sept ou huit arrière-neveux. Evidemment, avec le système de la représentation, ce sont toujours les frères et sœurs du défunt qui héritent; il serait donc anormal de prévoir des cas où ces frères et sœurs n'hériteraient point par parts égales, selon qu'ils auraient plus ou moins d'enfants, et que ces enfants auraient ou n'auraient pas survécu à leurs propres enfants. L'opinion de la minorité aurait encore l'inconvénient de créer un système bizarre et pour ainsi dire inexprimable de représentation, car dans ce système, les neveux hériteraient par représentation de leur père, tandis que les arrière-neveux hériteraient par représentation de leur père, mais non de leur grand-père, qui cependant avait seul pu transmettre des droits à son fils. Il y aurait là une anomalie sans remède, à moins de supprimer totalement le droit de représentation et d'y substituer un mode d'héritage entièrement conventionnel et arbitraire, complètement en dehors de toutes les règles de droit sur la matière.

Ainsi, la majorité de la commission a persisté pour maintenir l'article 601 tel qu'il est dans le projet; mais nous avons dû arrêter votre attention sur ce sujet, parce que la commission s'est réellement trouvée scindée sur cet article.

De 601 à 611 inclusivement, pas de changements.

La commission propose de rédiger l'article 612 comme il suit :

ART. 612.

“ Les parents au-delà du 12^e degré ne succèdent pas. ”

Le projet avait mis 10^e degré, et certainement on a rarement vu, si même on a vu, des héritiers au 10^e degré (5 et 5) venir *ab intestat* réclamer une succession. Mais afin de rendre à peu près impossible le retour à l'Etat de successions ouvertes, nous avons trouvé utile d'appeler les parents au 12^e degré à la succession. Or, les enfants naturels et l'époux survivant étant encore préférés à l'Etat à défaut de parents, il est bien évident que jamais le fisc ne pourra profiter d'une succession, sinon dans les cas fabuleux où un individu serait mort sans laisser après lui aucune des personnes énoncées dans la loi. La commission a jugé utile de maintenir une limite à la successibilité, parce que cette limite est nécessaire dans divers cas prévus par le Code.

L'art 614 a soulevé une grave question et divisé encore la commission. Cet article est destiné à régler le droit des enfants naturels.

Une minorité de trois membres aurait voulu accorder aux enfants naturels des droits plus étendus que ceux réservés par le projet, sans cependant leur conférer la qualité d'héritier : elle aurait été disposée à leur concéder des droits égaux à ceux qui sont accordés en France à cette catégorie d'enfants; elle estime qu'il est temps de faire disparaître l'espèce de réprobation dont sont injustement frappés les enfants naturels pour une faute qui n'est point leur propre faute : elle pense qu'il n'est peut-être pas d'une moralité bien sûre de priver l'enfant naturel de tous droits à la succession de ses père et mère pour la transmettre à des collatéraux souvent éloignés; d'admettre la possibilité de voir un enfant naturel dans la misère en présence d'une succession dont quelques débris ont pu aider à ses besoins, alors que cet enfant devra peut-être sa misère à ses infirmités ou à la négligence de ses auteurs, qui ne l'auront point mis en état de gagner sa vie. La minorité estime enfin qu'il serait juste d'accorder aux enfants naturels des droits sur la succession de leurs auteurs, puisque ceux-ci, par l'article 618, sont constitués ses héritiers.

Tout en reconnaissant la justesse des appréciations de la minorité, la majorité croit que des considérations d'un autre ordre, d'une part, et, d'autre part, les mœurs de la population s'opposent à l'application sans réserve des principes énoncés par la minorité.

En plaçant chez nous les enfants naturels dans une position aussi

favorable que celle où les place le Code français, on courrait risque de favoriser le concubinage et d'amener bien des désordres dans les familles. Si dans un grand pays, si en France l'état des mœurs permet l'application des principes de la minorité, il est douteux qu'il en fût de même dans notre canton : et il est certain, au contraire, qu'il en résulterait des froissements considérables, et qu'on ne pourrait vaincre la répugnance des enfants légitimes à voir, par exemple, un enfant naturel intervenir avec eux dans le partage de la succession ; que cette intervention aurait encore un plus fâcheux caractère lorsque, dans certains cas, elle aurait lieu par l'intermédiaire de la mère de l'enfant, selon que cette femme serait plus ou moins perdue dans l'opinion publique. Les enfants naturels ont été peu à peu et successivement rétablis dans les droits auxquels ils peuvent légitimement prétendre, à mesure que la civilisation s'est modifiée, et dans les limites de cette modification ; il faut donc laisser faire au temps et prendre garde d'arriver avant d'être attendu : c'est un principe en législation comme en politique.

Cependant, pour tenir compte dans une équitable proportion des idées de la minorité, la commission a unanimement résolu d'étendre les droits réservés à l'enfant naturel par le projet. Le projet lui accorde des aliments jusqu'à sa majorité ; la commission propose de lui accorder encore une allocation suffisante pour apprendre un état, allocation qui serait réglée, comme les aliments, d'après la force de la succession du défunt, et prise sur la quotité disponible.

Tout homme vivant en société et qui donne le jour à un enfant, a l'obligation de le mettre en état de gagner sa vie ; c'est un devoir envers l'enfant, envers la société et envers les communes.

L'art. 614 serait donc rédigé ainsi :

„ Il a également droit à une allocation suffisante pour lui apprendre un état. Ces aliments et cette allocation sont réglés en „
„ égard aux facultés du père ou de la mère, et pris sur la quotité „
„ disponible. L'enfant naturel ne peut en être privé par testa- „
„ ment. „

De 614 à 621 inclusivement, pas d'observations.

TITRE II. — Des donations entre-vifs, des donations pour cause de mort et des testaments.

De 622 à 629, pas d'observations.

Un membre demande la suppression de l'article 630 qui permet de

considérer comme testament un acte disposant de l'universalité des biens en faveur d'un tiers, sans que ce tiers soit, en termes exprès, institué héritier. Il estime que cette disposition forme une antinomie avec la définition du testament contenue dans l'art. 624 : l'institution d'héritier doit, suivant lui, être faite en la forme sacramentelle déterminée par la loi. En admettant la tolérance exceptionnelle de l'art. 630, on s'expose à arriver peu à peu au legs universel, au legs à titre universel, et à fausser les bases de notre succession testamentaire.

Les six autres membres de la commission opinent, au contraire, pour le maintien de l'article : ils estiment qu'un testament où l'intention du testateur est claire, évidente, manifeste, ne doit pas pouvoir être mis à néant, parce que sa rédaction ne contiendrait pas le mot sacramentel d'*héritier*. Autant il importe d'être sévère à l'égard des formes qui ont pour but de garantir la sincérité du testament et la liberté du testateur, autant il faut prendre garde d'anéantir l'expression de la volonté d'un défunt pour des vices de rédaction auxquels on peut suppléer.

De 631 à 633, pas d'observations.

A l'article 634, il y a à retrancher les mots : *âgé de 19 ans*, qui sont sans utilité, puisque l'âge de majorité est déterminé par la loi.

L'article 634 serait rédigé ainsi :

“ Le mineur non émancipé ne peut disposer par testament ou à
„ cause de mort. „

L'addition des mots : “ non émancipé „ était nécessaire pour mettre l'article en corrélation avec les effets de l'émancipation, tels qu'ils sont définis au titre qui traite la matière.

La commission a hésité un moment avant de donner aux mineurs émancipés le droit de tester ; mais elle a jugé que le contrôle de l'autorité tutélaire et de la Cour d'appel serait suffisant pour prévenir les abus qui pourraient résulter d'une émancipation inopportune ou provoquée dans des vues d'intérêt personnel.

De 635 à 652, pas d'observations.

L'art 653 doit être modifié comme il suit :

ART. 653.

“ S'il s'agit d'une succession testamentaire, la réduction sera
„ d'abord opérée au centime le franc sur tous les legs contenus
„ dans le testament et sur toutes les donations à cause de mort ; si

„ cette réduction, après avoir épuisé la valeur de tous les legs et
„ donations à cause de mort, est encore insuffisante, on procèdera
„ à l'égard des donations entre-vifs comme il est dit dans l'article
„ précédent. „

Le projet ordonnait de réduire d'abord les legs, puis les donations à cause de mort. Il nous a semblé plus juste de faire opérer la réduction concurremment sur les legs et donations qui, au fond, constituent également les dispositions pour cause de mort de même nature, sans que, dans le cas dont s'agit, il y ait de bien fortes raisons pour préférer les unes aux autres.

Quant aux donations entre-vifs, comme elles constituent un contrat synallagmatique, il est évident qu'elles ne doivent être réduites qu'à défaut d'autres biens.

De 654 à 679, pas de changements.

La commission propose de modifier ainsi la fin de l'alinéa 1er :
“ pourvu que le tout soit antérieur aux faits qui auront donné lieu à
„ la formation de la demande en révocation. „

Cet article statue que les aliénations faites, les charges imposées sur les biens donnés par le donataire, subsisteront malgré la révocation de la donation pour cause d'ingratitude, moyennant que ces aliénations et charges fussent antérieures à la formation de la demande. Mais cette réduction pouvait favoriser la fraude et permettre à un donataire de mauvaise foi, dans la prévision d'une demande en révocation, d'en éluder les effets par des moyens indirects. La rédaction de la commission pourvoit à cette éventualité, en exigeant que, pour être respectées, les aliénations et charges soient antérieures aux *faits* qui auront donné lieu à la demande en révocation. Il est évident que si le donataire peut aliéner le bien donné en vue d'une demande que ses actes d'ingratitude lui font prévoir, il ne serait pas raisonnable de supposer des aliénations faites en vue de son ingratitude future.

Point d'autres changements jusqu'à la fin du titre.

TITRE III. — De l'acceptation des successions, de la saisine des héritiers et des partages.

De 757 à 769, pas d'observations.

L'article 770 réserve au mineur un droit de restitution contre l'acceptation faite en son nom par son père ou sa mère, moyennant que

cette restitution intervienne dans les 41 jours qui suivent l'inhumation. Ce délai de 41 jours ne sera pas toujours suffisant pour obtenir jugement dans une affaire de ce genre : on propose de conserver le droit du pupille par l'introduction de la demande dans les 41 jours, sans s'arrêter à l'époque où le jugement sera rendu, époque que le tribunal peut rapprocher ou reculer, sans que le mineur puisse s'y opposer.

L'article 770 recevrait alors cette rédaction :

« Le mineur, indépendamment, etc..... ; mais la demande en restitution devra être formée pendant les 41 jours qui suivront celui de l'inhumation, et ne pourra être accordée au mineur qu'avec la condition d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire. »

Art. 771 et 772 sans observations.

La commission propose de modifier légèrement la rédaction de l'art. 773, afin de faire bien comprendre que le droit réservé aux créanciers dans cet article est réservé aux seuls *créanciers* susceptibles de recevoir légalement cette qualification, savoir aux *créanciers par titres*. C'était l'idée que le conseil d'Etat y avait attachée dans son projet, mais cette idée est implicitement exprimée, et il vaut mieux l'exprimer explicitement pour prévenir toute fausse interprétation.

L'art. 773 serait donc rédigé ainsi :

« Tout créancier porteur d'un titre contre celui...., etc. »

Le délai réservé aux créanciers, par l'art. 774, pour exercer les droits que leur assure l'art. 773, était trop court et aurait rendu, le plus souvent, ces droits illusoires. Nous l'avons étendu de la manière suivante :

ART. 774.

« Pour demeurer au bénéfice, etc...., et cela dans les mêmes délais qui sont accordés à ce débiteur pour prendre l'investiture de la succession. »

De 775 à 789, pas de changements.

La commission propose pour l'art. 790 une modification qui exige une autre rédaction de l'article.

La coutume, conservée dans le projet, accorde une année aux héritiers domiciliés hors du Canton pour réclamer une succession ouverte à leur profit dans le Canton ; mais aujourd'hui, où les voyages sont extrêmement fréquents et surtout s'étendent à des pays très-

éloignés, le délai d'un an a semblé un peu court à la commission, au moins en ce qui touche une catégorie d'héritiers que la loi doit considérer sous un point de vue particulièrement favorable, savoir les *héritiers directs*.

Elle propose, en pareil cas, d'accorder à ces héritiers deux ans au lieu d'un pour postuler utilement l'investiture de la succession qui leur est échue. L'on comprend que, pendant ces deux ans, la succession sera mise en curatelle : c'est le résultat le plus important à obtenir dans l'intérêt de l'héritier absent du pays.

Quant aux héritiers collatéraux ou à ceux qui ne sont point parents du défunt, le délai d'un an et six semaines leur sera conservé. Jusqu'à présent, il a suffi et il suffira encore.

L'art. 790 sera rédigé ainsi :

„ L'héritier domicilié hors du Canton peut encore valablement former sa demande, savoir :

„ Pendant les deux années qui suivent le 41^e jour, s'il est héritier en ligne directe ;

„ Et, pendant l'année suivante seulement, s'il est héritier en ligne collatérale ou s'il n'est point parent du défunt.

„ Après l'expiration de ce délai, ses droits sont prescrits. „

De l'art. 791 à 796, pas d'observations.

L'art. 797 recevra une adjonction nécessaire pour éviter toute équivoque sur le sens que le rédacteur a entendu lui donner. Il est clair que celui qui aura plaidé avec succès pour faire casser un testament, devra recevoir de la succession le remboursement de tous ses frais judiciaires et extrajudiciaires. Il est donc convenable de le dire. En conséquence, un second alinéa ainsi conçu sera ajouté à l'art. 797 :

„ L'héritier qui a poursuivi et obtenu la nullité du testament, a recours contre la succession pour le remboursement de tous les frais légitimes, judiciaires et extrajudiciaires, qu'il a été appelé à faire „

De l'art. 798 à 809, pas d'observations.

On propose d'ajouter à l'art. 810 une phrase destinée à bien faire comprendre que le créancier qui a négligé de produire ses titres dans la liquidation d'un bénéfice d'inventaire, perd tout recours contre l'héritier bénéficiaire après la clôture de la liquidation.

L'art. 811 dirait :

“ La forclusion n'éteindra pas, etc...., de la succession, et ses effets seront nuls contre l'héritier bénéficiaire. ”

De l'art. 812 à 826, pas d'observations.

A l'art. 827, la commission propose d'ajouter après le mot “ experts ” celui de “ assermentés. ”

Art. 827.

“ L'estimation des meubles et immeubles est faite par des experts assermentés, choisis, etc. ”

De l'art. 828 à 838, adopté.

L'art. 839 a soulevé une discussion qui n'a pu aboutir à des conclusions, la commission s'étant trouvée fractionnée en trois groupes de deux membres d'opinions diverses.

Cet article ordonne que tout partage sous seing privé, dans lequel il se trouvera des immeubles, soit enregistré au greffe de la justice de paix; il est, en effet, d'une haute importance de conserver, d'une manière authentique, les traces d'un transfert de propriétés immobilières. L'expérience a prouvé plus d'une fois les inconvénients du système actuel, et l'introduction du régime hypothécaire en exige impérieusement la réforme. Tous les membres de la commission sont d'accord sur ce point, mais ils diffèrent sur le mode à adopter.

Deux membres voudraient que le partage *notarial* fût obligatoire dans tous les cas où il y aurait des immeubles à partager. Le notaire est l'intermédiaire obligé de tout transfert de propriété immobilière: ses actes présentent l'avantage d'être rédigés régulièrement, d'être conservés en minute, d'assurer conséquemment à perpétuité le souvenir du transfert, de préparer les éléments du cadastre.

Deux membres, tout en reconnaissant la vérité des allégués qui précèdent, redoutent pour les parties les frais d'actes notariaux et l'embarras de faire appeler un notaire; ils craignent la répugnance qu'auront souvent les familles à faire intervenir un homme de loi dans leurs affaires, alors qu'elles sont en mesure de les régler amicalement entre elles. Le préjugé existant contre les gens de loi n'est pas détruit; on les appelle quand ils sont indispensables, mais on préfère s'en passer, si les circonstances le permettent. Ces deux membres ne sont pas davantage partisans de la transcription *in extenso* au greffe de paix des actes de partage sous seing privé, en raison de la publicité que ces actes intimes se trouvent ainsi acquérir, et par l'abus qu'on pourrait faire dans un but fiscal de ces enre-

gistements. Ils voudraient ajouter à l'article un alinéa ainsi conçu, qui mettrait les intéressés à l'aise :

“ L'acte de partage pourra être enregistré textuellement ou simplement par extrait pour ce qui concerne les immeubles. ”

Quant aux deux autres membres, ils repoussent l'intervention du notaire par les motifs déjà exprimés et ne voient aucun inconvénient à la transcription *in extenso* des actes, transcription qui peut seule atteindre le but que des extraits, souvent mal faits, mal compris ou incomplets, n'atteindront pas. Ils ne comprennent pas, d'ailleurs, que ce soit un grand mal, si la nécessité de cette transcription est de nature à prévenir des fraudes d'impôt. — Ils demandent le maintien pur et simple de l'article.

Le grand-conseil examinera laquelle de ces trois opinions doit être préférée.

De 840 à 855, pas d'observations.

A l'art. 856, ajouter les mots “ par titre. ”

ART. 856.

“ Tout créancier par titre du défunt, etc. ”

De 857 à 861, pas d'observations.

A l'art. 862, ajouter les mots “ par titre. ”

ART. 862.

“ Les créanciers par titre d'un copartageant, etc. ”

863 à 873, adoptés.

Dans les dispositions transitoires, la commission propose :

1^o De les faire précéder d'un art. A, ainsi conçu :

A.

“ Toutes coutumes, lois et arrêtés contraires aux dispositions du présent Code sont abrogés. ”

2^o D'ajouter à l'art. B, qui deviendrait art. C, ces mots “ dans les limites de sa compétence. ”

C.

“ Le juge d'ordre, dans les limites de sa compétence, pourvoit par des arrêtés, etc. ”

Après avoir terminé l'examen des divers articles du projet, la

commission s'est occupée de trois questions qui ont été posées par quelques-uns de ses membres, mais qui n'ont point été accueillies par la majorité. Nous croyons néanmoins les reproduire devant le grand-conseil.

1^o Un membre observe que le projet de Code ne renferme aucune disposition relative à l'existence et aux droits des personnes juridiques, et propose de régler cet objet. La majorité a observé que les personnes juridiques existant dans le pays ont une autonomie propre, réglée, soit par des actes de fondation, soit par des arrêtés, soit par un état de fait constituant, jusqu'à un certain point, des droits acquis : que les plus considérables de ces personnes, savoir les communes, sont sous l'empire d'une législation spéciale, et qu'ainsi il n'y a rien de particulier à faire à leur égard ; qu'enfin rien n'avait, jusqu'à présent, fait pressentir la nécessité de formuler une législation générale sur la matière, et qu'au contraire la création d'une semblable législation présenterait plus d'un inconvénient, sans qu'on voie bien clairement quels en seraient les avantages.

2^o Le même membre propose d'introduire dans le chapitre du divorce une nouvelle cause de divorce, qui ne serait guère, d'ailleurs, qu'une reproduction des anciennes ordonnances matrimoniales. Il voudrait que les tribunaux fussent autorisés à prononcer le divorce après une séparation d'une durée déterminée, lorsqu'ils auraient la conviction que la vie commune serait désormais impossible entre les époux.

La majorité repousse cette proposition, qui aurait le fâcheux effet de conduire, d'une manière indirecte, au divorce par consentement mutuel et pour incompatibilité d'humeur, divorce tout-à-fait étranger à nos mœurs.

Cette proposition serait en outre contraire aux véritables principes de droit, lesquels ne permettent jamais à une partie de se créer à elle-même des moyens pour le besoin de sa cause.

En effet, ou, après la séparation terminée, la partie qui l'aurait obtenue serait disposée à rejoindre l'autre, ou, au contraire, ce serait la partie condamnée qui refuserait de reconstituer le ménage.

Dans le premier cas, la partie demanderesse se placerait elle-même dans une position telle, que cette position devrait lui faire refuser le divorce et ouvrir à sa contre-partie une action en divorce, si elle jugeait à propos d'ouvrir une pareille action.

Quand le terme d'une séparation est expiré, les époux doivent se réunir ; celui qui refuse déserte le mariage, et il ne peut jamais, par

conséquent, se faire de sa propre désertion un moyen pour demander et obtenir le divorce. Si l'époux qui avait obtenu la séparation, croit avoir ses raisons légitimes pour en prolonger la durée, la loi lui permet de demander cette prolongation aux tribunaux, et même de leur demander le divorce, si des faits nouveaux peuvent justifier une pareille demande : mais, évidemment, la séparation ne peut pas se transformer en divorce de plein droit, tant que les faits qui l'avaient motivée, n'ont point changé de caractère ou acquis plus de gravité par la présence de faits nouveaux.

Dans le second cas, c'est-à-dire si, après l'expiration de la séparation, l'époux condamné refuse de reconstituer le ménage, alors il ouvre, par son refus juridiquement constaté, l'action en divorce en faveur de l'époux innocent; mais s'il offre de se réunir, et si, d'ailleurs, le tribunal n'a pas jugé convenable de prolonger la séparation, l'autre époux n'a décidément aucun motif légitime de demander le divorce, qui ne serait alors fondé que sur l'antipathie de l'un des époux ou l'incompatibilité d'humeur, cause de divorce repoussée par nos coutumes et par nos mœurs.

Nous croyons que tel est le véritable sens de nos ordonnances matrimoniales. Au reste, la majorité, examinant de nouveau la série des causes de divorce écrites dans la loi, estime que cette série est bien suffisante pour permettre aux tribunaux une large appréciation des motifs susceptibles de justifier le divorce de deux époux. Elle croit que plus on voudra *préciser* les diverses causes de divorce, plus on rendra l'appréciation des tribunaux difficile et subtile. Le cercle dans lequel ils pourront se mouvoir, est assez vaste pour y faire rentrer tous les cas spéciaux que la pratique pourra présenter.

La minorité persiste dans son opinion et invoque pour elle l'expérience, mais son opinion ne prévaut pas.

3^o Un membre de la commission aurait préféré à notre coutume le principe du Code français, qui détermine la quotité disponible par une échelle variable, selon le nombre des enfants; mais la commission rejette cette idée, attendu que jamais l'expérience n'a fait sérieusement regretter l'usage établi chez nous, et qu'un usage contraire ne remédierait à rien. Le père ou la mère qui voudra favoriser un de ses enfants, a sous la main vingt moyens pour un de le faire, sans que la loi, quelle qu'elle soit, puisse atteindre le favorisé. En cette matière, on peut dire hardiment que, dans notre canton, les mœurs rendent presque indifférentes les dispositions de la loi sur ce sujet, et qu'il est peu de pays où l'égalité soit aussi généralement

maintenue entre les enfants d'un même père, en ce qui touche la répartition de ses biens.

Telles sont, Messieurs, les réflexions que nous a suggérées l'examen attentif et consciencieux du grand travail présenté par le conseil d'Etat, travail si vivement désiré, et qui répondra, nous n'en doutons pas, à l'attente générale. L'économie du projet, dans son ensemble et dans ses détails, est telle que cette partie du Code peut utilement être promulguée et appliquée avant la dernière partie, dont l'élaboration est même, jusqu'à un certain point, subordonnée à l'accueil qui sera fait aux doctrines émises dans la première. Il importe donc de ne point retarder sans nécessité la discussion et la promulgation, cas échéant, du travail présenté aujourd'hui, afin que le complément de ce travail ne se fasse pas attendre et que le peuple neuchâtelois soit enfin mis en possession d'une législation civile écrite, appelée, depuis bien des siècles, par ses vœux.

Il importe encore, sous un autre point de vue, de hâter la promulgation de cette importante partie du Code. Quand le projet d'une pareille modification a été jeté dans le public, chacun déjà prend ses mesures en vue de l'avenir et des effets éventuels que doit produire la nouvelle législation : on peut dire qu'elle commence à exercer son influence avant d'avoir acquis une existence légale. Aussi, moins l'on prolongera l'état d'incertitude où le public est nécessairement placé par l'apparition d'un semblable travail, moins aussi la transition sera sensible. On doit méditer, mûrir, préparer à loisir les divers éléments dont se compose un Code ; mais quand l'ouvrage est prêt, l'intérêt général exige que la transition soit brusque, rapide et complète : c'est le seul moyen de la rendre sans danger.

Le rapport que nous vous présentons, Messieurs, aurait pu revêtir des formes moins didactiques et moins arides ; mais nous l'avons rédigé essentiellement pour la discussion à laquelle une critique, qui suit pas à pas l'ordre naturel des matières, se prêterait infiniment mieux qu'un simple rapport d'ensemble n'aurait pu le faire. Les idées générales émises dans l'exposé des motifs du conseil d'Etat sont aussi les nôtres, et nous n'aurions pu que les étendre ou les reproduire en variant la forme de leur expression : nous avons cru plus utile de diriger notre travail dans un autre sens et de nous attacher essentiellement à justifier les modifications que nous proposons, et à exposer celles qu'auraient désirées encore quelques membres de la commission, quoique ces opinions soient demeurées en minorité.

Nous pensons, Messieurs, que les éléments fournis par les deux

rapports mis sous vos yeux pourront faciliter l'examen auquel vous allez vous livrer, et abrégé la discussion ; et c'est dans ce but que nous avons essentiellement donné à notre travail la forme sous laquelle il vous est présenté.

Neuchâtel, 18 novembre 1853.

Au nom de la commission :

Le rapporteur, PIAGET.

La lecture du rapport de la commission législative étant terminée, M. le rapporteur fait la proposition suivante, quant au mode de délibération du projet de code civil :

« 1° Ouvrir une discussion générale sur l'ensemble et voter ensuite sur la prise en considération ;

« 2° Si la prise en considération est votée, ouvrir la discussion sur les diverses modifications proposées par la commission législative : les adopter, modifier ou rejeter ;

« 3° Ouvrir ensuite la discussion par chapitres et non par articles ; discuter les amendements proposés ; s'ils sont pris en objet, les renvoyer à la commission législative, sur les conclusions de laquelle le grand-conseil serait appelé à discuter ;

« 4° Voter enfin *in globo* l'ensemble du projet. »

M. G. Petitpierre amende la proposition de M. Piaget, en demandant le retranchement du second alinéa, ce que ce paragraphe a en vue, pouvant être pleinement obtenu par le mode de discussion que comporte le troisième alinéa. M. le rapporteur déclare donner son assentiment au retranchement proposé par M. Petitpierre.

Une discussion prolongée et qui emprunte assez souvent le caractère d'un débat sur le fond, s'engage sur ou à propos des propositions de M. Piaget.

Dans une opinion dont M. Wavre est l'organe principal, on insiste, à plusieurs reprises, sur ce que le décret de 1848 comportait un délai de deux mois entre le moment de la remise du projet de code et de l'exposé des motifs, et celui de l'époque de la discussion. Il n'y a pas deux mois que le projet de code a été communiqué aux députés; il y a cinq semaines au plus; et quant au rapport de la commission de législation, il a été distribué aujourd'hui, séance tenante, aux membres de l'assemblée. Il y a dans cette manière de procéder quelque chose de contraire au décret de 1848, dont les prescriptions sont citées textuellement par M. Wavre. L'orateur rappelle également que le décret dont il s'agit, la confection d'un code pénal, figurait avant celle du code civil.

M. *Lardy* a toujours été partisan de la rédaction de nos coutumes en un corps écrit. Les dispositions du projet actuel lui plaisent en général; mais, vu l'importance du sujet, il aurait désiré qu'il pût s'écouler un délai de trois mois jusqu'à la seconde discussion et la promulgation.

M. *Delachaux*, appuyé par M. Petitpierre, estime qu'il est impossible d'avoir une opinion réfléchie sur les modifications proposées par la commission de législation. Ce n'est pas sur une simple lecture que l'on peut discuter et résoudre des questions dont plusieurs ont une importance considérable. L'orateur propose en conséquence le renvoi de la discussion générale à lundi prochain.

MM. *Wavre*, *Perrot* et *Girard* prennent la parole, soit dans le sens d'un ajournement de la discussion générale, soit pour faire ressortir les avantages d'un double débat, soit enfin pour rendre l'assemblée attentive aux inconvé-

*

nients du mode de discussion proposé par M. Piaget, et lui substituer la discussion par articles, qui, selon eux, facilitera la célérité des débats, au lieu de les prolonger.

MM. *Piaget, Erh. Borel, Challandes, Diacon* et *A. Humbert* parlent en faveur du mode proposé. M. le rapporteur, entre autres, fait remarquer que, pour tout homme spécial, le temps qui s'est écoulé depuis la distribution du projet de code, est amplement nécessaire pour que tous ceux qui ont voulu s'en occuper, aient eu le temps de se former une opinion et d'arriver au grand-conseil avec des idées parfaitement arrêtées sur la matière.

A la votation, les propositions de M. Piaget, amendées par M. G. Petitpierre, sont adoptées à une forte majorité.

Celle de M. Delachaux, tendant au renvoi du débat général à lundi, est également adoptée par 34 voix contre 28.

M. le président annonce que l'importance des débats que soulèvera la discussion du projet de Code civil, et la nécessité qu'il y a à ce que l'analyse de ces débats soit faite dans les Bulletins avec une grande exactitude et une parfaite intelligence de la matière traitée, font désirer au secrétaire-rédacteur, qui n'est point jurisconsulte, que, pendant tout le temps que le grand-conseil consacrerait au Code civil, il lui soit accordé un secrétaire-adjoint.

M. Philippin, membre de l'assemblée, en sa double qualité d'ancien secrétaire du grand-conseil et de secrétaire de la commission législative, offre toutes les qualités qu'on peut désirer pour la circonstance dont il s'agit. Il s'est montré disposé à prêter son concours pendant toute la durée de la discussion du Code civil. Le bureau donne son adhésion à ce choix, d'autant plus qu'il n'en résultera aucune augmentation de dépense.

L'assemblée ayant approuvé cette proposition par un vote, M. Philippin prend place au bureau.

Discussion générale sur la question de la prise en considération du projet de Code civil.

M. Wavre. La discussion qui va s'ouvrir, a, à ses yeux, un caractère bien grave. Il ne pense pas que le grand-conseil ait jamais eu à délibérer sur un objet plus important, plus difficile, et dont la portée puisse être plus grande pour le bonheur présent et pour l'avenir de notre patrie. Il ne s'agit point d'un décret passager et dont l'exécution ne touche qu'aux intérêts du moment, d'une loi partielle qui peut, sans inconvénient, n'avoir qu'une existence temporaire, et qu'il est facile de modifier par une nouvelle disposition législative, abrogatoire ou interprétative; une œuvre plus considérable nous est maintenant dévolue : c'est un projet de Code, formant un ensemble que l'on ne pourra pas modifier plus tard sans inconvénient, une fois qu'il aura été adopté, et qui doit ainsi exercer une action majeure et indélébile, non-seulement sur la prospérité, mais, chose plus considérable, sur les mœurs, la moralité de notre pays, et avoir une influence notable, non-seulement sur nos destinées, celle de nos enfants et après-venants, mais aussi sur celles des générations plus éloignées.

Quand on est père de famille, quand on est sincèrement, vivement et de longue date, attaché à sa patrie, faut-il s'étonner que l'on soit fortement préoccupé, même inquiet, lorsqu'on voit apparaître une œuvre pareille; n'est-il pas naturel d'éprouver ensuite un sentiment de chagrin et d'irritation, lorsqu'on voit que, pour une affaire aussi considérable, à laquelle le rédacteur a dû se préparer depuis

cinq ans passés, on cherche à précipiter la délibération de l'assemblée législative, qui, cependant, est seule responsable devant le pays; que l'on paraît vouloir écarter, pour cette œuvre permanente comme pour un décret passager ou une loi isolée, l'épreuve à distance du second débat, adoptée et suivie sans exception dans toutes les législatures suisses qui nous environnent et dans tous les parlements des monarchies constitutionnelles, et que l'on refuse ainsi l'intervalle de temps nécessaire pour consulter sur l'œuvre de la commission législative, dont on a donné, il y a deux jours, première communication, le peuple neuchâtelois, qui a cependant son bon sens, comme ses mandataires, et qui, il le paraît à l'orateur, avait son mot à dire sur ce projet amendé, qui touche de si près à ses intérêts les plus intimes et les plus précieux? Dans une circonstance où la politique ne doit, Dieu merci, point intervenir, et dans laquelle, ne connaissant presque pas l'opinion de ses collègues, et voyant l'entraînement codificateur dominer, il peut prévoir qu'il restera en minorité, l'orateur tient à conserver souvenir et acte de ses paroles.

Dans quelques années, et quand on aura fait l'expérience d'un nouveau code, peut-être trouvera-t-on alors, mais trop tard, en revoyant ces observations, que l'orateur pouvait cependant avoir raison sur certains points.

L'orateur poursuit en disant que, s'il s'élève plus tard contre la trop grande place donnée dans le projet de Code aux textes et aux formes françaises, c'est parce qu'il y voit un danger pour notre nationalité neuchâteloise.

Il termine cet exorde en disant que, pour rendre à César ce qui lui appartient, il doit reconnaître que, s'il n'est pas d'accord avec le projet, quant aux résultats et aux points de détail, il y a eu un grand travail accompli au milieu

d'occupations nombreuses ; qu'en plusieurs points, le rédacteur paraît avoir fait des efforts pour se rapprocher du droit neuchâtelois, qu'on aurait pu bouleverser bien davantage, et, à ces divers titres, il y a reconnaissance à lui témoigner.

L'orateur poursuit en examinant cette triple proposition :

1° La codification en législation civile est-elle un bien, une nécessité ?

2° Dans notre pays en particulier, le moment est-il favorable pour se livrer à ce travail, et surtout pour l'adopter *in globo* et séance tenante : y a-t-il urgence ?

3° Le projet de Code qui est proposé est-il convenable au peuple neuchâtelois et assorti aux besoins et aux mœurs de de notre pays ?

Après avoir cité l'opinion de divers auteurs, de Rossi et de Paillet, entre autres ; après avoir fait remarquer que le Code français, fait de 1802 à 1804, a été commenté, développé et interprété par 80,000 arrêts et décisions qu'il faudra nécessairement consulter, si le projet est adopté, l'orateur conclut sur la première question, en disant qu'il devra au moins rester des doutes, dans l'esprit des membres du grand-conseil, sur l'avantage et l'utilité d'une codification en général.

Relativement à la seconde proposition, l'orateur fait remarquer que notre pays n'est pas encore sorti de la révolution ; que nous ne sommes pas encore arrivés à l'état de calme nécessaire pour faire un Code. Cette œuvre à laquelle toutes les forces vitales et intellectuelles du pays auraient dû pouvoir concourir, est faite dans un moment où, suivant l'orateur, la commission législative est en quelque sorte confondue avec le conseil d'Etat. L'orateur termine, sur

cette seconde question, en disant qu'il n'y a pas dans ce moment la pondération et le contrôle nécessaires pour donner à l'œuvre de notre codification un caractère national et neuchâtelois, et lui assurer l'assentiment de toutes les populations du pays.

Quant à la troisième question, l'orateur la résout négativement; il trouve que le projet de Code ne sent pas assez le terroir, le vin du crû. Tandis que, suivant lui, les premiers articles du Code devraient être comme une sentinelle criant au lecteur : *garde à vous, vous êtes sur le territoire neuchâtelois*, le premier titre est la reproduction textuelle, mot pour mot, du Code français.

Au point de vue politique, n'y a-t-il pas quelque danger à se mettre ainsi dans les eaux françaises? Un petit pays ne doit-il pas être très jaloux de sa nationalité par instinct de conservation? Ne devons-nous pas nous souvenir que c'est grâce à la différence de lois et d'institutions que nous avons été protégés contre les velléités de Louis XIV, lorsqu'il voulait évoquer devant son parlement les questions de succession à la souveraineté du pays, jugées en 1707; que c'est à cette même circonstance que nous devons de n'avoir pas été incorporés à la France, lors de la domination du premier Bonaparte et du prince Berthier?

L'orateur termine en présentant les observations suivantes :

1° Il regrette de ne pas voir dans le projet la reconnaissance des communes et corporations, ainsi que cela a été fait dans les Codes d'autres cantons suisses.

Or, sans communes, il n'y a pas de Suisse.

2° La législation du mariage est tout à fait française, et consacre une innovation dans notre droit : les facilités don-

nées au divorce paraissent à l'orateur dangereuses pour la moralité et le bonheur des familles.

3° Les droits acquis aux enfants naturels sont nouveaux et parfois dangereux pour la moralité et le repos des familles.

Les communes sont chargées de prestations à cet égard, tandis que l'Etat seul reçoit les successions, ce qui ne paraît point juste.

4° L'organisation des tutelles est nouvelle et ne paraît pas complète. On ne propose ni le conseil de famille, comme en France, ni l'action des communes, comme partout ailleurs en Suisse.

5° La matière de la possession n'est point traitée dans le projet.

6° Il y a des dispositions nouvelles quant à l'usufruit, et des prescriptions assez dures quant aux servitudes : cela mériterait au moins réflexion et consultation du pays.

7° Dans le droit de succession, on a introduit un expédient qui n'est conforme ni à notre ancienne coutume, ni au droit commun, ni au droit français.

8° Les règles posées pour les remplois sont nouvelles et ne paraissent pas praticables à l'orateur.

M. *Wavre* termine en disant : « Je ne regrette pas qu'un » travail ait été fait, et j'en remercie son auteur. Je ne » repousse même pas la prise en considération et la discussion détaillée ; mais, comme je trouve que ce projet contient des innovations, et qu'il est par trop habillé à la » française, je désire qu'il y ait intervalle, que le peuple » neuchâtelois puisse émettre son opinion et ses vœux, et » qu'enfin la commission ait le temps de retravailler sa rédaction pour la rendre plus nationale et plus neuchâteloise. »

M. *H. Calame*, dans un moment aussi important, où le grand-conseil se dispose à voter tout d'une pièce un corps de droit écrit, éprouve le besoin de caractériser sa position. Il déclare d'entrée qu'il ne fait de cette affaire, ni un thème ni une occasion de lutte politique. A prendre le travail dans son ensemble, et abstraction faite de quelques parties qui n'auront jamais son assentiment, l'orateur rend justice au Code proposé.

Comme juriste et comme citoyen, il voit cependant, avec peine, l'atteinte portée à notre droit : comme juriste, parce qu'il appartient à l'école historique ; comme citoyen, parce que c'est toujours avec peine qu'on abandonne une partie de sa nationalité et que le droit d'un pays est sa nationalité.

La coutume, dont on ignore trop l'origine, est le droit des peuples dont nous descendons, comme les coutumes de France étaient le droit des diverses nationalités dont se compose aujourd'hui l'empire français.

On dira, sans doute, que nos coutumes ne sont pas abolies, qu'elles sont consacrées, au contraire, par leur réception dans le nouveau Code. Si cela est vrai dans une certaine mesure, on ne saurait cependant méconnaître que la coutume qui, jusqu'ici, avait la première place, sera reléguée à l'arrière-plan et remplacée au premier rang par le droit commun, le Code français.

Jusqu'ici, la coutume était un arbre ; c'est maintenant une branche que l'on ente sur un arbre d'essence étrangère. Ce qui restera de notre coutume, n'existera plus en vertu d'un titre qui lui soit propre ; mais sa présence dans le Code sera le résultat d'une concession. C'est de quoi l'orateur est douloureusement affecté.

Il reconnaît et avoue la nécessité d'un droit écrit; nos coutumes ne peuvent plus être et ne sont plus, depuis longtemps, à l'état de droit oral : l'époque de ce droit est passée. La nécessité du droit écrit va en progressant; l'activité industrielle et commerciale a fait disparaître cette habitude qu'avaient nos ancêtres de s'occuper de la coutume, soit en copiant de leur main des ouvrages y ayant rapport, soit en fréquentant les audiences des cours de justice : partout la tradition a disparu.

Mais en avouant la nécessité du droit écrit, l'orateur n'avoue point la nécessité d'une codification.

Qui dit codification, dit table rase; c'est pour cela que l'orateur n'est point l'ami de la codification, tandis qu'il le serait de la consécration dans un corps écrit d'un droit tirant son origine de la coutume et du développement historique du peuple neuchâtelois. L'orateur reconnaît que la commission législative, aussi bien que le conseil d'Etat, étaient liés par le décret du 1^{er} septembre 1848, qui a ordonné la rédaction d'un Code civil ayant pour base la législation française.

Il dira même que, code pour code, il préfère à bien d'autres, à tout autre peut-être, le Code français.

Il reconnaît aussi le mérite du travail actuel : il a été fait avec discernement ; ce qui de notre droit y a été enchâssé, témoigne du travail du rédacteur ; mais cela ne change en rien les convictions de l'orateur. M. Wavre a dit tout ce qu'on peut dire sur les illusions que l'on se fait quant aux avantages du Code : si l'on imagine que tout homme deviendra jurisconsulte, parce qu'il aura un Code dans les mains, c'est une erreur considérable. Savoir un Code, connaître comment ses diverses dispositions se com-

binent et se complètent réciproquement, c'est là une étude difficile qui restera le domaine des hommes spéciaux.

Aussi l'application du Code nécessitera-t-elle, de la part des juges, une somme de connaissances beaucoup plus considérables, et, bien loin d'avoir plus de facilité à composer nos tribunaux, les difficultés sous ce rapport ne feront qu'augmenter.

Le vague de la coutume a été représenté souvent comme une cause de procès, mais l'orateur s'est convaincu du contraire dans sa pratique : lorsqu'on ne sait pas comment on sera jugé, les éventualités font réfléchir et l'on ne plaide pas ; tandis que, lorsque l'on a un texte formel, chacun se fait une opinion qu'il croit fondée, et de laquelle il ne veut pas se départir.

L'orateur termine en disant qu'il y a dans le projet proposé des chapitres qu'il adopterait sans changement, comme loi détachée, mais qu'il y en a d'autres dont la présence dans le Code l'obligerait à déposer un vote de rejet.

Personne ne demandant plus la parole, la discussion générale est close ; il est passé à celle des chapitres à teneur de la décision prise dans la séance du 25 courant.

En conséquence, il est fait lecture du préambule et du titre préliminaire, après, toutefois, un vote par lequel le grand-conseil a pris en considération le projet de Code présenté.

M. *Humbert-Droz* fait remarquer que l'on perdra inutilement un temps considérable, si l'on continue à lire successivement tous les chapitres du Code ; il croit que cette marche n'est point d'accord avec la résolution prise vendredi dernier, et il propose, en conséquence, que chaque chapitre soit mis en discussion sans lecture préalable.

M. *Gonzalve Petitpierre* pense que cette marche serait sans antécédents dans aucune assemblée délibérante; c'est pourquoi il la repousse.

La proposition de M. Humbert-Droz ne reçoit pas l'appui réglementaire.

M. *Wavre* passe en revue les articles qui composent le titre préliminaire; il trouve l'article 1^{er} trop prétentieux dans sa rédaction. Il pense qu'il n'est pas correct de dire que les lois sont exécutoires *en vertu* de la promulgation qui en est faite par le conseil d'Etat, mais qu'il faudrait dire : *après* cette promulgation. — Il faudrait réserver dans l'article 2 les lois interprétatives qui peuvent disposer rétroactivement. — Le dernier alinéa de l'article 5 introduit le statut personnel en opposition au régime du droit territorial, qui est notre droit ancien. — L'article 4 est trop rigoureux, puisqu'il pourrait parfaitement arriver qu'un juge fût de bonne foi en refusant de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi. — L'article 5 aurait sa raison d'être, si l'état nouveau devait succéder aux Trois-Etats, par exemple, ou aux parlements de France, qui réunissaient le pouvoir législatif au pouvoir judiciaire. — L'article 6 est vague; il dit trop ou trop peu. — L'orateur conclut sans faire aucune proposition, et déclare qu'il attend des explications.

M. *Piaget*. Par le mode de discussion adopté par le préopinant, on arriverait à faire un cours de droit, mais non pas un Code. On trouve absurde et anti-neuchâtelois de dire que les lois sont exécutoires dans tout le territoire de la République et canton de Neuchâtel; de ce que le territoire est petit, en résulte-t-il qu'il faille n'en pas parler? Et puis, l'orateur tient beaucoup à ce que ces mots

République et Canton se trouvent dans le premier article du Code.

Que l'on dise que les lois sont exécutoires *en vertu* ou *après* la promulgation qui en est faite par le conseil d'Etat, c'est à quoi l'orateur n'attache qu'une importance secondaire; il se bornera à faire remarquer que cette disposition du projet reproduit un article de la Constitution qui remet au conseil d'Etat la mission de promulguer les lois. Il n'en résulte pas un droit pour le conseil d'Etat, c'est un devoir qui lui est imposé. L'orateur estime, quant à lui, que le statut personnel est notre droit ancien : ainsi, par exemple, le mariage d'un Neuchâtelais célébré en pays étrangers avec une parente n'aurait point été précédemment et ne serait point reconnu aujourd'hui par les autorités neuchâteloises, si les époux étaient parents à un degré prohibé, alors même qu'ils justifieraient que cette prohibition n'existait pas dans les lois du pays où ils se sont mariés. Le statut personnel existait donc, non pas à l'état positif et formel, si l'on veut, mais d'une manière latente. L'article 4 doit être maintenu; où le Code n'aura pas statué, il restera le droit ancien, d'où il résulte que les juges pourront toujours prononcer. — L'orateur ne rougit point de l'observation qui lui a été faite d'avoir tiré ses textes du Code français; il ne voit point la nécessité, quand il trouve un texte correct, au point de vue de la langue, concis et clair, de lui faire subir des transformations pour lui donner la couleur locale.

M. *Lardy* n'envisage pas qu'il soit nécessaire de procéder toujours par amendement; il croit, au contraire, que, pour l'application future de la loi, il est utile que le rapporteur puisse être interpellé sur le sens et la portée de tel ou tel article, et que ses réponses soient relatées au procès-

verbal. Relativement à l'article 1^{er}, il propose un amendement, consistant à dire : *après la promulgation*, au lieu de : *en vertu de la promulgation*. Il insiste sur la nécessité de règles précises touchant la promulgation des lois. Il pense que jamais le canton de Neuchâtel n'a admis le droit de statut personnel ; que la capacité des personnes a toujours été régie par le domicile, et non par le lieu d'origine, et qu'à cet égard la discussion actuelle a été utile.

M. *Piaget* a déjà déclaré qu'il ne voyait personnellement aucun obstacle à l'amendement proposé par M. *Lardy*. Il est d'accord que les dispositions relatives à la promulgation des lois devront être complétées ; mais, par les motifs indiqués dans le rapport de la commission, il pense que ce complément n'appartient pas au Code, mais qu'il devra faire l'objet d'une loi ou d'un règlement spécial. L'orateur revient sur la question du statut personnel et du droit territorial ; il maintient l'opinion qu'il a émise, que les Neuchâtelois résidant en pays étrangers sont et ont toujours été régis par le droit neuchâtelois, quant à l'état et à la capacité des personnes : ce qui ne veut point dire que le statut personnel soit applicable aux étrangers domiciliés dans le canton de Neuchâtel, et qu'ils ne soient pas soumis à la loi du canton. Ainsi, un Vaudois qui, d'après la loi de son canton, n'est majeur qu'à 23 ans, serait reçu, s'il était domicilié dans le canton de Neuchâtel, à contracter comme majeur, à 19 ans accomplis ; les obligations par lui souscrites dans ces conditions seraient valables et exécutoires dans le canton de Neuchâtel, ce qui ne veut point dire que lorsqu'on voudrait en poursuivre l'exécution dans le canton de Vaud, elles seraient admises comme régulièrement contractées.

M. Wavre propose :

1° De rédiger l'article 1^{er} de la manière suivante :

Article 1^{er}. La loi n'est obligatoire qu'après sa promulgation dans la forme prescrite. Elle sera réputée connue et exécutoire deux jours après le dépôt dans chaque greffe.

2° De rédiger l'art. 3 dans les termes suivants :

Article 3. — L'état et la capacité des personnes sont régis par les lois de leur domicile réel.

3° De supprimer les articles 4 et 5 du projet.

M. Lardy, tout en reconnaissant que les prescriptions relatives à la promulgation des lois doivent faire l'objet d'un règlement ou d'un décret spécial, propose d'ajouter à la fin du second alinéa de l'article premier, ces mots : « *moyennant que cette promulgation ait pu être connue.* »

M. Perrot. Le chapitre actuellement en discussion n'a que six articles, et déjà une discussion fort longue est engagée, et des propositions de diverse nature sont en présence. L'orateur croit qu'il y aurait avantage, même au point de vue de la célérité, à revenir sur la décision prise vendredi dernier, et à discuter article par article : il en fait la proposition en réservant que les amendements proposés seront renvoyés à l'examen et au rapport de la commission législative.

M. Gonzalve Petitpierre demande que la discussion porte maintenant sur la motion d'ordre faite par M. Perrot, motion qu'il déclare appuyer.

M. Lardy pense que si ce mode est adopté, on ne pourra repousser un amendement par le motif qu'il entraînerait des changements à un article déjà voté.

M. Piaget. Le Code français renferme bien les mots que M. Lardy veut ajouter au deuxième alinéa de l'article 1^{er},

mais après avoir dit : « moyennant que cette promulgation ait pu être connue, » le Code français ajoute une disposition tout aussi arbitraire que celle dont on cherche à obtenir la modification.

« *La promulgation*, dit le Code français, *sera réputée connue dans le département où siégera le Gouvernement, un jour après celui de la promulgation, etc.* » Il est indispensable, chacun le comprend, qu'il ne puisse pas y avoir de doute sur le moment à partir duquel une loi est exécutoire, et qu'il ne puisse pas s'élever des procès sur cette question.

Quant au mode de votation proposé par M. Perrot, l'orateur craint l'influence d'amendements dont on n'aurait pas prévu les conséquences.

M. Perrot pense que cet inconvénient n'existera pas, puisque chaque amendement sera renvoyé à la commission de législation.

M. Piaget. Si la proposition de M. Perrot est adoptée, il conviendrait de réserver au grand-conseil le droit de *rejeter* des amendements proposés, sans les renvoyer à la commission de législation.

M. Perrot déclare qu'il l'entend ainsi.

La proposition de M. Perrot, ainsi expliquée, est adoptée par trente suffrages; onze membres se lèvent à la contre-épreuve.

L'amendement consistant à substituer à l'article premier, le mot *après* à ceux *en vertu de*, est adopté à une assez forte majorité.

M. Wavre rappelle qu'il a proposé une autre rédaction pour l'article premier, et il demande qu'elle soit mise aux voix.

M. *Piaget*. Tout à l'heure, M. Wavre voulait que, dès les premières lignes du Code, le lecteur trouvât un article qui lui apprît qu'il était sur territoire neuchâtelois, et c'est justement les mots qui répondent à cette pensée, ceux qui, à la première ligne du Code, indiquent qu'il est fait pour la *République et Canton de Neuchâtel*; c'est ces mots que M. Wavre retranche dans sa rédaction !

L'article proposé par M. Wavre ne reçoit pas l'appui réglementaire.

L'article premier du projet est adopté avec l'amendement qui substitue le mot *après* à ceux *en vertu de*.

L'article 2 est adopté sans discussion.

La rédaction proposée par M. Wavre pour l'article 3, ne reçoit pas l'appui réglementaire.

M. *Wavre* propose ensuite la suppression de l'article 3, ce qui n'est pas davantage appuyé.

L'article 3 du projet est ensuite adopté.

La proposition de M. Wavre tendant à retrancher l'article 4, n'est pas appuyée.

Il retire la proposition qu'il a faite de retrancher l'article 5.

Les articles 4, 5 et 6 sont successivement adoptés sans changements.

LIVRE I. — *Des Personnes.*

TITRE I. — *De la jouissance et de la privation des droits civils.*

CHAPITRE 1^{er}. — *De la jouissance des droits civils.*

A propos de l'article 7, M. *Wavre* fait remarquer que la plupart des législations distinguent deux sortes de personnes, savoir : les personnes physiques, et les personnes morales ou juridiques.

Le projet ne parlant que des premières, M. Wavre désire l'introduction d'un article consacrant l'existence des personnes morales.

M. *Piaget*. La Constitution, loi suprême de l'Etat, a garanti l'existence des communes; il n'est donc point nécessaire de les rappeler. Introduire dans le Code la disposition qui est réclamée, ce serait risquer de donner à une série d'institutions une existence autre que celle qui résulte pour elles de leurs actes de fondation; c'est ce qui ne doit pas être fait. Ce n'est, au reste, pas dans le chapitre maintenant en discussion, chapitre qui traite des personnes *physiques*, que l'on pourrait logiquement introduire des dispositions relatives aux personnes morales.

M. *Perrot*. La Constitution est bien la loi suprême du canton; mais comme elle est révisible à des époques fixes, l'existence des corporations dont elle parle, pourra être mise en question chaque fois que la Constitution le sera elle-même. Il y a donc urgence à ce qu'il soit fait quelque chose dans le sens proposé par M. Wavre.

M. *Piaget* ne pense pas que, par une révision de la Constitution, on puisse jamais toucher à l'existence des communes et bourgeoisies. Autant la conservation de ces corporations publiques est nécessaire, autant il serait fâcheux de créer des corporations qui toutes, le Code à la main, prétendraient avoir une autonomie, que ni la pratique ni leur acte constitutif ne leur ont donnée.

M. *Lardy*. Notre pays possède un grand nombre de fondations pieuses qui, à juste titre, ont l'affection du pays: ainsi l'hôpital Pourtalès, l'hospice de Préfargier, les Billoses, etc., etc.

Voilà bien certainement des personnes juridiques: si le

silence de la loi, relativement à leur existence, doit être interprété d'une manière qui ne soit pas compromettante pour elle, l'orateur est satisfait.

M. Jacot-Piaget. Les droits que l'on cherche à sauvegarder sont tous garantis par la Constitution; il n'y a assurément personne dans l'assemblée qui songe à les attaquer en façon quelconque. Si l'orateur n'en était pas convaincu, il voterait avec le préopinant; mais il n'y voit aucun avantage, parce qu'il est certain que sa pensée est celle de chacun dans l'assemblée.

M. H. Calame fait remarquer que les garanties constitutionnelles dont on paraît vouloir parler, sont celles des articles 60 et 61 de la Constitution, et que ces articles s'appliquent seulement aux communes, bourgeoisies et corporations; qu'ils ne sont donc point suffisants pour d'autres personnes juridiques.

M. Piaget. Le Code ne peut pas garantir les corporations; il n'y a que la Constitution qui puisse le faire. Le gouvernement, composé d'un grand conseil et d'un conseil d'Etat, pourrait fort bien les supprimer par des arrêtés, si elles étaient nuisibles. Les corporations doivent leur existence à des actes de fondation. La proposition de M. Wavre a été discutée par la commission de législation, qui l'a repoussée à l'unanimité : la commission a pensé qu'en présence de l'état de fait, chacune des fondations auxquelles on fait allusion, devait tirer son existence des actes qui l'ont constituée, et qu'il n'y avait pas lieu de procéder par voie de dispositions générales.

M. Wavre voit dans l'opposition de M. le rapporteur les sentiments du Code français, c'est-à-dire de Napoléon tout puissant, qui ne voulait pas l'existence de corps intermé-

diaires. Les codes de la Sardaigne, des Deux-Siciles, de Fribourg, Berne et Argovie, ont tous consacré l'existence des communes et des personnes morales. Puisqu'il y en a chez nous, pourquoi ne pas en faire autant?

M. *Challandes*. Les dispositions introduites dans les codes cités par M. Wavre avaient sans doute en vue les couvents ou d'autres corporations religieuses.

M. *Piaget*. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de difficultés pour les corporations dont on parle : elles ont été admises à agir en justice et à faire d'autres actes de cette nature; elles sont au bénéfice de l'article 8, dans les limites des actes qui les ont fondées.

M. *Delachaux* cite les articles 1, 41 et 43 du Code fribourgeois. Il suffit de lire ces articles, dit-il, pour justifier pleinement la proposition de M. Wavre, qui n'a aucun inconvénient quelconque, quand, d'ailleurs, on réserve l'autorisation du gouvernement comme condition *sine qua non* de l'existence d'une personne juridique.

M. *Lardy* reconnaît que la question qui est maintenant discutée, n'est pas de celles qui s'improvisent, mais il désire qu'elle soit renvoyée à la commission législative pour l'examiner et faire les rédactions qu'il conviendra. Dans le cas où ce renvoi ne serait pas voté, il demande qu'il soit statué sur la proposition suivante qu'il dépose :

« Je propose au grand-conseil de témoigner, par un vote,
» que le silence du Code sur les fondations pieuses et
» autres personnes juridiques ne porte aucune atteinte à
» leur existence. »

M. *Piaget* reproduit les motifs du rapport de la commission, et il demande si, en France, si, dans le canton de Vaud, l'existence des personnes juridiques est compromise, parce que le Code se tait sur leur compte.

L'orateur combat la proposition de M. Lardy ; elle est illogique, parce qu'il n'est pas de règle de procéder par vote négatif ; elle est dangereuse, parce qu'elle conduirait à ratifier *in globo* des corporations dont les actes constitutifs, si tant est que plusieurs d'entre elles en possèdent, sont parfaitement inconnus du grand-conseil.

M. Girard ne veut entrer dans cette question qu'avec circonspection, mais il désire voter en connaissance de cause. Il lui a paru qu'il y avait une lacune dans le projet, en ce qui touche les personnes juridiques, et il verrait avec plaisir que le Code en consacrat l'existence et déterminât les conditions dont elle dépend.

M. Perrot dépose la proposition suivante :

« Je propose au grand-conseil de charger la commission
» législative de compléter le *Livre des personnes* par un ar-
» ticle reconnaissant l'existence légale des personnes juri-
» diques ou morales. »

M. Wavre propose un article ainsi conçu :

« Les communes, les établissements publics et de cha-
» rité, les sociétés autorisées par l'Etat, et les autres corps
» moraux, sont considérés comme autant de personnes qui
» jouissent des droits civils, conformément aux lois en vi-
» gueur. »

La proposition de M. Perrot n'obtient que 17 suffrages ; 26 membres se lèvent à la contre-épreuve.

Les propositions de MM. Wavre et Lardy demeurent en minorité.

L'article 7 est adopté.

L'article 8 du projet statue que tous ceux qui résident ou habitent sur le territoire neuchâtelois jouissent des droits civils, quelle que soit d'ailleurs leur origine.

M. *Wavre* demande si cet article est applicable aux Juifs, et s'ils pourront acquérir des immeubles dans le canton.

M. *Piaget* répond que cet article du Code devra être interprété en le combinant avec les dispositions restrictives des lois et des traités relatifs aux Israélites. Or, d'après les textes de ces lois et de ces traités, ils ne peuvent acquérir des immeubles dans le pays.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 statue que tout enfant né d'un Neuchâtelois en pays étranger est Neuchâtelois.

M. *Wavre* fait remarquer que cet article est en contradiction avec la loi française, qui décide que tout enfant né en France est Français.

M. *Piaget*. L'enfant né en France d'un étranger ne devient pas Français par le fait de sa naissance, mais par la déclaration qu'il peut faire, lorsqu'il est majeur, qu'il accepte la nationalité française; il n'y a donc pas de contradiction.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

M. *Calame* fait remarquer que le paragraphe 1^{er} de l'article 12 trouverait plus naturellement sa place dans la législation pénale, et il en demande le retranchement.

MM. *Perrot et Wavre* demandent si l'article 12 est applicable aux Neuchâtelois domiciliés hors du canton.

M. *Piaget*, tout en reconnaissant ce qu'il y a de logique dans le raisonnement de M. *Calame*, pense néanmoins qu'il est utile de grouper dans un même cadre tous les cas où, quoique non domicilié dans le canton, on peut être cité devant ses tribunaux.

Il répond affirmativement à la question posée par MM. Wavre et Perrot, et indique que l'esprit de l'art. 12 est de placer sous la juridiction des tribunaux du canton tous les délits commis sur le territoire et toutes les actions en résultant.

Le retranchement proposé par M. Calame reste en minorité.

M. *Lardy* propose de retrancher les mots : « pourvu » que l'action soit ouverte dans les trois mois qui suivront » son départ, » qui terminent l'article 12.

M. *Piaget*. Le droit consacré par l'article 12, en tant que droit exceptionnel, doit être limité et précis ; il s'oppose au retranchement.

La proposition de M. *Lardy* reste en minorité.

M. *Wavre* propose de substituer au mot : « l'étranger, » qui commence le premier et le dernier alinéa de l'art. 12, les mots : « toute personne. »

M. *Philippin* s'aperçoit que plusieurs députés procèdent en demandant des explications, et non point en faisant des propositions : il semble que l'on veut déjà créer un commentaire du Code avant que le Code existe. Si les textes ne paraissent pas suffisamment clairs, c'est maintenant que l'on discute qu'il faut proposer les amendements destinés à donner un sens précis à ce qui pourrait paraître ambigu. Comme membre de la commission de législation, l'orateur pense que le rapport présenté par celle-ci doit seul être considéré comme expliquant ce qu'elle a entendu.

L'amendement proposé à l'article 12 par M. *Wavre* est renvoyé à la commission de législation.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *De la privation des droits civils.*

Les articles 15 et 16 sont adoptés sans discussion.

M. *Wavre* demande quelles sont chez nous les peines réputées infamantes.

M. *Piaget* répond que cette disposition appartient à la législation pénale.

M. *Delachaux* propose d'ajouter à l'article 17 une disposition portant que la condamnation à une peine infamante emportera de plein droit l'exclusion du service militaire. Cette proposition ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 17 et 18 sont adoptés.

TITRE II. — *Des actes de l'état civil.*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Les articles 19, 20, 21 et 22 sont adoptés.

M. *Perrot* propose de dire à l'article 23 « qui empêchera les comparants, » etc., au lieu de « qui empêche. » — Adopté.

L'article 23 est adopté.

M. *Lardy* propose d'ajouter à l'article 24 une disposition portant que les registres de l'état civil seront tenus à double.

M. *Piaget*. La commission est d'accord sur ce point, mais elle pense que cette disposition devra être renfermée dans des arrêts particuliers prévus par l'article 30. — L'article 24 est adopté.

A propos de l'article 25, M. *Perrot* propose d'admettre, avec le Code français, que toute personne pourra demander des extraits des registres de l'état civil.

M. *Piaget*. Des raisons de police ont engagé la commis-

sion à ne pas adopter cette idée. Avec la quantité d'étrangers qui se trouvent dans notre canton, il y aurait à craindre qu'il ne fût fait un mauvais usage de ces extraits des registres de l'état civil, qui pourraient ainsi être demandés par chacun.

M. Perrot retire sa proposition.

L'article 25 est adopté, ainsi que l'article 26.

Sur la proposition de M. Wavre, l'article 27 est renvoyé à la commission, pour qu'elle examine s'il convient d'ajouter à cet article un amendement portant que tout acte de l'état civil fait en pays étranger fera foi jusqu'à *inscription en faux*.

Les articles 28, 29 et 30 sont adoptés.

CHAPITRE. II. — *Des actes de naissance.*

A l'occasion de l'article 31 qui statue : « Les déclarations » de naissance seront faites, dans les huit jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu, » M. Wavre fait remarquer que le Code français exige la présentation de l'enfant. Cette formalité se trouvait remplie précédemment par la présentation de l'enfant au baptême.

Il est important qu'il ne puisse pas y avoir de fraude sur l'époque de la naissance, car dans plus d'un cas cela peut influencer sur la dévolution de successions.

M. Piaget. Il est presque généralement reconnu en France que l'obligation, souvent compromettante pour la vie et la santé des enfants, de les présenter à l'état civil, doit être abrogée. On ne peut astreindre les officiers de l'état civil à se transporter à l'endroit où se trouve l'enfant nouveau-né; cette astriiction ne peut non plus être imposée aux témoins.

M. *Lardy* comprend les objections présentées par le préopinant; cependant il désire que la commission examine s'il ne serait pas possible d'obtenir par les témoins des garanties sur la sincérité des déclarations faites.

M. *Piaget*. Les crimes de suppression et de supposition d'enfants sont inconnus chez nous; il ne faut pas, pour l'exception, créer des règles qui seraient d'une exécution pratique très-difficile ou même impossible.

M. *H. Calame*. Cette affaire est si grave qu'elle vaut bien le renvoi à la commission.

M. *Girard*. Les difficultés d'application ne seraient point si considérables que le pense M. *le rapporteur*.

M. *Philippin*. Assurer, par le contrôle des témoins, la sincérité des déclarations faites dans l'acte de naissance par les parents de l'enfant, a paru à la commission être impossible ou illusoire dans la pratique.

Ou bien les témoins seront des citoyens connaissant exactement la portée des déclarations qu'ils vont faire, et alors ne voulant déclarer que ce dont ils seront certains, que ce qu'ils auront vu, il faudra, en quelque sorte, les faire assister à l'accouchement; ou bien les témoins ne se rendront pas raison d'une manière exacte de la valeur et de l'importance de leurs déclarations, et alors on aura satisfait à la lettre de la loi, sans avoir obtenu le résultat que l'on recherche.

M. *Delachaux* pense qu'il ne faut rien changer à l'article du projet; les parents sauront toujours appeler des témoins lorsqu'ils auront intérêt à le faire. — Le renvoi à la commission n'est pas voté.

L'art. 31 est adopté ainsi que l'art. 32.

M. *Lardy* propose d'ajouter à l'art. 33 une disposition portant que : « autant que possible, l'officier de l'état civil
« se fera produire les actes de l'état civil des père et mère
« de l'enfant. »

M. *Piaget*. Cette mesure est bonne pour assurer l'indication exacte et la bonne orthographe des prénoms et des noms ; mais, dès que la disposition ne peut être impérative et absolue, il vaut mieux la renvoyer aux règlements de détail.

L'amendement proposé par M. *Lardy* reste en minorité, et l'art. 33 est adopté.

L'art. 34 statue que « toute personne qui aura trouvé
« un enfant nouveau-né sera tenue de le présenter à l'auto-
« rité communale. »

M. *Wavre* demande pourquoi cette présentation n'aurait pas lieu, comme en France, à l'officier de l'état civil. Il demande aussi si ces mots *l'autorité communale* doivent être entendus dans un sens restreint, et si c'est à la commune qu'on s'adressera dans les endroits où il y a municipalité.

M. *Piaget* fait remarquer que les art. 34 et 35 du projet sont extraits de la Loi sur les enfants naturels.

Il s'élève, sur la question posée par M. *Wavre*, une discussion à laquelle prennent part l'auteur de la question et MM. *Piaget*, *Guillaumé*, *Philippin*, *A. Humbert*, *Thomas*, *Calame* et *Clerc-Leuba*.

On soutient, d'une part, que dans les endroits où la municipalité a succédé à la commune, c'est à l'autorité *municipale* que l'enfant doit être présenté.

On se fonde sur les motifs suivants :

1° La Loi municipale, qui est postérieure à la Loi sur les enfants naturels, statue art. 2 et 5 :

« ART. 2. — Dans les communes ou bourgemoisies où le
« système municipal est substitué au régime communal,
« toutes les charges, comme toutes les attributions et la
« compétence données par la Constitution et par les lois et
« ordonnances aux communes et bourgemoisies, passent de
« plein droit à la municipalité.

« ART. 5. — Si, dans l'exercice de la police locale, la
« municipalité, par négligence, procurait un heimathlose à
« la commune, elle devra l'indemniser convenablement. »

2° On fait remarquer que dans les localités où la municipalité a été établie, la commune est réduite au rôle d'une simple chambre de charité ou caisse de famille, dont les administrateurs pourraient même ne pas demeurer dans la commune.

3° On fait remarquer enfin qu'aux Eplatures, par exemple, où il y a municipalité sans qu'il y ait jamais eu de commune, c'est à l'autorité municipale que l'on serait bien obligé d'avoir recours.

D'autre part, on se fonde :

1° Sur ce que l'enfant trouvé appartient à la commune sur le territoire de laquelle il a été trouvé, sauf le recours de celle-ci contre la municipalité, s'il y a lieu.

2° Sur ce qu'en présence de ce principe il est dans l'intérêt même de la commune d'être nantie le plus promptement possible, afin qu'elle puisse faire les recherches et les démarches propres à se mettre à l'abri.

L'art. 34 est renvoyé à la commission pour être complété et expliqué. Il en est de même de l'art. 35 qui est en corrélation.

M. Wavre demande quelle est l'autorité civile dont parle l'art. 35.

M. *Piaget*. Elle sera désignée dans chaque cas par le juge de paix, suivant les circonstances locales.

M. *Calame* propose de dire à l'art. 36 : « l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel. »

M. *Piaget* fait remarquer que l'adjonction de ce mot *naturel* est inutile, puisqu'on ne reconnaît pas d'autres enfants que les enfants naturels.

L'amendement de M. *Calame* reste en minorité, et l'art. 36 est adopté, ainsi que l'art. 37.

CHAPITRE III. — *Des actes de mariage.*

M. *Perrot* demande si les parties de la Loi sur les enfants naturels et la Loi sur le mariage, qui ont été reproduites dans le projet, seront abrogées par la promulgation du Code.

M. *Piaget* répond qu'il le pense ainsi.

Les articles 38 et 39 sont adoptés.

A propos de l'article 40, M. *Calame* fait remarquer que le dernier alinéa de cet article est la reproduction de l'article 23, et il en propose le retranchement.

M. *Piaget*. On a voulu que l'officier de l'état civil trouvât réunies dans un seul article toutes les énonciations que doit renfermer un acte de mariage.

M. *Calame* retire sa proposition, et l'article 40 est adopté.

CHAPITRE IV. — *Des actes de décès.*

M. *Wavre* propose d'ajouter à l'article 44 un second alinéa, ainsi conçu :

« Il ne pourra délivrer cette autorisation sans s'être assuré du décès, ni avant les quarante-huit heures depuis la mort, sauf les cas prévus par les règlements de police. »

Cet amendement n'est pas appuyé et l'article 41 est adopté, ainsi que les articles 42, 43 et 44.

A l'article 45, M. *Calame* propose de dire : « qui donneront lieu de *la* soupçonner, » au lieu de : *le* soupçonner.

Cet amendement n'est pas appuyé, et l'article 45 est adopté.

A propos de l'article 46, MM. *Wavre* et *Lardy* proposent d'introduire les dispositions de l'article 85 du Code civil français, portant :

« Dans tous les cas de mort violente, ou dans les prisons et maisons de réclusion, ou d'exécution à mort, il ne sera fait sur les registres aucune mention de ces circonstances, et les actes de décès seront simplement rédigés dans les formes prescrites par l'article 43.

MM. *Piaget*, *Philippin* et *Aimé Humbert* font remarquer qu'il faudrait, dans tous les cas, retrancher ce qui est relatif à la peine de mort, qu'ils ne veulent pas consacrer.

M. *Piaget* fait remarquer, en outre, que les prescriptions dont on demande l'introduction dans le Code, trouveront plus naturellement leur place dans les règlements de détail.

La proposition de MM. *Wavre* et *Lardy* reste en minorité, et l'article 46 est adopté.

CHAPITRE V. — *De la rectification des actes de l'état civil.*

Les articles 47, 48 et 49 sont adoptés.

M. *Perrot* demande à la diligence de qui les jugements de rectification des registres de l'état civil seront transmis au conseil d'Etat pour être enregistrés.

M. *Piaget* pense que ce sera à la diligence des intéressés.

M. *Pury* n'a vu nulle part dans le projet que les officiers de l'état civil soient rendus civilement responsables du dommage causé par leur négligence; il propose l'article suivant :

« Tout fonctionnaire chargé de la tenue des registres est
« civilement responsable du dommage causé par sa négli-
« gence. »

M. *Piaget*. Aller plus loin que ce qui est proposé dans les articles 28 et 29, c'est faire une chose qui n'est pas dans nos mœurs, et augmenter les difficultés que l'on éprouve à trouver des officiers de l'état civil.

Les articles 28 et 29, dit M. *Lardy*, punissent les crimes et prévoient la réparation civile en résultant : il faut que cette réparation existe aussi pour les cas de négligence grave.

M. *Pury*. L'article 28 est plus sévère que ce que l'orateur propose, puisqu'il rend l'officier responsable de choses qui peuvent n'être pas son fait.

MM. *Lardy* et *Calame* insistent pour le renvoi de cette affaire à la commission.

M. *Wavre* pense que les officiers de l'état civil sont soumis à la règle de droit commun, qui oblige toute personne à réparer le dommage qu'elle cause.

M. *Piaget*, répondant à ce qui vient d'être dit et à l'idée qui s'est produite de punir, par des amendes, les négli-

gences des officiers, s'étonne que toutes ces précautions n'aient pas été proposées et prises lorsque les pasteurs étaient chargés de la tenue des registres de l'état civil.

La clôture est demandée; elle est votée par 22 voix contre 21.

La proposition de M. Pury reste en minorité, et l'article 50 est adopté.

TITRE III. — *Du domicile.*

M. *Humbert-Droz* propose de dire à l'article 51, le domicile de toute *personne*, au lieu de tout *individu*.

Adopté éventuellement et sauf renvoi à la commission.

M. *H. Calame* propose de dire à l'article 52 : « Le changement de domicile s'opérera *par l'habitation de fait* dans un autre lieu, jointe, etc. »

Adopté, comme à l'article précédent.

Les articles 53 et 54 sont adoptés.

M. *Calame* propose de dire, à l'article 55 : « fonctions publiques *accidentelles*, au lieu de *temporaires*. »

Adopté, comme à l'article 51.

L'article 56 est, sur la proposition de M. *Piaget*, renvoyé à la commission, pour qu'elle examine s'il ne convient pas de retrancher les mots : *mais permanentes*, qui s'y trouvent.

A la fin de l'article 57, on dira : « Le majeur placé sous curatelle, ou interdit, aura le sien chez son curateur ou tuteur. »

M. *Perrot* trouve l'art. 57 trop absolu : la femme séparée est mariée; elle a cependant un autre domicile que celui de son mari.

M. *Piaget*. Cet article doit être combiné avec l'art. 199.

M. *Lardy* propose d'ajouter après les mots : *la femme mariée*, qui commencent l'article 57, ceux-ci : *et non séparée de biens*.

Cet amendement n'est pas appuyé.

L'article 58 est adopté.

M. *Delachaux* demande si l'article 59 abrogera la règle en vertu de laquelle les immeubles situés dans le pays sont régis par la loi du canton.

M. *Piaget*. Il est répondu par l'article 805.

L'article 59 est adopté; il en est de même de l'art. 60, après quelques explications entre MM. *Wavre* et *Piaget*.

TITRE IV. — *Des absents*.

CHAPITRE 1^{er}. — *De la présomption de l'absence*.

L'art. 61 est adopté.

Le dernier alinéa de l'art. 62 statue que les procureurs d'office ne pourront accepter des successions pour le compte de l'absent.

M. *Delachaux* propose d'ajouter ces mots à la fin de l'article : « *sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation de la justice de paix*. » Il y a avantage à ce que la prohibition ne soit pas absolue et à ce que notre pratique ancienne soit maintenue.

M. *Piaget*. La question de savoir si le procureur d'office pouvait accepter une succession, était controversée depuis longtemps. L'absent dont parle la loi est celui dont on ne sait ni où il est, ni s'il existe; et comme, pour accepter une

succession, il faut prouver que l'héritier existe, on est obligé de maintenir les dispositions du projet.

M. *Philippin*. En présence du doute qui s'était souvent produit, la commission a cru nécessaire de trancher la question ; elle l'a examinée au double point de vue des principes et des résultats.

L'art. 763 du projet statue :

« Que nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est
« échue. »

Cette disposition aurait reçu une atteinte si l'amendement proposé par M. Delachaux, amendement qui a aussi été proposé en commission, avait été adopté.

Un des principes fondamentaux du droit de succession proposé dans le Code, c'est que l'on n'est jamais héritier, soit tacitement, soit par le fait de la loi, mais que cette qualité résulte toujours d'un acte *formel* de la volonté de l'héritier.

Personne ne peut donner cette adhésion formelle et représenter la volonté réelle et certaine de l'héritier, que l'héritier lui-même ou celui *qu'il en a formellement chargé*.

Dans ses résultats la doctrine adoptée par la commission est parfaitement justifiable aussi. Celui qui s'absente sans laisser des pouvoirs, sans donner de ses nouvelles, commet une négligence dont il doit seul porter les conséquences.

Avec le système proposé par M. Delachaux, les héritiers domiciliés dans le pays sont seuls punis de la négligence de leur cohéritier.

Cette négligence les oblige à faire la part, dans la succession, d'une personne dont on ne justifie point l'existence, qui peut aussi bien être morte que vivante ; elles sont contraintes de voir leurs affaires devenir publiques par la pro-

duction que le procureur d'office est tenu d'en faire en justice.

Aussi la commission, primitivement divisée sur cette question, l'a-t-elle résolue unanimement dans le sens du projet, après deux discussions prolongées.

Après quelques observations de MM. Wavre et Delachaux, l'amendement proposé tombe, faute de recevoir l'appui réglementaire.

L'art. 62 est adopté. — Il en est de même des art. 63, 64 et 65.

CHAPITRE II. — *De la déclaration d'absence.*

Les art. 66, 67, 68, 69 et 70 sont adoptés sans discussion.

M. Girard propose d'introduire, comme art. 66, les dispositions suivantes :

« Les parties intéressées pourront se pourvoir devant le
« tribunal de première instance pour faire déclarer l'ab-
« sence d'une personne : 1° lorsqu'elle aura cessé de paraître
« au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que, depuis
« vingt ans, on n'en aura point eu de nouvelles ; 2° lorsqu'il
« se sera écoulé quatre-vingts ans depuis sa naissance, et
« que, depuis cinq ans, on n'aura reçu aucune nouvelle po-
« sitive de son existence ; 3° lorsqu'elle se sera trouvée en
« grand danger de mort, et que, depuis ce moment, aucun
« indice n'aura pu faire soupçonner qu'elle vit. »

L'auteur de cette proposition la développe et l'appuie des raisons suivantes :

D'autres codes renferment des dispositions pareilles à celles qui sont maintenant proposées ; il paraît, en effet, rai-

sonnable de tenir compte, pour faire déclarer l'absence, de l'âge de l'absent et des dangers qu'il peut avoir courus.

Les dispositions de l'art. 66 du projet ne tiennent pas compte de ces éléments. Ainsi, deux personnes, l'une de vingt ans, l'autre de soixante et dix ans, s'expatrieront ensemble; ni l'une ni l'autre ne donneront de leurs nouvelles; rien n'indiquera si elles sont mortes ou si elles vivent, et, vingt ans après le moment de leur départ, les héritiers de l'une et de l'autre pourront se pourvoir pour faire déclarer l'absence.

On ne saurait disconvenir cependant qu'il n'y ait beaucoup plus de raisons en faveur des héritiers de l'absent parti à l'âge de soixante-dix ans, qu'en faveur des héritiers de la personne partie à l'âge de vingt ans.

Que l'absent ait, soit dans une bataille, dans un incendie, dans un naufrage, etc., couru des dangers qui, en eux-mêmes, puissent faire présumer la mort, il n'est point naturel que, dans ces conditions, le délai qui doit s'écouler soit le même que si l'absent n'avait couru aucun de ces dangers.

M. *Piaget*. La commission législative a longuement discuté la question qui vient d'être soulevée, et c'est après avoir examiné toutes les raisons émises par le préopinant qu'elle s'est arrêtée au principe posé dans le projet. Le délai fixé par la pratique ancienne était celui de trente ans; mais la commission a pensé que la rapidité des moyens actuels de communication et les facilités qui en résultent pour obtenir des nouvelles d'une personne absente, permettaient de réduire le terme à vingt ans. Mais, d'un autre côté, elle a tenu compte de la liberté qui, en définitive, appartient à chacun de ne pas faire connaître où il est; elle n'a point perdu de vue que toutes ces dispositions relatives à l'absence

constituent un droit conventionnel destiné à donner une fin aux affaires.

La règle absolue est que l'absent est propriétaire aussi longtemps que sa mort n'est pas prouvée ; que cette preuve incombe à celui qui revendique la succession. Cette règle oblige donc à protéger la personne de l'absent et ses droits de propriété, plutôt que les prétentions et les droits éventuels d'héritiers qui, au fond, ne sont pas propriétaires de la succession.

On a parlé des dangers d'une bataille ; mais celui qui a pris part à un combat peut aussi bien être prisonnier que mort, et il y aurait quelque chose d'exorbitant à ce qu'après cinq ans d'absence sa succession pût être partagée.

Et puis, si l'on admet ce terme rapproché, il faudra admettre la restitution des fruits, statuer que si l'absent revient, il y aura entre lui et celui qui aura été mis en possession, un compte de clerc à maître pour la jouissance exercée sur les biens de l'absent.

Dans les cas de naufrage et d'incendie, il est plus naturel et plus facile de demander une déclaration de mort que toute autre. S'il s'agit d'un naufrage, on peut constater les personnes qui ont péri par celles qui ont survécu, par des déclarations des amirautés, etc.

S'il s'agit d'un incendie, les restes des victimes, et, s'il n'en reste pas, les déclarations des témoins attestant que celui que l'on presume mort, était dans la maison brûlée au moment où l'incendie a éclaté, sont autant d'éléments qui, groupés dans une enquête, peuvent faire décider par l'autorité judiciaire qu'il y a décès et non absence.

MM. *Challandes* et *Perrot* appuient les observations présentées par M. *Piaget* et maintiennent l'article du projet.

M. *Calame*, sans se prononcer sur le terme proposé par

M. Girard, constate que, dans la pratique, on a fréquemment abrégé le délai de trente ans lorsqu'il s'agissait de personnes qui, notoirement, avaient couru un danger de mort : on distinguait entre la présomption résultant du silence seulement de l'absent et celle résultant de ce silence accompagné de circonstances qui pouvaient faire supposer la mort.

M. Thomas. En poussant le système défendu par M. le rapporteur à ses conséquences extrêmes, il faudrait conserver intactes les successions des absents pendant quatre, cinq et six siècles. Il y a trois éléments à apprécier en cas pareils, savoir : la durée de l'absence, les dangers courus et l'âge de l'absent. C'est pourquoi l'orateur vote l'article proposé par M. Girard.

M. Grandpierre pense qu'il y aurait danger pour la morale publique à adopter le terme de cinq ans, proposé par M. Girard.

CHAPITRE III. — *Des effets de l'absence.*

SECTION I. — *Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition.*

M. Delachaux voudrait dire à la fin de l'art. 71 : « une caution suffisante. »

M. Piaget. En décidant que les héritiers légataires et donataires devront donner caution, le projet entend et doit naturellement entendre que cette caution sera suffisante. Les tribunaux apprécieront, dans chaque cas, si le cautionnement offert présente les garanties nécessaires.

L'article proposé par M. Girard reste en minorité.

Il en est de même de l'amendement proposé à l'art. 71 par M. Delachaux.

Les art. 71, 72, 73, 74 et 75 sont adoptés.

M. Lardy. L'art. 76 statue que ceux qui, par suite de l'investiture provisoire ou de l'administration légale, auront joui des biens de l'absent, ne seront point tenus à la restitution des revenus dans le cas où l'absent viendrait à reparaître. Il pourrait se rencontrer que des parents aient caché des nouvelles données par l'absent pour pouvoir poursuivre l'investiture provisoire de sa succession. En cas pareil, il serait juste d'ordonner la restitution des fruits.

C'est pour exprimer cette pensée que l'orateur voudrait dire à l'art. 76 :

« Ceux qui, par suite de l'investiture provisoire ou de l'administration légale, auront joui de bonne foi, etc. »

M. Piaget. La commission, parfaitement d'accord sur ce point, n'a pas pensé qu'il fût nécessaire de l'exprimer. La fraude ne peut jamais créer un droit au profit de celui qui la pratique.

Dans le cas cité par M. Lardy, il y aurait non-seulement lieu à restitution des fruits, mais encore à indemnité.

L'amendement proposé par M. Lardy reste en minorité.

Les articles 76, 77 et 78 sont adoptés.

L'article 79 décide que si le décès de l'absent venait à être prouvé, alors sa succession sera ouverte du jour de son décès, en faveur des héritiers qui, à cette époque, auraient été habiles à l'hériter, et ceux qui auraient joui des biens de l'absent, seront tenus de les restituer.

Afin de bien établir la corrélation qui existe entre cette disposition et celle de l'article 76, M. Lardy propose d'ajouter ces mots à la fin de l'article 79 :

« Sous la réserve des fruits qui leur seront acquis en vertu de l'article 76. »

M. *Piaget*, rapporteur, déclare se rallier à cet amendement, qui est adopté.

L'art. 79, ainsi amendé, est aussi adopté.

Les articles 80 et 81 sont adoptés.

M. *Girard* demande, à propos de l'article 81, si l'absent qui reparaitrait après l'expiration du délai de trente ans, prévu dans cet article, serait forclos de toute réclamation.

M. *Piaget* répond affirmativement : la prescription trentenaire qui est applicable à l'espèce, serait encourue.

M. *Delachaux* désire qu'il soit indiqué dans le projet que c'est bien de la prescription trentenaire et non pas de la prescription décennale ou de toute autre dont il peut être question.

M. *Piaget*. On introduirait dans le Code la disposition réclamée par M. *Delachaux*, qu'elle ne serait pas toujours applicable.

Les successions ouvertes à l'étranger pourraient, dans des cas que cite l'orateur, ne pas rentrer sous l'application de ce principe.

M. *Delachaux* déclare retirer sa proposition.

Les articles 82 et 83 sont adoptés.

SECTION II. — *Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.*

Les articles 84 et 85 sont adoptés.

M. *Wavre* ne se sent pas à l'aise pour voter les diverses dispositions de ce chapitre. Elles sont toutes empruntées au Code français, qui consacre un droit de succession totalement différent de celui qui est proposé par le projet. Tan-

dis qu'en France la *renonciation* à une succession ne se présume pas, c'est l'*acceptation* qui, dans l'économie du projet, ne se présume jamais. Le mort saisissant le vif en France, la prescription trentenaire est la seule qui puisse être opposée à l'héritier.

Le projet exigeant au contraire que, suivant le lieu de son domicile, l'héritier postule la mise en possession six semaines, un an et six semaines, deux ans et six semaines après l'inhumation du défunt, il en résulte que la prescription sera encourue à l'expiration de ces divers délais, selon les cas.

M. *Piaget*. L'action en pétition d'hérédité se poursuivra par la voie du relief, qui est maintenue par le projet dans les cas signalés par M. Wavre.

M. *Delachaux*. Il faudrait au moins que, dans les cas prévus aux articles 85 et 86, ceux qui recueilleront la succession fournissent caution.

M. *Perrot* fait remarquer qu'il n'est pas statué sur les conséquences de l'absence d'un des époux.

M. *Piaget*, répondant à M. Delachaux, fait remarquer que la loi ne protège que les vigilants.

En requérant la caution, on verrait un grand nombre d'héritiers oublier d'abandonner les biens dévolus, parce qu'ils ne pourraient pas fournir les garanties requises.

L'orateur fait remarquer à M. Perrot que ce qui est relatif à l'absence d'un époux, est réglé par les articles 64, 65 et 172 du projet.

L'article 86 est adopté.

TITRE V. — *Du mariage.*

CHAPITRE I^{er}. — *Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage.*

L'article 87 statue que l'homme, avant dix-huit ans révolus, la femme avant quinze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

M. *Lardy* propose d'ajouter une disposition portant que
« le grand-conseil pourra néanmoins, pour des motifs
« graves, accorder des dispenses d'âge. »

M. *Sandoz-Vissaula* propose de substituer pour la femme l'âge de seize ans révolus.

M. *Piaget* reproduit les motifs énoncés dans le rapport de la commission pour maintenir l'âge de quinze ans, tout en faisant remarquer que la proposition de M. *Sandoz* a ceci d'avantageux, c'est que l'âge de seize ans est, en général, celui où l'on fait sa première communion dans le culte réformé.

Quant à l'amendement de M. *Lardy*, il froisserait les personnes, en assez grand nombre, qui voudraient pouvoir élever l'âge de quinze ans.

La proposition de M. *Lardy* reste en minorité.

L'amendement de M. *Sandoz* est rejeté par 25 voix contre 24.

M. *Lardy* propose de fixer l'âge de seize ans pour l'homme, et celui de quinze ans pour la femme.

Cette proposition ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 93 sont adoptés.

M. *Wavre* propose de substituer l'âge de vingt-deux ans à celui de vingt-un ans, proposé dans l'article 94.

M. *Piaget* combat cette proposition par les motifs indiqués dans le rapport de la commission.

L'amendement proposé par M. Wavre reste en minorité.

Les articles 94, 95, 96 et 97 sont adoptés.

M. *Perrot* comprend la prohibition prévue par l'art. 98, lorsqu'il s'agit de parents du sang, mais non pas lorsqu'il s'agit de parents d'affinité. La loi permet d'épouser sa belle-sœur, pourquoi défendrait-elle d'épouser la nièce d'affinité, qui est à un degré plus éloigné? En revanche, l'orateur voudrait retrancher l'article 99. Il dépose la proposition suivante :

« Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce,
« la tante et le neveu. Cette prohibition ne s'étend point
« aux alliés au même degré.

M. *Lardy* votera la proposition de M. *Perrot*, mais il maintiendrait l'article 99.

M. *Wavre* voudrait que les articles 97, 98 et 99 soient renvoyés à la commission.

M. *Piaget* déclare se rallier à l'amendement de M. *Perrot*. Il fait remarquer à M. Wavre qu'il ne comprend pas dans quel but l'article 97 serait renvoyé à la commission. Cet article défend le mariage entre le frère et la sœur légitime ou naturel : il ne peut pas y avoir de doute sur cette prohibition. Quant aux mariages entre beaux-frères et belles-sœurs, ils ont été permis de toute ancienneté.

L'article proposé par M. *Perrot* est adopté.

Le retranchement de l'article 99 du projet est voté.

Les articles 100 et 101 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Des formalités relatives à la célébration du mariage.*

Les articles 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110 et 111 sont adoptés avec un changement de rédaction aux articles 104 et 111, qui consiste à dire, au lieu de :

« *Les prénoms, noms,* » « *les noms, prénoms.* »

A l'occasion de l'article 112, M. Calame dit qu'il ne veut point ressusciter la discussion relative au mariage civil ; mais afin qu'on ne puisse pas lui opposer le silence qu'il garderait dans cette occasion, il déclare qu'il ne peut adopter un système qui pose à sa base le mariage civil.

M. Wavre fait la même déclaration.

Au lieu de dire à la fin de l'article 112 :

« Dans la maison à ce destinée, il voudrait dire : dans la
« maison désignée par l'autorité. »

M. Girard pense que cette prescription pourrait être renvoyée au règlement de détails.

MM. G. Petitpierre, Calame et Jacot-Piaget désirent que, pour les mariages *in extremis*, l'officier soit autorisé à procéder au mariage ailleurs que dans la maison désignée pour cela : ils demandent le renvoi à la commission dans ce sens.

M. Piaget ne voit aucun inconvénient à l'amendement proposé par M. Wavre, ni au renvoi à la commission en ce qui touche les mariages *in extremis*.

Il combat, en revanche, l'opinion émise par M. Girard ; il est important, si l'on veut éviter les abus, que le Code renferme la disposition que M. Girard veut renvoyer au règlement de détails.

Le renvoi de l'article 112 à la commission est voté.

L'article 113 statue :

« Le mariage contracté hors du canton entre Neuchâte-
« lois, ou entre Neuchâtelois et étrangers, sera valable, s'il
« a été célébré selon les formes usitées dans le pays où il a
« été contracté, pourvu que le Neuchâtelois n'ait point con-
« trevenu aux dispositions du chapitre 1^{er} de ce titre, et
« qu'à son retour il fasse transcrire l'acte de célébration de
« son mariage sur le registre de l'état civil de la commune
« ou de l'une des communes dont il est membre. »

Cet article provoque une discussion à laquelle prennent part MM. *Piaget, A. Humbert, Lardy, Wavre, Perrot, Calame, Andrié et Philippin.*

Dans l'opinion de plusieurs membres, il ne faut pas que la transcription de l'acte de mariage célébré à l'étranger soit une condition attachée à la validité de ce mariage; il ne faut pas non plus que la transcription doive être requise par le Neuchâtelois personnellement, puisqu'il pourrait arriver des cas où il mourrait avant d'avoir pu accomplir cette formalité.

Si désirable et utile que soit la transcription, il ne faut pas que la validité d'un mariage et le sort d'une famille puissent dépendre de l'accomplissement de cette formalité; il faudrait donc modifier la rédaction absolue de l'art. 113.

C'est dans ce sens que M. Lardy propose la rédaction suivante :

« Dans les trois mois après le retour du Neuchâtelois,
« l'acte de célébration du mariage sera transcrit sur les re-
« gistres de l'état civil de sa commune ou de l'une des
« communes dont il est membre.

« Tout intéressé aura droit à requérir cette transcription. »

D'autres membres de l'assemblée pensent que si, en effet, la transcription peut être requise par d'autres que par l'époux lui-même, cette transcription doit être maintenue, comme condition de la validité du mariage. Sans cette clause comminatoire, cette prescription de la loi restera à l'état de lettre morte.

Le renvoi de cet article à la commission est voté. — L'art. 114 est adopté.

M. *Piaget* fait remarquer que l'autorisation dont parle l'article 115 ne pourra être accordée que lorsque les deux époux seront Neuchâtelois. C'est ainsi que le conseil d'Etat a toujours procédé dans les cas d'autorisations pareilles, et c'est dans ce sens que le conseil d'Etat l'a entendu, en disant dans la rédaction de l'article : le mariage de Neuchâtelois.

M. *Wavre* émet des doutes sur la convenance d'introduire cet article dans le Code. S'il arrive que des Neuchâtelois domiciliés en pays étrangers désirent, pour des motifs graves et exceptionnels, se marier dans le canton, le conseil d'Etat pourra toujours statuer sur leur demande : il y aurait des inconvénients à poser cela en principe.

M. *Girard* voudrait qu'il fût fait une distinction pour le cas où l'époux neuchâtelois contracterait mariage avec une personne originaire d'un canton suisse.

M. *Piaget* fait remarquer que cette disposition n'est pas admissible, attendu que plusieurs cantons possèdent des législations qui renferment des exigences auxquelles notre loi et nos formes ne se prêtent pas. Il ne faut pas, pour des cas exceptionnels, créer des distinctions gênantes dans la pratique. Et d'ailleurs il est toujours loisible au Neuchâte-

lois domicilié à l'étranger de se marier dans le lieu de son domicile, et ce sera, dans la plupart des cas, par pur caprice que l'autorisation prévue par l'art. 115 sera demandée.

Le renvoi de cet article à la commission est voté. — L'article 116 est adopté.

A propos de l'art. 117, M. *Calame* propose le rétablissement du texte primitivement proposé par le conseil d'Etat ; il croit qu'il ne faut négliger aucune occasion d'augmenter la puissance paternelle.

Cette proposition soulève un débat dans lequel sont reproduits, de part et d'autre, les arguments indiqués dans le rapport de la commission de législation.

La proposition de M. *Calame* n'est votée que par cinq membres de l'assemblée.

M. *Calame* fait encore remarquer que, pour rendre plus clair le sens du second alinéa de l'art. 117, il conviendrait de substituer à ces mots : « *du futur époux,* » ceux-ci : « *de leur enfant ou descendant.* »

M. *Piaget* déclare se rallier à cette proposition.

M. *Wavre* demande que l'on examine s'il ne conviendrait pas d'exiger des époux qu'ils produisent à l'officier, ou le consentement, ou l'acte de décès de leurs père et mère. Il est important de consacrer l'obligation où sont les enfants de demander ce consentement.

En ne le faisant pas, on oblige les père et mère à se porter demandeurs contre leurs enfants et à leur notifier l'opposition.

M. *Piaget*. Les inconvénients que redoute M. *Wavre* ne se sont pas produits jusqu'ici ; c'est pourquoi la commission a adopté les dispositions consignées dans le projet.

Les art. 117 et 118 sont adoptés.

L'art. 119 subit une modification. Au lieu de dire *du juge de paix*, on dira *de l'autorité tutélaire compétente*.

Les art. 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127 et 128 sont adoptés.

L'art. 129 est renvoyé à la commission, attendu qu'il doit être coordonné avec les art. 98 et 99 qui lui ont aussi été renvoyés.

Les art. 130, 131, 132, 133, 134 et 135 sont adoptés.

L'art. 136 statue que tout mariage qui n'a pas été contracté publiquement et qui n'a point été célébré devant l'officier public compétent, doit être attaqué par le ministère public.

M. Wavre, appuyé par MM. Lardy et Perrot, voudrait substituer au mot *doit* celui de *pourra*. Il ne faut pas se lier d'avance; car il pourrait se rencontrer des cas où cette poursuite serait plus regrettable qu'utile.

MM. Piaget et Grandpierre insistent pour le maintien de la disposition impérative. La gravité de l'infraction résulte de la gravité du mariage lui-même, et il faut qu'elle soit poursuivie.

Toutes les fois qu'il y a des dispositions facultatives dans une loi, on obtient de la faveur et non pas de la justice.

M. Pury propose qu'il soit déterminé que la poursuite devra s'exercer dans le délai de six mois.

Ces divers amendements sont rejetés, savoir : celui proposé par M. Pury, à une grande majorité, et celui proposé par M. Lardy, par 24 voix contre 22.

Les art. 136, 137, 138, 139, 140 et 141 sont adoptés.

A propos de l'art. 142, M. Wavre fait remarquer que

les dispositions de cet article qui paraissent équitables, donnent lieu en France à toutes sortes de complications.

L'art. 142 est adopté.

CHAPITRE V. — *Des obligations qui naissent du mariage.*

Les art. 143, 144 et 145 sont adoptés.

L'art. 146 statue :

« Les gendres et belles-filles doivent également et dans
« les mêmes circonstances des aliments à leurs beau-père et
« belle-mère, mais cette obligation cesse :

« 1° Lorsque le beau-père ou la belle-mère ont convolé
« en secondes noces ;

« 2° Lorsque celui des époux qui produisait l'affinité, et
« les enfants issus de son union avec l'autre époux, sont
« décédés. »

M. Wavre demande la suppression de cet article, qui lui paraît contenir des dispositions inutiles.

Sa proposition n'obtient pas l'appui réglementaire.

L'art. 146 est adopté.

Les art. 147, 148, 149, 150 et 151 sont adoptés.

CHAPITRE VI. — *Des droits et des devoirs respectifs des époux.*

Les art. 152, 153, 154, 155, 156, 157 et 158 sont adoptés.

M. Wavre demande, à propos de l'art. 159, si la femme séparée de biens pourra même aliéner des immeubles sans l'autorisation de son mari.

M. *Perrot* demande si *le juge* dont parle l'art. 459, sera l'autorité tutélaire. Dans ce cas, il propose de l'indiquer clairement, en substituant ces mots : *l'autorité tutélaire*, à ceux de : *le juge*.

M. *Piaget*. La pratique ancienne est que la femme séparée de biens est majeure pour tous les actes quelconques de l'administration de sa fortune, y compris les aliénations immobilières. C'est ce principe que la commission a entendu consacrer. Le juge dont parle l'art. 459, sera sans doute l'autorité tutélaire : si la commission ne l'a pas indiqué d'une manière plus précise, c'est qu'elle a trouvé plus convenable de réserver ces questions de détails pour le Code de la procédure.

M. *Perrot* déclare retirer l'amendement qu'il a proposé.

M. *Wavre* demande encore si une femme mariée sous le régime dotal pourrait, à supposer que ce régime trouve place dans le Code, contracter des aliénations immobilières et souscrire d'autres actes de cette nature sans l'autorisation de son mari. Il n'admet pas que, d'après la coutume et la pratique, la femme non commune en biens, soit par jugement, soit par contrat, fût majeure pour autre chose que pour la simple administration de sa fortune.

M. *Philippin*. Souvent déjà, depuis que le Code est en discussion, on a discuté pour établir ce qu'était ou ce que n'était pas la coutume. Ces discussions peuvent bien prouver la science et l'érudition de ceux qui les provoquent, mais à moins d'admettre que, même dans ces parties obscures, la coutume était ce qu'il y a de préférable, elles n'ont pas contribué à faire connaître si le Code est bon ou mauvais.

Ce qui, dans l'opinion de l'orateur, est maintenant en discussion n'est pas de savoir quels étaient les droits attri-

bués par la coutume à la femme non commune en biens ; il s'agit de savoir si le projet est bon ou mauvais , s'il est avantageux que la femme séparée de biens soit majeure pour tous les actes quelconques de l'administration de sa fortune, ou s'il est préférable d'apporter des restrictions à ce principe. L'orateur vote l'art. 159 et ne pense pas qu'il puisse être donné aux dispositions de l'art. 158 le sens et la portée qui lui ont été donnés par M. Piaget.

Si l'art. 158 pouvait être interprété autrement qu'il ne l'a été par M. le rapporteur, l'orateur proposerait un amendement ; mais il pense que toute autre interprétation est impossible en présence du texte clair et précis de cet article.

L'art. 160 permet à la femme, si elle est marchande publique, d'ester en jugement sans l'autorisation de son mari.

M. Wavre croit qu'il y a des inconvénients à adopter cet article , attendu que nous manquons de règles déterminant les cas dans lesquels une femme est réputée marchande publique ; il propose le retranchement de l'art. 160.

Cette proposition n'est pas appuyée, et l'art. 160 est adopté.

L'art. 161 décide que « lorsque le mari est frappé d'une « condamnation emportant peine afflictive ou infamante, la « femme *même* majeure, ne peut, *même* pendant la durée « de la peine, ester en jugement ni contracter qu'après « s'être fait autoriser par le jugement qui peut, en ce cas, « donner l'autorisation sans que le mari ait été entendu ou « appelé. »

M. Lardy, appuyé par M. Calame, propose le retranchement du mot *même* précédant les mots *pendant la durée de la peine*.

M. *Piaget* fait remarquer que ce retranchement changerait le sens de l'article, en ce sens que l'autorisation du juge ne serait nécessaire que pendant la durée de la peine, tandis que, avec la rédaction actuelle, cette autorisation serait encore nécessaire après l'expiration de la peine.

M. *L'Eplattenier* propose de dire : « la femme quoique majeure, » au lieu de : « la femme même majeure. »

M. *Piaget* déclare se rallier à cet amendement, qui est adopté.

Le retranchement proposé par M. *Lardy* reste en minorité.

Les art. 161 et 162 sont adoptés.

L'art. 163 statue que « toute autorisation générale, même « stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant « à l'administration des biens de la femme. »

M. *Wavre* observe que cette disposition vient à l'appui du système qu'il a soutenu lors de la discussion de l'art. 158. Il trouve que ces deux articles établissent une contradiction, et il propose de les renvoyer à la commission pour les coordonner.

M. *Lardy* n'a point partagé l'avis du préopinant sur l'art. 158; il admet que la femme séparée de biens ou non commune en biens est majeure. Mais il observe, quant à l'art. 163, qu'il devrait être modifié et rédigé dans le sens de l'art. 158.

L'art. 163 est textuellement extrait du Code français, qui n'admet point le système absolu de l'art. 158, mais qui a adopté, pour les deux cas, le système restreint de l'article 163.

C'est pourquoi il propose de renvoyer ce dernier article à l'examen de la commission.

M. *Piaget*. L'art. 163 signifie que la femme ne pourra recevoir, par une autorisation générale insérée au contrat de mariage, le droit d'administrer les biens de la *conjonction*, mais que, même non commune en biens, elle ne pourra administrer que sa fortune particulière malgré une autorisation plus étendue que renfermerait le contrat de mariage.

M. *Lardy* propose de dire à la fin de l'art. 163 : « de la femme non commune en biens. »

M. *Piaget*. La femme non commune en biens sera majeure pour l'administration de sa fortune; il n'est donc pas nécessaire de le répéter à l'art. 163.

Le renvoi à la commission n'est voté, ni dans le sens proposé par M. Wavre, ni dans celui proposé par M. Lardy. L'amendement proposé par M. Lardy n'est pas voté non plus.

Les art. 163 à 166 inclusivement sont adoptés.

CHAPITRE VII. — *De la dissolution du mariage.*

L'art. 167 est adopté.

TITRE VI. — *Du divorce et de la séparation de corps.*

CHAPITRE I^{er}. — *Des causes du divorce.*

M. *Calame*. De même que le mariage est un acte religieux, le divorce doit, comme lui, reposer sur l'Évangile. La conséquence de ce principe est de n'admettre le divorce que dans le seul cas où l'Écriture Sainte l'autorise, savoir :

dans le cas d'adultère. Etendre au-delà les causes de divorce, c'est exercer une influence pernicieuse sur la moralité de la société et des familles.

En conséquence, l'orateur propose :

1° De rédiger comme suit l'art. 168 :

« L'adultère de l'un des époux est pour l'autre époux
« une cause légitime de divorce. »

2° De retrancher les quatre autres articles du Chapitre I^{er} du Titre VI.

Cette proposition n'est pas appuyée. — L'art. 168 est adopté.

L'art. 169 statue : « Les époux pourront réciproquement
« demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves
« de l'un d'eux envers l'autre. »

M. Perrot, tout en respectant l'opinion émise par le préopinant, va cependant un peu plus loin que lui. — La tendance de la codification est d'étendre les causes de divorce, et l'orateur désire qu'on ne s'y laisse pas entraîner. L'ancienne coutume renfermait un nombre suffisant de motifs de divorce, il n'y a pas lieu de les augmenter encore, comme le fait le projet. Et, qu'on le remarque, d'après les dispositions de l'article 212 du projet, les tribunaux neuchâtelois sont incompétents pour connaître d'une action en divorce ou en séparation entre étrangers. — C'est donc en vain, dit l'orateur, qu'on objecterait des raisons d'ordre public pour défendre certains articles du projet, puisque les étrangers au canton resteront en dehors de l'action et du bénéfice de la loi en matière de divorce. Les sévices étaient dans l'ancienne coutume une cause de divorce, mais il fallait que leur gravité fût telle que la vie commune devînt dangereuse.

Les dispositions de l'article 169 conduiront au divorce par consentement mutuel, car deux époux n'auront qu'à se battre ou s'injurier par-devant témoins pour l'obtenir.

L'orateur conclut en demandant : 1° le renvoi à la commission dans le sens qu'il vient d'indiquer relativement aux sévices ; 2° le retranchement des *injures* comme cause de divorce.

M. Piaget. La commission, au lieu d'étendre les motifs de divorce, les a restreints. L'impuissance et d'autres causes indiquées dans les ordonnances matrimoniales ne sont pas reproduites dans le projet. Il ne faut pas donner au mot *injure* son sens vulgaire ; il faut l'interpréter dans son acception juridique. Il est clair que si l'un des époux cause à l'autre un dommage considérable, au moyen de l'injure qu'il se sera permise à son égard, que si, par exemple, il l'accusait d'un crime, le dénonçait ou le faisait mettre en accusation, il y aurait et devrait y avoir dans ce fait un motif de divorce. L'orateur soutient que c'est là la coutume ancienne, et il cite à l'appui l'opinion d'Ostervald. (*Coutumier d'Ostervald*, fol. 57.)

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que l'obligation de soumettre tous les jugements prononçant le divorce à la ratification du tribunal supérieur présente une nouvelle garantie contre les abus.

Si l'on supprime ou restreint les dispositions de l'article 169, le besoin s'en fera si vivement sentir que la jurisprudence des arrêts modifiera la loi.

En disant à l'art. 192 que la séparation de corps et de biens peut être accordée dans les cas analogues à ceux prévus pour le divorce, mais qui n'auraient pas un caractère suffisant de gravité pour le faire prononcer, on a assez indiqué que, pour motiver le divorce, il fallait que les in-

juries et sévices eussent un caractère considérable de gravité.

M. Wavre. Indépendamment de l'adultère, ce député admet la désertion malicieuse comme motif de divorce, parce qu'elle présume l'adultère. L'orateur a trouvé l'art. 169 dans tous les codes qu'il a consultés, mais comme motif de séparation seulement.

Le Code français seul le renferme comme motif de divorce, mais chacun sait que le divorce n'existe plus en France, et que cette disposition y est aujourd'hui à l'état de lettre morte.

On a cité l'opinion d'Ostervald ! mais cette opinion n'est pas la loi du pays ; notre ancien droit à cet égard est consacré dans les ordonnances matrimoniales, qui n'accordaient pas le divorce pour des cas d'injures, et qui, quant aux sévices, exigeaient qu'ils fussent si graves que la vie commune fût dangereuse. M. le rapporteur a fait remarquer que l'injure doit être interprétée dans son acception juridique ; mais la définition juridique n'est pas exactement telle qu'il l'a donnée.

« L'injure est un mépris que l'on fait de quelqu'un, à dessein de l'offenser et de donner atteinte à son honneur. » (FERRIÈRE, *Dictionnaire de droit et de pratique.*)

L'orateur a trouvé, dans d'autres codes qu'il a consultés, des garanties que ne renferme pas le projet, ou qui sont préférables.

Dans certains pays, l'époux qui injurie son conjoint est puni ; on le met en prison, etc.

Certains codes refusent le divorce aux catholiques.

Les lois influent sur les mœurs, et, si dans l'espèce on introduit des dispositions regrettables, il ne faut pas perdre

de vue que, comme a l'a dit, la matière du divorce s'applique aux Neuchâtelois exclusivement.

L'histoire démontre que le divorce n'a été facilité que dans les plus mauvais temps.

Sous la République romaine, c'est au temps du triumvirat, pendant une époque de violence et de sang, que le divorce est devenu usage.

L'homme qui le premier a prononcé le mot de divorce en France, Philippe Egalité, était méprisé de tous.

Si Bonaparte l'a fait introduire dans le Code français, chacun sait quel était son but.

Et, cependant, on propose d'aller plus loin que le Code français n'est jamais allé.

M. Wavre demande le renvoi de l'article 169 à la commission.

M. *Pury* partage presque complètement l'opinion émise par M. Calame. Il adopterait l'art. 168 du projet; il admettrait aussi, comme motifs de divorce, l'attentat par un époux à la vie de son conjoint et la condamnation à une peine infamante et perpétuelle; il retrancherait toute autre cause de divorce.

L'orateur conclut en disant que, dans l'intérêt de la religion, de la société et de la famille, il est nécessaire de restreindre les causes de divorce.

M. *Piaget*. Les Français ont rejeté le divorce, parce qu'ils sont catholiques romains.

Le conseil d'Etat et la commission législative ont consacré dans le Code la jurisprudence résultant des ordonnances matrimoniales et des arrêts de tribunaux.

Quelques orateurs ont paru craindre que le divorce ne soit accordé pour des motifs qui ne seraient pas suffisam-

ment graves et caractérisés ; mais l'on oublie constamment que les tribunaux de première instance apprécieront les cas, et que leur jugement sera toujours soumis à la ratification de la Cour d'appel.

Le Code vaudois, qui a été cité plusieurs fois déjà, admet le divorce par consentement mutuel.

Si les tribunaux neuchâtelois sont déclarés incompétents pour prononcer sur les divorces et séparations de biens entre étrangers, c'est pour éviter que les jugements rendus ne soient pas reconnus et exécutoires dans les pays d'origine des époux, si, dans ces pays, le divorce n'est pas admis.

M. *Grandpierre*. La gravité du sujet explique et justifie complètement la discussion prolongée qui a lieu. Le divorce est un scandale qu'il faut éviter autant que possible, mais il ne faut pas oublier non plus que les mauvais ménages sont aussi un scandale qui doit être évité, dans l'intérêt de la morale publique comme dans celui des enfants, sur lesquels il exerce le plus désastreux effet.

Il y a donc une balance à faire dans chaque cas ; c'est là la mission des tribunaux.

L'honorable préopinant a cité des exemples qui ne paraissent pas heureux à l'orateur.

Les pays qui refusent le divorce aux catholiques, le font parce que le mariage religieux existe.

Maintenant que nous avons le mariage civil, que c'est le seul que la loi reconnaisse obligatoire, le divorce ne disout que ce lien civil. L'orateur combat l'idée que l'introduction ou l'existence du divorce dans la législation d'un pays sont un signe de décadence.

La France, l'Italie, où le divorce n'existe pas, ne sont

pas dans des conditions de moralité plus favorables que le nord de l'Allemagne, où le divorce s'obtient avec une extrême facilité.

Il est au moins aventuré de dire que Bonaparte, premier consul, discutant le Code, y introduisait le divorce, qui ne fut prononcé en sa faveur que plusieurs années plus tard. Il n'est d'ailleurs pas exact de dire que le mariage de Bonaparte ait été rompu par le divorce; sa nullité fut prononcée pour un vice de forme.

M. *Erhard Borel*, sans être théologien, sait qu'il a le bonheur d'appartenir à la religion réformée, qui est celle du libre examen; il sait aussi que si le texte de l'Évangile semble, dans certaines parties, défendre le divorce, son esprit est de l'autoriser.

M. *Girard*. Il s'agit ici d'une question civile que l'orateur discutera à ce point de vue seulement.

L'art. 169 lui avait paru regrettable au premier abord, en ce sens qu'il accordait trop de facilité pour le divorce, et qu'il conduisait au divorce par consentement mutuel. Mais les explications qui ont été données et le contrôle de la Cour d'appel qui est réservé, ont modifié son opinion primitive. Cependant, l'orateur pense qu'il reste quelque chose à faire dans l'intérêt de la morale publique; il ne faut pas oublier que, dans la partie industrielle du pays surtout, les mariages se contractent de bonne heure; que, dans les premiers temps du mariage surtout, le défaut d'éducation ou de maturité dans le caractère produit des injures, des voies de fait, pour lesquelles le divorce pourrait être demandé. Il y aurait intérêt à ne pas rompre immédiatement le lien du mariage, mais à commencer plutôt par une séparation, durant laquelle plus de réflexion et de maturité

pourrait engager les époux à se rejoindre. C'est pourquoi l'orateur propose l'amendement suivant à l'art. 169 :

« Toutefois, le divorce prévu dans cet article ne pourra
« être accordé que lorsque les époux auront subi un juge-
« ment en séparation de corps et de biens. »

M. *Philippin* désirerait qu'il fût introduit une disposition par laquelle les tribunaux seraient autorisés à prononcer le divorce après une séparation d'une durée déterminée, lorsqu'ils auraient la conviction que la vie commune est désormais impossible entre les époux. Il paraît à l'orateur que cette jurisprudence, qui est celle consacrée par les ordonnances matrimoniales et par les arrêts, doit être maintenue.

On ne saurait nier que les faits sur lesquels une demande en divorce peut être fondée, sont si divers qu'il est impossible de les prévoir dans un Code. Si l'autorisation que l'orateur veut donner aux tribunaux, n'est pas introduite dans le projet, il se produira immédiatement des cas si impérieux, on sentira si promptement cette lacune, que la jurisprudence des arrêts forcera et modifiera le texte formel du Code.

Aux diverses objections qui ont été faites par la majorité de la commission, l'orateur pourrait se borner à répondre en invoquant l'expérience, qui n'a révélé aucun abus à cet égard; mais il croit nécessaire de réfuter les divers motifs de la majorité. On a reproché à la proposition que l'on discute maintenant, de conduire au divorce par consentement mutuel. Mais on peut en dire autant de toutes les causes de divorce introduites dans le projet, la démence exceptée.

L'adultère, la désertion malicieuse, les sévices et injures, l'abandon, toutes ces causes admises par la majorité, peuvent être le résultat de la collusion.

Et, qu'on le remarque, toutes ces causes de divorce existent, sans qu'il y ait préalablement eu l'épreuve de la séparation, en sorte que les tribunaux ne sont jamais certains, dans ces cas, que les motifs sur lesquels la demande est fondée, n'est pas le résultat d'une entente entre les époux.

Il ne faut pas oublier non plus ce qui a été dit et répété plusieurs fois dans cette discussion, c'est que les tribunaux apprécieront les cas; qu'il faut avoir confiance dans leur moralité et leur intelligence, et que, sans cela, il faudrait supprimer le Code.

On a objecté aussi que si l'un des époux demandait à rejoindre, il ne fallait pas qu'il en fût empêché par la persistance de l'autre. Que l'on n'oublie pas que celui qui, à l'expiration de la séparation, demandera à rejoindre, sera, dans la plupart des cas, l'époux coupable, qui ne fera cette demande que pour offrir à l'autre conjoint une occasion de refuser, de se placer en état de désertion malicieuse, plutôt que d'essayer encore une vie parfaitement impossible. L'époux coupable se sera ainsi créé un motif tiré de l'état de désertion. Il pourra, lui, demander son divorce et, avec lui, les déchéances de droit de survie, avantages matrimoniaux, etc., etc., contre l'époux innocent.

M. *Calame* répond à M. Erhard Borel, en lui rappelant ces passages de l'Écriture Sainte, qui disent :

« Que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni. »

« Celui qui se sépare de sa femme et qui en épouse une autre, commet adultère. »

« Celui qui épouse une femme répudiée, commet adultère. »

Il lui demande comment, en présence de ces textes, on

peut dire que l'esprit de l'Évangile soit favorable au divorce.

M. *Pury* déclare se joindre à ce qui vient d'être dit par le préopinant.

M. *Lardy*. Le projet crée trois motifs de divorce qui n'étaient pas prévus par les ordonnances matrimoniales : ce sont les excès et sévices, l'injure et l'abandon. L'injure, définie comme elle l'a été par M. le rapporteur, pourrait être admise avec moins de danger que s'il s'agissait de l'injure simple, comme quelques personnes l'ont cru ; mais encore ce motif de divorce n'est pas dans nos mœurs.

La Cour d'appel, dit l'orateur, est une garantie contre les abus ; mais pouvons-nous savoir quelle sera sa composition dans les temps à venir.

Quant aux sévices, l'orateur déclare se joindre à ce qui a été dit par M. Perrot ; il conclut en disant que si l'article 169 est adopté, il propose d'y ajouter, comme second alinéa, la disposition suivante :

« Toutefois, ils ne le pourront qu'après une séparation
« de corps et de biens de quatre ans au moins. »

M. *Perrot*. On a dit qu'il fallait choisir entre le scandale occasionné par un mauvais ménage et celui que provoque une demande en divorce ; mais on a oublié qu'il y a un intermédiaire, savoir la séparation de corps et de biens.

M. *Piaget*. Il a été pourvu, par l'article 192, à ce que demandent les amendements proposés par MM. Girard et Lardy.

Répondant à la proposition de M. Philippin, l'orateur relit les motifs de la majorité de la commission tels qu'ils sont consignés dans son rapport.

M. *Frochaux* dépose une proposition ainsi conçue :

« Il est entendu que les articles qui traitent du divorce,
« ne sont pas applicables aux Neuchâtelois qui professent la
« religion catholique. »

M. *Piaget*. Le grand-conseil s'occupe maintenant d'une loi civile et non pas d'une loi religieuse. Le catholique vraiment croyant ne demandera pas son divorce. Et, à supposer que l'amendement de M. *Frochaux* fût admissible, l'orateur demande comment il faudrait procéder dans les cas de mariages mixtes.

M. *Girard* insiste sur la proposition qu'il a déposée et sur les motifs tirés de l'intérêt des enfants, qu'il a indiqués pour l'appuyer.

Tout en étant d'accord avec M. *Lardy* sur le principe de l'amendement proposé par celui-ci, il désire laisser aux tribunaux le soin de fixer dans chaque cas la durée de la séparation préalable au divorce.

M. *Wavre*. Toute cette discussion démontre combien il est nécessaire de renvoyer cette affaire à la commission, pour qu'elle propose un système qui soulève moins de répugnance dans le grand-conseil et dans les populations. M. *Wavre* déclare que si l'art. 169 est adopté, il votera le principe posé dans les amendements de MM. *Girard* et *Lardy*.

M. *Huguenin-Vuillemin*. La discussion prouve qu'une seule cause de divorce doit être admise, c'est l'adultère. L'orateur votera le retranchement de tout autre motif, trouvant la séparation illimitée suffisante pour tous les autres cas.

M. *Grandpierre* s'oppose au renvoi à la commission. Après les discussions sérieuses qu'elle a eues sur la question

du divorce, il est peu probable qu'elle renonce aux propositions qu'elle a faites. Sur des questions de cette importance, on a une opinion, une conviction, sur lesquelles on ne revient pas aisément.

M. *Ali Jeannot* propose deux amendements à l'art. 169 ; le premier, consistant à dire : « pour excès, sévices ou injures *suffisamment* graves ; » le second, consistant à ajouter à la fin de l'article ces mots : « Et après que le tribunal aura épuisé tous les moyens de conciliation. »

M. *Piaget* déclare se rallier au premier de ces amendements, mais rejeter le second, qui s'occupe de détails appartenant au Code de procédure.

La clôture ayant été demandée, elle est mise aux voix et votée.

M. *Jeannot* déclare retirer le second amendement proposé par lui à l'art. 169.

M. *Perrot* dépose, à l'appui de l'opinion qu'il a émise, la rédaction suivante pour l'art. 169 :

« Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour sévices graves de l'un d'eux envers l'autre. »

Votation. — L'amendement proposé par M. *Girard* n'obtient pas l'appui réglementaire : il n'est pas mis aux voix.

L'amendement proposé par M. *Lardy* reste en minorité. Il en est de même de l'amendement proposé par M. *Perrot*.

L'adjonction du mot *suffisamment*, proposée par M. *Jeannot*, est adoptée.

« L'amendement proposé par M. *Frochaux*, n'ayant pas obtenu l'appui réglementaire, n'est pas mis aux voix.

L'art. 169, amendé par M. *Jeannot*, est adopté : il sera donc rédigé comme suit, sauf l'examen réservé à la commission de législation :

« Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures suffisamment graves de l'un d'eux envers l'autre. »

L'adoption de cet article a eu lieu par 40 voix. — 9 membres se sont levés à la contre-épreuve.

La proposition faite par M. *Philippin* n'obtient pas la majorité.

Les articles 170 et 171 sont adoptés.

M. *Lardy* propose de retrancher l'art. 172, portant que l'abandon d'un époux, lorsqu'il a duré cinq ans au moins, constitue en faveur de l'autre époux une cause de divorce.

Un homme partira pour un pays lointain ; il sera cinq ans sans donner de ses nouvelles à sa femme : il est exorbitant d'admettre que ce fait puisse créer un motif de divorce en faveur de la femme.

M. *Piaget*. Dans le cas que l'on vient de citer, la femme ne pourrait se plaindre de l'abandon, puisque régulièrement elle aurait dû suivre son mari.

La proposition de retrancher l'art. 172 reste en minorité, et l'art. 172 est adopté.

CHAPITRE II. — *Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce.*

Les articles 173 à 178 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

CHAPITRE III. — *Des fins de non-recevoir contre l'action en divorce.*

Les articles 179 et 180 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Des effets du divorce.*

Les articles 181 et 191 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

CHAPITRE V. — *De la séparation de corps et de biens.*

Les articles 192 à 197 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

CHAPITRE VI. — *Des effets de la séparation de corps et de biens.*

Les articles 198 à 209 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

CHAPITRE VII. — *Des formes de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens.*

Les articles 210 à 213 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

TITRE VII. — *De la paternité et de la filiation.*

CHAPITRE 1^{er}. — *De la filiation des enfants légitimes et nés dans le mariage.*

Les articles 215 à 222 qui composent ce chapitre, sont adoptés.

CHAPITRE II. — *De la preuve de la filiation des enfants légitimes.*

Les articles 223 à 226 sont adoptés.

M. *Delachaux* fait observer que le second paragraphe de l'article 227 introduit une espèce de droit nouveau, à mesure qu'il dit, en parlant de la preuve testimoniale quant à la filiation : « Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuves par écrit. »

On a admis jusqu'à présent que les preuves testimoniales seules avaient toujours suffi. Ce commencement de preuves par écrit est exigé par le Code français, qui, en matière de preuves, a des prescriptions très-différentes de celles auxquelles nous sommes habitués.

Les faits constants dont parle le second paragraphe de l'article 227, résulteront de la notoriété publique, qui ne peut être constatée que par des témoins.

M. *Piaget* fait remarquer que l'on ne saurait prendre trop de précautions relativement aux preuves qui se rattachent à la possession d'état.

M. *Delachaux* ayant proposé de retrancher le second paragraphe de l'article 227, et cette proposition n'ayant pas reçu l'appui réglementaire, l'article est mis aux voix et adopté.

Les articles 228 à 234 inclusivement sont adoptés.

M. *Lardy* fait observer que M. Calame et lui auraient des modifications à demander à deux articles qui ont été votés pendant un instant où ils ont dû quitter la séance. Ils demandent au grand-conseil s'il veut consentir à revenir sur ces articles. — La question est résolue affirmativement.

L'article 208 prescrit que « les époux séparés peuvent
« toujours se réunir, mais cette réunion ne fera cesser les
« effets du jugement de séparation, qu'autant qu'elle aura
« été déclarée devant le tribunal qui a prononcé la sépa-
« ration. Acte en sera donné aux parties, et elles seront
« tenues de le faire publier en la forme prescrite par l'ar-
« ticle 244. La réunion ne sera réputée connue des tiers
« intéressés, qu'après la dernière publication. »

M. *Lardy* voudrait supprimer l'obligation de rendre publique la réunion des époux; elle pourrait se trouver empêchée par la répugnance que les époux auraient à occuper d'eux le public.

MM. *Piaget* et *Delachaux* font remarquer que des époux qui auront été séparés, et qui auront dû, en conséquence, faire publier le jugement de séparation, ne devront avoir aucune répugnance à faire connaître leur réconciliation, qui sera un acte honorable. La publication est, au surplus, le seul moyen par lequel les tiers intéressés pourront être informés que la femme a perdu la capacité de contracter seule, qu'elle avait durant la séparation.

La proposition faite par M. *Lardy* tombe faute d'avoir reçu l'appui réglementaire.

M. *Calame*. Chacun est d'accord que le divorce est un scandale; il semble dès lors que chacun devrait être d'accord pour faciliter, autant que possible, la réunion des époux. Cependant, l'article 184 statue :

« Les époux qui divorceront pour quelque cause que ce
« soit, ne pourront plus se réunir. »

L'orateur propose de substituer à cet article la disposition suivante :

« Les époux qui divorceront pour quelque cause que ce
« soit, pourront toujours se réunir ; mais cette réunion
« ne fera cesser les effets du divorce, qu'autant qu'elle
« aura été déclarée devant le tribunal qui l'a prononcée. »

Cette proposition met en présence les opinions suivantes :

Une opinion, représentée par MM. *Piaget, Philippin, Challandes et Grandpierre*, trouve que la réunion de deux époux qui ont été divorcés, a quelque chose de scandaleux ; qu'admettre la possibilité d'une réunion entre époux divorcés, c'est enlever au divorce le caractère de gravité résultant de son irrévocabilité.

Une autre opinion, représentée par MM. *Perrot, Pury, Georges Guillaume, Delachaux, Humbert-Droz et Jacot-Piaget*, se fondant sur ce que le divorce dissout le mariage, pense que les époux divorcés sont libres de se reprendre pour mari et femme, à la condition que leur mariage soit de nouveau célébré. M. Delachaux insiste sur l'utilité qu'il y a d'adopter ce principe, dans l'intérêt des enfants que peuvent avoir les époux divorcés.

M. *Calame* déclare qu'il ne voit aucun inconvénient à cette nouvelle célébration, quoique s'agissant du mariage civil ; il lui paraît indifférent que la déclaration ait lieu devant l'officier de l'état civil ou devant le tribunal.

Cette opinion donne lieu à deux propositions, l'une de M. Perrot, l'autre de M. Humbert-Droz.

1^o Proposition de M. Perrot :

« Les époux qui divorceront pour quelque cause que ce
« soit, ne pourront plus se réunir qu'à condition de con-
« tracter de nouveau mariage dans la forme prescrite par
« la loi. »

2^o Proposition de M. Humbert-Droz :

« Les époux qui divorceront , ne pourront plus , pour
« quelque cause que ce soit , se réunir qu'ensuite d'autori-
« sation du tribunal qui a prononcé le divorce , et seule-
« ment dans les cas prévus aux articles 170 et 171 (dé-
« mence et abandon.) »

M. *Girard*. Si la prohibition est maintenue dans un sens ou dans l'autre, il faudra l'indiquer dans le Chapitre 1^{er} du Titre V, qui renferme les diverses prohibitions relatives au mariage.

M. *Wavre* trouve des inconvénients à adopter l'un ou l'autre des systèmes, et il désirerait retrancher l'art. 180.

Les amendements proposés par MM. Calame, Perrot et Humbert-Droz, sont successivement mis aux voix, et restent tous en minorité.

L'article 181 est de nouveau adopté.

M. *Girard* reproduit l'opinion qu'il a émise hier, et pense qu'il est convenable d'indiquer à l'article 101 que le mariage est interdit entre l'homme et la femme divorcés.

Il propose en conséquence de charger la commission législative de faire une proposition dans ce sens.

Cette proposition n'a pas l'appui réglementaire.

CHAPITRE III. — *Des enfants naturels.*

SECTION I. — *De la légitimation des enfants naturels.*

« ART. 255. — Les enfants nés hors mariage, autres
« que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin,
« pourront être légitimés par le mariage subséquent de leurs

« père et mère, lorsque ceux-ci les auront légalement re-
« connus avant le mariage, ou qu'ils les reconnaîtront dans
« l'acte même de célébration. »

M. *Calame* croit que la législation doit être favorable à la légitimation des enfants naturels : il sait que l'article 235 est la reproduction d'une disposition pareille qui est dans le Code français et dans notre loi sur les enfants naturels.

Cela ne l'empêche pas de proposer au grand-conseil d'adopter, comme principe de notre législation future sur la matière :

Que le mariage subséquent légitime de plein droit les enfants nés avant sa célébration.

Non-seulement l'orateur croit que c'est là le vrai principe sur la matière, mais il estime qu'il y a avantage pratique à adopter cette disposition.

Si la loi était connue de tous, il y aurait moins d'inconvénients à adopter l'article du projet ; mais comme il n'en est point ainsi, il faut éviter que l'état civil d'un enfant ne se trouve compromis, parce que l'acte de célébration du mariage des père et mère ne renfermerait pas la déclaration qu'ils entendent légitimer les enfants qu'ils auraient eus auparavant.

M. *Thomas* ne croit pas que les craintes du préopinant soient fondées : les officiers de l'état civil informent les époux des prescriptions de la loi, relativement aux enfants naturels qu'ils auraient eus avant mariage.

Il ne faut pas perdre de vue, qu'avec le système proposé par le préopinant, le mariage légitimerait de plein droit un enfant que la femme aurait eu avant le mariage, quand même cet enfant ne serait pas celui du mari, et qu'il en ignorerait l'existence.

M. *Calame*. Les officiers de l'état civil peuvent bien attirer l'attention des époux sur ce que la loi prescrit pour la légitimation, lorsque ces officiers savent qu'il y a lieu de faire cette observation; mais ils ne peuvent pas demander à ceux qui se présentent devant eux pour contracter mariage, si peut-être ils n'ont pas eu antérieurement des enfants naturels, quand aucun indice ne permet aux officiers de le supposer.

L'inconvénient signalé par M. Thomas existe, mais celui qui épouse une femme est censé savoir si, oui ou non, elle a déjà eu des enfants.

M. *Ch.-J. Matthey*. Non-seulement les familles sont intéressées à ce que la légitimation ne résulte pas implicitement du mariage, mais les communes pourraient se trouver lésées, si ce système était admis.

L'enfant qui, avant le mariage, aurait été mis au monde par la femme, et qui appartiendrait à la commune de celle-ci, se trouverait transplanté dans la commune du mari par le seul fait de la célébration du mariage.

M. *Wavre*. Lorsque les époux sont mariés, l'un d'eux acquiert de l'influence sur l'autre. Si c'est la femme, et cela arrive souvent, elle parviendra aisément à engager son mari à reconnaître un enfant qui, non-seulement ne serait pas le sien, mais dont il aurait ignoré l'existence avant le mariage.

M. *Calame* propose de rédiger comme suit l'article 253 :

« Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés
« d'un commerce incestueux ou adultérin, seront légitimés
« par le mariage subséquent de leurs père et mère. »

M. *Grandpierre*. La légitimation d'un enfant naturel est

un acte trop grave pour qu'il puisse être tacite : la formalité à remplir est simple, et dans toutes les localités, sauf peut-être dans nos trois plus grands centres de population, les officiers connaîtront les circonstances des époux et pourront, cas échéant, les rendre attentifs aux formalités à accomplir.

M. *Lardy*. Il y a certainement des inconvénients à ce que des époux qui, par ignorance peut-être, n'auraient pas accompli les formalités prescrites avant le mariage, ne puissent plus réparer cette omission.

M. *Girard*. La loi bernoise renferme le principe posé dans la proposition de M. Calame. Les Bernois en très-grand nombre qui sont domiciliés dans notre canton, pourraient être induits en erreur par cette circonstance, si l'article 235 du projet était adopté.

M. *Piaget*. Les propositions qui sont faites auraient pour résultat de permettre la légitimation, même après le mariage : c'est ce que la loi a voulu éviter.

Dans le système du projet, nul ne peut réclamer que l'état qui lui est attribué par son acte de naissance.

Si le mariage subséquent emportait de plein droit la légitimation, il arriverait qu'un enfant naturel pourrait réclamer l'état de fils légitime du mari, tandis que son acte de naissance lui donnerait l'état de fils naturel de la femme. Pour que la légitimation après mariage puisse avoir lieu, il faudrait appeler les tiers intéressés, déterminer et suivre les détails d'une procédure. Ce sont là autant de complications et d'inconvénients qu'il faut éviter. Quant aux Suisses d'autres cantons et aux étrangers domiciliés dans le canton, notre loi à cet égard est sans influence sur eux ; la légitimation ne sera reconnue dans leur pays d'origine, que si

elle a été produite avec les formes et dans les conditions prescrites.

M. *Lardy*. A raison des dispositions de l'article 249, qui attribuent l'enfant naturel non reconnu à la commune ou bourgeoisie de la mère, il y a intérêt à ce que la légitimation puisse avoir lieu après le mariage.

Si l'article 235 est adopté, M. *Lardy* propose d'y ajouter la disposition suivante :

« Lorsque la légitimation n'a pas eu lieu à l'époque du mariage, elle pourra intervenir en vertu d'un jugement; les proches parents devront être entendus. »

L'amendement proposé par M. *Calame* ne réunit que 4 suffrages.

M. *Wavre* voit des inconvénients à adopter l'amendement proposé par M. *Lardy*. Le mariage est l'état naturel, et si l'on accorde trop de facilité pour réparer les conséquences de désordre qui l'ont précédé, on ne se pressera plus de se marier; nous arriverons au concubinat.

M. *Huguenin-Vuillemin* voudrait que les officiers de l'état civil reçussent pour instructions de demander à tous ceux qui se présenteraient pour être mariés, s'ils ont déjà eu des enfants.

L'amendement proposé par M. *Lardy* réunit 5 voix.

Les articles 235, 236 et 237 sont adoptés.

SECTION II. — De la reconnaissance des enfants naturels.

L'article 238 statue :

« La reconnaissance d'un enfant naturel par le père ne peut avoir lieu avant la naissance de l'enfant. »

MM. *Pury* et *Thomas* regrettent cette disposition. Un homme qui serait en danger de mort, par exemple, qui se sentirait pressé de rendre hommage à la vérité, d'éviter tout préjudice à une femme et à l'enfant à naître, en serait empêché par l'article 238. M. *Thomas* croit qu'il serait préférable que, dans ces cas au moins, la reconnaissance pût avoir lieu avant la naissance, qu'elle fût valable si le père meurt, tandis que s'il survit à la naissance de l'enfant, il serait tenu de la ratifier.

M. *Philippin*. La reconnaissance est défendue avant la naissance de l'enfant, parce qu'avant cette naissance le père n'a aucun moyen quelconque de connaître si l'enfant est ou n'est pas le sien. Cette certitude est une affaire de conviction, sans doute; mais cependant le père peut, après la naissance, examiner si elle correspond avec l'époque de la conception. La commune et la famille du père de l'enfant sont intéressés à ce que cette reconnaissance ne soit pas faite légèrement.

Les observations qui ont été faites sur l'art. 238 n'ayant abouti à aucune proposition, cet article est mis aux voix et adopté.

Il en est de même des art. 239 et 240.

L'art. 241 décide que si la mère n'est point dénommée dans l'acte de naissance sous son véritable nom, ou si l'enfant dont elle réclamerait la maternité est désigné comme né d'une mère inconnue, elle ne pourra reconnaître l'enfant pour le sien, sans y être autorisée par un jugement contradictoirement rendu avec l'enfant, s'il est majeur, ou avec son tuteur, s'il n'a point atteint sa majorité.

M. *Perrot*. Il semble qu'en cas pareil la commune devrait être entendue. L'orateur demande si la commune pri-

mitive de l'enfant sera déchargée dans le cas prévu par l'art. 241.

M. *Piaget*. L'art. 244 réserve les droits de la commune, en disant que tous ceux qui y ont intérêt peuvent contester la reconnaissance faite par le père ou la mère. Si, en formant sa demande, la mère n'interpelle pas la commune, les droits de celle-ci resteront entiers.

Il est clair que si la demande de la mère est trouvée bien fondée, la commune primitive de l'enfant sera déchargée, et que, comme l'enfant suit la condition de sa mère, il appartiendra à la commune de celle-ci.

L'art. 241 est adopté.

L'art. 242 prescrit :

« L'enfant né d'un commerce incestueux ou adultérin ne
« pourra jamais être reconnu par le père; il ne pourra ja-
« mais l'être par la mère, à moins que cette reconnaissance
« ne résulte de l'acte de naissance. »

M. *Calame*. Il résulte de cet article que les enfants dont il s'occupe, pourront être ou n'être pas reconnus, et cela par des motifs qui ne dépendront point de la volonté de la mère. Il suffira en effet que, soit par omission, soit par négligence, le procès-verbal de la naissance n'ait pas été dressé, pour que l'enfant soit privé des avantages qui seraient résultés pour lui de la reconnaissance faite par sa mère, avantages qui sont défendus au chapitre des successions irrégulières.

C'est par ces motifs que l'orateur voudrait ne maintenir de l'article 242 que cette disposition :

« L'enfant né d'un commerce incestueux ou adultérin ne
« pourra jamais être reconnu par le père. »

M. *Piaget* déclare, pour ce qui le concerne, ne pas s'op-

poser à cette proposition, qui est mise aux voix et adoptée à une forte majorité.

Les art. 243, 244, 245 et 246 sont adoptés.

L'art. 247 étant en corrélation avec l'art. 242, qui vient d'être modifié, il est renvoyé à la commission de législation pour qu'elle les harmonise.

SECTION III. — *Des rapports de l'enfant naturel avec l'Etat et avec les communes ou bourgemoisies.*

L'art. 248 est adopté.

A propos de l'article 249, qui attribue l'enfant à la commune du père qui l'a reconnu, et à celle de la mère, s'il n'a pas été reconnu, M. Wavre déclare que, dans sa pensée, cet article est contraire à l'acte d'association des communes et aux conditions sous lesquelles elles ont toujours vécu ; qu'il ne peut admettre que l'Etat leur impose une charge qui a toujours été la sienne, alors surtout qu'il conserve les avantages de cette position, entre autres le droit de recueillir, dans certains cas, des successions des enfants naturels.

M. Thomas croit que le droit critiqué par M. Wavre, comme contraire à l'institution des communes, est précisément leur droit ancien. On appartenait ci-devant à la commune par le fait de l'habitation sur son territoire.

L'art. 249 est adopté.

SECTION IV. — *Des obligations du père, de la mère et des communes ou bourgemoisies envers l'enfant.*

Les art. 250, 251 et 252 sont adoptés.

A propos de l'art. 252, qui, à défaut du père ou de la mère, charge la commune d'entretenir l'enfant naturel, M. Wavre reproduit l'observation qu'il a faite à propos de l'art. 249, tenant à constater qu'il n'a voté ni l'un ni l'autre de ces articles.

TITRE VIII. — *De l'adoption.*

CHAPITRE I^{er}. — *De l'adoption et de ses effets.*

« Les art. 253 et 254 sont adoptés. »

A propos de l'art. 255, M. Wavre ne comprend pas pourquoi l'adoption d'enfants mineurs n'est pas permise. Il demande le retranchement du premier paragraphe de l'article, qui est ainsi conçu :

« L'adoption ne pourra en aucun cas avoir lieu avant la majorité de l'adopté. »

M. Piaget. Les motifs de la commission sont longuement énumérés dans son rapport.

L'amendement proposé par M. Wavre n'est appuyé que par son auteur, et l'art. 255 est adopté.

Les art. 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262 et 263 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Des formes de l'adoption.*

Les art. 264, 265, 266, 267, 268, 269 et 270 sont adoptés.

TITRE IX. — *De la puissance paternelle.*

Les art. 271, 272 et 273 sont adoptés.

M. Lardy propose d'ajouter le mot *mineur* à l'art. 274 et de dire :

« L'enfant mineur ne peut quitter la maison paternelle
« sans la permission de son père. » — Adopté.

L'art. 275 décide :

« Le père, durant le mariage, et, après la dissolution du
« mariage, le survivant des père et mère auront la jouis-
« sance des biens de leurs enfants jusqu'à leur majorité ou
« leur émancipation. Si la jouissance a continué sans oppo-
« sition après la majorité ou l'émancipation, elle sera réputée
« avoir continué par le consentement tacite des enfants. »

M. Wavre propose de dire en commençant l'article : le
père et la mère, pour bien faire comprendre que la mère
n'est pas exclue.

M. Philippin demande le retranchement du mot *tacite* à
la fin de l'article. — Ce n'est pas le fait du consentement
tacite qu'il faut constater, c'est la conséquence juridique de
ce fait, savoir : *le consentement*.

M. Piaget ne voit aucun inconvénient à adopter l'amendement
proposé par M. Wavre, quoiqu'il lui paraisse inutile, puisque, le père étant tenu de verser ses revenus dans
la communauté, la mère est par le fait rendue jouissante.
Il croit, en revanche, que l'amendement proposé par M. Philippin est inutile, et que la rédaction du projet exprime
tout à la fois le fait et sa conséquence juridique.

L'amendement proposé par M. Wavre est adopté; celui
proposé par M. Philippin est rejeté par 23 voix contre 17.

L'art. 275 est adopté.

Il en est de même des art. 276, 277 et 278.

TITRE X. — *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.*

CHAPITRE I^{er}. — *De la minorité.*

L'art. 279, qui compose ce chapitre, est adopté.

CHAPITRE II. — *De la tutelle.*

SECTION I^{re}. — *De la tutelle des père et mère.*

L'art. 280 est adopté.

L'art. 281 statue :

« Après la dissolution du mariage arrivée par la mort de
« l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non
« émancipés appartient de plein droit au survivant des père
« et mère. »

M. *Lardy* ne voit nulle part à qui est attribuée la tutelle des enfants après le divorce prononcé.

M. *Piaget*. La tutelle des enfants appartiendra au père quand le jugement qui aura prononcé le divorce ne la lui aura pas enlevée.

Les art. 281 et 282 sont adoptés.

M. *Wavre*. Puisque, dans le cas prévu à l'art. 283, il sera nommé un curateur, il faut substituer au mot *tutelle*, qui est à la fin de l'article, celui de *curatelle*.

L'orateur comprend l'art. 283 en ce sens que le curateur sera nommé pour l'administration de la fortune, pour s'assurer que les revenus servent à l'éducation des enfants, mais que la tutelle proprement dite appartiendra à la mère. C'est ce qui sera plus clairement expliqué au moyen de l'amendement qui est proposé.

M. *Piaget* est d'accord avec le préopinant ; il lui fait re-

marquer que le curateur exerçant concurremment avec la mère, on ne peut pas dire la *curatelle*, puisque la mère ne sera pas curatrice; qu'il y a là une petite inexactitude de rédaction qu'il n'est pas possible d'éviter.

M. Wavre déclare que puisque l'on est d'accord sur le sens de l'article, il retire son amendement.

Les art. 283 et 284 sont adoptés.

SECTION II. — *De la tutelle déferée par le père ou la mère.*

Les art. 285, 286, 287 et 288 sont adoptés.

SECTION III. — *De la tutelle déferée par le magistrat.*

M. Wavre présente des observations qui se rapportent à la fois aux art. 289 et 290. Pour que les tuteurs et curateurs puissent trouver toujours dans l'autorité tutélaire les conseils et les directions dont ils peuvent avoir besoin, il ne faut pas que l'autorité tutélaire se restreigne à la personne du juge de paix ou de la justice de paix. Il peut se présenter fréquemment des cas dans lesquels le juge de paix serait tout à fait incompétent pour donner une direction. Que, dans un moment de crise politique ou financière, un tuteur ou curateur veuille savoir s'il doit rendre tel fonds public, le remplacer par tel autre, c'est ce qu'un juge de paix ne pourra pas toujours dire. Il conviendrait donc de compléter notre organisation tutélaire. Pour cela, deux moyens se présentent, l'institution des conseils de famille, ou la création de chambres d'orphelins ou de tutelle. C'est pourquoi, et afin de bien faire comprendre qu'il y a une

loi à faire à cet égard, l'orateur voudrait dire à l'art. 290 que l'organisation de l'autorité tutélaire et les formes en lesquelles elle agit *seront* réglées par des lois spéciales, au lieu de : *sont* réglées par des lois spéciales.

M. *Piaget*. La loi de 1848 sur l'organisation judiciaire avait créé des chambres de tutelle, dont la suppression a été demandée de toutes parts peu de temps après. L'orateur reconnaît que la matière des tutelles a besoin d'être examinée et réglée par une loi, et il déclare, quant à lui, être partisan des chambres de tutelle, qui auraient rendu des services, si l'on avait voulu expérimenter plus longtemps cette institution.

M. *Wavre* retire l'amendement qu'il a proposé.

Les art. 289, 290, 291, 292 et 293 sont adoptés.

SECTION IV. — *Des causes qui dispensent de la tutelle.*

L'art. 294 dispense de la tutelle, hormis celle de leurs parents, les citoyens exerçant une fonction publique permanente.

M. *Lardy*. Il n'y a pas de fonction publique permanente chez nous. L'orateur demande si les conseillers de préfecture rentrent dans la catégorie de fonctionnaires prévue sous n° 6 de l'art. 294.

M. *Piaget*. Tous les fonctionnaires qui ne sont pas nommés pour un temps déterminé, sont des fonctionnaires permanents, puisqu'ils restent dans leurs fonctions tant qu'ils ne sont pas révoqués. Ce que nous n'avons pas, c'est des fonctionnaires à vie. L'orateur résout affirmativement la question qui a été posée relativement aux conseillers de préfecture.

L'art. 294 est adopté. — Il en est de même des art. 295 jusqu'à 305 inclusivement.

SECTION V. — *De l'incapacité, des exclusions et destitutions de tutelle.*

L'art. 306 décide que les membres de l'autorité tutélaire ne peuvent exercer une tutelle dans le ressort où ils exercent leurs fonctions, hors celle de leurs enfants et petits-enfants.

MM. *Lardy* et *Wavre* regrettent cette disposition. Si l'on établit des chambres de tutelle, si elles sont nombreuses surtout, les membres qui les composeront seront autant de personnes très-capables d'exercer une tutelle ou une curatelle, qui en seront exclus.

M. *Piaget*. Ce que l'on a voulu, c'est que les personnes chargées de contrôler les tuteurs et curateurs puissent le faire sans aucune préoccupation personnelle, ce qui n'arriverait pas dans tous les cas, si les membres de l'autorité tutélaire pouvaient être eux-mêmes tuteurs ou curateurs. On a pensé aussi qu'il y avait justice à dispenser de la tutelle les citoyens qui consentiraient à faire partie des autorités tutélaires.

M. *Wavre* répond à la dernière partie de l'opinion de M. *Piaget*, en faisant remarquer qu'il n'était point nécessaire d'exclure de la tutelle les membres des autorités tutélaires; qu'il aurait suffi de les en dispenser.

L'orateur propose de supprimer l'art. 306 et de renvoyer à la loi qui sera faite de statuer sur le cas qu'il prévoit. — Cet amendement n'est pas appuyé.

L'art. 306 est adopté, ainsi que les art. 307 à 312 inclusivement.

SECTION VI. — *De l'administration du tuteur.*

Les art. 313 à 317 sont adoptés.

L'art. 318 est ainsi conçu :

« Le tuteur, même le père ou la mère, ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, ni acquérir pour lui des biens immeubles sans l'autorisation préalable de l'autorité tutélaire.

« Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident. »

M. Wavre. Jusqu'ici il n'avait point été de règle qu'un tuteur, surtout le père ou la mère, fussent obligés de demander l'autorisation d'acquérir pour le compte de leur pupille.

Une acquisition d'immeuble est un acte avantageux : il y a des cas où elle n'est possible qu'à la condition de ne pas faire connaître l'intention où on est d'acquérir; il n'y a donc aucune utilité à maintenir cette disposition.

L'orateur propose le retranchement de la fin du premier alinéa de l'art. 318, depuis ces mots : *ni acquérir pour lui*, etc.

M. Piaget. Le principe combattu par M. Wavre a été adopté par le grand-conseil dans la loi sur l'organisation judiciaire, et maintenu lorsque cette loi a été modifiée : son application n'a pas soulevé des réclamations. L'orateur ne croit pas, comme M. Wavre, qu'une acquisition immobilière soit nécessairement avantageuse.

L'amendement proposé par M. Wavre reste en minorité, et l'art. 318 est adopté.

Les art. 319, 320, 321, 322 et 323 sont adoptés avec la substitution du mot *sont* au mot *seront*, à la fin de l'art. 322.

L'art. 324 statue :

« La donation entre-vifs faite au mineur ne pourra être
« acceptée par le tuteur qu'après homologation de l'auto-
« rité tutélaire. La donation pour cause de mort, si elle
« est sans conditions, pourra être acceptée par le tuteur. »

M. *Wavre* s'élève avec force contre la disposition qui requiert l'autorisation de l'autorité tutélaire pour l'acceptation d'une donation entre-vifs. Il ne comprend pas l'introduction de cette formalité gênante et inconnue chez nous, s'agissant surtout d'un acte purement lucratif, comme la donation entre-vifs. Il semble, dit M. *Wavre*, qu'on veuille mettre tout le pays sous curatelle. L'orateur insiste sur cette autre circonstance, que toutes ces autorisations ne sont point gratuites, mais qu'elles sont au contraire sujettes à des émoluments que l'orateur trouve élevés.

MM. *Lardy* et *Delachaux* pensent que l'homologation est inutile, chaque fois que la donation est à titre purement gratuit. Ils supposent que la donation entre-vifs ne soit pas encore ratifiée au moment de la mort du donateur, ses héritiers auront le droit de faire annuler la donation, qui, comme contrat bilatéral, n'existe que quand elle a été acceptée. Les sommes qu'un parent pourrait donner pour l'éducation du pupille, pourraient aussi être restituables. — Si le tuteur peut accepter une donation pour cause de mort sans être autorisé, pourquoi ne pas agir de même à l'égard de la donation entre-vifs ?

M. *Lardy* propose d'admettre que quand la donation entre-vifs sera gratuite et sans conditions, le tuteur ou cu-

rateur pourra l'accepter sans se faire autoriser par la justice.

M. *Piaget* fait remarquer qu'une donation entre-vifs n'est pas toujours un acte purement lucratif, et il fait remarquer que l'amendement proposé par M. *Lardy* a l'inconvénient de laisser le curateur seul juge de la question de savoir si la donation est onéreuse ou non.

Les donations entre-vifs ne sont pas dans les mêmes conditions que les donations pour cause de mort ; les dernières sont irrévocables, dès que le donataire est en possession, tandis que les premières sont révocables pour des causes déterminées dans la loi.

L'art. 324 ne s'applique point, comme on a paru le croire, à des dons ou cadeaux en argent, dont la tradition se fait de la main à la main ; elle n'est applicable que pour ces donations, qui requièrent acte, passées devant notaire. On a parlé des frais : si le pupille est riche, il n'y a rien que de naturel à ce qu'il paie les frais d'actes judiciaires qui sont faits dans son intérêt, frais qui sont très-minimes au lieu d'être considérables, comme on l'a dit. Enfin, pour combattre l'article, on a supposé un donataire mourant avant que la ratification du juge soit intervenue.

Ce n'est pas en s'appuyant sur des cas exceptionnels que l'on peut apprécier les lois en général. La loi est faite pour le plus grand nombre de cas, elle néglige les autres.

L'amendement en proposition faite par M. *Lardy* reste en minorité, et l'article 324 est adopté.

L'art. 325 est ainsi conçu :

« Le tuteur ne pourra ester en droit pour le mineur,
« tant comme demandeur que comme défendeur, sans y
« être autorisé : mais cette restriction ne lui interdit pas

« les actes conservatoires qu'exigeraient les intérêts du mi-
neur. »

M. *Wavre* trouve encore cette disposition de la loi impraticable; il demande comment le tuteur fera dans les cas de citation à bref délai.

M. *Bonjour* propose d'ajouter à l'article que le tuteur pourra paraître en conciliation sans y être autorisé.

M. *Piaget*. Le correctif à l'inconvénient signalé par M. *Wavre* est dans l'article lui-même. Le curateur est autorisé à faire les actes conservatoires, c'est-à-dire tous les actes nécessaires du procès pendant le temps moralement nécessaire pour obtenir une direction de l'autorité tutélaire.

Les art. 325, 326 et 327 sont adoptés.

L'art. 328 statue :

« Le tuteur ne pourra compromettre et transiger au nom
« du mineur qu'après autorisation; le compromis ou la
« transaction ne sera valable qu'après avoir été homologué
« par l'autorité tutélaire. »

M. *Lardy* propose un amendement, ainsi conçu :

« Les père et mère, tant qu'ils ont la jouissance légale
« des biens de leurs enfants, ne sont point tenus aux for-
« malités prescrites par les art. 322 à 328. »

Il demande si les dispositions du projet s'appliquent au mari à l'égard de sa femme; il insiste sur ce qu'il y aurait de gênant à astreindre des père et mère aux diverses formalités des art. 322 à 328.

M. *Piaget* fait observer que les pères et les mères peuvent, comme tout autre tuteur, compromettre par ignorance les intérêts de leurs enfants. Il ne comprend pas que l'on puisse mettre en question le droit qu'a le mari d'ad-

ministrer seul, et sans aucune autorisation de justice, la fortune de sa femme.

M. *Delachaux*. D'après l'art. 328, ce n'est qu'après l'autorisation du juge que le tuteur pourrait consentir, même éventuellement, un compromis ou une transaction pour son pupille. Il y a cependant des cas où il est avantageux, et même nécessaire, que le tuteur puisse transiger, sauf à faire intervenir ensuite l'homologation de l'autorité tutélaire. C'est pourquoi il propose de rédiger comme suit l'art. 328 :

« Le compromis ou la transaction faite, au nom d'un mineur, par son curateur, ne sera valable qu'après homologation de l'autorité tutélaire. »

M. *Wavre* trouve exorbitant qu'un père et une mère soient tenus à des formalités qui les obligeront à produire leur bilan en justice; il insiste avec chaleur pour faire remarquer que jamais rien de pareil ne s'est passé chez nous.

M. *Piaget* répond au préopinant que discuter comme il vient de le faire, c'est parodier. Pour le rassurer sur la position des pères et des mères comme tuteurs de leurs enfants, il le renvoie à l'art. 316 du projet.

Pour prouver qu'il n'est point exact de dire que ce qui est proposé est nouveau chez nous, l'orateur renvoie M. *Wavre* à l'art. 4 de l'Arrêt du 30 mars 1830, concernant les tutelles et curatelles, qui s'exprime de la manière suivante :

« Les tuteurs et curateurs devront demander des directions à la justice dans les cas graves ou difficiles, et, conformément à la coutume, ils ne pourront, sans avoir obtenu une autorisation expresse de sa part, vendre, engager, aliéner ou hypothéquer aucun immeuble appartenant à leurs pupilles. Cette autorisation ne sera donnée

« qu'après mûre délibération. Elle portera le prix de l'a-
« liénation, à moins que la justice n'ait ordonné de vendre
« par enchères publiques.

« *Le père ou la mère survivants, et ayant la tutelle des*
« *enfants mineurs issus de leur mariage, sont soumis à la*
« *règle ci-dessus.* »

La clôture est demandée et votée. — L'amendement de M. Lardy reste en minorité.

M. le rapporteur ayant déclaré qu'il se ralliait à l'article amendé par M. Delachaux, cet article est mis aux voix et adopté.

SECTION VII. — *Des comptes de tutelle.*

Les art. 329, 330, 331 et 332 sont adoptés.

M. Humbert-Droz propose d'ajouter à l'art. 333 :

« Tout compte de tutelle devra indiquer la quotité de la
« somme dont la fortune a augmenté ou diminué pendant
« la gestion. »

Il insiste sur ce que cette pièce est indispensable pour se faire une idée de l'administration du tuteur.

M. Piaget, en s'opposant à cet amendement, ne combat pas l'idée, qui est très-bonne en soi, mais il croit que cet article doit être renvoyé aux lois prévues par l'art. 290.

L'auteur de la proposition, ainsi que MM. Delachaux et Girard, estiment qu'en présence des autres dispositions de ce genre que renferme le chapitre des tutelles, il n'y a aucun inconvénient d'introduire l'amendement proposé par M. Humbert.

Cet amendement ayant été mis aux voix, il est resté en minorité.

Les articles 334 à 339 sont adoptés.

L'art. 340 décide qu'il n'y a réclamation contre le tuteur pour les rectifications d'erreurs, omissions ou double emploi, que dans l'année qui suit la libération du tuteur.

M. *Wavre* pense que le pupille, devenu majeur, devrait avoir le droit de faire des réclamations pareilles, dans un délai quelconque, à partir du moment où il a atteint sa majorité; il fait remarquer que, dans tous les autres cas, la prescription n'est encourue, pour les rectifications d'erreurs, qu'après le terme de dix ans.

M. *Piaget* répond que si le pupille n'est pas majeur lorsque le tuteur sera libéré, le nouveau tuteur aura l'obligation de vérifier les comptes de son prédécesseur; quant au délai accordé pour recourir en rectification d'erreurs, l'orateur fait observer à M. *Wavre* que le tuteur libéré est porteur d'un jugement souverain, qu'il n'est donc pas dans la même position que les personnes dont a parlé M. *Wavre*.

L'article 340 est adopté.

CHAPITRE III. — *De l'émancipation.*

Les art. 341 et 342 sont adoptés.

M. *Calame* demande le rétablissement de l'art. 343 du projet du conseil d'Etat. Il pense qu'il est juste que la commune soit entendue sur la convenance d'émanciper un mineur qui se trouvera dans les conditions de l'art. 343. Avec un âge de majorité déjà très-bas, l'émancipation ne doit pas être favorisée outre mesure.

Cette proposition est appuyée par MM. *Challandes* et *Perrot*, et combattue par M. *Piaget*, qui reproduit les motifs indiqués dans le rapport de la commission législative.

A la votation, la proposition de M. Calame est rejetée par 30 voix contre 18.

Les art. 343 et 344 sont adoptés.

M. *Delachaux* demande le retranchement du second alinéa de l'art. 345, portant que les jugements d'émancipation seront soumis au tribunal supérieur. On a écarté l'intervention des communes en disant qu'elles ne connaîtraient pas les circonstances des individus à émanciper; le tribunal supérieur n'en saura pas davantage. Son intervention ne fera qu'occasionner des longueurs et des frais.

M. *Piaget*. La commission a voulu donner des garanties auxquelles l'orateur ne tiendra pas plus que le grand-conseil lui-même.

Il fera remarquer cependant que la Cour d'appel statuera au vu de documents dont les communes manqueraient totalement.

Les frais seront ceux de l'arrêt de la Cour d'appel seulement.

La proposition de M. Delachaux ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les art. 345, 346 et 347 sont adoptés.

TITRE XI. — *De la majorité, de l'interdiction et de la curatelle.*

CHAPITRE I^{er}. — *De la majorité.*

L'art. 348 est adopté.

CHAPITRE II. — *De l'interdiction.*

Les art. 349 et 350 sont adoptés.

A propos de l'art. 354, M. *Girard* demande s'il ne serait pas convenable de dire que la commune sera entendue dans l'enquête.

M. *Piaget*. Les mots : « *toutes personnes* » dont se sert cet article s'appliquent aussi à la commune, *personne morale*.

Les art. 351 à 355 sont adoptés.

L'art. 357 statue :

« Le tribunal statuera sans recours sur la demande en
« supplément d'enquêtes, y fera procéder, s'il y a lieu, et
« prononcera la réforme ou la confirmation du premier ju-
« gement.

« Le jugement du tribunal de première instance sera
« transmis, avec les pièces, au tribunal supérieur, qui le
« confirmera ou le réformera sans autre instruction.

« Sa sentence sera prononcée à l'audience et publiée, si
« l'interdiction est accordée. »

M. *Lardy* demande le retranchement des mots *sans recours* au premier alinéa de cet article, et demande si le tribunal pourra, d'office, ordonner un supplément d'enquêtes ou entendre lui-même la personne dont l'interdiction sera demandée.

M. *Piaget*. Si ni le demandeur, ni le défendeur ne demandent un complément d'enquêtes, le tribunal n'a pas la mission d'être plus soigneux qu'eux-mêmes de leurs propres intérêts.

M. *Philippin* appuie l'amendement proposé par M. *Lardy*, et demande, en outre, le retranchement des mots : *sans autre instruction*, qui se trouvent au second alinéa de l'article 356.

L'interdiction est une chose si grave, qu'il faut donner au

citoyen contre lequel elle est demandée toutes les garanties possibles, et notamment celle de pouvoir se défendre devant la Cour d'appel appelée à décider souverainement.

M. *Piaget*. Il ne s'agit ici, aux termes de l'art. 349, que de gens « *dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité.* » — Des personnes dans cette position ne pourront pas être admises devant la Cour d'appel. L'orateur croit que les propositions qui sont faites auraient pour seul résultat d'augmenter les longueurs et les frais de la procédure.

M. *Wavre* appuie les amendements proposés par MM. *Lardy* et *Philippin*; il fait remarquer à M. *Piaget* que la procédure prévue par l'art. 356 est, d'après l'art. 361, celle qui sera suivie dans les affaires de curatelle forcée, où il ne s'agira pas de personnes ayant perdu la raison.

M. *Lardy* insiste sur la dernière observation présentée par M. *Wavre*, et ne comprend pas l'opposition qui est faite aux amendements proposés. Ils ont pour but unique d'introduire dans notre Code les dispositions de l'art. 500 du Code civil français. — L'orateur propose en conséquence :

1° De dire en commençant l'art. 356 : « Le tribunal statuera, *sauf recours au tribunal supérieur.* »

2° De remplacer les dispositions du dernier alinéa de l'art. 356, dont le retranchement est demandé, par celles de l'art. 500 du Code civil français, portant : « Le tribunal « de première instance et le tribunal supérieur peuvent, « d'office, interroger ou faire interroger par commissaire « la personne dont l'interdiction est demandée. »

M. *Philippin* se rallie à cette rédaction.

M. *Piaget* ne comprend pas la persistance que l'on met

à s'occuper, maintenant qu'il s'agit de l'art. 356 relatif à l'interdiction, de l'art. 364 qui parle de la curatelle.

L'orateur ne regrette point cette discussion, qui lui fournit l'occasion de déclarer que, dans la pensée des auteurs du projet, l'interdiction ne pourra être prononcée que dans des cas si graves, que, lorsque la demande sera formée, celui qui en sera l'objet sera toujours à Préfargier ou dans telle autre maison pareille.

M. *Andrié* pense que si le complément d'enquêtes est demandé, il doit être accordé de plein droit.

Tout en appuyant l'amendement proposé par M. *Philippin* et formulé par M. *Lardy*, l'orateur propose de dire quant à l'enquête :

« Le tribunal fera procéder à ce supplément d'enquêtes, « s'il est demandé, et prononcera la réforme, etc. »

MM. *Challandes* et *Jacot-Piaget* se prononcent contre les amendements proposés, qu'ils croient au moins inutiles. — M. *Challandes* observe que, s'ils étaient adoptés, il pourrait arriver que les communes fussent appelées à soutenir des procès coûteux.

M. *Philippin* répond au préopinant que la liberté et les droits des citoyens ne doivent pas être sacrifiés à des considérations de cet ordre; on ne plaidera que dans les cas réellement douteux et non point, comme on l'a dit, lorsqu'il s'agira de gens qui seront notoirement dans un état habituel de démence, de fureur ou d'imbécillité.

Dès que le doute sera possible, toutes les garanties doivent être données, et si, mal à propos, une commune a demandé l'interdiction de l'un de ses ressortissants, il est de toute justice qu'elle en paie les frais.

M. *Grandpierre* craint que l'on ne complique tellement

les formalités à remplir, que l'interdiction ne soit rendue impossible, ou, ce qui serait plus regrettable, que la loi ne soit plus suivie.

M. *Delachaux*. On dit que l'interdiction ne pourra être accordée que contre des gens dans l'état prévu à l'art. 349. Mais s'il s'agit d'aliénés, pourquoi dit-on à l'art. 351, que le défendeur sera entendu devant l'autorité tutélaire; à l'art. 352, qu'il sera entendu, soit directement, soit par commissaire; à l'art. 353, qu'il pourra se faire assister d'un curateur; enfin, à l'art. 358, qu'il pourra rester maître de ses droits pendant l'instruction?

Si le défendeur doit nécessairement être un fou, pourquoi lui donner des droits dont une personne raisonnable peut seule faire usage.

L'orateur votera les amendements proposés par MM. Lardy et Philippin.

Votation. — L'amendement consistant à dire : « *sauf recours au tribunal supérieur,* » ne réunit que 18 suffrages; 27 membres se lèvent à la contre-épreuve.

L'amendement proposé par M. Andrié ne réunit que six voix.

Celui proposé par M. Philippin, et rédigé par M. Lardy, ne réunit que 18 suffrages; 24 membres se lèvent à la contre-épreuve.

Les art. 356 à 360 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *De la curatelle.*

M. *Lardy* reproduit, à propos de l'art. 361, les observations qu'il a présentées au sujet de l'art. 356 : il demande le renvoi à la commission.

M. *Piaget* n'y voit pas d'inconvénients; celui qui voudra dépenser son argent à plaider, sera libre de le faire.

Le renvoi à la commission est voté.

Les art. 362 à 366 sont adoptés.

M. *Piaget* propose, au nom de la commission, de supprimer le troisième alinéa de l'art. 361 et de le remplacer par la disposition suivante :

« Toutefois, les parties pourront interjeter appel dans le cas prévu au premier alinéa de l'art. 356.

« L'appel incidentel, comme l'appel sur le fond, sera instruit en la forme ordinaire. »

M. *Delachaux* demande s'il est bien entendu que la séquestration n'est pas applicable aux cas prévus par le chapitre des curatelles.

M. *Girard* demande s'il ne conviendrait pas de régler la question des curatelles au point de vue des étrangers au canton.

M. *Piaget* répond à M. *Delachaux* que la séquestration est une mesure tout exceptionnelle.

M. *Philippin* répond à M. *Girard* que la position des étrangers au canton, en matière de curatelle, est réglée par des traités et des concordats.

L'art. 361, modifié par la commission, est adopté.

Rapport de la commission législative sur les articles renvoyés à son examen.

Messieurs,

Après les longues discussions qui ont eu lieu pendant toute cette semaine, la commission se bornera à vous exposer très-brièvement

son préavis sur les questions qui lui ont été renvoyées. — Elle suivra l'ordre des articles, et s'arrêtera uniquement aux amendements dont, pour ce qui la concerne, elle repousse l'adoption.

Article 1^{er}. Aux mots *en vertu de*, elle propose de substituer celui de *après*.

La commission propose de rejeter l'amendement qui consiste à substituer les mots : *toute personne* à ceux de *l'étranger*, art. 12. Elle estime que l'on ne fait pas dans cette partie du Code une loi de procédure, mais qu'on pose simplement des principes concernant certaines restrictions auxquelles sont exceptionnellement soumis les étrangers admis à jouir des droits civils. Les dispositions générales de compétence trouvent leur place dans un Code de procédure. — En attendant, la pratique actuelle servira de règle.

Dans le cas où le grand-conseil n'admettrait pas cette manière de voir, on proposera la rédaction suivante :

Article 12. Elle remplace le premier alinéa par celui-ci :

“ Toute personne, même lorsqu'elle ne réside pas dans le canton, pourra être citée devant les tribunaux neuchâtelois. ”

“ 1^o *Etc., etc.* ”

Même article, elle remplace au dernier alinéa le mot : *l'étranger*, par ceux-ci : *toute personne*.

Même article, le mot : *s'il*, est remplacé par : *si elle*.

Article 23. Au mot *empêche*, elle substitue le mot : *empêchera*.

La commission propose également de rejeter l'introduction des mots : *jusques à inscription de faux*, dans l'article relatif aux expéditions d'actes émanés de l'étranger ; ces expéditions sont soumises, quant à leur valeur, aux lois du pays où elles ont été faites, et nous ne pouvons que les admettre pour valoir ce qu'elles valent ; nous pouvons bien donner aux expéditions faites chez nous telle valeur que bon nous semble, mais nous ne pouvons agir de même pour des pièces émanées d'autorité étrangère, sur lesquelles nous n'exerçons aucune police.

Dans le cas contraire, on dirait :

Article 27. *Fera foi jusques à inscription de faux*, sera substitué à : *fera foi*.

Article 34. Il s'agissait de savoir si, dans cet article et dans le suivant, on réserverait à l'autorité communale l'obligation de remplir les formalités prescrites à l'occasion d'un enfant trouvé, alors même qu'une municipalité serait établie dans la localité.

La commission estime que, dans les lieux où les municipalités sont

établies, la commune n'a plus aucune autorité de police; que la municipalité est la véritable autorité à laquelle on doit s'adresser, parce qu'elle est seule en situation de pouvoir agir utilement, et que, d'ailleurs, c'est sur elle que retomberont nécessairement les conséquences d'une négligence.

D'après la Loi sur les enfants naturels, l'enfant trouvé appartient de plein droit, si ses parents ne sont pas découverts, à la commune sur le territoire de laquelle il aura été abandonné, sauf à recevoir de l'Etat une indemnité équitable, si toutes les formalités ont été remplies. En transportant à la municipalité l'obligation de remplir ces formalités, on ne peut donc causer aucun préjudice à la commune; on rend, au contraire, sa condition meilleure, puisqu'on la décharge des éventualités qui pourraient la priver du droit d'indemnité, pour mettre ces éventualités à la charge des autorités municipales. Dans les communes, celles-ci peuvent toujours en effet être privées d'indemnité par leur négligence. Dans les municipalités, les communes n'auront jamais un risque à courir, puisqu'elles seront toujours sûres d'être indemnisées, soit par l'Etat, soit par les municipalités.

Toutefois, pour rendre les dispositions plus claires et pour mettre en tous cas les communes en situation d'agir, si elles le trouvent convenable, la commission propose de laisser les art. 34 et 35 tels qu'ils sont, mais d'y ajouter l'article suivant :

Article ... “ Dans les localités où des municipalités sont établies, “ les obligations imposées aux communes par les deux articles précédents passeront aux autorités municipales, qui devront, en outre, “ transmettre sur-le-champ à la commune intéressée une expédition “ du procès-verbal. ”

Article 51. Aux mots : *tout individu*, on substitue : *toute personne*.

Dans le même article, on dira : où elle a son principal établissement, au lieu de : *il a*.

Article 52. — La commission propose de conserver les mots : *habitation réelle*, au lieu de ceux de : *habitation de fait*, que l'on voudrait y substituer. Il lui a paru que, dans la phrase et dans le chapitre où elle est placée, cette expression de *réelle* ne pouvait donner lieu à aucune équivoque, ni rappeler en aucune façon le sens qu'on lui donne en droit, lorsqu'on l'applique à la désignation d'actions immobilières. — Les mots *habitation réelle* seront évidemment compris par tout le monde dans leur sens naturel, c'est-à-dire comme exprimant l'idée d'une habitation effective; elle semble, dès lors, à la commission plus conforme aux règles du langage que l'expression de *fait*.

La commission propose également de maintenir la rédaction des art. 55 et 56 telle qu'elle est : le mot *temporaires*, placé dans l'art. 55 par opposition au mot *permanentes*, qui se trouve dans l'art. 56, ne laisse aucun doute sur le sens et la portée exacte de ces deux articles. Toutes les fonctions dont la durée n'est pas déterminée par la loi, sont nécessairement *permanentes*, puisque le fonctionnaire les remplit tant qu'il n'est pas révoqué. — Les fonctions, au contraire, qui ont une mission spéciale pour objet, sont nécessairement *temporaires*, puisqu'elles cessent de plein droit au moment où le but spécial de la mission est rempli. — En classant les fonctions publiques en trois catégories : celles qui sont temporaires, celles qui sont permanentes mais révocables, celles dont la durée est déterminée par la loi, les art. 55 et 56 expriment donc très-exactement l'état de fait et de droit qui existe chez nous.

Si, cependant, le grand-conseil ne partageait pas la manière de voir de la commission, elle proposerait de substituer le mot *momentanées*, à celui de *temporaires*, et d'écarter le mot *accidentelles*, qu'il paraît décidément impossible d'atteler convenablement à celui de *fonctions*; mais, en aucun cas, la commission ne pourrait consentir à la suppression du mot *permanentes* dans l'article 56, parce que, sans la présence de ce mot, on ne pourrait définir nettement et exactement les fonctions qui ne sont pas temporaires ou dont la durée n'est pas déterminée par la loi.

Article 57. — Ecrire le dernier membre de phrase comme il suit :

“ La majeur placé sous curatelle ou interdit, aura le sien chez son curateur ou tuteur. ”

Article 79. — Ajouter ces mots : “ sous la réserve des fruits qui leur sont acquis à teneur de l'art. 76. ”

Article 86. — *Compèteront*, au lieu de : *compteront*.

Le commission a été unanime pour adopter l'amendement qui a pour but de prohiber, d'une manière absolue, le mariage entre la tante et le neveu, l'oncle et la nièce de sang, et de le permettre, d'une manière absolue, entre les alliés au même degré.

En conséquence, elle propose la rédaction suivante :

Article 98. — “ Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu. Cette prohibition ne s'étend point aux alliés de même degré. ”

Puis on supprimerait l'art. 99.

Article 104. — *Noms, prénoms*, au lieu de : *prénoms, noms*.

Article 111. — Même correction.

Article 112. — L'on a demandé le changement de ces mots : *dans la maison à ce destinée*, et l'adjonction d'un alinéa qui permît au conseil d'Etat d'autoriser la célébration d'un mariage *in extremis* dans la maison du malade.

La commission propose la rédaction suivante :

“ Et dans la maison commune ou dans celle qui sera affectée à cet usage. En cas de mariage *in extremis*, le conseil d'Etat, ou son représentant, pourra autoriser la célébration dans un domicile privé. „

Article 113. — La commission propose de rédiger ainsi l'amendement présenté sur cet article :

“ Le mariage, etc., pourvu que le Neuchâtelois n'ait point contrevenu aux dispositions du Chapitre 1^{er} de ce Titre, et moyennant la transcription de l'acte de mariage sur le registre de l'état civil de sa commune ou de l'une des communes dont il est membre. „

Article 115. — La commission, envisageant que l'autorisation donnée à une femme étrangère, domiciliée à l'étranger, de venir se marier dans le canton avec un Neuchâtelois aussi domicilié à l'étranger, ne peut pas avoir d'inconvénient pour l'Etat, propose de modifier la rédaction de l'art. 115 et d'en étendre le bénéfice aux mariages entre Neuchâtelois et étrangers. — Les époux pèseront eux-mêmes les circonstances en ce qui les concerne, et supporteront les conséquences de la situation ; mais il y a des cas où les Neuchâtelois ne pourraient contracter mariage, hors de leur pays, avec une femme étrangère, et cette considération doit nous inviter à leur fournir les moyens de pourvoir à cette éventualité, qui n'est pas fréquente sans doute, mais qui n'est pas très-rare. On dirait :

Article 115. — “ Le mariage entre Neuchâtelois ou entre un Neuchâtelois et une femme étrangère au canton, domiciliés à l'étranger, peut être célébré, etc., etc. „

Article 117. — Au lieu de : *du futur époux*, substituer : *de leur enfant ou descendant*.

Article 119. — Au lieu de : *du juge de paix*, substituer : *de l'autorité tutélaire compétente*.

Article 129. — Supprimer l'alinéa 2 : *Cependant les époux compris, etc., etc.*, alinéa devenu sans objet par l'amendement apporté à l'art. 98, auquel il se rapporte.

Article 136. — *Né et actuel ; il doit l'être*, etc., au lieu de : *né et actuel, et il doit l'être*, etc.

Article 156. — Mettre une virgule après : *séparée de biens*.

Article 161. — Mettre : *la femme, quoique majeure*, au lieu de : *même majeure*.

Article 169. — Mettre après les mots : *sévices ou injures*, le mot : *suffisamment*.

Article 201. — *N'anéantit pas les droits*, au lieu de : *n'anéantit les droits*.

Article 212. — La commission propose d'ajouter au premier alinéa ces mots :

“ Sous peine de nullité à l'égard des tiers. ”

Cette adjonction lui a paru nécessaire pour mettre les tiers intéressés complètement à l'abri des conséquences qui pourraient résulter, pour eux, de la négligence de l'époux à remplir les formalités prescrites par la loi.

Article 242. — Supprimer la seconde phrase : *il ne pourra, etc.*

Article 247. — La commission propose de le supprimer et de conserver purement et simplement les principes posés dans la Loi sur les enfants naturels. Des cas de cette nature, dont aucun antécédent n'existe chez nous, seront tellement exceptionnels qu'il n'y a réellement pas lieu à maintenir une disposition sur ce sujet.

Article 274. — *L'enfant mineur*, au lieu de : *l'enfant*.

Article 275. — *Le père et la mère, durant le mariage, etc.*, au lieu de : *le père, durant le mariage, etc.*

Article 283. — Mettre après *mineur* une virgule, au lieu de point et virgule.

Article 328. — Le rédiger ainsi : “ Le compromis, ou la transaction faite au nom d'un mineur par son tuteur, ne sera valable qu'après l'homologation de l'autorité tutélaire. ”

Décembre 1853.

Au nom de la commission :

Le rapporteur, PIAGET.

La commission propose encore de supprimer le n° 6 de l'art. 294, qui, après la modification apportée à l'art. 296, fait en réalité un double emploi.

PIAGET.

Les diverses votations qui ont eu lieu sur les conclusions de ce rapport amènent les résultats suivants :

L'art. 1^{er} du projet est définitivement rédigé comme suit :

Article 1^{er}. — « Les lois sont exécutoires dans tout le territoire de la république et canton de Neuchâtel, après la promulgation qui en est faite par le conseil d'Etat.

« Elles sont réputées connues et exécutoires deux jours après celui de la promulgation. »

L'art. 12 est maintenu tel qu'il a été originairement proposé par la commission.

A l'art. 23, on dira : qui *empêchera*, au lieu de : qui *empêche* les comparants.

L'art. 27 est maintenu tel que la commission l'avait originairement proposé.

Il en est de même des art. 34 et 35.

On ajoutera, après l'art. 35, un nouvel article portant :
« Dans les localités où des municipalités sont établies, les obligations imposées aux communes par les deux articles précédents passeront aux autorités municipales, qui devront, en outre, transmettre sur-le-champ à la commune intéressée une expédition du procès-verbal. »

L'art. 51 sera rédigé comme suit :

« Le domicile de toute personne, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où elle a son principal établissement. »

Les art. 52, 55 et 56 sont maintenus tels qu'ils ont été originairement proposés par la commission.

L'art. 57 sera rédigé comme suit :

« La femme mariée n'a point d'autre domicile que celui de son mari; le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère ou tuteur; le majeur placé sous curatelle ou interdit aura le sien chez son curateur ou tuteur. »

On ajoutera à la fin de l'art. 79 ces mots : « de les restituer, sous la réserve des fruits qui leur sont acquis à titre de l'art. 76. »

On dira à l'art. 86 : *compèteront*, au lieu de : *comptent* à l'absent.

L'art. 98 sera rédigé comme suit :

« Le mariage est encore prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu; cette prohibition ne s'étend pas aux alliés de même degré. »

L'art. 99 sera supprimé.

On dira à l'art. 104 : « Les publications énonceront : les noms, prénoms, etc. » Le surplus comme au texte primitif.

On dira à l'art. 111 : « L'acte de consentement des père et mère, aïeul, aïeule ou tuteur, contiendra les noms, prénoms, etc. » Le surplus comme au texte primitif.

L'art. 112 sera rédigé comme suit :

« Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier de l'état civil du domicile de l'une des parties, et dans la maison commune ou dans celle qui sera affectée à cet usage. »

« En cas de mariage *in extremis*, le conseil d'Etat ou son représentant pourra autoriser la célébration dans un domicile privé. »

L'art. 113 sera maintenu dans sa rédaction primitive jusqu'aux mots : « du chapitre premier de ce titre; » on supprimera le surplus de l'article et on le remplacera par la rédaction suivante : « et moyennant la transcription de l'acte de mariage sur le registre de l'état civil de sa commune ou de l'une des communes dont il est membre. »

Sur une interpellation de M. Wavre, M. Piaget déclare qu'en proposant cette rédaction pour l'art. 113, la commission veut arriver à ce que la transcription puisse être requise à toute époque, même après la mort des époux, et par toute personne.

L'art. 115 sera rédigé comme suit :

« Le mariage entre Neuchâtelois ou entre un Neuchâtelois
« et une femme étrangère au canton, domiciliés à l'étranger,
« peut être célébré, etc. »

Le surplus de l'article comme au texte primitif.

L'art. 117 sera rédigé comme suit :

« Le père, et, à défaut du père, la mère, et, à défaut
« des père et mère, les aïeuls et aïeules, peuvent former
« opposition au mariage de leurs enfants et descendants qui
« n'ont point encore atteint l'âge de vingt-deux ans accom-
« plis. Ils le peuvent, même après cet âge, si c'est pour
« cause d'imbécillité ou de démence de leur enfant ou des-
« cendant. »

On dira à la fin de l'art. 119, au lieu de : *avec l'auto-
« risation du juge de paix, »* : *« avec l'autorisation de l'au-
« torité tutélaire compétente. »*

On supprimera le second alinéa de l'art. 129, commen-
çant par ces mots ; *« Cependant les époux compris, etc. »*

L'art. 136 se terminera comme suit : *« et par tous ceux
« qui y ont un intérêt né et actuel ; il doit l'être par le
« ministère public. »*

A l'art. 156, § a, on mettra une virgule après les mots :
séparée de biens.

A l'art. 161, on dira : *la femme, quoique majeure, au
lieu de : la femme, même majeure.*

A l'article 169 on dira :

« Les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures suffisamment graves de l'un d'eux envers l'autre. »

A l'article 201 on dira :

« La séparation, même illimitée, n'anéantit pas les droits, etc. » — Le surplus de l'article reste comme dans le projet primitif.

On ajoutera à la fin du premier alinéa de l'art. 212 ces mots : *sous peine de nullité à l'égard des tiers.*

On supprimera à l'art. 242 la seconde phrase, depuis les mots : *Il ne pourra, etc.*

L'art. 247 sera supprimé.

L'art. 274 est ainsi conçu :

« L'enfant mineur ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père. »

On dira à l'art. 275 :

« Le père et la mère durant le mariage, etc. » — Le surplus comme au texte primitif.

A l'art. 283, on mettra une virgule au lieu de point et virgule après le mot *mineur*.

L'art. 328 sera rédigé comme suit :

« Le compromis, ou la transaaction faite au nom d'un mineur par son tuteur, ne sera valable qu'après l'homologation de l'autorité tutélaire compétente. »

On supprimera le n° 6 de l'art. 294, commençant par ces mots : *Les citoyens exerçant, etc.*

Le premier Livre du Code étant voté, M. Piaget demande qu'il soit mis aux voix *in globo*, à teneur de l'arrêté précédemment rendu.

M. *Girard* fait les demandes suivantes :

1° Que les âges et autres indications qui sont écrites *en chiffres* dans le projet, soient indiqués *en lettres* dans les exemplaires officiels du Code ;

2° Que la corrélation entre les divers articles du Code soit indiquée ;

3° Que l'on indique spécialement chacune des lois que le Code est destiné à supprimer.

M. *Piaget* répond qu'il sera fait droit à la première demande de M. *Girard* ; que la seconde est une affaire de commentaire qui ne peut appartenir à la partie officielle du Code ; que, quant à la troisième, il y sera pourvu par la votation des articles transitoires.

M. *Piaget* propose, pour le Livre qui vient d'être voté, les articles transitoires portés à la fin du projet.

M. *Girard* déclare qu'il votera l'article transitoire A, mais qu'il pense qu'on doit mûrement réfléchir avant de discuter l'article C.

Les articles transitoires A, B et C sont successivement adoptés.

M. *Piaget* dépose la proposition suivante :

« Les dispositions de l'alinéa 2 de l'art. 1^{er} du Titre préliminaire du Code civil ne sont point applicables à la promulgation des diverses parties du Code, lesquelles deviendront successivement exécutoires aux époques fixées dans l'arrêté de promulgation. »

M. *Perrot* demande s'il ne conviendrait pas que ce fût le grand-conseil qui déterminât l'époque de la promulgation du premier Livre du Code.

M. *Piaget*. Il est nécessaire que le conseil d'Etat en soit chargé, si l'on veut combiner cette époque en vue des travaux matériels d'impression qui sont à faire.

La proposition faite par M. *Piaget* est adoptée.

Communication de M. le président du conseil d'Etat.

Messieurs,

Afin que le texte du premier livre du Code civil, voté par le grand-conseil, se trouve entièrement en rapport avec les procès-verbaux qui doivent nécessairement lui servir de base, je viens vous signaler trois rectifications que la rédaction a exigées, et vous prier de les adopter par un vote. Ces rectifications n'ont d'ailleurs aucune influence sur la portée des textes auxquels elles se rapportent.

A l'art. 95 qui détermine l'âge auquel le mariage peut être contracté sans consentement préalable des parents ou tuteurs, l'on a mis le mot *révolus*; ainsi il faut dire : qui n'auraient pas atteint l'âge de vingt et un ans *révolus*, au lieu de " vingt et un ans. "

A l'art. 200, destiné à déterminer l'un des effets civils de la séparation de corps et de biens, il convient de supprimer le mot *toute* qui se trouve répété deux fois de suite, et de dire : " et dégager la femme pendant la durée de la séparation de toute solidarité, etc., etc.; " au lieu de : " et dégager la femme pendant toute la durée de la séparation de toute solidarité, etc., etc. "

Enfin l'art. 361, concernant les majeurs placés sous curatelle par jugement, se terminait par ces mots ajoutés par la commission législative : " le jugement demeurera définitif et sera publié en la forme ordinaire. "

Mais cette rédaction de la commission ne s'allie plus avec la nouvelle rédaction adoptée par le grand-conseil pour l'art. 361, et il faudrait mettre : " le jugement définitif sera publié, si ce jugement a fait droit à la demande. "

16 décembre 1853.

PIAGET.

Les conclusions énoncées dans cette pièce sont adoptées.

LIVRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

TITRE I^{er}.

De la distinction des biens.

ART. 367. — Tous les biens sont meubles ou immeubles.

CHAPITRE I^{er}. — Des immeubles.

ART. 368. — Les biens sont immeubles ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

ART. 369. — Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature.

ART. 370. — Les moulins ou autres usines fixées sur des piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature.

ART. 371. — Les récoltes pendantes par les racines et les fruits des arbres non encore recueillis sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

ART. 372. — Les bois, taillis ou futaies, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

ART. 373. — Les tuyaux servant à la conduite des eaux dans une maison ou autre héritage, sont immeubles et font partie du fonds auquel ils sont attachés.

ART. 374. — Sont immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure.

ART. 375. — Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des objets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés ou détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fractures ou détériorations.

ART. 376. — Sont aussi immeubles par destination, les ustensiles nécessaires à l'exploitation des usines, telles que forges, papeteries, moulins, etc.

ART. 377. — Sont immeubles par l'objet auquel ils s'appliquent :

L'usufruit des choses immobilières ;

Les servitudes ou services fonciers ;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

CHAPITRE II. — Des meubles.

ART. 378. — Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

ART. 379. — Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

ART. 380. — Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendants de ces entreprises appartiennent aux compagnies, à moins que ces immeubles ne fussent eux-mêmes l'objet du commerce ou de l'industrie. Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé seulement, tant que dure la Société.

Sont aussi meubles par la détermination de la loi, les rentes perpétuelles (*) ou viagères.

ART. 381. — Les bateaux, bacs, bains sur bateaux et généralement toutes usines non fixées par des piliers et ne faisant point partie de la maison, sont meubles.

ART. 382. — Les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, ceux assemblés pour en construire un nouveau, sont meubles jusqu'à ce qu'ils soient employés par l'ouvrier dans une construction.

ART. 383. — Le mot *meuble*, employé seul dans les dis-

(*) Toute rente perpétuelle est essentiellement rachetable (Liv. III).

positions de la loi ou de l'homme, sans autre addition ni désignation, ne comprend pas l'argent comptant, les pierres, les dettes actives, les livres, les médailles, les instruments des sciences, des arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foin et autres denrées; il ne comprend pas aussi ce qui fait l'objet d'un commerce.

Néanmoins, le mot *meuble* comprend toutes ces choses, lorsque, dans un acte, il est employé par opposition au mot *immeuble*.

ART. 384. — Les mots *meubles meublants* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartements, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

Les statues et tableaux qui font partie du meuble d'un appartement, y sont aussi compris, mais non les collections de tableaux qui peuvent être dans les galeries ou pièces particulières.

Il en est de même des porcelaines : celles seulement qui font partie de la décoration d'un appartement, sont comprises sous la dénomination de *meubles meublants*.

ART. 385. — L'expression *biens meubles*, celles de *mobilier* et d'*effets mobiliers*, comprennent généralement tout ce qui est censé meuble d'après les règles ci-dessus établies.

La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublants.

ART. 386. — La vente ou le don d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant

ni les dettes actives et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

CHAPITRE III. — Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

ART. 387. — Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

Les biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont administrés et ne peuvent être aliénés que dans les formes et suivant les règles qui leur sont propres.

ART. 388. — Les chemins, routes et rues, les rivières, les cours d'eau, les lacs, les rives et les rivages, les ports, et généralement toutes les portions du territoire neuchâtois qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme dépendances du domaine public.

ART. 389. — Les biens communaux sont ceux à la propriété ou au produit desquels les membres d'une commune ont un droit acquis.

ART. 390. — Tous les biens vacants et sans maîtres, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.

ART. 391. — On peut avoir sur les biens ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement des services fonciers à prétendre.

TITRE II.

De la propriété.

ART. 392. — La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

ART. 393. — Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

ART. 394. — La propriété d'une chose, soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession*.

CHAPITRE I. — Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.

ART. 395. — Les fruits naturels ou industriels de la terre,

Les fruits civils,

Le croît des animaux,

appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

ART. 396. — Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers.

ART. 397. — Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi : dans le cas

contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose du propriétaire qui la revendique.

ART. 398. — Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices.

Il cesse d'être de bonne foi, du moment où ces vices lui sont connus.

CHAPITRE II. — Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.

ART. 399. — Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles qui seront ci-après établies.

SECTION I. — Du droit d'accession relativement aux choses immobilières.

ART. 400. — La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au Titre des servitudes ou services fonciers.

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des droits de l'Etat et des lois et règlements relatifs aux mines, ainsi que des lois et règlements de police.

ART. 401. — Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le

contraire n'est prouvé ; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

ART. 402. — Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur ; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu ; mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

ART. 403. — Lorsque les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui ; il peut même être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il doit le remboursement de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, sans égard à la plus ou moins grande augmentation de valeur que le fonds a pu recevoir. Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé, qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression des dits ouvrages, plantations et constructions : mais il aura le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de main-d'œuvre, ou de rembourser une somme

égale à celle dont le fonds a augmenté de valeur, quel que soit d'ailleurs le prix des matériaux et de la main-d'œuvre.

ART. 404. — Les attérissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'une rivière, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, à la charge de laisser le marchepied ou chemin de halage, conformément à l'usage ou aux règlements.

ART. 405. — Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives en se portant sur l'autre : le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

ART. 406. — L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des lacs et des étangs : alors même que le volume de l'eau vient à diminuer, leurs propriétaires conservent toujours le terrain que l'eau recouvre, savoir :

Pour les étangs, quand l'eau est à la hauteur de la décharge ;

Pour les lacs, quand l'eau est à sa plus grande hauteur.

Réciproquement, le propriétaire de l'étang ou du lac n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans des crues extraordinaires.

ART. 407. — Si une rivière ou un courant d'eau enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un terrain riverain, et la porte vers un terrain inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété, mais il est tenu

de former sa demande dans l'année : après ce délai, il n'y sera plus recevable, à moins que le propriétaire du terrain auquel la partie enlevée a été unie, n'eût pas encore pris possession de celle-ci.

ART. 408. — Si la violence des eaux ou quelque autre événement a enlevé une partie du terrain et l'a portée sur le fonds d'autrui, le propriétaire de ce fonds conservera l'étendue de ses anciennes limites; mais le propriétaire du terrain enlevé, si ce terrain est reconnaissable, peut, dans les six mois, en reprendre ce qui lui appartient, toutefois en indemnisant le propriétaire du fonds couvert de tous dommages causés par l'enlèvement des terres.

ART. 409. — Les îles ou îlots formés dans le lit des rivières appartiennent à l'Etat, si l'envahissement des terrains riverains par l'eau n'est pas la cause de leur formation.

Ces îles ou îlots appartiennent aux propriétaires riverains dans la proportion du terrain qu'ils auront perdu, s'ils ont été formés par l'envahissement des eaux; cependant l'Etat peut toujours faire opérer sans indemnité aux propriétaires riverains les travaux nécessaires pour replacer la rivière dans son lit primitif.

ART. 410. — Si une rivière, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son champ, encore qu'il soit devenu une île.

ART. 411. — Si une rivière se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des champs nouvellement occupés prennent à titre d'indemnité l'ancien lit abandonné, dans la proportion du terrain qui leur a été enlevé.

SECTION II. — *Du droit d'accession relativement aux choses mobilières.*

ART. 412. — Le droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières appartenant à deux maîtres différents, est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle.

Les règles suivantes serviront d'exemple au juge pour se déterminer dans les cas non prévus, suivant les circonstances particulières.

ART. 413. — Lorsque deux choses appartenant à différents maîtres, qui ont été unies de manière à former un tout, sont néanmoins séparables, en sorte que l'une puisse subsister sans l'autre, le tout appartient au maître de la chose qui forme la partie principale, à la charge de payer à l'autre la valeur de la chose qui a été unie.

ART. 414. — Est réputée partie principale, celle à laquelle l'autre n'a été unie que pour l'usage, l'ornement ou le complément de la première.

ART. 415. — Néanmoins, quand la chose unie est beaucoup plus précieuse que la chose principale, et quand elle a été employée à l'insu du propriétaire, celui-ci peut demander que la chose unie soit séparée pour lui être rendue, même quand il pourrait en résulter quelque dégradation de la chose à laquelle elle a été jointe.

ART. 416. — Si de deux choses unies pour former un seul tout, l'une ne peut point être regardée comme l'accessoire de l'autre, celle-là est réputée principale qui est la plus considérable en valeur, ou en volume si les valeurs sont à peu près égales.

ART. 417. — Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire, a le droit de réclamer la chose qui en a été formée en remboursant le prix de la main-d'œuvre.

ART. 418. — Si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industrie serait alors réputée la partie principale, et l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée en remboursant le prix de la matière au propriétaire.

ART. 419. — Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, sans que ni l'une ni l'autre des deux matières soit entièrement détruite, mais de manière qu'elles ne puissent pas se séparer sans inconvénient, la chose est commune aux deux propriétaires, en raison, quant à l'un, de la matière qui lui appartenait : quant à l'autre, en raison à la fois de la matière qui lui appartenait et du prix de sa main-d'œuvre.

ART. 420. — Lorsqu'une chose a été formée par le mélange de plusieurs matières appartenant à différents propriétaires, mais dont aucune ne peut être regardée comme la matière principale, si les matières peuvent être séparées, celui à l'insu duquel les matières ont été mélangées, peut en demander la division.

Si les matières ne peuvent plus être séparées sans inconvénient, ils en acquièrent en commun la propriété dans la proportion de la quantité, de la qualité et de la valeur des matières appartenant à chacun d'eux.

ART. 421. — Si la matière appartenant à l'un des propriétaires était de beaucoup supérieure à l'autre par la quantité et le prix, en ce cas, le propriétaire de la matière supérieure en valeur pourrait réclamer la chose provenue du mélange en remboursant à l'autre la valeur de sa matière.

ART. 422. Lorsque la chose reste en commun entre les propriétaires des matières dont elle a été formée, elle doit être vendue au profit commun.

ART. 423. — Dans tous les cas où le propriétaire dont la matière a été employée à son insu à former une chose d'une autre espèce, peut réclamer la propriété de cette chose, il a le choix de demander la restitution de la matière en même nature, quantité, poids, mesure et bonté, ou sa valeur.

ART. 424. — Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres et à leur insu, pourront aussi être condamnés à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites criminelles ou correctionnelles, selon les cas.

TITRE III.

De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.

CHAPITRE I. — De l'usufruit.

ART. 425. — L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

ART. 426. — L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme.

ART. 427. — L'usufruit peut-être établi ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

ART. 428. — Il peut être établi sur toute espèce de biens, meubles ou immeubles.

SECTION I. — *Des droits de l'usufruitier.*

ART. 429. — L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

ART. 430. — Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre; le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

ART. 431. — Les fruits naturels et industriels, pendants par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier.

Ceux qui sont dans le même état au moment où l'usufruit finit, appartiennent au propriétaire sans récompense de part ni d'autre des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire (*granger, moiteressier*), s'il en existait un au commencement ou à la fin de l'usufruit.

ART. 432. — Les fruits civils sont réputés s'acquérir

jour par jour et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit. Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme comme aux loyers des maisons et autres fruits civils.

ART. 433. — Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en rendre pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin de l'usufruit.

ART. 434. — Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

ART. 435. — Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires, sans indemnité toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de baliveaux, soit de futaies, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière, sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

ART. 436. — L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens proprié-

taires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

ART. 437. — Si les bois compris dans l'usufruit ne se trouvent point dans les conditions prévues aux articles 435 et 436, l'usufruitier pourra couper annuellement une quantité de bois qui soit tout à la fois en rapport avec l'état de la forêt et avec le capital qu'elle représente, sans cependant que cette quantité puisse jamais dépasser l'intérêt du capital représenté par la forêt, ni excéder le produit naturel de cette forêt, alors même que ce produit serait inférieur à l'intérêt du capital représenté.

ART. 438. — Si, dans le cas prévu à l'article précédent, la quotité n'a point été déterminée de gré à gré au commencement de l'usufruit, l'usufruitier ne pourra faire des coupes dans la forêt avant que l'étendue de son droit n'ait été contradictoirement déterminée par le Tribunal du district, après l'audition de tels experts qu'il aura jugé convenable de nommer, sous peine de tous dommages-intérêts et même de déchéance de l'usufruit sur la forêt, dans le cas où l'usufruitier en aurait mésusé.

ART. 439. — L'usufruitier peut, soit user annuellement du droit qui lui aura été reconnu, soit cumuler ses droits annuels en une seule coupe; mais s'il n'a pas usé annuellement des droits qui lui auront été reconnus, ou si, avant que l'usufruit ait pris fin, il n'a pas effectué la coupe cumulative, ni lui ni ses héritiers n'auront d'indemnité à réclamer pour les coupes qu'il aurait pu faire.

ART. 440. — Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

ART. 441. — L'usufruitier peut jouir par lui-même, donner à ferme à un autre, ou même vendre ou céder son droit à titre gratuit. S'il donne à ferme, le propriétaire et le fermier pourront réciproquement, à la fin de l'usufruit, résilier le bail en se conformant aux règles prescrites pour les congés par le présent Code.

ART. 442. L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

ART. 443. — Il jouit des droits de servitude, de passage et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

ART. 444. — Il jouit aussi de la même manière que le propriétaire des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit; néanmoins, s'il s'agit d'une exploitation qui ne puisse être faite sans une concession, l'usufruitier ne pourra en jouir qu'après en avoir obtenu la permission.

ART. 445. — Il jouit des tourbières comprises dans l'usufruit, qu'elles soient ou non en exploitation, de la même manière qu'il a été prescrit, articles 437, 438 et 439, pour les bois.

ART. 446. — Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni au trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

ART. 447. — Le propriétaire ne peut, par son fait, ni

de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

SECTION II. — *Des obligations de l'usufruitier.*

ART. 448. — L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont; il peut être requis par le propriétaire de dresser inventaire des biens meubles et de l'état des immeubles, comme aussi il peut requérir le propriétaire de procéder contradictoirement à cet inventaire.

ART. 449. — Il donne caution de jouir en bon père de famille, s'il n'en est dispensé par l'acte ou la disposition législative qui a constitué l'usufruit; cependant les père et mère ayant l'usufruit légal du bien de leurs enfants, le vendeur ou le donateur sous réserve d'usufruit ne sont pas tenus de donner caution.

Les obligations de l'époux survivant, en ce qui touche les garanties à donner pour l'usufruit, sont réglées au Livre III du présent Code.

ART. 450. — Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont donnés à ferme, les sommes comprises dans l'usufruit sont placées, les denrées sont vendues et le prix en provenant est pareillement placé.

Les intérêts de ces sommes et les prix des fermes appartiennent à l'usufruitier.

ART. 451. — A défaut de caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles qui dépérissent par l'usage soient vendus pour le prix en être placé comme celui des denrées, et alors l'usufruitier jouit de l'intérêt pendant son usufruit. Cependant l'usufruitier pourra demander et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances, qu'une partie des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

ART. 452. — Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit : ils lui sont dus, du moment où l'usufruit a été ouvert.

ART. 453. — L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

ART. 454. — Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières ;

Celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier ; la reconstruction à neuf des aqueducs servant aux usines.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

ART. 455. — Ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne

sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

ART. 456. — L'usufruitier est tenu pendant sa jouissance de toutes les charges annuelles de l'héritage, telles que les contributions et autres qui, dans l'usage, sont censées charge des fruits.

ART. 457. — A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit :

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte des intérêts.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

ART. 458. — Le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire doit être acquitté par l'usufruitier dans son intégrité, si l'usufruit porte sur la totalité des biens : elle est acquittée par l'usufruitier qui ne jouit que d'une quotité des biens, dans la proportion de sa jouissance.

ART. 459. — L'usufruitier de l'universalité des biens ou d'une quote-part des biens doit contribuer au paiement des dettes avec le propriétaire, ainsi qu'il suit :

On estime la valeur des biens sujets à usufruit ; on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle les biens doivent contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme, et, dans ce cas,

l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.

ART. 460. — L'usufruitier n'est tenu que des frais de procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

ART. 461. — Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci et de faire les actes conservatoires nécessaires : faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

ART. 462. — Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

ART. 463. — Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi périt entièrement par accident ou par maladie et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

SECTION III. — *Comment l'usufruit prend fin.*

ART. 464. — L'usufruit s'éteint :

Par la mort naturelle ;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé ;

Par la consolidation ou la réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire ;

Par le non-usage du droit pendant trente ans ;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi.

ART. 465. — Si cependant la chose perdue était assurée contre l'événement qui l'a détruite, soit par l'usufruitier, soit par le propriétaire, l'usufruitier aura la jouissance de l'indemnité payée, si les primes d'assurance ont été payées par lui.

Le propriétaire ne peut s'opposer au paiement des primes d'assurance par l'usufruitier.

ART. 466. — Dans le cas où il y aurait lieu à l'application de l'article précédent, le propriétaire pourra exiger le emploi sur un immeuble équivalent de l'indemnité payée, ou le placement de cette indemnité, sans qu'il soit loisible à l'usufruitier d'en opérer ou d'en recevoir le remboursement.

ART. 467. — Si le propriétaire veut appliquer le paiement de l'indemnité au rétablissement de l'objet détruit et assuré, l'usufruitier ne peut s'y opposer, ni réclamer d'indemnité pour le temps pendant lequel il sera privé de sa jouissance ; mais l'intérêt est dû à l'usufruitier depuis le moment où l'indemnité est disponible jusqu'à celui où auront commencé les travaux de rétablissement. Il lui sera encore dû après l'échéance du temps reconnu nécessaire pour l'accomplissement des travaux, si, à cette époque, ces travaux n'étaient pas achevés et l'usufruitier mis en jouissance de l'objet rétabli.

ART. 468. — L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations, pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises et des garanties pour l'avenir.

Les juges peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier ou à ses ayants cause une somme déterminée jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser.

ART. 469. — L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers ne dure que trente ans.

ART. 470. — L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

ART. 471. — La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de son usufruit s'il n'y a pas formellement renoncé.

ART. 472. — Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

ART. 473. — Si une partie seulement de la chose soumise à usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste, sans préjudice des dispositions contenues aux art. 465, 466 et 467.

ART. 474. — Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou un autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura le droit de jouir ni du sol, ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait du sol et des matériaux.

Le tout, indépendamment des droits réservés par les articles 465, 466 et 467.

CHAPITRE II. — De l'usage et de l'habitation.

ART. 475. — Les droits d'usage et d'habitation s'établissent et se perdent de la même manière que l'usufruit.

ART. 476. — On ne peut en jouir comme dans le cas de l'usufruit, sans donner préalablement caution et sans faire des états ou inventaires, à moins de conventions ou de dispositions législatives contraires.

ART. 477. — L'usager et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

ART. 478. — Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

ART. 479. — Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit :

ART. 480. — Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

ART. 481. — L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

ART. 482. — Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

ART. 483. — Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé et de sa famille.

ART. 484. — Le droit d'habitation ne peut être ni cédé, ni loué.

ART. 485. — Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au paiement des contributions comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

ART. 486. — L'usage des bois est réglé par la pratique locale et les lois spéciales sur la matière.

TITRE IV.

Des servitudes ou services fonciers.

ART. 487. — Une servitude est une charge imposée sur un fonds pour l'usage et l'utilité d'un fonds appartenant à un autre propriétaire.

ART. 488. — La servitude n'établit aucune prééminence d'un fonds sur l'autre.

ART. 489. — Elle dérive, ou de la situation naturelle

des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou du fait de l'homme.

CHAPITRE I. — Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.

ART. 490. — Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. Il peut réunir ses eaux dans des fossés ou aqueducs, et les faire écouler de cette manière sur le fonds qui doit les recevoir, moyennant que la servitude de celui-ci n'en soit point aggravée.

ART. 491. — Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

ART. 492. — La prescription dans ce cas ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé sur le fonds supérieur des ouvrages apparents, destinés à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété.

ART. 493. — Le propriétaire de la source ne peut en changer le cours lorsqu'il fournit aux habitants d'une commune, village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire ; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le

propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

ART. 494. — Celui dont la propriété borde une eau courante qui n'appartient point au domaine public, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse le fonds, peut de même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie de son fonds, à son cours ordinaire.

ART. 495. — Les dispositions de l'article précédent ne peuvent préjudicier aux droits acquis des moulins ou autres usines.

ART. 496. — S'il s'élève une contestation entre les propriétaires auxquels ces eaux peuvent être utiles, les tribunaux, en prononçant, doivent concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, et, dans tous les cas, les règlements particuliers et locaux sur le cours et l'usage des eaux doivent être observés.

ART. 497. — A défaut de lois spéciales, la police et l'usage des rivières et cours d'eau qui font partie du domaine public, sont réglés par le pouvoir administratif.

ART. 498. — Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës ; le bornage se fait à frais communs.

ART. 499. — Tout propriétaire peut clore son fonds à l'extrême limite, sauf l'exception portée aux art. 531 et 532.

CHAPITRE II. — Des servitudes établies par la Loi.

ART. 500. — Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

ART. 501. — Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marchepied le long des cours d'eau, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude, est déterminé par des lois ou des règlements particuliers.

ART. 502. — La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

ART. 503. — Partie de ces obligations est réglée par les lois sur la police rurale et les usages locaux.

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre-mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage.

SECTION I. — *Du mur et du fossé mitoyens.*

ART. 504. — Dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est présumé mitoyen s'il n'y a titre ou marque du contraire.

ART. 505. — Il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la sommité du mur est droite et à plomb de son parement d'un côté, et présente de l'autre un plan incliné;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chaperon, ou des filets et corbeaux de pierre qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ce cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel sont l'égout ou les corbeaux et filets de pierre.

ART. 506. — Les dispositions de l'article précédent ne sont point exclusives de toute autre preuve de non-mitoyenneté.

ART. 507. — La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit et proportionnellement au droit de chacun.

ART. 508. — Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions en abandonnant le droit de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment ou un terrain qui lui appartienne.

ART. 509. — Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y faire placer des poutres ou solives jusqu'à la moitié de son épaisseur.

ART. 510. — Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement, celle que la surcharge pourrait occasionner et les réparations d'entretien au-dessus de la hauteur de la clôture commune.

ART. 511. — Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

ART. 512. — Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'il a coûtée, et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

ART. 513. — Celui qui possède déjà la mitoyenneté d'une partie d'un mur, peut toujours acquérir la mitoyenneté de

la partie qu'il veut encore rendre mitoyenne, en remboursant la moitié de la valeur du mur et du sol sur lequel cette autre partie est construite.

ART. 514. — L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre.

ART. 515. — Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à différents propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche.

Le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

ART. 516. — Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

ART. 517. — Tous fossés entre deux fonds sont présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

ART. 518. — Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé. La présente disposition n'exclut point d'autres preuves de non-mitoyenneté.

ART. 519. — Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

ART. 520. — Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

ART. 521. — Toute haie qui sépare des fonds est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des fonds en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante contraire.

ART. 522. — Il n'est permis de planter qu'à la distance de 20 pieds (6 mètres) de la ligne séparative des deux fonds, savoir :

1° Des arbres de haute tige qui ne sont point arbres fruitiers;

2° Des châtaigniers et des noyers.

Les autres arbres fruitiers ne peuvent être plantés qu'à la distance de dix pieds (3 mètres) de la même ligne, les espaliers exceptés.

Les haies vives et les autres arbres ne pourront être plantés à une distance moindre d'un pied et demi (0 mètre, 45 c.).

ART. 523. — Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent, il a le droit de les couper lui-même.

ART. 524. — Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie, et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

SECTION II — *De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions.*

ART. 525. — Nul ne peut faire creuser un puits, une citerne, une fosse d'aisance, faire construire une forge ou un four près d'un mur mitoyen ou non, qu'à la distance de 6 pieds (1 mètre, 80) pour les trois premiers objets, et de 3 pieds (0 mètre, 90) pour les deux derniers, à moins qu'il n'établisse du côté de son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent aux voisins.

ART. 526. — Nul ne peut adosser une étable ou établir contre un mur mitoyen ou non un magasin de sel, ou amas de matières corrosives, à moins qu'il ne construise du côté de son fonds un mur ou contre-mur, comme il est dit dans l'article précédent.

Le tout, sans préjudice des dispositions des règlements de police sur la matière.

SECTION III. — *Des vues sur la propriété de son voisin.*

ART. 527. — L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture en quelque manière que ce soit.

ART. 528. — On ne peut avoir des vues droites ou fe-

nêtres d'aspect, ni balcons ou autres semblables saillies sur le fonds de son voisin, clos ou non clos, s'il n'y a trois pieds (0 mètre, 90) de distance entre le mur où on les pratique et le dit fonds.

ART. 529. — On ne peut avoir des vues par côté ou obliques sur le fonds voisin, s'il n'y a deux pieds (0 m. 60 c.) de distance.

La distance dont il est parlé dans les deux articles précédents, se compte depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait; s'il y a balcon ou autres saillies semblables, depuis leur ligne extérieure jusqu'à la ligne de séparation des propriétés.

ART. 530. — Le droit de vue directe ne donne point au propriétaire qui le possède, la faculté d'étendre cette servitude, soit en ouvrant de nouveaux jours, soit en agrandissant ceux qui existent.

Cette servitude ne peut empêcher le propriétaire du fonds asservi de construire contre la partie du mur dans laquelle des jours n'existent pas, ou au-dessous des jours établis, ou même devant les jours, mais, dans ce dernier cas, en laissant un intervalle de 3 pieds (0 m. 90 c.) en avant et de chaque côté des jours.

ART. 531. — Le droit de vue n'emporte pas celui d'établir des volets extérieurs ou autres objets faisant saillie sur le fonds voisin, à moins que ce droit n'ait été également acquis par titre ou par prescription.

ART. 532. — Les vues obliques ne pourront constituer en aucun cas une servitude sur le fonds voisin.

SECTION IV. — *De l'égout des toits.*

ART. 533. — Tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

SECTION V. — *Du droit de passage.*

ART. 534. — Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son fonds, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner.

ART. 535. — Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

ART. 536. — Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

ART. 537. — L'action en indemnité, dans le cas prévu par l'article 534, est prescriptible, et le passage doit être continué, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

CHAPITRE III. — *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

SECTION I^{re}. — *Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.*

ART. 538. — Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés, ou en faveur de leurs propriétés, telle

servitude que bon leur semble, pourvu néanmoins que les services établis ne soient imposés ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds, et pourvu que ces services n'aient d'ailleurs rien de contraire à l'ordre public.

L'usage et l'étendue des servitudes ainsi établies se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après :

ART. 539. — Les servitudes sont établies ou pour l'usage des bâtiments, ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent *urbaines*, soit que les bâtiments auxquels elles sont dues soient situés à la ville ou à la campagne.

Celles de la seconde espèce se nomment *rurales*.

ART. 540. — Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continué sans avoir besoin du fait actuel de l'homme : tels sont les conduits d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées : tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

ART. 541. — Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple,

la prohibition de bâtir sur un fonds ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

SECTION II. — *Comment s'établissent les servitudes.*

ART. 542. — Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou par la possession de trente ans.

ART. 543. — Les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes ne peuvent s'établir que par titre.

La possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir, sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession.

ART. 544. — La destination du père de famille vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes.

ART. 545. — Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

ART. 546. — Si le propriétaire de deux fonds entre lesquels il existe un signe apparent de servitude, dispose de l'un des fonds sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

ART. 547. — Le titre constitutif de la servitude, à l'égard de celles qui ne peuvent s'acquérir par la prescription,

ne peut être remplacé que par un titre récognitif de la servitude et émané du propriétaire du fonds asservi.

ART. 548. — Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi, la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement le droit de passage.

SECTION III. — *Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.*

ART. 549. — Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

ART. 550. — Ces ouvrages sont à ses frais et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

ART. 551. — Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé, par le titre, de faire à ses frais les ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge en abandonnant le fonds assujetti au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

ART. 552. — Si le fonds pour lequel la servitude a été établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée. Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

ART. 553. — Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage

ou à le rendre plus incommode. — Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux ni transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Mais, cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

ART. 554. — De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

SECTION IV. — *Comment les servitudes s'éteignent.*

ART. 555. — Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne puisse plus en user.

ART. 556. — Elles revivent, si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit à l'article 559.

ART. 557. — Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

ART. 558. — La servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans.

ART. 559. — Les trente ans commencent à courir, selon

les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

ART. 560. — Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même et de la même manière.

ART. 561. — Si le fonds en faveur duquel la servitude est établie, appartient à plusieurs, par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

ART. 562. — Si, parmi les copropriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres.

M. le président ouvre une discussion générale sur ce Livre.

M. Wavre. Les commentateurs du Code-Napoléon ont fait sur cette partie du Code des critiques dont les autres pays, qui ont adopté le Code français, ont profité, et dont le projet ne tient pas compte.

Le titre de ce Livre n'est pas complet; pour qu'il le soit, il faudrait dire : « *Des biens, de la propriété et de ses modifications,* » et faire entrer ainsi dans le titre général du Livre, ce qui fait l'objet du Titre II, la propriété.

Plusieurs auteurs ont trouvé, avec raison, que tout ce qui tient à la possession devait trouver sa place dans le Livre qu'il s'agit maintenant de discuter, et des Codes de dates récentes, le Code hollandais et le Code fribourgeois, par exemple, ont adopté cette idée.

La possession est un état légal reconnu chez nous; plu-

sieurs points de coutume la consacrent et règlent des actions spéciales propres à la possession.

Si on répond à cette objection, que la possession trouvera sa place au chapitre de la prescription, en se fondant sur ce que la possession est un moyen d'acquérir la propriété, l'orateur combattra cette idée comme inexacte en droit.

La possession est, indépendamment de ses conséquences et en soi, un état de fait légal et juridique, et cette matière trouverait sa place dans le Livre que l'on va discuter avec plus de raison que l'accession, par exemple.

M. *Piaget* ne voit pas plus d'avantages que d'inconvénients à modifier le titre du Livre II dans le sens dont a parlé M. *Wavre*.

Quant à ce qui regarde la possession, le préopinant a prévu l'objection qui lui serait faite : c'est, en effet, au chapitre de la prescription que ce qui regarde la possession, trouvera sa place.

M. *Wavre*. Si l'on veut traiter ce qui tient à la possession en aussi peu de mots que l'a fait le Code français, c'est en effet au chapitre de la prescription qu'il faut en parler; mais si l'on veut traiter d'une manière complète la doctrine de la possession, l'orateur persiste à croire que c'est dans le Livre II qu'il faut le faire : il conclut, en déposant la proposition suivante : « Je propose au grand-conseil de ren-
« voyer cette matière à la commission législative, qui
« pourra donner un préavis, tant sur son adoption que sur
« sa position dans le Code; car, comme le projet ne nous
« est pas présenté complet, je ne puis aujourd'hui en apprécier l'ordonnance générale. »

M. *Piaget*. Il est bien évident que si la commission avait

eu l'intention de faire ce que M. Wavre désire, elle l'aurait indiqué dans son rapport; lui renvoyer cette affaire, c'est perdre inutilement un temps précieux.

Quelle que soit la partie du Code qui traitera de la possession, le grand-conseil pourra toujours, s'il partage l'avis de M. Wavre sur l'étendue des développements qu'il convient de lui donner, consacrer à cette matière un nombre d'articles aussi considérable qu'on voudra.

Il est donc inutile de prolonger une discussion qui pourrait durer fort longtemps sur la question de savoir à quelle partie du Code appartient la possession.

M. Wavre. Le Code étant promulgué par parties successives, on ne saurait examiner avec trop de soin tout ce qui peut appartenir à un livre plutôt qu'à un autre. Lorsque le Livre II sera promulgué et exécutoire, il sera trop tard pour y introduire la matière de la possession, si l'on trouve alors qu'elle aurait dû y trouver place. Dans ce sens, le renvoi à la commission serait certainement utile.

La proposition de M. Wavre ne réunit que 5 suffrages.

Personne ne demandant plus la parole, la discussion générale est close, et il est passé à celle des articles.

M. Wavre propose au titre du Livre II un amendement, consistant à dire : « *Des biens, de la propriété et de ses différentes modifications.* »

Cet amendement ne reçoit pas l'appui réglementaire, et le titre du projet est adopté.

TITRE 4^{er}. — *De la destination des biens.*

L'art. 367 est adopté.

CHAPITRE I^{er}. — *Des immeubles.*

Les art. 368 et 369 sont adoptés.

A propos de l'art. 370, M. *Wavre* exprime la pensée que les définitions du projet pour déterminer ce qui doit être considéré comme meuble ou comme immeuble, lui paraissent bien plus propres à créer des embarras qu'à les éviter.

Il y a à craindre qu'au moyen de ces définitions on ne fasse rentrer, dans la catégorie des immeubles, des choses comme les pressoirs, par exemple, qui ont toujours été considérés comme meubles, et qui, conséquemment, étaient transportés sans lods.

MM. *Piaget* et *Philippin* répondent au préopinant que la commission s'est bornée à rédiger ce qu'était la coutume sur cette matière, et à déterminer quelques points sur lesquels il pouvait y avoir du doute; que, loin d'étendre les définitions, elle a retranché une très-majeure partie de celles du Code français, qui, relativement à la distinction des biens meubles et immeubles, pose des principes qui ne sont point dans nos habitudes. La commission n'a point discuté en se préoccupant de la question des lods, et M. *Piaget* estime que cette redevance sera, malgré le Code, perçue d'après les règles anciennes, parce que tout ce qui tient à la question des lods, forme une législation spéciale et distincte.

L'art. 370 est adopté; il en est de même des art. 371, 372 et 373.

A propos de l'art. 374, M. *Wavre* regrette que l'on

n'ait pas suivi le système du Code français et du Code vaudois, qui ont réuni en un seul article ce qui, dans le projet, en forme deux, soit les art. 374 et 375. Sans faire de proposition à cet égard, l'orateur croit que le Code gagnerait en clarté, si l'on réunissait ces deux articles en disant :
« Sont immeubles par destination tous effets mobiliers que
« le propriétaire a attachés au fonds à perpétuelle demeure ;
« ainsi, le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds
« des objets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y
« sont scellés en plâtre ou à chaux, etc. »

L'art. 374 est adopté.

L'article 375 est adopté.

L'article 376 statue : « Sont aussi immeubles par destination les ustensiles nécessaires à l'exploitation des usines,
« tels que forges, papeteries, moulins, etc. »

M. *Erhard Borel* demande, à propos de cet article, s'il ne serait pas préférable de substituer le mot *machines* à celui de *ustensiles*. Cette dernière expression paraît à l'orateur emporter une signification très-étendue et pouvoir s'appliquer aussi à des objets très-susceptibles de rentrer dans la catégorie des meubles et objets transportables.

M. *Piaget*. L'art. 376 renferme une disposition réellement nouvelle, en ce sens qu'il aura pour résultat de faire considérer comme immeuble, tout ce qui, dans une usine, sert à son exploitation.

Le conseil d'Etat et la commission législative ont longtemps hésité à proposer cet article du projet ; aussi y a-t-il lieu à examiner sérieusement s'il convient d'adopter cette innovation.

M. *Erhard Borel* fait remarquer que son intention a été

de provoquer une explication, et qu'il est prêt à adopter l'article avec le sens et la portée qui viennent de lui être donnés par M. le rapporteur.

M. *G.-H. Lambelet* déclare qu'il ne votera l'article 376 que s'il est bien entendu que les choses dont il parle, étant considérées comme immeubles, seront assurées contre l'incendie avec les bâtiments dans lesquels elles se trouveront. Jusqu'ici la Compagnie d'assurance du Canton a assuré les bâtiments d'usines, mais elle a refusé de comprendre les machines dans cette assurance.

M. *Perrot*. L'article actuellement en discussion déroge à ce qui a été admis jusqu'à maintenant; c'est une question de savoir si cette dérogation est bonne ou mauvaise : elle aura dans tous les cas pour conséquence de rendre sujettes aux lods des ventes et acquisitions qui jusqu'ici n'ont point payé cette redevance : ce résultat est certainement regrettable.

Avec le système de l'art. 376, l'hypothèque qui grèvera une usine, atteindra non-seulement les bâtiments, mais elle frappera aussi les machines et le matériel d'exploitation.

Savoir si ces mêmes objets seront assurés par la Compagnie d'assurance contre l'incendie, c'est là une question dont la solution appartient aux lois spéciales qui pourront être faites; en sorte qu'il n'est point certain que cette compensation soit assurée aux propriétaires d'usines. L'état ancien paraît préférable à l'orateur, et il votera contre l'article actuellement en discussion.

M. *DuPasquier*. Il arrive fréquemment que les bâtiments d'une usine sont la propriété d'une personne et que les machines et engins appartiennent à une autre personne. Lors-

que ce cas se présentera, l'article 376 ne pourra pas être exécuté, c'est pourquoi l'orateur le rejettera.

M. *Wavre*. Il est certain, quoi qu'on en dise, que ce qui sera appelé immeuble par le Code, le sera, et pour les lods et pour l'assurance contre l'incendie : la même loi doit régir les rapports des citoyens entre eux et les rapports des citoyens avec l'Etat.

M. *Erhard Borel*. L'article 376 a une grande importance pour les industriels, en ce qu'il leur garantira l'assurance de choses sans lesquelles l'usine n'existe pas.

Il paraît équitable et juste à l'orateur de décider qu'il en sera ainsi.

M. *Piaget* croit devoir répéter ce qu'il a dit dans la séance d'hier, c'est que, *malgré le Code*, la législation sur les lods restera ce qu'elle est aujourd'hui, aussi longtemps que le grand-conseil ne l'aura pas modifiée.

Quant aux assurances contre l'incendie, la Chambre d'assurance et le grand-conseil resteront libres aussi de décider s'il convient de conserver ou de modifier les dispositions de la loi actuelle sur la matière.

Répondant à l'objection faite par M. DuPasquier, l'orateur fait remarquer que lorsque les bâtiments et la machine appartiendront à des personnes différentes, l'une interviendra pour vendre les bâtiments et l'autre pour vendre les machines et engins : ce sera l'opération qui se passe, lorsqu'un immeuble possédé par plusieurs propriétaires est aliéné par eux.

M. *Erhard Borel* croit que l'article serait plus clair si l'on substituait au mot *ustensiles* les mots *machines* et *engins*, et il en fait la proposition.

M. *Wavre*. On atteindra le but que se propose le préo-

pinant en supprimant l'article 376 et en se contentant des dispositions de l'article 375.

D'après le code des lods et la loi sur l'assurance contre les incendies, tout ce qui est *immeuble* est soumis aux lods et à l'assurance; il en résulte que tout ce que le Code déclarera *immeuble*, sera soumis à cette double contribution. Le paiement du lod ne sera agréable à personne, et si l'assurance des machines d'une usine peut être utile aux propriétaires de ces sortes d'établissements, le paiement des contributions, en cas de sinistres, ne sera ni utile ni agréable aux propriétaires des immeubles d'une autre nature que la loi contraint à entrer dans l'assurance mutuelle cantonale.

M. *Perrot*. La réponse faite par M. le rapporteur à l'objection proposée par M. DuPasquier est loin d'être péremptoire.

Tandis que le propriétaire des machines d'une usine peut les enlever du bâtiment dans lequel elles se trouvent, le copropriétaire d'un immeuble d'une autre nature ne peut enlever sa quote-part.

Il est contraire à tout système hypothécaire bien entendu de classer, dans la catégorie des objets que l'hypothèque peut frapper, des choses susceptibles d'être enlevées, d'admettre ainsi, implicitement du moins, que le créancier hypothécaire pourra voir son gage disparaître.

L'orateur persiste dans la proposition qu'il a faite de supprimer l'article, et c'est dans ce sens qu'il propose le renvoi à la commission.

M. *Erhard Borel*. Il y a dans une usine bien des choses que l'on peut enlever sans les fracturer ou les détériorer, ou sans briser et détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés, ainsi les roues hydrauliques, les transmissions, etc.

On ne peut donc soutenir, comme l'a fait un préopinant, que les dispositions de l'article 375 soient suffisantes pour régler la matière. L'art. 376 doit être maintenu, parce qu'il assure aux industriels une sécurité qu'il est juste de leur donner.

M. *Girard* ne votera pas l'article du projet, parce qu'il lui paraît entrer dans trop de détails.

On pourrait raisonnablement soutenir avec le texte de cet article que les sacs qui servent à l'exploitation d'un moulin, les limes et les autres outils d'une forge sont immeubles.

L'orateur propose la rédaction suivante en réservant l'examen de la commission :

« Sont aussi immeubles par destination les objets absolument nécessaires à l'exploitation des usines. »

M. *DuPasquier*. On a demandé dans l'intérêt de l'industrie et des industriels de maintenir l'art. 376 ; au nom des mêmes intérêts, l'orateur insiste pour le retranchement de cet article.

On ne saurait soutenir que des planches à indiennes, par exemple, qui, dans une fabrique de toiles peintes, sont aussi décidément des *ustensiles*, qu'elles sont décidément des *meubles*, puissent être réputées immeubles par les dispositions du Code.

Il arrive dans la plupart des cas qu'un propriétaire loue les bâtiments d'une usine, et que le locataire place dans ces bâtiments les machines et engins qui servent à son exploitation.

Ce cas arrivant, le locataire deviendrait-il copropriétaire de l'immeuble ? L'orateur conclut en demandant le renvoi à la commission.

M. *Piaget*. Dans le cas que l'on vient de citer, l'art. 376

ne serait pas applicable, attendu que les machines placées par le locataire ne seraient pas immeubles par destination.

Le locataire qui aurait reçu quatre murailles, rendrait quatre murailles, et les parties auraient soin d'ailleurs de le stipuler dans le bail.

Si l'on renvoie à la commission, l'orateur insiste pour que le grand-conseil précise le sens de ce renvoi.

M. *Huguenin-Vuillemin*. La discussion a démontré que l'article est de nature à inspirer des craintes ; il serait donc convenable de le supprimer.

M. *G. Guillaume*. La commission n'a pas entendu donner à l'article la signification restreinte qu'il recevrait, si l'on substituait au mot *ustensiles* le mot *machines*.

La commission a entendu ranger dans la catégorie des biens immeubles tout ce qui, les outils compris, est nécessaire à l'exploitation d'une fabrique.

Celui qui achète une usine, une fabrique de toiles peintes, par exemple, achète un objet avec lequel il entend pouvoir fabriquer des toiles peintes ; il devra donc, par le fait de son acquisition, devenir propriétaire des rouleaux et des autres instruments nécessaires à la fabrication.

M. *DuPasquier* ne peut partager plusieurs des opinions qui ont été émises.

Il y aurait peut-être avantage à adopter la substitution du mot *machines* à celui *ustensiles* ; mais encore il y a, dans certains genres de fabrication, des machines très-petites, microscopiques, qui ne tiennent point au bâtiment : Seront-elles immeubles ?

L'orateur a pris acte avec plaisir de ce qui a été dit par M. le rapporteur relativement à la position des locataires qui ont posé des machines et engins dans les bâtiments qu'ils ont à bail.

M. *Grandpierre* repousse, de la part de la commission, toute préoccupation fiscale. Elle a posé les principes contenus dans l'article 376 pour les principes eux-mêmes, et non point pour les conséquences fiscales que l'on pourrait vouloir en tirer.

Il ne faut pas perdre de vue que le grand-conseil, pouvoir législatif, sera toujours libre de restreindre dans les lois spéciales et complémentaires les conséquences des principes posés dans le Code.

M. *H. Calame*. En disant *machines* au lieu d'*ustensiles*, on restreint la portée de l'article; il n'en est pas de même, si l'on dit *machines et engins*, car tous les outils servant à l'exploitation d'une usine peuvent rentrer sous cette dénomination de *engins*.

Toutes les dispositions qui ont été votées jusqu'ici pour établir la distinction des biens meubles et des biens immeubles, sont l'expression de notre droit ancien.

L'orateur cite à l'appui les dispositions des articles 369 à 375 inclusivement, et il fait remarquer que toutes les choses qui, d'après ces articles, sont immeubles, ont eu jusqu'ici le même caractère et ont été soumises aux lods.

L'article 376 seul déroge à nos habitudes et à notre droit et la discussion a démontré que son adoption peut provoquer bien des craintes légitimes.

M. *Challandes*, sans attacher une grande importance à la suppression ou au maintien de l'article, ne pense pas que les différentes propositions qui ont été faites pour le rendre plus clair ou pour en atténuer la portée, soient réellement de nature à atteindre l'un ou l'autre de ces résultats.

M. *Jacot-Guillarmod*. L'article 376 tend, quoi qu'on en dise, à appeler immeubles et à frapper d'un droit de mu-

tation des valeurs qui jusqu'ici ont été réputées meubles et dont le transport a pu s'effectuer sans lods.

En vain objectera-t-on que les règles anciennes en matière de lods resteront en vigueur; si le besoin s'en fait sentir, on fera des accrocs à ces règles comme cela a déjà eu lieu dans le décret relatif à la Société de construction de la Chaux-de-Fonds, décret sur lequel l'orateur espère qu'on reviendra.

M. *Delachaux* était originairement disposé à voter l'article, mais la discussion qui vient d'avoir lieu, lui a démontré qu'en définitive il était préférable de le supprimer.

Les conséquences signalées par M. Perrot au point de vue de la loi hypothécaire ont particulièrement frappé l'orateur.

Tout en admettant avec M. le rapporteur que la Chambre d'assurance et le grand-conseil ne seront pas nécessairement liés par les dispositions du Code en ce qui touche la loi d'assurance contre l'incendie, l'orateur conclut en proposant le renvoi à la commission dans le sens de la suppression de l'article, et, subsidiairement, pour qu'il soit fait une rédaction destinée à parer aux craintes qui ont été manifestées.

M. *Philippin*. L'article 376 a été critiqué dans ses conséquences au point de vue :

- 1° De l'achat et de la vente, et des lods en résultant ;
- 2° De la loi hypothécaire.
- 3° De la loi sur l'assurance contre l'incendie.

L'orateur croit être dans le vrai en disant que, sous ces divers rapports, la commission a été déterminée par les considérations suivantes :

1° Quant à l'achat et à la vente, la commission a admis que celui qui vend ou achète une *usine*, c'est-à-dire un *moulin*, une *fabrique de papier*, d'*ébauches*, de *mouvements de montres*, de *toiles peintes*, etc., est censé, par le fait même qu'il emploie ces dénominations, vendre ou acheter un établissement où, dès que l'acquéreur sera en possession, il pourra moudre du blé, s'il s'agit d'un moulin, fabriquer des ébauches, du papier, des toiles peintes, etc., ce qui emporte nécessairement l'idée que, par le fait de son acquisition, il sera non-seulement devenu propriétaire des maisons, mais encore de toutes les machines, engins et utensiles nécessaires à la fabrication des produits de l'usine. S'il n'en est pas ainsi, l'acquéreur n'aura pas fait l'acquisition d'une *usine*, d'une *fabrique*, il sera devenu propriétaire de *bâtiments ayant renfermé usine ou fabrique*, et ce sera improprement qu'on les aura décorés du nom de moulin, de papeterie, etc., si les machines qui sont ce qui précisément constituent l'usine, ne font pas partie de la vente.

L'orateur admet que les principes posés dans le Code à cet égard exerceront une influence au point de vue des lods et des assurances contre l'incendie; mais, quant aux lods et pour aussi longtemps que cette redevance en soi sera maintenue, il ne pense pas qu'il soit si anormal et si illogique de l'appliquer aux choses qui constituent l'usine et la fabrique, et qui leur donnent leur valeur principale.

2° Au point de vue de la loi hypothécaire, les mêmes observations peuvent être faites. Le débiteur qui aura contracté un emprunt et affecté en hypothèque une *fabrique de papier*, par exemple, doit être censé avoir consenti le gage hypothécaire, non-seulement sur les bâtiments qui, dans bien des cas, ont une valeur relativement peu impor-

tante, mais encore ce qui constitue la fabrique dans son ensemble, c'est-à-dire les machines et le matériel d'exploitation. Admettre une autre doctrine, ce serait peut-être provoquer des surprises et des fraudes.

3^o Et quant aux assurances, pourquoi, alors surtout que les propriétaires sont contraints par la loi à entrer dans l'association mutuelle, refuser aux propriétaires d'usines et de fabriques la garantie de l'assurance pour la part essentielle de leur établissement?

Il s'agit uniquement de savoir si le grand-conseil veut entrer dans cette voie, ou si, au contraire, il veut maintenir l'état ancien.

M. *Erhard Borel* modifie l'amendement qu'il a proposé. Il voudrait que l'on se bornât à substituer le mot *machines* à celui de *ustensiles*.

Personne ne demandant plus la parole, M. le président déclare close la discussion sur l'article 376, et il procède à la votation.

La suppression de l'article 376 est rejetée par 34 voix contre 20. Le renvoi à la commission est adopté par 28 voix contre 23.

M. *Piaget* demande que le grand-conseil précise le sens de ce renvoi.

Afin de faire droit à cette observation, M. le président met aux voix l'amendement proposé par M. *Erhard Borel*.

Cet amendement est rejeté par 23 voix contre 21.

L'amendement proposé par M. *Girard* ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Le renvoi à la commission subsistant sans qu'aucun des amendements ait réuni la majorité, une discussion prolongée s'engage et met en présence les opinions suivantes :

1° Plusieurs membres pensent qu'il n'y a plus lieu à renvoyer à la commission, puisque, d'après la décision prise dans l'une des premières séances consacrées à la discussion du Code, on ne renverra à la commission que les propositions ayant réuni la majorité ;

2° D'autres membres pensent que ce vote n'a point enlevé au grand-conseil le droit de demander à la commission un rapport sur l'ensemble d'une question donnée ; que la discussion qui vient d'avoir lieu a suffisamment démontré l'indécision et la divergence de vues et d'interprétation qui règnent dans le grand-conseil, et conséquemment l'utilité, si ce n'est l'urgence, d'un nouveau rapport sur l'ensemble de la question.

Cette discussion aboutit aux propositions suivantes :

1° De M. Charles-Jules Matthey, concluant à ce que le grand-conseil revienne sur le vote qui a renvoyé l'article 376 à la commission et statue ensuite sur l'adoption ou le rejet de cet article. — Cette proposition reste en minorité.

2° De M. Grandpierre concluant à ce que, tout en maintenant le renvoi à la commission, l'assemblée passe à la discussion des articles 377 et suivants.

Le mode proposé par cette proposition est suivi par M. le président sans qu'il surgisse de réclamation.

3° De M. L'Eplattenier, amendée par M. Philippin et concluant à ce que la commission soit chargée d'examiner :

- a) S'il convient de supprimer l'article 376 ;
- b) S'il y a lieu d'adopter l'amendement proposé par M. Erhard Borel ;
- c) S'il convient d'adopter l'amendement proposé par M. Girard.

Cette troisième proposition se trouve écartée par l'adoption de celle faite par M. Grandpierre.

L'article 377 est adopté.

CHAPITRE II. — *Des meubles.*

Les articles 378, 379 et 380 sont adoptés.

L'article 381 statue : « Les bateaux, bacs, bains sur bateaux, et généralement toutes usines non fixées par piliers et ne faisant point partie de la maison, sont meubles. »

M. Calame demande que l'on ajoute à cet article les pressoirs.

M. Piaget déclare se rallier à cet amendement, qui est adopté.

M. Bonjour. Puisqu'on entre dans les détails, il faudrait ajouter aussi les greniers portatifs.

M. Grandpierre pense que l'amendement proposé par M. Bonjour n'est point nécessaire, et que, si l'on veut tout indiquer, il faudra faire un inventaire mobilier complet.

L'amendement proposé par M. Bonjour tombe, faute de recevoir l'appui réglementaire.

L'article 381 amendé par M. Calame est adopté.

Il en est de même de l'article 382.

M. Wavre estime que les principes posés dans les deux alinéas de l'article 383 établissent une contradiction entre eux. Elle serait évitée, si l'on avait adopté l'économie du Code français, qui admet trois catégories de meubles, savoir : les *meubles meublants*, les *meubles* et les *biens meu-*

bles, et si l'on avait employé la dénomination de biens meubles au second alinéa de l'article 383.

M. *Perrot* propose d'ajouter l'*argenterie* à la nomenclature contenue au premier alinéa de l'article 383.

Il demande si les pianos et instruments de musique seront compris dans les dispositions de ce premier alinéa.

M. *Piaget*. Il faudra, dans tous les cas, distinguer entre l'*argenterie* servant aux besoins ordinaires du ménage et l'*argenterie* de luxe.

Quant à l'observation faite par M. *Wavre*, l'orateur y répond en faisant lecture du rapport présenté par le conseil d'Etat à l'appui du projet de Code.

L'amendement proposé par M. *Perrot* est adopté.

M. *Wavre* propose de retrancher le second alinéa de l'article 383. — Cette proposition ne reçoit pas l'appui réglementaire.

L'article amendé par M. *Perrot* est adopté.

M. *Bonjour* demande que, dans l'art. 384, on indique les bureaux et les *bonheurs de jour*.

M. *Piaget*. Si l'on veut spécifier tous les meubles meublants, on n'en finira pas.

La proposition de M. *Bonjour* tombe faute d'appui, et l'article 384 est adopté.

M. *Wavre* trouve qu'il n'y a pas harmonie entre l'article 385 et le second alinéa de l'article 383 ; mais il ne fait aucune proposition, et l'article 385 est adopté.

Il en est de même de l'article 386 après une discussion entre M. *Wavre*, qui soutient que cet article n'est pas d'accord avec la jurisprudence actuelle, et M. *Piaget*, qui estime le contraire.

CHAPITRE III. — *Des biens dans leurs rapports avec ceux qui les possèdent.*

L'article 387 est adopté.

L'article 388 statue : « Les chemins, routes et rues, les
« rivières, les cours d'eau, les lacs, les rives et les riva-
« ges, les ports, et généralement toutes les portions du
« territoire neuchâtelois qui ne sont pas susceptibles d'une
« propriété privée, sont considérés comme dépendances du
« domaine public. »

M. Perrot. Le Code français parle des chemins, routes et rues à *la charge de l'Etat*. Cette condition devrait être ajoutée à l'article, attendu qu'il y a des établissements de cette nature qui sont propriété privée.

M. Wavre appuie cette observation et critique la dernière partie de l'article, en ce sens que, selon lui, les communes étaient propriétaires dans l'étendue de leur circonscription territoriale des portions du territoire dont parle l'article 388.

Il fait remarquer que les rives du lac et les ports sont dans plusieurs endroits la propriété des communes, qui ont acquis les unes et construit les autres. Il propose enfin de substituer aux mots : *qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée*, ceux-ci : *qui ne sont pas reconnus appartenir à la propriété privée*.

M. L'Eplattenier déclare se joindre à l'amendement proposé par M. Perrot.

MM. Challandes et Huguenin-Vuillemin le rejettent comme pouvant compromettre les droits de surveillance appartenant à l'Etat sur les voies publiques dont la loi met l'entretien à la charge des communes.

MM. *Piaget* et *Ladame* font remarquer que l'expression *domaine public* embrasse cette partie de la propriété publique dont l'Etat ne peut disposer, et dont la jouissance appartient à chacun : ainsi, les routes, etc.

Elle n'a donc point la portée que quelques personnes semblent lui donner.

M. *Ladame* pense que la partie disponible de la fortune de l'Etat, celle qui peut être vendue, etc., devrait, par opposition, être appelée domaine de l'Etat ; que cette dernière dénomination est celle qui conviendrait à l'art. 390, par exemple.

M. *Philippin* propose de dire : « les chemins, routes et « rues à la charge de l'Etat ou des communes, etc. »

M. *James Meuron* cite un commentateur qui, définissant ce qui constitue le domaine public, n'établit point la distinction dont vient de parler M. *Ladame*.

L'amendement proposé par M. *Philippin*, appuyé par M. *Diacon* et auquel déclarent se rallier MM. *Perrot*, *Wavre*, *Piaget* et *L'Eplattenier*, est adopté à une forte majorité.

M. *Piaget* combat l'amendement proposé par M. *Wavre*, qui lui paraît n'avoir aucune utilité, puisqu'il est clair que ce qui n'est pas propriété privée, est propriété publique. Si les lacs *Loclat* et *d'Etalières*, improprement appelés lacs, puisqu'ils ne sont que des pièces d'eau ou des mares, sont, en tout ou en partie, propriétés privées, le Code n'ayant pas d'effet rétroactif, les droits acquis subsisteront. Il en est de même pour les accensements de rives du lac.

M. *Meuron*. Un cours d'eau peut être en totalité sur un domaine privé : il faudrait, comme le Code français, restreindre les dispositions de l'article 388 aux rivières navigables ou flottables.

M. *Piaget*. Les cours d'eau sont un droit régalien chez nous, et il faut maintenir cet état de fait, si l'Etat veut maintenir les concessionnaires au bénéfice des concessions, qu'il leur a faites. — Si, à raison de circonstances spéciales de gisement, un cours d'eau devait décidément être considéré comme propriété privée, le propriétaire du fonds pourra toujours faire statuer sur ce cas spécial.

M. *Diacon* propose de ne rien changer au texte actuel de l'article, mais d'y ajouter un alinéa dans le sens indiqué par M. Ladame.

L'amendement proposé par M. Wavre est rejeté.

Il en est de même de la proposition de M. Diacon.

L'article 388, amendé par MM. Perrot et Philippin, est adopté.

L'article 389 est adopté sans changement.

L'article 390 statue : « Tous les biens vacants et sans « maîtres, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers, « ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent » au domaine public. »

M. *Wavre* comprend cette disposition appliquée aux immeubles; mais les biens meubles sans maître appartiennent chez nous à celui qui les trouve, comme premier occupant. Il critique cette disposition qui adjuge à l'Etat les successions jacentes, faute d'héritier, alors qu'il n'est plus chargé des illégitimes, et qu'il ne doit plus y avoir de citoyens sans commune.

La commune ayant remplacé l'Etat pour les charges, elle devrait aussi lui succéder dans les bénéfices.

M. *Philippin*. Jamais les épaves, de quelque nature qu'elles soient, n'ont été régies chez nous par le droit du premier occupant. Elles ont toujours appartenu à l'Etat.

En présence des dispositions de l'article 642, qui n'exclut de la succession que passé le douzième degré, il est impossible que jamais l'Etat recueille une succession, alors qu'il y aurait encore des parents.

M. *Piaget* renvoie, au surplus, M. Wavre à l'art. 569 du projet.

L'article 390 est adopté.

L'article 391 statue : « On peut avoir sur les biens, ou « un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, « ou seulement des services fonciers à prétendre. »

M. *Wavre* propose de faire mention, dans cet article, du droit de possession. — Cet amendement, appuyé par M. *Philippin*, ne reçoit pas l'appui réglementaire, et l'article 391 est adopté.

TITRE II. — *De la propriété.*

L'article 392 est adopté.

A propos de l'article 393, M. Wavre fait remarquer que plusieurs codes renferment une disposition portant que l'expropriation ne peut avoir lieu *qu'en vertu d'une loi générale ou d'un décret spécial de l'autorité législative*, et il demande que cette condition soit ajoutée à celles de l'article 393.

M. *Piaget*. La Constitution et la loi d'expropriation pourvoient à ce que désire le préopinant.

La proposition ou amendement de M. Wavre n'est pas appuyée, et l'article 393 est adopté. Il en est de même de l'art. 394.

CHAPITRE I. — *Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.*

M. Wavre critique de nouveau l'ordonnance du Code en cette matière. Ce qui tient à la possession, trouverait sa place dans le second Livre du Code plutôt que ce qui régit l'accession.

L'art. 395 est adopté.

L'art. 396 décide que : « Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers. »

M. Wavre critique cet article qui obligera le propriétaire à payer des sements et des travaux qui auront, malgré lui, été faits à son champ.

M. Philippin. Celui qui, malgré le propriétaire ou à son insu, fera des travaux ou des sements, ne pourra prétendre au bénéfice de l'art. 396, puisque le dol ne peut jamais créer un droit.

Les articles 396, 397 et 398 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.*

L'art. 399 est adopté.

SECTION I^{re}. — *Du droit d'accession relativement aux choses immobilières.*

Les articles 400 à 405 inclusivement sont adoptés.

M. Wavre critique les dispositions de l'art. 406, qui ont été supprimées dans le Code vaudois et remplacées par

l'art. 558 du Code français. Il votera contre l'article si le troisième alinéa est maintenu.

Les propriétaires des lacs et des étangs n'ont jusques ici eu droit à la propriété des terrains recouverts par les eaux que jusqu'à la hauteur du niveau moyen, et le projet leur attribue cette propriété jusqu'à la hauteur du niveau maximum.

M. *Piaget*. L'honorable préopinant sait fort bien que les rives du lac appartiennent à l'Etat, et que nul ne peut y prendre des graviers sans la permission du gouvernement.

On a parlé des marais; mais quand l'eau les recouvre, il s'agit de crues extraordinaires auxquelles le quatrième alinéa de l'art. 406 est applicable.

Les articles 406 à 411 inclusivement sont adoptés.

SECTION II. — *Du droit d'accession relativement aux choses mobilières.*

Les articles 412 à 424 inclusivement sont adoptés sans discussion.

M. *Girard* pense que ce serait le moment d'introduire dans le Code trois dispositions qu'il désire y voir figurer, et dont il propose le renvoi à l'examen de la commission de législation.

Ce sont les suivantes :

1° Obligation à tout propriétaire de délimiter, lorsqu'il en est requis par le propriétaire voisin;

2° Droit d'expropriation moyennant indemnité en faveur de tout propriétaire qui devrait traverser les champs et les prés d'autres personnes, soit pour se créer une issue aboutissant à une nouvelle voie de communication, soit pour faire passer des conduits d'eau d'une propriété où il aurait une source à une autre propriété lui appartenant.

M. *Piaget* fait remarquer au préopinant que ces diverses choses trouveraient leur place, ou dans un Code rural, ou dans d'autres parties du Code civil.

Cet incident n'a pas de suite.

TITRE III. — *De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.*

CHAPITRE I^{er}. — *De l'usufruit.*

Les articles 425 à 428 sont adoptés sans discussion.

SECTION. I. — *Des droits de l'usufruitier.*

Les articles 429, 430, 431 et 432 sont adoptés.

M. *Wavre* demande le retranchement des mots : *et valeur*. Il pense que l'obligation de rendre une chose fongible est suffisamment exprimée en disant que l'on devra restituer en pareille *quantité et qualité*, ou le *prix d'estimation*.

M. *Piaget* déclare ne pas s'opposer à cet amendement, qui est adopté, ainsi que l'article modifié.

Les articles 434, 435 et 436 sont adoptés.

L'article 437 du projet décide :

« Si les bois compris dans l'usufruit ne se trouvent point
« dans les conditions prévues aux art. 435 et 436 (taillis
« et hautes futaies), l'usufruitier pourra couper annuelle-
« ment une quantité de bois qui soit tout à la fois en rap-
« port avec l'état de la forêt et avec le capital qu'elle re-
« présente, sans cependant que cette quantité puisse jamais
« dépasser l'intérêt du capital représenté par la forêt ni
« excéder le produit naturel de cette forêt, alors même que

« ce produit serait inférieur à l'intérêt du capital représenté. »

M. *Perrot* demande quel sera le taux de l'intérêt dont parle cet article.

M. *Piaget*. Le Code ne peut parler que de l'intérêt légal ; ce serait donc dans l'état actuel, et s'il n'y est rien changé par les dispositions qui régleront la matière, l'intérêt au cinq pour cent.

La pensée des auteurs du projet, en combinant le produit naturel et l'intérêt du capital représenté, a été de sauvegarder aussi bien les droits du nu propriétaire que celui de l'usufruitier.

M. *Perrot* trouve le taux du cinq pour cent trop élevé et propose d'expliquer dans l'article que ce taux sera de quatre pour cent.

M. *Delachaux* reconnaît la difficulté de déterminer un taux d'intérêt qui soit juste dans tous les temps et dans toutes les circonstances ; c'est pourquoi il voudrait ajouter à l'art. 437 une disposition portant qu'il sera fait usage, dans chaque cas, du taux courant d'intérêt.

M. *Perrot* croit qu'il serait plus simple de n'admettre que l'une des bases posées dans cet article, celle du produit naturel de la forêt.

M. *Wavre* insiste pour que l'on ne restreigne pas l'exercice du droit d'usufruit, droit qui est dans nos mœurs et auquel les populations tiennent.

Il fait remarquer, au surplus, que l'évaluation prévue à l'art. 438 répond à tout ce que l'on peut raisonnablement demander dans l'intérêt des nus propriétaires.

M. *Lardy* est favorable à l'article du projet ; on compro-

met les droits de l'une des parties en ne tenant compte que d'une seule base de supputation.

Si l'on ne parle que du produit naturel, un usufruitier pourra absorber en une seule année toutes les économies qu'aurait pu faire le propriétaire en ne disposant pas au fur et à mesure du produit de la forêt.

Qu'un usufruitier puisse, dans la première année de son usufruit, disposer comme produit naturel de la totalité des bois que le propriétaire aurait pu exploiter pendant une série des années précédentes, cela ne serait ni équitable ni juste.

L'amendement proposé par M. Perrot n'étant pas appuyé, il est passé à la votation sur l'article, qui est adopté.

M. Wavre demande, à propos de l'article 438, si la quotité dont il parle ne pourra être déterminée qu'*au commencement* de l'usufruit : il désire qu'elle puisse l'être aussi pendant la durée de l'usufruit, et il fait la proposition de modifier l'article dans ce sens.

M. Piaget. Ce que demande l'honorable préopinant, sera de plein droit, puisque les parties seront libres, en cela comme en toutes choses, de faire des conventions dérogoatoires à la loi, moyennant qu'elles n'aient rien de contraire à l'ordre et à la morale publique.

Le but du projet est d'empêcher que l'usufruitier ne mette la hache dans la forêt avant d'avoir fait déterminer contradictoirement l'étendue de son droit.

L'honorable préopinant a demandé si les dispositions que l'on discute maintenant, seraient applicables aux usufruits actuellement ouverts.

M. le rapporteur déclare qu'il pense, quant à lui, que le Code ne pourra pas, ici plus qu'ailleurs, avoir d'effet rétroactif.

M. *Huguenin-Vuillemin* demande quel droit aura l'usufruitier sur une forêt qui, représentant un capital, ne produira aucun revenu, parce que les bois seront trop jeunes pour être exploités.

MM. *Piaget*, *Philippin* et *Lardy* font remarquer au préopinant que l'usufruit d'une chose est la jouissance des produits dont elle est susceptible, eu égard à son état et à sa nature, et que l'usufruitier a l'obligation de jouir en bon père de famille des choses soumises à l'usufruit.

Il est clair que, dans le cas cité par M. *Huguenin-Vuillemin*, l'usufruitier ne retirera rien de la forêt, parce que, dans l'état dont on a parlé, elle ne serait pas susceptible de produire un revenu, et parce qu'un bon père de famille n'irait certes pas exploiter une forêt dans ces conditions.

M. *Lardy*. L'usufruitier pouvant, à teneur de l'art. 439, cumuler ses droits annuels en une seule coupe, il conviendrait de reproduire cette idée dans l'art. 438, qui semble l'exclure.

M. *Piaget*. L'usufruitier qui voudra cumuler ses droits annuels, fera déterminer et marquer, tous les ans, les plantes de bois formant la quotité annuelle : il sera libre de les couper en tout temps, moyennant qu'il le fasse avant la fin de l'usufruit.

M. *Huguenin-Vuillemin* persiste à trouver peu équitable qu'un usufruitier soit tenu à payer l'impôt sur une fortune qui pourra valoir plusieurs centaines de mille francs, qui gagnera chaque année en valeur, et qu'il doive ne retirer aucun revenu de cet immeuble, parce que l'âge de la forêt ne permettrait aucune exploitation.

M. *Delachaux* partage cet avis et pense qu'il y a quelque chose à faire dans le sens indiqué par le préopinant.

M. *Piaget*. Dans le cas prévu par M. Huguenin-Vuillemin, l'usufruitier trouvera, lorsque la forêt sera en valeur, la compensation des années pendant lesquelles il n'en aura rien retiré.

M. *Calame*. Toute augmentation de valeur n'est pas un revenu. Une jeune forêt qui croît et se développe pendant vingt ans, doit être considérée comme un capital qui se forme, et le revenu ne commence que lorsque la forêt est en valeur.

De même que les fruits industriels (ceux d'une vigne, d'un champ, etc.) ne sont acquis à l'usufruitier que lorsqu'ils sont formés et pendants (art. 431), de même une forêt ne peut produire des revenus à l'usufruitier avant que ces revenus existent.

Après plusieurs rédactions destinées à modifier l'article 438, et proposées par MM. Wavre, Lardy, L'Eplattenier, ils déclarent tous se rallier à un amendement proposé par M. H. Calame, et qui consiste à retrancher à l'article 438 ces mots : « *au commencement de l'usufruit.* »

Cet amendement est adopté, ainsi que l'article 438 amendé.

L'article 439 décide que si, avant que l'usufruit ait pris fin, l'usufruitier n'a pas effectué la coupe cumulative dans la forêt soumise à usufruit, ni lui ni ses héritiers n'auront d'indemnité à réclamer pour les coupes qu'ils auraient pu faire.

M. *Pury* trouve que cette clause comminatoire ne devrait pas être appliquée, si les héritiers ne l'avaient encourue qu'à raison de circonstances de force majeure : il propose d'introduire cette réserve dans l'article.

Cet amendement, auquel M. Piaget se rallie, est adopté, ainsi que l'article amendé.

Les articles 440, 441, 442 et 443 sont adoptés.

L'article 444 décide que l'usufruitier « jouit, de la même
« manière que le propriétaire, des mines et carrières qui
« sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit. »

M. *Tripet* propose un amendement consistant à ajouter
aux mines et carrières *les marnières*.

Cet amendement est adopté, ainsi que l'article amendé.
Cet amendement s'appliquera aussi à l'article 446.

L'art. 445 est pareillement adopté.

L'art. 446 décide que l'usufruitier « n'a aucun droit aux
« mines et carrières non encore ouvertes, ni au trésor qui
« pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit. »

M. *Wavre*, tout en comprenant cette disposition en ce
qui touche les mines et les trésors, trouve rigoureux d'in-
terdire à l'usufruitier d'extraire du champ ou de l'héritage
usufruité la pierre nécessaire à la réparation des bâtiments
dépendants de ce même héritage.

M. *Piaget*. Il est d'autant plus nécessaire de maintenir
l'article que, par l'exploitation d'une carrière, on change
la nature de l'immeuble, et que, si l'on modifiait l'article
dans le sens indiqué par M. *Wavre*, chaque usufruitier
pourrait rendre un creux ou un fossé à la place du champ
ou de la vigne qu'il aurait reçus.

M. *Wavre* ne faisant pas de proposition, l'art. 446 est
adopté, ainsi que l'art 447.

SECTION II. — *Des obligations de l'usufruitier.*

Les articles 448 et 449 sont adoptés.

A propos de l'art. 450, M. *Delachaux* demande que
l'on indique par qui et de quelle manière seront pratiquées

les diverses opérations dont parle cet article; il propose, dans ce but, la rédaction suivante :

« Si l'usufruitier ne trouve pas de cautions, les immeubles
« sont remis à ferme, les sommes comprises dans l'usufruit
« sont placées, les denrées vendues, et le prix en provenant
« est pareillement placé. Ces opérations seront faites con-
« jointement par le nu propriétaire, à sa réquisition, et par
« l'usufruitier. En cas de désaccord entre eux, la justice de
« paix déterminera les mesures à prendre après avoir en-
« tendu les intéressés. »

M. Wavre appuie les observations présentées par M. Delachaux, et il voudrait que les opérations dont parle l'article 450, fussent faites par un curateur d'office, lorsque les parties ne parviendraient pas à s'entendre à l'amiable.

M. Wavre demande encore si les denrées dont parle cet article, sont celles qui existeront au moment de l'ouverture de l'usufruit, ou s'il s'agit de celles que produiront les domaines usufruités.

Il demande enfin si le terme de *caution* employé dans l'art. 450 doit être interprété dans son acception restreinte, ou s'il doit être envisagé comme indiquant la *garantie* prise dans un sens général, destinée à éviter que le nu propriétaire ne soit en perte.

M. Piaget. Les denrées dont parle l'article 450, sont celles qui existeront au moment de l'ouverture de l'usufruit; celles provenant des domaines et immeubles usufruités devant naturellement appartenir à ceux auxquels ils seront remis à ferme.

M. le rapporteur explique que, dans l'économie de l'article 450, le mot *caution* signifie *garantie* dans le sens général du mot, c'est-à-dire tout moyen d'éviter que le propriétaire ne perde les choses soumises à l'usufruit.

M. *Thomas* demande s'il ne serait pas bon de fixer un terme dans lequel l'usufruitier sera tenu de donner caution.

M. *Philippin* croit que cela serait inutile, et qu'un terme fatal provoquerait bien des contestations auxquelles les parties ne songeront pas, si ce terme n'est pas indiqué.

L'orateur combat ensuite l'amendement proposé par M. *Delachaux*, qui a le tort de s'occuper de questions appartenant au Code de procédure.

M. *Piaget* appuie les observations qui viennent d'être présentées par le préopinant; il fait remarquer encore qu'il est inutile de déterminer un délai pour la fourniture du cautionnement, car il sera exigible au moment même où l'usufruit commencera.

M. *le rapporteur* exprime l'opinion que l'état prévu par l'article 450 cessera de plein droit, dès que l'usufruitier aura fourni caution.

M. *Delachaux* fait remarquer à l'appui de son amendement que, dans d'autres parties du Code, on a statué aussi sur des questions qui pouvaient rentrer dans le domaine d'un code de procédure; que si la seconde partie de cet amendement règle des questions de procédure, la première appartient sans contredit au Code civil.

M. *Piaget* répond que cela n'a été fait que lorsqu'il était absolument impossible de faire autrement.

L'amendement proposé par M. *Delachaux* reste en minorité, et l'art. 450 est adopté.

M. *H. Calame* propose de supprimer la caution juratoire prescrite par l'article 454. Selon l'orateur, nous avons déjà assez, et même trop de serments, et il ne convient pas d'en augmenter le nombre pour obtenir la reproduction d'objets d'une valeur qui généralement sera très-minime,

et qui feront partie du mobilier nécessaire à l'usufruitier.

Cet amendement auquel la commission déclare se rallier, est adopté à une forte majorité, ainsi que l'article amendé.

Les articles 452 et 453 sont adoptés.

L'article 454 détermine quelles sont les grosses réparations incombant au nu propriétaire, et dans le nombre il place : « le rétablissement des poutres et des couvertures entières. »

M. *Perrot* demande si ce mot *entières* se rapporte aux poutres et aux couvertures, ou à ces dernières seulement.

M. *Piaget* déclare que, dans son opinion, le mot *entières* se rapporte aux deux choses.

M. *Philippin* est d'un avis différent, si on entend la poutraison de toute une maison ou seulement de tout un étage.

La construction de la poutraison entière d'une seule chambre paraît à l'orateur devoir être rangée dans la catégorie des grosses réparations.

M. *Wavre*. Certains travaux aux routes d'un domaine devraient aussi être rangés dans les grosses réparations.

M. *Diacon*. Il conviendrait d'ajouter encore aux grosses réparations la reconstruction des étables et des granges.

M. *Lardy*. L'article 454, après avoir, dans ses deux premiers alinéas, indiqué quelles sont les grosses réparations, décide dans le troisième alinéa que *toutes les autres réparations sont d'entretien*.

Il est certain qu'il est impossible de prévoir tout ce qui doit constituer les grosses réparations, car ce caractère de grosses réparations ne peut pas résulter de critères formel-

lement déterminés d'avance; il sera le plus souvent emprunté aux circonstances particulières de chaque cas.

Il conviendrait donc de laisser beaucoup à l'appréciation des tribunaux, ce qui est rendu complètement impossible par la rédaction absolue de l'art. 454.

Au lieu d'avoir la prétention de prévoir tous les cas de grosses réparations, cet article devrait se borner à indiquer des exemples servant à déterminer ce qu'en général on entend par grosses réparations.

En conséquence, l'orateur propose au grand-conseil d'adopter en principe l'idée qu'il vient d'énoncer, et de charger la commission de modifier la rédaction de l'article. — Cette proposition est adoptée.

L'article 455 est adopté.

L'article 456 décide que « l'usufruitier est tenu pendant
« sa jouissance de toutes les charges annuelles de l'héritage,
« telles que les contributions et autres qui, dans l'usage,
« sont censées charges des fruits. »

M. *Perrot* fait observer que cet article combiné avec l'article 465 laisse sans solution absolue la question de savoir par qui, du nu propriétaire ou de l'usufruitier, seront payées les contributions à l'assurance mutuelle contre l'incendie.

Il pense qu'il vaudrait mieux décider que l'usufruitier sera tenu au paiement de ces assurances.

M. *Piaget*. Il a paru à la commission qu'il valait mieux laisser à l'usufruitier la position facultative qui lui est réservée par l'art. 465.

L'amendement proposé par M. *Perrot* est adopté.

L'article 457 du projet s'exprime en disant :

« A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la
« propriété pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et
« le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit :

« Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier
« doit lui tenir compte des intérêts.

« Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répéti-
« tion du capital à la fin de l'usufruit. »

MM. *Huguenin-Vuillemin* et *Lardy* témoignent des
craintes sur les conséquences résultant de l'application de
cet article.

S'il s'agit de dimes ou d'autres rachats et redevances de
cette nature, l'objet de l'usufruit pourra être saisi, si, ni le
propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont en état de payer.

M. *Grandpierre*. La loi sur le rachat des dimes et des
redevances féodales autorise l'usufruitier à vendre la partie
des biens usufruités reconnue nécessaire pour opérer le
rachat.

M. *Lardy*. Il serait très-convenable de reproduire cette
disposition dans l'article 457, et l'orateur propose de le
renvoyer dans ce sens à la commission.

M. *Piaget*. Les choses se passeront dans la pratique,
comme le préopinant paraît le désirer.

Si, ni le propriétaire, ni l'usufruitier, ne sont en état de
payer, celui au profit duquel la charge sera constituée fera
procéder à une saisie. C'est pourquoi M. le rapporteur ne
s'oppose pas à ce que le renvoi soit voté dans le sens pro-
posé par M. *Lardy*.

Ce renvoi est voté par l'assemblée.

Les articles 458, 459, 460 et 461 sont adoptés.

M. *Wavre* attaque les articles 462 et 463 du projet. Si

l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre ni d'en payer l'estimation.

Si l'usufruit est exercé sur un troupeau qui périt entièrement par accident ou par maladie sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

Il résulte de ces articles que l'usufruitier ayant un troupeau de cent vaches devra, s'il en perd, les remplacer, d'où il résulte qu'il aura intérêt à faire périr la centième, afin de n'avoir à rendre compte que des cuirs ou de leur valeur.

M. *Piaget*. Celui qui aura en usufruit un troupeau de cent vaches et qui en perdra cinquante, devra conserver le croît des cinquante pièces restant, jusqu'à ce que les cinquante pièces qui ont péri, soient remplacées.

M. *Wavre*. Cela sera impossible si, de tout le troupeau, il ne reste que le taureau.

M. *Piaget*. L'article 463 s'exprime en disant que l'usufruitier devra remplacer *jusqu'à concurrence du croît*.

Si ce croît est impossible ou n'existe pas, rien ne sera dû.

Les articles 462 et 463 sont adoptés.

M. *Lardy* demande à revenir sur l'article 458, ce que le grand-conseil admet.

Cet article statue « que le legs, fait par un testateur, d'une « rente viagère ou pension alimentaire doit être acquitté

« par l'usufruitier dans son intégrité, si l'usufruit porte sur
« la totalité des biens : qu'elle est acquittée par l'usufrui-
« tier qui ne jouit que d'une quotité des biens, dans la
« proportion de sa jouissance. »

Cet article, observe M. Lardy, a été tiré du Code français, où il ne présente pas les inconvénients qu'il peut avoir chez nous, parce qu'aucun des régimes sous lesquels on peut contracter mariage en France, ne réserve l'usufruit au survivant.

La rédaction absolue de l'art. 458 pourrait être interprétée dans ce sens, que l'un des époux pourrait, par testament, constituer des pensions alimentaires qui absorberaient, dans une proportion plus ou moins considérable, l'usufruit réservé au survivant.

Il conviendrait donc de réserver à l'art. 458, comme on l'a fait à l'art. 449, qu'il ne s'agit point dans cet article des droits de survie réservés à l'époux survivant, et de renvoyer au Livre III du Code civil.

M. *Piaget* croit cette adjonction inutile; aussi longtemps que la loi actuelle existera, un époux ne pourra être privé de l'usufruit que la loi lui réserve, par une disposition testamentaire de son conjoint.

M. *Lardy* est parfaitement d'accord avec le préopinant, mais si le second Livre du Code est promulgué séparément du troisième, et avant lui, ne peut-on pas craindre que dans l'intervalle on ne prétende que l'art. 458 s'applique à toute espèce d'usufruits, à celui exercé par le conjoint survivant en vertu de la loi, comme à tout autre ?

M. *Piaget*. Le legs fait par un conjoint, et qui aurait pour conséquence d'entamer l'usufruit réservé au survivant, serait nul en soi et ne pourrait avoir des conséquences.

M. *Wavre*. Le legs serait nul, en ce sens qu'il ne pourrait recevoir son exécution qu'après la mort du conjoint survivant, ou après que l'usufruit que la loi lui réserve, aurait pris fin.

M. *Philippin*. Chacun étant d'accord sur le principe que veut réserver M. Lardy, et cet orateur n'ayant en vue que l'époque de transition qui pourra s'écouler entre la promulgation du deuxième et du troisième Livre du Code, il serait fâcheux d'introduire dans l'art. 458 une réserve qui n'aura plus de raison d'être, dès que le troisième Livre sera promulgué.

M. *H. Calame*. Au moins faudrait-il que le débat qui vient d'avoir lieu, soit consigné avec soin au procès-verbal.

M. *Philippin* déclare que c'est ainsi qu'il l'entend, et que, comme secrétaire, il y pourvoira, si cela ne soulève pas de réclamation.

Aucune observation n'étant faite, cet incident n'a pas de suite, et la discussion est reprise au point où elle a été interrompue.

SECTION III. — *Comment l'usufruit prend fin.*

L'article 464 est adopté.

L'article 465 est renvoyé à la commission, à raison de sa corrélation avec l'art. 457.

Les articles 466, 467 et 468 sont adoptés.

L'article 469 décide :

« L'usufruit qui n'est pas accordé à des particuliers, ne dure que 30 ans. »

Sur une interpellation de M. *Wavre*, M. *Piaget* indique que cet article est applicable aux usufruits qui seraient exercés par des personnes morales, et qu'il est destiné à

éviter que ces usufruits ne se perpétuent en leurs mains.

Les articles 469 à 474 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *De l'usage et de l'habitation.*

Les articles 475 à 486 sont adoptés.

TITRE IV. — *Des servitudes ou services fonciers.*

Les articles 487, 488 et 489 sont adoptés.

CHAPITRE I. — *Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.*

Les articles 490 à 499 sont adoptés.

M. *Girard*. L'article 498 répond à l'une des trois demandes qu'il a présentées dans la séance d'hier. Mais, dans aucune autre partie du Code, on n'a réglé ce qui regarde les deux autres questions qu'il a soulevées; il désire donc u'il y soit pourvu, et il pense que cela doit être fait dans le chapitre I^{er} du Titre IV.

M. *Philippin* ne pense pas que, dans un intérêt tout privé, celui d'un propriétaire qui, de l'un de ses fonds, veut amener de l'eau dans un autre, la loi doive grever d'une servitude des héritages d'autres propriétaires.

La loi assurant une issue à chaque propriété, il ne serait pas juste et équitable non plus de créer un droit de servitude au profit de ceux qui voudraient se procurer encore une autre issue.

Pour respecter également les droits de tous, il faut laisser aux propriétaires que M. Girard veut favoriser, le soin d'acheter les terrains nécessaires, et aux autres le droit de les garder.

En vain objectera-t-on que la proposition de M. Girard réserve en faveur de l'exproprié une juste et préalable in-

demnité : ou bien cette indemnité sera insuffisante pour représenter la valeur du terrain exproprié et les inconvénients résultant de la servitude, ou bien elle paiera toutes ces choses, et alors elle s'élèvera, dans la plupart des cas, à un chiffre tel qu'elle ne sera pas abordable, ou que les personnes riches seront seules en état d'en faire la dépense.

Dans ce dernier cas, n'y a-t-il pas à craindre que le droit que veut créer M. Girard, ne devienne, dans les mains des gens puissants par leur fortune, une arme contre ceux qui ne le sont pas ?

M. *Thomas* n'attache pas une grande importance à la servitude que voudrait établir M. Girard pour la création des chemins de dévêtissement, mais il croit, en revanche, qu'il y aurait avantage à ce que les sources d'eau qui sont, dans bien des cas, de véritables trésors, ne demeurent pas inutiles par l'entêtement d'un propriétaire.

D'autres législations, celles de Fribourg et de Vaud, par exemple, ont admis ce principe sous de certaines restrictions.

M. *Girard*. Tout est sauvegardé par l'indemnité, de laquelle il ne faut pas faire abstraction. — L'orateur cite le Code bernois comme renfermant les principes dont il demande l'introduction dans le nôtre.

M. *Piaget*. L'article 9 de la Constitution déclare la propriété inviolable : elle réserve à l'Etat *seul* le droit d'exiger le sacrifice d'une propriété en y mettant pour double condition qu'il s'agisse d'un intérêt public, légalement constaté, et que l'indemnité précède l'expropriation. Cet article recevrait une atteinte, si l'on adoptait les propositions de M. Girard, qui ne tendent à rien moins qu'à consacrer un

droit d'expropriation en faveur des particuliers et pour cause d'utilité *privée*.

Ainsi qu'on l'a déjà fait observer, l'indemnité devrait, dans la plupart des cas, représenter la valeur totale du fonds asservi.

Qu'on suppose, en effet, qu'il prenne fantaisie à un particulier de traverser, avec un chemin ou une conduite d'eau, une propriété ayant jardins et plantations, ce qui serait certainement possible avec le système proposé; ce seul exemple suffira pour faire sentir ce que les dispositions proposées auraient de vexatoire et d'impraticable.

M. *Delachaux*, revenant sur l'art. 499, propose d'y ajouter une disposition portant que « les droits acquis pour les labours des fonds voisins sont également réservés. » Il rappelle que, dans plusieurs parties du canton, le droit connu sous le nom de *chintrage* ou *allée du chargeoir* existait; que des propriétaires peuvent le posséder ou l'avoir acquis, soit par des actes, soit par la prescription, et qu'il convient de réserver ces droits.

Il déclare, au surplus, ne tenir à cet amendement que pour le cas où MM. les députés des localités agricoles insisteraient dans ce sens.

M. *Jacot-Piaget* rappelle que le Corps législatif s'est occupé sans résultat de la question du *chintrage*.

M. *L'Eplattenier* s'associe aux observations présentées par M. *Delachaux*.

MM. *Piaget* et *Philippin* répondent à M. *Delachaux* en reproduisant les observations consignées à cet égard dans le rapport de la commission de législation.

MM. *Dardel*, *Ch.-J. Matthey*, *Diacon*, *Huguenin-uillemin*, *D'Ivernois*, *Benoit*, déclarent que, représen-

tants de populations agricoles, ils pensent, avec la commission de législation, que le chintrage a abusivement été considéré comme un droit et qu'où il a été pratiqué, c'a été comme relation de bon voisinage entre les propriétaires.

MM. *Dardel*, *D'Ivernois* et *Matthey* font remarquer que les perfectionnements apportés à la construction des instruments aratoires permettent de labourer sans que l'on doive nécessairement *chintrer* sur le territoire de son voisin.

M. *Huguenin-Vuillemin* répond à M. *Delachaux* que l'on ne peut acquérir par la prescription trentenaire le droit de chintrage, puisqu'une même pièce de terre n'est jamais labourée sans interruption pendant trente années.

L'amendement proposé par M. *Delachaux* ne réunit que six suffrages.

CHAPITRE II. — *Des servitudes établies par la loi.*

Les articles 500, 501, 502 et 503 sont adoptés.

SECTION I. — *Du mur et du fossé mitoyens.*

Les articles 504 à 514 sont adoptés.

A propos de l'art. 515, M. *Delachaux* demande à la charge de qui seront les murs d'une maison placés au dessous du niveau du sol.

M. *Piaget*. Ils devront être considérés comme gros murs et régis comme tels.

Les articles 515 à 520 sont adoptés.

L'article 521 statue « que toute haie qui sépare des fonds
« est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul
« des fonds en état de culture, ou s'il n'y a titre ou pos-
« session suffisante contraire. »

M. Wavre. Puisque nous arrivons à créer des présomptions de propriété, il ne faudrait pas craindre de les étendre en ce qui touche surtout les murs et fossés mitoyens, afin de parer un peu aux conséquences de la présomption générale posée à l'art. 504.

L'orateur voudrait que l'on introduisit les distinctions qui se trouvent dans l'art. 441 du Code civil vaudois, et qui établissent :

« Que si les fonds, étant de niveau, ne sont pas de même
« nature, le mur est censé appartenir exclusivement au
« propriétaire du fonds que la loi considère comme le plus
« précieux. Dans ce sens, le jardin est regardé comme plus
« précieux que la chenevière, la chenevière que la vigne,
« la vigne que le pré, le pré que le champ, le champ que
« le bois.

« Que si les fonds ne sont pas de niveau et qu'un mur
« soutienne le terrain du fonds le plus élevé, le mur est
« censé appartenir exclusivement au propriétaire du fonds
« que le mur soutient. »

M. Piaget. La présomption générale prévue par l'article 504, et que redoute M. Wavre, n'existe que lorsqu'il s'agit de bâtiments, d'enclos dans les champs, c'est-à-dire de *fonds de même nature*.

M. Delachaux voudrait qu'on réglât aussi ce qui regarde la propriété des palissades; mais, comme il ne fait aucune proposition et qu'il déclare au contraire y renoncer, l'art. 521 est mis aux voix et adopté.

A propos de l'art. 522, déterminant les distances qu'il doit y avoir entre les diverses plantations d'arbres et les fonds voisins, M. Perrot croit qu'il faudrait distinguer entre les propriétés clôturées de murs et celles qui ne le sont pas.

Il propose, comme dernier alinéa de l'art. 522, la disposition suivante :

« Ces dispositions ne s'appliquent pas aux propriétés « clôturées de murs. »

Il rappelle que les distances prescrites par le Code français sont beaucoup moins considérables, et fait remarquer que notre pays étant très-petit et très-morcelé, ce serait le cas de ne rien exagérer.

M. *Piaget*. Si notre pays est plus petit que la France, les arbres y sont aussi grands et aussi nuisibles pour les fonds qu'ils avoisinent.

M. *Wavre*. A part l'ordonnance des baillis des cantons des ligues sur la distance à observer pour la plantation des noyers, nous n'avons jusqu'ici été soumis à aucune disposition restrictive sur cette matière. Il faut craindre d'aller trop loin et de faire des choses gênantes.

M. *Philippin* Le Code français, dont on a parlé, a réservé les usages locaux et n'a statué qu'à défaut de ces usages et des règlements anciens.

Nous ne possédons rien de pareil; il a donc fallu créer, et la commission a adopté les dispositions du Code vaudois.

L'orateur rappelle que l'ordonnance des baillis des ligues dont on a parlé, fixait à trente pieds la distance entre le fonds voisin et une plantation de noyers. Cette distance est restreinte à vingt pieds dans le projet.

MM. *Dardel* et *Pettavel*, *Ch.-J. Matthey*, *Comtesse* et *Benoit* insistent dans le sens du projet.

M. *Diacon*. Sera-ce du centre ou de l'un des côtés que l'on comptera la distance pour les haies ?

M. *Piaget*. L'article dit : « les haies vives ne pourront « être plantées, etc. » Il s'agit donc du centre de la haie,

soit de la tige, comme déterminant le point à partir duquel on mesurera. Il va sans dire, au surplus, que si la haie fait saillie sur le sol voisin, on pourra exiger qu'elle soit émondée.

M. *Lardy* propose, comme avant-dernier alinéa à l'article 522 :

« Dans l'enceinte des villes et villages, et pour les propriétés closes de murs, ces distances sont réduites de moitié. »

M. *Girard* ne pense pas que l'art. 522 puisse être appliqué aux forêts avoisinant un fonds d'une autre nature ; il propose, en conséquence, comme nouvel alinéa à l'article :

« Toutefois les terrains en nature de forêt ne sont pas soumis aux dispositions de cet article. »

M. *Bonjour*. Il y aurait utilité à régler aussi ce qui concerne la plantation de la vigne ; il propose, en conséquence, l'amendement suivant :

« Dans les vignes, il n'est permis de planter les ceps qu'à une distance de neuf pouces de la ligne séparative des deux fonds. »

M. *Comtesse* voudrait que la distance de dix pieds prescrite pour les arbres fruitiers dont parle le quatrième alinéa de l'article, fût réduite à six pieds.

M. le président fait procéder à la votation.

L'amendement proposé par M. *Perrot* reste en minorité.

Celui proposé par M. *Girard* est adopté.

L'amendement proposé par M. *Bonjour* donne lieu à la discussion suivante.

M. *D'Ivernois*. Ce qui se rattache à l'objet que veut régler M. *Bonjour*, est prévu dans une loi du 17 juillet

1788. Si, malgré la promulgation du Code, cette loi reste en vigueur, il est inutile de rien introduire dans le Code, car elle satisfait généralement.

Si, au contraire, le Code doit l'abroger, il conviendrait non-seulement de statuer sur l'objet duquel s'occupe l'amendement de M. Bonjour, mais encore de reproduire dans le Code les autres dispositions de la loi du 17 juillet 1788, et de renvoyer dans ce sens cet objet à la commission.

M. *Piaget*. L'article 522 ne s'occupe que des plantations d'arbres; il y aurait quelque chose de peu logique à y introduire des dispositions destinées à régler la plantation de la vigne, qui n'est décidément pas un arbre : en poursuivant ce système, on serait naturellement conduit à s'occuper, dans cet article, de tous les genres de culture.

M. *Girard*. Puisqu'on en est à faire un Code, il faut arriver à ce qu'il remplace, autant que possible, toutes les lois anciennes.

Lorsque le Code sera promulgué, c'est là que les citoyens iront chercher la règle, et non dans des lois anciennes qu'ils pourront, avec raison, considérer comme abrogées.

M. *Piaget*. On l'a dit souvent déjà dans la discussion : un Code ne peut ni tout prévoir, ni renfermer toutes sortes de dispositions. Il faudra bien une fois ou l'autre doter le pays d'un code rural, où les diverses choses que renferme la loi de 1788, trouveront naturellement leur place.

M. *Thomas*. Les amendements proposés par MM. Bonjour et d'Ivernois s'occupent d'une question importante : le cep de vigne participe à la nature de l'arbre en ce sens surtout qu'il dure très longtemps.

L'orateur pense que la distance de neuf pouces proposée

dans l'amendement de M. Bonjour n'est pas suffisante, et il voudrait la porter à un pied.

M. *D'Ivernois* partage cette manière de voir et formule sa proposition en demandant que la commission soit chargée de placer dans le Code les dispositions renfermées dans les trois articles de la loi du 17 juillet 1788, sauf à réduire de deux pieds et demi à deux pieds la distance prescrite, par l'art. 3 de cette loi, pour les sentiers servant de passage à un ou à plusieurs propriétaires de vignes.

M. *Dardel* ne pense pas que l'amendement de M. Bonjour soit destiné à régler ce qui se rattache aux sentiers de vignes.

Il considère cette distance de neuf pouces comme destinée à marquer la limite entre les propriétés.

L'orateur croit que, à moins d'obstacles sérieux, chaque propriétaire doit prendre sur son terrain, l'issue destinée à dévêtir sa propriété.

Partant de cette idée, M. *Dardel* croit que la distance de neuf pouces est très-suffisante, et que l'augmenter, ce serait perdre inutilement un terrain précieux.

M. *Challandes* pense que l'art. 522 s'occupant des *arbustes*, il peut, sans qu'il y ait rien là de choquant, régler aussi ce qui regarde la plantation de la vigne.

M. *D'Ivernois*. On ne peut passer dans un sentier de dix-huit pouces pour faire les divers travaux de culture sans endommager les ceps.

M. *Constant Henry* appuie les observations présentées par M. *D'Ivernois*, et la proposition par laquelle il a conclu.

M. *Pettavel* est du même avis que le préopinant ; il trouve que la distance de neuf pouces est insuffisante, et il déclare qu'il votera pour qu'elle soit portée à un pied.

M. *Bonjour*. La distance de neuf pouces lui a été suggérée, parce que, bien qu'elle soit la moins considérable, elle est dans les usages de certaines parties du Vignoble.

Il déclare du reste se rallier complètement à l'amendement proposé par M. D'Ivernois.

M. *Erhard Borel*. Ce que l'on discute maintenant, est sans contredit du domaine d'un code rural.

M. *Diacon* propose d'amender l'art. 522 en ce sens que les haies pourront être plantées à un pied de distance du fonds voisin.

Il motive cette proposition sur ce que les plantations de haies se font plus régulièrement maintenant qu'anciennement; sur ce que, lors qu'il s'agit de haies, le terrain qui est laissé entre la plantation et l'extrême limite du fonds, est complètement perdu pour le propriétaire de celui-ci.

M. *Piaget*. La partie du Code que l'on discute maintenant a pour titre : « Du mur et du fossé mitoyens. » Elle ne peut donc logiquement renfermer les dispositions destinées à régler des questions de sentiers et de droit de passages entre propriétaires.

On pourra donc bien à rigueur faire entrer dans ce chapitre des dispositions correspondant à l'art. 1^{er} de la loi du 17 juillet 1788, mais non pas aux deux autres articles de cette loi.

M. *H. Calame*. Si, dans le chapitre des murs et fossés mitoyens, on peut, sans déroger à la logique, parler des plantations d'arbres par rapport au fonds voisin, on pourra de même régler ce qui regarde la plantation de la vigne. M. Calame fait remarquer à M. Dardel que si, au lieu d'avoir un passage commun entre deux vignes, chaque pro-

priétaire doit avoir le sien, ce ne sera pas un moyen pour diminuer la perte du terrain.

M. *Wavre*. La culture de la vigne est importante chez nous, et il est essentiel que la commission soit chargée d'examiner s'il ne serait pas possible de reproduire dans le Code les dispositions de la loi de 1788.

On a objecté que ces dispositions devraient être renvoyées à un code rural; mais, si cette objection est sérieuse, pourquoi l'art. 522 s'occupe-t-il des haies vives? On a trouvé étrange de faire entrer dans cette partie du Code des questions de sentiers et de passages : mais puisqu'on règle des questions de mitoyenneté, ce qui tient à des choses dont la jouissance et la propriété sont communes à deux propriétaires, sera parfaitement en place ici.

M. *Aimé Challandes* appuie l'amendement proposé par M. *Diacon*, qui lui paraît sauvegarder suffisamment les propriétés avoisinant des haies vives.

M. *Constant Henry* veut à cet égard maintenir les dispositions du projet; c'est à celui qui veut clore son fonds par une haie, à en supporter les conséquences.

M. *Piaget* insiste pour que le renvoi à la commission soit bien caractérisé, et pour que le grand-conseil statue sur la question de savoir s'il entend ordonner l'introduction dans le Code de la totalité ou seulement d'une partie des principes contenus dans la loi de 1788.

Dans une première votation, l'assemblée adopte le principe contenu dans la proposition primitivement déposée par M. *Bonjour*, en substituant la distance de *un* pied à celle de *neuf* pouces.

Par une seconde votation, l'assemblée adopte le surplus

de l'amendement proposé par MM. D'Ivernois et Bonjour, consistant à charger la commission d'introduire dans le projet de Code des règles correspondant à celles posées dans les articles 2 et 3 de la loi de 1788.

L'amendement proposé par M. Lardy et consistant à ajouter un alinéa à l'article 522, est adopté par 28 voix contre 19.

Cet amendement, qui serait l'avant-dernier alinéa de l'article, est ainsi conçu :

« Dans l'enceinte des villes et villages, et pour les propriétés closes de murs, ces distances sont réduites de moitié. »

Un autre amendement proposé par M. Lardy et consistant à dire au quatrième alinéa de l'art. 522 :

« Les autres arbres fruitiers, *hautes tiges*, ne peuvent être plantés, etc., » reste en minorité, à mesure qu'ayant été adopté par 25 voix et rejeté par un nombre égal de suffrages, M. le président déclare détablir en faveur du rejet.

M. *Delachaux* demande si l'amendement proposé par M. Diacon s'applique aux haies vives seulement, ou si son auteur a entendu l'étendre aussi aux arbres dont parle le dernier alinéa de l'art. 522.

M. *Challandes* répond que cet amendement ne serait applicable qu'aux haies vives.

L'amendement de M. Diacon ayant été mis aux voix ne réunit que 6 suffrages.

L'art. 523 statue :

« Le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.

« Celui sur la propriété duquel avancent les branches

« des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

« Si ce sont les racines qui avancent, il a le droit de les couper lui-même. »

M. *Ch.-Phil. Matthey*. Les arbres récemment plantés ou qui le seront jusqu'à la promulgation du Code, seront-ils régis par le droit actuel qui permet de les placer à l'extrême limite du fonds? Dans ce cas-là, il faudra en quelque sorte un acte de naissance pour chacun d'eux.

M. *Piaget*. Tout ce que la loi peut faire, c'est de décider qu'elle n'a pas d'effet rétroactif : ceux qui auront intérêt à pouvoir prouver que leurs plantations sont antérieures à la promulgation du Code, devront prendre leurs mesures en conséquence.

M. *Thomas* propose de renvoyer l'art. 523 à la commission, afin qu'elle y intercale ce qui est relatif aux ceps de vigne en conformité de ce qui vient d'être décidé par l'assemblée.

M. *Wavre*. Il est à craindre que, d'ici à la promulgation du Code, on ne plante une quantité d'arbres pour échapper aux dispositions restrictives de l'art. 522 et aux conséquences de l'art. 525.

L'orateur trouve que ce dernier article est d'une rigueur extrême. Un arbre qui aura été planté à une distance moindre que celles prescrites par l'art. 522, dans un moment où les propriétaires voisins vivaient en bonne intelligence, devra être arraché, si, plus tard, ces sentiments viennent à changer, s'il y a changement de mains dans la propriété, etc.

M. *Philippin*. Les conséquences que l'on vient de signaler ne sont point une nouveauté, et l'on voit chaque jour des propriétaires exiger la suppression, par exemple, de jours

de fenêtres dont ils avaient consenti l'établissement à bien plaire.

Ceux qui font de pareils établissements, savent en les faisant à quoi ils s'exposent, et ils ne doivent pas s'en prendre à la loi des chances qu'ils ont volontairement courues.

La proposition faite par M. Thomas ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 523 et 524 sont adoptés.

SECTION II. — *De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions.*

Les articles 525 et 526 sont adoptés.

SECTION III. — *Des vues sur la propriété de son voisin.*

L'article 527 est adopté.

M. H. Calame demande si les distances réservées dans l'art. 499 ne sont pas celles prévues aux art. 528 et 529, plutôt que celles dont parlent les art. 530 et 531.

M. Piaget répond au préopinant que les distances réservées à l'art. 499 sont bien celles des art. 530 et 531.

M. Wavre. L'article 528 prescrit une distance de trois pieds entre le mur où l'on ouvre un jour de fenêtre et le fonds voisin sur lequel on veut prendre jour.

Cette disposition qui reproduit notre coutume ancienne sur la matière, pourrait être modifiée utilement au point de vue de la salubrité, si la distance était augmentée afin de donner plus d'air et de lumière aux habitations.

Le Code français, art. 678, fixe 19 décimètres (6 pieds); le Code vaudois, art. 467, fixe 9 pieds, et le Code fribourgeois, art. 495, aussi 9 pieds.

Sans aller aussi loin que les deux derniers de ces Codes, M. Wavre voudrait, comme il l'a déjà dit, augmenter la

distance prescrite, et il propose d'adopter celle de six pieds. Cette proposition tombe faute d'appui, et l'art. 528 est adopté.

Chacun des deux alinéas de l'art. 529 du projet doit former un article séparé et porter l'un le n° 529 et l'autre le n° 529 *bis*.

Ces deux articles sont successivement adoptés.

L'article 530 détermine que le propriétaire du fonds asservi à un droit de jour peut construire en laissant un intervalle de trois pieds en avant et de chaque côté des dits jours.

M. Wavre critique cette disposition, qui n'est pas dans le Code français, et il propose de nouveau un amendement ayant pour but de substituer la distance de six pieds à celle de trois pieds.

M. Piaget. La disposition que veut modifier M. Wavre, n'est point nouvelle; c'est à cet égard la coutume mise par écrit.

La proposition faite par M. Wavre ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 530, 531 et 532 sont adoptés.

SECTION IV. — *De l'égout des toits.*

L'article 533 décide que tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

M. Wavre. La rédaction de cet article, qui est textuellement extrait du Code français, a été critiquée par plusieurs auteurs, parmi lesquels Marcadé.

En effet, on ne sait, en lisant cet article, si ces mots :

« *il ne peut les faire verser,* » se rapportent aux eaux pluviales ou aux toits.

Il faudrait donc faire une rédaction qui fit bien comprendre que l'art. 533 ne se rapporte qu'aux égouts des toits et non pas aux eaux pluviales en général, quoiqu'on puisse dire que cela est suffisamment clair par la place qu'occupe cet article dans une section intitulée : « *De l'égout des toits.* »

SECTION V. — *Du droit de passage.*

Les articles 534, 535 et 536 sont adoptés.

M. Perrot demande qu'on fixe le délai à l'expiration duquel la prescription prévue à l'art. 537 sera acquise.

M. Piaget répond que cela sera réglé au chapitre de la prescription.

M. Perrot se déclare satisfait.

CHAPITRE III. — *Des servitudes établies par le fait de l'homme.*

SECTION I. — *Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.*

L'article 538 permet aux propriétaires d'établir sur leurs fonds telle servitude que bon leur semble, pourvu que ces servitudes ne soient imposées, ni à la personne, ni en faveur de la personne, mais seulement à un fonds et pour un fonds.

M. Wavre. Cet article avait sa raison d'être dans le Code français, où il était destiné à abolir les prestations personnelles ou des servitudes féodales.

Il est inutile chez nous, et il pourra même devenir gênant, car sera-t-il permis avec cet article de céder, par

exemple, à quelqu'un le droit de passer sur un terrain pendant un temps donné?

M. *Piaget*. S'il y a une règle de droit connue chez nous, c'est celle qui décide que les servitudes sont créées contre un fonds au profit d'un autre fonds voisin, et qu'elles ne peuvent être constituées contre une personne ou au profit d'une autre personne.

Une servitude suit indéfiniment l'immeuble, en quelques mains qu'il passe; la cession ou permission temporaire dont a parlé M. *Wavre*, ne serait donc pas une servitude, et l'art. 538 ne serait pas applicable.

Les articles 538, 539 et 540 sont adoptés.

L'article 541 est aussi adopté, après une discussion entre M. *DuPasquier*, qui, pour être grammaticalement plus correct, voudrait dire : « *la prohibition de bâtir sur un fonds* » ou *la défense de bâtir au-dessus d'une hauteur déterminée*, » et MM. *Piaget* et *Calame*, qui veulent maintenir la rédaction du projet, ce qui a lieu.

SECTION II. — *Comment s'établissent les servitudes.*

L'article 542 statue : « Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou par la possession de trente ans. »

M. *Wavre* voudrait retrancher à cet article les mots « *de trente ans*, » et ne décider qu'au chapitre de la prescription le délai après lequel elle est encourue; cependant il ne fait aucune proposition, et l'article est adopté.

L'article 543 décide qu'à l'avenir la possession, même immémoriale, ne suffira pas pour établir les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes.

M. Wavre constate que c'est là une innovation. On ne pourra donc plus, dit-il, acquérir par la prescription le droit de passer sur un champ.

Aucune discussion n'étant la suite de cette observation, l'art. 543 est mis aux voix, et il est adopté, ainsi que les articles suivants, jusqu'à l'art. 548 inclusivement.

SECTION III. — *Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.*

Les articles 549 à 554 sont adoptés.

SECTION IV. — *Comment les servitudes s'éteignent.*

Les articles 555 à 562 sont adoptés.

LIVRE III.

Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

Dispositions générales.

ART. 563. — La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre-vifs, par testament, par donation à cause de mort et par l'effet des obligations.

ART. 564. — La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation et par prescription.

ART. 565. — Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat.

ART. 566. — Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous.

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

ART. 567. — La faculté de chasser et de pêcher est également réglée par des lois particulières.

ART. 568. — La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds ; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété, et qui est découverte par le pur effet du hasard.

ART. 569. — Les choses perdues dont le maître ne se présente pas, les objets trouvés dans les eaux ou rejetés par elles, n'appartiennent à celui qui les a trouvés qu'après avoir satisfait aux règlements particuliers sur la matière.

TITRE I^{er}.

Des successions.

CHAPITRE I. — De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.

ART. 570. — Les successions s'ouvrent par la mort naturelle.

ART. 571. — Si plusieurs personnes, respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même événement, sans qu'on puisse reconnaître laquelle est décédée la première, la présomption de survie est déterminée par les circonstances du fait et, à leur défaut, par la force de l'âge et du sexe.

ART. 572. — Si ceux qui ont péri ensemble, avaient

moins de quinze ans, le plus âgé sera présumé avoir survécu.

S'ils étaient tous au-dessus de soixante ans, le moins âgé sera présumé avoir survécu.

Si les uns avaient moins de quinze ans et les autres plus de soixante, les premiers seront présumés avoir survécu.

ART. 573. — Si ceux qui ont péri ensemble, avaient quinze ans accomplis et moins de soixante, le mâle est toujours présumé avoir survécu, lorsqu'il y a égalité d'âge, ou si la différence qui existe n'excède pas une année.

S'ils étaient du même sexe, la présomption de survie qui donne ouverture à la succession dans l'ordre de la nature, doit être admise; ainsi le plus jeune est présumé avoir survécu au plus âgé.

ART. 574. — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes : à leur défaut, les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant, et, s'il n'y en a pas, à l'Etat.

ART. 575. — Les héritiers légitimes, les enfants naturels, l'époux survivant et l'Etat ne sont saisis de la succession qu'après en avoir pris possession dans les formes qui seront déterminées.

CHAPITRE II. — Des qualités requises pour succéder.

ART. 576. — Pour succéder, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession.

Ainsi, sont incapables de succéder :

1° Celui qui n'est pas encore conçu ;

2° L'enfant qui n'est pas né viable.

ART. 577. — Sont indignes de succéder et comme tels exclus des successions :

1° Celui qui serait condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ;

2° Celui qui a porté contre le défunt une accusation infamante, jugée calomnieuse ;

3° Celui qui serait convaincu d'avoir soustrait, soit une donation à cause de mort, soit le testament du défunt.

ART. 578. — L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et les revenus dont il aurait eu la jouissance, s'il avait été mis en possession de la succession.

ART. 579. — Les enfants de l'indigne, venant à la succession de leur chef et sans le secours de la représentation, ne sont pas exclus pour la faute de leur père ; mais celui-ci ne peut en aucun cas réclamer sur les biens de cette succession l'usufruit que la loi accorde aux père et mère sur les biens de leurs enfants.

ART. 580. — L'action pour faire exclure ou déchoir un héritier comme indigne doit être intentée dans l'année qui suivra le jour de l'ouverture de la succession, sous peine de péremption.

CHAPITRE III. — Des divers ordres de succession.

SECTION I. — Dispositions générales.

ART. 581. — Les successions sont déférées aux enfants et descendants du défunt, à ses ascendants et à ses parents collatéraux, dans l'ordre et d'après les règles ci-après déterminées.

ART. 582. — La loi considère la nature et l'origine des biens, pour en régler la succession.

ART. 583. — La loi distingue trois sortes de biens :

Les biens d'acquêts;

Les biens paternels;

Les biens maternels.

ART. 584. — Les biens d'acquêts sont ceux que le défunt avait gagnés par son industrie ou qui lui étaient parvenus par héritages, legs ou donations, de personnes auxquelles il n'était point attaché par des liens de parenté.

Le produit d'un bien, quelle que soit l'origine de ce bien, est toujours réputé acquêt.

ART. 585. — Les biens *paternels* sont ceux qui sont advenus au défunt, de son père, du chef de son père ou de ses parents paternels.

ART. 586. — Les biens *maternels* sont ceux qui sont advenus au défunt, de sa mère, du chef de sa mère ou de ses parents maternels.

ART. 587. — Tous les biens composant une succession sont réputés biens d'acquêts, jusqu'à preuve contraire.

La preuve est à la charge de l'héritier qui réclame la distinction. Elle lui est interdite, s'il n'a pas qualité pour hériter le bien dont il voudrait constater l'origine.

ART. 588. — Les biens qui se retrouvent en nature dans la succession ou dont l'origine a été conservée par un emploi spécial, sont seuls susceptibles de distinction.

Le remploi ne se présume jamais.

ART. 589. — L'acquisition d'un immeuble, la création d'une créance ne constituent point un remploi, alors même

que l'origine des capitaux employés viendrait à être justifiée, si d'ailleurs l'intention d'opérer un emploi n'est pas expressément énoncée dans les actes.

ART. 590. — Le plus proche parent paternel hérite des biens paternels; le plus proche parent maternel hérite des biens maternels; le plus proche parent en degré hérite des biens d'acquêts.

S'il y a concours de parents au même degré, ils partagent par tête.

ART. 591. — Soit qu'il s'agisse de démêler l'origine des biens ou d'en faire la dévolution, tous les parents du défunt du côté de son père seront réputés *parents paternels*, et tous les parents du défunt du côté de sa mère seront réputés *parents maternels*, sans aucune nouvelle division entre les parents paternels et les parents maternels du père ou de la mère du défunt.

ART. 592. — La loi ne reconnaît aucun privilège aux parents germains sur les parents consanguins ou utérins : ils arrivent tous avec des droits égaux à la succession, selon que ces droits résultent de l'espèce de leur parenté et de la nature ou de l'origine des biens composant la succession.

Ainsi les biens dévolus concurremment à un parent germain et à un parent consanguin ou utérin se partageront par égales portions.

ART. 593. — La proximité de parenté s'établit par le nombre des générations; chaque génération s'appelle *un degré*.

ART. 594. — La suite des degrés forme la ligne : on appelle *ligne directe* la suite des degrés entre personnes qui

descendent l'une de l'autre; *ligne collatérale*, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui : la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

ART. 595. — En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes : ainsi le fils est à l'égard du père au premier degré ; le petit-fils au second, et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard des fils et petits-fils.

ART. 596. — En ligne collatérale les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parents jusques et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

Ainsi deux frères sont au deuxième degré ; l'oncle et le neveu sont au troisième degré ; les cousins germains au quatrième, ainsi de suite.

ART. 597. — Après le sixième degré inclusivement, l'héritier n'est plus admis à réclamer la distinction des biens : la succession est alors déférée au plus proche en degré.

SECTION II. — *De la représentation.*

ART. 598. — La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

ART. 599. — La représentation a lieu à l'infini dans la ligne descendante.

Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant prédécédé, soit que, tous les enfants du défunt étant morts avant lui, les descendants des dits enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

ART. 600. — La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné.

ART. 601. — En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfants et descendants de frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que, tous les frères et sœurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendants en degrés égaux ou inégaux.

ART. 602. — Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souche : si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

ART. 603. — On ne représente pas des personnes vivantes.

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

SECTION III. — *Des successions déferées aux descendants.*

ART. 604. — Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, aïeuls, aïeules, ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni de progéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête, quand ils sont tous au premier degré et appelés de leur chef; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

SECTION IV. — *Des successions déferées aux ascendants.*

ART. 605. — Le père hérite des biens paternels et la mère des biens maternels de leur enfant décédé sans postérité; tous deux héritent par égales portions des biens d'acquêts.

ART. 606. — Si le père ou la mère est décédé, le survivant hérite de la totalité des biens d'acquêts, et les biens paternels ou maternels qui auraient été dévolus au père ou à la mère prédécédé, passent aux héritiers auxquels la loi les réserve; mais le père ou la mère survivant en conserve l'usufruit.

Cependant, si le défunt n'a laissé ni frères ni sœurs, ni descendants d'eux, le père ou la mère survivant héritera en outre des biens d'acquêts du conjoint prédécédé qui se retrouveraient dans la succession du défunt.

ART. 607. — Les ascendants, autres que le père et la mère, sont exclus de la succession de leurs petits-fils et arrière-petits-fils, décédés sans postérité, par les frères et sœurs du défunt, ou leurs descendants.

Toutefois ils succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux choses par eux données à leurs petits-fils décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se retrouvent en nature dans la succession; ils recueillent le prix qui peut en être dû, si les objets ont été aliénés.

ART. 608. — S'il n'y a ni frères, ni sœurs, ni descen-

dants d'eux, les ascendants, autres que le père et la mère, arrivent à la succession de leurs petits-fils ou arrière-petits-fils, selon qu'ils y sont appelés par leur degré de parenté et l'origine des biens, mais sans préjudice de la réserve en leur faveur contenue dans l'article précédent.

SECTION V. — *Des successions collatérales.*

ART. 609. — En cas de prédécès des père et mère d'une personne morte sans postérité, ses frères et sœurs ou leurs descendants sont appelés à sa succession, à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent, ou de leur chef, ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé dans la Section II du présent chapitre.

ART. 610. — Le partage s'opère entre eux par égales portions, s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents, les germains partageront par égales portions les biens paternels avec les consanguins et les biens maternels avec les utérins; les biens d'acquêts se partageront également entre tous les ayants droit, sans distinction entre les germains, consanguins ou utérins.

ART. 611. — A défaut de frères ou sœurs ou de descendants d'eux, la succession est déférée aux autres parents collatéraux et aux ascendants plus éloignés que le père et la mère, selon les règles établies à la section I du présent chapitre.

ART. 612. — Les parents au-delà du dixième degré ne succèdent pas.

CHAPITRE IV. — Des successions irrégulières.

SECTION I^{re}. — *Des droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère, et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité.*

ART. 613. — Les enfants naturels ne sont point héritiers : leurs droits sont réglés par la présente section.

ART. 614. — L'enfant naturel légalement reconnu a droit à des aliments jusqu'à sa majorité ; ils sont réglés eu égard aux facultés du père ou de la mère et pris sur la quotité disponible. Il ne peut en être privé par testament.

ART. 615. — L'enfant naturel a droit à la totalité des biens de son père ou de sa mère, si ceux-ci n'ont laissé aucun parent au degré successible ou si leur succession n'a point été réclamée.

ART. 616. — En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par l'article précédent.

ART. 617. — Les dispositions de l'article 615 ne sont pas applicables aux enfants incestueux ou adultérins.

ART. 618. — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

ART. 619. — En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans

sa succession. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

SECTION II. — *Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.*

ART. 620. — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré successible, ni enfants naturels, ou que sa succession n'a point été réclamée, les biens de cette succession appartiennent au conjoint non divorcé qui lui survit.

ART. 621. — A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

TITRE II.

Des donations entre-vifs, des testaments et des donations à cause de mort.

CHAPITRE I. — Dispositions générales.

ART. 622. — On ne pourra disposer de ses biens à titre gratuit que par donation entre-vifs, par testament ou par donation à cause de mort, dans les formes ci-après établies.

ART. 623. — La donation entre-vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

ART. 624. — Le testament est un acte par lequel le testateur dispose de ses biens pour le temps où il n'existera plus, en instituant un héritier.

ART. 625. — La donation à cause de mort est un acte par lequel le donateur a disposé de quelques-uns de ses biens pour le temps où il n'existera plus, mais sans instituer d'héritier.

ART. 626. — Le testament et la donation à cause de mort sont des actes essentiellement révocables.

ART. 627. — Les substitutions sont prohibées.

Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier institué ou le légataire sera chargé de conserver et de rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du donataire, de l'héritier institué ou du légataire.

ART. 628. — La disposition par laquelle un tiers serait appelé à recueillir l'hérédité, le legs ou la donation à cause de mort, dans le cas où l'héritier institué, le légataire ou le donataire ne le recueillerait pas, ne sera point regardée comme une substitution et sera valable.

ART. 629. — Il en sera de même de la disposition entre-vifs, à cause de mort ou testamentaire, par laquelle l'usufruit sera donné à l'un et la nue propriété à l'autre.

ART. 630. — Sera réputé héritier institué et ne pourra demander l'investiture qu'en cette qualité, celui en faveur duquel le défunt aura disposé de la totalité de ses biens, quelle que soit d'ailleurs la dénomination de la disposition à cause de mort.

ART. 631. — Dans toute disposition entre-vifs, à cause de mort ou testamentaire, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux mœurs, seront réputées non écrites.

CHAPITRE II. — De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre-vifs, par testament ou par donation à cause de mort.

ART. 632. — Pour faire une donation entre-vifs, un testament ou une donation à cause de mort, il faut être sain d'esprit.

ART. 633. — Toutes personnes peuvent disposer et recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament, soit par donation à cause de mort, excepté celles que la loi en déclare incapables.

ART. 634. — Le mineur, âgé de moins de 19 ans, ne peut disposer par testament ou à cause de mort.

ART. 635. — La femme mariée ne pourra donner entre-vifs sans l'assistance ou le consentement spécial de son mari, ou sans y être autorisée par justice.

Elle n'aura besoin, ni du consentement du mari, ni d'autorisation de la justice, pour disposer par testament ou par donation à cause de mort.

ART. 636. — Celui qui est placé sous curatelle pour cause de prodigalité, ne peut donner entre-vifs.

ART. 637. — Les époux ne peuvent, durant le mariage, faire aucune donation entre-vifs en faveur l'un de l'autre.

ART. 638. — Pour être capable de recevoir entre-vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation.

Pour être capable de recevoir par testament ou donation à cause de mort, il suffit d'être conçu à l'époque du décès du testateur ou donateur.

Néanmoins les donations ou le testament n'auront leur effet qu'autant que l'enfant sera né viable.

ART. 639. — Toute donation entre-vifs faite en fraude des créanciers est nulle.

ART. 640. — Les dispositions entre-vifs ou pour cause de mort au profit d'un hospice, des pauvres, des communes ou établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant que leur acceptation aura été autorisée par le conseil d'Etat.

ART. 641. — Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants et l'époux de la personne incapable.

ART. 642. — La remise totale ou partielle de biens faite, à titre gratuit, par un ascendant à l'un de ses descendants est assimilée aux donations entre-vifs et soumise aux mêmes règles et aux mêmes formes.

CHAPITRE III. — De la portion de biens disponible, de la légitime et de la réduction.

SECTION I. — De la portion de biens disponible.

ART. 643. — Les libéralités, soit par acte entre-vifs, soit par testament ou donation à cause de mort, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il laisse un ou plusieurs enfants au moment de son décès. Il pourra disposer de la totalité de ses biens s'il ne laisse point d'enfant.

La portion non disponible des biens constitue la légitime des enfants, quel que soit leur nombre.

ART. 644. — Sont compris dans l'article précédent, sous le nom d'*enfants*, les descendants en quelque degré que ce soit.

ART. 645. — Dans le sens de l'art. 643, la loi entend par le mot *biens* les biens *nets*, déduction faite des dettes ou charges dont ils peuvent être grevés.

ART. 646. — Si la disposition par acte entre-vifs, par donation à cause de mort ou par testament, a pour objet un usufruit ou une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi réserve la légitime, auront l'option, ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

ART. 647. — La quotité disponible donnée en tout ou en partie, soit par acte entre-vifs, soit par testament ou donation à cause de mort, aux enfants ou descendants successibles du donateur ou testateur, n'est point sujette au rapport par le donataire ou légataire arrivant à la succession, à moins que le contraire ne soit exprimé dans l'acte.

ART. 648. — La légitime ne peut être grevée d'aucune charge, ni à titre d'usufruit, ni par l'effet d'aucune condition onéreuse.

SECTION II. — *De la réduction des donations et legs.*

ART. 649. — Les dispositions, soit entre-vifs, soit par testament, soit à cause de mort, qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession, mais les actes qui les contiennent ne seront point déclarés nuls.

ART. 650. — La réduction des dispositions entre-vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la loi fait une réserve, par leurs héritiers ou ayants cause.

ART. 651. — La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existants au décès du donateur ou testateur; on y réunit fictivement ceux dont il a été dis-

posé par donation entre-vifs ou à cause de mort, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur; on calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est la quotité dont il a pu disposer.

ART. 652. — Après avoir établi, conformément à l'article précédent, la quotité à laquelle doit être déterminée la légitime, si le donateur est décédé ab intestat, on opérera d'abord sur les donations à cause de mort, puis sur les donations entre-vifs, la réduction nécessaire pour compléter cette légitime, en commençant par la dernière donation de chaque espèce et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes.

ART. 653. — S'il s'agit d'une succession testamentaire, la réduction sera d'abord opérée au centime le franc sur tous les legs contenus dans le testament : si cette réduction, après avoir épuisé la valeur de tous les legs, est encore insuffisante, on procédera à l'égard des donations à cause de mort et des donations entre-vifs, comme il est dit dans l'article précédent.

ART. 654. — Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs ou telle donation à cause de mort soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu, et le legs ou la donation qui en sera l'objet, ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale.

En aucun cas, les donations entre-vifs ne peuvent être réduites avant que les legs et donations aient été épuisés.

ART. 655. — Si la donation entre-vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir sur les biens

donnés la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature.

ART. 656. — Le donataire devra restituer les fruits de ce qui excèdera la portion disponible, à partir du jour de la demande.

ART. 657. — Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction ou de la nullité de la donation, le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire. (Voir article 15 de la Loi sur les hypothèques.)

ART. 658. — L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations, et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes, et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

ART. 659. — Dans toute succession déclarée vacante ou acceptée sous bénéfice d'inventaire, les legs ou donations à cause de mort ne pourront déployer d'effets utiles qu'après le paiement intégral des dettes du défunt, sans préjudice des droits réservés aux créanciers par l'article 639, concernant les donations entre-vifs.

SECTION III. — *De l'exhérédation et de la réduction à la légitime.*

ART. 660. L'héritier auquel la loi réserve une légitime, peut en être exhérédé pour cause d'indignité.

L'exhérédation ne peut avoir lieu que par testament et doit être motivée ; à défaut, elle n'aura aucun effet.

ART. 661. — L'héritier à réserve peut être réduit à sa légitime par testament, sans que les motifs de cette réduction y soient énoncés.

ART. 662. — L'héritier réduit à sa légitime est toujours réputé *héritier institué* de cette portion de la succession et exhéredé du reste, quels que soient les termes dont a pu se servir le testateur.

ART. 663. — L'exhérédation générale ou spéciale des autres héritiers n'est jamais nécessaire.

CHAPITRE IV. -- Des donations entre-vifs.

SECTION I^{re}. — *De la forme des donations entre-vifs.*

ART. 664. — Tous actes portant donations entre-vifs seront passés devant notaire, en la forme ordinaire des contrats et en présence de cinq témoins.

Les dispositions de l'article 709 sont applicables aux actes de donations entre-vifs.

ART. 665. — Le donataire doit intervenir dans l'acte, soit personnellement, soit par un fondé de pouvoirs porteur d'une procuration authentique et spéciale : l'acte contiendra, sous peine de nullité, sa déclaration expresse qu'il accepte la donation.

ART. 666. — La donation dûment acceptée, à teneur de l'article précédent, sera parfaite par le seul consentement des parties, et la propriété des objets donnés sera transférée au donataire, sans qu'il soit besoin d'autre tradition.

ART. 667. — La femme mariée, le mineur, l'interdit et les personnes morales désignées dans l'article 640, ne pourront accepter une donation qu'après y avoir été autorisés conformément à la loi.

ART. 668. — Le sourd-muet qui saura écrire, pourra accepter lui-même ou par un fondé de pouvoirs : il devra accepter par l'intermédiaire d'un curateur nommé à cet effet, s'il ne sait pas écrire.

ART. 669. — La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur ; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard.

ART. 670. — Toute donation entre-vifs, faite sous des conditions dont l'exécution dépend de la seule volonté du donateur, sera nulle.

ART. 671. — Elle sera pareillement nulle, si elle a été faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation ou qui seraient exprimées, soit dans l'acte de donation, soit dans l'état qui devrait y être annexé.

ART. 672. — En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation ou d'une somme fixe sur les biens donnés, s'il meurt sans en avoir disposé, le dit effet ou la dite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses et stipulations à ce contraires.

ART. 673. — Tout acte de donation d'effets mobiliers ne sera valable que pour les effets dont un état estimatif signé du donateur et du donataire, ou de ceux qui acceptent pour lui, aura été annexé à la minute de la donation.

ART. 674. — Il est permis au donateur de faire la réserve à son profit ou de disposer, au profit d'un autre, de la jouissance ou de l'usufruit des biens meubles ou immeubles donnés.

SECTION II. — *Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs.*

ART. 675. — La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude et pour cause de survenance d'enfant.

ART. 676. — Dans le cas de la révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, et le donateur aura contre les tiers détenteurs des immeubles donnés tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

ART. 677. — La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants :

- 1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;
- 2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;
- 3° S'il lui refuse des aliments.

ART. 678. — La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

ART. 679. — La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du délit imputé par le donateur au donataire, ou du jour que le délit aura pu être connu du donateur.

Cette révocation ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire, à moins que dans ce dernier cas l'action n'ait été intentée par le donateur ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit.

ART. 680. — La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles qu'il aura pu imposer sur l'objet de la donation, pourvu que le tout soit antérieur à la formation de la demande en révocation.

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, eu égard au temps de la demande, et les fruits à compter du jour de cette demande.

ART. 681. — Les donations en faveur de mariage ne sont point révocables pour cause d'ingratitude.

ART. 682. — Toutes donations entre-vifs par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur de mariage par autres que les ascendants aux conjoints, ou par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

ART. 683. — Cette révocation aura lieu, encore que l'enfant du donateur ou de la donatrice fût conçu au temps de la donation.

ART. 684. — La donation sera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour que la naissance de l'enfant ou sa légitimation par mariage subséquent lui aura été notifiée par exploit ou autre acte en bonne forme; et ce, quand même la demande pour rentrer dans les biens donnés n'aurait été formée que postérieurement à cette notification.

ART. 685. — Les biens compris dans la donation révoquée de plein droit rentreront dans le patrimoine du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement, à la restitution des propres de la femme de ce donataire et des conventions matrimoniales; ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage et insérée dans le contrat, et que le donateur se serait obligé comme caution, par la donation, à l'exécution du contrat de mariage.

ART. 686. — Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif: et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la naissance de l'enfant, par la naissance duquel la donation avait été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

ART. 687. — Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation

pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle et ne pourra produire aucun effet.

ART. 688. — Le donataire, ses héritiers ou ayants cause, ou autres détenteurs des choses données, ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume.

CHAPITRE V. — Des donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage.

ART. 689. — Toute donation entre-vifs de biens présents, quoique faite par contrat de mariage aux époux ou à l'un d'eux, sera soumise aux règles générales prescrites pour les donations.

ART. 690. — Toute donation entre-vifs, faite en faveur de mariage ou par contrat de mariage aux époux ou à l'un d'eux, est toujours réputée faite aux époux et aux enfants à naître du mariage.

ART. 691. — La donation peut valablement contenir la clause de retour des biens au donateur, pour le cas où il survivrait au donataire et à sa postérité.

ART. 692. — En cas que le donateur par contrat de mariage ou en faveur du mariage se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation de ses biens présents ou d'une somme fixe à prendre sur ces mêmes biens, l'effet ou la somme, s'il meurt sans en avoir disposé, seront censés compris dans la donation et appartiendront au donataire ou à ses héritiers.

ART. 693. — Les donations faites par contrat de mariage

sont toujours réputées acceptées par la signature des époux au contrat, alors même que la déclaration d'acceptation n'y serait pas expressément mentionnée.

ART. 694. — Toute donation faite en faveur du mariage sera caduque si le mariage ne s'ensuit pas.

ART. 695. — Toutes donations faites aux époux en faveur du mariage ou par leur contrat de mariage seront, lors de l'ouverture de la succession du donateur, réductibles à la portion dont la loi lui permettait de disposer.

CHAPITRE VI. — Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.

ART. 696. — Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, telle donation de biens présents qu'ils jugeront à propos, sous les modifications ci-après énoncées.

ART. 697. — Toute donation faite entre époux par contrat de mariage sera censée faite sous la condition de survie du donataire, si le contraire n'est formellement exprimé, et sera d'ailleurs soumise aux règles générales concernant les donations.

ART. 698. — L'époux ne pourra disposer par contrat de mariage en faveur de l'autre époux que de la quotité de ses biens dont la loi lui permet de disposer : il ne pourra disposer que de la moitié de cette quotité, s'il avait des enfants d'un précédent mariage.

ART. 699. — Toutes donations contraires aux dispositions de l'article précédent seront réductibles.

ART. 700. — Les époux ne pourront, pendant le ma-

riage, se faire aucune donation entre-vifs, sous quelque forme que ce puisse être ; ils ne pourront se faire aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même testament.

Toute donation entre-vifs indirecte, déguisée ou faite à des personnes interposées, sera nulle.

CHAPITRE VII. — Des dispositions à cause de mort.

SECTION I^{re}. — *Des testaments.*

ART. 701. — Toute personne pourra disposer par testament.

ART. 702. — Un testament ne pourra être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle.

ART. 703. — Un testament pourra être olographe, ou fait par acte public, ou nuncupatif.

ART. 704. — Le testament olographe ne sera point valable s'il n'est écrit en entier, daté et signé de la main du testateur ; il n'est assujéti à aucune autre forme.

ART. 705. — Le testament par acte public est celui qui est reçu par un notaire selon la forme prescrite, en présence de cinq témoins.

ART. 706. — Les dispositions du testateur doivent être indiquées au notaire par le testateur lui-même, et il doit lui être donné lecture de l'acte en présence des témoins.

Il est fait du tout mention expresse.

ART. 707. — Ce testament doit être signé par le testateur sur la minute ; s'il déclare qu'il ne sait ou ne peut

signer, il sera fait dans l'acte mention expresse de la déclaration, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer.

ART. 708. — Le testament doit être signé par les témoins.

ART. 709. — Ne pourront être pris pour témoins du testament par acte public, ni ceux qui n'entendraient pas la langue du testateur, ni les légataires, à quelque titre qu'ils soient, ni l'héritier institué, ni leurs parents ou alliés, ni ceux du testateur jusqu'au sixième degré inclusivement.

Le notaire appelé à recevoir le testament ne peut être ni parent du testateur, ni des légataires, ni des témoins jusqu'au sixième degré inclusivement, ni héritier institué, ni légataire.

ART. 710. — Le testament nuncupatif est celui qui est reçu par cinq témoins auxquels le testateur fait connaître verbalement ses volontés.

Les dispositions de l'article précédent, en ce qui touche la qualité des témoins, sont applicables aux testaments nuncupatifs.

ART. 711. — Le testateur doit exprimer lui-même ses volontés en présence des témoins.

ART. 712. — Après avoir entendu les dispositions du testateur, les témoins doivent, mais hors de sa présence, les rédiger par écrit, les signer, les dater et en effectuer le dépôt immédiatement entre les mains du Juge de paix; cette rédaction ne peut être signée par le testateur lui-même, à peine de nullité.

ART. 713. — A l'ouverture de la succession, les témoins seront appelés devant le juge compétent et attesteront sous la foi du serment en présence des intéressés, que le testa-

ment tel qu'ils l'ont rédigé est l'expression libre et sincère des volontés du testateur : qu'ils les ont entendu exprimer par sa propre bouche et que le testateur leur a paru sain d'esprit.

ART. 714. — Le testament nuncupatif n'est permis que dans les cas où le testateur se trouverait dans un danger imminent de mort, sans pouvoir ni écrire ses volontés, ni appeler un notaire pour les recevoir.

Il est nul de plein droit, alors même qu'il n'aurait point été révoqué, si le testateur a vécu plus de six semaines après le jour où le testament a été fait.

ART. 715. — Les témoins appelés pour être présents aux testaments devront être du sexe masculin, majeurs, jouissant de leurs droits civils et domiciliés dans le Canton.

ART. 716. — Il est loisible au testateur de modifier par un codicille ses dispositions testamentaires.

Le codicille peut être fait, soit par acte séparé, olographe ou notarial, soit au pied du testament ou de son expédition.

ART. 717. — Le codicille, soit olographe, soit notarial, est soumis, quant à sa forme, aux mêmes règles que les testaments olographes ou par actes authentiques. Il ne peut contenir une institution d'héritier.

ART. 718. — Le codicille n'a qu'une valeur relative et subordonnée à celle du testament auquel il se rattache : il devient nécessairement caduc ou nul, si le testament lui-même est déclaré tel.

ART. 719. — Un Neuchâtelois qui se trouvera en pays étranger, pourra faire ses dispositions testamentaires, soit en la forme olographe, selon qu'il est prescrit à l'article

704, soit par acte public avec les formes usitées dans le lieu où cet acte sera passé.

SECTION II. — *Des legs.*

ART. 720. — Tout legs pur et simple donnera au légataire, du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants cause.

Néanmoins le légataire ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, ni en prétendre les fruits ou intérêts, qu'à compter du jour où il en aura formé la demande aux héritiers, ou de celui où la remise aura été volontairement consentie.

ART. 721. — Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire, dès le jour du décès et sans qu'une demande en délivrance ait été formée :

1° Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament ;

2° Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments.

ART. 722. — La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du testateur.

ART. 723. — Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmenté par des acquisitions, ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissements ou des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

ART. 724. — Si, avant le testament ou depuis, la chose

léguee a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, ou si elle est grevée d'un usufruit, celui qui doit acquitter le legs n'est point tenu de la dégager, à moins qu'il n'ait été chargé de le faire par une disposition expresse du testateur.

ART. 725. — Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a été aliéné, encore que l'aliénation postérieure soit nulle et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

ART. 726. — Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur.

Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort, sans le fait et la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en retard de la délivrer, lorsqu'elle eût également dû périr entre les mains du légataire.

ART. 727. — Lorsque le testateur aura légué la chose d'autrui, le legs sera nul, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas.

ART. 728. — Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée, l'héritier ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

ART. 729. — Le legs fait au créancier ne sera pas censé fait en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique en compensation de ses gages.

ART. 730. — Le légataire ne sera point tenu des dettes de la succession, mais le legs pourra être réduit conformément aux règles posées dans les articles 649 et suivants,

et demeurera soumis à l'action des créanciers hypothécaires, cas échéant.

SECTION III. — *Des exécuteurs testamentaires.*

ART. 731. — Le testateur pourra nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

ART. 732. — La femme mariée, les mineurs, celui qui ne peut s'obliger, ne peuvent être exécuteurs testamentaires.

ART. 733. — Les exécuteurs testamentaires feront apposer les scellés, s'il y a des héritiers mineurs ou interdits, ou absents.

Ils feront faire, en présence des héritiers ou de leurs représentants légaux, ou eux dûment appelés, l'inventaire de la succession.

Ils veilleront à ce que le testament soit exécuté, et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

Ils devront compte de leur gestion.

ART. 734. — Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

ART. 735. — Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'accomplissement de son mandat seront à la charge de la succession.

SECTION IV. — *De la révocation, de la caducité et de la nullité des testaments.*

ART. 736. Tout testament est révoqué de plein droit par un testament postérieur, soit que le testament postérieur

contienne, soit qu'il ne contienne pas de clauses révocatoires.

Le testateur peut cependant dans un testament postérieur confirmer ou réserver certaines dispositions d'un testament précédent.

ART. 737. — Un testament peut encore être révoqué par un acte olographe ou authentique portant déclaration du changement de volonté.

ART. 738. — Les testaments antérieurs demeurent révoqués, alors même que le testament postérieur viendrait à être déclaré caduc ou nul, à moins que le testateur n'ait dérogé à cette règle en exprimant une intention contraire.

ART. 739. — La survenance d'un enfant légitime, même posthume, ou la légitimation d'un enfant naturel par le mariage subséquent, rend le testament caduc.

ART. 740. — Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.

ART. 741. — Toute disposition testamentaire subordonnée à un événement incertain sera caduque, si l'héritier institué ou le légataire décède avant l'arrivée de l'événement.

ART. 742. — La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué ou le légataire d'avoir un droit acquis, transmissible à ses héritiers.

ART. 743. — La disposition testamentaire sera caduque, lorsque l'héritier institué la répudiera ou se trouvera incapable de la recueillir; mais, dans le premier cas, les legs contenus dans le testament seront maintenus au profit

des légataires, si le testament n'est pas d'ailleurs déclaré caduc pour d'autres causes. Les legs seront délivrés par l'héritier qui prendra possession de la succession.

ART. 744. — Les mêmes causes qui, suivant l'art. 675 et avec les réserves contenues aux n^{os} 1 et 2 de l'art. 677, autorisent la demande en révocation de la donation entre-vifs, seront admises pour la demande en révocation des dispositions testamentaires.

ART. 745. — Tout testament qui n'est point l'expression de la libre volonté du testateur, ou qui n'est point conforme aux dispositions du présent Titre touchant la capacité de disposer et la forme des testaments, sera déclaré nul.

ART. 746. — La nullité ou la caducité d'une disposition spéciale d'un testament n'entraîne point la nullité du testament, si d'ailleurs il peut subsister sans cette disposition.

ART. 747. — Toute disposition pour cause de mort qui ne contiendra point d'institution formelle d'héritier, ni de disposition universelle qui, à teneur de l'art. 630, puisse en tenir lieu, sera réputée donation à cause de mort.

SECTION V. — *Des donations à cause de mort.*

ART. 748. — Toute personne qui peut tester, peut disposer par donation à cause de mort.

ART. 749. — Les dispositions de la Section I^{re} et les art. 739 à 746 inclusivement de la Section IV du présent chapitre sont communes aux donations à cause de mort.

ART. 750. — La donation pour cause de mort n'est point révoquée par une donation postérieure, à moins que la ré-

vocation n'y soit contenue en termes exprès et spéciaux, ou que la donation postérieure ne donne à une autre personne le même objet qui avait été donné par la donation antérieure.

ART. 751. — La donation pour cause de mort n'est point révoquée par un testament postérieur qui révoquerait par une disposition générale toutes dispositions antérieures pour cause de mort : elle doit être révoquée par une disposition spéciale, contenue soit dans un testament ou une donation postérieure, soit dans un acte séparé, olographe ou notarial.

SECTION VI. — *Du droit d'accroissement.*

ART. 752. — Si un ou plusieurs héritiers ne peuvent ou ne veulent pas recueillir leur part d'hérédité, cette part est dévolue aux autres héritiers dans la proportion de leurs droits à l'héritage, et ils ne peuvent y renoncer sans renoncer à toute la succession.

ART. 753. — Toutefois, si le testateur a divisé sa succession en portions distinctes et appelé plusieurs héritiers conjointement à l'une de ces portions, la quote-part de cette portion qui aurait été dévolue à un héritier renonçant, appartiendra aux autres héritiers conjoints.

ART. 754. — Il y aura lieu à accroissement au profit des légataires dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.

Le legs sera réputé fait conjointement :

1° Lorsqu'il le sera par une seule et même disposition, et que le testateur n'aura pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée ;

2° Lorsqu'une chose qui n'est pas susceptible d'être di-

visée sans détérioration, aura été donnée par le même acte à plusieurs personnes, même séparément.

ART. 755. — La même règle est applicable aux donations à cause de mort.

ART. 756. — Tout bien dont il aurait été disposé à titre de donation à cause de mort, de legs ou d'institution d'héritier, et qui aurait été répudié sans que la répudiation ait donné lieu à accroissement, appartiendra de plein droit aux héritiers qui auront accepté la succession.

TITRE III.

De l'acceptation des successions, de la saisine des héritiers et des partages.

Dispositions générales.

ART. 757. — En cas d'absence de l'un des héritiers ou de tous, ou de minorité de l'un d'eux, le Juge de paix pourra ordonner d'office l'apposition des scellés, à moins que les absents ou le tuteur n'aient demandé par écrit la suppression de cette formalité; il devra l'ordonner, s'il en est requis par l'un des héritiers, par un créancier du défunt porteur d'un titre exécutoire, ou si une succession en ligne directe n'a point été acceptée dans les trois jours, cas échéant où tous les héritiers sont domiciliés dans le pays.

ART. 758. — Il n'y a pas lieu à apposition de scellés après le décès de la femme quand le mari est survivant.

ART. 759. — Si la conservation de la succession l'exigeait, l'apposition des scellés sera remplacée par la nomi-

nation d'un curateur d'office à la masse et la confection de l'état sommaire des biens. Il en sera toujours ainsi pour le cas de mort d'un associé relativement aux intérêts du défunt dans la société.

ART. 760. — Six semaines après l'inhumation, la veuve, le ou les héritiers investus peuvent requérir la levée des scellés, qui leur sera accordée de plein droit, moyennant inventaire et nomination de curateurs d'office ou tuteurs aux absents ou aux mineurs.

ART. 761. — Sont nulles de plein droit, toutes saisies de valeurs mobilières ou immobilières d'une succession, et toutes transactions faites au sujet d'une succession dont l'investiture n'a pas encore été définitivement obtenue, ou que les héritiers directs n'ont point encore acceptée définitivement, ou qui n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire.

CHAPITRE I^{er}. — De l'acceptation des successions et de la saisine des héritiers.

SECTION I^{re}. — De l'acceptation.

ART. 762. — Une succession peut être acceptée purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire.

ART. 763. — Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

ART. 764. — Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans l'autorisation de leur mari ou de justice.

ART. 765. — Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne pourront être valablement acceptées que confor-

mément aux dispositions du Titre de la *minorité*, de la *tutelle* et de l'*émancipation*.

Toutefois le conjoint survivant pourra accepter, au nom de ses enfants mineurs, la succession du conjoint décédé, sans autorisation de justice, à moins que l'autorité tutélaire n'exige d'office la nomination d'un tuteur *ad hoc*.

ART. 766. — L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

ART. 767. — Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir acceptée, ses héritiers peuvent l'accepter de son chef, si les délais légaux ne sont point expirés.

ART. 768. — Si les héritiers ne sont point d'accord pour accepter une succession purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

ART. 769. — Le majeur n'est jamais restituable contre l'acceptation qu'il a faite d'une succession, à moins que cette acceptation n'ait été la suite d'un dol pratiqué contre lui, ou qu'on ne découvrit un testament soit une donation à cause de mort inconnus au moment de l'acceptation et dont les effets, joints aux autres charges de la succession, excéderaient sa valeur active.

ART. 770. — Le mineur, indépendamment des cas prévus dans l'article précédent, peut encore être restituable contre l'acceptation d'une succession en ligne directe qui aurait été acceptée en son nom dans les trois jours par le conjoint survivant; mais cette restitution ne pourra lui être accordée que pendant les quarante-un jours qui suivront celui de l'inhumation et avec la condition d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire.

SECTION II. — *De la renonciation.*

ART. 771. — Est réputé avoir renoncé à une succession, tout héritier qui ne l'a point acceptée en la forme et dans les délais prescrits par la loi.

ART. 772. — On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé; mais si l'héritier présomptif n'a point accepté dans les délais prescrits, le droit d'acceptation appartient au degré subséquent.

ART. 773. — Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent se faire autoriser en justice à accepter la succession du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Dans ce cas, l'acceptation faite par les créanciers ne profite qu'à eux et jusques à concurrence seulement de leurs créances : elle ne peut profiter à l'héritier qui a renoncé.

ART. 774. — Pour demeurer au bénéfice de la disposition précédente, les créanciers devront notifier juridiquement leur intention à leur débiteur, et cela dans les trois jours qui suivront celui de l'inhumation, s'il s'agit d'une succession directe, et dans les 41 jours, s'il s'agit d'une succession collatérale.

Ils devront ensuite poursuivre leur demande contre leur débiteur dans la huitaine qui suivra la notification, selon la forme qui sera prescrite par une loi de procédure.

ART. 775. — Les autres cohéritiers pourront toujours de plein droit, et sans autre formalité, repousser la demande en désintéressant les créanciers en cause.

ART. 776. — On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

ART. 777. — Tout héritier qui aura diverti ou recélé des biens de la succession, ou qui aura fait acte d'héritier, pourra être constitué héritier par tous ceux qui y auront intérêt.

ART. 778. — Les actes purement conservatoires de surveillance et d'administration provisoire ne sont pas des actes d'héritier, si l'on n'y a pas pris le titre et la qualité d'héritier.

ART. 779. — L'enfant ou descendant qui n'accepte point la succession, doit faire rapport à la masse des valeurs qu'il a reçues du défunt à titre de donation entre-vifs, d'avancement d'hoirie ou de prêt.

ART. 780. — L'héritier qui n'aura point accepté une succession dans les délais légaux, pourra demander au tribunal supérieur du Canton le relief de cette informalité, après avoir notifié sa demande aux héritiers invétus et les avoir cités à comparaître ou obtenu la renonciation de l'Etat s'il s'agit d'une succession vacante.

ART. 781. — Si le relief est accordé, l'héritier pourra réclamer ses droits dans la succession, mais il ne sera point admis à contester les droits acquis aux autres cohéritiers par leur acceptation ou par l'investiture obtenue, non plus que les actes conservatoires et d'administration faits par eux en leur qualité d'héritiers, à moins que la sentence du tribunal ne lui en ait réservé la faculté.

SECTION III. — *Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.*

ART. 782. — La déclaration d'un héritier qu'il entend ne prendre cette qualité que sous bénéfice d'inventaire, sera faite en la forme qui sera indiquée ci-après.

ART. 783. — Hors les cas prévus aux art. 769 et 770, l'héritier qui a accepté une succession purement et simplement, n'est plus admissible à l'accepter sous bénéfice d'inventaire.

ART. 784. — L'héritier qui aurait commis l'un des actes désignés dans l'art. 777, est déchu du bénéfice d'inventaire.

ART. 785. — L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage :

1° De n'être tenu du paiement des dettes de la succession que jusques à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, même de pouvoir se décharger du paiement des dettes en abandonnant tous les biens de la succession aux créanciers et aux légataires ;

2° De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances.

CHAPITRE II. — *Des formes de l'acceptation et de celles du bénéfice d'inventaire.*

SECTION I^{re}. — *Des formes de l'acceptation.*

ART. 786. — L'envoi en possession et l'investiture constituent l'acceptation d'une succession.

ART. 787. — L'envoi en possession a pour effet de constater juridiquement la prétention de l'héritier et d'arrêter la prescription en ce qui le concerne ; mais il ne lui donne aucun droit sur les biens de la succession.

L'envoi en possession n'est refusé à personne.

L'investiture saisit l'héritier qui l'obtient, des biens de la succession : elle n'est accordée qu'à l'héritier dont les droits ont été reconnus.

ART. 788. — Tout héritier, alors même que ses prétentions ne sont point contestées par des tiers, doit prouver sa qualité.

A défaut, l'investiture pourra lui être refusée.

ART. 789. — L'héritier domicilié dans le Canton doit, à peine de forclusion, demander l'envoi en possession et l'investiture devant le juge compétent du lieu où la succession s'est ouverte, le *quarante et unième jour* après celui où le défunt a été inhumé.

Si le quarante et unième jour se trouve un jour férié, l'envoi en possession et l'investiture seront demandés la veille.

ART. 790. — Si l'héritier est domicilié hors du Canton, il peut encore valablement former sa demande pendant l'année qui suit le quarante et unième jour après l'inhumation.

Après l'expiration de ce délai, ses droits sont prescrits.

ART. 791. — L'héritier domicilié hors du Canton, arrivant après le quarante et unième jour, doit, sous peine de nullité, notifier la demande qu'il se propose de former aux héritiers antérieurement invêtus, et les citer à comparaître pour y porter présence.

ART. 792. — Si, à teneur de l'article précédent, l'investiture est accordée, elle ne peut plus être attaquée par les héritiers antérieurement invêtus; elle peut l'être par ceux qui se présenteraient encore utilement avant l'échéance du délai légal.

ART. 793. — Si plusieurs héritiers se sont présentés successivement pendant le délai légal, ils ont tous successivement le droit de former une demande en déchéance contre ceux qui ont obtenu antérieurement l'investiture.

Le droit est prescrit, si la demande n'a pas été ouverte au plus tard dans les trente jours qui suivront celui où le demandeur a obtenu l'investiture.

ART. 794. — L'héritier en degré inférieur, l'enfant naturel, l'époux survivant, auront un délai d'un mois en sus des délais ordinaires, pour accepter la succession dans le cas où elle n'aurait point été acceptée par les héritiers présomptifs ou institués.

Le créancier admis à demander l'investiture en lieu et place de son débiteur aura le même délai, à partir du jour du jugement d'admission définitif.

ART. 795. — Si plusieurs héritiers se présentent concurremment le même jour pour réclamer une succession, l'envoi en possession sera d'abord accordé à chacun d'eux, puis ils seront successivement admis à présenter leur demande en investiture, dans le même ordre où ils auront obtenu l'envoi en possession.

Toutefois, si l'un des héritiers se présente en vertu d'un testament, il sera d'abord statué sur sa demande : en cas de concurrence entre plusieurs héritiers testamentaires, la demande relative au testament le plus récent sera instruite et jugée la première.

ART. 796. — L'héritier testamentaire doit, s'il en est requis, fournir caution pour le paiement des legs contenus au testament, avant de pouvoir être invêtu de la succession.

ART. 797. — La nullité d'un testament profite à tous les héritiers intéressés, alors même qu'ils n'auraient point pris part à la contestation : la nullité d'une donation ne profite qu'à ceux qui l'ont poursuivie.

ART. 798. — L'héritier qui n'a point obtenu l'envoi en possession d'une succession, est non recevable à former opposition contre une demande en investiture, ou à l'attaquer en déchéance après qu'elle a été obtenue.

ART. 799. — Est réputée non écrite, toute clause comminatoire d'une disposition pour cause de mort qui aurait pour effet de priver un intéressé du droit d'en contester la validité.

ART. 800. — Le donataire est tenu, à peine de forclusion, de demander l'envoi en possession et l'investiture des biens qui lui ont été donnés pour cause de mort, dans les délais et selon les formes ci-dessus prescrites pour les successions.

ART. 801. — Les héritiers en ligne directe seront dispensés de la formalité de l'envoi en possession et de l'investiture, si, dans les trois jours après celui de l'inhumation, ils déclarent au greffe de la justice de paix qu'ils entendent se porter héritiers.

Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial et signée par le greffier, les déclarants ou leur fondé de pouvoirs. Elle est irrévocable, sans préjudice cependant des réserves contenues aux articles 769 et 770.

ART. 802. — Si le défunt a laissé un testament, l'accep-

tation des héritiers en ligne directe ne pourra valablement avoir lieu que dans la forme ordinaire.

ART. 803. — Les délais et les formes pour accepter la succession d'un individu mort hors du canton, si cette succession s'ouvre dans le canton, sont les mêmes que pour les cas où un héritier se trouve hors du canton.

Les délais commencent à courir du jour où le décès du défunt aura été déclaré au greffe de la justice de paix du lieu où la succession est ouverte. La publication en sera faite sur-le-champ, à la diligence du greffier, par la voie ordinaire des publications officielles.

ART. 804. — On peut accepter dans le canton une succession ouverte à l'étranger, si cette acceptation est nécessaire pour constater la qualité d'héritier de celui qui est appelé à la recueillir.

ART. 805. — Si une succession ouverte à l'étranger comprend des immeubles situés dans ce canton, l'héritier ne pourra prendre possession de ces immeubles qu'après en avoir obtenu l'investiture devant le tribunal compétent du canton.

SECTION II. — *Des formes du bénéfice d'inventaire.*

ART. 806. — L'acceptation sous bénéfice d'inventaire d'une succession ab intestat ou testamentaire s'opère en la même forme et d'après les mêmes règles que l'acceptation pure et simple.

L'héritier est uniquement tenu à faire suivre sa demande ou sa déclaration de ces mots : « *sous bénéfice d'inventaire.* »

ART. 807. — Dès qu'une succession est acceptée sous

bénéfice d'inventaire, le juge de paix ordonne l'apposition des scellés, nomme, selon le besoin, un ou plusieurs syndics à la masse et procède à l'inventaire de la succession.

ART. 808. — S'il y a lieu de croire qu'il existe des héritiers à l'étranger, la succession sera juridiquement administrée jusqu'à l'échéance du plus long délai réservé aux héritiers pour se présenter.

ART. 809. — Après l'échéance des délais légaux et l'accomplissement des formalités préalables, la liquidation de la succession sera publiée en la forme ordinaire, avec sommation, sous peine de forclusion, aux créanciers ou autres intéressés de produire leurs créances et réclamations; le temps accordé pour les productions ne pourra être moindre de vingt jours ni plus long que trois mois, à partir de la première publication.

ART. 810. — La sommation contiendra citation péremptoire aux intéressés pour assister aux opérations.

ART. 811. — La forclusion n'éteindra pas la créance, mais l'exclura de toute participation aux biens de la succession.

ART. 812. — La vérification de l'inventaire et la liquidation des créances, droits et réclamations, seront opérées en audience publique.

ART. 813. — Pendant la huitaine qui suivra le jour où la clôture de la liquidation aura été prononcée par le juge, l'héritier pourra renoncer au bénéfice d'inventaire et accepter purement et simplement la succession. Sa déclaration d'acceptation interviendra par écrit, sera signée par lui ou son fondé de pouvoirs, et sera en outre verbalisée sur-le-champ au plunitif de la liquidation.

ART. 814. — Si l'acceptation pure et simple n'est point intervenue dans la huitaine, il sera procédé à la réalisation de la masse et le produit en sera distribué dans l'ordre suivant :

- 1° Aux créanciers privilégiés ;
- 2° A tous les autres créanciers, au centime le franc de leurs créances liquidées, sans aucune distinction ;
- 3° Aux donataires et légataires selon leurs droits.

ART. 815. — Les créanciers hypothécaires et les autres créanciers du défunt feront valoir leurs droits sur les immeubles hypothéqués, conformément aux dispositions de la loi sur les hypothèques et de celle sur la liquidation des hypothèques.

ART. 816. — Le solde actif de la succession appartiendra aux héritiers.

ART. 817. — Il est toujours loisible à l'héritier bénéficiaire d'arrêter la liquidation de la masse, en désintéressant les créanciers.

ART. 818. — Tout créancier peut exiger la liquidation de la masse, même alors que l'héritier bénéficiaire aurait ultérieurement accepté purement et simplement, à moins que le paiement de sa créance ou des garanties jugées suffisantes ne lui soient offerts.

ART. 819. — Les créanciers personnels de l'héritier n'ont aucun accès sur les biens de la masse et ne peuvent intervenir concurremment avec les créanciers du défunt : ils doivent agir conformément aux lois ordinaires contre leur débiteur.

SECTION III. — *Des successions vacantes.*

ART. 820. — Lorsque, après l'échéance des délais réservés aux héritiers, à l'enfant naturel et à l'époux survivant, une succession n'est réclamée par personne, cette succession est réputée vacante.

ART. 821. — Le tribunal du district dans lequel la succession s'est ouverte, prononce son adjudication à l'Etat et en ordonne la liquidation, conformément aux règles prescrites pour les successions acceptées sous bénéfice d'inventaire.

CHAPITRE III. — *Des partages et rapports.*

SECTION I. — *De l'action en partage et de sa forme.*

ART. 822. — Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, et le partage peut toujours être provoqué, nonobstant prohibitions et conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité : cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans, mais elle peut être renouvelée.

ART. 823. — Le partage peut être demandé, même quand l'un des cohéritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a un acte de partage ou possession suffisante pour acquérir la prescription.

ART. 824. — L'action en partage, à l'égard des cohéritiers mineurs ou interdits, peut être exercée par leurs tuteurs spécialement autorisés.

ART. 825. — Le mari peut, sans le consentement de sa

femme, mais après avoir requis son concours, provoquer le partage.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

ART. 826. — L'action en partage et les contestations qui s'élèvent dans le cours des opérations, les demandes relatives à la garantie des lots et celles en rescision de partage, sont soumises à l'autorité judiciaire compétente du lieu de l'ouverture de la succession.

ART. 827. — L'estimation des meubles et immeubles est faite par des experts choisis par les intéressés ou nommés d'office, si les intéressés n'ont pu s'entendre pour y pourvoir.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation; il doit indiquer les objets qui peuvent être commodément partagés et ceux qui ne peuvent l'être sans inconvénient; il doit encore, cas échéant, indiquer de quelle manière les objets susceptibles de division peuvent être partagés.

ART. 828. — Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession: néanmoins, si la vente est nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, ou si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il doit être procédé à la vente, soit à l'amiable, soit aux enchères publiques: ce dernier mode sera obligatoire, s'il y a dissentiment entre les cohéritiers sur le choix.

ART. 829. — Chaque cohéritier fait à la masse les rapports auxquels il est tenu et le rapport des sommes dont il est débiteur.

Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers auxquels il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté, que les objets non rapportés en nature.

ART. 830. — Après que les diverses opérations ci-dessus désignées ont été faites, l'état des dettes et charges établi, les moyens d'y pourvoir arrêtés, il est procédé sur ce qui reste dans la masse à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes.

ART. 831. — Dans la formation et composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

ART. 832. — L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en rente, soit en argent.

ART. 833. — Les lots sont faits par l'un des cohéritiers, s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix et si celui qu'ils avaient choisi accepte la commission. Dans le cas contraire, les lots sont faits par un expert nommé par le juge.

Ils sont ensuite tirés au sort.

ART. 834. — Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

ART. 835. — Les règles établies pour la division des

masses à partager sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

ART. 836. — Tout partage dûment signé par tous les intéressés et homologué par l'autorité tutélaire, s'il y a des mineurs, est définitif.

ART. 837. — Toute personne, même parente du défunt, qui n'est pas son successible et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de sa cession.

Le créancier intervenant peut également être écarté, soit en lui offrant paiement, soit en lui offrant caution suffisante.

ART. 838. — Après le partage, remise doit être faite, à chacun des copartageants, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants qui y auraient intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

ART. 839. — Les partages peuvent être faits par acte sous seing privé ou par acte notarial; mais s'il y a des immeubles à partager en nature, le partage fait sous seing privé doit être enregistré dans la quinzaine de sa date au greffe de la justice de paix.

SECTION II. — *Des rapports.*

ART. 840. — Il n'y a lieu à rapport que dans le partage des successions dévolues à des descendants. Ils sont déterminés comme il suit.

ART. 841. — Quiconque est détenteur d'un objet reconnu pour avoir appartenu au défunt, en doit le rapport à la masse, s'il n'établit ses droits légitimes à la possession de l'objet.

ART. 842. — Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers ou pour le paiement de ses dettes.

Mais les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés.

ART. 843. — Les profits que l'héritier a pu retirer de conventions passées avec le défunt, si ces conventions ne présentaient aucun avantage indirect lorsqu'elles ont été faites, ne sont point sujets à rapport.

ART. 844. — Pareillement il n'est pas dû de rapport pour les associations faites sans fraude entre le défunt et l'un de ses héritiers, lorsque les conditions en ont été réglées par un acte authentique ou par un acte sous seing privé dont l'authenticité n'est pas contestée.

ART. 845. — Le rapport est dû de toutes sommes, valeurs mobilières, immeubles ou meubles qui auraient été remis à l'un des héritiers par le défunt, à moins que l'héritier ne prouve qu'il les a reçus à titre de don par préciput et hors part, et moyennant que dans ce cas la valeur des dons n'excède pas la quotité disponible.

Le rapport de l'excédant se fait en nature, si le retranchement de cet excédant peut s'opérer commodément.

ART. 846. — Dans le cas contraire, si l'excédant est de plus de moitié de la valeur de l'immeuble, le donataire doit rapporter l'immeuble en entier, sauf à prélever sur la masse une valeur égale à la quotité disponible. Si la portion disponible excède la moitié de la valeur de l'objet, le donataire peut le retenir, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

ART. 847. — Tout immeuble remis à l'un des héritiers, même à titre onéreux, doit être rapporté si la remise n'a pas été faite par acte authentique.

Le rapport est encore dû, si l'immeuble a été remis à un prix évidemment inférieur à sa valeur réelle au moment de la remise, à moins que la différence n'ait été l'objet d'une libéralité formellement exprimée dans l'acte.

ART. 848. — Indépendamment du prix qu'il justifierait avoir payé, il est tenu compte à l'héritier qui fait le rapport d'un immeuble, des impenses faites pour sa conservation, encore que la valeur de l'immeuble n'en ait pas augmenté. Il lui est tenu compte également de l'augmentation de valeur que l'immeuble a pu acquérir par ses impenses.

ART. 849. — De son côté, l'héritier doit tenir compte des détériorations et dégradations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait, sa faute et sa négligence.

ART. 850. — Les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

ART. 851. — Le rapport se fait en nature ou en moins prenant. Il doit toujours se faire en nature quand il est

possible sous cette forme, et doit rentrer dans la masse, franc et libre de toutes charges du fait de l'héritier qui en fait le rapport, sans préjudice cependant aux droits acquis par les tiers sur l'immeuble.

ART. 852. — Toute valeur due par un cohéritier à la masse, à quelque titre que ce soit, est imputable sur la portion qui doit lui revenir.

SECTION III. — *Du paiement des dettes.*

ART. 853. — Les héritiers sont tenus solidairement, à l'égard des tiers, des dettes et charges de la succession.

Ils contribuent entre eux au paiement, chacun dans la proportion de ce qu'il y prend.

ART. 854. — Le cohéritier qui a été appelé à payer une dette de la succession, a son recours contre tous les autres cohéritiers, chacun pour sa part proportionnelle. Si l'un des cohéritiers est insolvable, la part qu'il aurait dû payer est répartie proportionnellement entre tous les autres.

ART. 855. — Tout cohéritier a le droit d'exiger, avant qu'il soit procédé au partage de la succession entre les intéressés, que toutes les dettes et charges soient préalablement acquittées ou au moins qu'il soit pourvu à leur acquittement.

Si l'acquittement des dettes et charges rend nécessaire la réalisation de tout ou partie de la masse, cette réalisation doit être prononcée.

S'il y a dissentiment entre les cohéritiers sur le choix des objets à réaliser les premiers, le juge y pourvoit après avoir entendu les intéressés.

ART. 856. — Tout créancier du défunt peut, dans tous

les cas et contre tout créancier, demander la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier.

ART. 857. — Ce droit ne peut cependant plus être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

ART. 858. — Ce droit est prescrit, s'il n'en a pas été fait usage dans la quinzaine qui suit le jour de l'investiture définitive de la succession.

La notification de la demande arrête la prescription.

ART. 859. — Pendant la quinzaine réservée aux créanciers du défunt, et jusqu'au jugement à intervenir, cas échéant, l'héritier ne peut valablement faire ni consentir aucun acte de nature à préjudicier aux droits des créanciers.

ART. 860. — Si la demande en séparation de patrimoine est accueillie, la liquidation de la créance s'opère conformément aux lois de procédure sur la matière.

ART. 861. — Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

ART. 862. — Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence; ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais, mais ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins toutefois qu'il n'y ait été procédé sans eux et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

SECTION. IV. — *Des effets du partage et de la garantie des lots.*

ART. 863. — Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

ART. 864. — Les cohéritiers demeurent respectivement garants les uns envers les autres des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

ART. 865. — Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu, doit être également répartie entre le garant et tous les cohéritiers solvables.

ART. 866. — La garantie de la solvabilité du débiteur d'une rente ou créance ne peut être exercée que dans l'année qui suit le partage.

SECTION V. — *De la rescision en matière de partage.*

ART. 867. — Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit à son préjudice une lésion de plus du tiers.

La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

ART. 868. — L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais, après le partage ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

ART. 869. — L'action n'est pas admise contre une vente de droits successifs faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers ou par l'un d'eux.

ART. 870. — Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur valeur à l'époque du partage.

ART. 871. — Le défendeur, à la demande en rescision, peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

ART. 872. — Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou à la cessation de la violence.

ART. 873. — L'action en rescision est prescrite, si elle n'a pas été ouverte dans les deux ans à partir de la date du partage; si l'action est fondée sur le dol ou la violence, le

délai court depuis le jour de la découverte du dol, ou depuis celui de la cessation de la violence.

Articles transitoires.

Article A. — Le conseil d'Etat est chargé de pourvoir à la promulgation de cette première partie du Code civil, et de pourvoir par arrêté aux détails d'exécution que sa mise en vigueur immédiate exigera.

Article B. — Le juge d'ordre pourvoira par des arrêts aux mesures que la transition de l'ancienne législation à la nouvelle pourra rendre nécessaires.

Neuchâtel, octobre 1853.

Au nom du Conseil d'Etat :

Le Président,


PIAGET.

Le Secrétaire,

AIMÉ HUMBERT.

NOTA. La dernière partie du projet de Code civil, contenant les contrats ou obligations conventionnelles et les matières analogues, ainsi que les hypothèques et prescriptions, pourra être distribuée dans le courant de l'hiver. Les hypothèques et expropriations sont d'ailleurs déjà réglées par deux lois qui seront reproduites en entier dans la dernière partie du Code où se trouve leur place naturelle.

Les lois usuelles et d'exécution que la promulgation du Code rendra successivement nécessaires pour son application, seront également soumises en temps utile au Grand-Conseil.



LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Les articles 563 à 569 sont adoptés.

TITRE I^{er}. — *Des successions.*

CHAPITRE I^{er}. — *De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.*

Les articles 570 à 573 sont adoptés.

M. *Wavre* critique cette disposition de l'article 574 qui décide qu'à défaut d'héritiers légitimes les biens passent aux enfants naturels, ensuite à l'époux survivant, etc. ; il trouve que l'époux survivant devrait passer avant les enfants naturels.

Un grand nombre de législations des cantons suisses appellent l'époux survivant à la succession avant les parents du défunt.

M. *Piaget* ne pense pas qu'on puisse raisonnablement soutenir que l'enfant naturel d'une femme, par exemple, n'est pas un parent plus rapproché que le mari.

Aucune proposition n'étant faite par M. *Wavre*, l'article 574 est adopté; il en est de même de l'article 575.

CHAPITRE II. — *Des qualités requises pour succéder.*

Les articles 576 à 580 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *Des divers ordres de succession.*

SECTION I — *Dispositions générales.*

Les articles 581 et 582 sont adoptés.

A propos de l'article 583 qui classe les biens en biens d'acquêts, biens paternels et biens maternels. M. Wavre discute au point de vue du droit de succession en général.

Ce droit est, suivant l'orateur, d'une très-grande importance; il dépeint les mœurs d'une nation, il tient à la famille et même aux notions religieuses.

Si l'on étudie la question au point de vue historique, on voit qu'en Orient, dans les temps très-anciens, le sentiment de la famille dominait tous les autres, et transformait en une sorte de fidéi-commissaire le détenteur d'un bien; à sa mort, ce bien retournait à la famille, sans que le propriétaire fût libre de le détourner de cette destination.

Plus tard, le droit romain promettant la succession testamentaire et la liberté de tester, la plupart des législations d'origine germanique ont combiné ces deux éléments de la famille et de la liberté de disposer de son bien.

La loi doit suppléer au silence de celui qui n'a pas pu ou pas voulu tester, et il suffit de descendre dans son propre cœur pour y trouver l'ordre de succession tout réglé.

Qui pourrait contester en effet que les enfants ne soient les premiers en degré; qu'à défaut d'enfants les ascendants doivent être appelés à la succession; que s'il n'y a ni descendants ni ascendants, il ne soit dans l'ordre de la nature que les frères du défunt l'héritent?

Aussi le droit romain, appelé, à bon droit, la raison écrite, appelait-il pour recueillir la succession du défunt le plus proche parent en degré, à l'exclusion de tous autres.

Plus tard, des considérations d'organisation politique et sociale firent que l'on tint avant tout à conserver la fortune dans les familles, et le régime féodal donna naissance à un nouveau système que quelques-uns croient à tort em-

prunté au Code théodosien. Ce système, qui est celui de la distinction des biens, donne au plus proche héritier en degré du côté paternel les biens paternels, et au plus proche héritier en degré du côté maternel les biens maternels; de là la règle : *paterna paternis, materna maternis*. Originellement et dans certains Codes, on avait établi des distinctions entre les parents germains, les consanguins et les utérins.

Notre coutume a toujours eu pour tendance de se rapprocher progressivement du système du droit commun.

D'abord, sous le régime féodal, on voit les pères et les mères exclus de la succession; puis, ce sont les mères seulement; enfin, la loi du 8 mai 1748 restreint la distinction des biens jusqu'aux enfants des cousins germains, soit parents au troisième degré des deux côtés, après lesquels les biens sont confondus et dévolus au plus proche parent en degré.

Le point de coutume du 4 janvier 1574 statuait :

« La coutume du pays porte que mari et femme mourant sans hoirs procréés de leurs corps et sans faire testament ni donation, le bien par eux délaissé doit monter et revenir au tronc d'où il est parti, à savoir : le paternel au paternel, et le maternel au maternel, comme chose équitable et raisonnable, etc. »

Un jugement connu sous le nom de jugement Bourquin, rendu par le tribunal souverain de Neuchâtel, proclama aussi le système de succession appelé de côté et ligne, c'est-à-dire qui veut que le bien vienne du côté auquel appartient le réclamant, et de la ligne dont il descend.

Toutes les coutumes de France, sauf celles de Metz et de Sedan, qui admettaient le système de simple côté, étaient régies par le système de côté et ligne.

Dans l'économie du projet actuel, on fait un pas en arrière; on ne proclame ni le système de côté et ligne, qui est celui de notre coutume, ni le droit du plus proche en degré, qui est celui du droit commun, du droit romain.

Dès que l'on fait un Code, il faudrait, si l'on ne veut pas maintenir notre coutume, se rapprocher du droit romain, qui est le droit naturel.

Le Code français fait masse des biens et les adjuge par portions égales aux héritiers paternels et aux héritiers maternels; mais nous n'avons aucune raison pour procéder ainsi que le fait le projet, pour adopter un système qui, pas plus que celui du Code français, ne repose sur des principes.

A l'époque où le Code français a été élaboré, il s'agissait de soumettre à une même législation le midi de l'empire dont les provinces étaient régies par le droit romain, et le nord qui vivait sous le régime de la règle *paterna paternis* plus ou moins modifié.

De là le système du Code français, système d'expédient et de transaction.

Deux seuls systèmes se soutiennent en principe : celui du droit romain, qui est celui du droit de nature, celui qui est exprimé par la règle *paterna paternis, materna maternis*, et qui a sa source dans les considérations d'organisation sociale.

En vain objectera-t-on que le remède se trouve dans le droit accordé à chacun de tester, car il y a des gens qui meurent sans avoir pu tester, ou parce que la maladie les a surpris, ou parce que leur état de minorité les en a empêchés.

L'orateur désirerait donc que l'ensemble de la question fût renvoyé à la commission, afin qu'elle examine si aucun

changement n'est possible; car, si elle devait persister dans ses propositions, l'orateur préférerait que l'on adoptât purement et simplement le système du droit romain.

M. *Piaget*. Le conseil d'Etat l'a dit dans son rapport : il n'a voulu faire, ni du droit scientifique, ni du droit historique; il a eu en vue d'arriver à un droit de succession qui soit pratique.

Prétendre que tel ou tel système était celui de notre coutume, c'est s'aventurer beaucoup; car si l'on était d'accord sur le principe de la distinction des biens, les opinions les plus diverses surgissaient quant à l'application du principe.

Le propre de la coutume est de se modifier successivement et suivant les besoins; or, si l'on peut inférer du jugement cité par M. Wavre qu'à cette époque on ait voulu donner raison au système de côté et ligne, un autre jugement plus récent, connu sous le nom de jugement Collier, a donné raison au principe posé dans le projet.

C'est donc M. Wavre qui fait un pas rétrograde en se rattachant à un jugement dont les principes ont été modifiés plus tard par d'autres arrêts.

L'orateur ne pense pas que le renvoi à la commission soit utile, car elle a été unanime dans les propositions qu'elle fait à cet égard.

M. *Wavre*. Si la confusion relativement à notre droit de succession était telle que vient de dire le préopinant, c'est une raison pour faire une réforme radicale.

Ceux qui retournent réellement en arrière, sont, dans l'opinion de M. Wavre, ceux qui s'écartent du droit naturel, du droit romain.

M. *Henri Calame* regrette de n'être pas d'accord avec le préopinant; il diffère avec lui sur des points de doctrine

et de science, qui cependant réagissent dans l'application.

Le principe du retour des biens d'où ils meuvent, n'a point son origine, soit dans le droit féodal, soit dans le Code théodosien, soit dans le droit romain en général ; il tire son origine du droit germanique, et il repose sur une idée de copropriété entre le défunt et son héritier ; de là est venu cet axiome : que le mort saisit le vif.

L'orateur pense que, par une sorte de dégénérescence, nous sommes arrivés de la coutume souche à la coutume de simple côté, et que c'est à ces modifications successives qu'il faut attribuer les arrêts différents et contradictoires des tribunaux.

L'orateur ne pense pas pour cela que l'on doive revenir au droit romain, et il préfère ce que le Code nous offre, parce qu'il y reste trace de nos anciennes coutumes.

Cette discussion étant terminée, l'article 583 est adopté.

Il en est de même des articles 584 à 587.

Les articles 588 et 589 statuent :

ART. 588. Les biens qui se retrouvent en nature dans la succession ou dont l'origine a été conservée par un emploi spécial, sont seuls susceptibles de distinction.

Le emploi ne se présume jamais.

ART. 589. L'acquisition d'un immeuble, la création d'une créance, ne constituent point un emploi, alors même que l'origine des capitaux employés viendrait à être justifiée, si d'ailleurs l'intention d'opérer un emploi n'est pas expressément énoncée dans les actes.

M. Wavre. L'article 588 est dangereux : il appartiendra à un tuteur de faire un emploi différent de l'origine du bien.

M. Philippin. Le emploi sera autorisé par l'autorité tu-

télaire, qui vérifiera l'origine du bien dont on veut faire le remploi.

M. *Delachaux*. Les articles 588 et 589 seront dangereux dans la pratique : qu'une femme ait apporté des créances dans la conjonction, et ses héritiers ne seront pas admis à réclamer la distinction des biens, si ces créances ont été remboursées, et qu'on n'ait pas fait un remploi spécial.

Il faudrait donc admettre la preuve du remploi autrement que par des actes.

M. *Philippin*. Les articles que l'on attaque seront favorables aux femmes : ils auront pour conséquence de les engager à être toujours parfaitement en règle, et sur le chiffre de leurs apports, et sur les biens destinés à en assurer le relief.

M. *Piaget*. La jurisprudence des tribunaux anciens a constamment repoussé la preuve de l'origine des biens, et n'a permis le relief que de ceux existant en nature.

La preuve du remploi, autrement que par des actes formels, conduit aux conséquences les plus fausses : ainsi un homme aura reçu cent mille francs de biens paternels ; il les aura perdus dans des opérations malheureuses ; si, ultérieurement, il parvient à regagner cent mille francs, on ne manquera pas de prétendre que ces cent mille francs, qui sont bien réellement des acquêts, doivent faire remploi de la somme de cent mille francs de biens paternels.

L'orateur poursuit en lisant les motifs du rapport de la commission à l'appui de cette partie du Code.

M. *Perrot*. Il est pourvu à tout en disant, comme le fait l'art. 588, que le remploi ne se présume jamais.

L'art. 589 est dangereux : que l'on vende, par exemple, des actions industrielles au porteur provenant d'un bien

propre, contre d'autres actions au porteur, il n'y aura pas là d'acte passé, et l'on ne pourra pas conséquemment énoncer dans l'acte l'intention d'opérer remploi. Il faudrait donc admettre que le remploi peut se prouver par des livres, par d'autres moyens encore, et supprimer l'art. 589.

M. *Piaget*. Pour parer à ce qui vient d'être signalé, il suffit de terminer l'art. 589 en disant :

« Si, d'ailleurs, l'intention d'opérer un remploi n'est pas
« expressément énoncée dans les actes ou dans un acte sé-
« paré. »

Il peut arriver qu'un homme ne veuille pas faire un testament, et qu'il lui convienne de faire arriver ses biens à telle partie de ses héritiers plutôt qu'à une autre, au moyen de la stipulation de remploi.

M. *Perrot*. L'obligation de faire un acte spécial pour constater le remploi dans des cas du genre de celui qu'il a cité, sera une obligation gênante.

Pourra-t-on le faire par acte sous seing privé? faudra-t-il se constituer devant notaire?

M. *Delachaux*. Le principe du droit de succession proposé repose sur la règle paterna paternis, materna maternis : l'orateur admet le système proposé, mais il pense que, pour être conséquent, il faut chercher les moyens d'en faire une vérité et non pas que son application devienne illusoire en facilitant des remplois fictifs.

Comment une femme qui est sous la puissance de son mari, pourra-t-elle le contraindre à la stipulation d'actes de remploi pour les biens qu'elle aura versés dans la conjonction et qui auront changé de nature?

Il faudrait donc admettre que tous les moyens de preuve pourront être employés pour établir l'origine des biens.

M. *Philippin*. La femme sous puissance de mari sera en général aidée par sa famille, qui aura intérêt à ce que le remploi s'opère.

M. *Wavre*. Les art. 588 et 589 ont soulevé de nombreuses appréhensions, et, s'ils doivent être maintenus, il faudrait au moins assurer à la femme des garanties pour qu'elle puisse contraindre son mari à faire remploi.

En conséquence, l'orateur propose de renvoyer la discussion de ces deux articles à l'époque où on s'occupera de la position des femmes à l'égard de leurs maris.

Cette proposition ne reçoit pas l'appui réglementaire, et l'article 588 est adopté.

M. *Perrot* propose le retranchement de l'art. 589, ce qui est rejeté par 35 voix contre 19.

L'amendement proposé par M. *Piaget* à l'art. 589 est adopté.

M. *Delachaux* propose un amendement ainsi conçu à l'art. 588, on dirait à la fin du premier alinéa :

« *Sont soumis à la distinction,* » au lieu de : « *sont susceptibles de distinction.* »

Le second alinéa serait supprimé, puis l'on continuerait en disant :

« Quant aux biens qui n'existent plus, le remploi peut
« en être fait s'il est prouvé qu'ils ont été hérités par la
« personne décédée. »

« Si les biens existants sont d'une valeur inférieure aux
« biens de provenance paternelle et maternelle, le déficit
« doit être supporté par les héritiers des deux lignes au
« centime le franc. »

Cet amendement reste en minorité.

Les art. 590 et 591 sont adoptés.

A propos de l'art. 592, M. *Wavre* demande si l'on entend appliquer cet article sans distinction de frères germains et de frères consanguins ou utérins.

S'il en était ainsi, cela serait contraire à notre ancienne coutume et même au principe de l'art. 733 du Code civil français.

M. *Piaget*. La commission a pensé que deux frères étaient frères, que, soit qu'ils fussent germains ou consanguins, ils étaient parents avec leur père au premier degré.

M. *Wavre*. Ne suffit-il pas de mettre la main sur le cœur pour sentir qu'un frère de double lien est plus proche qu'un frère de simple lien?

M. *Delachaux*. Un jugement rendu par les Trois-Etats de Valangin avait décidé que lorsqu'il s'agissait de partager entre parents de simple et de double lien, ces derniers recevaient une double part.

Après quelques observations échangées entre MM. *Piaget* et *Grandpierre* en faveur du projet, et MM. *Wavre* et *Delachaux* contre le projet, l'article 592 est adopté.

Il en est de même des articles 593 à 596.

M. *Perrot* demande qu'un tableau de computation pareil à celui qui est annexé au rapport du conseil d'Etat, soit pareillement annexé au Code.

M. *Piaget* répond qu'il en sera ainsi.

L'article 597 décide qu'après le quatrième degré inclusivement, l'héritier n'est plus admis à réclamer la distinction des biens.

M. *Perrot* demande que l'on rétablisse le sixième degré, primitivement proposé par le conseil d'Etat.

En restreignant la distinction au quatrième degré, soit cousin germain, c'est, après avoir posé le principe de la distinction, le répudier en quelque sorte dans l'application.

M. *Piaget* répond à M. Perrot en lisant la partie du rapport de la commission relatif à cet objet.

La mobilisation des fortunes rendra de plus en plus fictive et impossible la distinction des biens.

L'amendement proposé par M. Perrot ne réunit que neuf suffrages et l'article 597 est adopté.

SECTION II. — *De la représentation.*

Tous les articles de cette section sont adoptés sans discussion.

SECTION III. — *Des successions déferées aux descendants.*

L'art. 604, qui forme à lui seul cette section, est adopté sans discussion.

SECTION IV. — *Des successions déferées aux ascendants.*

L'article 605 est adopté.

M. *Wavre* constate que l'article 606 renferme deux nouveautés : l'une est l'usufruit qu'il accorde au père et à la mère, qui est très-équitable ; l'autre, le droit aux acquêts. L'orateur demande si le système des remplois adopté aux articles 588 et 589 sera applicable dans les cas prévus à l'art. 606.

M. *Piaget*. Les pères et mères devront, comme tous autres et de la même façon qu'eux, prouver l'origine et le remploi des biens qu'ils revendiqueront.

L'article 606 est adopté. Il en est de même des articles 607 et 608.

SECTION V. — *Des successions collatérales.*

Les articles 609 à 612 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Des successions irrégulières.*

SECTION I^{re}. — *Des droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère, et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité.*

M. Georges Guillaume. La commission législative a été divisée en majorité et en minorité sur la question des enfants naturels et de la position qu'il convient de leur donner dans la succession de leurs père et mère.

L'orateur a fait minorité dans la commission ; il proposait d'introduire dans le projet les dispositions plus larges du Code français, et il renouvelle cette proposition, demandant que la commission soit de nouveau chargée d'examiner si notre Code ne devrait pas renfermer les dispositions des articles 656 à 666 inclusivement du Code français.

On comprend que lorsque la recherche en paternité était permise, il y aurait eu des inconvénients énormes à adopter d'autres principes que ceux qui nous ont régis jusqu'à maintenant ; mais ces inconvénients ont disparu depuis que la reconnaissance d'un enfant naturel ne peut être que le résultat de la volonté libre et spontanée de son père.

Le projet présenté par la commission renferme un progrès sans doute, puisqu'il assure à l'enfant naturel légalement reconnu les aliments jusqu'à sa majorité, et une allocation suffisante pour apprendre un état.

Mais ce progrès nous laisse encore dans l'état où était la France à cet égard au moment de la révolution de 1789, état qui, dans la discussion du Code français, était qualifié de barbare par un orateur du Tribunat.

La commission a, au surplus, été unanime pour reconnaître la supériorité des principes du Code français, et c'est pour donner satisfaction à ce qu'elle a considéré comme un

préjugé encore vivace dans les populations, qu'elle a restreint ses propositions aux limites posées dans le projet. C'est donc sur une question de *temps* et d'*opportunité* que la divergence s'est manifestée, et non pas sur le *principe* en soi.

Mais puisque l'on fait un Code qui, dans la pensée de tous, doit être une œuvre durable, il ne faut pas que, portant la date de 1854, il renferme encore les traces d'un préjugé que rien ne justifie et que la France a répudié depuis un demi-siècle.

M. Piaget déclare être fort mal placé pour défendre le projet, puisque, comme M. Guillaume, comme tous les membres de la commission, il admet les principes du Code français. M. Piaget déclare que si, dans la commission, il a fait partie de la majorité, il a été déterminé par les raisons d'opportunité que le rapport de la commission exprime.

Les principes du Code français ont été combattus par la majorité de la commission elle-même, comme pouvant favoriser le concubinage; mais cela devient très-discutable, pour peu que l'on y réfléchisse: on peut admettre, avec raison, que l'on sera, en général, de mœurs plus circonspectes lorsqu'on saura que les enfants illégitimes ont, de par la loi, une part dans la succession, et qu'à ce point de vue ils peuvent entrer dans la famille.

Les représentants du peuple sont, plus que la commission, en état de juger si les principes dont M. Guillaume propose l'adoption seraient admis par les populations; et s'ils croient pouvoir résoudre affirmativement la question, la commission le verra avec plaisir.

M. Challandes. Le Code doit être l'expression des mœurs

de la population, et il soulèverait de la réprobation dans le pays, si l'on y introduisait les dispositions proposées par M. Guillaume.

M. *Ch.-J. Matthey* votera avec plaisir l'amendement proposé par M. Guillaume : il ne comprend pas pourquoi, à l'époque où nous vivons, on traiterait en parias des gens qui sont aussi innocents de leur naissance que de la faute qui l'a procurée.

Alors même que la mesure proposée par M. Guillaume devrait soulever des réclamations, ce ne doit pas être pour le grand-conseil une raison de rejeter des principes dont chacun reconnaît la justice et que le peuple lui-même acceptera, dès qu'il y aura réfléchi.

M. *Humbert-Droz* qui, dans la commission, a fait partie de la minorité, persiste à penser que les principes du Code français doivent être adoptés dans l'espèce.

D'où viendra la réprobation que l'on redoute, sinon d'un préjugé que la morale et l'humanité condamnent?

Et si le père et la mère de l'enfant naturel mort sans postérité sont appelés par la loi à recueillir sa succession (art. 618 du projet), pourquoi n'y aurait-il pas réciprocité?

M. *Huguenin-Vuillemin*. Loin d'être l'objet d'une réprobation quelconque de la part des populations, les principes proposés par M. Guillaume seront accueillis avec faveur.

Voit-on que ceux qui se souviennent des enfants naturels qu'ils ont eus, en prenant soin d'eux, en les appelant à leur succession, soient blâmés par le sentiment public? Ils sont au contraire unanimement approuvés.

M. *H. Calame* conçoit parfaitement le sentiment qui a dicté la proposition de M. Guillaume : il est conforme aux sentiments naturels d'humanité, lorsque, pour l'examiner, on ne se place qu'au point de vue de l'enfant; mais on ne peut pas, dans cette affaire plus que dans toute autre, ne voir qu'un côté de la question.

A côté de l'intérêt des enfants naturels, il faut voir celui de la famille, de la société et de la morale publique.

Dès que l'on aura attribué aux enfants naturels une part qu'ils viendront recueillir dans la succession de leurs auteurs, concurremment avec les enfants légitimes, on les aura fait entrer dans la famille, et, ce premier pas fait, on trouvera bientôt injuste de ne pas leur donner une part égale à celle attribuée aux enfants légitimes.

L'orateur admet les dispositions proposées par la commission, mais il ne pourrait adopter les principes proposés par M. Guillaume.

M. *G. Guillaume* cite à l'appui de sa proposition des cas qui démontrent combien sont souvent regrettables des dispositions moins larges que celles qu'il propose; il répond au préopinant que les enfants naturels ne seront point placés sur un pied d'égalité avec les enfants légitimes, puisque le Code français décide que *les enfants naturels ne sont point héritiers*.

L'orateur ne pense pas que les principes qu'il propose soient de nature à soulever des répugnances dans la population, et il cite, comme exemple, la commune de Cortailod qui, récemment, a donné le droit de commune à trois enfants illégitimes.

M. *Perrot*. On oublie que la loi a posé le remède testa-

mentaire, qui permet de donner aux enfants naturels ce que la loi ne leur attribuerait pas.

M. *Huguenin-Vuillemin*. Le Code doit pourvoir à ce que les enfants naturels soient protégés contre l'oubli de leur père ou de leur mère qui n'auraient pas testé, et contre l'impossibilité où ils auraient été de le faire.

M. *Wavre*. L'amendement proposé par M. Guillaume paraît à l'orateur contraire à la morale et à l'institution du mariage : il peut même être contraire à l'intérêt bien entendu des enfants naturels, dont la reconnaissance pourra souvent être empêchée par la crainte des conséquences en résultant.

Les lois peuvent et doivent se développer, mais ces développements doivent toujours rester dans les limites posées par la morale publique, par l'intérêt de la société et de la famille.

Le Code vaudois, tiré aussi du Code français, n'a cependant pas adopté les principes qu'il pose quant aux enfants naturels ; la législation vaudoise (Code civil, art. 546, 547 et 548) a admis des dispositions analogues à celles proposées par la commission.

L'abolition de la recherche en paternité peut bien avoir diminué les inconvénients du système proposé par M. Guillaume, mais ces inconvénients peuvent se reproduire en partie, puisque la recherche de la maternité est permise.

La discussion étant terminée, M. le président met aux voix l'amendement de M. Guillaume, qui est adopté par 33 voix contre 50.

Toute la section I^{re} du chapitre IV, titre I, Livre III, est ainsi renvoyée à la commission.

SECTION II. — *Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.*

Les articles 620 et 621 sont adoptés.

TITRE II. — *Des donations entre-vifs, des testaments et des donations à cause de mort.*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Les articles 622, 623 et 624 sont adoptés.

M. *Delachaux*. L'article 630 semble admettre que l'on pourra disposer de tout son bien par donation à cause de mort; il conviendrait de cumuler la discussion de cet article avec celle de l'article 625, qui définit la donation pour cause de mort.

M. *Piaget*. L'article 630 n'est point maintenant en discussion : cet article ne dit pas que l'on pourra disposer de tout son bien *par donation à cause de mort*, il signifie seulement qu'un testament ne devra pas nécessairement renfermer le mot sacramentel d'*héritier*.

Les articles 625 et 626 sont adoptés.

L'article 627 statue :

« Les substitutions sont prohibées.

« Toute disposition par laquelle le donataire, l'héritier
« institué ou le légataire sera chargé de conserver et de
« rendre à un tiers, sera nulle, même à l'égard du dona-
« taire, de l'héritier institué ou du légataire. »

M. *Wavre*. La rédaction de cet article n'est pas correcte, puisque l'article 628 admet un cas de substitution en disant que « la disposition par laquelle un tiers serait appelé
« à recueillir l'hérédité, le legs ou la donation à cause de

« mort, dans le cas où l'héritier institué, le légataire ou le donataire ne la recueillerait pas, ne sera point regardée comme une substitution et sera valable. »

La rédaction de l'article 627 est donc trop absolue, puisque l'article 628 admet un genre de substitution, *la substitution vulgaire*.

La seule substitution qui ait jamais été défendue chez nous, est celle de l'article 627, qui transformait l'héritier, le légataire ou le donataire en une sorte de fidéi-commissaires obligés de conserver la chose donnée pour la laisser parvenir après eux à un autre héritier, légataire ou donataire, désignés à l'avance par le testateur ou par le donateur.

La substitution pupillaire était permise par notre coutume et devrait aussi être conservée.

M. *Piaget* ne pense pas que la substitution pupillaire ait jamais été admise par notre coutume, ni qu'il soit dans l'intérêt des mineurs de l'adopter dans le Code.

Il n'y a nulle contradiction entre les articles 627 et 628; le premier interdit la substitution fidéi-commissaire, le second autorise la substitution vulgaire, improprement appelée *substitution*, puisqu'elle ne désigne pas deux personnes *se succédant* dans la propriété d'une chose, mais seulement deux personnes dont l'une héritera *à défaut de l'autre*.

M. *Wavre* persiste à penser que la substitution vulgaire est une *substitution*, puisqu'il n'y a pas d'autre mot pour la désigner.

Quant à la substitution pupillaire, et sans s'arrêter à la question de savoir si, oui ou non, elle était admise par notre

coutume, l'orateur croit que, dans l'intérêt des mineurs, il serait convenable de l'adopter.

M. *Piaget*. On est habitué dans notre canton à pouvoir disposer, d'une manière absolue, de ce que l'on reçoit par héritage : la substitution pupillaire serait donc contraire à nos habitudes.

Celui qui voudra exercer une libéralité envers un mineur, la restreindra, au lieu de stipuler une substitution, et cela est préférable.

M. *Delachaux*. Le mot de *substitution vulgaire* est employé dans notre coutume, mais c'est à tort que la chose que ce mot désigne est appelée *substitution*.

L'orateur croit bonnes les dispositions des articles 627 et 628, et il convient de les adopter.

On répondrait à ce que demande M. Wavre, en terminant l'art. 628, par ces mots : « Ne sera point regardée
« comme une substitution *prohibée* et sera valable. »

Aucune proposition d'amendement n'étant faite, l'art. 627 est mis aux voix et adopté.

Il en est de même des articles 628 et 629.

L'article 630 décide : « Sera réputé héritier institué et
« ne pourra demander l'investiture qu'en cette qualité,
« celui en faveur duquel le défunt aura disposé de la totalité de ses biens, quelle que soit d'ailleurs la dénomination
« de la disposition à cause de mort. »

M. *Philippin* demande le retranchement de cet article comme contraire à la définition contenue à l'art. 624, et à un principe fondamental de notre coutume en matière de testament.

En effet, l'art. 624 du projet détermine que le testament

« est un acte par lequel le testateur dispose de ses biens
« pour le temps où il n'existera plus, en instituant un hé-
« ritier. »

La coutume proclame comme fondement de tout testament l'institution d'un *héritier*.

Admettre les dispositions de l'art. 650, c'est détruire une notion aussi importante que populaire de notre droit testamentaire; c'est arriver au système français des légataires universels, des testaments dépourvus de toute solennité : or, un acte aussi important doit être accompagné de formes qui obligent à la réflexion, qui donnent une garantie de la sincérité et de la liberté des intentions de celui qui a testé.

La coutume exigeait que tous ceux qui, à défaut de testament, auraient recueilli la succession comme héritiers *ab intestat*, soient nominativement rappelés dans le testament. Cette formalité, bonne en soi, avait été restreinte par la jurisprudence des arrêts, et il était généralement admis que cette exhérédation nominative n'était pas nécessaire à un degré plus éloigné que celui des neveux.

Cette prescription de la coutume donnait l'assurance que le testateur avait successivement eu présent à l'esprit tous les parents que la loi aurait appelés à sa succession, que sa réflexion s'était arrêtée sur chacun d'eux; elle excluait la possibilité d'un oubli involontaire.

Le projet de Code proposé retranche d'une manière absolue cette obligation d'exhérédation nominative; il n'exige pas même l'exhérédation collective; il enlève donc incontestablement une garantie que la coutume avait consacrée.

On peut objecter, avec raison, que, même restreinte comme elle l'avait été par la jurisprudence des arrêts, cette

formalité était gênante et même impraticable dans certains cas; que tout testateur n'était pas nécessairement en position de connaître exactement et par leurs noms tous ses neveux et nièces; mais cette objection, qui est vraie lorsqu'il s'agit de parents à ce degré, cesse de l'être lorsqu'il est question d'ascendants ou de collatéraux au premier degré, c'est à-dire des frères.

Ces considérations seraient de nature à engager le grand-conseil à maintenir le principe de l'exhérédation nominative à l'égard des ascendants et des frères du testateur; mais si, comme cela est présumable, le système du projet est adopté à ce point de vue, il serait utile de conserver pour l'institution d'héritier le mot propre à la chose, le mot *héritier*.

Il importe que parmi les notions populaires on conserve celle que la validité du testament est attachée à des formes rigoureuses, parce qu'il y aura dans cette idée une garantie de réflexion et, conséquemment, de sincérité.

Ces raisons et les autres indiquées dans le rapport de la commission sont celles qui ont engagé M. Philippin à soutenir l'opinion de minorité que constate ce rapport.

M. *Jacot-Piaget* désire savoir si les formalités réclamées par le préopinant seraient nécessaires pour un testament qui, fait en pays étranger, devrait recevoir son exécution dans le canton de Neuchâtel.

M. *Wavre*. Même dans l'esprit du projet, il suffit de l'article 624, et l'article 630 n'est point nécessaire. Il est certain que, lorsque l'intention du testateur serait évidente, les tribunaux valideraient un testament alors même que l'institution d'héritier serait faite sans le secours du mot propre et sacramentel d'*héritier*.

Si l'article 630 est maintenu, les tribunaux seront contraints d'accepter et de valider toute espèce de testament, et, comme on l'a dit, nous arriverons au système inconnu chez nous des légataires universels.

Les divers Codes récemment copiés sur le Code français, les Codes hollandais, vaudois et fribourgeois, par exemple, tout en adoptant les formes simples et faciles du testament olographe, les ont accompagnées de garanties consistant, par exemple, dans l'obligation imposée aux testateurs de présenter leur testament clos et cacheté à un officier public, en lui déclarant que cet acte renferme l'expression de leurs dernières volontés.

M. *Perrot*. La plupart des actes que fait un homme durant sa vie, sont moins graves que l'acte solennel du testament; néanmoins, la loi requiert pour leur validité des formes que le projet n'exige point pour les dispositions de dernière volonté. L'orateur vote la proposition de M. *Philippin*.

M. *Delachaux* appuie et développe les considérations déjà émises à l'appui de la proposition faite par M. *Philippin*; il croit que la nécessité d'instituer un héritier est si connue chez nous, qu'il n'est point nécessaire de faire des dispositions destinées à régler les cas où cette formalité aurait été oubliée.

M. *Piaget*. Les notaires et les personnes lettrées emploieront sans doute le mot propre pour instituer un héritier; mais les citoyens, dans une autre position, pourront parfaitement employer une autre formule, qui exprimera leur volonté d'une manière non moins certaine.

Il peut se rencontrer des cas où, pressé par les circonstances, un homme devra faire son testament sans qu'il lui

ait été possible d'avoir recours aux connaissances des hommes spéciaux.

Faudra-t-il, lorsque l'intention sera manifeste, sacrifier à un mot des volontés clairement exprimées ?

L'article 650 sauvegarde suffisamment les droits des tiers en prescrivant à celui qui revendiquera une succession, dans le cas prévu à cet article, l'obligation de se porter héritier.

En présence de la discussion qui vient d'avoir lieu et du texte de l'article 625, les tribunaux ne pourraient jamais valider une disposition testamentaire où l'institution d'héritier ne serait pas faite au moyen du mot propre et sacramentel d'*héritier*.

Si l'on veut qu'il en soit ainsi, il faudra interdire pour les testaments toute autre forme que la forme authentique ; mais chacun comprend l'impossibilité d'une telle mesure.

La captation sera tout aussi facile avec le système proposé par M. Philippin qu'avec celui du projet ; un testateur écrira avec la même facilité : *j'institue pour mon héritier*, qu'il dira : *je donne tout mon bien*.

La captation est d'ailleurs une affaire de longue haleine, et ceux qui ont recours à ce moyen immoral et dégoûtant savent toujours prendre les précautions nécessaires pour que la disposition satisfasse à toutes les prescriptions de la loi.

L'orateur répond à M. Jacot-Piaget que, sauf les cas réservés par les concordats, les dispositions de dernière volonté sont en général régies, quant aux formes requises pour leur validité, par les lois des pays où elles ont été faites.

M. le rapporteur conclut en reproduisant les motifs con-

signés dans le rapport à l'appui de l'opinion soutenue par la majorité de la commission, et en demandant que l'article 630 soit maintenu.

M. *Challandes* appuie les observations présentées par le préopinant, et il pense que ce serait gêner et inquiéter des testateurs que de les soumettre aux formalités demandées par M. *Philippin*.

M. *Philippin*. Les testateurs pressés par les circonstances pourront employer la forme nuncupative qui est réservée dans le projet.

Cette discussion étant terminée, l'art. 630 est mis aux voix, et il est adopté par 28 voix contre 22.

M. *Perrot* demande si l'on devra prendre l'investiture des donations pour cause de mort.

M. *Piaget*. L'article 800 du projet résout affirmativement la question.

CHAPITRE II. — *De la capacité de disposer ou de recevoir par donations entre-vifs, par testament ou par donation à cause de mort.*

Les articles 632 à 635 sont adoptés.

L'article 636 statue : « Celui qui est placé sous curatelle pour cause de prodigalité, ne peut donner entre-vifs. »

M. *Delachaux*. La donation entre-vifs étant un *contrat*, toutes les personnes placées sous curatelle doivent également être réputées incapables.

L'orateur propose, en conséquence, de retrancher de l'article 636 ces mots : *pour cause de prodigalité*.

M. *Piaget* déclare se rallier à cet amendement.

M. *Challandes*. Il y a des personnes qui, volontairement, demandent à être placées sous curatelle; l'amendement de M. Delachaux les placerait dans l'impossibilité de disposer entre vifs.

M. *Philippin*. Celui qui, volontairement, se sera placé sous curatelle, ne pourra jamais être contraint à y rester; il pourra donc, s'il éprouve le désir de disposer entre-vifs, demander à être libéré de la curatelle sous laquelle il se sera placé.

L'amendement proposé par M. Delachaux et l'art. 636 amendé sont adoptés.

M. *Girard* demande pourquoi l'article 637 défend aux époux de faire, durant le mariage, aucune donation entre-vifs en faveur l'un de l'autre.

M. *Piaget*. Il est facile de comprendre les diverses raisons qui font que les époux ne sont pas toujours l'un envers l'autre dans une position de parfaite indépendance.

Les articles 637, 638 et 639 sont adoptés.

L'article 640 statue :

« Les dispositions entre-vifs ou pour cause de mort au profit d'un hospice, des pauvres, des communes ou établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant que leur acceptation aura été autorisée par le conseil d'Etat. »

M. *Perrot*. Il y a dans cet article des dispositions qui sont justes et qui ont leur raison d'être; mais il y en a d'autres qui sont trop étendues.

Une chambre de charité, un hospice, seront-ils tenus à

demander l'autorisation du conseil d'Etat pour accepter un legs de cinq ou de dix francs?

L'orateur propose que cet article soit renvoyé à la commission pour qu'elle l'examine dans le sens des observations qu'il vient de présenter.

M. *Lardy*. Jusqu'à présent, les personnes juridiques n'ont dû solliciter l'autorisation du gouvernement que lorsqu'il s'agissait de donations d'immeubles, parce que, par ce fait, ces immeubles tombaient en main-morte. Il propose de rédiger l'article dans ce sens.

M. *Calame*. Il n'est presque pas un testament qui ne renferme des legs en faveur des pauvres ou de fondations pieuses. C'est même un préjugé répandu dans la population, que c'est là une condition attachée à la validité du testament. Conserver l'article tel qu'il est, c'est, ou imposer à des fondations dignes d'intérêt une obligation gênante, ou insérer dans le Code une disposition qui ne s'exécutera pas, ce que l'on ne doit pas admettre. L'orateur pense qu'il serait facile de fixer une somme passé laquelle l'autorisation prévue à l'art. 640 serait nécessaire.

M. *Delachaux* appuie les observations présentées par les préopinants et se rallie à l'amendement de M. *Lardy*.

M. *Perrot*. Les fondations ne pouvant posséder des immeubles qu'avec l'autorisation du conseil d'Etat, cette question est indépendante de l'article actuellement en discussion.

Il propose de restreindre au cas où ces fondations seraient instituées *héritières*, l'obligation de se faire autoriser par le gouvernement.

M. *Wavre*. La Constitution réserve au gouvernement un droit de haute surveillance sur les communes et sur les établissements d'utilité publique.

Ce qui est proposé dans l'art. 640 n'existe pas ailleurs; ces dispositions ont été empruntées au Code impérial, et on les a aggravées encore en y ajoutant les communes.

Il est dans les mœurs des Neuchâtelois d'aimer à doter ces corporations; pourquoi les gêner?

M. *Piaget* trouve fondées les observations faites par MM. Perrot et Calame, et il se rallie à la proposition faite par ce dernier.

Il combat, en revanche, les amendements proposés par MM. Lardy et Perrot, en se fondant sur ce que l'on pourrait créer des fondations ayant un but dont la réalisation devrait être empêchée.

M. *Thomas* trouve l'article utile et nécessaire; toutefois il le modifierait dans le sens proposé par M. Calame, et fixerait à mille francs le chiffre passé lequel l'autorisation devrait être demandée.

M. *Erhard Borel* partage l'opinion du préopinant sur la nécessité de maintenir l'article; mais il voudrait porter à deux mille francs le chiffre passé lequel l'autorisation sera nécessaire.

M. *Delachaux* combat l'idée de fixer un chiffre; les donateurs restreindront leurs libéralités pour éviter la formalité de l'autorisation.

M. *Girard* croit non-seulement nécessaire l'autorisation du conseil d'Etat, mais il pense que, dans certains cas, le grand-conseil devrait être appelé à statuer.

Si l'on peut admettre que l'acceptation de donations entre-vifs ne présentera jamais d'inconvénients, il n'en est pas de même de l'acceptation de dispositions à cause de mort.

Si un testateur donnait dix mille francs à une fondation et que celle-ci ne fût pas autorisée à les accepter, M. Girard demande à qui cette somme serait dévolue.

M. *Piaget*. Les donations entre-vifs peuvent être et sont ordinairement onéreuses; ce motif rend l'autorisation au moins aussi nécessaire pour ces sortes de dispositions que pour les autres.

M. *le rapporteur* répond au préopinant que, dans le cas qu'il a supposé, la somme de 10,000 fr. serait acquise à l'héritier.

Il combat ensuite l'objection tirée de ce que, en fixant le chiffre, on restreindra les libéralités.

Les testateurs sont-ils empêchés de donner parce que leurs héritiers devront prendre l'investiture de la succession, parce que le testament pourra être attaqué, cassé, etc?

Et si les conditions attachées au don n'ont rien d'illicite et de contraire à l'ordre public, quels motifs pourraient avoir le grand-conseil et le conseil d'Etat pour refuser l'autorisation? Car le conseil d'Etat, dans les cas où il serait embarrassé, comme les fondations lorsqu'elles voudront appeler de sa décision, pourront s'adresser au grand-conseil.

M. *Lardy* ne croit pas qu'il y ait danger d'autoriser les fondations à recevoir des legs ou donations; jamais ce danger ne s'est présenté: aussi, nous n'avons eu jusqu'à présent aucune loi restrictive à cet égard.

Quant aux fondations nouvelles qui pourraient être instituées, le droit du gouvernement d'autoriser ou de refuser sa sanction est incontestable.

L'orateur votera le retranchement de l'article; subsidiairement, il propose le retranchement des mots: *d'un hospice, des pauvres*, et il se ralliera en troisième ligne à l'a-

mendement proposé par M. Calame en fixant à 40,000 fr. le chiffre passé lequel l'autorisation du gouvernement devra être sollicitée.

M. Girard. Il faudrait que l'article réservât d'une manière formelle au grand-conseil le droit d'intervenir dans ces sortes d'autorisations.

L'orateur se prononce en général contre la tendance de favoriser des dispositions du genre de celles dont parle l'article 640; plus les communes sont riches, plus elles ont de pauvres.

Qu'une commune reçoive un don pour l'employer à des services publics, ce sera le cas d'accorder l'autorisation; mais, si le don est fait pour être partagé en capital ou en revenus aux membres de la commune, l'autorisation devrait être refusée.

M. Grandpierre. Des motifs d'ordre public requièrent le maintien de l'article, sauf à le modifier dans le sens de la proposition faite par M. Calame et complétée par M. Erhard Borel.

M. Philippin. Les fondations actuellement existantes ont un but connu, approuvé et sanctionné par l'Etat.

Les fondations nouvelles ne pourront subsister que si le gouvernement approuve leurs statuts et sanctionne le but de leur institution.

Pour les unes comme pour les autres, toute donation qui n'aura pas un autre but que celui pour lequel ces institutions existent, sera donc faite dans un but approuvé par l'Etat : on ferait donc tout ce qui est à faire, en disant que l'autorisation du gouvernement ne devra être demandée que lorsque les dispositions dont parle l'art. 640 ne seront pas à titre purement lucratif et sans conditions.

M. *Philippin* déclare protester énergiquement contre la dernière partie de l'opinion émise par M. Girard, parce qu'il la considère comme aussi contraire à l'existence des communes et aux garanties constitutionnelles dont elle est l'objet, qu'à la liberté qui appartient à chacun de disposer de son bien.

M. *Challandes*, tout en revendiquant la liberté de disposer entre-vifs ou pour cause de mort, rejette l'amendement de M. Philippin, parce qu'il ne règle rien pour les legs et les donations d'immeubles.

M. *Calame*. L'article 640 peut devenir une arme entre les mains d'une administration qui aurait pour tendance de supprimer les communes : combien d'entre elles ne luttent pas contre des embarras financiers dont la libéralité de leurs membres peut les tirer ?

M. *Piaget* pense qu'il vaut autant supprimer l'article que d'adopter l'amendement proposé par M. Philippin. La crainte manifestée par M. Calame ne serait sérieuse que si le grand-conseil avait des dispositions agressives à l'égard des communes ; mais, si ce fait se produisait, on pourrait logiquement en conclure que le peuple, qui nomme ses représentants, serait dans les mêmes dispositions qu'eux.

M. *Girard* trouve que, dans bien des cas, les libéralités dont parle l'art. 640, seront faites au détriment des parents.

La discussion étant terminée, il est passé à la votation.

9 voix seulement votent la suppression de l'art. 640.

24 voix adoptent l'amendement proposé par M. Philippin, tandis que 28 le rejettent.

Le retranchement des mots : *d'un hospice, des pauvres*, reste en minorité.

Le retranchement des mots : *des pauvres*, est adopté par 28 voix contre 19.

L'amendement proposé par M. Calame, et que M. Piaget formule en proposant d'ajouter à la fin de l'article ces mots : *si la valeur de cette donation excède.... francs*, est adopté à une forte majorité.

La proposition de charger la commission de proposer un chiffre est aussi adoptée. — Enfin, l'article amendé est adopté.

L'article 641 décide :

« Toute donation au profit d'un incapable sera nulle,
« soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat oné-
« reux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes in-
« terposées.

« Sont réputées personnes interposées, les père et mère,
« les enfants et descendants, et l'époux de la personne in-
« capable. »

M. Lardy critique cet article à deux points de vue. En parlant de personnes incapables, on semble admettre que la mort civile sera maintenue, car, dans le système du Code, on ne peut prévoir aucun autre motif d'incapacité.

Le second alinéa de l'article pose, contre les parents les plus proches de la personne réputée incapable, une exclusion qui, dans bien des cas, serait aussi inique qu'absurde.

M. Piaget. Cet article doit rester comme corollaire de l'art. 655, portant que toutes personnes peuvent disposer et recevoir, excepté celles que la loi en déclare incapables.

M. G. Guillaume croit que les observations présentées par M. Lardy méritent d'être sérieusement examinées, et il propose de renvoyer l'art. 641 à la commission.

M. Lardy propose de retrancher le second alinéa de l'article, afin de bien caractériser le sens du renvoi.

Cette dernière proposition, mise aux voix, est rejetée.

Le renvoi à la commission, dans un sens général, est adopté.

L'article 642 est adopté.

CHAPITRE. III. — *De la portion de biens disponible, de la légitime et de la réduction.*

SECTION I. — *De la portion de biens disponible.*

M. Delachaux. En présence de ce qui a été décidé aujourd'hui relativement aux droits des enfants naturels dans la succession de leurs auteurs, la réserve posée à l'art. 643 leur sera-t-elle applicable ?

M. Piaget. Dans le système du Code français comme dans celui du projet, les enfants naturels ne sont point héritiers; la réserve posée à l'article 643 ne les concerne donc pas.

M. Delachaux. Si le testateur n'a pas d'enfant légitime, pourra-t-il donner à son enfant naturel légalement reconnu au-delà de la moitié que la loi lui réservera.

M. Piaget. Cela est possible aujourd'hui, puisque, dans le cas supposé par M. Delachaux, un enfant naturel peut être institué héritier universel : à plus forte raison, pourra-t-on le faire avec le système plus large que vient d'adopter le grand-conseil.

L'article 643 est adopté.

M. *Lardy* croit qu'il serait convenable de compléter les diverses dispositions de la section que l'on discute maintenant.

Dans l'état actuel de la coutume, quiconque n'a pas de descendants légitimes, peut disposer de tout son bien en faveur de qui bon lui semble, mais à la condition de rappeler nominativement dans son testament tous ceux que la loi appellerait *ab intestat* à sa succession.

Dans le système du droit français, celui qui a son père, sa mère ou d'autres ascendants, est tenu, s'il n'a pas d'enfants, de leur laisser une légitime, une réserve que la loi leur assure et qu'il ne peut leur enlever.

Un troisième système, qui est celui du projet, laisse à celui qui meurt sans descendants la liberté absolue de disposer de toute sa fortune sans qu'il soit tenu de rien laisser, soit à ses ascendants, soit à ses proches, sans lui imposer même l'obligation de les rappeler ou de les exhérer. — Ce dernier système est, de tous, le moins favorable à la famille.

L'orateur n'admet pas le système du Code français; il admet au contraire qu'il est bien qu'un homme qui est sans descendants, puisse disposer de la totalité de sa fortune; mais il croit aussi que la loi doit donner à la famille des garanties relativement à la sincérité des dispositions du défunt.

On obtiendrait ce résultat en introduisant dans le projet une disposition que, sauf rédaction par la commission, l'orateur propose dans les termes suivants :

« Le père, la mère et les autres ascendants et les frères
« et sœurs ont droit au quart de la succession, lorsqu'ils

« n'ont pas été nominativement exhérédés par le testateur. »

M. *Piaget*. Adopter l'amendement qui vient d'être proposé, c'est vouloir rentrer dans le droit dont le Code veut nous faire sortir. Si jamais disposition a provoqué des procès, c'est bien celle qui prescrivait l'exhérédation nominative, parce qu'un très-grand nombre de testateurs, ne connaissant pas tous leurs parents, ne satisfaisaient pas où ne satisfaisaient qu'imparfaitement à cette obligation de la loi.

Aussi la jurisprudence des arrêts l'avait-elle considérablement restreinte. A quoi aboutit d'ailleurs le système de l'exhérédation, si ce n'est à l'obligation imposée au testateur d'injurier publiquement son père, sa mère, son frère, en déclarant dans son acte de dernière volonté qu'il ne veut rien leur donner.

Celui qui change arbitrairement l'ordre naturel de sa succession, doit être considéré comme ayant pensé à tous les parents qu'il exclut.

M. *Lardy*. Le droit français, dont on a souvent et avec raison fait l'éloge pendant la discussion du projet de Code, va plus loin que l'amendement qui est proposé, puisqu'il réserve aux ascendants une part qui ne peut leur être ôtée, tandis que la proposition que l'on discute maintenant permet de ne leur rien laisser, à la seule condition de l'exprimer formellement. Et qu'on le remarque dans le système proposé par l'orateur, la prétériton n'entraînerait pas la nullité du testament; elle aurait pour seule conséquence d'assurer aux ascendants et aux frères prétérits un quart dans la succession ouverte.

M. *Piaget*. Si l'on veut entrer dans le système qui est proposé, il faut l'adopter tout entier; si l'on trouve juste que les pères et les mères aient un droit dans la succession

de leurs enfants morts sans descendants, il faut le dire et ne pas faire dépendre leur position d'une formalité qui consiste à les rappeler, mais qui est certainement plus insultante que l'oubli.

M. *Lardy* déclare que si sa proposition devait être rejetée, il préférerait le système du Code français et l'institution d'héritiers à réserve.

L'exhérédation peut revêtir des formes qui lui ôtent ce qu'elle a en soi de blessant, et l'on en voit des exemples tous les jours.

M. *Piaget* constate que la commission a fait tout ce qui était possible, dans l'état de nos habitudes et de nos mœurs, pour améliorer la position des ascendants, que la coutume ancienne négligeait complètement.

L'amendement proposé par M. *Lardy* reste en minorité.

M. *Wavre* pense que l'on doit mettre aux voix la proposition suivante : la commission sera-t-elle chargée d'examiner la question au point de vue de l'art. 915 du Code civil français ?

Cette proposition ayant été mise aux voix par M. le président, le grand-conseil la résout affirmativement par un vote.

Rapport de la Commission législative sur les amendements renvoyés à son examen :

Messieurs,

La commission suivra l'ordre des articles dans ce rapport afin de faciliter la rédaction du procès-verbal et les corrections à faire, selon les votations au texte primitif.

Article 376. — Cet article a été renvoyé à la commission après une discussion qui n'avait pu aboutir à des conclusions positives ; nous

avons donc examiné de nouveau son texte sous les divers points de vue où il avait été examiné, et le résultat de ce travail nous a conduits à vous proposer purement et simplement le maintien de l'article tel qu'il est rédigé, parce que cet article nous paraît indispensable dans un grand nombre de cas pour déterminer avec une précision légale ce qui constitue une *usine*, quand ce mot vient à être employé dans des contrats et dans des transactions de diverses natures, où les parties se seraient exprimées par des généralités, au lieu de spécialiser, et même dans des circonstances où elles n'avaient pas été appelées à s'exprimer et où le juge devrait nécessairement chercher dans la loi une règle pour guider son appréciation. Ainsi, par exemple, il y a lieu d'exproprier un moulin : la partie utile à celui qui exproprie, ne consiste ni dans les meules, ni dans les tournants, ni dans les autres ustensiles de l'usine ; ce dont on désire de s'emparer, c'est uniquement du sol et du bâtiment sus-assis pour en opérer la destruction. Or, en pareil cas, dira-t-on que celui qui exproprie, peut se borner à faire expertiser le sol et le bâtiment, et dire au propriétaire d'enlever, à ses risques et périls, ce que le bâtiment contient, sous prétexte que ce contenu est composé d'objets mobiliers qui ne sont point susceptibles d'une expropriation ? Evidemment, personne ne tiendra ce langage. Or, sur quoi se fondera-t-on pour raisonner différemment ! On dira, et avec raison, précisément ce que dit l'art. 376, c'est à savoir que les ustensiles du moulin font tellement corps avec le bâtiment, font si bien un tout avec lui, qu'ils ne peuvent en être séparés ; on dira, en un mot, qu'un moulin consiste non pas seulement dans le bâtiment qui contient les engins, mais essentiellement dans les engins eux-mêmes, tellement inséparables du bâtiment qu'ils constituent avec lui l'usine appelée un moulin : on dira, en un mot, quoique en d'autres termes, que les ustensiles sont immeubles par destination. Pourquoi dès lors ne pas insérer dans la loi un principe dont on est forcé, bon gré mal gré, de faire l'application dans la pratique !

Il en sera de même de la disposition d'un testament, d'une donation qui léguera à Pierre ou à Paul telle usine, moulin ou forge. Il est incontestable que le juge chargé de déterminer la portée du legs n'hésiterait pas à la déterminer conformément aux principes posés dans l'art. 376, et serait obligé de motiver sa sentence sur des considérations analogues.

Les objections tirées de l'application abusive qu'on pourrait faire des règles des lods en présence de cet article ; celles qui ont en objet les conséquences de la loi d'assurance, nous ont paru complètement sans fondement. La perception des lods a des bases qui ne peuvent

changer, quelles que soient les dispositions du Code; le grand-conseil seul pourrait par une loi étendre l'application de ces règles. Toute loi financière s'exécute, s'applique d'après les principes qu'elle contient, comme toutes les lois spéciales en général, et sans qu'on se préoccupe des dispositions d'autres lois.

Quant à la loi d'assurance, elle est complètement désintéressée dans la question, car la Compagnie mutuelle du pays n'assure pas tous les immeubles; elle assure purement et simplement les *bâtiments* : tout ce qui n'est point *bâtiment*, quelle que soit d'ailleurs sa nature immobilière, ne rentre point dans le cadre des opérations de la Compagnie. Que l'on déclare donc immeubles par destination les ustensiles d'une usine, ou qu'on ne le déclare pas, la Compagnie ne s'en préoccupe nullement, puisque sa destination est d'assurer uniquement ceux des immeubles qu'on nomme constructions, bâtiments, et non pas les autres.

La commission repoussera donc tout changement dans la rédaction de cet article, qui aurait pour but d'étendre ou de resserrer la portée du mot *ustensiles*, soit en y substituant une autre expression, soit en modifiant l'expression elle-même par des accessoires. L'article renferme un principe essentiellement pratique, qu'il faut ou poser ou ne pas poser dans le Code, mais qui n'est pas susceptible de modifications dans son expression, et qu'on invoquera et appliquera alors même qu'on le retrancherait, parce qu'il est indispensable dans la pratique.

La commission vous propose donc purement et simplement le maintien de l'article, et repousse formellement, en ce qui la concerne, tout amendement au texte, qui doit être adopté tel qu'il est ou rejeté.

Article 381. — On propose de faire droit à l'amendement proposé, en le rédigeant ainsi :

“ Les pressoirs, les bateaux, bacs, etc., etc. ”

Article 383. — Pour faire droit à l'amendement, on le rédigerait comme il suit :

“ L'argent comptant, les pierreries, l'argenterie et la vaisselle d'or
“ ou d'argent qui ne sont pas employés aux besoins ordinaires du
“ ménage, etc., etc. ”

Article 388. — Rédiger, avec l'amendement proposé, comme suit :

“ Les chemins, routes et rues à la charge de l'Etat ou des communes, les rivières, etc., etc. ; ” mais alors, pour éviter toute confusion de mots et pour mettre l'art. 390 en rapport avec l'art. 565 et d'autres dispositions du droit de succession, on remplacerait à la fin de l'art. 390 les mots : *au domaine public*, par ceux-ci : *à l'Etat*.

Article 433. — La commission propose de maintenir dans l'article le mot *valeur*, parce qu'il se trouve en corrélation avec les mots : *argent comptant*, tandis que l'expression *estimation* se rapporte plus spécialement aux autres objets énumérés dans l'article.

Article 438. — Supprimer les mots : *au commencement de l'usufruit*. La commission a trouvé que cette suppression résumait convenablement les amendements proposés.

Article 439. — Insérer, après le mot *mais*, ceux-ci : *sauf le cas de force majeure*. Cette addition serait naturellement placée entre deux virgules.

Articles 444 à 446. — Ajouter, après le mot *carrières*, ceux-ci : *et marnières*.

Article 451. — Supprimer ces mots : *sous sa simple caution juratoire et*.

Article 454. — La commission a trouvé que si, d'un côté, il pouvait y avoir quelque imprudence à déterminer d'une manière aussi précise que le fait cet article, en quoi consistent les réparations d'entretien et les grosses réparations, il serait tout aussi imprudent de supprimer l'article et de laisser ainsi entièrement à l'arbitraire du juge de paix, selon les cas, la nature de la réparation à effectuer. Nous avons pensé qu'il fallait absolument donner au juge une norme d'après laquelle il pût établir des analogies et qui lui permît ainsi d'appuyer son jugement, non sur son bon plaisir, mais sur la loi.

C'est pour atteindre ce but que l'on propose la rédaction suivante qui aurait pour effet de réserver au juge une assez large part pour l'appréciation, tout en lui posant cependant des règles de conduite.

On dirait : " Sont en général, et sauf l'appréciation du juge, considérées comme grosses réparations, etc., etc., "

Puis l'on supprimerait au dernier alinéa le mot *toutes*, afin de lui ôter le caractère de précision exclusive qu'il présente.

Article 456. — La commission propose de laisser l'article tel qu'il est et de n'y point insérer *l'obligation* pour l'usufruitier de payer les primes d'assurance contre l'incendie, qui ne sont pas à proprement parler une charge des fruits, mais forment l'équivalent d'un avantage éventuel que l'assurance garantit au propriétaire et à l'usufruitier sans doute, mais incidentellement. Cependant, pour ce dernier, le propriétaire est seul connu de la Compagnie, c'est à lui qu'elle s'adresse naturellement. C'est donc à l'usufruitier à examiner s'il lui convient, au moyen d'un petit versement annuel, de s'assurer le bé-

néfice de l'indemnité, en cas de sinistre, ou de renoncer à cette indemnité en renonçant ainsi à payer les primes. L'art. 465 nous a paru pourvoir suffisamment à tous les intérêts, à mesure que l'usufruitier peut toujours contraindre le propriétaire à recevoir le montant des primes dues à l'assurance, et se réserver ainsi les avantages de l'opération. Il peut arriver que la loi qui régit aujourd'hui les assurances, vienne à être abrogée ou modifiée, et il ne faut pas dès lors inscrire dans un Code une astriction qui n'aurait plus de raison d'être, au moins à titre d'obligation légale.

Article 457. — Ajouter à la fin : “ Si l'usufruitier ne veut pas faire “ cette avance, le propriétaire pourra faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à usufruit. „

Article 522. — La commission ne peut proposer l'adoption de l'amendement qui lui a été renvoyé et qui aurait pour effet de soustraire les terrains en nature de forêts aux astrictions des trois premiers aliénés de cet article : cet amendement serait inutile et dangereux.

Le Code ne peut avoir d'effet rétroactif : toutes les forêts qui existent aujourd'hui, de quelque manière qu'on les cultive, sont au bénéfice de la législation qui nous a régis jusqu'à présent ; toutes ces forêts resteront ce qu'elles sont, occuperont le terrain qu'elles occupent, sans que personne puisse exiger l'extirpation des arbres qui seraient à moins de 20 pieds de la limite, ni empêcher la recrue de ceux qui viendraient à renaître dans cette zone. La *forêt* — nature toute spéciale de culture — est *forêt* dans toute l'étendue des limites du terrain où croît le bois.

L'amendement serait donc sans utilité pour les forêts existantes, et voici en quoi il serait dangereux pour des forêts qu'on viendrait à créer et qu'on créerait sans aucun doute, en abusant de la disposition introduite par l'amendement : il arriverait qu'un propriétaire, ou créerait une forêt sur un sol nouveau, ou étendrait jusqu'à la dimension d'une forêt des plantations qui n'ont point aujourd'hui ce caractère. Il en résulterait pour les terrains voisins, terrains qui seraient peut-être en culture, un préjudice d'autant plus considérable que ces terrains ne seraient pas seulement ombragés par un rideau de quelques arbres, mais par un massif dont les effets préjudiciables seraient bien autrement considérables.

Comme les forêts actuelles sont à l'abri de toute application de l'art. 522, et qu'en voulant leur donner une garantie dont elles n'ont que faire, on risquerait de créer un mal sans produire un bien, nous proposons de rejeter l'amendement dont s'agit.

Si le grand-conseil cependant n'admettait pas cette conclusion, la

commission propose la rédaction suivante qui serait placée après le n° 2 de l'article :

“ Les dispositions précédentes ne sont point applicables aux terrains qui sont actuellement en nature de forêts. ”

La commission ne peut proposer l'adoption de l'amendement qui a pour but de faire une exception pour les terrains clos, renfermés dans les limites des villes et villages ; il lui a paru que ce privilège, agréable à quelques-uns, pourrait fort souvent être fort nuisible à d'autres, soit en privant de soleil les terrains voisins, soit en privant de lumière les bâtiments les plus rapprochés. Un arbre de haute tige, planté à 10 pieds de la limite de la propriété, atteint bien vite les limites de cette propriété par l'expansion de son branchage. Le droit commun établi par l'art. 522 ne blesse aucun des droits acquis et n'empêche nullement les propriétaires riverains de s'entendre amiablement pour leur plantations. A défaut, cet article protège un voisin contre des plantations qui peuvent lui porter préjudice, et il a paru à la commission que les avantages de cet amendement ne compensaient pas les inconvénients qui pourraient en résulter en plus d'un cas.

Si le grand-conseil décide de conserver l'amendement, on propose la rédaction suivante :

“ Dans l'enceinte des villes et villages, toutes ces distances seront réduites de moitié pour les plantations faites dans des propriétés closes de murs. ”

Enfin, la commission propose, en ce qui touche les vignes, de se borner à insérer dans le Code la disposition de l'ancienne loi, concernant la distance à laquelle les ceps doivent être plantés près de la limite du terrain, et de laisser subsister purement ou simplement les autres articles de la loi qui appartiennent à un autre ordre d'idées, sauf à les classer en temps et lieu dans le recueil où leur place serait marquée.

La disposition concernant les ceps serait placée après le dernier alinéa de l'article, et rédigée comme il suit :

“ La vigne ne peut être plantée qu'à un pied de la limite du terrain. ”

Cette rédaction donne nécessairement un espace de deux pieds entre deux propriétés contiguës, ainsi qu'on l'avait demandé.

Article 523. — Ajouter le mot *ceps* après celui de *haies*. — Les arbres, haies et ceps.

Article 529. — Cet article doit être divisé en deux articles. — Le second commence à ces mots : “ La distance dont il est parlé, etc. ”

16 février 1854.

Au nom de la commission :

Le rapporteur, PIAGET.

Les conclusions du rapport qui précède sont adoptées sans discussion pour les articles 376, 381, 383, 388, 390, 433, 438, 439, 444, 446, 451, 454, 456 et 457.

Relativement à l'art. 522, M. *Lardy* trouve quelque danger à admettre les explications du rapport de la commission, car c'est une question très-discutable que de savoir si, lorsqu'une forêt actuellement existante aurait été coupée à blanc, elle ne rentrerait pas, par ce fait, sous l'application de l'art. 522.

M. *Piaget*. La commission a émis une opinion qu'elle croit vraie, mais qui ne lierait nullement les tribunaux, qui seraient toujours libres d'apprécier différemment la question. On l'a déjà dit, et M. le rapporteur le répète : ce qui fera loi, c'est le texte du Code.

M. *Challandes* présente des observations à l'appui du rapport de la commission.

M. *Lardy* tenait à avoir la déclaration que vient de faire M. le rapporteur de la commission.

MM. *Perrot* et *Huguenin-Vuillemin* persistent dans l'opinion que le grand-conseil a adopté, en votant, l'amendement combattu par la commission.

M. *Philippin*. La commission est partie de cette idée que celui qui, après avoir coupé sa forêt à blanc, la laissera recroître par l'effet du semis naturel, ne plantera pas des

arbres; que la coupe à blanc ne change pas la nature du sol, puisque, après elle, il reste les troncs ou souches d'arbres.

M. W. Dubois. Le Code ne prévoit rien relativement aux plantations d'arbres le long des routes.

M. Piaget. La loi sur les routes est une loi de police qui ne sera point abrogée par le Code.

La discussion étant terminée, M. le *président* met aux voix les conclusions du rapport de la commission qui sont adoptées à une forte majorité.

En conséquence, est rejeté l'amendement consistant à dire comme 3^e alinéa de l'art. 522 : « Les dispositions précédentes ne sont point applicables aux terrains qui sont actuellement en nature de forêt. »

M. Lardy regrette que la commission n'ait pas adopté le second amendement relatif à cet article et qui se rapportait aux plantations d'arbres dans des propriétés closes de murs.

M. C.-J. Matthey croit qu'en l'adoptant on n'aurait fait que créer un privilège au profit de certains propriétaires contre d'autres propriétaires.

Les conclusions du rapport de la commission sur ce second amendement sont adoptées.

En conséquence, est rejeté l'amendement consistant à dire comme avant-dernier alinéa de l'art. 522 : « Dans l'enceinte des villes et villages, toutes ces distances seront réduites de moitié pour les plantations faites dans des propriétés closes de murs. »

Enfin le grand-conseil adopte l'adjonction proposée par la commission à l'art. 522, relativement à la plantation des ceps de vigne.

M. *W. Dubois*. Dans le cas prévu au second alinéa de l'art. 523, les branches devront-elles être coupées près du tronc ou seulement à l'extrême limite du fonds sur lequel les arbres sont plantés ?

M. *Piaget*. Le propriétaire voisin pourra exiger que l'on coupe ce qui fera saillie sur son sol, mais rien de plus.

Les conclusions du rapport de la commission relativement à l'art. 523 sont adoptées. — Il en est de même de celles relatives à l'art. 529.

M. *Challandes*, appuyé par M. *George Guillaume*, voudrait que le grand-conseil décidât par un vote si, oui ou non, il admet les principes posés dans la partie du rapport de la commission qui se rapporte à l'art. 522, et qui est relatif aux forêts actuellement existantes.

Ils pensent que cette interprétation est nécessaire à cause des opinions diverses et contradictoires que la discussion a révélées.

MM. *Philippin*, *Wavre* et *Aimé Humbert* s'élèvent contre le système qui est proposé ; le grand-conseil fait des lois et non pas des commentaires. Si l'art. 522 ne paraît pas suffisamment clair à quelques députés, c'est par des rédactions formelles insérées dans le Code qu'il faut y pourvoir.

M. *Challandes* déclare retirer sa proposition, mais M. *George Guillaume*, appuyé par M. *W. Dubois*, déclare la reprendre.

M. *Perrot* déclare reprendre aussi et proposer la rédaction subsidiaire contenue dans le rapport de la commission relativement aux forêts actuellement existantes.

M. le président met aux voix la proposition suivante :

« Le grand-conseil veut-il revenir sur l'article 522 ? »

L'assemblée, à une forte majorité, résout négativement la question.

Rapport de la commission législative sur la question des héritiers à réserve.

M. Piaget, rapporteur de la commission, fait lecture de ce rapport, qui contient :

Messieurs,

Le grand-conseil a renvoyé à la commission divers amendements et propositions auxquels a donné lieu la discussion du troisième Livre du Code. Elle laissera de côté pour aujourd'hui les amendements de peu d'importance et la proposition touchant les droits des enfants naturels qu'il a été impossible d'examiner à fond.

Mais elle peut vous faire rapport sur la proposition concernant la légitime à réserver aux pères et mères d'enfants décédés sans postérité, ayant consacré sa séance d'hier à l'examen spécial de cette question.

Au premier abord, cette proposition paraît naturelle et s'adresse à des sentiments qui devaient lui préparer un accueil favorable ; mais, en y réfléchissant, on s'aperçoit qu'elle se coordonne assez mal avec le système de succession que nous avons adopté, celui de la *distinction des biens* et de l'exclusion des ascendants autres que le père et la mère, par les frères et sœurs du défunt. Dans le système français, comme dans tous les systèmes où les biens sont confondus en la personne du défunt, sans distinction de leur nature et de leur origine, la légitime des père et mère, et même des autres ascendants, peut facilement être constituée sans qu'il en résulte de complications. — Il n'en est pas de même dans un système qui distingue trois sortes de biens, les paternels, les maternels et les acquêts, et qui même reconnaît dans la succession d'un enfant deux sortes d'acquêts, ceux qu'il s'est créés par son travail, et les biens qui, ayant ce caractère dans la succession de sa mère ou de son père, le conservent encore dans la succession de l'enfant, en vertu d'une disposition spéciale de la loi.

Dans notre système, la légitime que l'on voudrait réserver au père ou à la mère, ou même à tous les deux, s'ils étaient tous deux vivants, ne pourrait être calculée ni réservée sur la totalité du bien de l'enfant, car alors les principes de la distinction seraient violés, et l'on

arriverait inévitablement à transporter au père du bien d'estoc maternel, ou à transporter à la mère du bien d'estoc paternel. Que si, pour éviter cet inconvénient, l'on veut conserver la distinction, alors il arrivera plus d'une fois que soit le père soit la mère ne pourront avoir droit à aucune légitime, parce qu'il ne se trouvera pas dans la succession de l'enfant des biens d'une nature et d'une origine qui permettent de composer cette légitime. D'où il résulterait que tantôt la mère aurait droit à une réserve, tantôt elle en serait privée, malgré que son enfant eût laissé une fortune des plus considérables : il en serait de même à l'égard du père.

Il arriverait souvent en outre qu'au décès d'un enfant, si son père et sa mère survivaient, l'un viendrait à la succession à titre d'héritier à réserve, l'autre s'en retournerait les mains vides. Or ces inégalités, ces bizarres résultats du droit de succession que nous avons adopté, produiraient certainement dans bien des cas un fâcheux effet. Si l'on veut que la loi réserve au père et à la mère une *légitime*, il faut alors que la loi soit faite de manière que cette *légitime* leur soit toujours assurée, quelle que soit l'origine du bien, quel que soit celui du père ou de la mère qui a survécu, et surtout s'ils ont survécu tous deux.

Pour arriver là, il faudrait arriver au système français, au moins pour régler, vis-à-vis des ascendants, la succession de leurs enfants. Il faudrait dire que l'ascendant ou les ascendants survivants prendraient de plein droit un préciput déterminé sur l'ensemble de la fortune laissée par leurs enfants, quelle qu'en fût l'origine et la nature, sauf à laisser ensuite le reste de l'héritage aller dans les mains auxquelles le testament de l'enfant l'aurait destiné. Ce serait encore une nouvelle dérogation au principe de la distinction des biens : or, si l'on fait encore ce pas, autant vaudrait en quelque sorte faire le dernier et abandonner notre système pour en venir au système français, résultat que la commission serait unanime à regarder comme fâcheux et contraire aux instincts généraux de la population sur cette matière.

Ce sont ces considérations et d'autres encore qui ont limité les efforts faits par le conseil d'Etat et par la commission pour améliorer la position des père et mère que la mort vient à priver de leur enfant, et l'on estime que l'on a fait tout ce qu'il était possible de faire, et même un peu plus, à mesure que l'on a été obligé de rompre la régularité des principes posés pour réserver aux pères et mères un droit que ces principes repoussaient incontestablement, celui d'hériter des biens d'acquêts du conjoint prédécédé, quand ces biens se retrouvaient dans la succession de l'enfant.

Sans doute, Messieurs, il n'est pas impossible de trouver un expé-

dient quelconque pour placer dans le Code une disposition dans le genre de celle qu'on désirerait, parce qu'on peut tout mettre sur le papier; mais cette disposition grimacerait horriblement avec le système général de notre droit de succession, tel que le Code l'établit, et serait, dans la pratique, la source de bien des complications, complications d'autant plus grandes que nous ne pourrions, sans injustice et sans être illogiques, exclure les autres ascendants que le père ou la mère du bénéfice de la légitime. Mais s'il est difficile, en présence de notre système de succession, de déterminer d'une manière normale la légitime demandée pour les ascendants, la difficulté sera bien plus grande encore pour déterminer la quotité disponible. Cette quotité, en effet, ne pourra jamais être absolue, mais simplement relative, et relative à chacune des espèces de biens que l'enfant qui voudra tester se trouvera posséder.

En effet, il pourra disposer de la totalité des biens auxquels, à raison de leur nature et origine, son père et sa mère n'auraient aucun droit, tandis qu'il ne pourra disposer que d'une quotité déterminée de ceux sur lesquels la loi réserverait des droits au père et à la mère. Or, si l'on considère que l'enfant pourra posséder des biens paternels, des biens maternels, des biens d'acquêts, des biens maternels ou paternels mais réputés acquêts par la loi, en raison de leur origine spéciale; que le plus souvent ces biens seront plus ou moins confondus dans ses mains sans qu'il puisse, à moins de se livrer à un travail que l'on ne fait jamais, reconnaître exactement la quotité et la valeur de chacun de ces biens; si, disons-nous, l'on tient compte de ces divers éléments, on se demande comment on arriverait à spécifier nettement et surtout pratiquement dans le Code l'étendue de la quotité disponible. On en serait réduit à poser des formules algébriques, sauf au futur testateur à dégager l'inconnue comme il pourrait. Le résultat pratique serait un testament fait à tout hasard, laissant aux intéressés le soin de plaider après le décès pour liquider leurs droits.

Avec le système français, rien de plus simple que l'exécution de ses prescriptions, parce qu'il n'y a point de distinction de biens à faire, et que la fortune d'un individu ne forme qu'une seule masse homogène, divisible à volonté; avec notre système, au contraire, les résultats si facilement obtenus en France sont extrêmement difficiles à obtenir et peut-être même impossibles à obtenir dans plus d'un cas.

La commission dira, en terminant, que la disposition ainsi introduite à tout prix dans le Code serait, pratiquement parlant, d'un bien mince intérêt, car on ne trouverait pas chez nous un cas sur mille

d'un enfant qui, ayant encore ses père et mère ou l'un d'eux, aura fait un testament pour les priver de ses biens ou sans leur laisser une équitable part dans sa succession, si ses père et mère se trouvent dans le besoin. — La plupart et presque la totalité des successions de ce genre sont des successions *ab intestat*, genre de successions où les dispositions nouvelles du Code ont fait aux ascendants du premier degré une position aussi conforme à ce qu'exigeaient les liens du sang que pouvait le permettre le système de la distinction des biens auquel on est encore attaché dans notre canton.

La commission vous propose donc unanimement de rejeter une proposition qui s'allie mal avec le système de succession que nous adoptons et dont l'expérience n'a nullement fait sentir la nécessité.

17 février 1854.

Au nom de la commission :

Son rapporteur, PIAGET.

M. Lardy. On a déjà fait ressortir combien il est difficile de discuter des rapports que l'on ne connaît que par une simple lecture : cependant, l'orateur fait remarquer que la commission lui paraît avoir confondu les successions *ab intestat* et les successions testamentaires.

Quand la distinction des biens se fait-elle, si ce n'est entre héritiers *ab intestat* ?

Que devait régir au contraire la proposition renvoyée à la commission, sinon les successions testamentaires ?

M. Piaget. Que l'on suppose un enfant laissant 500,000 f. lui venant de sa mère et mourant sans descendants ; le père, dans le système proposé, viendrait comme héritier à réserve recueillir un quart de cette succession composée tout entière de biens *maternels*.

M. Lardy constate que l'exemple que l'on vient de citer est celui d'une succession dévolue *ab intestat*.

M. Grandpierre. Mais si, dans le cas supposé par M. Pia-

get, l'enfant avait fait un testament où il n'aurait pas parlé de son père, celui-ci, dans le système proposé par M. Lardy, recevrait un quart de la succession composée de biens maternels.

Le système des héritiers à réserve et celui de la distinction des biens, dont l'orateur se déclare partisan, sont inconciliables.

A la votation, les conclusions du rapport de la commission sont adoptées.

Sur la proposition de M. Piaget, on ajourne la discussion de la section I^{re}, chapitre III, titre II, Livre III, comprenant les art. 645 à 648.

SECTION II. — *De la réduction des donations et legs.*

Les articles 649, 650 et 651 sont adoptés.

L'article 652 statue :

« Après avoir établi, conformément à l'article précédent, la quotité à laquelle doit être déterminée la légitime, si le donateur est décédé *ab intestat*, on opérera d'abord sur les donations à cause de mort, puis sur les donations entre-vifs, la réduction nécessaire pour compléter cette légitime, en commençant par la dernière donation de chaque espèce, et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes. »

M. Wavre. Cet article n'est pas conforme aux règles du droit commun consigné dans les ordonnances du chancelier Daguesseau.

La donation à cause de mort n'a de date réelle que celle du décès du donateur, et la réduction devrait s'opérer au sol la livre entre toutes les dispositions de cette nature.

M. Piaget. On a pensé que le donateur n'aurait pas fait

la dernière donation à cause de mort, s'il avait su que, en la faisant, il attaquait la partie non disponible de sa succession.

M. Wavre. On peut admettre aussi qu'il l'aurait faite et qu'il aurait réduit d'autant les donations précédentes.

M. Piaget déclare que s'il prend la parole, c'est afin qu'on ne tire aucune conséquence implicite de son silence, et pour déclarer qu'il ne se croit pas obligé de discuter lorsqu'aucune proposition n'est faite.

Les articles 653 à 657 sont adoptés.

M. Calame. Il est bien entendu que ces mots : *de leurs biens*, qui terminent le premier membre de l'art. 658, se rapportent aux donataires dont parle cet article; il serait peut-être préférable de le dire en substituant aux mots *de leurs biens*, ceux-ci : *des biens des donataires*.

M. Piaget. L'article doit être entendu comme vient de le dire le préopinant; c'est la seule interprétation qu'il puisse recevoir, et toute adjonction serait superflue.

Les articles 658 et 659 sont adoptés.

SECTION III. — *De l'exhérédation et de la réduction à la légitime.*

M. Wavre. Les héritiers à réserve dont parle l'art. 660, sont des enfants et descendants, puisque c'est les seuls auxquels le projet de Code réserve une légitime.

Il serait convenable d'introduire les dispositions de l'article 589 du Code vaudois, portant que si un enfant n'a été nommé dans le testament de son père, ni comme héritier, ni comme légataire, le testament est nul.

M. Piaget répond au préopinant que les deux articles

660 et 661 sont notre coutume actuelle, mise par écrit.

Les articles 660 à 662 sont adoptés.

L'article 663 décide que l'exhérédation générale ou spéciale des héritiers autres que ceux auxquels la loi réserve une légitime, n'est jamais nécessaire.

M. *Pury* dépose un amendement ayant pour but de rendre l'exhérédation obligatoire pour les pères, mères, frères et sœurs; puis il le retire, sur l'observation qui lui est faite par M. *Piaget*, que le grand-conseil a statué sur cette affaire dans ses séances précédentes.

M. *Delachaux* propose à l'art. 663 une adjonction portant : « Cet article n'est pas applicable aux testaments et « donations antérieurs à la présente loi. »

M. *Piaget*. Si l'on adopte cet amendement, il faudra l'ajouter à tous les articles du Code.

Le Code n'a pas d'effet rétroactif; mais, en ce qui touche l'art. 663, il convient de laisser aux tribunaux le soin d'examiner dans quelles limites ce principe doit être appliqué.

L'amendement proposé par M. *Delachaux* ne reçoit pas l'appui réglementaire, et l'art. 663 est adopté.

CHAPITRE IV. — *Des donations entre-vifs.*

SECTION I. — *De la forme des donations entre-vifs.*

M. *Wavre* voudrait réduire à deux le nombre des témoins requis pour la stipulation des donations entre-vifs, et il en fait la proposition.

Cette mesure est combattue par MM. *Piaget* et *Philippin*,

et l'amendement proposé par M. Wavre n'ayant pas reçu l'appui réglementaire, l'art. 664 est adopté.

M. Wavre critique l'article 665, qui exige, dans les donations entre-vifs, que le donataire soit présent ou représenté en vertu d'une procuration authentique. Cela empêchera les donations que l'on voudrait faire à des personnes domiciliées à l'étranger.

M. Philippin. S'il y a péril ou retard, ou si le donataire ne peut envoyer une procuration, le donateur fera une disposition pour cause de mort, à laquelle il apportera toutes les conditions qu'il aurait mises à la disposition entre-vifs.

L'article 665 est adopté. Il en est de même des suivants, jusqu'à l'article 674.

SECTION II. — *Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs.*

M. Delachaux propose d'ajouter à l'art. 675 ces mots : *au donateur*, afin de bien exprimer cette pensée que c'est la survenance d'enfants *au donateur* qui amène la révocabilité de la donation.

M. Piaget. L'article est suffisamment clair, sans qu'il soit besoin d'y ajouter l'amendement proposé.

L'amendement proposé par M. Delachaux ne réunit que cinq voix, et les articles 675 et 676 sont adoptés.

M. Pury demande si celui qui aura le droit de réclamer les aliments à un fils, à une fille ou à un donateur, devra s'adresser à eux dans un ordre déterminé.

M. Piaget. Les tribunaux apprécieront.

Les articles 677 à 681 sont adoptés.

L'article 682 statue :

« Toutes donations entre-vifs par personnes qui n'avaient
« point d'enfants ou de descendants actuellement vivants
« dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces
« donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient
« été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rému-
« nératoires, même celles qui auraient été faites en faveur
« de mariage par autres que les ascendants aux conjoints,
« ou par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées
« de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du
« donateur, même posthume, ou par la légitimation d'un
« enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis
« la donation. »

M. *Perrot*. Il est bien entendu qu'il ne s'agit, dans cet article, que d'enfants légitimes ou légitimés; il faudrait donc, lorsqu'on parle au commencement de l'article d'enfants ou descendants, y ajouter le mot *légitimes*, comme on l'a fait à la fin de l'article.

M. *Piaget*. Il est bien certain qu'il ne s'agit que d'enfants légitimes ou légitimés par mariage subséquent, et le texte de l'article le dit assez.

M. *Wavre* n'admet pas que la survenance d'enfant soit un motif de révocabilité pour les donations entre-vifs, et surtout pour les donations à cause de nocce.

MM. *Piaget* et *Philippin*. On peut raisonnablement admettre que si le donateur avait eu des enfants au moment de la donation, ou que s'il avait supposé en avoir, il n'aurait pas fait cette donation.

Les articles 682 à 685 sont adoptés.

A l'article 686, M. *Calame* propose de substituer ces mots : *soit avant ou après la mort de l'enfant, à ceux-ci : soit avant ou après la naissance de l'enfant.*

M. Wavre pense que, la cause de révocabilité ayant cessé, le donateur devait pouvoir disposer de nouveau entre-vifs.

M. Piaget propose de renvoyer l'article 686 à la commission, afin qu'elle examine l'amendement proposé par M. Calame. — Adopté.

CHAPITRE V. — *Des donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage.*

Les articles 689 à 695 sont adoptés.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage.*

L'article 696 est adopté.

L'article 697 statue :

« Toute donation faite entre époux par contrat de mariage sera censée faite sous la condition de survie du donataire, si le contraire n'est formellement exprimé, et sera d'ailleurs soumise aux règles générales concernant les donations. »

M. Wavre. Cet article sera de nature à induire beaucoup de gens en erreur. Il vaudrait certainement mieux que les contrats fussent chargés de décider s'il y aura, oui ou non, condition de survie du donataire.

L'orateur propose de remplacer cet article par l'article 1,092 du Code civil français, portant :

« Toute donation entre-vifs de biens présents, faite entre époux, par contrat de mariage, ne sera point censée faite

« sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée; et elle sera soumise, etc. »

Subsidiairement, M. Wavre propose le retranchement de l'article 697.

La première de ces deux propositions reste en minorité; la seconde ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 697 à 700 inclusivement sont adoptés.

CHAPITRE VII. — *Des dispositions à cause de mort.*

SECTION I^{re}. — *Des testaments.*

Article 701. — Toute personne pourra disposer par testament.

M. *Delachaux*. La rédaction de cet article est trop absolue, il n'est pas exact de dire que toute personne peut disposer par testament, puisque les art. 632 et 634 décident que les mineurs et les gens qui ne sont pas sains d'esprit, sont incapables de tester.

En conséquence l'orateur propose de rédiger comme suit l'art. 701 :

« Toute personne, sauf celles indiquées aux art. 632 et 634, pourra disposer par testament. »

M. *Piaget*. L'interprétation des articles d'un code ne peut avoir lieu d'une manière exacte, que si on les combine et coordonne les uns avec les autres. Si ce que l'orateur ne peut pas dire maintenant, le Code renfermant d'autres articles faisant exception au principe général de l'art. 701, ils se trouveraient virtuellement annulés par l'amendement

de M. Delachaux. — Cet amendement tombe, n'ayant pas reçu l'appui réglementaire.

L'article 701 est adopté.

Il en est de même des articles 702 et 703.

L'article 704 porte :

« Le testament olographe ne sera point valable s'il n'est
« écrit en entier, daté et signé de la main du testateur ; il
« n'est assujetti à aucune autre forme. »

M. Wavre trouve qu'il est dangereux de n'accompagner le testament olographe d'aucune garantie qui assure sa sincérité et même sa conservation. Rien n'empêchera, avec le système du projet, que celui qui aura intérêt à faire disparaître un testament olographe, n'accomplisse cet acte criminel sans qu'on puisse même le soupçonner.

On objectera que le Code français ne renferme rien de plus que le projet, mais le Code français a cinquante ans d'existence ; lorsqu'il a été fait, un très-grand nombre de Français ne savaient pas écrire, en sorte que la seule obligation d'écrire le testament de sa main constituait une exigence considérable. L'état de l'instruction est tel chez nous, que les deux situations n'ont rien de comparable.

Les diverses législations auxquelles le Code français a servi de base, ne l'ont point imité à cet égard ; le Code sarde, art. 754, exige que le testateur présente son testament à un notaire et à des témoins, dont trois au moins doivent signer sur l'enveloppe ; le Code fribourgeois exige la reconnaissance et le dépôt du testament olographe devant un notaire et des témoins (Code civil de Fribourg, art. 794).

Le Code de nos voisins les Bernois ordonne que tout testament olographe soit présenté à deux témoins qui signent, soit au pied du testament, soit sur l'enveloppe, et qui re-

çoivent du testateur une déclaration attestant que cet acte renferme l'expression de ses dernières volontés.

L'intervention de ces personnes tierces a pour but d'assurer une protection au testateur qui serait l'objet de l'obsession, de la captation ou de la menace.

L'orateur demande que l'art. 704 soit renvoyé à la commission, pour qu'elle l'examine dans le sens des observations qu'il vient de présenter.

M. Jacot-Piaget. Aucune des précautions dont vient de parler le préopinant, n'a été ordonnée chez nous jusqu'à aujourd'hui, et il n'en est pas résulté les inconvénients auxquels le préopinant veut parer. Toute mesure du genre de celles dont a parlé M. Wavre, serait gênante, surtout lorsqu'elle devrait être renouvelée à chaque testament ou codicille.

Le renvoi proposé par M. Wavre n'est pas appuyé, et les art. 704, 705, 706 et 707 sont adoptés.

Parlant du testament authentique, l'art. 708 dit qu'il doit être signé par les témoins.

M. H. Calame. Il est bien entendu que la signature des témoins sera apposée à la minute du notaire seulement, et non à la grosse du testament.

M. Piaget répond affirmativement à la question posée par le préopinant.

L'article 708 est adopté.

M. Wavre. En ordonnant qu'il ne doit y avoir, entre le notaire et les témoins d'un testament, aucune parenté plus rapprochée que le sixième degré inclusivement, le projet reproduit une règle consacrée par la pratique, mais considérée depuis longtemps comme abusive.

Dans certains villages, il serait peut-être impossible de trouver cinq témoins non parents du notaire ou qui ne le soient qu'à un degré non prohibé.

Et, s'il n'y a pas d'inconvénient à ce que les témoins soient parents entre eux, il ne doit pas y en avoir davantage à ce qu'ils soient parents du notaire.

M. *Piaget*. Le but de cette disposition est d'éviter toute espèce de doute sur la parfaite indépendance des personnes qui concourent à la confection d'un testament.

M. le rapporteur ne croit pas que, dans aucun endroit du canton, on puisse se trouver entravé par le défaut de témoins non parents.

L'article 709 est adopté.

M. *Denzler* demande que l'on introduise un article réglant la forme des testaments extraordinaires faits dans des circonstances urgentes par des militaires en activité de service.

M. *Piaget*. La commission avait d'abord eu le projet d'insérer une disposition pareille; elle y a renoncé à cause de la rareté des cas où l'application pourrait s'en faire.

Cependant M. le rapporteur ne s'oppose point à la proposition et il annonce qu'il y fera droit par un article qui terminera la présente section.

M. *Girard*, sans s'opposer à la proposition, croit que le testament nuncupatif pourrait être employé dans les cas que prévoit M. *Denzler*.

M. *Piaget*. Dans un pays où chacun est soldat, il se trouve nécessairement dans l'armée un assez grand nombre de personnes possédant de la fortune; il est donc essentiel de leur assurer les moyens de tester en toute circonstance.

Le testament nuncupatif présente cet inconvénient que

les témoins qui l'auraient reçu pourraient eux-mêmes, lorsque la troupe serait en campagne, perdre la vie avant d'avoir pu remplir les formalités de l'art. 712.

Les art. 710 et 711 sont adoptés.

M. *Delachaux* demande qu'on insère à l'art. 712 une disposition portant que les témoins devront *fermer et sceller* les dispositions nuncupatives dont ils feront le dépôt au greffe.

M. *Piaget* se rallie à cet amendement, qui est adopté ainsi que l'article amendé.

Les art. 713, 714 et 715 sont adoptés.

L'art. 716 statue :

« Il est loisible au testateur de modifier par un codicille
« ses dispositions testamentaires.

« Le codicille peut être fait, soit par acte séparé, olographe ou notarial, soit au pied du testament ou de son
« expédition. »

M. *Delachaux*. Il a toujours été de règle qu'un codicille ne pouvait rien changer à l'institution d'héritier faite dans le testament.

Un testateur qui aurait institué quatre héritiers, et qui de ces quatre héritiers voudrait en retrancher deux, devrait, dans le système actuel, faire un nouveau testament.

C'est pourquoi M. *Delachaux* voudrait ajouter au premier alinéa de l'art. 716 ces mots :

« Mais non en ce qui concerne l'institution d'héritier,
« qui ne peut être changée que par un nouveau testament. »

M. *Piaget*. Pourquoi, dans le cas supposé par le préopinant, obliger le testateur à refaire un nouveau testament ?

Si j'ai institué Pierre et Paul pour mes héritiers, pour-

quoi serai-je empêché de dire par codicille que je retranche Paul comme héritier pour laisser parvenir toute ma succession à Pierre ?

L'obligation de faire un nouveau testament se comprendrait, si à Pierre et Paul, primitivement désignés comme héritiers, je substituais Jacques et Jean.

M. Delachaux. Les observations qui viennent d'être présentées ont de la valeur, mais il n'en est pas moins vrai que, dans le cas supposé par M. le rapporteur, Pierre serait devenu *l'héritier* d'une moitié de ma succession par un codicille.

M. Piaget. Que l'on suppose un homme ayant deux cent mille francs de fortune, faisant par son testament cent mille francs de legs et instituant un héritier pour le solde, cet héritier aura une moitié de la succession par codicille, si, par un codicille, le testateur annule les cent mille francs de legs qu'il avait faits dans son testament.

L'amendement proposé par M. Delachaux n'est pas appuyé, et l'art. 716 est adopté.

L'art. 717 décide que « le codicille ne peut contenir « une institution d'héritier. »

M. Wavre propose d'ajouter à ces mots ceux-ci : *ni un legs universel.*

L'orateur n'a point voté l'art 650 qui a introduit chez nous le système de légataires universels, mais, puisque cette décision a été prise, elle doit réagir sur l'art. 717 dans le sens de l'amendement qui vient d'être proposé.

M. Piaget. Il y aurait danger à introduire d'une manière formelle cette notion du legs universel, parce que tel n'a pas été le but de l'art. 650.

Un codicille dans lequel, sous une forme ou sous une autre,

un testateur dira qu'il donne tout son bien à une personne, sera un acte caduc et nul.

M. *Wavre*, qui n'est pas partisan du système qui a été adopté, prend acte de la déclaration que vient de faire M. le rapporteur, et retire son amendement.

M. *Philippin*. La seule chose qui peut et qui doit lier les tribunaux, c'est le *texte* même du Code. Si l'on entend, en prenant acte de déclarations faites et d'opinions émises, dénaturer cette position et gêner l'appréciation qui doit être réservée au juge, on commet une erreur contre laquelle l'orateur s'élève.

Les art. 717 et 718 sont adoptés.

L'art. 719 porte : « Un Neuchâtelois qui se trouvera en
« pays étranger, pourra faire ses dispositions testamen-
« taires soit en la forme olographe, selon qu'il est prescrit
« à l'art. 704, soit par acte public avec les formes usi-
« tées dans le lieu où cet acte sera passé.

M. *Wavre*. Cet article n'est pas en harmonie avec l'art. 1^{er} du Code portant que les lois sont exécutoires *dans tout le territoire de la République et canton de Neuchâtel*. Un Neuchâtelois domicilié à l'étranger pourrait croire, en lisant l'art. 719, que le droit neuchâtelois le suit en pays étranger et l'autorise à faire un testament d'après les formes neuchâtelaises.

Or un testament pareil, qui serait valable s'il devait être appliqué à des biens situés dans le canton, deviendrait caduc et nul, si les biens de la succession se trouvaient à l'étranger. Les Hollandais, qui, comme les Neuchâtelois, ont une tendance à s'établir à l'étranger, ont inséré dans leur Code (art. 992) une disposition portant que tout Néerlandais domicilié en pays étranger doit tester en la

forme authentique et selon les règles du pays où il a son domicile. Ils ont voulu par là donner un guide sûr à leurs compatriotes domiciliés à l'étranger, en les soumettant à une forme testamentaire que toutes les législations admettent. Cela est d'autant plus remarquable que, pour les testaments stipulés en Hollande, le Code de ce pays admet la forme olographe.

M. *Piaget*. Il est clair qu'un Neuchâtelois domicilié à New-Yorck devra, si les biens de sa succession sont situés aux Etats-Unis, faire son testament dans les formes prescrites par les lois de l'Union Américaine, mais cette règle n'est pas absolue, et l'art. 719 a sa raison d'être.

Il existe, avec la France par exemple, un traité portant :
« Les contestations qui pourraient s'élever entre les hé-
« ritiers d'un Français mort en Suisse, à raison de sa suc-
« cession, seront portées devant le juge du dernier domi-
« cile que le Français avait en France; la réciprocité aura
« lieu à l'égard des contestations qui pourraient s'élever
« entre les héritiers d'un Suisse mort en France. » (Traité entre la Couronne de France et la Confédération Suisse, du 18 octobre 1828.) Il est donc important qu'un Français domicilié en Suisse teste d'après les formes françaises et vice-versa. Cela est impossible sans doute pour les testaments authentiques, parce que les notaires de l'un et l'autre pays ne doivent et ne peuvent appliquer que la loi du pays où ils exercent leur office.

M. *Wavre* aime assez les dispositions de l'art. 719; il craint seulement que dans certains cas elles n'induisent en erreur les Neuchâtelois domiciliés à l'étranger. — L'art. 719 est adopté.

M. *Piaget* propose comme art. 719 bis :

« Les testaments des militaires en activité de service

« fédéral et cantonal, et ceux des personnes employées
« dans l'armée, pourront exceptionnellement être reçus
« par un officier assisté de deux témoins, si ces militaires
« ou ces personnes sont malades ou blessés.
« Ces testaments deviendront nuls de plein droit, si le
« testateur survit à la maladie ou à la blessure. »

Cet article est adopté.

SECTION II. — *Des legs.*

Les art. 720 à 730 inclusivement sont adoptés.

SECTION III. — *Des exécuteurs testamentaires.*

Les art. 731, 732, 733 et 734 sont adoptés.

L'art. 735 statue :

« Les frais faits par l'exécuteur testamentaire pour l'ac-
« complissement de son mandat seront à la charge de la
« succession. »

M. *Delachaux*. Dans bien des cas le testateur indem-
nise l'exécuteur testamentaire au moyen d'un legs ; il pour-
ra toujours en être ordonné ainsi.

M. *Piaget*. Lorsque le testateur aura formellement dé-
claré que le legs fait à l'exécuteur testamentaire lui est
donné pour tenir lieu de toute indemnité, il est clair que
cette disposition sera valable et qu'elle exclura l'applica-
tion de l'art. 735.

L'article 735 est adopté.

SECTION. IV. — *De la révocation, de la caducité et de
la nullité des testaments.*

Les articles 736 et 737 sont adoptés.

M. *H. Calame*. Le rapport du conseil d'Etat mentionne
une réserve qui n'a pas été reproduite à l'art. 738 : c'est
celle portant que si le testament postérieur était l'œuvre

du dol, de la violence, ou si son auteur était tombé en démence, son annulation ne réagirait jamais sur le testament antérieur. Bien que cette réserve soit de droit, elle pourrait, de la part de personnes peu versées dans ces matières, faire l'objet d'une interprétation erronée et, partant, de procès.

L'orateur propose, en conséquence, que la réserve qu'il vient de rappeler, soit introduite dans l'article 138.

M. *Piaget*, rapporteur, se joint à cette proposition.

M. *Delachaux* propose de substituer à l'article 738 l'article 669 du Code civil vaudois portant :

« Si le testament postérieur est déclaré nul, le testament antérieur subsiste. »

Cet amendement ne reçoit pas l'appui réglementaire.

L'amendement proposé par M. Calame est adopté.

Les articles 739, 740, 741 et 742 sont adoptés.

L'article 743 décide :

« La disposition testamentaire sera caduque, lorsque
« l'héritier institué la répudiera ou se trouvera incapable
« de la recueillir; mais, dans le premier cas, les legs con-
« tenus dans le testament sont maintenus au profit des lé-
« gataires, etc. »

M. *H. Calame* demande si c'est bien avec intention que la commission a dit : « mais, dans le premier cas » au lieu de « mais, dans ce premier cas. »

M. *Piaget*. Le premier membre de l'art. 743 prévoit deux cas; le premier est celui où l'héritier répudiera la disposition testamentaire; le second est celui où il sera incapable de la recueillir.

En disant : « mais dans le premier cas, » on a en vue celui où l'héritier institué répudiera la disposition.

M. H. Calame. Cela étant la pensée de la commission, la rédaction est correcte.

Les articles 743 à 747 sont adoptés.

SECTION V. — *Des donations à cause de mort.*

Les articles 748 à 751 sont adoptés.

SECTION VI. — *Du droit d'accroissement.*

Les articles 752 à 756 sont adoptés.

TITRE III. — *De l'acceptation des successions, de la saisine des héritiers et des partages.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — Les articles 757 à 761 sont adoptés.

CHAPITRE I^{er}. — *De l'acceptation des successions et de la saisine des héritiers.*

Les articles 762, 763 et 764 sont adoptés.

L'article 765 est aussi adopté avec une transposition, en vertu de laquelle le second alinéa de cet article sera rédigé comme suit: « Toutefois, le conjoint survivant pourra accepter, au nom de ses enfants mineurs et sans autorisation de justice, la succession du conjoint décédé, à moins que l'autorité tutélaire n'exige d'office la nomination d'un tuteur *ad hoc*. »

Les articles 766 à 770 sont adoptés.

SECTION II. — *De la renonciation.*

Les articles 771 et 772 sont adoptés.

M. Delachaux. L'acceptation d'une succession par les créanciers de celui qui aura renoncé, devrait avoir lieu sous bénéfice d'inventaire. (Voir l'art. 773.)

M. *Piaget*. Cela est réglé dans ce sens, dans l'un des trois projets de la loi de procédure actuellement soumis au grand-conseil.

M. *Challandes* propose un amendement consistant à dire :
« Tous créanciers porteurs d'un titre contre celui qui renonce à la succession au préjudice de leurs droits. »

M. *Piaget*. Il est impossible que la renonciation dont parle l'art. 773 s'applique à autre chose qu'à la succession ; l'amendement proposé par M. *Challandes* serait donc une superfétation. — Cet amendement n'est pas appuyé et les articles 773 à 781 sont adoptés.

SECTION III. — *Du bénéfice d'inventaire, de ses effets et des obligations de l'héritier bénéficiaire.*

Les articles 782 à 785 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Des formes de l'acceptation et de celles du bénéfice d'inventaire.*

SECTION I^{re}. — *Des formes de l'acceptation.*

Les articles 786, 787 et 788 sont adoptés.

A propos de l'article 789, M. *Calame* demande que l'envoi en possession et l'investiture d'une succession soient postulés conformément à la pratique ancienne, le quarante-deuxième jour après l'inhumation du défunt, et non pas le quarante-unième, comme dit le projet.

M. *Piaget*. L'intention de la commission a été de maintenir l'état actuel ; c'est par erreur qu'on a mis le quarante-unième au lieu du quarante-deuxième. Cette erreur sera rectifiée aux articles 770, 789, 790 et 791 et partout où elle se trouve.

M. *Huguenin-Vuillemin*. L'investiture sera-t-elle solli-

citée devant le juge du domicile du défunt, si celui-ci est est décédé dans un autre endroit ?

M. *Piaget*. Des arrêts du juge d'ordre ont décidé que l'investiture devait être demandée au juge du domicile du défunt.

Les articles 789 à 805 sont adoptés.

Rapport de la commission de législation sur les amendements et propositions renvoyés à son examen.

Messieurs,

La commission suivra la marche qu'elle a suivie précédemment et vous présentera ses propositions dans l'ordre des articles.

Article 589. — La commission adopte l'amendement proposé et ajoute à l'article ces mots : *ou dans un acte séparé.*

Article 613. — Des droits des enfants naturels.

La commission a de nouveau discuté cette matière, elle ne reproduira pas les arguments produits en faveur ou contre la proposition, car ces arguments se trouvent réunis dans le premier rapport sur le projet de Code ; mais nous devons dire que, quoiqu'une majorité se soit formée pour l'adoption, la commission n'a pu cependant devenir unanime, et elle ne s'est point dissimulé que notre système de succession, avec la distinction des biens et des droits des héritiers, se prêtait moins favorablement que le système français à un développement normal de la matière.

Aussi, nous n'avons pu admettre purement et simplement les dispositions adoptées en principe par le grand-conseil, et nous avons dû leur faire subir diverses modifications rendues impérieusement nécessaires par notre propre législation.

Le Code français accorde à l'enfant naturel un droit d'un tiers de la portion héréditaire qu'il aurait pu réclamer, s'il eût été légitime, dans le cas où le défunt a laissé des descendants légitimes. Nous conservons cette proportion, mais nous en changerons la base, afin de ne point amener de confusion dans l'idée si répandue chez nous, sur la légitime des enfants ; au lieu d'accorder un tiers de part sur le tout, nous accordons deux tiers de part sur la quotité disponible, ce qui revient au même, mais ne dérange point l'économie du Code concernant la légitime des enfants, qui reste ainsi telle que nous avons l'habitude de la comprendre. Les enfants légitimes commen-

ceront par prélever sur la succession *leur légitime*, et ce sera seulement sur le reste de la masse que les enfants naturels viendront prendre les deux tiers de la part qu'ils auraient eu à prendre sur cette seconde moitié, s'ils eussent été légitimes.

Nous avons limité les ascendants aux ascendants du premier degré, dans les paragraphes suivants, attendu que, d'après notre droit, les ascendants du second degré étant exclus de la succession par les frères et sœurs et même par leurs descendants, la présence ou l'absence de ces ascendants ne pouvait modifier la position relative de l'enfant naturel.

La loi française permet au père ou à la mère de réduire l'enfant naturel à la moitié de la portion que la loi lui réserve, si cette moitié lui avait été donnée. Nous avons été plus loin, et nous avons voulu que le père ou la mère pût toujours réduire l'enfant naturel à cette moitié, soit par testament, soit par tout acte contenant l'expression de leur volonté; puisque la loi permet de réduire les enfants légitimes à la moitié du droit que la loi leur réserve sur la succession de leurs ascendants, elle doit permettre aussi de réduire dans la même proportion le droit accordé aux enfants naturels.

Nous devons prévoir le cas où, en l'absence d'enfants légitimes, l'enfant naturel se trouverait en présence de frères, sœurs, ascendants, dont les droits seraient divers selon la nature et l'origine des biens. Dans les pays où tous les biens font souche et se confondent en la personne du défunt qui les possédait, rien n'est plus simple que de régler le droit de l'enfant naturel; mais dans un pays où la distinction des biens est admise, il fallait nécessairement déterminer de quelle manière cette charge de la succession serait supportée, et nous avons dit qu'elle serait supportée par chaque héritier dans la proportion du bien qu'il aurait à retirer. C'est le principe posé au chapitre des partages.

Enfin, il restait une dernière question soulevée par la nature des droits respectifs des époux, droits dont le Code conservera toutes les bases essentielles et notamment le principe du droit d'usufruit réservé au survivant. Le droit des enfants naturels demeurera-t-il grevé d'usufruit, et dans quelle proportion? En sera-t-il affranchi? Nous n'avons point voulu résoudre prématurément cette question qui sera traitée en son temps, et nous nous sommes bornés à poser une réserve et à subordonner l'exercice du droit de l'enfant naturel aux règles qui seront introduites touchant les droits respectifs des époux en cas de prédécès de l'un d'eux.

Un dernier point restait à examiner : cette section du Code devait-elle produire des effets absolus et ouvrir un droit en faveur de tous

les enfants naturels aujourd'hui reconnus ? Nous avons résolu négativement la question, et nous proposons un article transitoire qui exclut du bénéfice des dispositions du Code les enfants naturels adjudés et reconnus antérieurement à sa promulgation. Il n'eût pas été juste d'attacher aujourd'hui à l'adjudication juridique des enfants, ou à leur reconnaissance, un effet que ces adjudications et reconnaissances ne comportaient pas. Dans le premier cas, ce serait aggraver les conséquences d'un jugement et lui donner une portée qu'il n'avait pas; dans le second, ce serait imposer au père une obligation qu'il n'avait point contractée en reconnaissant l'enfant.

Bien que les mêmes arguments ne puissent être présentés avec la même valeur en faveur de la mère, cependant nous avons dû considérer que si l'on accordait aux enfants naturels actuellement nés un droit absolu sur la succession de leur mère, on pourrait, dans certains cas, commettre une injustice. Tel individu, en effet, qui a épousé une femme mère d'un enfant naturel, a dû estimer les conséquences de son mariage, en ce qui touche les enfants issus de ce mariage, au point de vue de la législation du pays, au moment de la célébration. On ne pourrait donc équitablement venir modifier après coup la position de ces enfants légitimes relativement à la succession de leur mère.

Mais si la mère vient à décéder sans postérité légitime, il n'y a plus aucun motif pour refuser à ses enfants naturels les droits que le Code civil leur accordera au moment de l'ouverture de la succession.

C'est dans ce sens qu'a été rédigé un article transitoire qui vous est présenté pour régler le passage de l'ancienne à la nouvelle législation.

Article 636. — Retrancher les mots : pour cause de prodigalité.

Article 640. — Retrancher le mot : pauvres, et ajouter à la fin de l'article : si la valeur de la donation excède fr. 2,000.

Ce chiffre a paru à la commission suffisant pour faire disparaître toutes les difficultés de pratique.

Article 641. — Retrancher le second alinéa. La commission a trouvé qu'il pourrait y avoir du danger à désigner ainsi d'une manière absolue les personnes qui seraient réputées personnes interposées. Elle a pensé qu'il suffisait de poser le principe contenu dans le premier alinéa, et qu'il fallait ensuite laisser aux tribunaux le soin de statuer selon les cas et les circonstances.

Article 643. — Ajouter après le premier alinéa la disposition suivante, destinée à mettre l'article en corrélation avec la section des enfants naturels : Le tout, sans préjudice des dispositions de la sec-

tion 1^{re}, chapitre 4 du présent titre. — Ajouter le mot *légitimes*, après celui d'enfants, alinéa premier.

Article 644. — Ajouter le mot *légitimes*, après *descendants*.

Article 686. — Mettre : “ soit avant, soit après *la mort*, au lieu de : “ soit avant, soit après *la naissance*. „ Il y avait une erreur de rédaction.

Article 712. — Ajouter : *les fermer et les sceller*.

Article 719 bis. — La commission propose la rédaction suivante pour les testaments militaires :

“ Les testaments des militaires en activité de service cantonal ou “ fédéral, et ceux des personnes employées dans l'armée, pourront “ être reçus exceptionnellement par un officier et deux témoins, si “ ces militaires ou personnes se trouvent malades ou blessés.

“ Ces testaments deviendront nuls de plein droit, si le testateur a “ survécu à la maladie ou à la blessure. „

Article 726. — *Mis en demeure*, au lieu de : *mis en retard*.

Article 738. — Ajouter à l'article cette phrase : “ ou que le testa- “ ment postérieur ne vint à être déclaré l'œuvre du dol, de la vio- “ lence, ou celle d'un testateur tombé en démence. „

Article 765. — Retourner la phrase et dire : “ au nom de ses en- “ fants mineurs et sans autorisation de justice. „

Article 789, et autres articles où cela se trouve, mettre : quarante-deuxième jour, au lieu de : quarante-unième. C'était une erreur de calcul.

20 février 1854.

Au nom de la commission :

Son rapporteur, PIAGET.

CHAPITRE IV. — *Des successions irrégulières.*

SECTION I^{re} — *Des droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère, et de la succession des enfants naturels décédés sans postérité.*

Art. 613.

Les enfants naturels ne sont point héritiers; la loi ne leur accorde de droit sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus; elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère.

ART. 614.

Le droit de l'enfant naturel, sur les biens de ses père ou mère décédés, est réglé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, le droit s'exerce sur la quotité disponible; il est de deux tiers de la portion héréditaire que l'enfant naturel aurait eue sur cette quotité, s'il eût été légitime.

Le droit est de moitié lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants au premier degré ou des frères ou sœurs : il est des trois quarts lorsque le père ou la mère ne laissent ni descendants, ni ascendants au premier degré, ni frères ni sœurs.

ART. 615.

L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

ART. 616.

En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

ART. 617.

L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte et qui serait sujette à rapport, d'après les règles posées à la section 2 du chapitre 3 du titre 3 du présent Livre.

ART. 618.

Toute réclamation leur est interdite, lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse, de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée.

Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

ART. 619.

Le père ou la mère peuvent toujours en outre, soit par testament, soit par un acte spécial, olographe ou authentique, réduire l'enfant naturel à la moitié dont il est parlé dans l'article précédent.

ART. 620.

Les dispositions des articles 614, 615 et 616 ne sont pas applicables

aux enfants adultérins ou incestueux. La loi ne leur accorde que des aliments dont la quotité est réglée selon les forces de la succession.

ART. 621.

Les héritiers peuvent remettre à l'enfant naturel sa part de biens en nature, conformément aux règles posées dans le chapitre des partages, ou lui en livrer la valeur à leur choix.

Si, dans le partage de la succession, il y a lieu de tenir compte de la nature et de l'origine des biens, chaque espèce de bien contribue, proportionnellement à sa valeur, à former la part de l'enfant naturel.

ART. 622.

Le droit de l'enfant naturel s'exerce sur la succession de son père ou de sa mère, sans préjudice aux droits du conjoint survivant, tels qu'ils sont réglés ultérieurement dans le présent Code.

ART. 623.

La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre.

ART. 624.

En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères ou sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans sa succession. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants.

SECTION II. — &, &.

ARTICLE TRANSITOIRE.

Les dispositions de la section 1^{re} du chapitre 4 du titre 1^{er} du Livre 3 concernant les droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère décédés, ne seront point applicables aux enfants naturels adjudés au père ou reconnus par lui antérieurement à l'époque où le Code sera devenu exécutoire, alors même que la succession du père s'ouvrirait postérieurement à cette époque.

Mais ils exerceront leurs droits dans la succession de la mère décédée sans postérité légitime, quelle que soit l'époque de leur naissance, si la succession s'ouvre après l'époque où le Code sera devenu exécutoire.

Les conclusions relatives à l'art. 589 sont adoptées.

Art. 613-619. — Droits de succession des enfants naturels.

M. *Challandes* persiste à combattre le système qui a prévalu et propose de revenir à l'art. 614, tel que la commission l'avait primitivement rédigé. Avec raison, selon l'orateur, il s'attache une réprobation à la participation du bâtard aux droits de la famille; cette concurrence avec les enfants légitimes n'est pas encore dans nos mœurs; les enfants légitimes envisageront encore le bâtard comme un intrus. Le système même que l'on veut admettre tournera au désavantage des enfants naturels; les pères ne s'empresseront plus de les reconnaître.

M. *Philippin* a fait aussi minorité dans la commission, mais pour des raisons différentes. Bonnes en soi, les dispositions proposées ne s'allient pas d'une manière correcte et logique avec le principe de la distinction des biens : le père imposerait un copartageant à ses parents paternels ou maternels.

M. *Wavre* ne peut laisser passer les dispositions proposées sans indiquer pourquoi il les rejette : les motifs qui l'y engagent sont assez graves à ses yeux pour le déterminer à rejeter tout le livre, si ces dispositions sont adoptées. On improvise dans une séance, au milieu de la session, un système tout-à-fait nouveau, étranger au projet de Code qui a été distribué dans le pays, un système sur lequel, contrairement au principe démocratique, le pays n'a pu se faire entendre, et auquel les députés eux-mêmes n'ont pas eu le temps de réfléchir. Quant au fond de la matière, deux points de vue sont en présence : le point de vue des enfants naturels, celui de la société et de la morale pu-

blique. Au premier de ces points de vue, qui est celui de l'humanité, les dispositions proposées s'appliqueraient également aux enfants incestueux ou adultérins, et pourtant on les exclut. Pourquoi ? Précisément à cause des intérêts de la société et de la morale, intérêts également en jeu dans la question. L'essentiel n'est pas la quotité des droits qu'on accorde, c'est l'introduction des illégitimes dans la famille et dans les transactions de la famille. Le devoir du père est de donner à l'enfant naturel, de lui donner encore plus que la loi ne lui donne, mais il doit le faire librement, par conscience, et sans que l'illégitime soit introduit dans la famille.

M. Piaget. L'époque fixée pour l'application du nouveau système renvoie fort loin la perturbation que l'on craint dans les habitudes et dans les mœurs. Ce système n'est point une improvisation, c'est le système français avec les modifications rendues nécessaires par les autres dispositions du Code. Quant au point de vue moral, un enfant n'est-il pas, jusqu'à un certain point, responsable des fautes de son père ? L'entretien d'un enfant illégitime n'est-il pas une charge naturelle de la succession ? Une mère qui n'aurait pas pour son enfant naturel le même sentiment que pour son enfant légitime, est une mère qu'il faudrait étouffer.

M. H. Calame. Autre chose est, en fait de moralité, ce que la conscience fait faire librement ; autre chose ce qui est imposé par la loi. Autre chose est la réparation d'une faute ; autre chose un droit nouveau que l'on prétend fonder sur la faute. L'enfant qui, pour réparer une faute de son père, fait volontairement un sacrifice, mérite toute espèce d'éloge, et l'orateur n'hésitera pas à blâmer celui qui, par égoïsme, refusera ce sacrifice. Mais que la

loi le fasse pour lui, c'est autre chose. Le système primitif de la commission, c'était la réparation de la faute; le système nouveau qu'elle propose, c'est le droit fondé sur la faute. L'orateur se range à l'opinion de M. Challandes.

M. *Pury* reproduit le projet primitif du conseil d'Etat. Pour rester fidèle à un principe posé, l'on a refusé d'introduire une légitime en faveur des pères et mères, et pourtant le vœu du grand-conseil s'était, à cet égard, formellement exprimé. Il y aurait bien plus de raison d'agir avec non moins de conséquence dans le cas présent. La grande liberté des testaments offre toute espèce de remède à la position des enfants naturels, et d'ailleurs le projet primitif leur accorde des subsides.

M. *Grandpierre* continue à voter contre le principe de la proposition Guillaume. Il en craint les effets pour la morale publique : on verra moins de légitimations par le mariage subséquent. Cependant, il y a de l'exagération dans les conséquences fâcheuses signalées par quelques orateurs; l'enfant naturel n'est pas et ne doit pas être un paria. Et quant aux moyens de venir à son secours, compter sur la générosité des autres enfants, c'est compter sur fort peu de chose, et c'est réduire l'illégitime à une aumône.

M. *G. Guillaume* prend la parole pour justifier encore sa proposition.

M. *Delachaux* appuie les considérations déjà présentées contre la proposition au point de vue de la famille et de la morale publique.

L'adoption en principe des propositions de la commission est mise aux voix et prononcée à une forte majorité.

Les articles proposés par la commission sont adoptés successivement avec une seule modification à l'article relatif

aux enfants incestueux ou adultérins : cet article leur alloue des aliments ; sur la proposition de M. *H. Calame*, l'on y ajoute ce que la commission voulait d'entrée pour tous les enfants naturels, une allocation suffisante pour apprendre un état. En conséquence, l'art. 620 sera terminé comme suit : « La loi ne leur accorde que des aliments et une allocation suffisante pour apprendre un état. Ces aliments et cette allocation sont réglés selon les forces de la succession. »

Les conclusions du rapport de la commission au sujet de l'art. 636 sont adoptées.

Article 640. — Dispositions entre-vifs ou pour cause de mort au profit des hospices, des pauvres, des communes et des établissements d'utilité publique.

La commission admet l'amendement qui exempte les dispositions au profit *des pauvres* de la nécessité d'obtenir l'autorisation du conseil d'Etat. Elle propose d'excepter également toutes les autres dispositions prévues dans l'article, quand la valeur n'en excèdera pas fr. 2,000.

M. *H. Calame* propose d'élever cette limite à fr. 5,000. Cet amendement est rejeté par 24 voix contre 13.

Article 641. — Disposition au profit d'incapables. — La commission retranche la clause : « Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants, et l'époux de la personne incapable » — Adopté.

La commission admet le nouvel article relatif aux testaments militaires, et l'assemblée adopte définitivement la rédaction proposée pour cet objet.

Toutes les autres conclusions formulées par la commission sont adoptées.

Les art. 645-648, CHAPITRE III, SECTION I^{re}, de la per-

tion des biens disponible, qui avaient été laissés en suspens jusqu'au règlement de la question relative à la légitime des ascendants, sont adoptés.

LIVRE III, TITRE III, CHAPITRE II, SECTION II. — *Des formes du bénéfice d'inventaire.* (Art. 806-819.)

L'art. 814 statue que la masse sera réalisée et que le produit en sera distribué dans l'ordre suivant : 1° Aux créanciers privilégiés ; 2° A tous les autres créanciers, au centime le franc de leurs créances liquidées, sans aucune distinction ; 3° Aux donataires et légataires, selon leurs droits.

M. *Girard* demande si, par la disposition sous n° 2, la loi sur les décrets est immédiatement annulée.

M. *Piaget* répond que cette disposition est restreinte au bénéfice d'inventaire. La loi sur les décrets sera révisée, mais cette révision exige un certain temps.

Tout le contenu de la section est adopté.

SECTION III. — *Des successions vacantes.* (Art. 820 et 821.) — Adoptée.

CHAPITRE III. — *Des partages et rapports.*

SECTION I^{re}. — *De l'action en partage et de sa forme.* (Art. 822-839.)

Article 839.—« Les partages peuvent être faits par acte
« sous seing privé ou par acte notarial ; mais, s'il y a des
« immeubles à partager en nature, le partage fait sous
« seing privé doit être enregistré dans la quinzaine de sa
« date au greffe de la justice de paix. » La commission

n'a pu formuler sur cet article une opinion de majorité. Une fraction voudrait que le partage *notarial* fût obligatoire dans tous les cas où il y a des immeubles à partager. Une autre fraction propose d'ajouter à l'article un article ainsi conçu :

« L'acte de partage pourra être enregistré textuellement
« ou simplement par extrait, pour ce qui concerne les
« immeubles. »

Une troisième enfin, tout en repoussant l'intervention obligée du notaire, ne voit aucun inconvénient à la transcription des actes *in extenso*.

M. *Piaget* partage la seconde opinion.

M. *Philippin* veut l'intervention du notaire, quand il y a des immeubles à partager. Le système de la seconde fraction est un commencement d'enregistrement. En entrant dans cette voie, on aura une fois ou l'autre cette fiscalité.

M. *Grandpierre* est opposé à toute publicité trop considérable donnée au partage. Il désire que les transactions de famille se fassent le plus possible dans l'intimité, et il appuie M. *Piaget*.

M. *W. Dubois*, qui a toujours vu l'utilité de l'intervention d'un notaire, voudrait la rendre obligatoire. Si l'on a envie de taire quelque chose, c'est vis-à-vis de la loi.

M. *Delachaux* se prononce en première ligne pour la suppression de l'article, afin de laisser subsister en plein la liberté actuelle.

M. *Thomas*, afin de ne pas contrarier les habitudes de la population, ne veut pas aller au-delà de ce qu'exige la sûreté hypothécaire.

M. Girard. Une chose particulière à notre pays, c'est que la propriété peut s'y transmettre sans aucune forme. L'orateur vote contre tout ce qui porterait atteinte à cette liberté. Il ne veut pas de l'enregistrement, qui conduirait au cadastre et à l'impôt territorial, et qui, en tout cas, exposerait la population agricole à être plus frappée par l'impôt que le reste de la population. Il propose de restreindre l'article à cette seule disposition : « Les partages peuvent être faits par acte sous seing privé ou par acte notarial. »

M. Wavre trouve qu'il y a quelque chose à faire : il faut qu'il reste trace des partages, mais il suffit que la partie qui concerne les immeubles soit faite par main de notaire. L'opinion défendue par M. Piaget et qui a fini par rallier la majorité de la commission, est adoptée.

Tous les articles de la section ont aussi été successivement adoptés.

SECTION II. — *Des rapports.* (Art. 840-852.) — Adoptée.

SECTION III. — *Du paiement des dettes.* (Art. 853-862.) — Adoptée.

SECTION IV. — *Des effets du partage et de la garantie des lots.* (Art. 863-866.) — Adoptée.

SECTION V. — *De la rescision en matière de partage.* (Art. 867-873.) — Adoptée.

La discussion par articles est épuisée sur toute la première partie du Livre III.

Articles transitoires : les mêmes que ceux votés à la suite des deux premiers livres, plus l'article qui règle l'époque de la mise en vigueur des dispositions relatives aux droits de succession des enfants naturels. — Adoptés.

RAPPORT

DU CONSEIL D'ÉTAT A LA COMMISSION LÉGISLATIVE

SUR LA

SECONDE PARTIE DU CODE CIVIL.



Messieurs,

Le Conseil d'Etat vous présente aujourd'hui la seconde et dernière partie du Code civil : elle renferme les titres suivants :

TITRE IV. Des contrats ou des obligations conventionnelles en général. — TITRE V. Des engagements qui se forment sans convention. — TITRE VI. Des contrats de mariage et des droits respectifs des époux. — TITRE VII. De la vente. — TITRE VIII. De l'échange. — TITRE IX. Du contrat de louage. — TITRE X. Du contrat de société. — TITRE XI. Du prêt. — TITRE XII. Du dépôt et du séquestre. — TITRE XIII. Des contrats aléatoires. — TITRE XIV. — Du mandat. — TITRE XV. Du cautionnement. — TITRE XVI. Des transactions. — TITRE XVII. De la contrainte par corps. — TITRE XVIII. Du nantissement ou gage. — TITRE XIX. Des privilèges et hypothèques. — TITRE XX. De l'expropriation forcée. — TITRE XXI. De la prescription.

Il suffit de lire cette énumération pour comprendre que nous sommes arrivés à cette partie de la législation qui ne laisse plus de place aux systèmes, mais doit emprunter toutes ses dispositions à la conscience et à la raison ; aussi les principes énoncés dans cette dernière partie de notre travail se retrouvent-ils dans toutes les bonnes législations modernes, car toutes les ont puisées dans cette source féconde, le *Droit romain*, qui a conservé chez tous les peuples l'empire que donne la raison.

„ C'est dans l'équité, c'est dans la conscience, disait Bigot-Préameneu, dans son exposé des motifs, que les Romains ont trouvé ce corps de doctrine qui rendra immortelle leur législation.

„ Avoir prévu le plus grand nombre de conventions auxquelles l'état des hommes en société donne naissance ; avoir balancé tous les motifs de décision entre les intérêts les plus opposés et les plus compliqués ; avoir dissipé la plupart des nuages dont souvent l'équité se trouve enveloppée ; avoir rassemblé tout ce que la morale et la philosophie ont de plus sublime et de plus sacré ; tels sont les travaux réunis dans cet immense et précieux dépôt qui ne cessera de mériter le respect des hommes, dépôt qui contribuera à la civilisation du globe entier, dépôt dans lequel toutes les nations policées se félicitent de reconnaître LA RAISON ÉCRITE.

„ Il serait difficile d'espérer que l'on pût encore faire des progrès dans cette partie de la science législative. Si elle est susceptible de quelque perfectionnement, c'est en lui appliquant une méthode qui la rende plus facile à ceux qui se livrent à cette étude, et avec laquelle l'usage puisse en devenir familier à ceux qui, pour diriger leur conduite, voudraient en connaître les principales règles

„ Les auteurs du projet actuel de code, disait encore l'orateur, ont cru que ce serait rendre service à la société, si on retirait du dépôt des lois romaines une suite de règles qui, réunies, formassent un corps de doctrine élémentaire, ayant à la fois la précision et l'autorité de la loi.

„ C'est un ouvrage que, dans le siècle dernier, les jurisconsultes les plus célèbres des diverses parties de l'Europe ont désiré, qu'ils ont préparé par de grands travaux. La France met sous ce rapport, au nombre des ouvrages les plus parfaits, ceux de Domat et de Pothier. „

Le tribun Favard disait aussi dans son exposé au tribunal :

„ Dans les parties du code déjà promulguées, le législateur a pu émettre sa volonté ; et sa volonté, qui pouvait être différente, est devenue loi générale.

„ Mais, dans la partie qui traite des contrats et des obligations conventionnelles, le législateur se trouve dans l'heureuse impuissance de proclamer une volonté particulière : tout ce qu'il dit doit être l'expression des éternelles vérités sur lesquelles repose la morale de tous les peuples : le livre où il puise ses lois doit être la conscience, ce livre où tous les hommes trouvent le même langage quand la passion ne les aveugle pas.

„ Les Romains ont écrit ces vérités dans leurs lois ; elles ont été

„ recueillies par le savant Domat, et Pothier en fit un traité qui seul
„ aurait fait sa gloire.

„ C'est dans les ouvrages de ces deux grands hommes que le projet
„ de loi dont je vais vous entretenir, a été puisé. „

Certes, Messieurs, quand les hommes éminents chargés de la présentation du Code civil français rendaient un tel hommage à leurs devanciers; quand ils avouaient si éloquemment leur impuissance à mieux faire et reconnaissaient l'opportunité de se borner à une réduction et à une classification des matières propres à en rendre l'accès et l'application facile à tous, nous n'aurions pu nous-mêmes, sans affecter une outrecuidance puérile et ridicule, reprendre en sous-œuvre le travail des législateurs français et le remanier pour en modifier la forme et lui donner une apparence de nouveauté et d'originalité. Nous nous sommes donc arrêtés, dans cette partie du travail, à revoir avec soin les textes français, afin d'en faire disparaître quelques rares dispositions qui n'étaient point en harmonie avec les principes déjà posés ou avec nos institutions judiciaires; à y introduire quelques dispositions que nous avons jugées utiles et conformes à nos habitudes et à nos besoins. Cette méthode nous était commandée d'autant plus impérieusement que toute la matière des obligations et des contrats était réellement régie chez nous par les principes du droit romain, et nullement par un droit coutumier spécial : il suffit d'ouvrir le livre d'Ostervald, pour demeurer convaincu de cette vérité.

Toutefois, Messieurs, il se trouve, dans le travail que nous vous présentons, des dispositions qui, quoique admises dans les législations des pays voisins et appartenant au droit commun, introduisent cependant chez nous un droit nouveau : il en est d'autres au contraire qui conservent notre coutume neuchâteloise, quoiqu'elle ne soit pas en rapport, au moins complètement, avec les principes admis dans d'autres législations. Nous signalerons essentiellement à votre attention ces différents points, d'ailleurs trop importants pour passer inaperçus. C'est ainsi, par exemple, que le Titre du contrat de mariage et des droits respectifs des époux reproduit notre droit coutumier sur la matière et non le droit français. — Il en est de même de la législation hypothécaire, de la contrainte par corps, de la prescription en ce qui touche le temps requis pour prescrire, de l'expropriation forcée. Toutes ces matières appartiennent encore, dans de certaines limites, au droit conventionnel, et nous étions libres de les traiter au point de vue neuchâtelois. Nous n'avons point hésité à le faire et à demeurer fidèles au principe que nous nous sommes imposé en commençant la codification de notre législation civile, c'est à savoir, de

conserver tout ce que nos coutumes peuvent avoir de bon, comme aussi d'introduire toutes dispositions utiles, alors même qu'elles seraient inconnues dans notre coutume ou repoussées par elle. Par cette méthode nous obtiendrons une législation qui, tout en s'élevant au niveau des législations avancées, gardera cependant une physionomie neuchâteloise, propre à la faire promptement accepter par la population.

Afin d'éviter une prolixité sans intérêt, nous nous bornerons dans ce rapport à vous exposer les motifs des suppressions essentielles que nous avons faites, dans les textes français, des dispositions qui forment pour nous un droit nouveau, et de celles qui sont la reproduction textuelle ou modifiée de notre coutume. — Quant aux observations de détail, d'une importance secondaire, elles trouveront leur place naturelle dans la discussion.

Les Titres IV et V étant essentiellement ceux auxquels s'appliquent les réflexions générales qui précèdent, nous n'avons qu'un petit nombre d'articles à vous signaler : nous le ferons en suivant leur nomenclature.

Article 934. — Jusqu'à présent il n'a point été d'usage que les intérêts échus devinssent eux-mêmes productifs d'intérêts, à moins qu'ils ne fussent capitalisés par une demande en justice ou des actes de poursuites : cette coutume ne nous a point paru juste. L'intérêt *échu* est réellement pour le créancier un capital nouveau qu'il a le droit de replacer à intérêt; pourquoi lui enlever le droit de prêter ce nouveau capital au débiteur du capital principal? Evidemment, lorsque l'intérêt échu n'est point livré au créancier, il s'opère tacitement un prêt; le débiteur est censé payer et le créancier est censé remettre la valeur reçue au débiteur. Nous avons régularisé cette opération fictive en autorisant le créancier à *stipuler* que les intérêts échus seront eux-mêmes productifs d'intérêts s'ils ne sont pas versés à l'échéance; mais, conformément au principe qui veut que les intérêts ne courent pas de plein droit, cet intérêt de l'intérêt ne sera jamais dû s'il n'a fait l'objet d'une stipulation spéciale.

Article 977. — Les articles 977 et suivants sont destinés à régler les relations des créanciers entre eux, quand ils sont *créanciers solidaires* d'une même créance. Cette solidarité est assez rarement stipulée chez nous; cependant, comme cet usage peut s'introduire et qu'il n'en peut résulter aucun inconvénient, nous avons cru utile d'en déterminer les règles, afin de laisser le moins de lacunes possibles dans la matière si importante de la solidarité.

Article 993. — Notre coutume était très-incomplète à l'égard des obligations des codébiteurs solidaires les uns envers les autres, dans

le cas où l'un de ces codébiteurs avait payé seul la dette commune et où tous ne se trouvaient point également solvables. L'art. 993 introduit un principe équitable; il fait peser sur tous les codébiteurs solvables le déficit occasionné par l'insolvabilité d'un ou plusieurs codébiteurs. Désormais, le débiteur qui aura été contraint au paiement de la dette, n'aura plus à craindre d'être chargé à ses risques et périls de la part des insolvable.

Article 996 et suivants. — Nous n'avons pu admettre les principes de la section du Code français touchant la définition et les conséquences des obligations divisibles ou indivisibles, en ce qui touche les héritiers. Le Code français accorde aux héritiers du débiteur certains droits qui auraient pour effet de diviser la responsabilité de la dette et de les soustraire dans de certaines limites à la solidarité. Nous avons posé ailleurs le principe absolu de la solidarité entre tous les héritiers pour toutes les charges de la succession; nous avons dû également maintenir ce principe d'une manière absolue en ce qui concerne les obligations, même divisibles. Moins les règles générales du droit comporteront d'exceptions et mieux nous nous en trouverons : c'est pourquoi, partout où la chose a été possible, nous n'avons jamais reculé devant les conséquences, après avoir posé le principe.

Article 1018. — Cet article établit que, sauf convention contraire, le paiement d'une obligation doit se faire au domicile du débiteur. L'on adopte aujourd'hui généralement, du moins dans les actes, le mode inverse, et on sera libre encore d'agir de même; mais, en l'absence de stipulation, c'est évidemment au domicile du débiteur que le paiement doit se faire, puisque c'est là seulement que le débiteur peut légalement être mis en demeure de satisfaire à ses engagements, soit par la simple demande du paiement, soit par une demande juridique.

Article 1028. — Cette section, des *consignations*, a été mise en harmonie ou plutôt en corrélation avec nos usages et nos formes de procédure, tout en ménageant la possibilité de faire subir à ces formes les modifications que l'expérience indiquera. En général, toutes les dispositions du Code qui se trouvent en corrélation plus ou moins directe, soit avec des lois spéciales, soit avec des lois de procédure, ont toujours été rédigées de telle sorte que cette rédaction ne puisse jamais être un obstacle aux changements que le temps apportera dans ces lois.

Article 1039. — Les principes qui régissent la *novation* dans le Code français, sont aussi les nôtres; mais nous avons cru devoir ajouter à la règle fondamentale, contenue dans le premier alinéa de

l'art. 1039, une explication qui se trouve dans l'exposé des motifs, mais non dans le texte français. Cette explication forme le second alinéa de l'article et a pour but de bien faire comprendre que la novation résulte de l'opération elle-même et des caractères qu'elle présente, et non des termes dont les intéressés ont pu se servir. En se bornant à dire que la novation ne se présume pas et que la volonté de l'opérer doit résulter clairement de l'acte, on aurait souvent pu être disposé à croire que l'acte devait contenir une déclaration *expresse*. Or telle n'est nullement la portée de l'article correspondant du Code français. Sa portée est réellement celle que lui donne notre art. 1039, lequel contient tout à la fois le texte français et le commentaire de ce texte emprunté à l'exposé des motifs. L'article ainsi rédigé devient plus clair, plus complet, et se prête moins à de fausses interprétations.

Article 1054. — En matière de *compensation*, nous avons conservé notre vieux droit coutumier et nous nous sommes séparés des principes français, très-justes en eux-mêmes en les considérant d'une manière abstraite, mais d'une application difficile, compliquée, et qu'on aurait beaucoup de peine à mettre en harmonie avec l'ensemble de nos institutions judiciaires. — Notre vieux principe que "nul ne peut se contre-gager", a l'immense avantage de laisser chaque intéressé dans son droit sans lui enlever en manière quelconque les moyens de saisir entre ses mains les deniers qu'il peut devoir à son propre débiteur. Nous ne pourrions admettre que deux créances également liquides s'éteignent mutuellement et de plein droit par le seul fait de leur coexistence simultanée, sans bouleverser tout notre mode de poursuites, mode excellent que nous devons bien prendre garde d'abandonner : nous ne le pourrions sans bouleverser toutes les règles qui régissent les cessions de créances et jusqu'aux principes mêmes de notre loi hypothécaire; nous nous exposerions, en un mot, à une série de complications inextricables pour obtenir en échange un avantage très-problématique, un résultat purement théorique.

Mais nous avons admis, par contre, la compensation d'une manière absolue dans un cas où notre pratique ne l'admettait qu'exceptionnellement, c'est à savoir, dans les faillites; et nous l'avons admise pour toute espèce de créances du failli et de son créancier. Les motifs qui nous ont fait rejeter la compensation, tout en reconnaissant l'exactitude du principe dans les relations civiles ordinaires, sont tirés de la difficulté pratique d'application; il était donc rationnel de revenir au principe, dès que l'application devenait facile. Or, dans la liquidation d'une faillite, tous les droits actifs et passifs du

failli se trouvant en présence, se trouvant tous exigibles au même moment et soumis, quant à la manière de les régler, à une procédure uniforme et sommaire, rien n'est plus simple que d'opérer la compensation et de porter uniquement en inventaire le résultat du règlement opéré, si les droits ne se balancent pas. Le débiteur du failli et le créancier du failli étant cités pour le même jour et la répartition ne pouvant s'opérer qu'après la liquidation des prétentions respectives, aucun obstacle ne s'oppose à l'exécution du mode que nous proposons, mode aussi juste qu'équitable. Il est évident en effet que le créancier d'une masse en faillite, qui est en même temps débiteur de cette masse, doit être réputé avoir reçu en à-compte de la créance ce qui lui est dû par le failli, ou avoir payé lui-même en à-compte de la créance du failli ce qu'il peut lui devoir lui-même : on ne peut raisonnablement inscrire au passif ou à l'actif de la masse que le solde résultant du règlement des prétentions respectives. Ce n'est point un privilège que l'on crée en faveur d'une certaine catégorie de créanciers, c'est purement et simplement un état de fait et de droit que l'on liquide ; car celui auquel le failli doit 20 fr. et qui en doit 10 au failli et vice versa, n'est en réalité que créancier ou débiteur de 10 fr. Le principe de la compensation est toujours, théoriquement parlant, d'une vérité absolue ; il doit donc recevoir aussi une application absolue dans un cas où cette application ne rencontre aucun obstacle. La dette contractée par le failli en faveur de son propre créancier est un à-compte qu'il lui a payé, un gage que celui-ci détient en quelque sorte dans ses mains et qu'on ne peut sans injustice lui enlever au profit d'autres créanciers. Nos tribunaux, mus par un sentiment d'équité, avaient déjà consacré ce principe, quoique dans une limite restreinte, et réformé la rigueur de notre coutume ; nous avons cru le moment venu d'opérer la réforme en son entier.

Article 1072. — Dans le système français, les actes sous seing privé ne font foi qu'autant qu'ils sont reconnus par celui auquel on les oppose : si celui-ci nie la vérité de l'écriture ou des signatures, ou simplement déclare ne pas les reconnaître, le demandeur est tenu de faire la preuve de vérité : le système inverse est admis chez nous. Chez nous le sous-seing privé fait foi en ce qui touche la vérité des signatures, jusqu'à inscription de faux ; c'est au défendeur qui nie ou méconnaît les signatures, à en prouver la fausseté. Placés entre ces deux systèmes opposés, nous avons, sans hésiter, conservé le nôtre, sanctionné par une longue expérience. Nous ne nous sommes point dissimulé ce que notre système pouvait avoir d'irrationnel et de contradictoire avec le principe qui veut que le demandeur

prouve sa demande et conséquemment l'authenticité des pièces produites à l'appui de la demande; mais nous avons jugé d'autre part que le système français aurait l'inconvénient d'affaiblir chez nous et même d'anéantir peu à peu la valeur des actes sous seing privé. Or c'est au moyen de ces actes que sont réglées la majeure partie des transactions, et il y aurait à craindre de voir se produire un grand embarras dans les relations, si le porteur d'un sous-seing privé avait en perspective un procès en vérification d'écritures pour chaque pièce destinée à être produite à l'appui du moindre droit qu'il aurait à revendiquer. Le défendeur de mauvaise foi hésite lorsqu'il se trouve en présence d'une inscription en faux dont la preuve et les conséquences sont à sa charge; il n'hésiterait jamais quand, au moyen d'une simple négative, il transporterait la preuve à son adversaire, soit pour gagner du temps et entraver la marche d'une action, soit dans le vague espoir qu'il pourrait fonder sur l'incertitude du résultat d'une opération délicate. S'il est vrai de dire, d'ailleurs, que le demandeur doit justifier de la vérité des pièces produites à l'appui de sa demande, il n'est pas moins exact d'avancer que la mauvaise foi ne se présume pas et que c'est à celui qui l'allègue, à la prouver. Or celui qui produit une signature, doit être réputé produire une signature vraie, jusqu'au moment où sa bonne foi est mise en doute; dès que le doute est formulé, c'est à celui qui veut constituer sa contre-partie en mauvaise foi, à établir la vérité de son allégué. Jusques à ce jour la pratique des affaires a montré que notre système coutumier était bon et qu'il répondait aux besoins en facilitant les transactions, sans nuire en aucune façon à leur sécurité. Nous croyons donc qu'il est opportun et prudent de le conserver aussi longtemps qu'une expérience contraire ne justifiera pas la nécessité d'un changement.

Article 1076. — L'art. 1076 introduit une disposition nouvelle en ce qui concerne les actes sous seing privé qui contiennent des dispositions synallagmatiques; cet article prescrit, sous peine de nullité, l'expédition d'autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées. Cette prescription est une conséquence nécessaire de tout contrat bilatéral; sans elle, l'une des parties peut se trouver privée de ses droits par la seule volonté d'une autre. En effet, le contrat synallagmatique suppose toujours deux ou plusieurs parties engagées respectivement les unes vis-à-vis des autres; toutes sont créancières et toutes sont débitrices. Il est donc indispensable que chacune d'elles ait en mains une expédition originale du titre, afin de pouvoir exercer ses droits. Sans cet original, telle partie pourrait être contrainte à remplir ses engagements, tandis que de son côté elle ne

pourrait à son tour contraindre l'autre partie à remplir les siens. Il suffirait à l'une des parties, dans certains cas, de détruire l'acte après avoir profité des avantages que l'acte lui assurait, pour se soustraire à l'accomplissement de ses propres engagements, ou du moins pour rendre la poursuite très-difficile à sa contre-partie quand elle ne lui serait pas complètement impossible.

Il nous a donc paru tout-à-fait convenable de prémunir les contractants contre les conséquences de stipulation traitées à la légère, en exigeant impérieusement qu'il soit toujours fait autant d'originaux qu'il y a de parties intéressées. — Cette prescription est extrêmement facile à accomplir : il faudra bien peu de temps pour qu'elle soit connue de tout le monde, car elle est déjà pratiquée par tous ceux qui font leurs affaires avec l'ordre qu'on doit toujours apporter dans la tractation des questions d'intérêt.

Quant à l'obligation de faire précéder la signature des mots : *bon pour*, ou *approuvé l'écriture*, lorsque, dans un contrat unilatéral, le corps de l'acte n'est pas de la main du signataire, le Conseil n'a pas cru devoir l'adopter : la plupart des souscripteurs ne s'y conformeraient pas, et il résulterait inévitablement une perturbation considérable dans les transactions de ce genre, dont le nombre est énorme dans le pays.

Article 1077. — Cet article introduit, comme le précédent, un droit nouveau. Jusqu'à ce moment un acte sous seing privé faisait foi pour sa date, sauf dans certains cas spéciaux et assez rares ; cet usage est évidemment dangereux et peut souvent porter préjudice à des tiers. — Nous proposons que désormais l'acte sous seing privé ne puisse avoir de date certaine *contre des tiers*, que du moment de la mort de l'un des souscripteurs, puisque cette époque détermine par elle-même une date certaine, ou du jour où l'existence de l'acte aura été constatée authentiquement. Toutefois, afin de laisser aux porteurs de bonne foi les moyens de justifier d'une autre manière la réalité de la date, l'art. 1077 contient un alinéa qui permet à l'intéressé d'administrer la preuve de la date par tout moyen dont il pourra disposer : moyennant que la preuve de la date puisse être exigée par les tiers et que cette preuve soit faite, le but est atteint, quelle que soit d'ailleurs la nature des voies employées pour arriver à la preuve. Notre texte est moins serré que le texte français, mais il produira néanmoins le même effet, tout en tenant mieux compte cependant de nos anciennes habitudes.

Les testaments et donations pour cause de mort n'ont point été soumis aux dispositions rigoureuses de l'art. 1077, afin d'éviter les contestations très-compiquées qui pourraient s'élever sur la priorité

de date, quand un testateur ou donateur aurait laissé plusieurs testaments ou donations olographes de dates différentes. — Les dates d'un testament ou d'une donation olographes seront donc toujours réputées certaines jusqu'à inscription de faux; sur ce point nous ne changeons rien au système actuel.

Article 1078. — L'article 1078 pose un principe qui a été vivement discuté dans le sein du Conseil : les registres des marchands peuvent-ils faire foi en leur faveur contre des personnes non marchandes, pour les fournitures qui y sont portées? Nous avons adopté la négative, comme le Code français, tout en laissant indirectement au juge la faculté d'apprécier les livres et de déférer, selon les cas, le serment au marchand. Le Conseil s'est déterminé par la raison que *nul ne peut se créer un titre à lui-même*, axiome de droit incontesté. Admettre que telle ou telle personne deviendra nécessairement débitrice d'un marchand, parce que ce marchand aura mentionné sur son livre telle ou telle fourniture, ce serait mettre une partie du public à la merci de l'autre. Par un motif analogue, nous n'avons pas voulu statuer que les livres des marchands formeraient une demi-preuve contre des personnes non marchandes. D'abord il ne peut y avoir ni demi ni quart de preuve; mais ensuite, si l'on écrivait le principe, même sous cette forme restreinte, il deviendrait bientôt la règle dans la pratique, et le juge se croirait toujours obligé de déférer d'office le serment au marchand en présence de la production de son livre. Nous avons préféré laisser les livres subsister comme élément de preuve purement et simplement, sauf au juge à apprécier la valeur de ce document et à déférer ensuite le serment d'office dans le cas où les circonstances de la cause lui permettront de croire qu'il peut le faire sans danger. De cette manière, nous respectons le principe de droit qui ne permet à personne de se créer à lui-même un titre, et cependant nous n'anéantissons pas les éléments de preuve qu'un marchand peut trouver dans ses propres écritures appuyées d'autres documents.

L'article 1084 modifie les dispositions du droit français pour les approprier à nos institutions : la valeur des copies de titres ne peut en effet être déterminée que par des règles en harmonie avec la nature même des titres en usage chez nous.

Article 1093. — Les dispositions de la section II du chapitre VI, de la preuve testimoniale, constituent une modification profonde dans nos formes de procédure et même dans nos habitudes : cependant cette modification est une de celles dont le Conseil a unanimement senti la nécessité, tout en comprenant qu'elle paraîtrait étrange au

premier abord à tous ceux que le maniement des affaires n'a pas éclairés sur son opportunité.

Dans l'état actuel de notre législation, toute demande, quelque énorme que puisse être son chiffre, est susceptible d'être établie par la preuve testimoniale. Cette preuve peut être faite non-seulement pour les conséquences, pour les accessoires d'une obligation prétendue, mais pour établir l'existence même de l'obligation.

Ainsi, à la rigueur, tout individu peut former à un autre individu une demande pour qu'il ait à se reconnaître débiteur de 10, 15, 20,000 francs ou de toute autre obligation de même importance, et, sur le simple témoignage de deux ou plusieurs citoyens, il peut vous faire condamner aux fins de la demande! Et cela sans avoir produit la moindre preuve ou le moindre commencement de preuve par écrit propre à rendre au moins la demande vraisemblable!

On dira que les tribunaux sont trop éclairés pour accueillir de pareilles actions sur le seul témoignage de quelques individus. Il est possible en effet que les tribunaux se sentissent effrayés des conséquences d'une semblable jurisprudence, surtout s'il s'agissait de demandes extrêmement considérables par leur chiffre ou leur portée: mais les tribunaux, la coutume à la main, peuvent aussi s'en tenir au simple témoignage, car la coutume dit: „ *il faut pour faire preuve complète deux à trois témoins.* „ Nous n'allons donc pas trop loin en énonçant que, dans l'état actuel de la législation, il suffit de la déposition consonnante de deux témoins pour établir un fait à satisfaction de droit et justifier une demande, si cette demande dépend de l'existence de ce fait.

Il n'est pas difficile de comprendre le danger d'une jurisprudence qui livre ainsi le sort des conventions et, dans certains cas, peut-être la fortune des individus aux témoignages humains. Combien d'hommes voient, entendent une même chose et la voient ou l'entendent mal! Combien d'exemples n'avons-nous pas de mauvaise foi en matière de témoignage! Que d'erreurs, que d'incertitudes, que de procès, lorsque les conventions ou les obligations n'ont d'autre appui que la tradition orale!

Aussi, depuis des siècles, les principes inscrits dans le Code civil sur la preuve testimoniale régissaient la France. Au-delà de 100 livres avant le Code, au-delà de 150 fr. depuis le Code, la preuve testimoniale n'a jamais été admise, à moins que le demandeur ne pût fournir un commencement de preuve par écrit. Ce commencement de preuve donnant un caractère de vraisemblance à la demande, la preuve testimoniale perd alors une partie du caractère d'incertitude propre à la tradition orale. Evidemment, quand l'existence d'un fait

se trouve établie par des éléments provenant de sources différentes, ces éléments empruntent sur-le-champ l'un de l'autre une puissance qui en multiplie la valeur.

Le Conseil d'Etat a donc pensé qu'il était temps d'entrer à cet égard dans la voie où sont entrées les législations modernes, et de restreindre la valeur de la preuve testimoniale quand cette preuve ne sera pas appuyée d'autres documents.

Toutefois, afin de tenir un juste compte des habitudes de la population et de ses besoins journaliers, nous n'avons pas cru devoir adopter l'étroite limite tracée par le Code français. Les transactions d'une valeur modique, mais cependant supérieure à 150 francs, sont tellement nombreuses dans notre canton; l'habitude de les traiter sans écrit est tellement entrée dans les mœurs; la nécessité même de les traiter verbalement est tellement propre, la plupart du temps, à la nature de ces transactions, que l'on dépasserait le but au lieu de l'atteindre, si l'on restait dans les limites du Code français. Pour nous, il faut élever le point de départ et laisser un espace où toutes les transactions journalières puissent trouver place. Le chiffre de mille francs nous a semblé satisfaire à cette condition. En général, les transactions ordinaires, qui se font, comme l'on dit vulgairement, de la main à la main, n'excèdent pas cette valeur et le plus souvent sont loin de l'atteindre. D'autre part, il n'y a point d'exagération à demander que toute transaction de mille francs et au-dessus soit réglée par écrit. Le chiffre de mille francs suppose déjà des opérations qui, pour la plupart des citoyens de notre canton, présentent une certaine importance et méritent qu'on y apporte assez d'attention et d'intérêt pour en conserver le souvenir par un écrit, ou tout au moins pour qu'elles aient fait la matière de quelques écritures propres à fournir un commencement de preuve par écrit, susceptible d'être complété par la preuve testimoniale.

C'est aussi dans le but de faciliter l'application de cette disposition nouvelle et ménager de légitimes intérêts, que nous avons élargi la définition *du commencement de preuve par écrit*. Le Code français exige, pour qu'il y ait commencement de preuve par écrit, que l'acte produit émane de la personne contre laquelle la demande est formée : nous nous bornons à exiger la production d'actes écrits qui rendent vraisemblable le fait allégué, sans y mettre pour condition que ces actes émanent du défendeur. De cette manière l'admission de la preuve testimoniale sera rendue plus facile tout en réservant cependant une garantie suffisante au défendeur. Ce qu'il importe d'obtenir, ce n'est pas d'exclure la preuve testimoniale, c'est d'empêcher que cette preuve toute seule puisse suffire à constater

l'existence d'une obligation ou transaction de quelque importance.

L'article 1097 prévoit d'ailleurs les divers cas où la preuve testimoniale sera admise, quelle que soit la valeur de la demande ; ce sont ceux où il n'a pas été possible au demandeur de se procurer une preuve littérale de l'obligation. Ces cas sont définis avec assez de précision pour éviter aux juges et aux parties tout embarras.

Les articles 1106 et suivants traitent du serment. Le serment est connu dans notre coutume sous deux formes principales, savoir : le serment décisoire, que l'une des parties défère à l'autre en le retenant pour elle en cas de refus ; le serment supplétoire, que l'une des parties offre de prêter quand elle n'a pu produire qu'une preuve incomplète.

Nous avons conservé le serment décisoire, tel que notre coutume l'admet, c'est-à-dire comme un moyen de droit pour terminer une contestation, lorsque les preuves manquent totalement au demandeur ou qu'il juge lui-même insuffisants les éléments qu'il peut avoir à sa disposition. — Mais au serment supplétoire nous avons substitué le serment déferé d'office par le juge. Il diffère du serment coutumier en ce sens que le juge décide s'il y a lieu de le déferer et à qui il doit être déferé. C'est plutôt un moyen que la loi met à la disposition du juge pour arriver à constater la vérité, qu'un moyen mis à la disposition de la partie elle-même. — On comprend que le serment décisoire puisse être déferé par la partie elle-même, puisque dans ce cas elle soumet à la bonne foi de sa contre-partie le jugement de la contestation : mais il est beaucoup moins rationnel d'admettre que la partie offre elle-même de faire serment et de se constituer ainsi juge dans sa propre cause. Il est beaucoup plus normal d'abandonner à la discrétion du juge l'emploi de ce moyen extrême, attendu que le juge est infiniment mieux placé pour apprécier l'opportunité de son usage selon la nature et les circonstances de l'affaire et la moralité plus ou moins avérée des plaideurs. L'effet produit par le serment déferé d'office sera le même que celui de notre serment supplétoire, mais il aura incontestablement lieu dans de meilleures conditions.

Quant au serment *purgatoire* admis par nos coutumes, nous n'avons pas cru devoir en parler, 1^o parce que ce n'était point le lieu de s'en occuper, 2^o parce que ce serment très-dangereux est le plus souvent un scandale, et que nous désirons le voir disparaître de notre pratique.

En terminant nos observations sur cette section, nous devons ajouter que si nous n'avons point déterminé à quel moment de l'instruction le serment *décisoire* peut être offert, c'est parce que

nous considérons une disposition de ce genre comme appartenant plus spécialement aux lois de procédure. Nous estimons que conformément à notre coutume le serment doit être offert uniquement à l'inchoation de la cause, avant qu'aucune preuve ait été administrée, et qu'il ne peut plus l'être dès que la partie a entrepris de prouver sa demande par d'autres moyens. La France admet ce serment en tout état de cause, mais nous repoussons cette doctrine qui aurait chez nous les plus graves inconvénients et deviendrait la source de mille scandales. Si la Commission trouvait convenable d'introduire une disposition à ce sujet, sa place naturelle serait à l'art. 1107, sous forme d'un second alinéa.

Nous arrivons au Titre VI, *du contrat de mariage et des droits respectifs des époux*. — Comme nous l'avons déjà dit plus haut, nous nous sommes ici séparés du Code français, pour nous rattacher entièrement à notre coutume, quoique nous ayons emprunté au Code français plusieurs rédactions qui s'accordaient très-bien avec notre droit coutumier.

Le système admis dans notre canton, en ce qui touche le mode de vivre des époux, à l'égard de leurs intérêts pécuniaires, fait, on peut le dire sans exagération, partie intégrante des mœurs du pays. Ce système est non-seulement juste et logique en lui-même, il est encore l'expression exacte des relations qui doivent exister entre le mari et la femme; il est le plus propre de tous à conserver la paix et l'union. Tout en réservant à chaque famille le bien qui lui appartient, il assure à la femme une équitable répartition dans le produit du travail commun, dans les économies qu'une sage administration peut amasser; il conserve à l'époux survivant, et cela jusqu'à sa mort, une position sociale conforme à celle dont il jouissait pendant la conjonction; il donne aux deux époux le même mobile et le même intérêt pour travailler à la prospérité commune, tous deux étant placés sur un pied parfait d'égalité. Non-seulement on commettrait une grande faute en essayant de changer ce système, mais on n'y réussirait pas; nous avons la conviction que cette tentative serait repoussée par la population et qu'elle amènerait une perturbation réellement inextricable dans toutes les relations.

Le conseil d'Etat s'est donc attaché à reproduire la coutume dont les dispositions fondamentales nous ont été conservées dans un point de coutume de 1828, très-bien fait et qui a servi de loi jusques à présent: il a complété ce résumé en y ajoutant la série de dispositions nécessaires pour former un *traité du mariage* un peu complet et déterminer, avec la précision et le développement convenables, la position respective des époux; il a enfin modifié certaines dispo-

sitions coutumières surannées, mais de médiocre importance, et fixé les droits des enfants naturels vis-à-vis de l'époux survivant. Cette dernière modification est sans contredit la plus profonde, mais elle était la conséquence nécessaire des décisions prises dans la première partie du Code.

Nous avons d'ailleurs entièrement écarté toutes les dispositions du Code français relatives aux divers régimes sous l'empire desquels les époux peuvent se placer. Les introduire dans le Code, ce serait en faciliter l'introduction dans le pays, et nous avons la conviction que cette introduction lui serait funeste. — Les époux demeureront libres sans doute de déterminer dans un contrat spécial les conditions civiles de leur union; mais nous croyons qu'en restreignant les dispositions de notre Code à la réglementation pure et simple de la vieille coutume du pays, nous aurons une chance de plus de la conserver dans nos mœurs, et c'est une chance que nous devons ménager.

Nous allons maintenant arrêter votre attention sur les points de ce titre important qui méritent plus particulièrement de la fixer.

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.* — L'ensemble des dispositions générales n'offre rien de particulier sinon qu'il formule pour la première fois certaines prescriptions de notre coutume, quelquefois contestées faute d'avoir été formulées d'une manière précise et catégorique.

Ainsi l'on envisageait généralement que le Neuchâtelois marié au dehors sans contrat de mariage était censé marié selon la coutume de son pays d'origine. Cependant des doutes se sont élevés de temps à autre, essentiellement quand le mariage avait eu lieu dans un pays en possession d'une législation régulière. — Il importait donc de fixer la jurisprudence en déclarant nettement que la loi du mariage est une loi de statut personnel qui suit le Neuchâtelois partout où il contracte une union, et régit son union s'il n'a dérogé à cette loi par un contrat spécial. Nous avons des Neuchâtelois disséminés presque dans toutes les parties du monde et dont un grand nombre se marient dans le lieu de leur résidence. Pouvons-nous admettre qu'à leur retour au pays chacun d'eux sera réputé marié sous l'empire de la législation du pays où leur mariage aura été contracté? Evidemment une pareille doctrine nous conduirait aux résultats les plus extraordinaires, et nos tribunaux pourraient ainsi se trouver appelés à faire successivement l'application des lois matrimoniales de tout l'univers. Il est donc nécessaire de statuer que le Neuchâtelois est toujours réputé marié selon la loi de son pays, à moins de conventions contraires. Il pourra sans doute arriver que cette disposi-

tion demeurera sans effet si le Neuchâtelois vient à mourir à l'étranger; mais son effet se produira toujours quand le Neuchâtelois sera de retour sur le sol de son pays, et c'est là le but essentiel que l'on se propose d'atteindre.

L'article 1146 exige un acte authentique et la présence d'un curateur pour tout relief de biens ou reconnaissance d'apports faits pendant la durée de la conjonction : cette prescription est indispensable pour prévenir, autant du moins qu'on peut le faire, les opérations frauduleuses au préjudice de tiers intéressés, lesquels pourront toujours d'ailleurs attaquer ces reliefs et reconnaissances.

L'article 1147 assujettit l'étranger au canton qui s'y trouve domicilié, à faire connaître au public, soit son contrat de mariage, soit son intention de se prévaloir des lois de son pays contre des tiers. — A défaut, il demeurera soumis au droit commun du canton, en ce qui touche du moins les relations d'intérêts que des tiers auraient entretenues avec lui. Cette disposition n'était point inconnue dans notre coutume, et son application s'est fréquemment présentée dans la pratique. Il est évident que tout individu qui fait une confiance à un étranger domicilié en ce pays, doit envisager qu'il confie sous la protection des lois du pays, tant que l'étranger n'a pas fait connaître la position exceptionnelle qu'il entendait prendre.

CHAPITRE II. *Du régime en communauté.* — L'article 1153 établit que toute acquisition ou constitution de créance, faite par le mari pendant la conjonction, est réputée faite au profit de la conjonction, alors même que le mari serait seul intervenu dans l'acte.

Cet article aura pour effet de faire disparaître un abus trop commun; évidemment, la plupart des opérations de la conjonction se traitent au nom du mari; il est arrivé dès lors qu'au moment du relief, plus d'une fois le mari s'est prévalu de cette circonstance pour réclamer, à titre de propres, des immeubles acquis en son nom et représentant un placement avantageux, bien qu'en réalité ces acquisitions eussent été faites avec les deniers de la communauté et quelquefois même avec ceux de sa femme. — Toutefois, afin de ne pas commettre une injustice en voulant prévenir une fraude, nous avons donné aux époux, par les articles 1154 et 1155, les moyens d'opérer, à leur profit, le placement de leurs deniers *propres*.

L'article 1156, alinéa 2, met à la charge de la communauté les intérêts et arrérages de dettes ou rentes personnelles à l'un des époux, jusqu'à concurrence du revenu des biens apportés par cet époux; il nous a paru juste que la communauté acceptât les charges avec le bien. — Dès que les revenus des biens entrent dans la masse com-

mune, cette masse contracte par cela même l'obligation d'en acquitter les charges jusqu'à due concurrence.

L'article 1161 présente une disposition nouvelle, mais équitable. Pendant la durée de la conjonction le mari est responsable du bien de sa femme dont il est le tuteur légal : mais convenait-il d'étendre cette responsabilité jusqu'aux pertes arrivées par cas de force majeure ? Nous ne l'avons point pensé. Que le mari réponde de toutes les pertes qu'il aurait pu empêcher avec plus de soins, plus de capacité, plus de vigilance ou de prudence, rien de mieux : mais il ne serait pas raisonnable de mettre à sa charge des pertes qu'il était hors de son pouvoir d'empêcher. En pareil cas, la chose périt pour son maître ; mais, bien entendu, la preuve du cas de force majeure sera toujours à la charge du mari : c'est une exception, et c'est à celui qui entend en profiter, à la prouver.

L'article 1166 est une conséquence du principe que nous avons posé plus loin, principe qui abolit la coutume : *mort, vendition et mariage rompent toutes amodiations* ; dès que le contrat de louage devient un contrat soumis aux mêmes règles que les autres contrats quant à sa durée, il importait de prémunir la femme contre l'abus que pouvait faire le mari de son pouvoir d'administrateur en renouvelant sans cesse et longtemps d'avance les baux des immeubles propres de sa femme. Dès que la mort de l'un des époux ne rompt plus les amodiations, il faut nécessairement réserver à la femme la facilité de rentrer en possession de la libre jouissance de son bien à une époque normale, c'est-à-dire, à l'expiration naturelle du bail, et empêcher que cette rentrée en possession ne soit abusivement éloignée par des renouvellements anticipés sans nécessité. Nous observerons en outre que nous avons maintenu l'interdiction de louer pour plus de neuf ans, et qu'ainsi la femme ne peut jamais se trouver en présence de baux à long terme. Au reste, si quelquefois il pourra sembler pénible à la femme d'être momentanément privée de la libre disposition de ses immeubles, dans d'autres circonstances elle trouvera commode et profitable de voir ses immeubles convenablement amodiés. Les avantages surpasseront certainement les inconvénients dans l'immense majorité des cas.

L'article 1171 règle un point de jurisprudence souvent contesté. Quand des époux fournissent à l'un de leurs enfants des fonds ou valeurs pour son établissement, sur quels biens ces fonds ou valeurs sont-ils réputés avoir été prélevés ? Nous avons répondu : „ Sur les biens de chacun des époux par égale portion. „ L'enfant ayant les mêmes droits sur la fortune de son père et sur celle de sa mère, on doit supposer que les sommes fournies conjointement par ses père et

mère pour son établissement sont un avancement d'hoirie fait par chacun des époux. — Mais si la fourniture n'avait pas été faite conjointement, elle demeurerait soit à la charge de la communauté, si elle provenait des biens de la communauté, soit à celle de l'époux qui l'aurait faite, si elle provenait de biens propres. Sans avoir un grand intérêt chez nous, où le régime des dots est peu répandu, cette disposition peut cependant être utile et prévenir des contestations au moment d'un relief.

L'article 1173 donne à la femme seule le droit de demander une séparation de biens : maintenant que l'hérédité nécessaire est abolie et le bénéfice d'inventaire établi, il ne peut évidemment exister aucun motif pour autoriser le mari, administrateur de la communauté, à demander une séparation de biens ; ce serait aujourd'hui un non-sens. La femme seule peut voir sa fortune en péril par l'inconduite ou l'impéritie de son mari : c'est donc à elle seule que la loi doit réserver les moyens de se prémunir contre cette éventualité.

L'article 1177 détermine les bases d'après lesquelles la femme séparée de biens devra contribuer à l'entretien du ménage et des enfants, et laisse au tribunal, qui seul aura en main les éléments nécessaires, le soin de fixer par un chiffre la proportion. S'il ne restait rien au mari, la femme supportera les charges jusqu'à concurrence des forces de sa fortune personnelle, car la simple séparation de biens ne rompt ni ne suspend les liens du mariage et les obligations qui en résultent ; l'une des principales est de s'aider et de se soutenir mutuellement dans la mauvaise fortune.

L'article 1179 permet aux époux séparés de biens de se remettre en communauté : il peut arriver en effet que la séparation ait eu des causes temporaires, et qu'après la disparition de ces causes il convienne aux époux de se replacer sous le régime où ils vivaient précédemment. — Tout ce qui tend à rétablir l'union entre les époux doit être favorisé. On leur impose seulement certaines formalités exigées par l'intérêt des tiers, et on leur interdit de se réunir sous d'autres conditions que les conditions primitives de leur mariage. — La loi ne permet pas aux époux de modifier les conditions civiles de leur union : ils peuvent la rompre, ils peuvent la suspendre, ils peuvent la rétablir, mais ils ne peuvent en changer les bases.

L'article 1196 a soulevé une grave question. Convenait-il de conserver à la femme la condition de débitrice subsidiaire des dettes de la conjonction, ou de l'affranchir de toute solidarité, ou de restreindre cette solidarité à une quotité déterminée des dettes ? Le Conseil d'Etat a trouvé, après examen, qu'à tout prendre l'état de droit actuel était celui qu'on devait adopter.

Sous le point de vue utile et pratique, on n'aurait rendu aucun service à la femme en la dégageant de toute responsabilité ou d'une partie de sa responsabilité; on aurait même aggravé probablement sa position. En peu de temps, l'usage de réclamer la signature de la femme pour sûreté de tous les engagements du mari serait devenu l'usage général : au lieu de demeurer débitrice subsidiaire de par la loi, elle serait devenue débitrice directe de par la nécessité et en dépit de la loi. En théorie, sa position aurait paru meilleure; en réalité, sa condition eût été pire. Dès l'instant où l'on eût senti que la femme se trouvait placée en dehors de toutes les éventualités fâcheuses auxquelles le mari demeurerait seul exposé, elle fût devenue le point de mire des créanciers du mari ou de ceux qui se seraient proposé de le devenir, et rarement elle eût pu se soustraire aux obsessions de tout genre dont elle aurait été l'objet. L'expérience des pays qui nous avoisinent est là pour nous éclairer.

Examinée sous des points de vue d'un autre ordre, la question présentait des conséquences tout aussi peu favorables.

Et d'abord, eût-il été juste d'assurer à la femme la conservation de son bien, de lui donner une part égale à celle du mari dans toutes les éventualités avantageuses qui pourraient se présenter, de lui réserver la jouissance de la totalité de la fortune de son mari, en cas de survivance, ou tout au moins la moitié s'il y avait des enfants; et d'autre part, de la mettre à l'abri de toutes les chances défavorables de la conjonction? La femme ne peut participer aux avantages qu'à la condition de courir les chances de perte. En vain dira-t-on que, n'ayant aucune part dans l'administration, on ne peut lui imposer des charges qui ne sont point son fait : en théorie, cela peut être vrai jusqu'à un certain point; en pratique, c'est généralement inexact. Dans certains ménages sans doute, la femme demeure sans influence sur la marche des affaires; dans la plupart au contraire, elle contribue largement à la prospérité ou à la ruine de la maison. Quoi qu'il en soit, on n'aurait pu l'affranchir de toutes les dettes ou d'une partie, sans réduire dans les mêmes proportions ses avantages. Nous arrivions tout droit à la destruction complète, quoique indirecte, de notre système matrimonial pour entrer à pleine voile dans le régime dotal, ou dans le régime de séparation de biens, ou de non-communauté d'acquêts, ou dans quelqu'une enfin des combinaisons usitées en France, au moyen desquelles la femme et le mari forment, en ce qui touche leurs rapports pécuniaires, deux maisons séparées quoique réunies sous un même toit. Notre régime doit être accepté tel qu'il est, ou rejeté : on ne peut le modifier sans le transformer en entier, parce que toutes ses parties sont solidaires et qu'une seule qui dis-

paraît, ébranle d'abord et fait ensuite crouler l'édifice. — Pour peu qu'on veuille y réfléchir sérieusement et peser mûrement toutes les raisons, on reconnaîtra que la responsabilité imposée à la femme est la pierre angulaire de notre système coutumier, et qu'en la supprimant le reste n'a plus de raison d'être.

Et puis, que l'on considère les fraudes sans nombre auxquelles on donnerait lieu en affranchissant la femme de toute responsabilité! Quand l'un des époux aurait la facilité de se retirer les mains pleines en présence de créanciers évincés; quand les enfants, au moyen de la répudiation de la succession paternelle, pourraient de leur côté se soustraire à toutes les conséquences d'une conjonction obérée, quel vaste champ s'ouvrirait aux spéculations équivoques, et quelle excellente et sûre retraite un mari peu scrupuleux se préparerait au préjudice de ses créanciers!

Aussi, Messieurs, le Conseil n'a point hésité. Croyant à l'utilité de la conservation du système actuel, il l'a conservé en entier, parce qu'il a compris que toutes ses parties s'étaient les unes les autres, et que les unes n'avaient plus de raison d'être sans les autres: il a fermé les yeux résolument sur quelques cas tristes et fâcheux qui ont pu çà et là se rencontrer, pour ne voir que le bien général produit par notre loi matrimoniale: on ne brise pas une statue, parce que le marbre aurait quelques taches.

CHAPITRE IV. — *Des droits de survie.* Les droits de survie ont été réglés d'après la coutume actuelle: ils sont indépendants du régime adopté par les époux et existent de plein droit par le seul effet de la loi, soit que les époux aient choisi le régime de la communauté, ou celui de la séparation de biens, ou même tout autre régime. Ces droits ne peuvent cesser d'exister que par une renonciation expresse contenue dans un contrat de mariage.

Nous avons résumé en quatre alinéas fort succincts l'énoncé de tous les droits réservés au survivant, et cependant, pour peu qu'on y prenne garde, on verra bien vite que ces quatre alinéas contiennent en réalité toute la coutume, à l'exception de quelques dispositions de détail sans aucun intérêt sérieux. Il est cependant une disposition coutumière que nous avons supprimée et que nous devons vous rappeler, c'est celle qui n'accorde point d'usufruit au survivant si le mariage n'a pas duré l'an et jours. Cette manière d'envisager le mariage nous a paru peu d'accord avec l'essence même du mariage. Dès que l'union des époux a été contractée, le mariage existe les droits respectifs commencent et doivent demeurer les mêmes: ils ne peuvent se modifier selon que la durée de l'union est plus ou moins longue. La loi ne permet plus aux époux, dès qu'ils sont unis,

de modifier les conditions de leur mariage; elle ne peut elle-même, sans inconséquence, diversifier ces conditions, selon que l'union aura duré un an ou plusieurs années. Les raisons que l'on pourrait trouver pour justifier cette disposition de la coutume, sont trop secondaires pour atténuer l'effet des principes supérieurs qui régissent l'union conjugale, soit qu'on la considère sous son point de vue religieux ou sous son point de vue purement civil. C'est faire en quelque manière du mariage un contrat aléatoire dont les effets sont plus ou moins avantageux, selon que l'existence de l'un des époux sera plus ou moins prolongée, tandis que son caractère essentiel est précisément d'être immuable dès qu'il est conclu. Les époux sont libres avant l'union de régler leur mode de vivre comme ils l'entendent; ils doivent ensuite courir en commun toutes les chances bonnes ou mauvaises du mode qu'ils ont adopté. Ces considérations sont surtout puissantes, si l'on veut tenir compte de la position de la femme: quand elle a quitté son père et sa mère pour entrer dans une autre famille, souvent dans une autre patrie, elle ne peut ni moralement, ni raisonnablement être abandonnée, dépouillée de ses droits, parce qu'elle aura eu le malheur de perdre trop tôt l'homme auquel elle s'était attachée, qu'elle avait choisi pour appui et qui avait l'obligation d'assurer son sort présent et à venir.

Nous avons donc posé carrément les principes qui régissent l'union conjugale. En bien comme en mal, les effets du mariage commencent au jour de la célébration et restent les mêmes, quelle que soit la durée de l'existence de l'un des époux. Nous espérons que cette doctrine si rationnelle et si conforme au caractère essentiel du mariage sera adoptée: ce sera incontestablement, selon nous, une heureuse modification à la coutume du pays.

Article 1207. — Il nous reste à examiner des dispositions nouvelles qui ont longtemps préoccupé le Conseil, qui présentaient des difficultés considérables et qu'il fallait cependant introduire dans le Code, puisqu'elles étaient la conséquence forcée, indispensable, de principes précédemment admis. — Nous voulons parler de la position des enfants naturels en présence du droit de survie des époux.

La question ne pouvait être résolue logiquement, elle ne pouvait l'être qu'empiriquement, c'est-à-dire en statuant d'une manière arbitraire, tout en se basant sur des raisons de justice et d'équité. Elle ne pouvait pas davantage être résolue sans modifier plus ou moins profondément la position de l'époux survivant. Quand on introduit des éléments nouveaux dans une question, il faut subir les conséquences de cette introduction. Dès que le Grand-Conseil a trouvé juste d'assurer aux enfants naturels des droits légaux, il est obligé de trouver

juste également l'effet produit par cette assurance, sous peine de n'être pas d'accord avec lui-même. Il ne s'agit donc pas d'examiner s'il y avait lieu d'écrire les dispositions auxquelles nous faisons allusion, mais d'examiner seulement si elles présentent une solution convenable de la question.

Quel est le caractère de la réserve faite en faveur des enfants naturels dans la loi de succession? Quelle influence le caractère spécial de cette réserve doit-il exercer sur le droit d'usufruit de l'époux survivant?

La loi a posé en principe que les enfants naturels *n'héritent pas* : le droit qui leur est réservé serait donc une charge de la succession et, comme tel, il devrait affecter toute la masse, à l'instar de toute autre charge : conséquemment il arriverait que la *légitime* des enfants légitimes aurait à souffrir, puisque la légitime ne se calcule que sur le *net* de la succession, toutes charges déduites. Or la loi n'a pas voulu que la *légitime* fût attaquée, et elle a ordonné que le droit des enfants naturels s'exerçât sur la quotité disponible uniquement. Il n'est donc pas possible de classer le droit des enfants naturels parmi les charges de la succession.

Nous ajouterons qu'indépendamment des dispositions de la loi, il y aurait en quelque chose d'anormal à classer le droit des enfants naturels parmi les charges de la succession, parce qu'alors ce droit aurait été nécessairement affranchi de tout usufruit, et qu'ainsi les illégitimes auraient été plus favorisés que les légitimes dont la moitié de la part héréditaire se trouve grevée de l'usufruit du survivant.

Le droit des enfants naturels ne peut pas davantage être assimilé aux legs et donations, car les legs et donations n'étant délivrés aux légataires et donataires qu'après la mort de l'époux usufruitier, il en résulterait que la part des enfants naturels se trouverait dans une multitude de cas sans effet actuel et utile pour eux.

Il faut donc forcément convenir que le droit des enfants naturels est pour nous un droit nouveau d'une nature particulière, et qu'il y a lieu de déterminer avec justice et équité les conséquences qu'il doit avoir à l'égard de l'époux survivant, sans s'ingénier à lui trouver une place impossible dans notre ancien système de jurisprudence. Il faut de toute nécessité assimiler un moment les enfants naturels aux enfants légitimes et supposer qu'ils n'en diffèrent que par la part différente qu'ils reçoivent dans la succession de leur auteur. En partant de là, nous serons conduits inévitablement, sans doute, à porter atteinte aux droits de l'époux survivant, tels qu'ils ont existé jusqu'à présent; mais comme les droits de l'enfant naturel sont nécessairement préexistants à ceux qui dérivent du mariage, la logique rigou-

reuse veut que les droits dérivant du mariage soient subordonnés aux droits antérieurs de l'enfant naturel.

Il peut en outre se présenter deux cas différents qui doivent produire deux solutions différentes. En effet, l'enfant naturel susceptible d'être reconnu est toujours né avant le mariage, mais il peut être *reconnu* avant ou après la célébration du mariage.

Or le droit de l'enfant naturel sur la succession de son auteur ne lui est pas conféré, légalement parlant, par sa naissance; il lui est conféré par la *reconnaissance* du père ou de la mère. Donc, quand la reconnaissance est antérieure au mariage, il y a droit préexistant. Le mari est réputé avoir apporté cette charge avec lui, comme il a pu apporter telle ou telle dette dont l'acquittement réduira inévitablement un jour ou l'autre les droits de survie de son conjoint. Ce conjoint ne peut dès lors être admis à se plaindre, puisqu'il a accepté un état de fait qu'il était libre de repousser en ne se mariant pas ou en réglant par contrat de mariage ses intérêts d'une autre façon.

Mais, quand la reconnaissance n'a lieu qu'*après* le mariage, la position est tout autre. Ce n'est plus le droit de l'enfant, c'est le droit de l'époux qui est un droit préexistant. L'un des époux ne peut pas, rigoureusement, imposer à l'autre une charge de ce genre, qui modifierait sa position en cas de survivance et qui peut-être aussi, si elle eût existé au moment du mariage, l'eût engagé à se marier sous d'autres conditions. Il nous a paru qu'en pareil cas les droits de survie du conjoint ne pouvaient être affectés sans son consentement.

Nous observerons encore que l'enfant naturel, né du même père et de la même mère, ne peut plus obtenir les droits d'enfant légitime après le mariage du père et de la mère, si ceux-ci ne l'ont pas reconnu avant le mariage ou au moment du mariage : pourrait-on dès lors accorder à l'enfant naturel de l'un des époux la faculté d'obtenir la *totalité* de ses droits, quand l'enfant qui aurait pu être légitimé ne recouvre pas la totalité des siens?

Il se présentait enfin une dernière difficulté. L'article 620 du Code permet au père et à la mère de l'enfant naturel de le réduire à la moitié de son droit par testament; ce cas arrivant, la moitié qui lui sera due demeurera-t-elle grevée d'usufruit, ou ne sera-t-elle grevée qu'en partie?

Le Conseil d'Etat a tenu compte de toutes ces considérations si diverses et si compliquées, en rédigeant les dispositions 1207-1210 qui lui ont paru ménager les intérêts du conjoint survivant et ceux des enfants naturels, selon les circonstances et avec équité. On ne pouvait raisonnablement traiter les enfants naturels sur le même pied

que les enfants légitimes; on devait cependant avoir égard à leur situation, et enfin on ne pouvait sacrifier les droits du conjoint. Le milieu à choisir entre ces exigences était difficile à déterminer, d'autant plus difficile que dans bien des cas le droit de l'enfant naturel s'élève à la moitié et aux trois quarts de la succession entière, et qu'il l'absorbe même complètement, lorsque par hasard, il est vrai, le défunt n'a pas laissé d'héritiers.

Article 1213 et suivants. — Les obligations de l'usufruitier à l'égard des biens soumis à usufruit, essentiellement en ce qui touche la conservation de ces biens, soulevaient naturellement une question souvent agitée et toujours demeurée sans solution, parce qu'en effet une solution est impossible autrement que par le maintien du *statu quo*.

Il n'y a en réalité que deux moyens pour assurer, d'une manière absolue, la conservation des biens mobiliers entre les mains de l'époux usufruitier : l'un, c'est de le contraindre à fournir caution; l'autre, c'est de lui enlever l'administration des biens.

Il suffit de jeter les yeux autour de soi pour demeurer convaincu que le premier moyen serait, dans l'immense majorité des cas, impraticable. — Dans quelques familles aisées, un cautionnement se trouverait sans doute, quoique avec répugnance; mais quinze familles sur vingt ne pourraient se conformer à cette prescription. Ce sont là de ces faits que l'on n'établit pas par le raisonnement; on ouvre les yeux, l'on regarde, et l'on est convaincu.

Forcer l'époux survivant à fournir caution, ce serait donc en réalité poser le principe que les biens mobiliers soumis à usufruit seraient mis en régie et administrés par un curateur. Il y aurait ainsi la moitié du pays qui servirait de curateur à l'autre, et réciproquement. Sous le point de vue pratique, les difficultés d'application deviendraient énormes, en raison du nombre immense d'usufruits de ce genre qui existent naturellement dans le Canton. Sous le point de vue moral, la position de l'époux survivant serait intolérable et la plupart préféreraient, après un essai de peu de durée, transiger de leurs droits avec les héritiers. Les usufruits tomberaient petit à petit en désuétude, et bientôt notre droit matrimonial, tout en demeurant le même sur le papier, se transformerait de fait en une sorte de système bâtard qui en amènerait inévitablement la ruine.

Nous n'avons point voulu cependant laisser les héritiers sans garantie dans les circonstances où cette garantie deviendrait une nécessité : s'il est opportun de laisser à l'usufruitier les mains libres quand sa conduite et sa bonne renommée lui méritent la confiance,

il est juste aussi de restreindre ses droits, quand ces circonstances favorables ne se rencontrent pas. L'art. 1215 y pourvoit en autorisant les tribunaux, après vérification des faits, à prononcer la mise du bien sous curatelle ou à ordonner la présentation d'une caution. De cette manière, l'époux survivant n'aura pas à craindre les exigences déplacées ou vexatoires d'un héritier, et l'héritier, de son côté, n'aura pas à redouter de voir la dilapidation de son bien, sans pouvoir y porter remède. C'est le seul moyen pratique que l'on puisse offrir à l'un et à l'autre des intéressés.

Quant aux immeubles, ils se gardent par eux-mêmes, et la déchéance de l'usufruitier serait prononcée, s'il en mésusait.

Enfin, si les époux étaient séparés de corps et de biens, ou de biens seulement, le survivant sera purement et simplement soumis aux règles fixées par le Code pour les usufruitiers ordinaires, c'est-à-dire qu'il devra toujours fournir caution, si elle est exigée, ou laisser le bien usufuité passer sous curatelle. Dès que les circonstances ou la volonté des époux avaient complètement séparé leurs intérêts pour leur en réserver exclusivement et respectivement le soin et la surveillance, il eût été anormal de donner au survivant, sur les biens de son conjoint prédécédé, un droit d'administration complètement incompatible avec la position spéciale et respective des époux pendant la durée de la conjonction. Ils seront libres l'un et l'autre, pendant leur vie, de se libérer réciproquement de l'obligation imposée par l'article 1217; mais, si l'un d'eux meurt sans l'avoir fait, ses héritiers seront au bénéfice de l'article et libres à leur tour d'agir à l'égard du survivant selon la confiance que le survivant leur inspirera.

TITRE VIII. De la vente. — Le titre de la vente a été emprunté au Code français avec quelques modifications nécessaires pour le mettre d'accord avec notre pratique notariale : quelques adjonctions nous ont en outre paru utiles. Ainsi nous n'avons admis la vente d'un immeuble comme parfaite qu'après la passation de l'acte, envisageant simplement comme une promesse toute transaction préalable, promesse dont la durée a été déterminée à un an, conformément au droit actuel. En échange, nous avons aboli le bénéfice de dédit dans la huitaine de la passation de l'acte, auquel la loi confèrera désormais un caractère irrévocable dès sa date. Le bénéfice de dédit n'a aucune raison d'être, aucune raison légitime du moins. Un acte de vente authentique appelle, par sa nature même et par l'intervention du notaire, la réflexion. Les parties qui viennent contracter, qui déclarent leur volonté en présence de témoins, qui la confirment par leur signature, doivent être présumées avoir agi avec maturité et

doivent être contraintes à respecter l'engagement qu'elles ont librement consenti. L'usage du dédit ne servait plus guère qu'à couvrir des fraudes ou des spéculations, comme le retrait lignager. Son abolition sera utile et ne nuira à personne qu'à ceux auxquels l'existence de la coutume n'aurait jamais dû profiter.

L'article 1247 interdit la vente des récoltes pendantes ou du moins ne permet pas de l'opposer à des tiers, si elle a été faite antérieurement à l'année dans laquelle les récoltes doivent être recueillies. Ainsi les foins, les grains, les vendanges de 1854 doivent se vendre pendant l'année 1854 et non avant. Si elles se vendent auparavant, la vente demeurera valable sans doute entre les contractants, mais l'acquéreur ne pourra s'en prévaloir contre des tiers. Cette disposition était nécessaire pour empêcher, autant que possible, des ventes simulées faites par avance dans l'unique but de soustraire la valeur des récoltes à de légitimes créanciers.

Les articles 1265 et suivants ont pour but de poser des règles précises pour les cas assez communs où les contenances énoncées dans les actes ne sont point en rapport exact avec les contenances réelles, ou sont énoncées en des termes plus ou moins élastiques. Les règles déterminées dans ces articles, quoique nouvelles en partie pour nous, seront d'une application très-facile et préviendront bien des contestations embarrassantes.

Dans l'article 1301 nous avons consacré le principe du paiement comptant en matière de ventes immobilières, avec quittance dans l'acte. La pratique nous a montré l'excellence de ce système, qui dégage le transfert de l'immeuble de toutes questions accessoires, qui fait de l'acte un titre de propriété complet dans toutes ses parties, et transporte sur le terrain des actions purement personnelles toutes les contestations qui pourraient prendre naissance à propos du paiement, sans qu'en aucun cas l'acte de vente lui-même puisse s'y trouver intéressé.

L'article 1306 interdit le réméré en matière immobilière; notre loi hypothécaire l'avait déjà interdit avec raison, car la création du système hypothécaire rend complètement superflues les ventes à réméré. Nous ne les connaissions que sous la forme des engagères, qui elles-mêmes avaient pour but et pour effet de suppléer à l'impuissance de l'ancien droit hypothécaire. Ce genre de vente n'aurait aucune raison d'être maintenant et ne répondrait à aucun besoin, tandis que le petit nombre de transactions qui viendraient à se faire, amènerait de dangereuses complications dans notre législation et même dans notre système hypothécaire.

De la rescision pour cause de lésion. — La lésion de plus de moitié a toujours été considérée chez nous comme une cause de rescision d'une vente immobilière : nous avons conservé cette doctrine en restreignant à une année le temps pendant lequel l'action en rescision pourra être formée. Si l'action en rescision est utile afin de protéger un vendeur que des circonstances malheureuses auraient contraint de se défaire à vil prix de son immeuble, il n'est pas moins nécessaire de protéger l'acquéreur, qui a pu acquérir de bonne foi et qui ne peut être tenu indéfiniment sous la menace d'une action de cette nature. Pendant une année, le vendeur a largement le temps de réfléchir et d'examiner s'il lui convient de tenter la revendication de l'immeuble. La loi doit bien lui réserver les moyens de réparer un dommage que, dans un moment donné, il a pu être contraint de souffrir, mais elle ne doit pas aller jusqu'à transformer ce moyen en un expédient qui aurait eu pour effet de lui procurer des ressources urgentes, sauf ensuite à le réintégrer dans sa propriété au préjudice d'un tiers. Si le terme donné pour ouvrir l'action n'était pas très-restreint, tout en demeurant cependant suffisant, l'action en rescision se transformerait en une sorte d'emprunt forcé. Ce que la loi veut, c'est une protection pour un homme malheureux ou trompé; elle ne peut rien vouloir de plus.

Nous n'accordons point l'action en rescision pour cause de lésion d'outre-moitié à l'acquéreur, parce que sa position n'est jamais analogue à celle du vendeur. On imagine aisément les motifs qui peuvent contraindre un homme à vendre; on ne saurait en imaginer qui le contraignent à acquérir. Evidemment, celui qui acquiert est toujours libre de son action; il peut se tromper dans le prix qu'il attribue à un immeuble, mais cette fausse appréciation ne peut devenir pour lui une cause de rescision. Qui peut connaître d'ailleurs les causes spéciales qui engagent un individu à acquérir un immeuble bien au-dessus de sa valeur réelle? Des raisons de convenance, de caprice, de voisinage; des projets de travaux, des éventualités de spéculation, mille motifs d'intérêt particulier peuvent le décider. Serait-il juste de lui fournir les moyens de se dégager, parce que six mois, huit mois plus tard, ses idées auraient changé, qu'il aurait abandonné ses projets, changé ses plans, ou que les éventualités prévues ne se seraient pas réalisées? Il n'y a donc réellement point de parité entre la position du vendeur et celle de l'acheteur, et la loi doit tenir compte de la différence en accordant à l'un ce qu'elle refuse à l'autre avec raison.

Du contrat de louage. — Ce chapitre contient quelques dispositions importantes que nous devons signaler à votre attention, tant parce

qu'elles fixent et régularisent des usages locaux aujourd'hui incertains, que parce qu'elles modifient la coutume du pays.

Jusqu'ici, aucune règle certaine ne déterminait le droit du locataire en ce qui concerne la sous-location. Dans quelques parties du pays, on admettait que le locataire pouvait sous-louer si le bail ne l'interdisait pas ; dans d'autres localités on admettait le principe inverse. — Nous avons admis cette dernière doctrine, qui nous a paru répondre au vœu général. — Désormais le locataire ne pourra sous-louer qu'autant que son bail lui en donnera le droit. Il peut y avoir d'énormes inconvénients pour un propriétaire à voir un locataire substitué à un autre sans son assentiment. Il n'est nullement indifférent d'avoir chez soi tel individu plutôt que tel autre, soit à raison de la profession du locataire, soit à raison de sa famille, soit pour des considérations de mœurs ; il suffit quelquefois de l'introduction de tel locataire pour faire désertir une maison. En un mot, la position d'un propriétaire en présence d'un locataire qu'il ne connaît pas et qu'on lui impose, est complètement changée. On peut dire que les éléments du contrat primitif ne sont plus les mêmes, et cela par le fait seul de l'une des parties. En droit rigoureux, nous concevons parfaitement que le principe de la sous-location soit exact : mais, pratiquement, il cesse de l'être. Or, comme il ne s'agit point ici d'un de ces principes qu'on ne peut modifier sans froisser la raison, mais au contraire d'une règle qu'on peut établir arbitrairement, nous estimons qu'il est convenable de consacrer la règle que nous avons écrite dans le Code et qui n'empêchera nullement les locataires de faire d'autres conditions s'ils le jugent à propos. — Les règles concernant les congés, la durée légale des baux verbaux, la tacite reconduction, étaient également vagues et sans uniformité ; nous les avons précisées en tenant compte des usages les plus répandus.

L'article 1365 statue que le locataire est responsable de l'incendie, s'il a eu lieu par sa propre malveillance : disposition qui indique implicitement qu'il n'est pas responsable de l'incendie arrivé sans intention coupable de sa part. C'est le principe admis chez nous. Mais tout en consacrant implicitement cette doctrine, complètement contraire aux dispositions correspondantes du Code français, nous n'avons pas cru devoir écrire dans la loi en termes formels „ que le „ locataire n'est jamais responsable de l'incendie. „ Ce brevet d'impunité, expressément formulé dans la loi, nous semblerait dépasser le but et présenter quelques dangers. Il vaut mieux, selon nous, garder le silence, afin que les locataires puissent penser que la loi n'a pas dit son dernier mot et que dans certains cas, rares sans doute, il ne serait pas impossible qu'ils se vissent menacés par la disposition gé-

nérale qui rend chacun responsable du dommage qu'il cause à autrui. Dans l'immense majorité des cas d'incendie, le locataire se trouvera irrecherchable en raison de la difficulté de déterminer, avec une précision légale, les véritables causes du sinistre et le caractère de ces causes; mais il peut cependant se présenter telle circonstance où, sans avoir incendié par malveillance, le locataire soit cependant susceptible d'être recherché au sujet de l'incendie. Il serait donc imprudent d'anéantir sur ce point les effets de l'art. 1131.

Le Code français a tranché la question en mettant l'incendie à la charge du locataire, à moins qu'il ne prouve l'exception du cas fortuit ou de force majeure. Nous estimons que notre droit coutumier a simplement renversé la question et rien de plus, c'est-à-dire qu'il n'a point affranchi le locataire de toute responsabilité, mais qu'il établit la présomption de cas fortuit ou de force majeure en sa faveur, et le décharge seulement jusqu'à ce que cette présomption soit renversée par une preuve contraire.

Il n'est réellement pas possible d'écrire dans la loi l'affranchissement du locataire de toute responsabilité. Tout ce qu'on peut raisonnablement faire, c'est de s'en tenir au droit commun en matière de dommage, et de présumer le cas fortuit ou de force majeure en faveur du locataire.

L'article 1373 abolit la coutume qui dit : *Mort, mariage et vendition rompent toutes amodiations*, coutume interprétée et appliquée de tant de manières différentes qu'on serait fort embarrassé de déterminer quelle est la bonne, et qu'en tous cas, si on avait voulu la conserver, il aurait fallu préciser par une série de dispositions. Cette coutume a vieilli et ne nous paraît plus aujourd'hui en harmonie avec nos mœurs actuelles. On ne saurait vraiment trouver une bonne raison pour justifier légalement une disposition coutumière aussi ouvertement contraire aux règles des contrats qui doivent demeurer en vigueur tant que le terme de leur échéance n'est pas arrivé. Pourquoi faut-il, parce qu'un individu se marie, que les baux signés par lui soient mis à néant? Pourquoi, parce qu'une maison, un champ viennent à se vendre, faut-il que le bail de cette maison, de ce champ soit résilié? Pourquoi la mort d'un propriétaire ou d'un locataire romprait-elle des engagements, alors que nous avons écrit dans nos lois que tous les engagements du défunt passent de plein droit à ses héritiers? Les droits du locataire nous ont paru aussi sacrés que ceux du propriétaire, et il nous a semblé que dans le temps où nous vivons, une location avait souvent, pour celui qui en jouit, un intérêt de haute importance, et qu'on devait le placer sous la pro-

tection de la loi, comme d'autre part le propriétaire devait se trouver à l'abri des éventualités auxquelles son locataire était exposé.

Nous avons donc posé comme droit commun le maintien des locations, nonobstant mort, vendition ou mariage, laissant aux intéressés pleine liberté de faire des conditions contraires, si bon leur semble, conditions qui auront en outre l'avantage de bien déterminer comment les deux parties entendent les cas de résiliation, et d'en régler d'avance les conséquences. Quelques règles générales, contenues dans les art. 1373-1380, serviront à les guider et, au besoin, tiendront lieu des stipulations de détail qu'ils auraient négligé de faire.

Les articles 1396 et suivants déterminent, en matière de baux ruraux, les cas où le prix du bail devra supporter une réduction temporaire pour cause d'orvales. Si le bail est fait pour plusieurs années, il n'y a jamais lieu à réduction, parce que les années heureuses et abondantes compensent les orvales des années moins favorables : le Code français admet *compte à faire* à la fin du bail ; mais ce procédé serait la plupart du temps impraticable chez nous.

Si le bail a été fait seulement pour une année et que l'orvale soit l'équivalent de la totalité ou de la moitié au moins de la récolte, la loi accorde au fermier une réduction proportionnelle, parce que la nature de son bail lui ôte la possibilité de se récupérer.

Aux observations près que nous venons de signaler, les dispositions des chapitres du louage ne sont guères que la reproduction, sous une forme méthodique et précise, des règles coutumières suivies dans le Canton.

TITRE X. Du contrat de société. — Nous n'avons apporté qu'une modification essentielle dans ce titre, c'est la prohibition de tout contrat de société par lequel les parties voudraient mettre en commun la totalité de leurs biens meubles et immeubles et les profits qu'elles pourraient en tirer. — La plupart du temps, de semblables sociétés, qui auraient une analogie complète avec l'union conjugale quand elles auraient lieu entre personnes de sexes différents, pourraient donner lieu à bien des abus : elles seraient loin d'être sans inconvénient, même entre personnes dont la réunion ne présenterait point le caractère fâcheux auquel nous venons de faire allusion. Ce serait consacrer de nouveau le contrat d'indivision, tel que l'entendaient nos coutumes, créer un mode de vivre tout exceptionnel au milieu d'une société constituée sur d'autres bases. Dans bien des cas sans doute, il peut convenir aux membres d'une famille de vivre ensemble, mais rien ne les empêche de le faire sans confondre leurs biens dans une masse commune, devenant la propriété de tous et de chacun. Le Code français permet ce genre de société, sous le titre de *société*

universelle, en prohibant toutefois la mise en commun des biens à venir et en exigeant des parties qu'elles soient respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et qu'elles ne soient point des personnes auxquelles il est défendu de s'avantager au préjudice d'autres personnes. Mais nous avons préféré l'exemple des Vaudois, qui ont interdit ce genre de société, dangereux dans plus d'un cas.

Du reste, l'interdiction comprise dans l'art. 1462 ne prohibe nullement des sociétés universelles de gains, moyennant que la propriété des objets mobiliers ou immobiliers qui les produisent demeure distincte, et qu'il ne s'opère pas, sous forme de société, une sorte de donation mutuelle et entre-vifs.

Nous avons en outre ajouté à ce titre un chapitre destiné à régler les droits respectifs des personnes qui se trouvent en indivision, relativement aux biens dont elles auraient hérité ou qu'elles auraient acquis conjointement. Ces règles étaient utiles et sont d'ailleurs très-succinctes.

Du prêt à intérêt. — L'article 1531 soulève, sans la résoudre, une grave question qui sera traitée séparément et en dehors du Code. Il énonce l'existence d'un intérêt légal, c'est-à-dire d'un taux d'intérêt qui servira de règle toutes les fois que les parties n'auront pas déterminé entre elles le taux de l'intérêt qu'elles entendent payer ou exiger. Mais l'article énonce également la possibilité d'un taux d'intérêt plus élevé que le taux légal, moyennant qu'il soit stipulé entre parties et que la loi ne le prohibe pas.

Il y aura donc à examiner plus tard et à fixer par une loi spéciale : 1^o le taux de l'intérêt légal ; 2^o le taux auquel peut être porté l'intérêt conventionnel au-dessus du taux légal. Jusqu'à présent, le taux légal a été fixé au 5 pour cent, et l'usage du commerce a fixé à 6 pour cent cet intérêt en matière commerciale, sans que la loi toutefois ait jamais sanctionné cet usage. Il y aura donc lieu à trancher nettement la question et à déterminer si l'intérêt conventionnel doit avoir une limite légale, ou s'il peut n'avoir d'autres limites que la volonté des contractants. La rédaction de l'article 1531, qui est celle du Code français, se prête indifféremment à l'une ou à l'autre des combinaisons.

L'article 1535 consacre et règle les conditions d'existence du contrat de rente perpétuelle, contrat qui, sans être prohibé par notre coutume, est aussi rare chez nous qu'il est commun chez nos voisins. L'absence d'un système hypothécaire, présentant des garanties réelles et permanentes, a probablement été la cause de la rareté des contrats de ce genre, dont peut-être même on aurait de la peine à

citer un exemple : mais, comme notre loi hypothécaire rend maintenant possibles ces sortes de contrats, il fallait en écrire les règles.

Des contrats aléatoires. — Le projet reconnaît les contrats d'assurance et en renvoie le règlement aux lois spéciales; leur nature en effet ne les rend pas propres à entrer dans un code.

Il interdit d'une manière absolue toute action pour dette de jeu et pose les principes de la rente viagère, principes que notre coutume avait déjà déterminés et qui avaient uniquement besoin d'être exprimés.

TITRE XV. — Du cautionnement. — La position de la caution vis-à-vis du créancier a subi dans notre canton et en peu d'années diverses phases assez bizarres qu'il n'est point inutile de rappeler. Les principes qui régissent la matière sont, quant au fond, absolument les mêmes chez nous que dans toutes les autres législations; mais, par une singularité qui a pris naissance dans notre mode de poursuites pour dettes, la caution devenait *en fait*, dans notre droit coutumier, le débiteur direct. — Le créancier était tenu de poursuivre la caution avant de poursuivre le débiteur.

Lorsqu'on élaborait la Loi sur les poursuites pour dettes, on fut enfin choqué de ce système réellement anormal et contraire à la nature des choses, et l'on revint à l'ordre régulier en obligeant le créancier à poursuivre son débiteur d'abord, sauf à s'adresser ensuite à la caution si le débiteur n'avait pu satisfaire à ses engagements. Mais cette disposition produisit un effet auquel on n'avait pas songé : elle fit transformer les cautions en codébiteurs solidaires, afin d'obtenir le droit de poursuivre indifféremment le débiteur ou la caution. Alors, pour faire cesser un état de choses encore plus anormal au fond que l'ancien, on en revint à l'ancienne coutume lors de l'élaboration de la Loi sur les faillites. Mais ce retour tardif ne produisit pas le moins du monde le résultat désiré : le pli était pris et la mode des codébiteurs continua tout comme auparavant. De sorte qu'en réalité on se trouve en possession des inconvénients des deux systèmes, sans avoir en compensation aucun de leurs avantages!

D'où provenait cette répulsion à conserver la caution en qualité de *caution*? D'un seul fait très-simple, c'est à savoir du mode admis par la loi pour le paiement des créanciers. Il est évident que le créancier, obligé de recevoir en paiement et en nature, à la taxe du juge, tout ce qu'il plaisait à son débiteur de lui offrir, sauf à réaliser sa collocation à ses risques et périls, c'est-à-dire avec 20, 30, 40 pour cent de perte, il est évident, disons-nous, que le créancier dût chercher les moyens de se soustraire à cette éventualité et de la transporter sur la caution. De là l'invention des codébiteurs.

Aujourd'hui le temps est venu de régulariser toute cette matière et de la régulariser conformément aux vrais principes, en replaçant la caution sur l'arrière-plan où elle doit se trouver, et en fournissant au créancier les moyens d'obtenir de son débiteur, aux risques et périls de ce dernier, des écus en remboursement des écus reçus par lui. Il n'est pas possible d'écrire en 1854 dans un code les principes saugrenus qui régissent chez nous les relations du créancier et de la caution; il faut consacrer les véritables principes, prendre des mesures pour sauvegarder les intérêts des créanciers et pourvoir à la situation présente au moyen d'une disposition transitoire. — Le remède est facile et juste; il suffira d'ordonner que les objets saisis par le créancier soient vendus aux enchères, aux risques et périls du débiteur, et le prix appliqué à l'extinction de la dette; dès ce moment, le créancier, n'ayant plus à redouter une perte, acceptera volontiers la position nouvelle que lui fera la loi. Le système de la réalisation des objets destinés au paiement des créanciers a déjà été consacré dans la Loi sur les bénéfices d'inventaire; il va l'être bientôt dans la loi nouvelle sur les faillites; il existe dans la Loi sur les poursuites pour les levations de gages : il faut donc résolument l'introduire dans les autres actes de poursuites, et ce sera justice. Le créancier qui a livré de l'argent, a le droit de recevoir de l'argent et non tous les bric-à-brac qu'il plaît à son débiteur de lui offrir.

La Loi hypothécaire a déjà diminué considérablement la mode des codébiteurs et même des cautions; on reviendra sans effort aux cautions pures et simples pour les créances non hypothécaires, dès qu'on aura eu le courage de se placer nettement sur le vrai terrain du droit. C'est ce que nous vous proposons, sans hésiter, de faire aujourd'hui, Plus nous rendrons sérieuses les garanties offertes aux prêteurs, plus les emprunteurs de bonne foi trouveront de facilités et de favorables conditions. — Quant aux autres, la loi n'a point pour mission de les protéger.

TITRE XVII. — *De la contrainte par corps.* — La contrainte par corps en matière civile ou commerciale a toujours été chez nous un mode exceptionnel de poursuites pour arriver au paiement : elle n'a jamais existé de *plein droit*. Elle ne peut encore aujourd'hui résulter que d'un jugement contradictoirement rendu entre les parties, jugement toujours susceptible d'appel; elle n'est jamais exécutoire par provision, et le débiteur ne peut être saisi qu'après jugement définitif et à l'époque fixée par ce jugement; elle ne peut durer plus de cinq ans à la requête du même créancier; elle ne peut s'exercer ni contre les mineurs d'âge, ni contre les femmes qui n'ont point directement contracté la dette, ni contre les débiteurs âgés de 70 ans ré-

volus. Enfin, elle ne s'accorde guère que dans les cas où les autres moyens de poursuites sont demeurés infructueux et que le débiteur peut être suspecté de mauvaise foi.

Avec de pareilles garanties, il est évident que la contrainte par corps est un moyen extrême dont on ne peut jamais faire abus, mais qui, dans certains cas donnés, est nécessaire pour empêcher un débiteur frauduleux de narguer ses créanciers, après avoir mis à couvert les biens qu'il possède.

Nous avons donc conservé ce moyen de contrainte dans le Code, et nous croyons l'avoir restreint dans des limites et entouré de précautions telles, qu'il pourra rendre des services réels, sans devenir jamais une source de persécutions. Peut-être trouvera-t-on, si l'on examine de près l'économie du Titre XVII, qu'il est trop facile de se soustraire aux effets de la contrainte; nous ne le nions pas. Mais, pour que la contrainte par corps puisse demeurer dans nos mœurs, comme moyen de contrainte, il faut nécessairement l'approprier à ces mœurs qui sont douces et s'accommoderaient mal des formes expéditives et rigoureuses du Code français. — D'ailleurs, il ne faut pas s'y tromper; la nécessité de fuir pour se soustraire aux effets du jugement qui a prononcé la contrainte, est elle-même une contrainte d'un ordre différent, aussi puissante que l'autre dans bien des cas.

Nous estimons que les dispositions du Titre XVII vont aussi loin qu'elles peuvent aller et qu'il n'y aurait pas lieu de les aggraver, malgré l'inconvénient plus apparent que réel, signalé dans l'alinéa précédent.

TITRE XIX. Des privilèges et hypothèques. — Nous ne dirons rien du système hypothécaire que nous avons reproduit exactement, tel qu'il se trouve dans la loi spéciale qui l'a établi. — L'expérience n'a signalé jusqu'à présent aucune défectuosité grave. — L'imperfection de la loi, résultant de l'absence d'un cadastre, est une imperfection impossible à faire disparaître en ce moment. Peu à peu les cadastres communaux se lèvent, mais cette œuvre, longue et coûteuse, ne touche point à sa fin, tant s'en faut. — En temps et lieu, l'on examinera ce qui reste à faire.

Quant aux privilèges proprement dits, nous avons renvoyé la matière à la Loi sur les faillites et aux lois spéciales; puis nous nous sommes bornés à poser des principes généraux et à déterminer une seule série de créances privilégiées, jouissant de leur privilège en tout état de cause, soit que le débiteur se trouve debout, soit qu'il se trouve en faillite. Tous ces privilèges existaient déjà dans nos lois et coutumes; ils n'introduiront aucune innovation et ne présenteront ni difficultés ni complications pratiques, parce qu'ils s'exer-

ceront tous sur des gages qui sont plus ou moins directement entre les mains du créancier. Le système français ne convenait ni à nos besoins, ni à nos institutions, et nous nous en sommes entièrement séparés.

Les articles 1707-1710 règlent les différentes difficultés qui pouvaient s'élever au sujet de l'exercice du privilège du propriétaire, difficultés qui étaient d'autant moins aisées à résoudre, qu'il s'était établi des coutumes et usages divers dans les diverses parties du pays. Au moyen des dispositions précitées, le juge trouvera pour tous les cas principaux des règles de conduite d'une facile application, règles qui seront les mêmes pour tout le pays et qui ne s'éloignent pas sensiblement de notre jurisprudence actuelle.

Enfin, Messieurs, quant au Titre XIX et dernier, *de la prescription*, nous en avons emprunté les dispositions de droit général aux textes français, qui ont résumé avec une remarquable précision toute la matière. — Quelques personnes trouveront que la *possession* y est traitée avec trop peu d'étendue; mais, après avoir examiné les auteurs qui ont traité le sujet, nous sommes demeurés convaincus que les principes généraux contenus dans ce titre étaient les seuls que l'on pût introduire utilement et logiquement dans le Code civil. S'ils ne peuvent tenir lieu de l'étude des jurisconsultes qui ont écrit sur la matière, ils résument cependant très-heureusement toute la partie de ces ouvrages susceptible d'être formulée en préceptes. Toutes les règles concernant les actions possessoires ou pétitoires, les moyens juridiques à employer pour acquérir ou conserver un possessoire, toute cette matière appartient à un code de procédure et y trouvera largement sa place. — Avec les principes spéciaux posés dans le Titre XXI, les juges et les citoyens trouveront un guide sûr et suffisant, et iront chercher, au besoin, les développements qui leur manqueront dans les livres de jurisprudence : il ne faut pas oublier qu'une loi n'est pas un traité de droit.

En ce qui touche le temps requis pour prescrire, nous avons conservé notre coutume et admis simplement trois prescriptions, savoir : trente ans pour les actions réelles et les créances par titre; dix ans pour les actions personnelles, et quatre ans pour les comptes.

Nous avons seulement conservé, par exception, la prescription de dix ans en faveur de la veuve pour les dettes par titre de la communauté, à moins que la veuve ne fût elle-même directement obligée; mais nous n'avons pu conserver le même privilège en faveur des enfants et autres héritiers, parce que leur position relative n'est plus ce qu'elle était avant le Code. Quand l'enfant était héritier *nécessaire*, quand l'héritier devait accepter ou rejeter une succession, à ses riches et périls, sans examen préalable, on comprend le pri-

vilége qui leur était accordé; mais aujourd'hui où les enfants sont libres d'accepter ou de répudier une succession, où tout héritier peut, par le bénéfice d'inventaire, se réserver les profits d'une succession, sans s'exposer à aucune chance de perte, il y aurait une criante injustice à aggraver encore, à leur profit, la situation des créanciers de la masse. La veuve seule peut avec équité être favorisée, parce qu'elle n'a pas le choix de sa condition, et que souvent elle aura ignoré jusqu'à l'existence des dettes dont elle est responsable. L'exception est donc justifiée en sa faveur; elle ne le serait plus en faveur des enfants et autres héritiers.

Telles sont, Messieurs, les observations dont nous devons accompagner le travail que nous vous présentons, et qui sont destinées tout à la fois à vous exposer les motifs qui nous ont dirigés, et à signaler à votre attention les points qui méritent essentiellement de l'être, tant à raison de leur nouveauté que de leur importance. Nous n'avons point entrepris de vous offrir un commentaire complet de la partie du Code que nous soumettons à votre examen, car alors il n'aurait point fallu écrire un rapport, mais un volume, et ce n'est point là ce que vous aviez à attendre de nous en ce moment.

Nous touchons donc à la fin de l'important travail ordonné par le Grand-Conseil, et dans peu de mois nous serons en possession d'une législation civile écrite, désirée depuis si longtemps, et dont l'action bienfaisante ne tardera pas à produire ses effets. Nous la compléterons maintenant en achevant l'élaboration des lois spéciales prévues par le Code, et qui en sont la conséquence et le corollaire indispensable. Nous avons ainsi accompli l'immense réforme qui était, pour la Révolution de 1848, un engagement d'honneur. Appuyée sur cette solide base, elle pourra marcher à de nouveaux progrès en législation.

Notre travail a été long et pénible; il est le résultat d'un plan de conduite arrêté dès l'origine et successivement développé jusqu'à aujourd'hui. Il a fallu bien des tâtonnements, bien des lois et des ordonnances préparatoires, bien des travaux secondaires et des échafaudages demeurés inaperçus, pour arriver à pouvoir jeter en quelque sorte *in globo*, au milieu de la population, un corps de droit composé de près de deux mille articles, sans que cette publication apportât aucune perturbation sérieuse dans les relations. Nous y sommes pourtant parvenus, grâce au concours, au courage et à la persévérance infatigable de notre magistrature chargée de faire l'application de cet amas de lois. Lire et étudier notre corps de législation civile; se rendre compte de l'économie de ses diverses parties; approfondir chaque sujet en particulier, sans perdre de vue

l'ensemble; descendre dans les détails et en saisir la corrélation; puis comparer l'ancienne législation à la nouvelle pour en comprendre la différence si importante à bien connaître pendant l'époque de transition; enfin, faire l'application journalière aux affaires courantes de la législation qui arrive et de celle qui s'en va; tels sont les travaux auxquels nos tribunaux devront se livrer sans relâche pour demeurer à la hauteur de leur mission. Puissent-ils ne pas perdre courage devant l'immensité de la tâche qui leur est imposée et de celle qui les attend encore; car, sans une intelligente application, les meilleures lois s'étiolent en peu d'années, et l'avenir est pour longtemps compromis.

Neuchâtel, octobre 1854.

Au nom du Conseil d'Etat:

Le Président,

PIAGET.

Pour le Secrétaire, absent :

Le Secrétaire de la Chancellerie,

G. COLOMB.

TITRE IV (du Livre III.)

Des contrats et des obligations conventionnelles en général.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires.

ART. 881.

Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

ART. 882.

Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral*, lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

ART. 883.

Il est *unilatéral*, lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

ART. 884.

Il est *commutatif*, lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne ou de ce qu'on fait pour elle.

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est *aléatoire*.

ART. 885.

Le contrat de *bienfaisance* est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit.

ART. 886.

Le contrat à *titre onéreux* est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

ART. 887.

Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales qui sont l'objet du présent titre.

Les règles particulières à certains contrats sont établies sous les titres relatifs à chacun d'eux, et les règles particulières aux transactions commerciales sont établies par les Lois relatives au commerce.

CHAPITRE II. — Des conditions essentielles pour la validité des conventions.

ART. 888.

Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention :

- 1° Le consentement de la partie qui s'oblige ;
- 2° La capacité de contracter ;
- 3° Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;
- 4° Une cause licite dans l'obligation.

SECTION I^{re}. — *Du consentement.*

ART. 889.

Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

ART. 890.

L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a l'intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

ART. 891.

La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite.

ART. 892.

Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

ART. 895.

La violence est une cause de nullité du contrat, non-seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

ART. 894.

La seule crainte révérentielle envers le père, la mère ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

ART. 895.

Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la Loi.

ART. 896.

Le dol est une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Il ne se présume pas et doit être prouvé.

ART. 897.

La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit : elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision.

ART. 898.

La lésion ne vicie les conventions que dans les cas prévus par la Loi.

ART. 899.

On ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom, que pour soi-même.

ART. 900.

Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci, sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

ART. 901.

On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

SECTION II. — De la capacité des parties contractantes.

ART. 902.

Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la Loi.

ART. 903.

Les incapables de contracter sont : les mineurs ; les interdits ; les majeurs placés sous curatelle ; les femmes mariées dans les cas exprimés par la Loi, et généralement tous ceux auxquels la Loi interdit certains contrats.

ART. 904.

Le majeur interdit ou placé sous curatelle peut cependant contracter mariage, à moins que la démence ne soit la cause de l'interdiction : mais il ne peut valablement faire un contrat de mariage sans être assisté de son curateur.

ART. 905.

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit, du majeur sous curatelle ou de la femme mariée, avec qui elles ont contracté.

SECTION III. — *De l'objet et de la matière des contrats.*

ART. 906.

Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

ART. 907.

Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

ART. 908.

Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

ART. 909.

Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

ART. 910.

Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit.

SECTION IV. — De la cause.

ART. 911.

L'obligation sans cause ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

ART. 912.

La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

ART. 913.

La cause est illicite quand elle est prohibée par la Loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

CHAPITRE III. — De l'effet des obligations.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

ART. 914.

Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour les causes que la Loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

ART. 915.

Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la Loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

SECTION II. — *De l'obligation de donner.*

ART. 916.

L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à livraison, à peine de dommages-intérêts envers le créancier.

ART. 917.

L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

ART. 918.

L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes.

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où elle a dû être livrée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer; auquel cas, la chose reste aux risques de ce dernier.

ART. 919.

Le débiteur est constitué en demeure, soit par une sommation ou par un autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

ART. 920.

Les effets de l'obligation de donner ou de livrer un immeuble sont réglés au titre de la vente et au titre des privilèges et hypothèques.

ART. 921.

Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à deux personnes successivement est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.

SECTION III. — *De l'obligation de faire ou de ne pas faire.*

ART. 922.

Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

ART. 923.

Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement soit détruit, et il peut se faire autoriser à le détruire, aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts.

ART. 924.

Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

ART. 925.

Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la convention.

SECTION IV. — *Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de la convention.*

ART. 926.

Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de donner ou de faire, ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

ART. 927.

Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

ART. 928.

Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur

a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

ART. 929.

Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

ART. 930.

Le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée.

ART. 931.

Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

ART. 932.

Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre.

ART. 933.

Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la Loi, sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la Loi les fait courir de plein droit.

ART. 934.

Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention, il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

ART. 935.

Néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

SECTION V. — *De l'interprétation des conventions.*

ART. 936.

On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

ART. 937.

Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

ART. 938.

Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

ART. 939.

Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

ART. 940.

On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

ART. 941.

Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

ART. 942.

Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

ART. 943.

Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

ART. 944.

Lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

SECTION VI. — *De l'effet des conventions à l'égard des tiers.*

ART. 945.

Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne peuvent nuire aux tiers

ART. 946.

Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leurs débiteurs, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

ART. 947.

Ils peuvent aussi en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Ils doivent néanmoins, quant à leurs droits énoncés au titre des *successions* et au titre du *contrat de mariage et des droits respectifs des époux*, se conformer aux règles qui y sont prescrites.

CHAPITRE IV. — *Des diverses espèces d'obligations.*

SECTION I^{re}. — *Des obligations conditionnelles.*

§ 1^{er}. — *De la condition en général et de ses diverses espèces.*

ART. 948.

L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

ART. 949.

La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

ART. 950.

La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention, d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes, de faire arriver ou d'empêcher.

ART. 951.

La condition *mixte* est celle qui dépend tout à la fois de la volonté d'une des parties contractantes et de la volonté d'un tiers.

ART. 952.

Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs ou prohibée par la Loi, est nulle et rend nulle la convention qui en dépend.

ART. 953.

La condition de ne pas faire une chose impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

ART. 954.

Toute obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige.

ART. 955.

Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût.

ART. 956.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie, et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

ART. 957.

Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé; elle l'est également si, avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas, et, s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

ART. 958.

La condition est réputée accomplie lorsque c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

ART. 959.

La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement a été contracté. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

ART. 960.

Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

§ 2. — De la condition suspensive.

ART. 961.

L'obligation contractée sous une condition suspensive est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas, l'obligation ne peut être exécutée qu'après l'événement.

Dans le second cas, l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

ART. 962.

Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

Si la chose est entièrement perie sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

§ 3. — De la condition résolutoire.

ART. 963.

La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accom-

plit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

ART. 964.

La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera point à son engagement.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice, et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances.

SECTION II. — *Des obligations à terme.*

ART. 965.

Le terme diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement dont il retarde seulement l'exécution.

ART. 966.

Ce qui n'est dû qu'à terme, ne peut être exigé avant l'échéance du terme; mais ce qui a été payé d'avance, ne peut être répété.

ART. 967.

Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des

circonstances, qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier.

ART. 968.

Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite ou lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

SECTION III. — *Des obligations alternatives.*

ART. 969.

Le débiteur d'une obligation alternative est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation.

ART. 970.

Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

ART. 971.

Le débiteur peut se libérer en délivrant l'une des deux choses promises ; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

ART. 972.

L'obligation est pure et simple quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

ART. 973.

L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont périées, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

ART. 974.

Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déferé par la convention au créancier ;

Ou l'une des choses seulement est périée, et, alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste ; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périée ;

Ou les deux choses sont périées, et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix.

ART. 975.

Si les deux choses sont périées sans la faute du débiteur et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'art..... (*de la perte de la chose due, Ch. V.*)

ART. 976.

Les mêmes principes s'appliquent au cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

SECTION IV. — *Des obligations solidaires.*

§ 1. — De la solidarité entre les créanciers.

ART. 977.

L'obligation est solidaire entre plusieurs créanciers, lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit

de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

ART. 978.

Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires, ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

ART. 979.

Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

§ 2. — De la solidarité de la part des débiteurs.

ART. 980.

Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

ART. 981.

L'obligation peut être solidaire, quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple, ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

ART. 982.

La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la Loi.

ART. 983.

Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir.

ART. 984.

Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

ART. 985.

Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts, tant contre les débiteurs par la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

ART. 986.

Quand la prescription est interrompue contre l'un des débiteurs solidaires, elle est interrompue à l'égard de tous.

ART. 987.

La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts à l'égard de tous.

ART. 988.

Le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier peut opposer toutes les exceptions qui résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

ART. 989.

Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.

ART. 990.

Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

ART. 991.

Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur, lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est *pour sa part*.

Il en est de même de la simple demande formée contre

l'un des codébiteurs *pour sa part*, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

ART. 992.

L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

ART. 993.

Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que la part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité, se répartit, par contribution, entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

ART. 994.

Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvable, la portion des insolvable sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

ART. 995.

Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement, ne concernait que l'un des coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

SECTION V. — *Des obligations divisibles et indivisibles.*

ART. 996.

L'obligation est divisible ou indivisible, selon qu'elle a pour objet une chose qui, dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division, soit matérielle, soit intellectuelle.

ART. 997.

L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation, ne la rend pas susceptible d'exécution partielle.

ART. 998.

Toute obligation, divisible ou indivisible, doit s'exécuter entre le créancier et le débiteur comme si elle était indivisible, à moins que le contraire ne soit exprimé dans l'acte.

Les héritiers du créancier et les héritiers du débiteur sont au lieu et place de celui dont ils héritent, et ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, sauf à régler entre eux leurs intérêts respectifs conformément à leurs droits dans la succession.

SECTION VI. *Des obligations avec clause pénale.*

ART. 999.

La clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

ART. 1000.

La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

ART. 1001.

Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

ART. 1002.

La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

ART. 1003.

Soit que l'obligation primitive contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doit être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé, soit à livrer, soit à prendre, soit à faire, est en demeure.

ART. 1004.

La peine peut être modifiée par le juge, lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

CHAPITRE V. — De l'extinction des obligations.

ART. 1005.

Les obligations s'éteignent :

Par le paiement ;

Par la novation, par la remise volontaire ;
Par la compensation ;
Par la confusion ;
Par la perte de la chose due ;
Par la nullité ou la rescision ;
Par l'effet de la condition résolutoire qui a été expliquée
au chapitre précédent ;
Et par la prescription qui fera l'objet d'un titre parti-
culier.

SECTION I^{re}. — Du paiement.

§. 1^{er}. — Du paiement en général.

ART. 1006.

Tout paiement suppose une dette : ce qui a été payé
sans être dû, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations
naturelles qui ont été volontairement acquittées.

ART. 1007.

Une obligation peut être acquittée par toute personne
qui y est intéressée, telle qu'un coobligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui
n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom
et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom
propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

ART. 1008.

L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers
contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt
qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

ART. 1009.

Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement ait été fait par celui qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

ART. 1010.

Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir pour lui ou qui soit autorisé par justice ou par la Loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable, si celui-ci le ratifie ou s'il en a profité.

ART. 1011.

Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

ART. 1012.

Le paiement fait au créancier n'est point valable s'il était incapable de recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

ART. 1013.

Le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'une saisie, d'une opposition ou d'une cession, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants, opposants

ou cessionnaires ; ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

ART. 1014.

Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

ART. 1015.

Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

ART. 1016.

Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

ART. 1017.

Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

ART. 1018.

Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au moment de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

ART. 1019.

Les frais du paiement sont à la charge du débiteur.

§ 2. — Du paiement avec subrogation.

ART. 1020.

La subrogation dans les droits du créancier, au profit d'une tierce personne qui le paie, est ou conventionnelle ou légale.

ART. 1021.

Cette subrogation est conventionnelle :

1° Lorsque le créancier recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur ; cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement ;

2° Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette et de subroger le prêteur dans les droits du créancier, il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaire ; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

ART. 1022.

La subrogation a lieu de plein droit :

1° Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie

un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges et hypothèques ;

2° Au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet héritage était hypothéqué ;

3° Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt à l'acquitter ;

4° Au profit de l'héritier bénéficiaire qui a payé de ses deniers les dettes de la succession.

ART. 1023.

La subrogation établie par les articles précédents a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs ; elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie : en ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

§ 3. — De l'imputation de paiement.

ART. 1024.

Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter.

ART. 1025.

Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts ; le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

ART. 1026.

Lorsque le débiteur des diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

ART. 1027.

Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne; toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

§ 4. — Des offres de paiement et de la consignation.

ART. 1028.

Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et, au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles suivies d'une consignation libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

ART. 1029.

Pour que les offres réelles soient valables, il faut :

1° Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui ;

2° Qu'elles soient faites par une personne capable de payer ;

3° Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire ;

4° Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier ;

5° Que la condition sous laquelle la dette a été contractée, soit arrivée ;

6° Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, elles soient faites ou à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention.

ART. 1030.

Pour la validité de la consignation, il faut :

1° Qu'elle ait été précédée d'une notification signifiée au créancier et contenant l'indication du jour, de l'heure, du lieu où la chose offerte sera déposée ;

2° Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant dans le dépôt indiqué par la Loi pour recevoir les consignations, ou, à défaut, indiqué par le Juge, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt.

ART. 1031.

Les offres réelles et la consignation doivent en outre, pour être valables, avoir été faites conformément aux prescriptions des Lois de procédure.

ART. 1032.

Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

ART. 1033.

Tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, ou qu'elle n'est point laissée à ses risques et périls, le débiteur peut la retirer; et, s'il la retire, ses co-débiteurs ou ses cautions ne sont point libérés.

ART. 1034.

Lorsque le débiteur a lui-même obtenu un jugement passé en force de chose jugée, qui a déclaré ses offres et sa consignation bonnes et valables, ou que par les règles de la procédure le dépôt se trouve aux risques et périls du créancier, le débiteur ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation au préjudice de ses co-débiteurs ou cautions.

ART. 1035.

Le jugement définitif qui déclare la consignation bonne et valable éteint de plein droit l'hypothèque qui aurait été consentie pour sûreté de la créance, et cela alors même que le débiteur serait ultérieurement autorisé par le créancier à retirer sa consignation. La radiation de l'hypothèque peut, en pareil cas, être poursuivie par tout intéressé.

ART. 1036.

Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose et que le débiteur ait besoin du lieu dans lequel elle est placée, celui-ci pourra obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.

SECTION II. -- De la novation.

ART. 1037.

La novation s'opère de trois manières :

1° Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte ;

2° Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien qui est déchargé par le créancier ;

3° Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

ART. 1038.

La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

ART. 1039.

La novation ne se présume point : il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

Toutefois, il n'est point nécessaire que la volonté soit exprimée dans l'acte par une déclaration précise et formelle : il suffit que l'acte présente des différences propres à caractériser l'intention.

ART. 1040.

La novation, par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

ART. 1041.

La délégation par laquelle un débiteur donne au créancier un autre débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, si le créancier n'a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

ART. 1042.

Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins que l'acte n'en contienne une expresse réserve, ou que le délégué ne fût déjà en faillite ouverte au moment de la délégation.

ART. 1043.

La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui.

ART. 1044.

Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée.

ART. 1045.

Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins, si le créancier a réservé dans le premier cas l'accession des codébiteurs, ou dans le second celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'adhérer au nouvel arrangement.

SECTION III. — *De la remise de la dette.*

ART. 1046.

La remise volontaire du titre original sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération.

ART. 1047.

La remise volontaire du titre original passé devant notaire fait présumer la remise de la dette ou le paiement, sans préjudice de la preuve contraire.

ART. 1048.

La remise volontaire de l'expédition d'un jugement qui forme le titre du créancier, ne suffit point seule pour établir une présomption de paiement en faveur du débiteur.

Si cependant le jugement a été suivi d'actes de poursuites enregistrés sur l'expédition elle-même, sa remise produit les effets prévus dans l'article précédent.

ART. 1049.

La remise du titre original sous signature privée, du titre notarié ou du jugement à l'un des débiteurs solidaires, a le même effet au profit de ses codébiteurs.

ART. 1050.

La remise ou décharge conventionnelle, au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise.

ART. 1051.

La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

ART. 1052.

La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal libère les cautions.

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal.

Celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres.

ART. 1053.

Ce que le créancier a reçu d'une caution pour la décharge de son cautionnement, doit être imputé sur la dette et tourner à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

SECTION IV. — *De la compensation.*

ART. 1054.

Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il peut s'opérer entre elles une compensation qui éteint les deux dettes jusqu'à concurrence de la plus faible, dans les cas ci-après exprimés.

ART. 1055.

La compensation s'opère de plein droit :

1° Entre personnes qui sont en compte courant, pour tout ce qui fait la matière du compte ;

2° Entre les créances actives et passives d'un créancier dans la masse de son débiteur en faillite, après que ces créances ont été reconnues et liquidées.

ART. 1056.

Le juge doit toujours opérer la compensation, lorsqu'il résulte de son jugement des droits actifs tant en faveur du demandeur que du défendeur, moyennant que ces droits consistent en sommes d'argent, ou en une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce à recevoir.

ART. 1057.

On ne peut en aucun cas réclamer la compensation, lorsqu'il s'agit :

De la restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé ;

De la restitution d'un dépôt ou du prêt à usage ;

D'une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables.

SECTION V. — *De la confusion.*

ART. 1058.

Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion de droit qui éteint les deux créances.

ART. 1059.

La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal, profite à ses cautions.

Celle qui s'opère dans la personne de la caution, n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale.

Celle qui s'opère dans la personne du débiteur solidaire, ne profite à ses codébiteurs solidaires que pour la portion dont il était débiteur.

SECTION VI. — *De la perte de la chose due.*

ART. 1060.

Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation, vient à périr, est mis hors de commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte, si la chose a péri ou a été perdue sans la faute du débiteur et avant qu'il fût en demeure.

Lors même que le débiteur est en demeure et s'il n'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose eût également péri chez le créancier, si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite, de la restitution du prix.

ART. 1061.

Lorsque la chose est perdue, mise hors de commerce ou perdue, sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il y a quelques droits ou actions en indemnité par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

SECTION VII. — De l'action en nullité ou en rescision des conventions

ART. 1062.

Dans tous les cas où l'action en nullité ou en rescision d'une convention n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière, cette action dure dix ans.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts.

Le temps ne court, à l'égard des actes faits par les femmes mariées non autorisées, que du jour de la dissolution du mariage ou de la communauté; à l'égard des actes faits par les mineurs, que du jour de la majorité ou de l'émancipation; à l'égard des actes faits par les interdits ou les majeurs sous curatelle, que du jour où l'interdiction et la curatelle ont cessé.

ART. 1063.

La femme mariée, l'interdit, le mineur, le majeur sous

curatelle, ne sont point restituables contre les obligations résultant de leur délit ou quasi-délit.

ART. 1064.

Ils ne sont plus recevables à revenir contre l'engagement qu'ils auraient souscrit pendant qu'ils étaient sous tutelle ou curatelle, lorsqu'ils l'ont ratifié depuis qu'ils sont devenus maîtres de leurs droits.

ART. 1065.

Lorsque les mineurs, les interdits, les majeurs sous curatelle, les femmes mariées, sont admis en ces qualités à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, la tutelle ou le mariage, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

ART. 1066.

Lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs, interdits ou majeurs sous curatelle, soit pour acquisition ou aliénation d'immeubles, soit dans un partage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ou pendant qu'ils étaient maîtres de leurs droits.

CHAPITRE VI. — De la preuve des obligations et de celle du paiement.

ART. 1067.

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

ART. 1068.

Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

SECTION I^{re}. — *De la preuve littérale.*

§ 1. — Du titre authentique.

ART. 1069.

L'acte authentique est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités requises.

ART. 1070.

L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier ou par un défaut de forme, vaut entre les parties comme écriture privée, s'il a été signé par elles.

ART. 1071.

L'acte authentique fait pleine foi de la convention qu'il renferme entre les parties contractantes et leurs héritiers ou ayants cause.

§ 2. — De l'acte sous seing privé.

ART. 1072.

L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a entre ceux

qui l'ont souscrit, et entre leurs héritiers ou ayants cause, la même foi que l'acte authentique.

ART. 1073.

L'acte sous seing privé est légalement tenu pour reconnu, si celui auquel on l'oppose ne déclare pas s'inscrire en faux contre l'acte.

ART. 1074.

Dans le cas d'inscription en faux, la preuve est à la charge de celui qui nie la vérité de l'écriture ou de la signature.

ART. 1075.

En cas d'inscription en faux, l'action civile peut toujours être suspendue à la réquisition du ministère public, et le faux être déféré par lui aux Tribunaux criminels, s'il y a lieu.

ART. 1076.

Les actes sous seing privé qui contiennent des dispositions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

Il suffit d'un original pour toutes les personnes qui ont le même intérêt.

Chaque original doit contenir la mention du nombre des originaux qui ont été faits.

Néanmoins, le défaut de mention que les originaux ont été faits doubles, triples, etc., etc., ne peut être opposé par celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans l'acte.

ART. 1077.

Les actes sous seing privé n'ont de dates contre les tiers que du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur existence est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que légalisations, procès-verbaux de scellés ou d'inventaire, etc., etc.

La disposition qui précède n'exclut pas d'autres preuves de la vérité de la date. Elle n'est point applicable aux dispositions pour cause de mort.

ART. 1078.

Les registres des marchands ne font point, contre des personnes non marchandes, preuve des fournitures qui y sont portées, sauf ce qui sera dit à l'égard du serment.

ART. 1079.

Les livres des marchands font preuve contre eux ; mais celui qui en veut tirer un avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

ART. 1080.

Les deux articles précédents ne préjudicient point à ce qui pourrait être statué dans les Lois relatives au commerce.

ART. 1081.

Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits ; ils font foi contre lui :

1° Dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ;

2° Lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

ART. 1082.

L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi, quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, en marge ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§ 3. — Des tailles.

ART. 1083.

Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail.

§ 4. — Des copies de titres.

ART. 1084.

La copie d'un acte ou titre sous seing privé, alors même qu'elle aurait été faite par un officier public qui attesterait l'avoir levée sur l'original, ne fait foi que si elle est admise par celui auquel on l'oppose, ou si un jugement rendu contradictoirement entre les intéressés a statué qu'elle tiendrait lieu de l'original perdu ou détruit.

ART. 1085.

La copie d'un acte authentique, produite pour tenir lieu de l'expédition de l'original perdue ou détruite, ne fait foi que si elle a été expédiée en vertu d'un jugement contradictoirement rendu entre les intéressés, et levée sur la minute par l'officier public qui avait reçu l'acte, ou par celui qui avait qualité pour en délivrer une expédition.

ART. 1086.

S'il est constaté que la minute n'existe plus, la simple copie de l'acte authentique, perdu ou détruit, peut, selon son caractère, servir de commencement de preuve dans l'action ouverte en reconnaissance du droit que conférait l'acte.

§ 5. — Des actes récongnitifs et confirmatifs.

ART. 1087.

Les actes récongnitifs et confirmatifs n'ont point pour effet d'établir une obligation, mais seulement de reconnaître et confirmer une obligation déjà existante.

ART. 1088.

Les actes récongnitifs ne dispensent point de la représentation du titre primordial, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée.

Ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial ou qui s'y trouve de différent, n'a aucun effet.

Néanmoins l'acte récongnitif, accompagné d'une possession conforme de trente ans, dispense de la reproduction du titre primordial.

ART. 1089.

L'acte récongnitif dispense encore de la reproduction du titre primordial, s'il contient la mention expresse que le titre primordial ou la minute a été perdu ou détruit.

Mais, si le titre ou la minute venait à être retrouvé, il serait seul valable pour déterminer la nature et l'étendue des obligations du débiteur, quelles que fussent d'ailleurs les stipulations de l'acte récongnitif.

ART. 1090.

L'acte de confirmation ou ratification d'une obligation contre laquelle la Loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve l'obligation clairement rappelée et l'intention de la confirmer bien établie.

A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification, ou exécution volontaire dans les formes et à l'époque déterminées par la Loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre cet acte, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

ART. 1091.

Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs, nulle en la forme; il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

ART. 1092.

La confirmation ou ratification, ou exécution volontaire

d'une donation par les héritiers ou ayants cause du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

SECTION II. — De la preuve testimoniale.

ART. 1093.

Il doit être passé acte, devant notaire ou sous signature privée, de toute chose excédant la somme ou la valeur de mille francs, même pour dépôts volontaires, et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes authentiques ou sous seing privé, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de mille francs.

Le tout sans préjudice de ce qui peut être prescrit dans les Lois relatives au commerce.

ART. 1094.

Celui qui a formé une demande excédant mille francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant la demande primitive.

ART. 1095.

La preuve testimoniale sur la demande d'une somme même moindre de mille francs ne peut être admise, lorsque cette somme est le restant ou fait partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

ART. 1096.

Les règles ci-dessus reçoivent exception, lorsqu'il existe un commencement de preuves par écrit.

On appelle ainsi tout acte par écrit qui rend vraisemblable le fait allégué.

ART. 1097.

Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui. Cette seconde exception s'applique :

1° Aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits;

2° Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant les circonstances du fait;

3° Aux obligations contractées en cas d'accidents imprévus où l'on ne pourrait pas avoir fait des actes par écrit;

4° Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

SECTION III. — *Des présomptions.*

ART. 1098.

Les présomptions sont des conséquences que la Loi ou le magistrat tire d'un fait connu à un fait inconnu.

§ 1. — Des présomptions établies par la Loi.

ART. 1099.

La présomption légale est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits. Tels sont :

1° Les actes que la Loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité;

2° Les cas dans lesquels la Loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées;

3° L'autorité que la Loi attribue à la chose jugée;

4° La force que la Loi attache à l'aveu de la partie ou à son serment.

ART. 1100.

L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

ART. 1101.

La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la Loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes ou dénie l'action en justice, à moins qu'elle n'ait réservé la preuve contraire et sauf ce qui sera dit sur le serment et l'aveu judiciaire.

§ 2. — Des présomptions qui ne sont point établies par la Loi.

ART. 1102.

Les présomptions qui ne sont point établies par la Loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves,

précises et concordantes, et dans les cas seulement où la Loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

SECTION IV. — De l'aveu de la partie.

ART. 1103.

L'aveu qui est opposé à une partie est ou extrajudiciaire ou judiciaire.

ART. 1104.

L'allégation d'un aveu purement verbal extrajudiciaire est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

ART. 1105.

L'aveu judiciaire est la déclaration que fait en justice ou juridiquement la partie ou son fondé de pouvoirs.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

Il ne peut être divisé contre lui.

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

SECTION V. — Du serment.

ART. 1106.

Le serment judiciaire est de deux espèces :

1° Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause; il est appelé décisoire;

2° Celui qui est déféré d'office par le Juge à l'une ou à l'autre des parties.

§ 1. — Du serment décisoire.

ART. 1107.

Le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit.

ART. 1108.

Le serment décisoire ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère.

ART. 1109.

Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans la demande.

ART. 1110.

Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

ART. 1111.

Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

ART. 1112.

La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se rétracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

ART. 1113.

Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui

qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers et ayants cause, ou contre eux.

Néanmoins le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier ;

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions ;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs ;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal, que lorsqu'il a été déféré sur la dette et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

§ 2.—Du serment déféré d'office.

ART. 1114.

Le Juge peut déférer à l'une des parties le serment, ou pour en faire dépendre la décision de la cause, ou seulement pour déterminer le montant de la condamnation.

ART. 1115.

Le Juge ne peut déférer d'office le serment que sous les deux conditions suivantes :

1° Que le fait à constater ne soit pas pleinement justifié ;

2° Qu'il ne soit pas totalement dénué de preuves.

ART. 1116.

Le serment déféré d'office par le Juge à l'une des parties ne peut être par elle référé à l'autre.

ART. 1117.

Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être déféré par le Juge au demandeur que lorsqu'il est d'ailleurs impossible de constater autrement cette valeur.

TITRE V.

Des engagements qui se forment sans convention.

ART. 1118.

Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'oblige, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns résultent de l'autorité seule de la Loi, les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé.

Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs et des autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déférée.

Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent ou des quasi-contrats ou des délits ou quasi-délits; ils font la matière du présent Titre.

CHAPITRE 1^{er}. — Des quasi-contrats.

ART. 1119.

Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

ART. 1120.

Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de l'achever jusqu'à ce que le propriétaire soit en état d'y pourvoir lui-même; il doit se charger également de toutes les dépendances de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

ART. 1121.

Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

ART. 1122.

Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le Juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

ART. 1123.

Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagements que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

ART. 1124.

Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

ART. 1125.

Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier a supprimé son titre par suite du paiement, sauf le recours de celui qui a payé, contre le véritable débiteur.

ART. 1126.

S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

ART. 1127.

Si la chose indûment reçue est un immeuble ou un meuble corporel, celui qui l'a reçue s'oblige à la restituer en nature si elle existe, ou sa valeur si elle est perie ou détériorée par sa faute; il est même garant de sa perte par cas fortuit, s'il l'a reçue de mauvaise foi.

ART. 1128.

Si celui qui a reçu de bonne foi, a vendu la chose, il ne doit restituer que le prix de la vente.

ART. 1129.

Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

CHAPITRE II. — Des délits et des quasi-délits.

ART. 1130.

Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

ART. 1131.

Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non-seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

ART. 1132.

On est responsable non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père et la mère, après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

ART. 1133.

Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pen-

dant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il se fût égaré ou échappé.

ART. 1134.

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

TITRE VI.

Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales.

ART. 1135.

La Loi ne régit l'association conjugale, quant aux biens, qu'à défaut de conventions spéciales que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications suivantes.

ART. 1136.

Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou qui appartiennent au mari comme chef, ni aux droits conférés au survivant des époux par le Titre de la *puissance paternelle* et par le Titre de la *minorité, de la tutelle* et de l'*émancipation*, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

ART. 1137.

Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes dans la succession de leurs enfants ou descendants, soit par rapport à leurs enfants entre eux, sans préjudice des donations entre-vifs, pour cause de mort ou testamentaire, qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

ART. 1138.

Les époux ne peuvent plus stipuler d'une manière générale que leur association sera réglée par la coutume du pays, qui est abrogée par le présent Code; le contrat doit déterminer spécialement les conditions adoptées par les époux.

ART. 1139.

Ils peuvent cependant déclarer d'une manière générale qu'ils entendent se marier sous le régime de la communauté ou sous celui de la séparation de biens; dans ces deux cas, leurs droits sont réglés par les dispositions ci-après du présent Titre.

ART. 1140.

A défaut de stipulations spéciales qui dérogent, soit au régime de la communauté, soit au régime de la séparation, ou qui le modifient, les règles établies dans le présent Titre forment le droit commun du Canton.

ART. 1141.

A moins de conventions contraires, tout Neuchâtelois est réputé marié sous le régime de la communauté, tel qu'il

est établi par le présent Code, quel que soit d'ailleurs le lieu où le mariage a été célébré.

ART. 1142.

Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage, par acte devant notaire : elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

ART. 1143.

Les changements qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

ART. 1144.

Le notaire est tenu de transcrire, à la suite de l'expédition du contrat de mariage, les changements survenus.

ART. 1145.

Tout contrat de mariage qui déroge au régime de la communauté légale ou le modifie, ne produira d'effet à l'égard des tiers qu'après avoir été déposé au greffe du tribunal du domicile des époux dans le Canton, et que le dépôt aura été publié en la forme usitée pour les publications judiciaires.

ART. 1146.

Aucune reconnaissance d'apports ne peut être faite pendant le mariage par l'un ou par l'autre des époux, sans que la femme soit assistée d'un curateur. L'acte doit être dressé en la forme authentique, à peine de nullité, à moins que la reconnaissance n'ait lieu en justice.

Ces reconnaissances peuvent toujours être attaquées par les tiers intéressés qui les estimeraient faites en fraude ou au préjudice de leurs droits.

ART. 1147.

L'étranger au Canton, mais qui s'y trouve domicilié, ne pourra se prévaloir contre les tiers des clauses de son contrat de mariage, sans avoir au préalable rempli la formalité prescrite par l'art. 1145. Il ne pourra se prévaloir des dispositions de la loi étrangère sous l'empire de laquelle son mariage aura été contracté, s'il n'a déclaré par écrit ses intentions au greffe du tribunal du lieu de son domicile et fait publier officiellement sa déclaration.

ART. 1148.

Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir toutes les conventions dont ce contrat est susceptible, moyennant qu'il soit assisté, dans le contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage.

Cette assistance et ce consentement sont requis, même à l'égard du majeur, s'il n'a pas atteint l'âge de vingt-deux ans révolus.

CHAPITRE II. — Du régime en communauté.

ART. 1149.

La communauté légale commence du jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil; on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

ART. 1150.

La communauté qui s'établit par la simple déclaration

qu'on se marie sous le régime de la communauté, ou à défaut de contrat, est soumise aux règles expliquées dans les sections qui suivent.

SECTION I^{re}. — De ce qui compose la communauté activement et passivement.

§ 1. — De l'actif de la communauté.

ART. 1451.

La communauté se compose activement :

1° De tous les biens meubles et immeubles possédés par les époux, au moment de la célébration du mariage ;

2° De tous ceux qui leur étoient pendant le mariage, à titre de succession, donation ou autrement ;

3° De tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage, à quelque titre que ce soit ;

4° De tous les biens qu'ils acquièrent pendant le mariage, par leur économie, leur industrie ou leur travail, et de tous les revenus de ces biens.

ART. 1452.

Les biens compris sous les numéros 1 et 2 de l'article précédent conservent néanmoins le caractère de *biens propres* de l'époux qui les a versés dans la communauté, et sont relevés par lui comme tels à la dissolution de la communauté, conformément aux règles établies dans la section 4.

ART. 1453.

Toute acquisition mobilière ou immobilière, toute constitution de créance active, faite pendant la durée du mariage, est réputée faite au profit de la communauté, alors même que le mari serait seul intervenu dans l'acte.

ART. 1454.

Si cependant l'acquisition immobilière a été payée en tout ou en partie, avec des deniers propres de l'un des époux, et si d'ailleurs cette provenance des fonds a été formellement exprimée dans l'acte, l'immeuble acquis demeurera bien propre de cet époux, dans la proportion des deniers employés à cette acquisition.

ART. 1455.

La déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers propres de la femme est insuffisante pour attribuer à celle-ci la propriété, si son acceptation n'est en outre expressément énoncée dans l'acte. A défaut de cette acceptation, l'acquisition est censée faite au profit de la communauté.

§ 2. — Du passif de la communauté.

ART. 1456.

La communauté se compose passivement :

1° De toutes les dettes mobilières ou immobilières, charges ou obligations contractées pendant la durée du mariage, par le mari, ou par la femme du consentement de son mari, ou par le mari et la femme conjointement, sauf la récompense dans le cas où elle a lieu ;

2° Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou

dettes passives qui sont personnelles à chacun des époux, jusqu'à concurrence du revenu des biens apportés par lui en communauté.

ART. 1457.

Les dettes mobilières et immobilières contractées par l'un ou l'autre des époux, avant le mariage; celles qui peuvent grever les successions ou donations échues à l'un d'eux pendant le mariage, demeurent propres à cet époux et ne sont point à la charge de la communauté.

ART. 1458.

Les cautionnements contractés par le mari, sans le consentement formel de la femme, sont des obligations personnelles au mari.

Les frais, dommages et amendes auxquels l'un des époux aurait été condamné par suite d'un délit ou crime commis, sont des obligations personnelles à cet époux.

Ces obligations ne font point partie du passif de la communauté.

ART. 1459.

Les créanciers de la communauté peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur tous les biens qui composent l'actif de la communauté; mais si la femme n'est point personnellement engagée, ses biens propres ne peuvent être saisis qu'après la saisie préalable des autres biens de la communauté.

ART. 1460.

Les créanciers personnels de l'un des époux ne peuvent poursuivre le paiement de leurs créances que sur les biens de cet époux.

SECTION II. — *De l'administration de la communauté.*

ART. 1461.

Le mari administre seul tous les biens qui composent la communauté.

Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de la femme, sauf en ce qui concerne les immeubles de cette dernière.

Il est responsable envers la femme ou ses ayants droit des biens versés par elle dans la communauté, à moins qu'ils n'aient péri par cas de force majeure. La preuve du cas de force majeure est toujours à la charge du mari.

ART. 1462.

Ni le mari, ni la femme, ne peuvent, pendant la durée de la communauté, disposer entre-vifs, à titre gratuit, de tout ou de partie des biens composant l'actif de la communauté, sans le concours et le consentement de l'un et de l'autre dans l'acte.

ART. 1463.

Les actes faits par la femme sans le consentement du mari n'engagent point la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce.

ART. 1464.

La femme ne peut vendre, aliéner ou hypothéquer ses immeubles sans l'autorisation de son mari.

ART. 1465.

Elle ne peut s'obliger ni engager les biens de la commu-

nauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de ses enfants en cas d'absence du mari, qu'après y avoir été autorisée par justice.

ART. 1466.

Le bail d'un bien de la femme passé ou renouvelé par le mari seul, plus de trois ans avant l'expiration du bail courant, s'il s'agit de biens ruraux, et plus de deux ans avant la même époque, s'il s'agit de maisons, est sans effet, à moins que l'exécution du nouveau bail n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

ART. 1467.

La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou du mari, n'est réputée, à l'égard de celui-ci, s'être obligée que comme caution; elle doit être indemnisée de l'obligation qu'elle a contractée.

ART. 1468.

Le mari qui garantit solidairement ou autrement la vente d'un immeuble propre de la femme, a pareillement un recours contre elle, soit sur sa part dans la communauté, soit sur ses biens propres, s'il vient à être inquiété.

ART. 1469.

Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une somme pour acquitter les dettes ou charges personnelles à l'un des époux, il en est dû la récompense.

ART. 1470.

Si, pendant la durée de la communauté, il a été fait, sur

un immeuble propre de l'un des époux, des travaux extraordinaires, constructions, réparations majeures qui en aient augmenté la valeur, l'époux propriétaire en devra la récompense à la communauté.

ART. 1471.

Toutes sommes, valeurs mobilières ou immobilières, quelle qu'en soit l'origine, fournies par les époux conjointement pour l'établissement d'un enfant commun, sans exprimer la portion pour laquelle ils entendaient y contribuer, sont censées fournies chacune par moitié.

Si les sommes ou valeurs ne provenaient pas d'acquêts de la communauté, l'époux dont une partie des biens propres aurait ainsi été aliénée, aura contre l'autre une action en indemnité pour la moitié des valeurs fournies, eu égard à la valeur de l'effet donné au temps de la donation.

SECTION III. — *De la dissolution de la communauté et de quelques-unes de ses suites.*

ART. 1472.

La communauté se dissout :

1° Par la mort de l'un des époux ;

2° Par le divorce ;

3° Par la séparation de corps et de biens ;

4° Par la séparation de biens.

La faillite de l'un des époux, ou de tous les deux, suspend les effets de la communauté et amène sa liquidation, mais elle ne la dissout pas ; la communauté continue après la clôture de la faillite.

ART. 1173.

La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice et sur la demande de la femme uniquement. Toute séparation volontaire est nulle.

ART. 1174.

La séparation de biens, quoique prononcée en justice, est nulle si elle n'a point été exécutée par le partage de la communauté, effectué par acte authentique, dans les trente jours qui suivent la date du jugement, ou si au moins l'exécution n'a pas été juridiquement poursuivie dans le même délai.

ART. 1175.

Toute demande et tout jugement de séparation de biens sont soumis aux publications prescrites par l'article 242 du présent Code, à peine de nullité à l'égard des tiers.

ART. 1176.

Les effets du jugement prennent cours à dater du jour où il est devenu définitif.

ART. 1177.

La femme qui a obtenu la séparation de biens, doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'entretien et d'éducation des enfants communs.

Elle doit supporter entièrement ces frais, s'il ne reste rien au mari.

ART. 1178.

La femme séparée de biens en reprend la libre administration, et le mari demeure dégagé de toute responsabilité.

ART. 1179.

La communauté dissoute par la séparation de biens peut être rétablie du consentement des deux parties.

Elle ne peut l'être qu'en la forme prescrite par les dispositions de l'article 208 du présent Code et sous les réserves contenues au dit article.

En ce cas, la communauté reprend son effet, du jour de la déclaration, pour être continuée sur les mêmes bases où elle existait précédemment.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

ART. 1180.

La dissolution de communauté opérée par séparation de biens ne donne point ouverture aux droits de survie qui continuent à subsister pour être exercés lors de la mort de l'un des époux.

ART. 1181.

Les effets de la séparation de corps et de biens sont réglés au Titre du mariage.

SECTION IV. — *Du partage de la communauté, après sa dissolution.*

ART. 1182.

Après la dissolution de la communauté, l'actif se partage, et le passif est supporté de la manière ci-après déterminée.

§ 1. — Du partage de l'actif.

ART. 1483.

Avant de procéder au partage, il est préalablement dressé un inventaire général de tous les biens composant l'actif de la communauté, quelle qu'en soit l'origine, et un inventaire de toutes les dettes et charges composant le passif de la communauté.

ART. 1484.

Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse commune tout ce dont ils sont débiteurs envers elle à titre de récompense ou d'indemnité.

ART. 1485.

Sur la masse des biens, chaque époux ou son héritier prélève les biens qui, à teneur de l'article 1452, constituent ses biens propres; il relève également les avantages qui peuvent lui avoir été faits par contrat de mariage.

ART. 1486.

Le prélèvement des biens propres s'exerce d'abord sur ceux de ces biens qui existent encore en nature ou qui ont été acquis en remploi : ces biens sont relevés dans l'état où ils se trouvent au moment du partage.

Pour les biens qui n'existent plus en nature, le prélèvement s'exerce d'abord sur l'argent comptant et, subsidiairement, sur les créances actives et les immeubles acquis par la communauté.

ART. 1487.

Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari.

En cas d'insuffisance des valeurs mobilières ou immobilières appartenant à la communauté, ces prélèvements peuvent s'exercer sur les biens personnels du mari, dont toutefois les immeubles ne seront saisis qu'à défaut d'argent comptant.

Le mari soit ses héritiers demeurent débiteurs de la femme pour la valeur des biens propres qu'elle n'aurait pu relever.

ART. 1488.

Les héritiers de la femme d'un premier lit exercent leurs prélèvements avant la femme ou les héritiers de la femme d'un second lit ; mais en aucun cas ils ne peuvent opérer leurs reprises sur ceux des biens de la seconde femme qui existeraient en nature dans la communauté.

ART. 1489.

Le mari ne peut jamais exercer ses reprises que sur les biens appartenant à la communauté.

ART. 1490.

Chaque époux est tenu de justifier le versement dans la communauté de ceux des biens propres dont il entend exercer le prélèvement.

ART. 1491.

Après que tous les prélèvements des époux ont été exécutés sur la masse, le surplus constitue les acquêts de la communauté et, s'il n'y a pas de dettes, se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

ART. 1492.

Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques

effets de la communauté, est privé de sa portion dans les dits effets.

ART. 1493.

Le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, la vente des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, est soumis aux règles qui sont établies au Titre des successions pour les partages entre cohéritiers.

§ 2. — Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes.

ART. 1494.

Les frais de scellé, inventaire, vente, liquidation et partage, font partie des dettes de la communauté.

ART. 1495.

Les dettes de la communauté sont payées avec les acquêts de la dite communauté, tels qu'ils sont définis dans l'article 1491.

En cas d'insuffisance des acquêts, le surplus est à la charge du mari ou de ses ayants droit.

ART. 1496.

Toutefois la femme ou ses héritiers sont tenus, à titre de caution, de la totalité des dettes de la communauté à l'égard des créanciers, sauf recours contre le mari ou ses héritiers; mais les créanciers ne peuvent la poursuivre qu'en justifiant de l'insolvabilité du mari ou de ses héritiers, à moins qu'elle ne soit personnellement obligée.

ART. 1497.

La femme soit ses héritiers peuvent toujours exiger que les dettes de la communauté soient liquidées et payées avant la clôture du partage, jusques à concurrence des acquêts de la communauté ou des biens propres du mari, à moins que celui-ci ne fournisse une ou plusieurs cautions jugées suffisantes.

CHAPITRE III. — Du régime de la séparation de biens.

ART. 1498.

Lorsque les époux ont stipulé par leur contrat de mariage qu'ils seraient séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance libre de ses revenus ; le tout sous sa propre responsabilité.

ART. 1499.

Chacun des époux contribue aux charges du mariage, à l'entretien et à l'éducation des enfants suivant les conventions contenues en leur contrat ; et, s'il n'en existe point à cet égard, la femme contribue à ces charges proportionnellement à ses facultés et à celles du mari.

ART. 1200.

Lorsque la femme séparée de biens a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

ART. 1201.

Les actes faits par l'un des époux séparés de biens n'obligent que cet époux, alors même que l'obligation aurait pour objet les besoins du ménage, l'entretien ou l'éducation des enfants communs.

ART. 1202.

Le mari et la femme séparés de biens qui se sont obligés conjointement ou solidairement, n'ont d'autre action l'un contre l'autre pour le fait de l'obligation, sinon celle qu'aurait tout autre coobligé, ou celle que les termes de l'acte peuvent respectivement leur réserver.

ART. 1203

Les dispositions des trois articles précédents sont également applicables aux époux séparés de biens juridiquement.

CHAPITRE IV. — Des droits de survie.

SECTION 1^{re}. — *De la nature des droits de survie.*

ART. 1204.

A moins que, par leur contrat de mariage, les époux n'aient renoncé expressément aux droits légaux de survie, ou qu'ils n'aient fait des conventions spéciales à ce sujet, ces droits sont réglés par les articles suivants.

ART. 1205.

Si l'époux prédécédé est décédé sans postérité légitime, la loi donne à l'époux survivant, quelle que soit l'époque du décès :

1° Les vêtements et linge de corps du prédécédé, ainsi que les bijoux qui servaient à son usage ordinaire ;

2° La moitié des meubles du défunt, en donnant au mot *meuble* la signification restreinte, définie dans l'article 383 du présent Code.

Le bétail n'est point compris dans la disposition précédente ;

3° Les victuailles et provisions de ménage qui se trouvaient dans la maison au moment du décès ; le blé, la farine, le vin, sont réputés provisions de ménage, jusques à concurrence des besoins raisonnables d'une année ;

4° L'usufruit de tous les autres biens du défunt, meubles et immeubles.

ART. 1206.

Si l'époux prédécédé a laissé une postérité légitime, les droits de survie de l'époux survivant sont réduits de moitié, à l'exception du droit désigné sous le n° 3 de l'article précédent.

ART. 1207.

Si l'époux décédé a laissé un ou plusieurs enfants naturels légalement reconnus avant le mariage, l'usufruit accordé au survivant s'exerce sur les quatre sixièmes du droit réservé à ces enfants ; les deux autres sixièmes leur sont délivrés immédiatement.

Toutefois, si un ou plusieurs de ces enfants se trouvaient encore en âge de minorité, l'époux survivant leur tiendra compte en outre jusqu'à leur majorité du quart des revenus de la portion qu'il détient en usufruit.

ART. 1208.

L'usufruit s'exerce sur la totalité du droit réservé à l'enfant naturel, quel que soit son âge, dans le cas où cet enfant, quoique né avant le mariage, n'aurait été cependant reconnu qu'après la célébration.

ART. 1209.

L'enfant naturel né du même père et de la même mère, mais qui n'aurait point été reconnu avant le mariage ou au moment du mariage de ses père et mère, et légitimé, recevra la moitié de son droit libre de tout usufruit, quel que soit son âge; l'autre moitié reste soumise à l'usufruit du survivant.

ART. 1210.

Si le père ou la mère a fait usage de la faculté qui lui est réservée par l'art. 620, l'enfant naturel n'en prélèvera pas moins, sur la part réduite qui lui sera laissée, une quotité égale à celle que lui réservent les articles qui précèdent : l'usufruit du survivant ne pourra s'exercer que sur le surplus.

ART. 1211.

Les époux peuvent valablement stipuler par contrat de mariage que les droits d'usufruit réservés au survivant par la loi seront remplacés par une rente viagère ou le prélèvement d'un capital déterminé sur la succession du défunt, moyennant que la stipulation ne porte point atteinte à la légitime des enfants, cas échéant.

Si la légitime se trouvait atteinte au moment du partage, il y aurait lieu à réduction.

ART. 1212.

Les objets compris sous les n^{os} 1, 2 et 3 de l'art. 1205, sur lesquels la loi réserve un droit de survie, ne peuvent être vendus pour acquitter en tout ou en partie les dettes de la communauté ou les dettes propres de l'époux prédécédé, que dans le cas où les autres biens du défunt seraient insuffisants pour y pourvoir.

SECTION II. — *Des obligations du survivant en ce qui touche les biens dont il demeure usufruitier.*

ART. 1213.

Les droits et devoirs de l'époux usufruitier sont réglés par les dispositions du Titre III, chapitre 1^{er} du Livre II du présent Code, sous les modifications suivantes.

ART. 1214.

L'époux survivant n'est point tenu de fournir caution pour garantie des biens dont la loi lui réserve l'usufruit, à moins que cette obligation ne lui ait été imposée par son contrat de mariage.

ART. 1215.

Si cependant l'époux usufruitier ne présentait pas les garanties morales ou réelles, suffisantes pour assurer la conservation des biens meubles soumis à usufruit, le Juge pourra, sur la demande de l'héritier, soit astreindre l'usufruitier à fournir caution, soit ordonner qu'il soit procédé par le ministère d'un curateur, et pour ces biens meubles seulement, ainsi qu'il est prescrit par les art. 450 et 451.

Ce curateur n'aura d'action que sur les biens dont l'administration lui sera confiée, et non sur la personne de l'usu-

fruitier, ni sur celle de ses enfants, si d'ailleurs l'autorité compétente n'a point placé sous curatelle l'usufruitier pour d'autres causes.

Le tout, sans préjudice aux cas de mésus qui seraient de nature à mettre fin à l'usufruit.

ART. 1216.

Les dispositions précédentes ne modifient point les dispositions spéciales qui règlent l'exercice des droits d'usufruit réservés aux père et mère sur les biens de leurs enfants mineurs.

ART. 1217.

L'époux survivant séparé de corps et de biens ou de biens seulement, soit par jugement, soit par contrat de mariage, est soumis purement et simplement quant à l'exercice de ses droits d'usufruit aux prescriptions du Titre III, chapitre 1^{er} du Livre II du présent Code.

ART. 1218.

L'époux usufruitier est dégagé de toute responsabilité à l'égard des biens dont l'administration lui a été enlevée : il a qualité pour attaquer la gestion du curateur et demander au besoin sa révocation, contradictoirement avec l'héritier.

ART. 1219.

Le curateur est soumis aux astrictions et obligations ordinaires ; mais nul ne peut être contraint à accepter cette fonction.

L'héritier ne peut jamais la revêtir lui-même sans le consentement formel de l'époux usufruitier.

ART. 1220.

Tout jugement qui statue sur la demande de caution formée contre l'époux usufruitier, ou qui ordonne la mise des biens meubles sous curatelle, ou prononce sur la suffisance d'une caution, est susceptible d'appel devant le Tribunal supérieur du Canton.

ART. 1221.

Le tribunal compétent pour connaître en premier ressort de la demande est celui du lieu où se trouvait le domicile conjugal au moment du décès.

Le curateur, si sa nomination est ordonnée, est nommé par l'autorité tutélaire du même lieu.

ART. 1222.

Toute vente de biens immobiliers tenus en usufruit, toutes charges dont ils seraient grevés par l'usufruitier, sans le consentement spécial et par écrit de tous les propriétaires, seront déclarées nulles.

ART. 1223.

Il ne peut être préjudicié aux droits de survie des époux, tels qu'ils sont établis dans le présent chapitre, ni par testament, ni par disposition pour cause de mort.

Toute disposition contraire sera réputée non écrite ou subordonnée à l'exercice des droits de survie, selon les cas.

TITRE VII.

De la vente.

CHAPITRE I^{er}. — De la nature et de la forme de la vente.

ART. 1224.

La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer.

ART. 1225.

Toute vente d'immeubles ou de droits immobiliers doit, à peine de nullité, être faite par acte authentique.

ART. 1226.

La vente est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas été livrée ni le prix payé.

Toutefois la vente d'un immeuble ou de droits immobiliers n'est parfaite qu'après la passation de l'acte authentique : les conventions antérieures constituent simplement une promesse de vente.

ART. 1227.

La promesse de vente donne aux parties une action :

Ou pour faire prononcer qu'au refus de l'une des parties de passer acte, le jugement en tiendra lieu et en aura tous les effets ;

On pour faire condamner la partie qui refuse à des dommages et intérêts.

Le tout au choix du demandeur.

ART. 1228.

Le bénéfice de dédite dans la huitaine de la passation de l'acte est aboli.

ART. 1229.

Toute promesse de vente immobilière est prescrite après un an.

ART. 1250.

La vente d'un immeuble ou de droits immobiliers ne peut être faite sous aucune condition suspensive ou résolutoire, non plus que sous la clause de réméré, sous peine de nullité.

ART. 1251.

Toute autre vente peut être faite purement et simplement ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous les cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

ART. 1252.

Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte, ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques et périls du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance, ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

ART. 1253.

Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite, quoique les marchandises n'aient pas encore été pesées, comptées ou mesurées.

ART. 1254.

La vente faite à l'essai ou sous réserve de dégustation est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

ART. 1255.

Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir :

Celui qui les a données, en les perdant ;

Et celui qui les a reçues, en restituant le double de ce qu'il a reçu.

ART. 1256.

Les arrhes données sont imputées en à compte du prix de la vente.

ART. 1257.

Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

ART. 1258.

Il peut cependant, sauf en matière immobilière, être laissé à l'arbitrage d'un tiers ; mais si le tiers ne veut ou ne peut faire l'estimation, il n'y a point de vente.

ART. 1259.

Les frais d'acte et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur.

CHAPITRE II. — Qui peut acheter ou vendre.

ART. 1240.

Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre.

ART. 1241.

Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux, sinon lorsque la vente est nécessaire pour la liquidation de la communauté après sa dissolution ou pour l'exécution des stipulations du contrat de mariage; néanmoins, en pareil cas, la femme ne pourra aliéner des immeubles en faveur de son mari, ou en acquérir de lui, sans être assistée d'un curateur.

ART. 1242.

Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes ni par personnes interposées :

Les tuteurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, des biens des Communes ou établissements publics confiés à leurs soins;

Les officiers publics, des biens cantonaux dont les ventes se font par leur ministère;

Les officiers de justice, des biens dont la vente se fait sous leur autorité.

ART. 1243.

Les avocats ne peuvent devenir concessionnaires de procès, droits et actions litigieux, sous peine de nullité.

Les juges, leurs suppléants, les huissiers et greffiers ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions

litigieux, qui sont de la compétence du Tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité.

ART. 1244.

Ne sont point compris dans les dispositions de l'article précédent, les procès, droits et actions litigieux, ayant pour objets des biens dont les personnes désignées seraient copropriétaires, ou qui feraient partie d'une succession dans laquelle ils auraient des droits à exercer.

CHAPITRE III. — Des choses qui peuvent être vendues.

ART. 1245.

Tout ce qui est dans le commerce, peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

ART. 1246.

La vente de la chose d'autrui est nulle : elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui.

ART. 1247.

La vente des récoltes pendantes ne peut être opposée à un tiers, si elle a été faite antérieurement à l'année dans laquelle elles doivent être recueillies.

ART. 1248.

On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

ART. 1249.

Si, au moment de la vente, la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par une expertise.

CHAPITRE IV. — Des obligations du vendeur.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

ART. 1250.

Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

ART. 1251.

Il a deux obligations principales, celle de livrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

SECTION II. — De la délivrance.

ART. 1252.

La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

ART. 1253.

En matière immobilière, la passation de l'acte authentique équivaut à la délivrance.

ART. 1254.

La tradition des effets mobiliers s'opère :

Ou par la tradition réelle ;

Ou par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent ;

Ou par le seul consentement des parties, si le transport ne peut pas s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

ART. 1255.

La tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait, du consentement du vendeur.

ART. 1256.

Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

ART. 1257.

La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

ART. 1258.

Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

ART. 1259.

Dans tous les cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

ART. 1260.

Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

ART. 1261.

Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite, à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

ART. 1262.

La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Depuis ce jour, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

ART. 1263.

L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

ART. 1264.

Le vendeur est tenu de délivrer la contenance, telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

ART. 1265.

Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat; et si la chose ne lui est pas possible, ou

si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

ART. 1266.

Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur a le choix de fournir le supplément du prix ou de se désister du contrat, si l'excédant est d'un dixième au-dessus de la contenance déclarée.

ART. 1267.

Si l'immeuble n'est point vendu à tant la mesure, il n'y a pas lieu à supplément de prix pour excédant, en faveur du vendeur; mais l'acquéreur peut exiger une diminution proportionnelle du prix, si la contenance réelle est inférieure à la contenance énoncée.

Si l'énonciation de contenance est suivie du mot *environ* ou de telle autre expression équivalente, il n'y a lieu à diminution proportionnelle du prix en faveur de l'acquéreur, que dans le cas où la différence en moins excéderait le 5 % de la contenance énoncée.

ART. 1268.

Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix qu'il a reçu, les frais du contrat.

ART. 1269.

L'action en augmentation ou diminution de prix ou résiliation du contrat doit être intentée dans l'année qui suit la date du contrat, à peine de déchéance.

ART. 1270.

S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution du prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

ART. 1271.

La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la livraison, est jugée d'après les règles prescrites au Titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

SECTION III. — De la garantie.

ART. 1272.

La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue; le second, les défauts cachés de cette chose ou les vices rédhibitoires.

§ 1. — De la garantie en cas d'éviction.

ART. 1273.

Quoique lors de la vente il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet et non déclarées lors de la vente.

ART. 1274.

Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

ART. 1275.

Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera tenu à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire est nulle.

ART. 1276.

Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls.

ART. 1277.

Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a droit de demander contre le vendeur :

- 1° La restitution du prix;
- 2° Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince;
- 3° Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur, et ceux faits par le demandeur originaire;
- 4° Enfin, les dommages et intérêts, les frais, accessoires et loyaux coûts du contrat.

ART. 1278.

Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose vendue se trouve

diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidents de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

ART. 1279.

Mais, si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

ART. 1280

Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

ART. 1281.

Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur, par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

ART. 1282.

Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires et d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

ART. 1283.

Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

ART. 1284.

Si, dans le cas de l'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé, lui est remboursée, suivant l'estimation à l'époque de l'éviction et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

ART. 1285.

Si l'immeuble vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

ART. 1286.

Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au Titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général.

ART. 1287.

La garantie pour cause d'éviction cesse, lorsque l'acquéreur n'a pas appelé son vendeur dans le terme et selon les formes déterminées par les lois de procédure.

§ 2. — De la garantie des défauts de la chose vendue.

ART. 1288.

L'action rédhibitoire ne concerne que les biens meubles, sauf l'exception renfermée dans l'article 1285.

ART. 1289.

Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus.

ART. 1290.

Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

ART. 1291.

Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que dans ce cas il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

ART. 1292.

Dans le cas des articles 1289 et 1291, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire restituer une partie du prix.

ART. 1293.

Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu,

outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

ART. 1294.

Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

ART. 1295.

Si la chose qui avait des vices, a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix et aux autres dédommagements expliqués dans les deux articles précédents.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

ART. 1296.

L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un bref délai, suivant la nature des vices rédhibitoires et l'usage du lieu où la vente a été faite, sans préjudice d'ailleurs aux dispositions spéciales des lois de procédure.

ART. 1297.

Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice.

ART. 1298.

La détermination des vices rédhibitoires dans les ventes et échanges d'animaux domestiques et les formalités y relatives sont l'objet de lois particulières.

CHAPITRE V. — Des obligations de l'acheteur.

ART. 1299.

La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

ART. 1300.

S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

ART. 1301.

En matière immobilière, le prix de la vente est réputé effectué au moment de la passation de l'acte, lequel doit toujours contenir la stipulation de quittance en faveur de l'acquéreur.

ART. 1302.

L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au paiement du capital dans les deux cas suivants :

S'il a été ainsi convenu lors de la vente ;

Si le vendeur a formé demande à l'acquéreur.

Dans ce dernier cas, l'intérêt court de plein droit depuis la formation de la demande.

ART. 1303.

Si l'acheteur est troublé par une action en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur paiera.

CHAPITRE VI. — De la nullité et de la résolution de la vente.

ART. 1304.

Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce Titre et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat et la vileté du prix.

SECTION I. — De la faculté de rachat.

ART. 1305.

La faculté de rachat ou de réméré est un pacte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal, les frais, accessoires et loyaux coûts de la vente, les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur de l'objet jusqu'à concurrence de cette augmentation.

ART. 1306.

Le rachat ou réméré est interdit en matière immobilière.

ART. 1307.

La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant neuf ans. Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

ART. 1308.

Le terme fixé est de rigueur et ne peut être prolongé par le juge.

ART. 1309.

Faute par le vendeur d'avoir exercé son droit dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

ART. 1310.

A moins de stipulations contraires, l'action en réméré est indivisible, quels que soient le nombre des vendeurs et leurs droits respectifs; elle ne peut être exercée que pour la totalité de la chose vendue.

ART. 1311.

Le vendeur à pacte de réméré peut exercer son action contre un second acquéreur, alors même que la faculté de réméré n'aurait pas été déclarée dans le second contrat.

SECTION II. — *De la rescision de la vente pour cause de lésion.*

ART. 1312.

Si le vendeur a été lésé de plus de moitié dans le prix d'un immeuble, il a le droit de demander la rescision de la vente, quand même il aurait expressément renoncé dans le contrat à la faculté de demander cette rescision.

ART. 1313.

Pour savoir s'il y a lésion de plus de moitié, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

ART. 1314.

La demande n'est plus recevable après l'expiration de l'année qui suit le jour de la vente.

ART. 1315.

Dans le cas où l'action en rescision est admise, l'acquéreur a le choix ou de rendre la chose en retirant le prix qu'il a payé, ou de garder le fonds en payant le supplément de prix, sous la déduction du dixième du prix total.

Le tiers possesseur a le même droit, sauf sa garantie contre son vendeur.

ART. 1316.

Si l'acquéreur préfère garder la chose en fournissant le supplément de prix réglé par l'article précédent, il doit l'intérêt du supplément, du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et recevoir le remboursement du prix, le vendeur lui tiendra compte des intérêts, à partir du jour de la vente, des frais d'entretien, de réparations et de ceux de culture.

L'acquéreur, de son côté, restituera les fruits perçus ou leur valeur, si mieux il n'aime renoncer aux avantages réservés par le précédent alinéa.

ART. 1317.

La rescision pour lésion n'a pas lieu en faveur de l'acheteur.

ART. 1318.

Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice ou par enchères publiques.

ART. 1319.

L'action en rescision pour cause de lésion est indivisible, quels que soient le nombre des vendeurs et leurs droits res-

pectifs; elle ne peut être exercée que pour la totalité de l'immeuble ou des immeubles vendus par un même acte.

CHAPITRE VII. — De la licitation.

ART. 1520.

Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte;

Ou si dans un partage fait de gré à gré, de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageants ne puisse ou ne veuille prendre,

La vente s'en fait aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

ART. 1521.

Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les non-intéressés soient appelés à la vente. Ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur, interdit ou sous curatelle.

ART. 1522.

Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliqués dans les lois de procédure.

CHAPITRE VIII. — Du transport des créances et autres droits incorporels.

ART. 1523.

La cession d'une créance, d'un droit ou d'une action sur un tiers ne peut s'opérer que par acte authentique ou

sous seing privé : la délivrance s'opère entre le cédant et le cessionnaire par la remise du titre.

ART. 1524.

Si la cession a été faite par acte authentique, le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers, dès la date de la cession.

Le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur, si l'acte de cession a été fait sous seing privé.

Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport fait par le débiteur dans un acte authentique.

ART. 1525.

Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé le cédant, il sera valablement libéré.

ART. 1526.

La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque.

ART. 1527.

Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

ART. 1528.

Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance ; le tout, sans préjudice aux dispositions des lois commerciales.

Il ne répond point du maintien des hypothèques, à moins de conventions spéciales.

ART. 1329.

Lorsqu'il a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, et qu'il n'y a point eu de convention spéciale sur la durée de cette garantie, cette durée est d'un an, à dater du jour de la cession.

Le cédant peut être déchargé de cette garantie, si à l'échéance le cessionnaire n'a point exigé le paiement conformément aux lois de procédure sur la matière, ou si, par sa négligence, il a laissé périliter les droits que le titre lui conférait contre le débiteur.

ART. 1330.

Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

ART. 1331.

Toutefois, à moins de réserves contraires, le cédant est tenu de faire droit au cessionnaire de tout ce qu'il aurait déjà perçu dans la succession; le cessionnaire, de son côté, est tenu de faire droit au cédant des dettes et charges qu'il aurait acquittées.

La cession n'éteint pas les créances actives et passives du cédant contre la succession ou en faveur de la succession, s'il n'a rien été stipulé à cet égard.

ART. 1332.

Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux, peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le

prix réel de la cession avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

ART. 1333.

La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

ART. 1334.

La disposition portée en l'article 1332 cesse :

1° Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé ;

2° Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû ;

3° Lorsqu'elle a été faite au possesseur du fonds sujet au droit litigieux.

TITRE VIII.

De l'échange.

ART. 1335.

L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

ART. 1336.

L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

ART. 1337.

Si l'un des copermutants a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant

n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

ART. 1538.

Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts ou de répéter sa chose.

ART. 1539.

La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange.

ART. 1540.

Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

TITRE IX.

Du contrat de louage.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales.

ART. 1541.

Il y a deux sortes de contrats de louage :

Celui des choses,

Et celui d'ouvrage.

ART. 1542.

Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

ART. 1343.

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

ART. 1344.

Ces deux genres de louage se subdivisent encore en plusieurs espèces particulières :

On appelle *bail à loyer* le louage des maisons et celui des meubles ;

Bail à ferme, celui des biens ruraux ;

Loyer, le louage du travail ou du service ;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie.

Les *devis*, *marchés* ou *prix faits*, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

CHAPITRE II.—Du louage des choses.

ART. 1345.

On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

SECTION I^{re}.—Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux.

ART. 1346.

On peut louer par écrit ou verbalement.

ART. 1347.

On ne peut louer pour plus de neuf ans.

ART. 1348.

Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et quoi qu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

ART. 1349.

Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts, auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

ART. 1350.

Le preneur ne peut ni sous-louer, ni céder son bail à un autre, sans le consentement du propriétaire, à moins que cette faculté ne lui soit réservée par le bail.

ART. 1351.

Le bailleur est obligé, par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière :

- 1° De délivrer au preneur la chose louée ;
- 2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;
- 3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

ART. 1352.

Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives.

ART. 1353.

Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

S'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur est tenu de l'indemniser.

ART. 1354.

Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit ; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation même du bail. Dans l'un et l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

ART. 1355.

Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

ART. 1356.

Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de quarante jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitable ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, celui-ci pourra faire résilier le bail.

ART. 1357.

Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent, par des voies de fait, à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée ; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

ART. 1358.

Si au contraire le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

ART. 1359.

Si ceux qui ont commis les voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est lui-même cité en justice pour se voir condamner au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

ART. 1360.

Le preneur est tenu de deux obligations principales :

1° D'user de la chose louée en bon père de famille et

suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention ;

2° De payer le prix du bail aux termes convenus.

ART. 1361.

Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

ART. 1362.

S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté, par l'usage raisonnable des lieux, ou force majeure.

ART. 1363.

S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé les avoir reçus en bon état de réparations locatives et doit les rendre tels, sauf la preuve contraire.

ART. 1364.

Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

Il répond également des dégradations ou pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires, avec la même réserve.

ART. 1365.

Il répond de l'incendie s'il a eu lieu par sa propre malveillance.

ART. 1566.

Si le bail a été fait sans écrit, le congé donné par l'une des parties à l'autre sera notifié six mois au moins avant la fin du bail, à peine de nullité, quelle que soit la nature de la location.

S'il s'agit d'une chambre ou d'un appartement meublés, le congé sera donné six mois ou quinze jours avant la fin du bail, selon qu'il est à l'année ou au mois; il sera donné au moins deux jours à l'avance, si la location est réputée faite au jour.

ART. 1567.

Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, lorsqu'il a été fait par écrit, sans qu'il soit nécessaire de donner congé.

ART. 1568.

Si, à l'expiration des baux à loyer ou à ferme, verbaux ou écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail, aux mêmes conditions que le précédent, pour les termes suivants :

Le bail d'une année, ou de plus d'une année, est renouvelé pour un an;

Le bail de moins d'une année est renouvelé pour un temps égal à sa durée.

ART. 1569.

Lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite reconduction.

ART. 1570.

A l'expiration du bail fait par écrit, quand il n'y a pas eu de congé signifié, la tacite reconduction peut être in-

voquée par le preneur, si, dans les huit jours qui suivent l'expiration du bail, il n'a point reçu sommation de quitter les lieux ; elle peut être invoquée par le bailleur, si le preneur n'a point quitté les lieux à l'expiration du bail.

A l'expiration du bail verbal, la reconduction est opérée de plein droit si l'une ou l'autre des parties n'a pas notifié un congé.

Le bail renouvelé par tacite reconduction est soumis, en ce qui touche les congés, à la règle fixée par l'art. 1366.

ART. 1371.

Dans les cas des deux articles précédents, la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

ART. 1372.

Le contrat de louage se résout par la perte de la chose louée et par le défaut respectif du bailleur et du preneur de remplir leurs engagements.

ART. 1373.

Ni le mariage, ni la mort du bailleur ou du preneur, ni la vente de la chose louée n'opèrent la résiliation du bail, à moins, s'il s'agit d'un bail écrit, que cette faculté n'ait été réservée à l'une ou à l'autre des parties.

ART. 1374.

S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas de vente l'acquéreur ou le bailleur pourrait expulser le fermier ou locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou locataire de la manière suivante.

ART. 1375.

S'il s'agit d'une maison, cave, chambre, appartement ou boutique, le bailleur paie, à titre de dommages et intérêts, au locataire évincé une somme égale au prix du loyer, pendant le temps qui est accordé entre le congé et la sortie.

ART. 1376.

S'il s'agit de biens ruraux, de manufactures, mines ou autres établissements qui exigent de grandes avances, l'indemnité due sera réglée par experts.

ART. 1377.

Le bailleur ou l'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire dans les cas énoncés à l'art. 1375 est en outre tenu d'avertir le locataire ou fermier au temps d'avance réglé pour les congés.

ART. 1378.

Les fermiers ou locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou, à son défaut et en ce qui le concerne, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

ART. 1379.

Si le droit de résiliation a été réservé pour le cas de mariage ou le cas de mort de l'une des parties, ce droit ne peut être exercé que par la partie qui a contracté mariage ou par les héritiers du défunt.

L'indemnité due par celui qui requiert la résiliation du bail, et les astrictions auxquelles il est soumis pour l'exercice de son droit, sont réglées par les dispositions de la présente section.

ART. 1380.

Le droit de résiliation prévu par l'art. 1373 doit être exercé dans les trois mois de l'événement qui lui a donné ouverture, sous peine de péremption.

ART. 1381.

Les règles posées dans les art. 1235 et 1236, concernant les arrhes, sont également applicables en matière de louage.

SECTION II. — *Des règles particulières aux baux à loyer.*

ART. 1382.

Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisants, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer.

ART. 1383.

Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et entre autres les réparations à faire :

A l'intérieur des poêles ;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu ;

Aux targettes et serrures.

ART. 1384.

Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées que par vétusté ou force majeure.

ART. 1385.

Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du bailleur, s'il n'y a clause contraire.

ART. 1386.

Le bail verbal des meubles fournis pour garnir une maison entière, une chambre ou des appartements, est censé fait pour la durée légale du bail de ces logements.

ART. 1387.

Le bail verbal d'une chambre, cave, boutique ou appartement, est réputé fait pour un an.

ART. 1388.

Le bail verbal d'une chambre ou d'un appartement meublés est réputé fait à l'année, quand il est fait à tant par an ;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois ;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

Si rien ne constate que le bail soit fait à tant par an, par mois, ou par jour, la location est censée faite pour la durée déterminée dans l'article précédent.

ART. 1389.

En cas de résiliation par la faute du locataire, celui-ci est tenu de payer le prix du bail pendant le temps nécessaire à la relocation, sans préjudice des dommages et intérêts qui ont pu résulter de l'abus.

Le jugement qui prononce la résiliation, doit en même temps déterminer l'étendue du temps nécessaire pour la relocation.

ART. 1390.

Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a eu convention contraire.

ART. 1391.

S'il a été convenu dans le contrat de louage que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de signifier d'avance un congé aux époques fixées par l'art. 1366.

SECTION III. — *Des règles particulières aux baux à ferme.*

ART. 1392.

Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier que dans les cas et suivant les règles établies au Titre de la vente.

ART. 1393.

Si le preneur d'un bien rural ne le garnit pas, cas échéant, du bétail et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses de son bail et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail.

En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts.

ART. 1394.

Tout preneur d'un bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés.

ART. 1395.

Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

ART. 1396.

Si le bail n'est que d'une année et si, pendant la durée du bail, la totalité ou la moitié au moins des récoltes est enlevée par cas fortuit, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

Il ne pourra prétendre aucune réduction, si la perte est moindre de moitié.

ART. 1397.

Si le bail est fait pour plusieurs années, il n'y a pas lieu à cette réduction.

ART. 1398.

Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une partie de la récolte en nature : auquel cas, le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa part de récoltes.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

ART. 1399.

Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

ART. 1400.

Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure.

Elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas prévus et imprévus.

ART. 1401.

Le fermier sortant doit laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance, et quand même il ne les aura pas reçus, le propriétaire pourra toujours les retenir au prix d'estimation.

CHAPITRE III. — Du louage d'ouvrage et d'industrie.

ART. 1402.

Il y a trois espèces principales de louages d'ouvrage et d'industrie :

1° Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ;

2° Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes et des marchandises ;

3° Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

SECTION I^{re}. — *Du louage des domestiques et ouvriers.*

ART. 1403.

On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.

ART. 1404.

Les règles exprimées dans l'art. 1235 sont applicables à ce contrat, mais les arrhes données par le maître au domestique ou à l'ouvrier ne sont point imputées en à-compte de son gage, à moins de convention contraire.

SECTION II. — *Des voituriers par terre et par eau.*

ART. 1405.

Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au Titre du dépôt et du séquestre.

ART. 1406.

Ils répondent non-seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur barque, bateau ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt pour être placé dans leur barque, bateau ou voiture.

ART. 1407.

Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou force majeure.

ART. 1408.

Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques ou bateaux et les voituriers sont, en outre, assujettis à des lois de commerce et règlements particuliers qui font la loi entre eux et les autres citoyens.

ART. 1409.

Les dispositions ci-dessus ne peuvent préjudicier aux lois fédérales et cantonales, relatives à certains services publics de transport.

SECTION III. — *Des devis et marchés.*

ART. 1410.

Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

ART. 1411.

Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

ART. 1412.

Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

ART. 1413.

Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier,

avant que l'ouvrage ait été reçu et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

ART. 1414.

S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par partie ; elle est censée faite pour toutes les parties payées, et le maître paie l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

ART. 1415.

Si l'édifice construit à prix fait périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables pendant dix ans, à dater de la reconnaissance et réception de l'ouvrage.

ART. 1416.

Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changements ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit et le prix convenu avec le propriétaire.

ART. 1417.

Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu raisonnablement gagner dans cette entreprise.

ART. 1418.

Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou entrepreneur.

ART. 1419.

Mais le propriétaire est tenu de payer en proportion du prix porté par la convention, à leur succession, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

ART. 1420.

L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

ART. 1421.

Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

ART. 1422.

Les maçons, charpentiers, serruriers et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section; ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

CHAPITRE IV. — Du bail à cheptel.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

ART. 1423.

Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

ART. 1424.

Il y a plusieurs sortes de cheptels :

Le cheptel simple ou ordinaire;

Le cheptel à moitié;

Le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

ART. 1425.

On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croit ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

ART. 1426.

Le bail à cheptel ne peut être fait que par écrit, soit sous seing privé, soit par acte authentique.

S'il a été fait sous seing privé, il ne peut être opposé à des tiers que du jour où la date sera devenue certaine.

ART. 1427.

A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes qui suivent.

SECTION II. — *Du cheptel simple.*

ART. 1428.

Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît et qu'il supportera aussi la moitié de la perte.

Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du travail des animaux donnés à cheptel.

La laine se partage.

ART. 1429.

L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

ART. 1430.

Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel.

ART. 1431.

Il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

ART. 1432.

En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit, et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

ART. 1433.

Le preneur qui est déchargé du cas fortuit, est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes.

ART. 1434.

Si le cheptel périt en entier, sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

S'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun, d'après le prix de l'estimation originaire et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel.

ART. 1435.

On ne peut stipuler :

Que le preneur supportera la perte totale du cheptel, quoique arrivée par cas fortuit et sans sa faute ;

Ou qu'il supportera dans la perte une part plus grande que dans le profit ;

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

ART. 1436.

Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

ART. 1437.

Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient, sans quoi il peut le saisir et le faire vendre pour ce que son fermier lui doit.

ART. 1438.

Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

ART. 1439.

S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

S'il est continué par tacite reconduction, la durée du nouveau bail est d'un an, s'il n'y a convention contraire dans le bail.

ART. 1440.

Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

ART. 1441.

A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.

Le bailleur peut prélever des bêtes de chaque espèce jusqu'à concurrence de la première estimation; l'excédant se partage.

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, et les parties se font raison de la perte.

SECTION III. — Du cheptel à moitié.

ART. 1442.

Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte.

ART. 1443.

Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

Toute convention contraire est nulle, à moins que le bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le preneur est fermier ou colon partiaire.

ART. 1444.

Toutes les autres règles du cheptel simple s'appliquent au cheptel à moitié.

SECTION IV. — *Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.*

§ 1. — *Du cheptel donné au fermier.*

ART. 1445.

Ce cheptel est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale aux prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

ART. 1446.

L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

ART. 1447.

Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire.

ART. 1448.

Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier n'est point dans les profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

ART. 1449.

La perte même totale et par cas fortuit est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

ART. 1450.

A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originaire; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer, et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

§ 2. — Du cheptel donné au colon partiaire.

ART. 1451.

On peut stipuler que le bailleur aura une plus grande part du profit; qu'il aura la moitié des laitages; qu'il aura sa part des laines à un prix inférieur à la valeur ordinaire.

Mais on ne peut stipuler que le colon sera tenu de toute la perte.

ART. 1452.

Ce cheptel finit avec le bail à métairie.

ART. 1453.

Il est d'ailleurs soumis à toutes les autres règles du cheptel simple.

SECTION V. — Du louage ou alpage des vaches.

ART. 1454.

Lorsque une ou plusieurs vaches sont remises pour les nourrir et en tirer les fruits, le bailleur en conserve la propriété et reçoit les avantages que le bail lui a réservés : le preneur profite seul du lait et des veaux qui naissent pendant la durée du bail.

ART. 1455.

Les règles établies à l'article 1429 sont applicables au louage des vaches.

ART. 1456.

Le bailleur est tenu de la perte, à moins qu'elle n'ait été précédée de quelque faute du preneur, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée; auquel cas, la perte est à la charge du preneur.

TITRE X.

Du contrat de société.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales.

ART. 1457.

La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

ART. 1458.

Toute société doit avoir un objet licite et être contractée pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter ou de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

ART. 1459.

Si, parmi les biens apportés en société, il se trouve des immeubles ou droits immobiliers, la propriété n'en peut être transférée à la société que conformément aux règles établies au Titre *de la vente* : à défaut, ces immeubles demeurent toujours la propriété de celui qui les apporte, quelles que soient les conditions de l'acte de société.

ART. 1460.

Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit.

La preuve testimoniale n'est point admise contre et outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors et depuis cet acte.

ART. 1461.

L'acte de société ne peut être opposé à des tiers, s'il n'a pas été déposé par extrait au greffe du tribunal du lieu où est le principal siège de la société, et publié en la forme ordinaire.

Les tiers peuvent se prévaloir de l'acte de société contre les associés, alors même que ceux-ci n'auraient pas rempli les formalités du dépôt et de la publication.

ART. 1462.

Est prohibé tout contrat de société par lequel les parties

voudraient mettre en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement et les profits qu'elle pourraient en tirer, ou les biens qui pourraient leur arriver par successions ou donations.

Sans préjudice de ce qui sera dit au chapitre 4, concernant l'indivision.

ART. 1463.

L'ordre des successions, tel qu'il est établi par le présent Code, ne peut être changé ou modifié, ni par les contrats de société, ni par l'indivision.

CHAPITRE II. — Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.

SECTION I^{re}. — Des engagements des associés entre eux.

ART. 1464.

La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

ART. 1465.

Toute société doit être contractée pour un temps limité. Si la société est contractée pour une affaire dont la durée est limitée, elle est censée contractée, à moins de conventions contraires, pour tout le temps que doit durer cette affaire.

ART. 1466.

Chaque associé est débiteur envers la société de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain et que la société en est évincée, l'associé en est garant envers la

société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

ART. 1467.

L'associé qui devait apporter une somme dans la société et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme, à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier.

Le tout sans préjudice de plus amples dommages et intérêts, s'il y a lieu.

ART. 1468.

Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

ART. 1469.

Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur, doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne, dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

ART. 1470.

Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance

commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance pour sa part.

ART. 1471.

Chaque associé est tenu, envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

ART. 1472.

Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société, sont des corps certains et déterminés qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé.

Si ces choses se consomment, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été estimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

ART. 1473.

Un associé a action contre la société, non-seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

ART. 1474.

Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté.

ART. 1475.

La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

ART. 1476.

L'associé chargé de l'administration par une clause spéciale du contrat de société peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu que ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime tant que la société dure ; mais, s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

ART. 1477.

Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

ART. 1478.

S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que

celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration.

ART. 1479.

A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration, l'on suit les règles suivantes :

1° Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait, est valable, même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement, sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue;

2° Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit;

3° Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société;

4° L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendant de la société, même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

ART. 1480.

L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses, même mobilières, qui dépendent de la société.

ART. 1481.

Chaque associé peut, sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il

a dans la société; il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société, ni se faire représenter par elle dans la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

SECTION II. -- Des engagements des associés à l'égard des tiers.

ART. 1482.

Les associés sont tenus solidairement des engagements qui ont été contractés par l'un d'eux au nom des autres, moyennant que l'engagement ait été pris pour un objet relatif à la société.

ART. 1483.

Toutefois, la stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société, ne dispense point le créancier de la preuve, si la réalité de la cause est contestée par les autres associés.

CHAPITRE III. - Des différentes manières dont finit la société.

ART. 1484.

La société finit :

1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée;

2° Par l'extinction de la chose ou la consommation de la négociation;

3° Par la mort de quelqu'un des associés;

4° Par l'interdiction, la mise sous curatelle ou la faillite de l'un d'eux;

5° Par la condamnation à des peines infamantes ou à des peines afflictives, autres que les peines de police.

ART. 1485.

La prorogation d'une société à temps limité ne peut être prouvée que par un écrit revêtu des mêmes formes que le contrat de société.

ART. 1486.

Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée, opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose, lorsque la jouissance seule a été mise en commun et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

ART. 1487.

S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier, ou seulement entre les associés survivants, ces dispositions seront suivies : au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

ART. 1488.

La dissolution d'une société ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y

en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges.

ART. 1489.

Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage et les obligations qui en résultent entre cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

CHAPITRE IV. — De l'indivision.

ART. 1490.

L'indivision est l'état où demeurent des héritiers ou des copropriétaires, relativement aux biens dont ils ont hérité ou qu'ils ont acquis conjointement, et dont ils n'ont pas encore fait le partage.

ART. 1491.

Un indivis ne peut obliger ses coïntéressés sans leur consentement : il est personnellement et seul responsable des engagements qu'il prend sans le concours des autres indivis, sauf son recours contre ces indivis, si l'engagement pris a tourné au profit de l'indivision.

ART. 1492.

L'indivis qui a employé à son profit particulier, sans le consentement de ses indivis, quelque somme d'argent ou valeurs appartenant à l'indivision, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts, à compter du jour de l'emploi.

ART. 1493.

Les gains produits pendant l'indivision par les biens indivis se partagent entre les intéressés, à proportion de la part que chacun obtient dans les biens communs. Il en est de même des pertes ou charges que les biens indivis peuvent avoir à supporter.

ART. 1494.

Les dispositions contenues aux n^{os} 2, 3 et 4 de l'art. 1479 sont applicables aux indivis.

ART. 1495.

L'indivision finit par le partage : le partage s'opère conformément aux règles posées au Titre des successions.

ART. 1496.

Toute autre indivision que celle qui fait l'objet du présent chapitre, constitue une société et se règle par les dispositions concernant les sociétés.

Disposition relative aux sociétés de commerce.

ART. 1497.

Les dispositions du présent Titre ne s'appliquent aux sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages de commerce.

TITRE XI.

Du prêt.

ART. 1498.

Il y a deux sortes de prêt :

Celui des choses dont on peut user sans les détruire ;

Et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait.

La première espèce s'appelle *prêt à usage* ou *commodat* ;

La deuxième s'appelle *prêt de consommation* ou simplement *prêt*.

CHAPITRE I^{er}. — Du prêt à usage ou commodat.

SECTION I^{re}. — De la nature du prêt à usage.

ART. 1499.

Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

ART. 1500.

Ce prêt est essentiellement gratuit.

ART. 1501.

Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

ART. 1502.

Tout ce qui est dans le commerce et ne se consomme pas par l'usage, peut être l'objet de cette convention.

ART. 1503.

Les engagements qui se forment par le commodat passent aux héritiers de celui qui prête.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

SECTION II. — *Des engagements de l'emprunteur.*

ART. 1504.

L'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages et intérêts, s'il y a lieu.

ART. 1505.

Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

ART. 1506.

Si la chose prêtée périt par cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

ART. 1507.

Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive, même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

ART. 1508.

Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

ART. 1509.

L'emprunteur ne peut pas retenir la chose par compensation de ce que le prêteur lui doit.

ART. 1510.

Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

ART. 1511.

Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

SECTION III. — Des engagements de celui qui prête à usage.

ART. 1512.

Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

ART. 1513.

Néanmoins, si pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

ART. 1514.

Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'ait pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

ART. 1515.

Lorsque la chose prêtée a des défauts tels, qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

CHAPITRE II. — Du prêt de consommation ou simple prêt.

SECTION I^{re}. — De la nature du prêt de consommation.

ART. 1516.

Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

ART. 1517.

Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée, et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

ART. 1518.

On ne peut pas donner, à titre de prêt de consommation, des choses qui, quoique de même espèce, diffèrent dans l'individu, comme les animaux : alors c'est un prêt à usage.

ART. 1519.

L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

ART. 1520.

La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt a été fait en lingots.

ART. 1521.

Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtées, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur doit toujours rendre la même quantité et qualité, et ne doit rendre que cela.

SECTION II. — Des obligations du prêteur.

ART. 1522.

Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie à l'art. 1515 pour le prêt à usage.

ART. 1523.

Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées avant le terme convenu.

ART. 1524.

S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, elle peut

être réclamée à la réquisition du prêteur, moyennant qu'il se conforme aux dispositions des lois de procédure, selon les cas.

ART. 1525.

S'il a été seulement convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

SECTION III. — Des engagements de l'emprunteur.

ART. 1526.

L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

ART. 1527.

S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur, eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

ART. 1528.

Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

CHAPITRE III. — Du prêt à intérêt.

ART. 1529.

Il est permis de stipuler des intérêts pour simples prêts, soit d'argent, soit de denrées ou autres choses mobilières.

ART. 1530.

L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter, ni les imputer sur le capital.

ART. 1531.

L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt légal est fixé par la loi. L'intérêt conventionnel peut excéder celui de la loi, toutes les fois que la loi ne le prohibe pas.

Le taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par écrit.

ART. 1532.

La quittance du capital, donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement et en opère la libération.

ART. 1533.

On peut stipuler un intérêt moyennant un capital que le prêteur s'interdit d'exiger.

Dans ce cas, le prêt prend le nom de constitution de rente.

ART. 1534.

Cette rente peut être constituée de deux manières, en perpétuel ou en viager.

ART. 1535.

La rente constituée en perpétuel est essentiellement rachetable.

Les parties peuvent seulement convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne pourra excéder dix ans, ou sans avoir averti le créancier au terme d'avance qu'elles auront déterminé.

ART. 1536.

Le débiteur d'une rente constituée en perpétuel peut être contraint au rachat :

1° S'il cesse de remplir ses obligations pendant deux années;

2° S'il manque à fournir au prêteur les sûretés promises par le contrat.

Dans le cas où le contrat serait garanti par des hypothèques, le débiteur peut encore être contraint au rachat;

a) S'il aliène tout ou partie des biens hypothéqués;

b) Dans le cas prévu (*art. 7 de la Loi hypothécaire*).

ART. 1537.

Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible en cas de faillite du débiteur.

ART. 1538.

Les règles concernant les rentes viagères sont établies au Titre des contrats aléatoires.

TITRE XII.

Du dépôt et du séquestre.

CHAPITRE I^{er}. — Du dépôt en général et de ses diverses espèces.

ART. 1539.

Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

ART. 1540.

Il y a deux espèces de dépôts : le dépôt proprement dit et le séquestre.

CHAPITRE II. — Du dépôt proprement dit.

SECTION I^{re}. — De la nature et de l'essence du contrat de dépôt.

ART. 1541.

Le dépôt proprement dit est gratuit, à moins de conventions contraires.

ART. 1542.

Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

ART. 1543.

Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre, de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

ART. 1544.

Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

SECTION II. — Du dépôt volontaire.

ART. 1545.

Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

ART. 1546.

Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

ART. 1547.

Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'est point reçue pour une valeur excédant fr. 1,000.

ART. 1548.

Le dépôt peut aussi être prouvé par le serment décisoire déféré à celui qui est recherché comme dépositaire, soit sur le fait même du dépôt, soit sur la chose qui en faisait l'objet, soit sur le fait de la restitution.

ART. 1549.

Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

ART. 1550.

Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt, n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe entre les mains du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

SECTION III. — *Des obligations du dépositaire.*

ART. 1551.

Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

ART. 1552.

La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur : 1° Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt ; 2° S'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt ; 3° Si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire ; 4° S'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

ART. 1553.

Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

ART. 1554.

Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse du déposant.

ART. 1555.

Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

ART. 1556.

Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ainsi le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

ART. 1557.

Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne sont pas survenues par son fait, sont à la charge du déposant.

ART. 1558.

Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à sa place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

ART. 1559.

L'héritier du dépositaire, qui a vendu de bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

ART. 1560.

Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

ART. 1561.

Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

ART. 1562.

Il ne peut pas exiger, de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt, avec sommation de faire, dans un délai déterminé et suffisant, ses diligences pour rentrer en possession de l'objet volé.

Après l'expiration du délai, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition du dépôt qu'il fait à celui duquel il l'a reçu, si d'ailleurs il n'a reçu aucune défense juridique de s'en dessaisir.

ART. 1563.

En cas de mort de la personne qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue qu'à son héritier.

S'il y a plusieurs héritiers, les héritiers doivent s'accorder entre eux pour la recevoir.

ART. 1564.

Si la personne qui a fait le dépôt, a changé d'état ; par exemple, si la femme, libre au moment où le dépôt a été fait, s'est mariée depuis et se trouve en puissance de mari ; si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction, ou mis sous tutelle ; dans tous ces cas et autres de même nature, le dépôt ne peut être restitué qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

ART. 1565.

Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur dans l'une de ces qualités, il ne peut être

restitué qu'à la personne que ce tuteur, ce mari ou cet administrateur représentaient, si leur gestion ou leur administration est finie.

ART. 1566.

Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

ART. 1567.

Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

ART. 1568.

Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution, à moins qu'il n'existe, entre les mains du dépositaire, une saisie-arrêt ou une opposition à la restitution ou au déplacement de la chose déposée.

ART. 1569.

Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

SECTION IV. — *Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait.*

ART. 1570.

La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conserva-

tion de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

ART. 1571.

Le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

SECTION V. — *Du dépôt nécessaire.*

ART. 1572.

Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement imprévu.

ART. 1573.

La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, quelle qu'en soit la valeur.

ART. 1574.

Le dépôt nécessaire est d'ailleurs soumis à toutes les règles précédemment énoncées.

ART. 1575.

Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces sortes d'objets doit être regardé comme dépôt nécessaire.

ART. 1576.

Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage

ait été causé par les domestiques ou préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

ART. 1577.

Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure, ou arrivés par la négligence du propriétaire des effets.

CHAPITRE III. — Du séquestre.

SECTION I^{re}. — Des diverses espèces de séquestre.

ART. 1578.

Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

SECTION II. — Du séquestre conventionnel.

ART. 1579.

Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'engage de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

ART. 1580.

Le séquestre conventionnel est gratuit, à moins de convention contraire. Il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences énoncées dans l'article ci-après.

ART. 1581.

Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé

avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

ART. 1582.

Le séquestre conventionnel ne peut avoir pour objet que des effets mobiliers.

SECTION III. — Du séquestre ou dépôt judiciaire.

ART. 1583.

La justice peut ordonner le séquestre :

- 1° Des meubles saisis sur un débiteur ;
- 2° D'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes ;
- 3° Des choses qu'un débiteur offre pour sa libération ;
- 4° De tout objet qui serait présumé le produit d'un vol.

ART. 1584.

Le séquestre peut encore être ordonné, soit par le juge, soit par les autorités administratives, pour l'exécution des mesures de police ou des ordonnances et règlements.

ART. 1585.

L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre le saisissant et le gardien, des obligations réciproques. Le gardien doit apporter pour la conservation des effets saisis les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter, soit à la décharge du saisissant pour la vente, soit à la partie contre laquelle les exécutions ont été faites, en cas de mainlevée de la saisie.

L'obligation du saisissant consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi ou par le juge.

ART. 1586.

Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne nommée d'office par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

ART. 1587.

Indépendamment des règles générales contenues au présent Titre, le dépôt judiciaire résultant d'offres réelles demeure soumis aux lois spéciales de procédure sur la matière.

TITRE XIII.

Des contrats aléatoires.

ART. 1588.

Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain ; tels sont :

Le contrat d'assurance ;

Le jeu et le pari ;

Le contrat de rente viagère.

Le premier est régi par des lois spéciales.

CHAPITRE I^{er}. — Du jeu et du pari.

ART. 1589.

La loi n'accorde aucune action pour une dette de jeu ou pour le paiement d'un pari.

ART. 1590.

Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie.

CHAPITRE II. — Du contrat de rente viagère.

SECTION I^{re}. — Des conditions requises pour la validité du contrat.

ART. 1591.

La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

ART. 1592.

Elle peut aussi être constituée, à titre purement gratuit, par donation entre-vifs ou par testament. Elle doit alors être revêtue des formes requises par la loi.

ART. 1593.

A moins que la rente viagère ne soit constituée par testament ou disposition pour cause de mort, elle ne peut être constituée que par acte authentique, à peine de nullité.

ART. 1594.

Dans le cas de l'art. 1592, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer. Elle est nulle, si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

ART. 1595.

La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir.

ART. 1596.

Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

ART. 1597.

Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, si elle a le caractère d'une libéralité, elle est assujettie aux formes requises pour les donations, sans préjudice aux réserves contenues dans l'article 1594.

ART. 1598.

Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

ART. 1599.

Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours qui suivent la date du contrat.

ART. 1600.

La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer.

SECTION II. — Des effets du contrat entre les parties contractantes.

ART. 1601.

Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas les sûretés stipulées pour son exécution.

ART. 1602.

Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné : il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

ART. 1603.

Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés ; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

ART. 1604.

La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

ART. 1605.

La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

ART. 1606.

Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

TITRE XIV.

Du mandat.

CHAPITRE I^{er}. — De la nature et de la forme du mandat.

ART. 1607.

Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

ART. 1608.

Le mandat doit être donné ou par acte public ou par écrit sous seing privé, même par lettre. Mais, dans ces deux der-

niers cas, si le mandant n'est point domicilié dans le Canton, le mandataire peut être requis de faire constater la vérité de la signature du mandant par une légalisation.

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

ART. 1609.

Le mandat est ou spécial, et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général, et pour toutes les affaires du mandant.

ART. 1610.

Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

ART. 1611.

Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

ART. 1612.

Les femmes peuvent être choisies pour mandataires, moyennant qu'elles soient majeures d'âge et, en outre, spécialement autorisées par leurs maris, cas échéant.

L'autorisation n'est pas nécessaire aux femmes séparées de corps et de biens.

CHAPITRE II. — Des obligations du mandataire.

ART. 1613.

Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il

en demeure chargé et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

ART. 1614.

Le mandataire répond non-seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit, qu'à celui qui reçoit un salaire.

ART. 1615.

Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

ART. 1616.

Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans la gestion : 1° quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ; 2° quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix, était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

ART. 1617.

Quand il y a plusieurs fondés de pouvoirs ou mandataires établis par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

ART. 1618.

Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi, et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

ART. 1619.

Le mandataire qui a agi dans les limites de ses pouvoirs, n'est point tenu personnellement des actes faits par lui au nom de son constituant.

ART. 1620.

Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

CHAPITRE III. — Des obligations du mandant.

ART. 1621.

Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

ART. 1622.

Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer les salaires qui peuvent lui être justement dus.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursements et paiement, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi, ni faire réduire le montant des frais et avances, sous le prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

ART. 1623.

Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

ART. 1624.

L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

ART. 1625.

Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

CHAPITRE IV. — Des différentes manières dont le mandat finit.

ART. 1626.

Le mandat finit :

Par la révocation du mandataire ;

Par la renonciation de celui-ci au mandat ;

Par la mort, l'interdiction, la mise sous curatelle, ou la faillite, soit du mandant, soit du mandataire.

ART. 1627.

Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui

semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre l'écrit qui la contient.

ART. 1628.

La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

ART. 1629.

La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

ART. 1630.

Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat, sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

ART. 1631.

Si le mandataire ignore la mort du mandant ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance, est valide.

ART. 1632.

Dans les cas ci-dessus, les engagements du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

ART. 1633.

En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en

donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

TITRE XV.

Du cautionnement.

CHAPITRE I^{er}. — De la nature et de l'étendue du cautionnement.

ART. 1634.

Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

ART. 1635.

Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé; par exemple, dans le cas de minorité.

ART. 1636.

Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul; il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

ART. 1637.

On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non-seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

ART. 1638.

Le cautionnement ne se présume point; il doit être exprès, et on ne peut l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

ART. 1639.

Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de poursuite.

ART. 1640.

Les engagements des cautions passent à leurs héritiers.

ART. 1641.

Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le Canton.

ART. 1642.

La solvabilité d'une caution s'estime essentiellement eu égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux ni à ceux qui sont situés hors du Canton.

ART. 1645.

Lorsque la caution reçue par le créancier, volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

CHAPITRE II. — De l'effet du cautionnement.

SECTION 1^{re}. — De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution.

ART. 1644.

La caution n'est obligée envers le créancier à le payer, qu'à défaut du débiteur, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas, l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

ART. 1645.

Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette, à moins de convention contraire.

ART. 1646.

L'arrière-caution n'est tenue envers le créancier que dans le cas où le débiteur et les cautions seraient insolvable.

SECTION II.— De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution.

ART. 1647.

La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, tant pour le principal que pour les intérêts, les frais, et les dommages et intérêts, cas échéant, si le cautionnement a été donné au su du débiteur et avec son aveu.

Si le cautionnement a été donné à l'insu du débiteur ou sans son aveu, la caution n'a de recours que pour le principal, les intérêts et les frais des poursuites faites par le créancier contre le débiteur.

L'intervention de la caution dans l'acte constitutif de la dette emporte l'aveu du débiteur.

ART. 1648.

La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

ART. 1649.

La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait, sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier, s'il y a lieu.

ART. 1650.

La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui indemnisée :

- 1° Lorsque le débiteur a fait faillite;
- 2° Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;
- 3° Quand elle est porteur du titre, si le titre est exigible.

SECTION III. — *De l'effet du cautionnement entre les
cofidéjusseurs.*

ART. 1651.

Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion.

Les dispositions des art. 993 et 994 sont applicables aux cautions, en ce qui touche leurs obligations réciproques.

CHAPITRE III. — *De l'extinction du cautionnement.*

ART. 1652.

L'obligation qui résulte du cautionnement, s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

ART. 1653.

La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

ART. 1654.

La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal et qui sont inhérentes à la dette.

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

ART. 1655.

La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier, ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

ART. 1656.

L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque, en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

ART. 1657.

La prorogation de terme accordée par le créancier au débiteur principal, sans le consentement de la caution, décharge la caution.

ART. 1658.

La caution demeure obligée, même après l'échéance de l'obligation, pendant tout le temps nécessaire pour contraindre le débiteur à l'exécution de ses engagements, moyennant que le créancier ait commencé les poursuites contre le débiteur principal dans les quinze jours de l'échéance, et ne les ait point laissé périmer.

CHAPITRE IV. — De la caution légale et de la caution judiciaire.

ART. 1659.

Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 1641 et 1642.

ART. 1660.

Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage en nantissement suffisant.

ART. 1661.

La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal : elle est toujours réputée obligée solidairement avec lui.

ART. 1662.

Il en est de même de celui qui a cautionné la caution judiciaire.

TITRE XVI.

Des transactions.

ART. 1663.

La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

Ce contrat doit être rédigé par écrit.

ART. 1664.

Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ou curateur ne peut transiger pour le mineur, l'interdit ou le majeur sous curatelle, que conformément aux dispositions du Titre *de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*. Il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de tutelle, que conformément aux dispositions du même Titre.

ART. 1665.

On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

ART. 1666.

On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

ART. 1667.

Les transactions se renferment dans leur objet ; la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

ART. 1668.

Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

ART. 1669.

Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

ART. 1670.

La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux.

ART. 1671.

Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreurs de droit, ni pour cause de lésion.

ART. 1672.

Néanmoins une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

ART. 1673.

Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

ART. 1674.

La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

ART. 1675.

La transaction sur un procès terminé par jugement passé en force de chose jugée, dont les parties, ou l'une d'elles, n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

ART. 1676.

Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties.

Mais la transaction serait nulle, si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

ART. 1677.

L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

TITRE XVII.

De la contrainte par corps.

ART. 1678.

La contrainte par corps peut s'accorder pour toute espèce de dettes.

ART. 1679.

Elle peut encore s'accorder :

- 1° Pour la restitution d'un dépôt nécessaire ;
- 2° Pour la représentation des choses déposées aux séquestres, commissaires et autres gardiens ;
- 3° Contre tous officiers publics, pour la représentation de leurs minutes quand elle est exigée ;
- 4° Contre les notaires, avocats, huissiers, pour la restitution des titres à eux confiés et des deniers par eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonctions ;
- 5° Pour répétition de deniers consignés entre les mains de personnes publiques établies à cet effet ;
- 6° Pour l'exécution d'un jugement rendu sur les conclusions de la partie lésée en matière de stellionat ;
- 7° Enfin, dans tous les cas où des lois spéciales ont autorisé ou ordonné ce moyen de contrainte ; dans ce dernier cas, les dispositions des lois spéciales déterminent la durée de la contrainte, les formes nécessaires pour l'obtenir, et la manière de l'exercer.

ART 1680.

La contrainte par corps ne peut être accordée, ni contre des débiteurs ou contraignables âgés de 70 ans accomplis, ni contre les femmes qui n'ont point contracté la dette ou l'obligation, ni contre les mineurs d'âge.

ART. 1681.

Le débiteur ne peut être retenu en prison, à la requête du même créancier, plus de cinq ans.

Le jugement qui accorde la contrainte, doit en déterminer la durée.

ART. 1682.

Dans tous les cas, lorsque le débiteur aura atteint l'âge de 70 ans, il devra immédiatement être mis en liberté.

ART. 1683.

La contrainte par corps ne peut être appliquée qu'en vertu du jugement d'un tribunal de première instance, jugement toujours susceptible d'appel.

ART. 1684.

L'appel suspend la contrainte par corps prononcée par le premier jugement.

ART. 1685.

L'exercice de la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et les exécutions sur les biens.

TITRE XVIII.

Du nantissement ou gage.

ART. 1686.

Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*. C'est le seul qui soit autorisé par la loi.

Le nantissement d'une chose immobilière, ou l'*antichrèse*, est interdit.

ART. 1687.

Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

ART. 1688.

Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte authentique, ou un acte sous seing privé dont la date soit certaine, acte contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leurs qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit n'est toutefois prescrite qu'en matière excédant la valeur de cent cinquante francs.

ART. 1689.

Si le privilège énoncé en l'article précédent s'établit sur un meuble incorporel, tel qu'une créance, l'acte de nantissement doit être signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

ART. 1690.

Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties.

ART. 1691.

Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

ART. 1692.

Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage ; il doit faire ordonner en justice que ce gage lui demeurera en paiement, après expertise, ou qu'il sera vendu aux enchères à son profit ; le tout jusqu'à due concurrence du montant de la dette et de ses accessoires.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans autres formalités, est nulle.

ART. 1693.

Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, celui-ci reste propriétaire du gage qui n'est, dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège de celui-ci.

ART. 1694.

Le créancier répond, selon les règles établies au Titre des *contrats* ou des *obligations conventionnelles en général*, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

ART. 1695.

S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage, ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

ART. 1696.

Si le créancier abuse du gage, le débiteur est en droit de demander que le gage soit mis en séquestre, aux frais et risques du créancier.

ART. 1697.

Le gage est indivisible.

L'héritier du débiteur qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

ART. 1698.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux lois du commerce.

TITRE XIX.

Des privilèges et hypothèques.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales.

ART 1699.

Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.

ART. 1700.

Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue entre eux par contributions en cas de faillite, à moins qu'il n'y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

ART. 1701.

Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

CHAPITRE II. — Des privilèges.

ART. 1702.

Le privilège est un droit que la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré à d'autres créanciers.

ART. 1703.

Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

ART. 1704.

Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

ART. 1705.

Les créances qui jouissent d'un privilège dans les faillites, et l'ordre et le mode selon lesquels ces privilèges s'exercent, sont déterminés par la Loi sur les faillites.

ART. 1706.

Les créances qui jouissent d'un privilège sur certains meubles, même alors que le débiteur n'est point en état de faillite, sont les suivantes :

1° Les loyers et fermages des immeubles, sur le prix des fruits de la récolte de l'année et sur le prix de tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, y compris le bétail.

Ce privilège s'exerce pour tous les arrérages et pour tout ce qui est à échoir de l'année courante du bail.

Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

2° La créance, sur le gage dont le créancier est saisi;

3° Les frais faits pour la conservation de la chose;

4° Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge;

5° Les frais de voiture et les dépenses accessoires, sur la chose voiturée;

6° Les frais dus à l'ouvrier pour travaux et fournitures, sur l'objet qu'il a encore dans les mains, moyennant qu'ils soient relatifs à cet objet;

7° Les créances résultant d'abus et prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur les fonds de leur cautionnement et sur les intérêts qui en peuvent être dus.

ART. 1707.

Le privilège du propriétaire s'exerce sur les meubles et effets mobiliers mentionnés dans l'article 1706, même dans le cas où ils ne seraient pas ou auraient cessé d'être la propriété du locataire ou fermier, à moins que le propriétaire des meubles et effets mobiliers n'ait fait connaître son droit au propriétaire des immeubles loués, par une notification juridique.

ART. 1708.

Il s'exerce néanmoins nonobstant cette notification, si elle est postérieure à l'entrée des effets dans les lieux loués, ou si l'aliénation a eu lieu pendant la durée du bail.

ART. 1709.

Les instruments de musique et objets d'art analogues, loués pour un usage temporaire par des marchands exerçant ce genre d'industrie, ne sont en aucun cas soumis au privilège du propriétaire des immeubles, moyennant que ces marchands justifient de la légitimité de leur droit.

ART. 1710.

Le propriétaire peut saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son

consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication, savoir : lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme, dans le délai de quarante jours, et dans celui de quinzaine s'il s'agit des meubles garnissant une maison.

ART. 1711.

Les privilèges de l'Etat pour impôts et autres redevances sont déterminés par les lois qui les concernent.

ART. 1712.

Tous les privilèges ci-dessus énoncés s'exercent en la forme prescrite par les lois de procédure.

ART. 1713.

Il n'est point dérogé par les dispositions précédentes aux dispositions des lois de commerce touchant certains privilèges particuliers.

CHAPITRE III. — Des hypothèques.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

ART. 1714.

L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation. Elle est de sa nature indivisible et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque partie de ces immeubles. Elle les suit, dans quelques mains qu'ils passent.

ART. 1715.

L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les

formes autorisés par la loi. Elle n'a de valeur contre des tiers que dès le jour de son inscription.

Elle ne s'éteint que dans les cas prévus par les dispositions de la présente loi.

Elle se liquide conformément aux dispositions de la Loi sur l'expropriation; toutes stipulations contraires sont interdites.

ART. 1716.

Elle est judiciaire ou conventionnelle.

ART. 1717.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte d'un jugement.

L'hypothèque conventionnelle est celle qui est consentie volontairement par le propriétaire de l'immeuble à hypothéquer.

ART. 1718.

Sont seuls susceptibles d'hypothèque les biens immobiliers qui sont dans le commerce et leurs accessoires réputés immeubles. Les biens à venir ne peuvent pas être hypothéqués.

ART. 1719.

Sont interdites toutes conventions par lesquelles le créancier entrerait en possession de l'immeuble hypothéqué pour paiement de sa créance, ou serait autorisé à disposer de l'immeuble sans l'accomplissement des formalités de poursuites prévues par les lois.

ART. 1720.

Si l'immeuble ou les immeubles assujettis à l'hypothèque ont péri ou éprouvé des dégradations telles qu'ils soient de-

venus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra ou poursuivre sur-le-champ son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque.

S'ils ont éprouvé de tels changements, soit dans leur nature, soit dans leurs limites, qu'ils ne puissent plus être facilement reconnus, le créancier est en droit de demander une nouvelle désignation qui est faite par acte authentique, à frais communs entre le débiteur et le créancier, et transcrite sur le registre de conservation.

ART. 1721.

L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'immeuble hypothéqué, ainsi qu'aux fruits naturels pendants par racine et aux fruits civils dus au moment de la saisie de l'immeuble, si toutefois le propriétaire n'en avait pas légalement disposé.

ART. 1722.

Les immeubles hypothéqués sont affectés pour le capital de l'obligation, pour les intérêts dus dans les limites prévues par la présente loi et pour les frais de poursuites à fin de paiement. Ils ne sont point affectés au paiement des frais de procès, soit sur le fond, soit sur la forme des poursuites.

ART. 1723.

L'indemnité due au propriétaire assuré d'un immeuble incendié représente l'immeuble détruit et demeure affectée par privilège au paiement des créanciers hypothécaires, selon leurs rangs et droits respectifs. Elle ne peut être l'objet d'aucune transaction valable de la part du débiteur assuré, tant que mainlevée ne lui a pas été donnée des hypothèques dont l'immeuble était grevé.

La Compagnie d'assurance ne peut valablement payer qu'au vu d'un certificat du conservateur des hypothèques constatant la franchise de l'immeuble, ou sur la présentation d'une mainlevée juridique de la part des créanciers inscrits.

SECTION II. — *Des hypothèques judiciaires.*

ART. 1724.

L'hypothèque judiciaire résulte de tout jugement définitif qui, par une disposition spéciale, donne à celui en faveur duquel le jugement est rendu, le droit de prendre hypothèque pour sûreté de l'exécution des condamnations.

Quand la condamnation n'excède pas fr. 200 en capital, il n'y a jamais lieu à hypothèque.

ART. 1725.

Le jugement doit, sous peine de nullité en ce qui touche le droit d'hypothèque, déterminer en termes précis la somme pour sûreté de laquelle et l'immeuble sur lequel l'hypothèque pourra être prise.

ART. 1726.

L'hypothèque judiciaire ne peut résulter de jugements rendus hors du Canton, sans préjudice aux prescriptions contraires qui pourraient se trouver dans les lois politiques ou dans les traités.

SECTION III. — *Des hypothèques conventionnelles.*

ART. 1727.

Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent.

ART. 1728.

Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions et rescisions.

ART. 1729.

Les biens des mineurs, des interdits et ceux des absents, tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que pour les causes et dans les formes établies par la loi ou en vertu de jugements.

ART. 1730.

L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte passé en forme authentique. L'acte doit contenir, à peine de nullité de l'hypothèque :

- a) La déclaration du propriétaire de l'immeuble qu'il n'existe aucune hypothèque antérieure, ou la transcription sommaire des hypothèques existantes d'après le bordereau fourni par le conservateur;
- b) L'énonciation exacte de la somme pour sûreté de laquelle l'hypothèque est consentie;
- c) L'indication spéciale de la nature et la situation de chacun des immeubles hypothéqués.

ART. 1731.

Les contrats passés hors du pays ne peuvent donner d'hypothèques sur les biens situés dans le Canton, s'il n'y a des dispositions contraires à ce principe dans les lois politiques ou dans les traités.

SECTION IV. — Du rang que les hypothèques ont entre elles.

ART. 1732.

Entre les créanciers, l'hypothèque, soit judiciaire, soit conventionnelle, n'a de rang que du jour de l'inscription prise par le créancier sur les registres du conservateur, dans les formes et de la manière prescrites par la loi.

Le créancier non hypothécaire, poursuivant par voie de saisie immobilière, exerce ses droits immédiatement après le dernier créancier hypothécaire inscrit avant l'époque où le débiteur saisi a perdu par les poursuites la faculté d'aliéner.

CHAPITRE IV. — Du mode de l'inscription des hypothèques.

ART. 1735.

Les inscriptions se font, à peine de nullité, au bureau de conservation dans le district duquel sont situés les biens soumis à hypothèque.

Si des immeubles situés dans différents districts sont hypothéqués par un seul et même acte, l'inscription devra être faite dans chaque district où l'un des immeubles est situé.

Si la propriété hypothéquée est sise à la frontière du Canton et coupée par la ligne de démarcation, l'inscription sera faite au bureau de conservation du district dans lequel se trouve la partie de l'immeuble située dans le pays.

Si la propriété est située sur deux districts limitrophes, l'acte sera inscrit dans l'un de ces districts, au choix des créanciers; mais alors une mention de cette inscription sera faite sans frais au bureau des hypothèques de l'autre district, sur un registre spécial.

ART. 1734.

L'inscription ne produit aucun effet :

1° Si elle est prise dans le délai pendant lequel les actes faits avant l'ouverture des faillites sont déclarés nuls ;

2° Si elle est prise sur les biens d'une succession qui n'est point encore acceptée ou qui est acceptée sous bénéfice d'inventaire.

ART. 1735.

L'inscription prise sur les biens d'un débiteur frappé par des poursuites juridiques de l'incapacité d'aliéner, est valable, mais elle ne peut préjudicier aux droits antérieurs du créancier poursuivant : elle déploiera ses effets dès sa date, même contre ce créancier, quand le débiteur sera rentré dans la plénitude de ses droits.

ART. 1736.

Tous les créanciers inscrits le même jour exercent en concurrence une hypothèque de la même date, sans distinction entre l'inscription du matin et celle du soir, alors même que cette différence aurait été signalée par le conservateur.

ART. 1737.

Pour opérer l'inscription :

Le créancier représente, soit par lui-même, soit par un tiers, au conservateur des hypothèques, le titre authentique ou le jugement qui donne naissance à l'hypothèque.

Il doit indiquer sur deux bordereaux, dressés et signés par le notaire, dont l'un sera porté au pied du titre :

1° Les nom, prénoms, domicile du créancier, sa profession et l'élection d'un domicile dans le pays, s'il n'y réside pas ;

2° Les nom, prénoms, domicile du débiteur, sa profession ou une désignation individuelle et spéciale, telle que le conservateur puisse reconnaître et distinguer dans tous les cas l'individu qui a constitué l'hypothèque;

3° Les nom, prénoms, domicile réel ou élu du propriétaire de l'immeuble, dans le cas où ce propriétaire ne serait pas le débiteur lui-même;

4° La date et la nature du titre, avec l'indication du notaire qui a passé l'acte, ou du tribunal qui a rendu le jugement;

5° Le montant du capital des créances exprimées dans le titre, comme aussi le montant des accessoires de ces capitaux et l'époque fixée pour le remboursement;

6° L'indication de l'espèce, de la contenance et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son hypothèque; le nom du territoire de la commune où sont situés les biens; le numéro du cadastre où il existe; le nom du quartier et le nom spécial de l'immeuble, s'il en a un; les noms, prénoms et professions des propriétaires limitrophes.

ART. 1738.

Le conservateur transcrit sur son registre le contenu au bordereau, et certifie au pied du titre avoir fait l'inscription. Il indiquera le folio du registre, la date de l'inscription et le droit perçu.

ART. 1739.

Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt a droit d'être colloqué pour deux années d'intérêts arriérés seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital; il pourra prendre des inscriptions particulières, qui auront rang à compter de leur

date, pour les arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

ART. 1740

Les inscriptions conservent l'hypothèque pendant dix années, à compter du jour de leur date; leur effet cesse si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai.

ART. 1741.

Les frais d'inscription sont à la charge du débiteur, s'il n'y a stipulation contraire; l'avance en est faite par l'inscrivant.

ART. 1742.

Toute cession d'un titre garanti par une hypothèque doit être faite par acte authentique et transcrite par extrait en marge de l'inscription. La transcription marginale indiquera la date de la cession, le nom du notaire, les noms et prénoms du cessionnaire et du cédant, le domicile réel ou élu du cessionnaire. A défaut de la transcription prescrite par le paragraphe précédent, les formalités juridiques remplies vis-à-vis du créancier primitivement inscrit seront réputées légalement accomplies.

Ces dispositions sont également applicables à tout transfert de créances hypothécaires, quelle que soit la cause du transfert.

ART. 1743.

Les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, sont intentées devant le tribunal compétent, par exploits notifiés aux domiciles réels ou élus indiqués dans l'inscription, et ce, nonobstant le décès ou

changement de domicile des créanciers ou de ceux chez lesquels ils avaient élu domicile.

Tout changement de personnes ou de domicile pourra être indiqué sur le registre hypothécaire, moyennant que celui qui requiert la modification, justifie légalement de ses droits à l'opérer.

CHAPITRE V. — De la radiation des hypothèques.

ART. 1744.

Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement définitif.

ART. 1745.

Dans l'un ou l'autre cas, ceux qui requièrent la radiation, déposent au bureau du conservateur l'expédition de l'acte authentique portant consentement ou celle du jugement.

ART. 1746.

La radiation non consentie est demandée au tribunal dans le ressort duquel se trouve l'immeuble hypothéqué.

CHAPITRE VI. — De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs.

ART. 1747.

Les créanciers ayant hypothèque inscrite sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe, pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs inscriptions.

ART. 1748.

Tout acquéreur, héritier ou donataire d'un immeuble grevé d'hypothèque, devra dénoncer son acquisition, héritage ou donation, aux créanciers hypothécaires inscrits.

Tant que cette dénonciation n'a pas eu lieu, les créanciers poursuivront valablement l'expropriation, en la poursuivant sur leur débiteur.

ART. 1749.

Le tiers détenteur est tenu de payer tous les capitaux, intérêts exigibles et accessoires garantis par l'hypothèque, à quelque somme qu'ils puissent monter, ou de délaisser l'immeuble hypothéqué, sans aucune réserve.

ART. 1750.

Toutefois, lorsque l'Etat, pour cause d'utilité publique, fait l'acquisition d'un immeuble ou d'une partie d'un immeuble hypothéqué, il n'est, dans aucun cas, tenu de payer au créancier hypothécaire au-delà du prix de cette acquisition.

ART. 1751.

Les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires, donnent lieu contre lui à une action en indemnité; mais il ne peut répéter ces impenses et améliorations que jusqu'à concurrence de la plus-value résultant de l'amélioration.

ART. 1752.

Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dus par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser.

ART. 1753.

Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou l'expropriation.

ART. 1754.

Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou délaissé au saisissant l'immeuble hypothéqué, ou subi l'expropriation, est subrogé aux droits du créancier, tant contre le débiteur de la dette que sur les autres hypothèques de la créance.

ART. 1755.

Toutefois, si les autres biens hypothéqués pour sûreté de la créance n'étaient plus entre les mains du débiteur, les tiers détenteurs ne pourront être tenus à paiement envers le tiers détenteur subrogé aux droits du créancier primitif, que jusqu'à concurrence d'une portion de la dette proportionnée à la valeur des biens hypothéqués dont ils sont détenteurs.

CHAPITRE VII. — De l'extinction des hypothèques.

ART. 1756.

Les hypothèques s'éteignent :

- 1° Par l'extinction de l'obligation principale ;
- 2° Par la renonciation du créancier à l'hypothèque ;
- 3° Par la prescription.

La prescription est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont dans ses mains, par le temps fixé pour la pres-

cription du titre qui donne l'hypothèque. Quant aux biens qui sont dans les mains d'un tiers détenteur, elle lui est acquise, soit par le temps réglé pour la prescription de la propriété à son profit, soit par la prescription du titre.

Les inscriptions prises par le créancier n'interrompent pas le cours de la prescription établie par la loi en faveur du débiteur ou du tiers détenteur.

CHAPITRE VIII. — Du mode de purger les propriétés des hypothèques.

ART. 1757.

Le vendeur ou donateur ne transmet à l'acquéreur ou donataire que la propriété et les droits qu'il avait sur elle ; il les transmet sous l'affectation des mêmes hypothèques dont il était chargé.

ART. 1758.

Si le nouveau propriétaire veut se garantir de l'effet des poursuites autorisées par le chapitre 6 du présent Titre, il notifiera aux créanciers inscrits, aux domiciles par eux indiqués ou élus dans leurs inscriptions :

1° Un extrait de son titre contenant la date et la qualité de l'acte, le nom et la désignation précise du vendeur ou donateur, la nature et la situation de la chose vendue, le prix et les charges faisant partie du prix de la vente, ou l'évaluation juridique de la chose, si elle a été donnée ;

2° Un tableau en trois colonnes qui contiendra la date des hypothèques et de l'inscription, le nom des créanciers, le montant des créances inscrites ;

Une expédition de cette notification sera également signi-

fiée par le nouveau propriétaire à son préposseur immédiat.

ART. 1759.

L'acquéreur ou donataire déclarera, par le même acte, qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes et charges hypothécaires légitimes, jusqu'à concurrence seulement du prix, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

ART. 1760.

Sur cette notification, tout créancier dont le titre est inscrit, peut requérir le délaissement de l'immeuble pour être liquidé en la forme ordinaire. Cette réquisition doit avoir lieu juridiquement dans les deux mois dès la notification faite par le détenteur de l'immeuble, par exploit notifié tant au nouveau propriétaire qu'au débiteur principal.

ART. 1761.

A défaut par les créanciers d'avoir requis le délaissement dans les formes et délais prescrits, la valeur de l'immeuble demeure définitivement fixée au prix stipulé dans le contrat ou par l'évaluation, et le propriétaire est libéré de toute hypothèque en payant le dit prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, ou en le consignant dans la quinzaine après l'expiration du délai.

ART. 1762.

Si le délaissement a été demandé, il est procédé sur-le-champ à la liquidation, conformément à la loi, et l'action en recours est ouverte contre le vendeur au profit de l'acquéreur.

**CHAPITRE IX. — De la responsabilité des conservateurs
et des registres hypothécaires.**

ART. 1763.

Les conservateurs délivreront copie des inscriptions existantes ou des certificats qu'il n'en existe aucune :

1° A tout propriétaire de l'immeuble au sujet duquel ces renseignements sont réclamés, et à tout individu porteur de son autorisation ;

2° A tout créancier par titre ou hypothécaire du propriétaire de l'immeuble ;

3° A tout individu auquel le jugement d'un tribunal en aura donné le droit, ou qui a ouvert une demande concluant à l'hypothèque ;

4° Tout créancier hypothécaire peut vérifier sur les registres si son inscription est faite conformément au bordereau.

ART. 1764.

Les registres hypothécaires seront toujours à la disposition des autorités administratives ou judiciaires, pour la surveillance qu'elles sont appelées à exercer et les travaux pour l'exécution desquels la communication de ces registres serait nécessaire.

ART. 1765.

Les conservateurs sont responsables du préjudice résultant :

1° De l'omission sur leurs registres des inscriptions requises dans leurs bureaux et de l'irrégularité de ces inscriptions ;

2^o Du défaut de mention dans leurs certificats d'une ou de plusieurs des inscriptions existantes, à moins, dans ce dernier cas, que l'erreur ne provint de désignations insuffisantes qui ne pourraient leur être imputées.

ART. 1766.

L'immeuble à l'égard duquel le conservateur aurait omis dans ses certificats une ou plusieurs des charges inscrites, en demeure néanmoins chargé, sauf la responsabilité du conservateur envers la personne lésée.

ART. 1767.

Dans aucun cas, les conservateurs ne peuvent refuser ni retarder l'inscription de droits hypothécaires, ni la délivrance de certificats requis, sous peine de dommages-intérêts; procès-verbaux des refus ou retards seront dressés, à la diligence des requérants, soit par un juge de paix, soit par un notaire et deux témoins.

Si le refus ou le retard n'ont point été légalement reconnus légitimes, le créancier conservera le rang qu'il aurait obtenu au moment de la présentation de son titre au conservateur, sauf recours contre celui-ci de la part des personnes lésées.

ART. 1768.

Les conservateurs seront tenus d'avoir un registre sur lequel ils inscriront, jour par jour et par ordre numérique, les remises de titres et bordereaux qui leur sont faites pour être inscrits; ils donneront au requérant une reconnaissance qui rappellera le numéro du registre sur lequel la remise aura été inscrite, et ils ne pourront inscrire les bordereaux

sur les registres à ce destinés, qu'à la date et dans l'ordre numérique des remises.

Les inscriptions sont faites sur les registres, de suite, sans aucun blanc ni interligne.

ART. 1769.

Tous les registres des conservateurs sont cotés et paragraphés à chaque page par la Chancellerie d'Etat, et revêtus de son sceau.

ART. 1770.

Les conservateurs sont tenus de se conformer aux dispositions du présent chapitre, à peine d'une amende de cent francs à mille francs, sans préjudice des dommages-intérêts des parties, lesquels seront payés avant l'amende.

ART. 1771.

Les registres des conservateurs seront arrêtés chaque mois.

TITRE XX.

De l'expropriation forcée et des ordres entre les créanciers.

ART. 1772.

Le créancier peut poursuivre la saisie et l'expropriation :
1° des biens mobiliers et immobiliers de son débiteur, et
2° de l'usufruit appartenant à son débiteur sur des biens de même nature.

ART. 1773.

Néanmoins, la part indivise d'un cohéritier dans les biens

d'une succession, ne peut être mise en vente par ses créanciers personnels, avant le partage ou la licitation qu'ils peuvent provoquer, s'ils le jugent convenable, ou dans lesquels ils ont le droit d'intervenir, conformément aux dispositions du Titre des successions.

ART. 1774.

Le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués.

ART. 1775.

Le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur.

ART. 1776.

Les formes à suivre pour saisir les biens meubles ou immeubles d'un débiteur, l'ordre et la distribution du prix des immeubles en cas d'expropriation pour liquidation de créances hypothécaires, sont réglés tant par les lois générales de procédure que par les lois spéciales pour la liquidation des hypothèques.

TITRE XXI.

De la prescription.

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales.

ART. 1777.

La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps et sous les conditions déterminées par la loi.

ART. 1778.

On ne peut d'avance renoncer à la prescription : on peut renoncer à la prescription acquise.

ART. 1779.

La renonciation à la prescription est expresse ou tacite : la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

ART. 1780.

Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

ART. 1781.

Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

ART. 1782.

Les créanciers ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

ART. 1785.

On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

ART. 1784.

L'Etat, les établissements publics, les Communes, pour les biens qui leur appartiennent à titre privé, sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

CHAPITRE II. — De la possession.

ART. 1785.

La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

ART. 1786.

Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

ART. 1787.

La bonne foi est toujours présumée, et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi, à la prouver.

ART. 1788.

Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition, si la possession est appuyée sur un titre.

ART. 1789.

On est toujours présumé posséder pour soi, et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

ART. 1790.

Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

ART. 1791.

Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

ART. 1792.

Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

ART. 1793.

Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf preuve contraire.

ART. 1794.

Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre lucratif ou onéreux.

CHAPITRE III.— Des causes qui empêchent la prescription.

ART. 1795.

Ceux qui possèdent pour autrui, ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

ART. 1796.

Les héritiers de ceux qui tenaient la chose à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

ART. 1797.

Néanmoins les personnes énoncées dans les deux articles précédents peuvent prescrire, si le titre de leur possession

se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

ART. 1798.

Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un contrat translatif de propriété, peuvent la prescrire.

ART. 1799.

On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut pas se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

ART. 1800.

On peut prescrire contre son titre, en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

CHAPITRE IV. — Des causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

SECTION 1^{re}. — Des causes qui interrompent la prescription.

ART. 1801.

La prescription peut être interrompue, ou naturellement, ou civilement.

ART. 1802.

Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit par un tiers.

ART. 1803.

Une citation en justice, un commandement, un acte de poursuite ou de procédure auquel la loi attache cet effet,

signifié à celui qu'on veut empêcher de prescrire, forment l'interruption civile.

ART. 1804.

La citation en conciliation devant le Juge de paix interrompt la prescription, du jour de la date de la notification, lorsqu'elle est accompagnée d'une assignation éventuelle en justice.

ART. 1805.

Si l'assignation est nulle par défaut de forme;
Si le demandeur se désiste de sa demande;
S'il laisse périmer l'instance,
Ou si sa demande est rejetée, l'interruption est regardée comme non avenue.

ART. 1806.

La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

ART. 1807.

L'inscription du paiement de l'intérêt ou d'un à-compte sur le titre, faite de la main du créancier ou de ceux qui agissent pour lui, n'interrompt point la prescription.

ART. 1808.

L'interpellation faite, conformément aux articles 1803 et 1804, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des cohéritiers, codébiteurs, ou cautions solidaires, ou la reconnaissance de l'un d'eux,

interrompt la prescription à l'égard des autres cohéritiers, codébiteurs ou cautions solidaires.

ART. 1809.

L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

ART. 1810.

Quand la prescription se trouve acquise au moment de l'interpellation ou de la reconnaissance, l'interpellation ou la reconnaissance ne produisent d'effet qu'à l'égard du débiteur auquel le créancier s'est adressé.

SECTION II. — *Des causes qui suspendent le cours de la prescription.*

ART. 1811.

La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

ART. 1812.

La prescription ne court point contre les mineurs et les interdits, pendant tout le temps où ils ne seraient pas pourvus de tuteurs ou curateurs.

ART. 1813.

Elle ne court point entre époux.

ART. 1814.

Elle ne court point :

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu ;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

ART. 1815.

La prescription ne court ni contre l'héritier bénéficiaire, ni contre les créanciers d'une succession acceptée sous bénéfice d'inventaire, à l'égard des créances qu'ils ont contre la succession.

ART. 1816.

Aucune prescription ne court contre les héritiers, ni contre les créanciers d'une succession ouverte, pendant que la succession n'est pas pourvue d'un curateur, et pendant le temps qui est donné aux héritiers pour accepter ou refuser une succession.

CHAPITRE V. — Du temps requis pour prescrire.

SECTION I^{re}. — Dispositions générales.

ART. 1817.

La prescription se compte par jours et non par heures.

ART. 1818.

Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

SECTION II. — De la prescription de trente ans et de dix ans.

ART. 1819.

Toutes les actions réelles sont prescrites par trente ans.

Sont également prescrites par trente ans, toutes créances fondées sur un acte authentique ou sous seing privé. Cette prescription est réduite à dix ans en faveur de la veuve poursuivie en sa qualité de débitrice subsidiaire des dettes de la communauté, si elle ne s'est point elle-même obligée.

ART. 1820.

Toutes les actions personnelles sont prescrites par dix ans.

ART. 1821.

Celui qui allègue l'une ou l'autre de ces prescriptions, n'est point obligé d'en rapporter un titre, et l'on ne peut lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

SECTION III. — *De quelques prescriptions particulières.*

ART. 1822.

L'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour le prix de leurs leçons; celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage;

Celle des médecins, chirurgiens, pharmaciens, pour leurs honoraires et fournitures de médicaments;

Celle des avocats, procureurs, notaires et greffiers, pour leurs vacations et émoluments, à partir de la conclusion de l'affaire ou expédition de l'acte;

Celle des huissiers, pour l'émolument des actes qu'ils signifient, des poursuites qu'ils font ou des commissions qu'ils exécutent;

Celle des bouchers, boulangers et autres marchands, pour leurs fournitures;

Celle des ouvriers et gens de travail, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires ;

Celle des domestiques, pour le paiement de leurs gages, à partir du jour de leur sortie de chez leurs maîtres ;

Celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent ;

Et généralement toutes actions qui, par analogie, rentrent dans l'une des catégories ci-dessus énoncées ,

Se prescrivent par quatre ans.

ART. 1823.

La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons, services et travaux, à moins que les parties ne fussent en compte courant réciproque.

Dans ce dernier cas, les articles les plus anciens se compensent les uns par les autres, et la prescription court seulement à l'égard des articles non compensés.

ART. 1824.

La prescription ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée.

ART. 1825.

Les avocats, notaires et procureurs spéciaux sont déchargés des pièces qui leur ont été confiées, quatre ans après le jugement des procès ou la conclusion des affaires dont ils étaient chargés.

ART. 1826.

En fait de meubles, la possession vaut titre.

Néanmoins, celui qui a perdu ou auquel on a volé une chose, peut la revendiquer, savoir :

Dans le premier cas, pendant quatre ans, à compter du jour de la perte ;

Dans le second, pendant tout le temps où l'action de la partie publique n'est point prescrite.

ART. 1827.

Le détenteur de l'objet perdu ou volé ne peut réclamer le prix qu'il a payé, sauf son recours contre son vendeur : mais s'il justifie de sa bonne foi, les frais faits pour la conservation de la chose lui seront remboursés.

ART. 1828.

Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent Titre, sont expliquées dans les titres ou les lois spéciales qui leur sont propres.

Disposition finale.

ART. 1829.

Toutes coutumes, lois, arrêtés et ordonnances contraires aux dispositions du présent Code, sont abrogés.

Dispositions transitoires.

ART. A.

Le Conseil d'Etat est chargé de pourvoir à la promulgation de cette dernière partie du Code civil et de pourvoir par des arrêtés aux détails d'exécution que sa mise en vigueur immédiate exigera.

ART. B.

Le juge d'ordre pourvoira, dans les limites de sa compétence, aux mesures que la transition de l'ancienne législation à la nouvelle pourra rendre nécessaires.

ART. C.

Les dispositions de la section I^{re} du chapitre 4 du Titre I^{er} du Livre III, concernant les droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère décédés, ne sont point applicables aux enfants naturels adjudés au père ou reconnus par lui antérieurement à l'époque où le Code est devenu exécutoire, alors même que la succession du père s'ouvrirait postérieurement à cette époque.

Mais les enfants naturels exercent leurs droits dans la succession de la mère décédée sans postérité légitime, quelle que soit l'époque de leur naissance, si la succession s'ouvre après l'époque où le Code est devenu exécutoire.

ART. D.

Les actes sous seing privé dont la date n'est pas constatée par l'un des moyens énoncés dans l'article 1077, seront régis, quant à leurs effets à l'égard des tiers, d'après les principes de l'ancienne législation, si d'ailleurs leur existence au moment de la promulgation du présent Code est prouvée.

ART. E.

Tant que la Loi sur les faillites n'aura point été abrogée ou modifiée, les billets ou cédules seront admis au rang qu'ils auraient obtenu précédemment, et cela alors même que leur date ne serait point constatée conformément aux dispositions de l'article 1077.

ART. F.

Les dispositions du présent Code, touchant l'ordre dans lequel la caution et le débiteur doivent être poursuivis à fins de paiement, n'auront d'effet qu'à l'époque où la Loi sur les poursuites pour dettes et celle sur les faillites auront été mises en harmonie avec le droit nouveau.

ART. G.

Les actions ayant pour objet une valeur excédant mille francs et dont la cause serait antérieure à la promulgation du présent Code, pourront être prouvées conformément à l'ancienne coutume.

Si l'antériorité est contestée, la preuve sera à la charge du demandeur.

ART. H.

Les dispositions du présent Code seront d'ailleurs appliquées selon le principe de non-rétroactivité énoncé en l'art. 2.

Neuchâtel, août et septembre 1854.

Au nom du Conseil d'Etat :

Le Président, PIAGET.

Le Secrétaire, Aimé HUMBERT.



RAPPORT

DE LA

COMMISSION LÉGISLATIVE AU GRAND-CONSEIL

sur la dernière partie du Code civil.

Messieurs,

Le plan de la seconde partie du Code civil, présentée par le Conseil d'Etat à l'examen de la Commission législative, étant une conséquence nécessaire de la première partie adoptée par le Grand-Conseil et déjà promulguée, la Commission n'avait point à se livrer à une discussion générale sur l'ensemble.

Cette seconde partie, comme la première, reproduit tantôt le Code français textuellement, tantôt notre coutume neuchâteloise, tantôt un mélange des deux droits suffisamment modifiés pour les approprier aux besoins actuels du pays. Nous ajouterons qu'à l'exception du contrat de mariage et des hypothèques, titres qui ont été écrits d'après nos propres coutumes et notre propre législation, presque tout le reste du travail contient l'exposé des principes abstraits du droit commun, principes qui ne peuvent varier selon les pays, sinon dans quelques détails d'application. Aussi la Commission est-elle entrée immédiatement en matière, et nous nous bornerons dans ce rapport, comme nous l'avons fait dans le premier, à vous exposer sommairement les discussions auxquelles a donné lieu l'examen de certaines dispositions, et les motifs des modifications que nous croyons devoir proposer au Grand-Conseil. Tous les articles sur lesquels nous gardons le silence ont été adoptés unanimement par la Commission.

Article 900. — Cet article permet de se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci. Un membre de la Commission observe que le règlement des notaires interdit formellement à ces officiers ministériels d'admettre quelqu'un à contracter pour un tiers sans déposer préalablement la procuration de ce tiers intéressé; il ajoute que, en matière immobilière surtout, le principe posé dans l'article 900 aurait de graves inconvénients et serait même inconciliable avec le caractère que nous donnons dans le Code aux transports d'immeubles qui sont déclarés parfaits dès que l'acte a été passé en la forme prescrite.

La Commission a été unanime à reconnaître que s'il était utile de conserver dans l'article 900 une disposition qui permît de se porter

fort pour un tiers dans les stipulations mobilières, il n'en était pas de même à l'égard des transports d'immeubles ; qu'il fallait au contraire éviter les complications considérables auxquelles pourrait donner lieu la rescision d'un acte de ce genre, faute de ratification par l'un des principaux intéressés, et qu'en réalité la disposition de l'article 900, telle qu'elle est formulée, n'aurait aucun intérêt pratique. Si, en effet, dans les stipulations ordinaires, il peut quelquefois importer à la conclusion d'une affaire que cette conclusion ne soit pas arrêtée faute d'une procuration, cette circonstance ne se rencontrera presque jamais en matière de vente d'immeubles ; car celui qui veut vendre ou acheter, a nécessairement donné un mandat plus ou moins imparfait pour agir en son nom, et dès lors rien n'empêche qu'il ne complète ce mandat quand le moment est venu de procéder à l'opération projetée.

La Commission propose donc d'ajouter à l'article 900 un alinéa ainsi conçu :

„ Cette disposition n'est point applicable, dans les ventes d'immeubles. „

Article 923. — Afin de bien faire comprendre que les dommages-intérêts ne sont dus que lorsqu'il y a eu dommage causé, la Commission propose d'ajouter à la fin de l'article ces mots : „ s'il y a lieu. „

Article 934. — Cet article introduit un droit nouveau chez nous, en permettant au créancier de stipuler que les intérêts non payés à l'échéance deviendront eux-mêmes productifs d'intérêts et seront ainsi transformés en un capital nouveau confié au débiteur du principal.

La Commission n'a point hésité à admettre l'exactitude du principe : il est évident en effet que le créancier qui, au lieu de poursuivre son débiteur en paiement des intérêts, consent à lui laisser en main ces intérêts, opère réellement un nouveau prêt, et qu'ainsi il est en droit d'en exiger un intérêt. Au fond, l'art. 934 ne fait qu'autoriser le créancier à stipuler par avance dans l'acte ce qu'il serait parfaitement libre de stipuler par un acte séparé, à l'échéance de chaque intérêt.

Cependant on objectait que peut-être cette facilité donnée au débiteur de suspendre le paiement des intérêts pourrait avoir pour résultat de l'obérer en laissant accumuler les intérêts jusqu'au point d'atteindre la moitié, la totalité du capital primitif, et de rendre ainsi sa libération plus difficile. On objectait encore que souvent la clause comminatoire en usage aujourd'hui touchant l'élévation du taux de l'intérêt non payé à l'échéance se cumulerait avec l'intérêt de l'intérêt, et qu'il en résulterait ainsi une double charge pour le débiteur.

Mais on a répondu que le créancier ne laisserait jamais accumuler les intérêts au-delà de limites raisonnables, parce que, d'une part, cette accumulation diminuerait proportionnellement la solvabilité de son débiteur, et que, d'autre part, ces mêmes intérêts et le capital lui-même pourraient dans certains cas être atteints par la prescription : que si d'un côté le débiteur pouvait être tenté de laisser arriérer quelques intérêts, de l'autre il avait l'avantage d'échapper aux poursuites rigoureuses du créancier, faute de paiement à l'échéance, et d'éviter ainsi les expropriations onéreuses, les frais de poursuites et quelquefois même sa ruine entière. Quant à la clause comminatoire, il est probable qu'elle se remplacera peu à peu par la stipulation d'intérêts des intérêts échus; alors même qu'elle subsisterait cumulativement, il n'en résultera pas dans la pratique une aggravation de charges pour le débiteur, car évidemment aujourd'hui le créancier qui ne veut pas abandonner entre les mains de son débiteur un capital improductif, exige juridiquement le paiement après le terme de grâce, et l'exige alors au taux le plus élevé, ou bien il fait avec son débiteur des opérations nouvelles au moyen d'une tradition fictive d'espèces : il arrive ainsi indirectement au résultat que l'article 934 lui permet d'obtenir franchement et ouvertement. Ces divers motifs, pesés et délibérés, ont déterminé la Commission à maintenir l'article tel qu'il est rédigé, et elle a été unanime dans cette appréciation.

Article 1029. — Un membre de la Commission aurait désiré qu'aux conditions exigées pour la validité des offres réelles, on ajoutât l'obligation de les faire notifier par un officier ministériel. Tout en admettant qu'en effet les offres réelles devaient être notifiées d'une manière authentique, la Commission a pensé qu'il convenait de renvoyer une disposition de cette nature aux lois de procédure qui régleront tout ce qui concerne le mode de procéder en matière de consignation et d'offres réelles : elle est partie de ce point de vue que l'on ne devait insérer dans le Code civil des dispositions de procédure qu'autant qu'il y aurait une indispensable nécessité de le faire, afin de ne pas se trouver gêné ultérieurement quand on travaillera à codifier la procédure.

Article 1045. — On propose de substituer le mot de *accéder* à celui de *adhérer*, à l'avant-dernière ligne du troisième alinéa, afin de mettre cette expression en rapport avec celle de *accession*, que l'on trouve deux lignes plus haut.

SECTION IV. — De la compensation. — Cette section a longtemps embarrassé la Commission et donné lieu à de longues discussions,

Convenait-il d'adopter purement et simplement les principes du Code français qui admettent de plein droit la compensation entre deux créances également liquides et exigibles, à l'insu et même sans la volonté des débiteurs, par cela seul que les deux dettes ont existé un moment simultanément? Valait-il mieux s'en tenir à notre coutume, qui interdit d'une manière absolue „ de se *contregager*? „ Serait-il opportun d'étendre les dispositions du projet, sans cependant adopter d'une manière absolue les principes du Code français?

Deux membres auraient été disposés à se rallier au système français, parce que ce système est juste absolument. Evidemment suivant eux, deux individus qui se doivent réciproquement une somme égale, ne se doivent rien, et ne se doivent que la différence de la plus faible somme à la plus grande, si les deux dettes ne sont pas égales. Un membre aurait volontiers adopté le dernier mode, qui forme un terme moyen entre le droit français et le nôtre, en admettant la compensation *entre deux titres de même nature*. Quatre membres se sont prononcés pour le maintien des dispositions présentées par le Conseil d'Etat, lesquelles leur ont paru modifier la coutume dans les seuls cas où elle peut l'être sans inconvénients. Il leur a paru que le système français, appliqué dans notre pays, rendrait les acquisitions de titres fort peu sûres, et amènerait peu à peu l'abandon des cessions de créances, genre de transaction très-utile dans bien des cas pour le créancier comme pour le débiteur : il a paru en outre que les saisies par voie de reddition de gages tantôt seraient presque impossibles, tantôt n'offriraient aucune sécurité. Il est évident en outre que l'introduction pure et simple du système français, ou même du système français restreint, nécessiterait l'abandon de nos formes de procédure en matière de poursuites et l'introduction d'un système de procédure qui permit de discuter contradictoirement et simultanément les deux titres mis en présence : ce système conduirait presque nécessairement aux demandes reconventionnelles, que la coutume a toujours repoussées avec raison, du moins selon l'opinion des membres de la majorité de la Commission. La majorité observe en outre à l'appui de son opinion que chez nous tout titre public ou privé forme une dette liquide, tandis qu'en France, par exemple, les obligations notariales et les jugements ont seuls ce caractère. Enfin, la majorité fait remarquer que l'on se créerait à plaisir des complications de législation très-considérables pour obtenir un résultat complètement abstrait et théorique, attendu que, pratiquement parlant, on trouverait à peine un exemple d'un créancier poursuivant le paiement d'un titre liquide contre un débiteur, qui lui-même répondrait aux poursuites en opposant au créancier un titre également liquide et exigible.

Quand de pareilles circonstances viennent à se rencontrer, évidemment les intéressés n'arrivent pas devant les tribunaux; ils règlent eux-mêmes leurs affaires. Le projet du Conseil d'Etat admet la compensation dans les seuls cas où elle puisse être admise sans aucun inconvénient, et la Commission pense qu'on agira prudemment en s'en tenant là.

Article 1075. — Cet article a donné lieu à une discussion prolongée. Il statue qu'en cas „ d'inscription en faux, l'action civile peut „ être suspendue par le ministère public, et le faux être déféré par „ lui aux tribunaux. „

Un membre de la Commission voit de grands dangers à donner ce pouvoir au ministère public, non-seulement en raison des retards préjudiciables que la suspension de la cause civile peut occasionner aux parties, mais encore à raison des conséquences possibles de ce mode de procéder. Il pourra arriver, en effet, que soit par l'absence de documents inconnus au ministère public, soit par d'autres causes, celui qui aura été poursuivi soit acquitté; or cet acquittement, susceptible d'être justifié par l'instruction de la procédure criminelle, rendra désormais impossible la poursuite de l'action civile commencée, quoique cependant la partie demanderesse eût peut-être les moyens de prouver le bien-fondé de son inscription en faux.

Si néanmoins le demandeur poursuit ses preuves, il pourra arriver que le tribunal civil déclare le faux constant, tandis que le tribunal criminel déclarera le contraire. De sorte qu'un prévenu libéré des fins de la poursuite criminelle serait exposé à se voir condamner civilement aux conséquences d'un acte dont il aurait été déclaré innocent, ou qui n'aurait point été déclaré constant.

La majorité de la Commission a objecté de son côté qu'en aucun cas l'action de la partie publique ne pouvait être entravée; que le ministère public, par cela seul qu'un crime arrive à sa connaissance, a l'obligation d'en rechercher les auteurs et de les livrer aux tribunaux. Conservez ou supprimez l'article 1075, la poursuite publique n'en aura pas moins lieu, si les éléments du crime paraissent suffisants au ministère public pour justifier des poursuites. Il est donc plus convenable, au besoin, de donner au ministère public le droit de suspendre l'action civile, que de laisser s'instruire concurremment deux procédures qui pourraient conduire au même moment à deux résultats opposés, causer ainsi un énorme scandale en matière aussi grave, et affaiblir incontestablement le respect dû à la chose jugée. La majorité fait observer en outre que le ministère public n'est nullement tenu de suspendre l'action civile, mais que cette *faculté* lui est simplement laissée pour en user dans le cas où le corps du délit

lui paraîtrait tellement avéré et le coupable tellement désigné, qu'il y aurait en quelque sorte outrage à la morale publique en ne saisissant pas sur-le-champ les tribunaux criminels de la question. Mais, évidemment, dans une multitude de cas le ministère public n'usera pas de cette faculté que lui laisse la loi, parce que souvent l'inscription en faux repose sur des éléments très-équivoques, et que souvent encore elle ne constitue nullement en prévention le porteur de la pièce argüée de faux.

Sur ces observations, le membre de la Commission qui avait fait minorité renonce à faire une proposition; mais néanmoins nous avons cru devoir exposer sommairement cette discussion, parce qu'elle a longtemps occupé la Commission.

Article 1093. — Cet article exclut la preuve testimoniale, à moins que l'action ne soit appuyée sur un commencement de preuves par écrit, pour toute chose excédant une valeur de fr. 1000.

Quelques membres de la Commission auraient désiré que le chiffre de fr. 1000 fût abaissé, afin d'arriver plus près du but; car la plus grande partie des affaires courantes sont loin d'atteindre ce chiffre, et celles qui le dépassent sont généralement réglées par écrit. Mais la Commission ne peut se ranger à cette opinion, attendu que si, d'un côté, il est utile de contraindre les citoyens à procéder avec ordre dans les affaires d'une certaine importance, et de les prémunir contre l'incertitude des témoignages pour cette catégorie d'affaires, d'autre part il ne faut pas les priver du seul moyen de preuves dont le plus souvent ils peuvent disposer dans cette multitude de transactions journalières qui se font sans écrit, et qui même rarement pourraient être appuyées d'un commencement de preuves par écrit. Il faut avant tout faire des lois pratiques pour le temps où elles sont promulguées, sous peine de les voir, par la force des choses, tomber en désuétude.

Article 1096. — On remplace le mot *acte* dans cet article par celui de *document*, qui rend mieux l'idée des auteurs du projet. Le mot *acte* serait probablement interprété dans le sens restreint qu'on est habitué à lui donner chez nous, et il en résulterait une fausse application de l'article. Le mot *document*, comprenant nécessairement toutes pièces écrites, écritures de comptabilité, etc., etc., qui seraient susceptibles par leur nature d'être admises par le juge comme formant un commencement de preuves par écrit, évitera toute équivoque.

Article 1097. — Supprimer les mots *imprévu et*, n° 4 ligne 3, et les remplacer par le mot *ou*.

Article 1105. — On propose d'ajouter à cet article un dernier alinéa ainsi conçu :

„ L'aveu fait à l'audience de conciliation n'est point réputé un aveu judiciaire. „

La Commission a pensé qu'il importait aux plaideurs, pour leur laisser toute liberté de s'expliquer devant le juge conciliateur, de poser en principe qu'on ne pourrait tirer parti contre eux de ce qu'ils pourraient dire en cette occasion. Sans cette règle, la conciliation manquerait le plus souvent son effet, en raison de la circonspection que les parties devraient nécessairement s'imposer.

A propos de l'article 1107, on examine la question soulevée dans le rapport du Conseil d'Etat, savoir : Convient-il de déterminer dans le Code civil le moment de la procédure où le serment décisive peut être déféré, ou de renvoyer la question aux lois de procédure ?

La majorité pense qu'il faut renvoyer cette disposition aux lois de procédure et s'en tenir en attendant à la règle actuelle, qui veut que le serment décisive soit proposé à l'inchoation de la cause, dégagé de tout autre moyen de preuves, et avant qu'une autre preuve ait été administrée ou tentée.

Article 1129. — On substitue au mot *même* le mot *sauf*, excluant ainsi le possesseur de mauvaise foi du droit de réclamer les dépenses qu'il aurait faites pour la conservation de la chose possédée. Il a paru à la Commission que celui qui possède de *mauvaise foi*, ne peut avoir aucun droit contre celui au détriment duquel il possède.

Article 1134. — Après le mot *bâtiment*, ajouter *ou autre construction*. Il y a en effet des constructions auxquelles cet article peut être appliqué, et qui cependant ne peuvent recevoir la dénomination de *bâtiment*.

Article 1174. — Mettre *soixante jours* au lieu de *trente*. Ce délai de 30 jours a semblé trop court en raison des obstacles indépendants de la volonté des parties, qui peuvent arrêter momentanément l'exécution du jugement.

Article 1187. — Le second alinéa de cet article ne donne à la femme le droit de saisir les immeubles du mari, pour opérer la reprise de ses propres, que dans le cas où celui-ci ne lui offrirait pas de l'argent comptant. La rédaction laissant quelque doute sur sa véritable portée, la Commission propose de remplacer la phrase : „ dont „ toutefois les immeubles ne seront saisis qu'à défaut d'argent comptant, „ par celle-ci :

„ Ils ne peuvent toutefois s'exercer sur les immeubles du mari, si „ celui-ci ou ses héritiers offrent de l'argent comptant. „

Ce qu'il est juste d'assurer à la femme, c'est la reprise de ses apports en valeurs sûres et exemptes, autant que possible, de toute appréciation équivoque. Or, dès le moment où le mari, soit les héritiers

du mari, lui présentent des écus, elle ne peut rien réclamer au-delà.

Article 1196. — Un membre de la Commission observe que le mot de *caution*, employé pour désigner la position de la femme à l'égard des créanciers de la communauté, pouvait donner lieu à une application erronée, surtout en présence de notre loi sur les faillites qui place les cautions dans un rang moins favorable que les créances directes. Il pense qu'il vaudrait mieux conserver l'ancienne dénomination de *débitrice subsidiaire*, qui ne peut donner lieu à aucune équivoque, et dont le sens et la portée seront compris de tout le monde. Cette proposition a été adoptée par la Commission : pour la correction de l'article, elle propose en outre de supprimer les mots *ou ses héritiers*, répétés plusieurs fois, et qui cependant ne le sont pas suffisamment, si l'on veut les maintenir, puisqu'ils devraient se trouver encore dans la dernière ligne après les mots : *à moins qu'elle*. Il est évident que les obligations du mari ou de la femme sont de plein droit les obligations de leurs héritiers ; il est donc parfaitement inutile de le dire. L'article 1196 serait alors ainsi conçu :

„ Toutefois la femme est tenue, à titre de débitrice subsidiaire, de
„ la totalité des dettes de la conjonction à l'égard des créanciers,
„ sauf recours contre le mari. Mais les créanciers ne peuvent la pour-
„ suivre qu'en justifiant de l'insolvabilité du mari, à moins qu'elle ne
„ soit personnellement obligée. „

Article 1207. — Afin d'éviter toute fausse interprétation sur le sens de l'article, la Commission propose de rédiger le premier alinéa comme il suit :

„ Si l'époux décédé a laissé un ou plusieurs enfants naturels léga-
„ lement reconnus avant le mariage, les quatre sixièmes du droit ré-
„ servé à ces enfants demeurent soumis à l'usufruit du survivant ; les
„ deux autres sixièmes leur sont délivrés immédiatement.

„ Toutefois, etc. . . . „

L'article 1210 a également été modifié, non pas dans son sens, mais dans sa rédaction qui paraissait peu claire. Il serait rédigé de la manière suivante :

„ Si le père ou la mère a fait usage de la faculté qui lui est réser-
„ vée par l'article 620, l'enfant naturel n'en prélèvera pas moins, sur
„ la part réduite qui lui sera laissée, une quotité égale à celle qu'il
„ aurait prélevée, si cette part n'eût point été réduite : l'usufruit du
„ survivant ne pourra s'exercer que sur le surplus. „

Article 1233. — La Commission propose d'ajouter à cet article, pour le compléter, la phrase suivante qui le terminerait :

„ Et elles demeurent aux risques et périls de l'acheteur, à moins
„ de conventions contraires. „

Cette adjonction a paru nécessaire en raison des dispositions inverses de l'article précédent.

Article 1242. — Au mot *adjudicataire*, ligne première, substituer le mot *acquéreur*. A la fin de l'article, ajouter l'alinéa suivant :

„ Les personnes susnommées, à l'exception des tuteurs et curateurs, peuvent cependant se rendre adjudicataires, si la vente a lieu par enchères publiques. „

La Commission estime que les enchères publiques offrent des garanties suffisantes aux intéressés, et qu'il n'y a aucune raison pour empêcher les personnes nommées dans l'article d'enchérir elles-mêmes et de courir les chances d'obtenir l'échute. L'enchère publique appelant tous les amateurs et les conditions de la vente étant les mêmes pour tous, il y aura plus d'avantages que d'inconvénients à laisser l'enchère accessible à tous, quelles que soient d'ailleurs leurs fonctions. Mais cependant on a cru devoir laisser subsister l'exclusion contre les tuteurs ou curateurs : non-seulement la loi leur défend ailleurs d'acquérir les biens de leurs pupilles, mais en outre leurs actes ne sont point contrôlés en pareil cas, comme le sont nécessairement ceux des autres personnes nommées dans l'article. Ces personnes ne sont au fond, dans la vente, que les exécuteurs d'une volonté supérieure qui a tracé elle-même les conditions, choisi le moment et ordonné les mesures les plus propres à sauvegarder les intérêts en cause : les tuteurs et curateurs, au contraire, agissent en quelque sorte de leur propre volonté et sont à peu près maîtres de la direction de la vente. Ces motifs ont paru à la Commission devoir leur interdire la faculté de se présenter comme enchérisseurs à la vente.

Article 1267. — Substituer 10 pour cent à 5 pour cent, à la fin du deuxième alinéa.

Dans les ventes des domaines un peu considérables, la déviation de 5 p. c. dans l'énoncé approximatif de la contenance serait évidemment trop restreinte : elle donnerait lieu à des chicanes plutôt que d'être un remède propre à redresser une erreur grossière. En définitive, celui qui achète sait à quoi il s'expose, quand il n'achète pas à la mesure, mais en bloc et sur une énonciation approximative : c'est à lui à prendre ses précautions et ses renseignements. Mais, d'un autre côté, il ne faut pas que le vendeur puisse faire une spéculation frauduleuse en annonçant, quoique sous réserve, une contenance qu'il saurait être très-éloignée de la vérité, dans la pensée que les acquéreurs ne pourront aller préalablement vérifier la contenance. Le chiffre adopté par la Commission lui a semblé tenir la balance assez égale entre l'acheteur et le vendeur.

Article 1296. — La Commission propose de simplifier cet article en le rédigeant ainsi :

„ L'action résultant des vices rédhibitoires est réglée par les dispositions spéciales des lois de procédure. „

Cette rédaction contient tout ce que l'article primitif avait la prétention de contenir, et il l'énonce plus brièvement et plus sûrement. Les énonciations un peu vagues de l'ancienne rédaction auraient été dangereuses dans plus d'un cas, par l'abus qu'on pouvait en faire.

Article 1307. — La Commission propose de réduire à trois ans la faculté de rachat en matière mobilière. On substituerait dès lors le mot *trois* au mot *neuf* dans l'article. Ce terme est suffisamment étendu pour le genre d'opérations auquel il se rattache.

Article 1324. — Nous avons trouvé qu'une cession sous seing privé devait être envisagée comme valable à l'égard des tiers, non-seulement par la signification faite au débiteur, mais encore par la légalisation notariale de la date. Evidemment, dès que la date est devenue certaine, il n'y a plus de raison pour que la cession ne puisse être opposée même à des tiers.

On rédigerait donc l'alinéa 2 de l'article 1324, ainsi :

„ Si l'acte de cession a été fait sous seing privé, le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur, ou la légalisation de sa date par un notaire. „

Article 1331. — Ligne dernière du premier alinéa, au lieu de *qu'il*, mettre *que celui-ci*, pour éviter l'amphibologie.

Article 1347. — Cet article fixe à 9 ans, conformément à la coutume actuelle, la durée des plus longs baux. La Commission s'est divisée en majorité et minorité.

La minorité, composée de 3 membres, aurait voulu qu'on laissât aux baux une durée illimitée, ou tout au moins qu'on étendît la durée à 20 ans, si l'on voulait fixer un terme restrictif. Elle se fonde sur le besoin de certaines industries qui ne peuvent se développer qu'à la condition de s'exercer longtemps dans le même local ; que beaucoup de ces industries exigent des frais d'installation qui ne peuvent être faits, sans préjudice, avec des baux de 9 ans ; qu'enfin l'agriculture, surtout l'exploitation des domaines de quelque importance, ne peut opérer les améliorations dont ces domaines sont susceptibles, si un long bail n'assure au fermier la certitude de pouvoir recueillir le fruit de ses dépenses et de ses travaux.

La majorité, au contraire, estime que jusqu'à présent l'expérience n'a nullement démontré que le besoin de baux à long terme se fit sentir ; que, loin de là, les baux de 9 ans sont même peu communs, et qu'en général non-seulement on adopte des termes plus courts,

mais que de plus on se réserve ordinairement un dédit avant l'échéance du terme éventuellement convenu. Les grands domaines, les grandes exploitations n'existent pas chez nous; et quant à l'industrie, s'il s'agit d'entreprises à longue portée, les entrepreneurs ne louent pas, ils construisent ou ils achètent. Les baux à long terme cachent souvent des ventes simulées, ou deviennent en quelque sorte un véritable transport de l'immeuble loué, une sorte de bail amphitéotique, et sont la source de graves inconvénients, contre lesquels il est utile que la loi prémunisse aussi bien le propriétaire que le locataire.

Le Code a voulu avec raison que le mari ne pût aliéner par location les biens immeubles de sa femme au-delà de certaines limites. Si l'on permet des baux à long terme, il faudra une législation toute spéciale pour prémunir la femme contre les abus de l'administration du mari, et l'on aura des baux à long terme susceptibles de résiliation et d'autres qui ne le seront pas, selon que les immeubles appartiendront au mari ou à la femme : puis, qu'arrivera-t-il souvent ? Il arrivera que le mari, dans l'espoir de tirer un revenu plus avantageux des biens de sa femme, fera engager personnellement celle-ci et lui laissera ensuite des immeubles dans la possession desquels elle ne rentrera peut-être jamais. Les tuteurs et curateurs pourront-ils louer, affermer les immeubles de leurs pupilles pour 20, 30, 40 ans, et les priver ainsi de la jouissance de leurs biens pendant une partie de leur vie ? Il faudrait encore ici une exception.

Que si l'on admettait les baux à long terme, il faudrait en quelque sorte conserver pour remède la vieille coutume, si difficilement et si différemment appliquée aujourd'hui : „ Mort, vendition et mariage rompent toutes amodiations. „ Mais alors, si l'on rétablit cette coutume, à quoi serviraient les longs baux, lorsque chaque jour ils pourraient être rompus ?

La majorité a donc pensé que le mieux était de s'en tenir à l'usage actuel qui satisfait généralement, et de ne pas tenter une expérience dont rien ne démontre la nécessité, tandis que ses inconvénients seraient peut-être considérables.

Article 1350. — Un membre de la Commission aurait désiré que le locataire pût sous-louer les biens loués ou la terre affermée, sans l'assentiment du propriétaire, lorsque la faculté ne lui en aurait pas été enlevée par son bail ; mais cette opinion n'a pas trouvé d'appui dans la Commission.

Article 1401. — Ajouter le mot *fourrages*, et dire : „ Les fourrages, pailles, engrais, etc. „

Article 1484. — Un membre de la Commission voudrait que la dé-

termination des peines afflictives, susceptibles d'amener la dissolution d'une société, fût exprimée d'une manière moins vague. Il y a des délits punis de peines afflictives correctionnellement et même criminellement, et qui cependant ne seraient réellement pas de nature à justifier nécessairement le résultat prévu par l'article. Il y a tels actes dont la sécurité publique exige la répression, et dont cependant les auteurs ne sont point entachés par le jugement qui les a frappés de peines afflictives. Il est presque impossible d'en écrire la nomenclature dans un code, et elle serait encore insuffisante alors même qu'on pourrait l'écrire, parce que les circonstances du délit peuvent, sous le point de vue moral, en modifier plus ou moins le caractère.

La Commission a pensé que, pour donner effet à l'observation fort juste de l'un de ses membres, il fallait entrer dans les généralités et remettre au juge le soin d'apprécier la valeur du délit qui aura donné lieu à la condamnation, en l'envisageant dans ses rapports avec le but que se propose l'article 1484.

En conséquence, elle terminerait le numéro 5 de l'article à ces mots : *peines infamantes*; puis elle ajouterait un no 6, ainsi conçu :

„ Par la condamnation à des peines afflictives, autres que les peines de police, selon la nature des délits dont l'appréciation sera laissée au juge. „

Article 1598. — On propose d'ajouter à cet article, après les mots : *qui était mort*, ceux-ci : *ou qui n'existait pas encore*, afin de bien faire comprendre qu'on ne peut constituer une rente viagère sur la tête d'un individu qui n'est point existant au moment du contrat.

Article 1610. — La Commission a trouvé que cet article allait trop loin en exigeant un mandat *exprès* pour permettre au mandataire d'aliéner ou d'hypothéquer. Il lui a paru suffisant d'exiger, conformément à la pratique actuelle, que le mandat contienne l'autorisation d'aliéner ou d'hypothéquer, sans prescrire une autorisation spéciale.

Au lieu de : *le mandat doit être exprès*, on dirait : „ le mandat doit en contenir l'autorisation en termes généraux ou spéciaux. „

Article 1614. — Alinéa 1^{er}, après le mot *fautes*, ajouter : *graves*.

Article 1622. — Alinéa 2, même adjonction.

La rédaction primitive serait trop sévère. S'il est juste de rendre le mandataire responsable des fautes graves qu'il peut commettre, il ne l'est pas de le rendre responsable de ces fautes légères que tout homme, si attentif et si soigneux qu'il soit, peut commettre. Il faut garantir le mandant contre la négligence ou l'impéritie du man-

dataire; mais il faut aussi garantir celui-ci contre les exigences méticuleuses du mandant.

Article 1644. — Un membre de la Commission, tout en adoptant l'article, fait observer que, pour ce qui le concerne, il n'accepte pas les conséquences que le Conseil d'Etat paraît tirer de cet article dans son rapport, en disant qu'il conduira nécessairement à *la réalisation, aux risques et périls du débiteur, des biens saisis par le créancier*. Nous rapportons cette opinion uniquement pour ne rien omettre de ce qui peut caractériser la discussion à laquelle s'est livrée la Commission, car ce n'est pas encore le moment de s'occuper de cette matière.

Article 1657. — Indépendamment des cas prévus dans cet article, deux membres auraient voulu que toute modification quelconque apportée au titre libérât la caution: mais cette proposition a été repoussée par cinq membres comme injuridique et dangereuse. Tant que la position relative de la caution n'est pas changée, que ses charges ne sont point aggravées, ses droits attaqués, elle n'a aucune raison pour obtenir sa libération.

Article 1658. — Mettre *trente jours* au lieu de „ quinze, „ délai qui a paru trop court.

Article 1660. — On le rédigera comme suit :

„ Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à „ sa place un gage suffisant en nantissement. „

C'est une simple modification de style.

Article 1678. — De la contrainte par corps.

Une minorité de la Commission voudrait que la contrainte ne pût s'exercer que dans les cas où il y aurait *mauvaise foi* de la part du débiteur, ou dans celui où la dette aurait un crime ou un délit pour origine.

La majorité estime que le Code reproduit uniquement la législation sous laquelle nous sommes placés aujourd'hui, en y ajoutant de nouvelles garanties, et croit que cette législation, sanctionnée par l'expérience, doit être maintenue. On ne pourrait citer peut-être aucun abus auquel elle aurait donné lieu, tandis qu'elle offre cependant une arme contre le débiteur qui refuse de payer, non parce qu'il ne peut, mais parce qu'il ne veut pas. Or, refuser de payer une dette légitime, alors qu'on est en état de le faire, c'est commettre un délit, un véritable vol, et la contrainte par corps est justement appliquée en pareil cas. Avec un système de législation qui, en matière de contrainte civile, réserve toujours l'appel et interdit l'arrestation provisoire avant le jugement définitif, il n'y a réellement aucun abus

à craindre. Si la majorité refuse d'insérer dans la loi une phrase restrictive qui interdise au juge de prononcer la contrainte civile sinon dans les cas de *mauvaise foi*, c'est parce qu'il y aurait à craindre que ces mots ne devinssent la source de mille difficultés et d'appréciations équivoques : la mauvaise foi est multiple dans sa forme, elle se produit sous toutes sortes de faces, et le juge seul peut apprécier les circonstances propres à justifier un jugement de contrainte. Il faut donc laisser entièrement à son appréciation les causes qui seront de nature à lui permettre d'ordonner l'incarcération, et ne pas le lier d'avance par des *mots* dont le sens n'est point assez précis pour lui tracer nettement sa voie. Dans un grand nombre de cas, il ne peut juger qu'en juré, c'est-à-dire au moyen de la conviction que les éléments de la cause peuvent faire naître dans son esprit. Exiger qu'il ne juge qu'en présence d'une preuve *juridique*, ce serait à peu près lui interdire de juger, et autant vaudrait supprimer absolument la contrainte.

Mais la Commission a été unanime pour modifier l'article 1678 en ne soumettant pas à la contrainte le débiteur qui doit en vertu d'un cautionnement. Sans doute, ce débiteur peut bien se trouver en état de *mauvaise foi*, si, pouvant payer, il refuse d'exécuter l'engagement qu'il a librement contracté : cependant, comme il n'a point profité de l'argent livré, il a paru juste de ne point donner au créancier une action sur sa personne. La Commission a également trouvé convenable d'insérer dans le Code la disposition de la Loi sur les poursuites pour dettes, qui détermine dans quelles circonstances la contrainte peut être demandée, afin qu'on sache bien que ce n'est point un moyen qu'on peut employer de prime-abord, mais seulement alors que tous les autres moyens légaux ont été infructueusement mis en usage.

L'article 1678 serait donc rédigé ainsi :

„ La contrainte par corps peut s'accorder pour toute espèce de dettes, sauf pour celles qui résultent d'un cautionnement.

„ Le créancier ne peut la demander que dans le cas où son débiteur, régulièrement poursuivi à teneur de la loi, n'a pu ou n'a voulu indiquer des biens libres suffisants pour payer la dette. „

Nous devons dire encore qu'un membre de la Commission aurait voulu que la contrainte par corps ne pût jamais être accordée pour des dettes tombées à la charge des enfants par suite de l'hérédité nécessaire ; mais on lui a répondu que, l'hérédité nécessaire étant abolie, une disposition semblable ne pouvait trouver sa place dans le Code, et que, l'article 86 de la Loi sur les poursuites affranchissant de la contrainte les débiteurs de pareilles dettes, les en-

fants se trouvaient nécessairement au bénéfice de cette loi, puisque tous les cas semblables étaient incontestablement antérieurs au Code.

Enfin, l'on demande encore que la contrainte ne puisse être prononcée contre les personnes désignées en l'article 1679, qu'après un jugement qui aura constaté l'obligation pour elles de faire ce qu'on leur aura demandé : il est répondu qu'il n'est pas même possible qu'il en soit autrement, puisque aucune de ces personnes ne peut être réputée *obligée* qu'après un jugement qui aura reconnu *l'obligation*. Les lois de procédure régleront d'ailleurs les formes à suivre en temps et lieu.

Articles 1706, 1707, 1708. — Ces articles ont soulevé deux questions qui ont un moment divisé la Commission. Convenait-il d'accorder au propriétaire un privilège sur les marchandises garnissant un magasin? Convenait-il d'accorder au propriétaire un privilège sur les meubles garnissant les lieux, alors même que ces meubles seraient la propriété d'autrui par acte de vendition enregistré, si la vendition n'avait pas été signifiée au propriétaire avant l'entrée des meubles?

Sur la première question, la minorité estimait que le privilège du propriétaire était trop étendu et devait être restreint aux meubles meublants; que d'autres créanciers pouvaient avoir des prétentions à faire valoir sur la marchandise, et qu'il ne serait pas juste de subordonner ces prétentions au privilège du propriétaire; qu'enfin un négociant pouvait se trouver gêné dans son commerce, à mesure qu'à un moment donné le propriétaire pouvait arrêter sa vente.

Mais la majorité a répondu que le privilège du propriétaire était aussi bien établi dans l'intérêt du locataire que dans le sien. Evidemment, le propriétaire d'un magasin exigera soit une caution, soit un paiement par avance s'il n'a aucune action privilégiée sur les marchandises garnissant les lieux; la position du locataire deviendra beaucoup plus mauvaise, attendu qu'il n'est pas toujours facile de trouver des cautions, ni agréable de payer son loyer d'avance.

Au moyen du privilège, au contraire, le locataire trouvera sans difficulté un bail aux conditions ordinaires. Quant aux autres créanciers, rien ne les empêchera de saisir concurremment avec le propriétaire; seulement celui-ci exigera qu'il soit préalablement mis de côté une quantité de marchandises suffisante pour le paiement du loyer. Si, enfin, le propriétaire non payé vient momentanément arrêter les ventes de son locataire par une saisie, il ne fera rien de plus que ce que peut faire chaque jour tout créancier. Le locataire continuera son commerce dès que le propriétaire aura été satisfait.

Sur la deuxième question la minorité a prétendu que, toute vente de meubles étant nécessairement enregistrée, le propriétaire pouvait s'assurer si les meubles de son locataire étaient sa propriété ou s'il les avait aliénés, et qu'ainsi il n'y avait aucun motif pour exiger que le propriétaire de la vente vint encore signifier cette vente au propriétaire de l'immeuble loué avant l'entrée des meubles chez lui; qu'il pouvait même ignorer ce déplacement et se trouver ainsi dépossédé.

La majorité n'a pu admettre ce raisonnement, plus juste en apparence qu'en réalité. Si l'on facilite aux locataires les moyens de trouver facilement à se loger, il faut aussi assurer aux propriétaires des moyens sûrs, non équivoques, palpables, d'assurer le paiement de leurs loyers. Le mobilier du locataire est le seul gage naturel que celui-ci puisse toujours donner sans se gêner le moins du monde lui-même; tant qu'il pourra offrir au propriétaire ce gage avec sécurité, le propriétaire s'en tiendra là généralement. Dès le moment où la loi astreindra le propriétaire à des vérifications souvent impossibles, souvent très-difficiles; dès que son gage naturel cessera de lui présenter une sécurité complète, et lui laissera au contraire les chances d'un procès, il y renoncera et exigera des cautions ou des paiements anticipés. Dès ce moment aussi, la position des locataires peu aisés deviendra insupportable, car ils auront les plus grandes difficultés à trouver des logements.

L'on dit que le propriétaire pourra vérifier au greffe si son futur locataire a vendu ses meubles! Mais c'est là une assertion théorique et non pratique: pour agir sûrement, en effet, il faudrait que le propriétaire se tînt à l'affût jour par jour, et que, quelques heures avant l'entrée des meubles, il se rendît au greffe pour faire sa vérification: puis il faudrait vérifier l'identité des meubles vendus et des meubles dont le locataire garnirait peu à peu les lieux loués, opération complètement impraticable. Aucun propriétaire ne voudra s'assujettir à toutes ces cérémonies, et, dans la crainte d'avoir à les essuyer, il admettra incontestablement le système des cautionnements et des paiements anticipés. C'est à celui qui est porteur d'un acte de vente, acte considéré généralement et avec raison sous un point de vue peu favorable, c'est à ce porteur à surveiller les meubles qu'il a laissés entre les mains de son vendeur, à les suivre où celui-ci les transporte, à prendre les mesures nécessaires pour s'en conserver la propriété. La faculté de se loger est d'une si absolue importance, que toutes les dispositions de la loi doivent en favoriser l'exercice et subordonner même d'autres intérêts à cet intérêt si pressant, le plus pressant de tous après celui d'avoir du pain. Aussi la majorité

a-t-elle estimé que tous les privilèges réservés au propriétaire sont au fond de véritables privilèges pour le locataire, qui, au moyen des dispositions de la loi, porte toujours ou, du moins, le plus souvent avec lui les garanties nécessaires pour lui assurer la possibilité de trouver un logement.

C'est par ces motifs que la Commission a maintenu les dispositions du projet du Conseil d'Etat.

Article 1720. — Un membre a demandé qu'il fût ajouté à cet article un mot qui exprimât que la disposition est applicable au cas où l'immeuble hypothéqué aurait été détruit par le fait même du débiteur. On lui a fait observer que cette adjonction serait un pléonasma, une véritable superfétation. La loi posant en principe absolu que la perte ou la dégradation de l'immeuble donne ouverture à l'action en remboursement ou à l'action en supplément d'hypothèque, il est bien évident que ces actions sont ouvertes dès que le fait prévu est arrivé, quelle que soit la cause de l'événement, et quel qu'en soit l'auteur.

Article 1730. — Dans la pratique, des notaires ont éprouvé de l'hésitation sur le mode à suivre pour assurer hypothécairement le paiement d'une rente. Cette assurance doit se prendre au moyen d'une suscription équivalente au capital nécessaire pour servir la rente. La Commission propose d'ajouter à l'article 1730 un alinéa propre à régler cette matière. Il serait ainsi conçu :

„ Si l'hypothèque doit avoir pour effet de garantir le service d'une
„ rente perpétuelle ou viagère, l'acte constitutif d'hypothèque doit
„ en outre énoncer le chiffre du capital présumé nécessaire pour le
„ service de la rente : ce chiffre détermine l'étendue de la garantie
„ hypothécaire.

Article 1739. — On a proposé de déterminer dans cet article, que les intérêts qui courent depuis l'ouverture de la demande en expropriation jusqu'à la péremption du jugement ou son exécution, seront garantis par l'hypothèque. Ce n'est pas dans l'intérêt du créancier que la loi a réservé des formes et des délais pour l'expropriation, mais dans l'intérêt du débiteur. Il ne serait donc pas juste que, par l'effet de délais qu'il n'est pas en son pouvoir d'éviter, le créancier se vît frustré de plusieurs années d'intérêts, ou tout au moins du gage qui lui en assure le paiement. Peut-être les délais accordés en faveur du débiteur sont-ils exagérés; nous le croyons et nous pensons qu'avant d'être insérée dans un Code de procédure, la loi d'expropriation devra être modifiée sous ce rapport. Mais comme le principe proposé par la Commission est juste, elle n'hésite

pas à le formuler comme il suit. La nouvelle rédaction de l'article 1739 serait ainsi conçue :

„ Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêt a droit
„ d'être colloqué au même rang d'hypothèque que pour son capital :

„ a) Pour deux années d'intérêts arriérés seulement ;

„ b) Pour l'intérêt de l'année courante jusqu'au moment de l'ouverture de la demande en expropriation ;

„ c) Pour tous les intérêts qui seront dus depuis l'ouverture de la demande jusqu'à la clôture de l'ordre, ou jusqu'au jour de la saisie de l'immeuble en nature, ou jusqu'à la péremption du jugement.

„ Il pourra prendre des inscriptions particulières, qui auront rang à compter de leur date, pour les arrérages autres que ceux conservés par la première inscription.

„ Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux arrérages de rentes perpétuelles ou viagères. „

En proposant cette rédaction, la Commission n'a d'ailleurs nullement pensé introduire une disposition nouvelle dans la Loi hypothécaire, mais simplement mettre par écrit ce qui, suivant elle, était sous-entendu.

CHAPITRE IX. — On propose de transposer les deux parties du titre pour éviter une phraséologie viciieuse, et de dire :

„ Des registres hypothécaires et de la responsabilité des conservateurs. „

Article 1763. — La Commission a été unanime à penser que le moment était venu de dégager les hypothèques des précautions dont on avait d'abord cru devoir entourer le droit de prendre connaissance du contenu des registres. Il est évident que ces précautions, indispensables à l'époque de transition pour faciliter la liquidation des anciennes hypothèques, sont aujourd'hui sans objet. La publicité des hypothèques peut donc sans inconvénient être inscrite dans le Code, comme elle l'est dans les autres pays. Mais seulement, afin de ne pas livrer les registres à l'exploration d'une vaine curiosité, la Commission n'entend nullement proposer que ces registres soient ouverts au premier venu, comme pourraient l'être les livres d'une bibliothèque; elle demande uniquement que le conservateur soit tenu de délivrer des déclarations écrites à tous ceux qui les requerront, et, bien entendu, moyennant l'émolument légal.

En conséquence l'article 1763 serait rédigé ainsi :

„ Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer, à tous ceux qui le requièrent, copie des inscriptions existantes, ou des certificats qu'il n'en existe aucune. „

Tout le reste de l'article serait supprimé.

Article 1819. — Deux membres de la Commission auraient voulu que le bénéfice de la prescription de dix ans, réservé à la veuve, fût étendu aux héritiers ; mais la majorité repousse cette opinion qui aurait eu sa raison d'être sous le régime de l'hérédité nécessaire, ou avant la loi sur le bénéfice d'inventaire. Aujourd'hui, ce serait simplement consacrer une spoliation de créanciers au profit d'héritiers que la loi a déjà largement favorisés, en ne leur imposant désormais d'autres charges que celles dont ils veulent bien prendre volontairement le fardeau,

Article 1822. — Un membre de la Commission voudrait que la prescription de quatre ans ne pût être appliquée aux émoluments dus aux notaires et aux greffiers pour les actes de leur ministère, aussi longtemps qu'ils n'ont pas remis aux parties leurs expéditions. Les émoluments de ces actes étant réglés par un tarif, et le juste dû pouvant toujours être prouvé par la production des minutes, il ne saurait jamais y avoir lieu à fraude ou à erreur, surtout alors que l'expédition n'aurait pas été livrée. En vain dira-t-on qu'ils sont autorisés par la loi à exiger sur-le-champ leurs émoluments ou à poursuivre le remboursement par les voies légales ; des raisons de convenance les empêchent le plus souvent d'avoir recours au premier moyen, et l'exiguïté des sommes rendrait fréquemment le second impraticable, à raison des frais.

La majorité a repoussé cette doctrine qui aurait pour effet de créer un privilège spécial pour une certaine catégorie de créanciers, lesquels cependant sont d'autant mieux placés pour se faire payer que leur ministère est officiel et qu'ainsi ils peuvent sur-le-champ exiger leurs honoraires, sans que cette exigence puisse donner lieu à contestation. Les notaires comme les greffiers doivent prendre leurs mesures en temps utile pour faire retirer de chez eux et payer les expéditions : c'est leur laisser assez de temps que de leur accorder quatre ans pour pourvoir à leurs intérêts. Ce que l'on veut en établissant la prescription, c'est de contraindre les citoyens à mettre ordre à leurs affaires ; c'est d'exclure toute action, alors que souvent les moyens de répondre à l'action ont disparu. Dès que l'on réserverait un privilège en faveur d'une classe de citoyens, toutes les autres auraient le même droit de réclamer, car toutes ont aussi des raisons de convenance qui les empêchent de poursuivre juridiquement le remboursement de ce qui leur est dû.

Un membre de la Commission a demandé que celui qui oppose la prescription de quatre ans, fût tenu de prêter serment qu'il a payé,

si ce serment est exigé. Deux membres appuient cette proposition empruntée au Code français. Elle est repoussée par les deux autres membres présents de la Commission qui ont fait minorité et se sont réservé de reproduire leur opinion devant le Grand-Conseil.

La majorité estime que la prescription ne doit jamais être un moyen légal de s'affranchir du paiement d'une dette légitime, et que dès le moment où le débiteur présumé ne voudra pas jurer qu'il ne doit rien, il sera tenu d'entrer en cause et de répondre au fond à la demande qui lui sera formée. Suivant la majorité, ce principe ne sera jamais préjudiciable aux honnêtes gens, parce que jamais les honnêtes gens n'opposeront la prescription ou qu'ils ne l'opposeront qu'avec la certitude d'avoir payé : dès lors peu leur importe d'en faire serment.

La minorité estime, de son côté, qu'admettre le serment préalable en matière de prescription de quatre ans pour des comptes, c'est tout simplement ajouter un chapitre de plus à la catégorie des faux serments juridiques, ou anéantir la prescription de quatre ans pour y substituer la prescription de dix ans. Il vaudrait infiniment mieux l'écrire purement et simplement dans la loi, que d'y arriver par une voie détournée et dangereuse.

Pour un homme délicat, le serment déféré sur une question d'argent est quelque chose de si grave, que dans la plupart des cas on préférera plaider à tout événement, plutôt que de jurer. Il y a dans chaque maison une multitude de comptes qui sont payés, une multitude d'affaires qui sont réglées par des personnes différentes de celles que l'action judiciaire appellera devant le tribunal, et auxquelles on intimerait un serment qu'elles seront dans l'impossibilité de prêter, parce que les faits sur lesquels elles seront interpellées, ne seront pas leurs faits directs et personnels.

Pour éviter les conséquences de demandes semblables, chaque ménage sera donc désormais contraint à se faire quittancer jusqu'au plus petit paiement, à entasser pendant dix années toutes ces quittances, sous peine de se voir actionné et mis au serment pour des faits qui seront hors de sa mémoire ! Evidemment, le but principal de la loi sera complètement manqué ; la prescription de quatre ans sera illusoire ou ne servira qu'aux gens peu scrupuleux sur les moyens d'en finir avec un créancier, sauf dans un petit nombre de cas où la certitude du paiement sera telle, qu'on pourra sans hésiter prêter serment, au risque toutefois de voir ce serment injurieusement interprété par le créancier.

La minorité n'hésite pas à dire que ce système laissera chaque citoyen pendant dix années exposé à se voir réclamer le plus petit compte, s'il n'a eu soin de retirer et de conserver quittance. Or, comme il y a une masse d'affaires courantes qui ne se règlent point par quittance, et que peu de ménages conservent pendant dix années ces amas de paperasses, il n'y aura plus aucune sécurité. L'expérience avait démontré que la prescription de quatre ans, telle que l'entendait la coutume, était bonne et utile : le Conseil d'Etat l'avait conservée dans son projet; la minorité espère que le Grand-Conseil y reviendra.

Voici l'article que la majorité de la Commission a adopté, et qui serait placé après l'article 1826 :

„ Néanmoins ceux auxquels la prescription de quatre ans est opposée, peuvent déférer le serment à ceux qui l'opposeront, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

„ Le serment pourra être déféré aux veuves et héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savaient pas que la chose soit due. „

Enfin, Messieurs, aux articles transitoires proposés par le Conseil d'Etat, la Commission propose d'ajouter les suivants :

„ H. Les indivisions coutumières qui existeront encore au moment de la promulgation de la dernière partie du Code civil, seront réglées, quant à leurs effets, par l'ancien droit coutumier. „

Il existe en effet un petit nombre d'indivisions plus ou moins conformes à la coutume dont les dispositions sont elles-mêmes fort incertaines : or, ces indivisions étant de véritables contrats en cours d'exécution, il est évidemment impossible de les soustraire à l'empire de la législation sous laquelle ils ont été formés.

J. Le bénéfice de dédit, dans la huitaine de la passation d'un acte de vente, est aboli.

Cet article se trouvait dans le corps même du Code, sous le n° 1228, qui sera supprimé. Il a paru mieux placé dans les articles transitoires.

„ K. La clause des vins et étrennes, admise par la coutume dans les ventes d'immeubles, est abolie.

„ Il n'est rien dû par l'acquéreur en dehors du prix de vente fixé dans l'acte, des frais d'acte et des droits dus à l'Etat : toute stipulation contraire est interdite. „

Telles sont, Messieurs, les observations et modifications que la Commission soumet à votre examen.

Neuchâtel, le 17 novembre 1854.

Au nom de la Commission :

Le rapporteur, PIAGET.

M. le président. La discussion générale est ouverte.

M. Wavre. La partie du Code déjà promulguée est sans contredit celle qui devait provoquer le plus d'observations : on comprend en effet que les dispositions du droit qui se rapportent à la famille, qui touchent en conséquence aux mœurs et au caractère national d'un peuple, soient l'objet de discussions considérables et d'une certaine vivacité.

La partie du Code civil que le Grand-Conseil est maintenant appelé à discuter, est essentiellement théorique ; ce sont des règles adoptées par toutes les législations et passées à l'état de droit commun.

Tirées du droit romain, c'est-à-dire de la raison écrite, leur discussion sera nécessairement beaucoup plus calme et plus brève.

Au point de vue de la coordination des matières, l'orateur critique la méthode adoptée par la Commission et qui consiste à placer les dispositions relatives au contrat de mariage entre celles qui régissent le contrat de vente et celles relatives aux délits et aux quasi-délits. Si cette méthode était compréhensible en droit romain où l'une des formes essentielles du mariage était la vente que les parents de la femme faisaient de celle-ci à son mari, il est inutile de dire qu'il n'en est pas de même sous le régime du christianisme. Et s'il est vrai que les rédacteurs du Code français ont adopté le système qui est maintenant proposé par la Commission, on doit reconnaître aussi que d'autres législateurs modernes ont avec beaucoup de raison fait rentrer dans les dispositions relatives au droit de famille, celles qui ont rapport au contrat de mariage.

Bien que l'orateur reconnaisse la difficulté de revenir sur cet objet, puisque la partie du Code qui traite du droit de famille est déjà votée et exécutoire, il a cru néanmoins qu'il

n'était point superflu de faire cette première observation.

Le Titre IV du Livre III est intitulé : « Des contrats *ou* des obligations conventionnelles en général. »

Il paraît à l'orateur qu'il n'est pas juridiquement correct de dire : des contrats *ou* des obligations, et qu'il faudrait remplacer ce mot *ou* par le mot *et*.

Si l'obligation naît du contrat, il n'est cependant pas juridiquement exact de dire qu'un contrat soit une obligation et vice versa.

Le rapport du Conseil d'Etat rappelle que les auteurs du Code français ont puisé dans les savants recueils de Domat et de Pothier les doctrines consacrées par le Code Napoléon en matière d'obligations et de contrats.

Si l'on doit reconnaître ce fait comme exact, il faut ajouter que le Code français n'a point suivi, pour l'exposition des doctrines, l'ordre consacré par Pothier.

L'orateur professe l'opinion que rien n'est plus vicieux que l'ordre adopté à cet égard dans le Code français.

Il a confondu, par exemple, dans une série de trois cents et quelques articles traitant des obligations, un très-grand nombre de dispositions communes aux *engagements* et aux *obligations*, tandis que la partie du Code spécialement consacrée aux engagements renferme tout au plus 17 à 20 articles.

L'orateur s'est cru obligé de présenter à l'assemblée ces quelques observations générales, afin que plus tard on ne puisse pas lui objecter le silence qu'il aurait gardé.

Il conclut en disant : qu'il ne fait pas de propositions formelles relativement à la transposition du Titre VI du Livre III, concernant le contrat de mariage, et à une modification à apporter à l'ordre qui a été suivi dans l'exposition et dans la classification des règles relatives aux contrats

et aux obligations : il attendra à cet égard l'opinion que pourra manifester la majorité de cette assemblée.

Quant à la modification à apporter à l'intitulation du Titre IV, il se réserve de proposer un amendement lors de la discussion des articles.

Personne ne demandant plus la parole, M. le président déclare close la discussion générale.

Il est procédé à la discussion des articles.

LIVRE III. — TITRE IV. — *Des contrats ou des obligations en général.*

M. Wavre propose de dire : « Des contrats et des obligations, etc. »

M. Piaget déclare se rallier à cet amendement, qui est adopté.

CHAPITRE I^{er} — *Dispositions générales.*

Les art. 881 à 887 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Des conditions essentielles pour la validité des conventions.*

Article 888 portant :

« Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention :

« 1^o Le consentement de la partie qui s'oblige ;

« 2^o La capacité de contracter ;

« 3^o Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;

« 4^o Une cause licite dans l'obligation. »

M. Wavre propose de dire, au § 2, sa capacité de contracter, au lieu de la capacité.

Cette modification rétablira le texte original de l'article 1108 du Code français qui paraît plus correct.

M. *Piaget*, rapporteur, déclare consentir à cet amendement qui est adopté par l'assemblée.

SECTION I^{re}. — *Du consentement.*

L'art. 889 est adopté

Article 890 portant :

« L'erreur n'est une cause de nullité de la convention,
« que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose
« qui en est l'objet. Elle n'est point une cause de nullité,
« lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle
« on a l'intention de contracter, à moins que la considé-
« ration de cette personne ne soit la cause principale de la
« convention. »

M. *Wavre* demande si l'erreur de droit sera une cause de nullité de la convention : c'est un point de doctrine qui a été discuté par plusieurs commentateurs du droit français.

M. *Piaget*. La Commission n'admet pas que l'erreur de droit soit une cause de nullité, et le texte de l'article l'indique suffisamment.

L'art. 890 est adopté.

Les art. 891 à 899 inclusivement sont adoptés sans observation.

ART. 900. « Néanmoins on peut se porter fort pour un
« tiers, en promettant le fait de celui-ci; sauf l'indemnité
« contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire
« ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

« Cette disposition n'est point applicable dans les ventes
« d'immeubles. »

M. *Bonjour*. Il conviendrait d'étendre aux échanges la réserve contenue dans le second alinéa de cet article, et de dire : « aux ventes et aux échanges d'immeubles. »

M. *Piaget*. En se servant du mot générique *vente*, la

Commission a entendu étendre à tous les actes destinés à transporter la propriété immobilière, la réserve contenue dans le second alinéa de l'art. 900.

M. *Delachaux*. Les constitutions d'hypothèques devraient aussi être frappées par la restriction dont on parle : il y aurait de grands inconvénients pratiques à ce que l'hypothèque consentie, inscrite même dans les registres hypothécaires, doive être radiée, parce que le propriétaire de l'immeuble refuserait de ratifier la constitution consentie par celui *qui se serait fait fort* pour lui.

M. *Perrot* propose de modifier la rédaction du second alinéa de l'art. 900 en disant : « Cette disposition n'est point applicable aux transactions immobilières. »

M. *Piaget* se rallie à cet amendement. Il combat l'opinion qui voudrait placer les constitutions d'hypothèques sous le poids de la restriction contenue au second alinéa de l'art. 900.

M. *Philippin*. L'amendement proposé par M. *Perrot* pourra laisser du doute dans l'application ; il ne définit pas d'une manière assez précise quels sont les actes pour lesquels on ne pourra être admis à se porter fort pour un tiers.

M. *Perrot*. La difficulté d'indiquer d'une manière spéciale tous les actes frappés par la disposition restrictive que l'on discute, engage l'orateur à maintenir l'amendement qu'il a proposé : lorsqu'il y aura doute, les tribunaux apprécieront.

M. *Wavre*. La Commission s'est exagéré la portée de l'art. 900 tel qu'il était originairement proposé par le Conseil d'Etat, car le tiers pour lequel on se fait fort, n'est point lié par l'acte consenti pour lui. Il n'y a donc pas une importance bien grande à maintenir l'exception que la

Commission a cru devoir proposer, et il serait peut-être préférable de la retrancher en supprimant le second alinéa de l'art. 900.

M. *Delachaux*. Si la Commission interprète l'art. 900 comme vient de le faire le préopinant, il peut en effet n'y avoir pas grand danger à maintenir ou à supprimer la dernière partie de l'article; mais il serait facile que des doutes s'élevassent sur cette question d'interprétation.

M. *Piaget*. Celui qui s'est porté fort pour un tiers, est seulement obligé, et le droit réservé au tiers, de ratifier ou de désavouer l'acte fait pour lui, reste intact.

On a parlé d'interprétations tirées du droit et des commentateurs français; mais il ne faut pas perdre de vue que le Grand-Conseil fait maintenant un Code neuchâtelois; que c'est dans notre pratique et dans notre coutume ancienne, et non pas dans le droit français, que les tribunaux chercheront les éléments de leur conviction juridique, lorsqu'ils auront à décider les questions que soulèvera l'application du droit écrit.

Si l'art. 900 est adopté, il est certain que tout notaire, tout officier public appelé à recevoir des actes, devra (les cas de vente d'immeubles exceptés) admettre à contracter celui qui se *fera fort* pour un tiers; mais, encore une fois, ce tiers ne sera lié que s'il accepte formellement l'acte quelconque qui aura été fait pour lui.

M. *Philippin*. Le second alinéa de l'art. 900 a été proposé par la Commission pour rester fidèle à ce principe de notre coutume reproduit dans le projet: c'est qu'en matière immobilière le transport *est parfait*, dès qu'il a reçu la consécration notariale.

M. *Wavre* pense que l'on agirait prudemment en retranchant l'art. 900 en totalité. Un tiers peut posséder cer-

tains objets mobiliers auxquels il attache un prix considérable; ainsi, des portraits, bijoux de famille, etc. Il y aurait donc danger à ce qu'une autre personne pût être admise à en disposer sur la simple déclaration *qu'elle se fait fort* pour le propriétaire.

M. Lardy aurait été disposé à admettre l'article tel qu'il était originairement proposé par le Conseil d'Etat.

Si, dans de certaines limites, il comprend qu'il y ait des inconvénients à permettre que, sur la déclaration qu'on *se fait fort*, on puisse être admis à consentir pour un tiers la vente et *l'aliénation* d'un immeuble, il n'en est pas de même s'il s'agit d'une *acquisition* immobilière. Ne voit-on pas en effet fréquemment des acquisitions d'immeubles qui sont faites par le père, le frère, pour un fils ou un frère domiciliés à l'étranger, acquisitions qui ne sont possibles que si elles peuvent être conclues dans un moment donné, et auxquelles il faudrait renoncer si l'article 900 était adopté, tel que la Commission l'a amendé.

C'est pourquoi l'orateur voudrait substituer à l'expression générique *vente*, celle de *aliénations* immobilières.

M. Piaget. L'amendement qui vient d'être proposé, ne parera nullement à l'inconvénient signalé par le préopinant.

On est d'accord pour admettre que le contrat, l'obligation, ne seront parfaits que si le tiers pour lequel on se sera fait fort, ratifie le contrat ou l'obligation.

L'acquisition faite dans les conditions dont a parlé M. Lardy devra donc toujours, pour devenir définitive, être consentie d'une manière formelle par celui au nom duquel elle aura été faite.

L'orateur insiste pour que le mot *vente* soit maintenu dans le second alinéa de l'art. 900, parce que, mieux que tout autre, il emporte l'obligation que la Commission a en-

tendu imposer à tout mandataire qui intervient dans un acte de transport immobilier, de produire des pouvoirs écrits de la part du mandant.

Il conclut en proposant d'amender comme suit le dernier alinéa de l'art. 900.

« Cette disposition n'est point applicable dans les ventes
« d'immeubles, de droits immobiliers et les échanges. »

M. *Delachaux*. On court des dangers réels en ne comprenant pas les constitutions d'hypothèques dans cette disposition restrictive.

Quelle sera, par exemple, la valeur d'une obligation hypothécaire souscrite au nom d'un tiers et que celui-ci ratifierait par acte sous seing privé ?

M. *Lardy*. Le tiers pour lequel on s'est fait fort, n'est lié que par le consentement qu'il donne en ratifiant l'acte fait en son nom.

C'est là un principe dont personne dans cette assemblée n'a contesté la vérité.

Pourquoi donc s'opposer à ce qu'on puisse faire pour lui des actes qui pourront lui être utiles et qu'il restera toujours libre d'accepter ou de répudier ?

M. *Andrié*, sans en faire la proposition, croit qu'il conviendrait de retrancher l'art. 900. Si toutefois l'assemblée veut le maintenir, ne conviendrait-il pas d'en modifier la rédaction en retranchant le dernier alinéa et en commençant l'article par ces mots : « Néanmoins on peut en matière mobilière se porter fort pour un tiers, etc. ? »

M. *Piaget*. L'art. 900 augmente, au lieu de la restreindre, la liberté dont à cet égard on a joui jusqu'ici chez nous.

L'art. 25 du Règlement pour les notaires, du 16 août 1813, statue en effet :

« La simple déclaration que l'on se fait fort pour ceux

« au nom desquels on contracte, ou que l'on s'engage à les faire ratifier, ne devra point être admise. »

M. *Philippin*. Il y a deux genres de relations qu'il faut distinguer dans cette discussion : les relations privées des parties entre elles, et leurs relations officielles avec l'officier appelé à recevoir certains actes.

S'il est certain que, dans l'état actuel, il est interdit de se porter fort pour un tiers dans un acte authentique, il est tout aussi incontestable que les actes préparatoires à la vente et tous actes sous seing privé peuvent être consentis au nom d'un tiers, sans mandat écrit de la part du mandant.

Si l'art. 900 du projet de la Commission est adopté, tous les actes authentiques et autres (ceux relatifs aux ventes d'immeubles exceptés) pourront être souscrits par des mandataires sous la simple déclaration qu'ils *se font fort* ; mais en revanche, dans tout acte quelconque, authentique ou sous seing privé, se rattachant à une vente d'immeubles, le mandataire devra produire des pouvoirs écrits.

Il est donc important de régler par une rédaction précise la portée de cet article.

M. *Lardy*. On arriverait au résultat que désire le préopinant en rédigeant comme suit le dernier alinéa de l'article.

« En matière immobilière, les dispositions du présent article ne sont applicables qu'aux promesses de vente, et non à la stipulation notariale des actes *d'aliénation*. »

M. *Piaget* sous-amende l'amendement proposé par M. *Lardy*, en proposant de dire : « et non à la stipulation notariale des actes *de ventes d'immeubles, de droits immobiliers, ni aux actes d'échange*. »

M. *Lardy* déclare se rallier à ce sous-amendement.

La proposition de M. *Lardy*, ainsi modifiée, est mise aux voix et adoptée.

L'art. 900 amendé est aussi adopté.

M. *Wavre*. L'article que l'on vient d'adopter, est, moins le second alinéa, la reproduction textuelle de l'art. 1120 du Code français.

Ne serait-il pas utile de le faire suivre des dispositions de l'art. 1121 du même Code qui ont été retranchées dans le projet de la Commission ?

Cet article 1121 du Code français décide :

« On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers,
« lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on
« fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un
« autre. Celui qui a fait cette stipulation, ne peut plus la
« révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter. »

Retrancher cet article, c'est, implicitement du moins, déclarer défendus les actes très-légitimes qu'il autorise. Il serait donc utile de l'introduire dans notre Code.

M. *H. Calame* appuie cette proposition. L'art. 1121 du Code français prévoit en effet des cas de stipulation fort légitimes.

M. *Piaget*. Cet article n'a pas été introduit dans le projet, afin de rester conséquent avec cette règle admise dans la partie du Code déjà votée : c'est que les donations entre-vifs doivent être acceptées par le donataire, ce que n'exige point le Code français.

M. *H. Calame*. La Commission examinera s'il y a lieu d'introduire dans notre Code civil un article correspondant à l'art. 1121 du Code français, sauf à le coordonner avec les principes précédemment adoptés. Il propose que le Grand-Conseil le charge d'examiner dans ce sens la proposition faite par M. *Wavre*.

Adopté.

L'art. 901 est adopté.

SECTION II. — *De la capacité des parties contractantes.*

Les art. 902, 903 et 904 sont adoptés.

ART. 905. — « Les personnes capables de s'engager ne
« peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit, du
« majeur sous curatelle ou de la femme mariée avec qui
« elles ont contracté. »

M. Wavre. Cet article est la reproduction du deuxième alinéa de l'art. 1125 du Code français.

On en a retranché le premier alinéa, qui pourtant renferme une disposition importante, celle que : « Le mineur, « l'interdit et la femme mariée ne peuvent attaquer, pour « cause d'incapacité, leurs engagements, que dans les cas « prévus par la loi. »

L'acte consenti par le mineur ou l'interdit n'est pas nul de plein droit, et la disposition retranchée indique que le fait de leur interdiction ou de leur minorité au moment où l'acte a été conclu, ouvre à leur profit une action en nullité.

Si l'art. 905 n'est pas rétabli conformément au texte français, la notion erronée que l'acte consenti par un mineur est nul de plein droit, pourrait s'accréditer, et c'est ce qu'il convient d'éviter.

M. Piaget. La Commission repousse, cela va sans dire, le principe que le contrat fait par un mineur soit nul de plein droit.

Avec le préopinant, elle admet que ce fait de la minorité du contractant lui permet tant seulement d'ouvrir une action pour faire annuler le contrat.

Si elle a retranché la disposition du premier alinéa de l'art. 1125 du Code français, ç'a été uniquement afin d'éviter cette objection qu'on aurait pu faire au mineur : *votre cas n'est pas prévu par la loi.*

L'art. 905 est adopté.

SECTION III.—*De l'objet et de la matière des contrats.*

Les art. 906 à 910 sont adoptés.

SECTION IV. — *De la cause.*

Les art. 911 à 913 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *De l'effet des obligations.*

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Les art. 914 et 915 sont adoptés.

SECTION II. — *De l'obligation de donner.*

Les art. 916 à 921 sont adoptés.

SECTION III. — *De l'obligation de faire ou de ne pas faire.*

Les art. 922 à 925 sont adoptés.

SECTION IV. — *Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution des conventions.*

Les art. 926 à 931 sont adoptés.

Article 932 portant :

« Lorsque la convention porte que celui qui manquera
« de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dom-
« mages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie
« une somme plus forte ni moindre. »

M. Wavre. La règle posée par cet article peut faciliter bien des stipulations exorbitantes et usuraires ; aussi de savants auteurs, tels que Pothier et Dumoulin, enseignent-ils que, lorsque l'indemnité stipulée est excessive, le juge est autorisé à la réduire. En droit romain, l'indemnité ne pouvait jamais être plus que double de la valeur de l'objet sur lequel portait la convention.

Notre coutume, enfin, empruntée en ce point au droit romain, permettait aux tribunaux d'opérer une réduction

lorsqu'il y avait lésion d'outre-moitié. — L'orateur propose de retrancher l'art. 932.

M. *Piaget*. L'art. 932 est la consécration de ce principe posé en l'art. 914, que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Si l'on veut accorder au juge le droit de réduire le chiffre de l'indemnité promise, où est la certitude que le dol ne se produira pas dans un autre sens, et que celui qui promettra des dommages et intérêts élevés, ne le fasse avec la pensée de plaider ultérieurement pour en faire réduire le chiffre?

M. *Wavre*. L'art. 1217 du Code civil fribourgeois décide aussi que les conventions deviennent la loi de ceux qui les ont faites, et néanmoins, en reproduisant dans son art. 1245 les dispositions de l'art. 932 du projet, il y introduit une réserve finale portant : « à moins qu'il ne résulte évidemment que la somme est excessive, auquel cas le juge peut la réduire. » Si la proposition de retrancher l'art. 932 n'est pas votée, l'orateur propose en seconde ligne d'ajouter à cet article une réserve pareille à celle du Code fribourgeois.

M. *Perrot* estime que l'art. 932 est l'expression de notre coutume ancienne, et il s'oppose à ce qu'il soit retranché.

M. *Challandes* trouve dangereux de donner aux tribunaux le droit de modifier des conventions librement consenties par ceux qui les ont faites.

M. *Lardy*. Le pouvoir donné au juge d'opérer une réduction lorsqu'il y a lésion d'outre-moitié, est consacré par presque toutes les législations, concurremment avec le principe que les conventions font la loi des parties. Ce dernier principe n'est donc pas absolu et il s'agit uniquement d'exa-

miner si, à propos de l'art. 932, il doit subir une exception.

L'orateur résout la question négativement, parce que le système défendu par M. Wavre présente des inconvénients qui font disparaître et au-delà les avantages d'ailleurs incontestables qu'il offre. Il y a en soi quelque chose d'énormément arbitraire et dangereux à confier au juge le droit que veut lui donner M. Wavre, surtout lorsqu'il s'agit de dommages-intérêts, toujours très-difficiles à apprécier.

M. Wavre persiste à dire que le système qu'il défend est celui de notre coutume ; il conclut à ce que les diverses propositions qu'il a faites soient renvoyées à la Commission.

Ces propositions ne reçoivent pas l'appui réglementaire, et l'art. 932 est adopté.

Les art. 933, 934 et 935 sont adoptés sans observation.

SECTION V. — *De l'interprétation des conventions.*

L'art. 936 est adopté.

Article 937 portant :

« Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit
« plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir
« quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pour-
« rait produire aucun. »

M. Wavre, sans faire aucune proposition, déclare qu'il trouve cet article inutile et dangereux ; il ne le votera pas plus que les autres de cette section, qui sont bien plutôt des articles de doctrine que des dispositions à insérer dans un Code.

Les art. 937 à 944 sont adoptés.

SECTION VI. — *De l'effet des conventions à l'égard des tiers.*

Les art. 945 et 946 sont adoptés.

L'article 947 est adopté.

CHAPITRE IV. — *Des diverses espèces d'obligations.*

SECTION I^{re}. — *Des obligations conditionnelles.*

§ I^{er}. — *De la condition en général et de ses diverses espèces.*

Les art. 948 à 951 sont adoptés sans observations.

ART. 952. — « Toute condition d'une chose impossible
« ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi,
« est nulle et rend nulle la convention qui en dépend. »

ART. 953. — « La condition de ne pas faire une chose
« impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous
« cette condition. »

M. Wavre. L'art. 952 n'est pas conforme au principe posé en matière de testaments et donations, à l'égard desquels on a décidé que la condition impossible serait réputée non écrite, mais sans que l'acte la renfermant soit pour cela annulé.

Quant à l'art. 953, il faudrait, comme à l'art. 952, dire non-seulement une chose impossible, mais ajouter: *ou contraire aux bonnes mœurs ou prohibée par la loi.*

L'orateur propose de renvoyer ces deux articles à l'examen de la Commission.

M. Piaget. L'art. 637 du Code civil décide en effet que:
« dans toute disposition entre-vifs, à cause de mort ou
« testamentaire, les conditions impossibles, celles qui sont
« contraires aux lois ou aux mœurs, seront réputées non
« écrites; » mais on comprend aisément que, pour des choses aussi différentes que les dispositions et les obliga-

tions, les principes puissent et doivent aussi être différents.

L'art. 952 est adopté.

Les art. 953 à 960 sont adoptés sans observations.

§ 2. — *De la condition suspensive.*

M. Wavre reproche à l'art. 961 d'être la reproduction inutile de l'art. 948.

M. Piaget. L'art. 948 régit les obligations conditionnelles, et l'art. 961 est applicable aux obligations avec conditions suspensives.

L'art. 961 est adopté.

L'art. 962 est également adopté.

§ 3. — *De la condition résolutoire.*

Les art. 963 et 964 sont adoptés.

SECTION II. — *Des obligations à terme.*

Les art. 965 à 968 sont adoptés.

SECTION III. — *Des obligations alternatives.*

Les art. 969 à 976 sont adoptés.

SECTION IV. — *Des obligations solidaires.*

§ 1^{er}. — *De la solidarité entre les créanciers.*

Les art. 977 à 979 sont adoptés.

§ 2. — *De la solidarité de la part des débiteurs.*

Les art. 980 à 982 sont adoptés.

ART. 983. — « Le créancier d'une obligation contractée
« solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il
« veut choisir. »

L'art. 1203 du Code français ajoute ces mots : « sans
« que celui-ci puisse lui apposer le bénéfice de division. »

M. Lardy demande pourquoi cette dernière disposition
a été retranchée.

M. *Piaget*. Parce que le projet ne renferme pas les principes du droit français en matière d'obligations divisibles.

Les art. 983, 984 et 985 sont adoptés.

ART. 986. — « Quand la prescription est interrompue
« contre l'un des débiteurs solidaires, elle est interrompue
« à l'égard de tous. »

L'article correspondant (1206) du Code français porte :

« Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires
« interrompent la prescription à l'égard de tous. »

M. *Lardy* demande quels sont les motifs qui ont engagé à modifier la rédaction du Code français.

M. *Piaget*. D'après nos habitudes et les règles posées au chapitre de la prescription, les *poursuites* ne sont pas le seul acte qui interrompe la prescription : à ce point de vue, la rédaction du projet est plus correcte.

En maintenant le mot *poursuites*, on aurait pu croire que tout acte quelconque de poursuite interrompait la prescription, ce qui n'est point exact dans l'état actuel où, *s'il s'agit de poursuites ordinaires, par exemple, la mise en taxe écrite et notifiée est nécessaire.*

Quelles que soient les règles que l'on adopte lorsque l'on discutera la partie du Code qui énumère et définit les actes qui interrompent la prescription, la rédaction proposée restera vraie.

M. *Wavre* préfère la rédaction de l'art. 986 du projet à celle de l'article correspondant du Code français. Ainsi qu'on l'a déjà dit, la prescription peut être interrompue par d'autres actes que par des poursuites.

M. *Lardy* déclare partager cette opinion et être satisfait.

L'art. 986 est adopté.

Les art. 987 à 993 sont adoptés sans observations.

SECTION V. — *Des obligations divisibles et indivisibles.*

Les art. 996 à 998 sont adoptés.

SECTION VI. — *Des obligations avec clause pénale.*

Les art. 999 à 1003 sont adoptés.

ART. 1004. — « La peine peut être modifiée par le juge, « lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie. »

M. Wavre. Cet article est une dérogation au principe absolu posé en l'art. 932 : cette dérogation repose sur un sentiment d'équité que l'orateur partage.

Il désire savoir pourquoi le projet ne reproduit pas les art. 1232 et 1233 du Code français.

M. Piaget. L'autorisation donnée au juge par l'art. 1004 s'explique par cette circonstance, qu'il s'agit d'une obligation exécutée en partie : cette *autorisation* lui permettra d'apprécier les causes qui auront empêché que l'obligation ne soit exécutée en totalité.

L'orateur répète que les principes du projet ne sont pas ceux du Code français en matière d'obligations divisibles et indivisibles, et que c'est ce qui a motivé le retranchement dans le projet des dispositions des articles 1132 et 1133 du dit Code.

L'art. 1004 est adopté.

CHAPITRE V. — *De l'extinction des obligations.*

ART. 1005. M. Lardy. Le mode d'extinction des obligations résultant de la remise de la dette fera-t-il l'objet d'un alinéa spécial?

M. Piaget. C'est une erreur typographique qui a placé dans un seul alinéa la novation et la remise volontaire.

L'art. 1005 est adopté.

SECTION I^{re}. — *Du paiement.*

§ 1^{er}. — *Du paiement en général.*

Les art. 1006, 1007 et 1008 sont adoptés.

L'art. 1009 est adopté avec une modification consistant à dire : « quoique le paiement *en* ait été fait par celui, etc. »

L'art. 1010 est adopté avec une modification consistant à dire au premier alinéa : « ayant pouvoir *de* lui, » au lieu de : « ayant pouvoir *pour* lui. »

ART. 1011. « Le paiement fait de bonne foi à celui qui « est en possession de la créance, est valable, encore que le « possesseur en soit par la suite évincé. »

M. *Wavre*. Que cette règle soit appliquée aux titres au porteur, cela est compréhensible ; mais, quant aux créances nominatives, il a toujours été admis chez nous que le créancier ou son mandataire pouvaient seuls les quittance valablement. On conteste même à l'huissier porteur du titre, et chargé de faire les poursuites, qualité pour donner valablement quittance.

Avec le système de l'art. 1011, celui qui aura trouvé un titre que le créancier aura perdu, pourra en réclamer le montant au débiteur, et celui-ci sera réputé avoir valablement payé.

M. *Piaget*. L'art. 1011 ne change rien à nos habitudes, et, en matière de créances nominatives, le porteur du titre ne sera possesseur que si la créance porte une cession ou un endossement à son profit. La possession dont parle l'art. 1011, est la possession *à titre de propriétaire*, et le porteur d'un titre perdu serait un simple *détenteur*, mais non un possesseur dans le sens de l'art. 1011.

M. *Lardy*. Les principes que vient de caractériser M. le rapporteur sont conformes à la vraie doctrine. — Cepen-

dant, dans un canton voisin, l'art. 4014 a été interprété différemment par un jugement qui n'est pas ancien.

Il est d'autant plus essentiel que les explications données par M. le rapporteur soient intervenues, que le projet fait complètement abstraction de la matière de la possession, qu'il ne définit pas plus que celle de la détention.

M. *Philippin*. Le jugement dont a parlé le préopinant, a considéré que les débiteurs qui avaient payé, avaient pu et dû croire que celui à qui ils payaient, était mandataire régulier du créancier.

M. *Wavre* sera tranquillisé jusqu'à un certain point si le procès-verbal rapporte catégoriquement l'opinion de M. le rapporteur, opinion qui n'a été contestée par personne, c'est qu'en matière de titres nominatifs, on n'est possesseur dans le sens de l'art. 4014, que si l'on a à son profit une cession ou un endossement, suivant la nature des titres. Cependant, ne pourrait-on pas renvoyer cet article à la Commission pour qu'elle examine si, à la suite du mot *possession*, il ne conviendrait pas d'ajouter celui de *légale*?

M. *Piaget*. Il existe des jugements de nos tribunaux souverains desquels il résulte que la possession n'existe en matière de créances nominatives, que si elle est *paisible, publique, non équivoque, légale et à titre de propriétaire*. C'est dans ce sens que la Commission entend l'art. 4014.

M. *Lardy* combat l'amendement dont a parlé M. Wavre : à quoi bon parler de la possession légale, puisque la possession n'est pas définie par la loi?

M. *Piaget*. La possession est définie autant que de besoin, du moins aux articles 4785 et suivants.

L'art. 4014 est adopté.

Les art. 4012 à 4019 sont aussi adoptés.

§ 2. — *Du paiement avec subrogation.*

Les art. 1020 à 1023 sont adoptés.

§ 3. — *De l'imputation du paiement.*

Les art. 1024 à 1027 sont adoptés.

§ 4. — *Des offres de paiement et de la consignation.*

Les art. 1028 à 1036 sont adoptés.

M. Wavre est étonné qu'on ait retranché les dispositions du Code français relatives à la *cession de biens*.

M. Piaget. La distinction de la faillite civile et de la faillite commerciale est impossible chez nous, où il n'existe personne en quelque sorte qui, sans pouvoir être réputé négociant, ne fasse cependant des actes de commerce.

La pratique a prouvé que notre état actuel était bon; aussi la loi sur quelques matières commerciales du 16 juin 1833, qui nous régit encore aujourd'hui, s'est-elle abstenue de tenter une définition du commerçant.

Lorsqu'une chose est bonne et appropriée aux besoins, il ne faut pas y toucher à la légère.

M. Wavre déclare être d'accord avec M. le rapporteur.

SECTION II. — *De la novation.*

Les art. 1037 et 1038 sont adoptés.

L'art. 1039 décide : « La novation ne se présume point :
« il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de
« l'acte. Toutefois, il n'est point nécessaire que la volonté
« soit exprimée dans l'acte par une déclaration précise et
« formelle : il suffit que l'acte présente des différences
« propres à caractériser l'intention. »

M. Wavre ne comprend pas que l'on ait ajouté ce second alinéa, qui ne se trouve pas dans le Code français.

En saine doctrine, une dette ne se présume pas; mais,

dès qu'elle est constatée par un acte, la présomption n'est pas en faveur de la libération du débiteur.

Il vaudrait donc mieux retrancher ce second alinéa et laisser à l'appréciation des tribunaux les cas en vue desquels il a été rédigé.

M. *Piaget*. La Commission a voulu qu'on ne pût pas faire l'objection à laquelle peut se prêter le texte français, savoir : que la *novation* n'existe que si le mot lui-même est indiqué d'une manière formelle dans l'acte. Cette interprétation ne serait pas plus conforme aux règles de notre coutume ancienne, qu'à l'esprit du Code français.

Le second alinéa de l'art. 1039 n'existe pas, il est vrai, dans le texte même du Code français, mais on le trouve mot pour mot dans l'exposé des motifs.

L'orateur rappelle les raisons indiquées dans le rapport du Conseil d'Etat à la Commission législative.

M. *Perrot* est d'accord avec le préopinant; mais il est certain que le second alinéa de l'art. 1039 est un commentaire du premier alinéa de ce même article, et qu'à ce titre il serait convenable de le retrancher du Code lui-même.

M. *Wavre* est d'accord pour admettre qu'il n'y a pas de formule sacramentelle pour opérer la novation : il sait aussi que le second alinéa de l'art. 1039 est tiré de l'exposé de motifs du Code français, mais, pour la raison indiquée par le préopinant, il convient de le retrancher.

M. *Lardy*. Ce que l'on veut dire dans le second alinéa de l'art. 1039, c'est que la déclaration *formelle* que l'on entend opérer une novation, n'est pas nécessaire pour que la novation soit produite. N'atteindrait-on pas ce but en se bornant à dire au second alinéa de l'art. 1039 : « Toute-

« fois il n'est pas nécessaire que la volonté soit exprimée
« dans l'acte par une déclaration formelle. »

M. Wavre, si l'on ne retranche pas le second alinéa en totalité, préfère le laisser tel qu'il est, que de l'amender comme le propose le préopinant.

Cependant, et toujours dans l'hypothèse du maintien de cet alinéa, l'orateur pense qu'on pourrait le terminer par ces mots : « des différences propres à caractériser manifestement l'intention. »

L'amendement proposé par M. Lardy est rejeté.

L'art. 1039 est adopté.

Les articles 1040 à 1045 sont adoptés.

ART. 1044. — « Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée. »

Le Code français, art. 1273, ajoute : « à moins que le créancier ne les ait expressément réservés. »

M. Wavre signale cette différence entre les deux textes.

M. Piaget. La novation éteint la dette et doit conséquemment éteindre aussi ce qui n'en est que l'accessoire : l'hypothèque.

Comment admettre qu'un titre annulé par la novation pourra transporter à un titre nouveau les privilèges de son rang hypothécaire, sans froisser la logique et détruire la pureté de notre système hypothécaire ?

M. Wavre. Donc, en cas de novation de titre hypothécaire, il faudra prendre une nouvelle inscription et courir pendant six semaines les chances de voir l'hypothèque annulée par la survenance du décret ?

Appliquera-t-on ces règles aux cas de cessions de créances ?

M. *Piaget* répond affirmativement à la première question posée par le préopinant ; il lui fait remarquer, quant à la seconde, que ce qui concerne les cessions de créances n'est point régi par les règles propres à la novation, et qu'il suffit de jeter un coup-d'œil sur le chapitre de la cession, pour voir que cet acte transporte sans novation au cessionnaire tous les droits et privilèges du cédant.

L'art. 1044 est adopté ainsi que l'art. 1045.

SECTION III. — *De la remise de la dette.*

ART. 1046. — « La remise volontaire du titre original
« sous signature privée, par le créancier au débiteur, fait
« preuve de la libération. »

M. *Wavre* renouvelle, à l'occasion de cet article, les craintes qu'il a émises à l'art. 1044.

Une circonstance fortuite, une erreur fera tomber le titre entre les mains du débiteur, et, bien qu'il n'ait payé quoi que ce soit de la dette, il pourra, armé de l'art. 1046, exciper de sa libération sur la simple production du titre ?

M. *Piaget*. La remise du titre sous seing privé emporte libération de la dette, parce que celle-ci n'est constatée que par ce titre. Il faut remarquer au reste que l'art. 1046 parle de la remise *volontaire* faite par le créancier au débiteur, et que si le titre est entre les mains de celui-ci, par suite d'une erreur ou d'une circonstance fortuite, il n'y aura pas là remise *volontaire*, et le créancier sera admis à en faire la preuve : vrai est-il de dire que cette preuve incombera au créancier seul, et que jamais le débiteur ne pourra être appelé à prouver qu'il détient le titre par suite de la remise volontaire que lui en aurait faite le créancier.

M. *Wavre*. Ne serait-il pas convenable d'ajouter à la fin de l'art. 1046 ces mots « sans préjudice de la preuve con-

« traire. » Au moyen de cette adjonction, le créancier pourrait déférer le serment au débiteur, soit sur le caractère de la remise du titre, soit sur le fait du paiement de la dette. Si l'article n'est pas modifié, la simple production du titre de la part du débiteur entraînera nécessairement sa libération.

On comprend qu'en France et dans d'autres pays où le nombre des gens qui ne savent pas écrire, est considérable, on n'ait pas exigé, pour faire preuve de la libération, une quittance que beaucoup de créanciers auraient été incapables de donner; mais cette raison n'existe pas chez nous. L'orateur rejettera l'article s'il n'est pas modifié.

M. *Lardy*. Il est acquis, d'après l'opinion émise par M. le rapporteur, que la Commission entend que la présence du titre sous seing privé entre les mains du débiteur libère celui-ci de la dette, et qu'il n'y a d'exception à cette règle *que si le créancier prouve que la remise n'a pas été volontaire*.

L'orateur trouve ce système dangereux, et il appuie l'amendement proposé par M. Wavre qui, à défaut d'autres moyens laissera au créancier la possibilité de déférer le serment au débiteur.

M. *H. Calame*. L'interprétation donnée par M. le rapporteur ne ressort pas du texte même de l'art. 1046.

Ce que cet article exige, c'est la remise *volontaire* par le créancier au débiteur du titre original.

Or, pour être logique, il faudrait décider que le débiteur ne sera pas seulement tenu, pour obtenir sa libération, à prouver la présence en ses mains du titre original, mais qu'il devra établir encore qu'elle est le résultat de la remise *volontaire* opérée par le créancier : si c'est un système

différent qui doit prévaloir, il conviendrait de le dire d'une manière précise.

M. *Piaget* déclare être d'une opinion diamétralement opposée à celle qui vient d'être émise.

M. *Lardy*. Bien qu'il ait été déjà posé que l'opinion de M. le rapporteur ne liera pas les tribunaux, l'orateur voit du danger dans l'interprétation que M. Piaget vient de faire de l'art. 1046. L'orateur insiste sur la proposition qui a été faite et qu'il reproduit, d'ajouter ces mots à la fin de l'article : « sans préjudice de la preuve contraire. »

M. *Piaget*. Si l'on veut entrer dans cette voie, il faut dire sans ambage que la présence du titre entre les mains du débiteur n'est une preuve de libération que si ce titre porte une quittance de la part du créancier : mais alors ce sera décider une chose complètement en dehors des habitudes de notre population.

L'amendement consistant à ajouter à la fin de l'article ces mots : « sans préjudice de la preuve contraire, » reste en minorité : il est voté par 21 suffrages, tandis que 22 membres se lèvent à la contre-épreuve.

L'art. 1046 est adopté par 23 voix contre 18.

Les art. 1047 à 1053 sont adoptés.

SECTION IV. — *De la compensation.*

Art. 1054. — « Lorsque deux personnes se trouvent
« débitrices l'une de l'autre, il peut s'opérer entre elles une
« compensation qui éteint les deux dettes jusqu'à concur-
« rence de la plus faible, dans les cas ci-après exprimés. »

M. *Wavre*. Les cas dans lesquels la compensation s'opère sont ceux prévus par les art. 1055 et 1056. Or, comme les dispositions de ces deux articles sont impératives, il n'est

pas correct de dire à l'article 1054 que la compensation peut s'opérer.

L'orateur propose en conséquence de substituer à ces mots : « *il peut s'opérer* entre elles une compensation, » ceux-ci : « *il s'opère* entre elles une compensation. »

M. Piaget se rallie à cet amendement, et l'art. 1054 ainsi amendé est adopté.

Les art. 1055, 1056 et 1057 sont adoptés.

SECTION V. — *De la confusion.*

Les art. 1058 et 1059 sont adoptés.

SECTION VI. — *De la perte de la chose due.*

Les art. 1060 et 1061 sont adoptés.

SECTION VII. — *De l'action en nullité ou en rescision des conventions.*

Les art. 1062 à 1065 sont adoptés.

« Art. 1066. — Lorsque les formalités requises à l'égard
« des mineurs, interdits ou majeurs sous curatelle, soit pour
« acquisition ou aliénation d'immeubles, soit dans un par-
« tage de succession, ont été remplies, ils sont, relativement
« à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en ma-
« jorité ou pendant qu'ils étaient maîtres de leurs droits. »

M. Wavre. On n'a pas reproduit le cas prévu par l'article 1309 du Code français quant aux conventions portées dans un contrat de mariage et contre lesquelles le mineur n'est pas restituable lorsqu'il a été légalement autorisé.

M. Piaget. Ce que le préopinant désire, est consigné à l'art. 1148 du projet.

M. H. Calame. Il est évident que l'art. 1066 n'a point pour but d'accorder aux personnes dont il parle le droit d'être restituables contre les actes qu'elles auraient faits avec le consentement de leurs tuteurs ou curateurs.

S'il en est ainsi, l'orateur ne comprend pas la restriction résultant de ces mots : « soit pour acquisition ou aliénation » d'immeubles, soit dans un partage de succession, » puisqu'il est certain que le mineur, l'interdit, etc., ne sont restituables contre aucun acte fait en leur nom lorsque les formalités requises à cet égard ont été remplies. Le seul moyen qu'ils aient de revenir sur ces actes, est celui de la demande en relief.

M. *Piaget*. On pourrait en effet supprimer dans l'art. 1066 la phrase que vient de signaler M. Calame, et M. le rapporteur en fait la proposition.

MM. *H. Calame* et *Wavre* déclarent être d'accord avec M. le rapporteur, et l'art. 1066 ainsi amendé est adopté.

CHAPITRE VI. — *De la preuve des obligations et de celle du paiement.*

M. *Wavre*. Le Grand-Conseil va aborder la discussion d'un chapitre dont les 47 articles paraissent à l'orateur se rapporter bien plus à des questions de procédure qu'à des règles de droit civil.

Sous prétexte que les principes relatifs à la possession étaient du domaine d'un code de procédure, cette matière a été retranchée du projet : si cela est vrai (ce que l'orateur n'admet pas) relativement à la possession, les auteurs du projet ne sauraient contester que tout ce qui régit la preuve, les présomptions, et les choses en général dont s'occupe ce chapitre, ne doive être renvoyé aussi au code de procédure.

Suivant M. *Wavre*, il y a quelque chose d'incomplet dans l'intitulation de ce chapitre, qui, conçu en ces termes : « *De la preuve des obligations et de celle du paiement,* » régit non-seulement les preuves applicables aux obligations et à

leur paiement, mais peut et doit être considéré comme un traité succinct de la preuve en général. Ce chapitre s'occupe aussi d'autres modes de libération que celui du paiement, et néanmoins il n'est question dans le titre que du *paiement*.

L'orateur conclut en proposant que les dispositions de ce chapitre soient retranchées et renvoyées au code de procédure.

En seconde ligne, il propose de modifier l'intitulation du chapitre.

Si le Grand-Conseil ne veut pas se prononcer dès maintenant relativement à l'une ou à l'autre de ces propositions, il y aurait tout au moins lieu à renvoyer à la Commission dans un sens général les observations qui viennent d'être présentées.

M. *Piaget*. Il n'est pas dans nos habitudes d'étendre aussi loin que vient de le faire le préopinant, les limites du domaine de la procédure. Si quelques-unes des dispositions du chapitre que l'on va traiter, peuvent au premier aspect être considérées comme soutenant des relations plus ou moins intimes avec des questions de procédure, un examen plus attentif fournit la preuve que toutes sans exception règlent des principes de droit.

Ainsi, et relativement aux diverses espèces de serments, ce n'est point la mission du code de procédure de déterminer si le serment décisoire, par exemple, sera maintenu, ou si le serment déféré d'office sera édicté par la législation nouvelle. Ce que le code de procédure déterminera, ce sera la forme en laquelle l'un et l'autre de ces serments seront déférés ou intimés, l'époque de la procédure où cela pourra être fait utilement, etc.

Les diverses propositions faites par M. Wavre ne reçoivent pas l'appui réglementaire et le titre du chapitre VI est adopté.

Les art. 1067 et 1068 sont adoptés sans observation.

SECTION I^{re}. — *De la preuve littérale.*

§ 1^{er}. — Du titre authentique.

ART. 1069. — « L'acte authentique est celui qui a été reçu
« par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans
« le lieu où l'acte a été rédigé, et avec les solennités re-
« quises. »

M. Wavre demande si l'acte originairement fait sous seing privé, mais dont la date et les signatures auront été certifiées par un notaire ou par un autre officier public, acquerra par là la qualité d'acte authentique.

M. Piaget. L'acte sous seing privé ne peut être transformé en acte authentique que par la novation qui en est faite par un acte reçu dans les formes et avec les solennités requises pour les actes publics. L'acte sous seing privé, vidimé par un notaire, n'emprunte à cette formalité d'autre valeur que celle qui rend sa date et, cas échéant, ses signatures certaines, mais il conserve incontestablement son caractère d'acte sous seing privé.

Dans l'état actuel de notre législation, et en matière de créances, il n'y a qu'un seul acte qui change la nature du titre, c'est la mise en taxe écrite et signifiée.

M. Wavre déclare être d'accord sur cette interprétation, et l'art. 1069 est adopté, ainsi que l'art. 1070.

ART. 1071. — « L'acte authentique fait pleine foi de la
« convention qu'il renferme entre les parties contractantes
« et leurs héritiers ou ayants cause. »

M. Wavre. Le Code français (art. 1319) renferme une disposition textuellement pareille à celle de l'art. 1071 du projet, mais il ajoute : « Néanmoins, en cas de plainte en

« faux principal, l'exécution de l'acte argüé de faux sera
« suspendue par la mise en accusation, et, en cas d'inscrip-
« tion de faux faite incidemment, les tribunaux pourront,
« suivant les circonstances, suspendre provisoirement l'exé-
« cution de l'acte. »

Ce retranchement, ajoute M. Wavre, ne pourrait-il pas conduire à cette interprétation que, contre les actes authentiques, il n'y a pas d'inscription en faux possible ?

M. *Philippin*. Le notaire et tous ceux qui se prêteraient à la stipulation d'un acte faux, commettraient un crime d'autant plus grave qu'il s'agirait d'un faux en écriture publique.

Donner à l'article 1071 la portée que paraît craindre M. Wavre, ce serait dire que, dans certains cas, le Code peut légaliser le crime et empêcher ceux qui en seraient victimes d'obtenir réparation du mal qu'on aurait tenté de leur causer.

M. *Wavre*. L'art. 1073 réserve l'inscription en faux contre les actes sous seing privé; pourquoi ne pas inscrire cette même réserve d'une manière formelle relativement aux actes authentiques ?

M. *Piaget*. L'acte sous seing privé n'a aucun caractère de certitude, tant qu'il n'a pas été avoué par ceux auxquels on l'oppose, tandis que l'acte authentique est certain par lui-même à raison des formes qui ont accompagné sa stipulation. Mais il n'en est pas moins incontestable que le bénéfice d'inscription en faux existe pour les actes authentiques comme pour les actes sous seing privé.

M. *Wavre* propose d'introduire à l'art. 1071 une disposition réservant d'une manière formelle le bénéfice d'inscription en faux contre les actes authentiques; mais cet amendement ne reçoit pas l'appui réglementaire, et l'article 1071 est adopté, ainsi que les art. 1072 et 1073.

ART. 1074. — « Dans le cas d'inscription en faux, la
« preuve est à la charge de celui qui nie la vérité de l'écrit-
« ture ou de la signature. »

M. Wavre. Sans doute cet article ne fait que consacrer la règle correspondante de la coutume; mais il est incontestable que la difficulté de prouver l'inscription en faux peut, dans certains cas, contraindre le débiteur à exécuter une obligation qu'il n'a point souscrite. En droit français, c'est à celui qui produit le titre, à en prouver la sincérité, et il faut reconnaître que ce système est plus logique que celui qui impose au défendeur l'obligation de faire la preuve (et de toutes les preuves la plus difficile), la preuve négative d'un fait.

Entre ces deux systèmes absolus, on a imaginé un système mixte, qui consiste à faire procéder par le juge et d'office à la vérification du titre argüé de faux. Ce système a l'avantage de ne placer aucune des parties dans la position délicate que leur font les systèmes opposés du Code français et du projet.

L'orateur propose en conséquence de renvoyer l'art. 1074 à l'examen de la Commission.

M. Piaget répond au préopinant en faisant lecture de la partie du rapport du Conseil d'Etat à la Commission législative qui traite la question soulevée par M. Wavre (Rapport, folios 10, 11 et 12).

M. le rapporteur ajoute que si l'on veut adopter le système inverse de celui du projet, il faudra décider aussi, comme le fait le Code français, que les actes sous seing privé ne fournissent pas la preuve de l'obligation qui y est inscrite et qu'ils ne sont qu'un élément au moyen duquel cette obligation peut être prouvée : en conséquence, tout

porteur d'un titre sous seing privé devra, pour avoir un acte exécutoire, le convertir en acte authentique ou solliciter un jugement. Ce système absolument inconnu chez nous n'aurait d'autres résultats que de froisser inutilement des habitudes anciennes, de créer des entraves que l'expérience ne réclame pas, d'augmenter enfin les frais et les longueurs de la majeure partie des affaires.

La Commission a voulu avant tout, et chaque fois que cela a été possible, faire du Code une œuvre conforme à nos mœurs et à nos besoins, sans se préoccuper de la critique qu'on en pourrait faire en l'appréciant à d'autres points de vue. Grâce au système que la Commission veut maintenir, les inscriptions en faux sont extrêmement rares chez nous; elles ne manqueraient pas de devenir très-fréquentes, si chaque débiteur obéré ou de mauvaise foi pouvait employer ce moyen fort simple de gagner du temps ou de se libérer sans avoir à craindre les conséquences d'une inscription en faux dans la preuve de laquelle il échouerait.

M. Wavre. Tout en disant que l'on veut rester auprès de nos anciennes habitudes, la Commission n'en a pas moins modifié un assez grand nombre de nos règles coutumières et restreint, par exemple, la preuve testimoniale dans son application. La vérification du titre argüé de faux ne serait ni plus longue, ni plus coûteuse, si, au lieu d'être faite par l'une des parties, elle était ordonnée et poursuivie par le juge.

Le renvoi proposé par M. Wavre n'est pas adopté et les art. 1074 et 1075 sont votés.

ART. 1076. — « Les actes sous seing privé qui contiennent des dispositions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.

« Il suffit d'un original pour toutes les personnes qui ont
« le même intérêt.

« Chaque original doit contenir la mention du nombre
« des originaux qui ont été faits.

« Néanmoins, le défaut de mention que les originaux ont
« été faits doubles, triples, etc., etc., ne peut être opposé
« par celui qui a exécuté de sa part la convention portée
« dans l'acte. »

M. *Lardy*. Les règles totalement nouvelles pour nous de l'art. 1076 sont empruntées à l'art. 1325 du Code civil français; mais, en France, on est presque unanimement d'accord pour reconnaître que, dans la pratique, il est fréquemment impossible de les observer. Aussi est-ce par milliers qu'il faut compter les procès auxquels ces prescriptions ont donné naissance. Les auteurs les plus considérables, Domat, Pothier, Toullier, Duvergier, Zacharice, etc., combattent le système de l'art. 1076. Il présente en effet ceci de fâcheux, c'est que lorsque *les actes* dont il parle sont annulés, la *convention* n'en subsiste pas moins; seulement l'acte ne peut plus servir pour prouver la convention.

Les difficultés que l'on rencontre dans la pratique à exécuter les prescriptions de l'art. 1076, ont conduit à cet abus, c'est que tout en insérant dans l'acte la mention qu'il a été signé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, on n'en expédie en réalité qu'un seul exemplaire, ce qui est encore la source de nouveaux procès.

Ces divers motifs engagent l'orateur à proposer le retranchement pur et simple de l'art. 1076.

M. *Piaget*. Les dispositions de l'art. 1076 sont nouvelles en ce sens que la coutume n'annulait pas les actes sous seing privé dont parle cet article, lorsqu'il n'en avait pas été fait

autant de doubles que de parties intéressées. Toutes les fois qu'il y a contrat synallagmatique, il y a obligation réciproque, et la prudence, aussi bien que la justice, exigent que chacune des parties ait en sa possession l'acte qui lui permet de prouver l'obligation consentie à son profit et d'en poursuivre l'exécution. S'il n'en est pas ainsi, celui des contractants qui sera détenteur de l'acte, pourra le détruire au moment où, ayant reçu ce qui lui avait été promis, il sera mis en demeure de remplir lui-même l'engagement qu'il avait contracté.

M. *Wavre*. Ce que vient de dire le préopinant est vrai, mais cependant on pourrait utilement revoir l'art. 1076 afin d'en rendre la rédaction moins impérative et d'atténuer la rigueur de la clause comminatoire que cet article renferme. Le Code sarde (art. 1432) porte ce qui suit : « S'il
« n'y a pas eu autant d'originaux que de parties contrac-
« tantes, ou si mention n'est pas faite du nombre des ori-
« ginaux, la convention synallagmatique peut simplement
« servir de commencement de preuve par écrit, lorsqu'elle
« est signée par les parties. » Enfin, il conviendrait de déterminer que l'acte ne sera pas frappé par la clause comminatoire qui sera édictée, si, ayant été signé en un seul exemplaire, cet exemplaire a été déposé en main tierce à la disposition commune des parties.

L'orateur conclut en proposant le renvoi de l'art. 1076 à la Commission.

M. *Piaget* déclare ne pas s'opposer au renvoi proposé.

M. *Lardy*. De ce qu'un acte intéressant diverses parties n'a été signé qu'en un seul exemplaire, il n'y a pas là une raison logique pour en faire prononcer la nullité.

L'objection faite par M. le rapporteur est celle de tous

les partisans de l'art. 1076, mais elle a été victorieusement combattue par des jurisconsultes éminents.

M. *Philippin*. L'objection dont on vient de parler n'en est pas moins sérieuse, et toutes les personnes qui s'occupent d'affaires ont pu se convaincre que la mauvaise foi est souvent produite par cette circonstance, que la convention qui n'existe qu'en un seul exemplaire, est entre les mains de celui qui n'exécute pas ce qu'il a promis. Cependant il est convenable de revoir l'ensemble des dispositions de l'art. 1076, et l'orateur propose de le renvoyer dans ce sens à la Commission. — Adopté.

L'art. 1077 est adopté.

ART. 1078. — « Les registres des marchands ne font
« point, contre des personnes non marchandes, preuve des
« fournitures qui y sont portées, sauf ce qui sera dit à l'é-
« gard du serment. »

M. *Wavre*. L'application de cet article sera difficile, parce que, comme on l'a dit à propos d'autres dispositions, il est presque impossible de définir chez nous quels sont ceux que, juridiquement, l'on peut considérer comme marchands.

M. *Lardy*. Il a été admis jusqu'ici que les livres des marchands, lorsqu'ils sont régulièrement tenus, forment un commencement de preuve que ceux qui les produisent sont admis à compléter par leur serment. Il serait convenable de ne pas voter définitivement sur l'art. 1078, afin de pouvoir le discuter conjointement avec les autres dispositions qui sont en rapport avec lui.

M. *Piaget*. Le Conseil d'Etat et la Commission législative repoussent le système au moyen duquel on peut soi-même se créer un titre, et c'est ce qui arriverait si, comme

paraît le désirer un préopinant, des écritures de commerce, appuyées du serment de celui qui les produit, devaient nécessairement former une preuve complète.

M. *Grandpierre* a fait minorité au Conseil d'Etat et dans la Commission relativement à l'art. 1078.

Si l'on admet ce double principe que les écritures des marchands ne font pas preuve contre les personnes non marchandes, et que la preuve testimoniale sera exclue pour toute chose excédant la valeur de 1000 fr., les négociants seront fréquemment dans l'impossibilité d'établir juridiquement la réalité de leurs réclamations.

Ainsi, un négociant aura fait une vente dépassant la valeur de 1000 fr.; la marchandise aura été portée au domicile de l'acheteur par deux commissionnaires, et, si la livraison est contestée, ce négociant aura pour tous moyens de preuve ses livres de commerce, qui, à teneur de l'art. 1078, ne pourront être opposés à la personne non marchande avec laquelle il aura traité, et deux témoins dans la personne des commissionnaires, que l'art. 1093 lui interdira de faire entendre.

Il est certain qu'un état pareil ne tient pas suffisamment compte des nécessités du commerce : il serait donc convenable de renvoyer cet article à la Commission.

M. *Philippin*. Si l'on consulte la coutume et ses commentateurs, on acquiert la certitude que la simple production d'écritures de commerce, régulièrement tenues, ne donnait pas à celui qui les produisait le droit d'être admis à compléter par le serment ce commencement de preuve par écrit. Lorsque des livres de commerce étaient produits, le juge devait, avant d'admettre au serment supplétoire, examiner non-seulement la régularité des écritures, mais

encore apprécier la moralité de celui qui offrait de jurer, la vraisemblance et le chiffre de la réclamation.

Cet état de droit de la coutume ancienne sera celui du droit nouveau.

L'art. 1115 du projet décide que le juge ne peut déférer le serment que sous les deux conditions suivantes :

- 1° Que le fait à constater ne soit pas pleinement justifié ;
- 2° Qu'il ne soit pas totalement dénué de preuves.

Or, les écritures de commerce sont, on va le démontrer, envisagées par le Code comme un commencement de preuve par écrit, et, si elles sont régulièrement tenues, si celui qui les produira mérite la confiance du juge, il pourra être placé au bénéfice de l'art. 1115.

Les écritures de commerce sont, a-t-on dit, un commencement de preuve par écrit. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la partie du rapport de la Commission qui est relative à l'art. 1096.

Cet article portait originairement :

« Les règles ci-dessus (celles qui restreignent la preuve testimoniale dans son application) reçoivent exception, lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

« On appelle ainsi tout acte par écrit qui rend vraisemblable le fait allégué. »

La Commission a modifié ce second alinéa de l'art. 1096 en substituant aux mots *acte par écrit* ceux de *document écrit*. Quel a été le motif de ce changement, c'est ce que le rapport aussi bien que le protocole de la Commission indiquent en disant : « Le mot *acte* serait probablement interprété dans le sens restreint qu'on est habitué à lui donner chez nous, et il en résulterait une fausse application de l'article.

« Le mot *document* comprenant nécessairement toutes
« pièces écrites, écritures de comptabilité, etc., etc., qui se-
« raient susceptibles par leur nature d'être admises par le
« juge comme formant un commencement de preuve par
« écrit, évitera toute équivoque. » Il résulte de ces divers ar-
ticles combinés qu'à l'avenir, comme aujourd'hui, les livres
de comptabilité pourront être admis comme faisant un com-
mencement de preuve que l'on pourra compléter par son
serment : il en résulte encore que, lorsque ces écritures
seront admises par le juge comme formant un commence-
ment de preuve, l'exception posée en l'art. 1096 sera
applicable.

M. *Piaget* est d'accord avec le préopinant : il rappelle
qu'à côté des intérêts des marchands, il faut voir ceux des
personnes avec lesquelles ils peuvent avoir à traiter, et ne
pas oublier que c'est à celui qui réclame, à fournir la
preuve de sa réclamation.

M. *Wavre*. L'art 1078 décide que les registres des mar-
chands ne font point preuve à leur profit, tandis que l'art.
1079 statue que ces mêmes livres font preuve contre les
marchands : il y a là quelque chose qui paraît contraire à
l'équité.

En présence des opinions qui ont été émises sur la portée
des articles 1078, 1096 et 1115 combinés entre eux, il
serait convenable de modifier la rédaction absolue de
l'art. 1078 en le commençant par ces mots : « Les registres
des marchands ne font point, contre les personnes non mar-
chandises, preuve *complète*, etc. » Cette adjonction indique-
rait clairement au juge qu'il est autorisé à admettre ces livres
comme faisant un commencement de preuve par écrit.

M. *Lardy*. Si les choses sont bien clairement entendues

dans le sens indiqué par M. Philippin, l'orateur est satisfait; mais il lui paraissait, à l'origine de cette discussion, qu'il y avait contradiction entre les articles 1078 et 1115, et, si le Grand-Conseil ne juge pas à propos de faire réviser ces deux articles, il serait convenable qu'il consacrat par un vote formel l'interprétation contenue dans l'opinion émise par M. Philippin.

M. H. Calame. Il est certain que ces mots : *sauf ce qui sera dit à l'égard du serment*, qui terminent l'art. 1078, constituent une restriction au principe absolu contenu dans le premier membre de l'article; aussi paraît-il à l'orateur que la phrase qui commence l'article, est trop impérative, et qu'en particulier on devrait substituer un autre mot à celui de *point*, pour le remplacer par une expression moins catégorique, moins négative. L'orateur propose le renvoi de l'article à la Commission.

M. Philippin. En présence du texte précis du rapport de la Commission, un vote d'interprétation est inutile; il serait regrettable, au surplus, qu'au moment même où l'on fait le Code, on procédât déjà par des votes interprétatifs.

M. Piaget fait lecture de la partie du rapport de la Commission qui est relative à l'art. 1078, pour appuyer ce qui a été dit par M. Philippin : il pense néanmoins qu'il y a lieu de renvoyer l'article à la Commission.

M. Lardy. La corrélation qui existe entre les articles 1078, 1096 et 1115, devrait, pour n'échapper à personne, être indiquée par la rédaction de l'art. 1078, et l'orateur demande que la Commission examine la convenance qu'il peut y avoir à adopter cette proposition.

M. H. Calame appuie expressément la proposition qui vient d'être faite. L'art. 1078 est soumis à une double

restriction : l'une relative au serment, l'autre relative à la preuve testimoniale. Or, une seule de ces restrictions est exprimée par ces mots : *sauf ce qui sera dit à l'égard du serment*, et il est nécessaire que la seconde de ces restrictions soit aussi exprimée.

Le renvoi à la Commission de l'art. 1078 est adopté.

Les art. 1079 et 1080 sont adoptés.

ART. 1081. — « Les registres et papiers domestiques
« ne font point un titre pour celui qui les a écrits; ils font
« foi contre lui :

« 1° Dans tous les cas où ils énoncent formellement un
« paiement reçu ;

« 2° Lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la
« note a été faite pour suppléer le défaut du titre en fa-
« veur de celui au profit duquel ils énoncent une obliga-
« tion. »

M. Lardy. Il est clair que les registres et papiers domestiques ne peuvent point faire preuve en faveur de celui qui les a écrits, mais il conviendrait de mettre l'art. 1081 en rapport avec l'art. 1096, en décidant que les registres et papiers domestiques peuvent être admis par le juge comme un commencement de preuve par écrit. En conséquence l'orateur propose de renvoyer l'art. 1081 à la Commission, dans le même sens que l'art. 1078.

M. Piaget se rallie à cette proposition, et le renvoi est voté.

L'art. 1082 est adopté.

§ 3. — *Des tailles.*

L'art. 1083 est adopté.

§ 4. — *Des copies de titres.*

L'article 1084 est adopté.

ART. 1085. — « La copie d'un acte authentique, produite
« pour tenir lieu de l'expédition originale perdue ou dé-
« truite, ne fait foi que si elle a été expédiée en vertu
« d'un jugement contradictoirement rendu entre les in-
« téressés, et levée sur la minute par l'officier qui avait
« reçu l'acte, ou par celui qui avait qualité pour en délivrer
« une expédition. »

M. *Lardy* pense qu'il serait convenable de dire qu'il ne sera pas nécessaire d'obtenir un jugement contradictoire, si l'on produit une pièce établissant que le débiteur consent à ce qu'une nouvelle grosse exécutoire soit délivrée.

M. *Piaget* comprend la pensée du préopinant, mais il doit la combattre, quoique juste en soi, parce qu'il sera difficile de conserver perpétuellement la preuve que ce consentement est intervenu, s'il n'est pas consigné dans les registres de la justice.

M. *Lardy*. Dans l'unique but de conserver la preuve du consentement donné, il peut n'être pas nécessaire de consacrer la formalité relativement longue et coûteuse du jugement contradictoirement rendu. L'orateur propose de renvoyer l'article à la Commission.

M. *Piaget*. Au débiteur originaire du titre, peuvent avoir succédé des héritiers ou autres ayants droit; le jugement contradictoire est le seul moyen qui permette de s'assurer que celui qui aura donné le consentement, avait réellement qualité pour le faire. Le jugement rendu contradictoirement décharge la responsabilité de tous ceux qui doivent concourir à l'expédition et à la remise de la copie destinée à tenir lieu de l'expédition originale.

M. *Lardy*. Il faut sans doute entourer de très-grandes précautions la remise d'une expédition nouvelle d'un titre

notarié, surtout s'il s'agit d'une obligation : mais, s'il est question d'un titre de propriété immobilière, les formalités de l'art. 1085 seront-elles exigées ?

M. Philippin. La règle actuellement en vigueur exige, lorsqu'il s'agit d'obtenir une nouvelle grosse exécutoire, que les intéressés connus soient assignés personnellement par exploit individuel, et les autres intéressés cités édictalement pour opposer ou consentir à la demande formée devant le tribunal. Le passément donné ou le jugement par défaut obtenu procurent l'assurance qu'il n'est intervenu d'opposition de la part d'aucun ayant droit. Le jugement prononcé contradictoirement et sur l'opposition, s'il en est survenu, donne la même garantie. Cette forme doit donc être maintenue.

Quant aux actes destinés à constater la propriété immobilière, il est certain que l'habitude de les conserver et de les produire n'existe pas chez nous ; mais la Commission a pensé qu'il était utile de rectifier au moyen du Code cette notion populaire erronée, qui les fait envisager comme moins indispensables que d'autres titres ; c'est pourquoi elle a adopté l'art. 1085, qui soumet indistinctement à la formalité du jugement contradictoirement rendu toutes les demandes destinées à obtenir une nouvelle grosse exécutoire d'un acte authentique.

M. Challandes appuie l'art. 1085 du projet.

M. Delachaux. Le débiteur d'une obligation est toujours connu, et la formalité qui consiste à l'assigner, est facile à accomplir. Le jugement contradictoire s'explique donc, lorsqu'il s'agit d'actes obligatoires ; mais cette formalité est inexécutable, lorsqu'il s'agit d'actes très-anciens, par exemple, parce que les intéressés, n'étant pas connus, ne peuvent être appelés à former opposition.

Il faudrait donc faire une distinction entre les diverses espèces d'actes, et c'est dans ce but que l'orateur propose de renvoyer cet article à la Commission.

M. *Piaget*. La formalité du jugement contradictoire est essentielle, si l'on tient compte que l'art. 1085 régit les copies destinées à tenir lieu de l'expédition originale.

Le renvoi à la Commission est rejeté, et l'art. 1085 est adopté ainsi que l'art. 1086.

§ 5. — *Des actes récongnitifs et confirmatifs.*

M. *Wavre* critique les dispositions de ce paragraphe comme inutiles, puisque les actes dont il parle, n'ont en quelque sorte et par eux-mêmes aucune valeur : il cite à l'appui de son assertion les dispositions des art. 1087 à 1091.

Il trouve que les dispositions de ces divers articles sont contraires à la saine doctrine, en ce qu'ils n'attribuent pas à l'aveu fait par le débiteur dans l'acte récongnitif la valeur que cet aveu devrait toujours conserver en droit. Enfin, il critique le mot *récongnitif*, à raison de son origine barbare et féodale.

Les actes récongnitifs étaient sous le régime féodal ceux que les vassaux faisaient au profit du seigneur pour constater certaines charges auxquelles il étaient tenus envers lui. Comme il arrivait parfois que les seigneurs introduisaient frauduleusement dans ces actes des conditions plus onéreuses que celles qu'ils étaient appelés à constater, on imagina les dispositions que la Commission a introduites dans les art. 1087 et 1088. Pothier commit une erreur, qui fut copiée plus tard par les auteurs du Code français, en adoptant à l'égard de relations purement civiles les principes restrictifs que l'on trouve dans le Code français

relativement à la valeur de l'aveu du débiteur dans les actes récognitifs.

M. *Wavre* conclut en proposant de renvoyer tout ce paragraphe à la Commission pour le supprimer.

M. *Piaget* ne conteste pas que les actes dont on parle, ne soient rares dans la pratique ; mais, comme ils peuvent être utiles et qu'ils n'ont aucun inconvénient, le retranchement proposé par M. *Wavre* n'est pas motivé.

La proposition faite par M. *Wavre* ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 1087 à 1092 sont adoptés.

SECTION II. — *De la preuve testimoniale.*

Les articles 1093 à 1097 sont adoptés.

SECTION III. — *Des présomptions.*

L'article 1098 est adopté.

§ 1. — *Des présomptions établies par la loi.*

Les articles 1099 à 1101 sont adoptés.

§ 2. — *Des présomptions qui ne sont point établies par la loi.*

ART. 1102. — « Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées aux lumières et à la prudence du magistrat, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans les cas seulement où la loi admet les preuves testimoniales, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol. »

M. *H. Calame* demande le retranchement de cet article, qui introduirait dans notre droit quelque chose de tout nouveau et de totalement étranger à nos habitudes, savoir : le jugement sur présomption en matière civile.

C'est en vain que l'on répondrait qu'en matière criminelle, où le juge n'est responsable que devant Dieu et devant sa conscience, ce système est admis. La gravité d'une condamnation criminelle engage celui qui doit prononcer, au recueillement et à la réflexion. Mais l'on pourrait craindre que ces conditions ne se rencontrassent pas toujours, lorsqu'il s'agirait d'affaires civiles, toujours moins graves que les affaires criminelles. Sans doute, le juge consciencieux apportera la même gravité dans toutes les affaires, mais il ne faut pas oublier qu'il y a des caractères desquels on attendrait en vain cette réflexion et cette gravité soutenues.

M. *Piaget*. Que l'on retranche ou que l'on maintienne cet article, l'on n'empêchera pas que dans certains cas la conviction du juge ne soit déterminée par des présomptions. Au reste, l'orateur ne donne point à l'art. 1102 une portée aussi étendue que le fait le préopinant, et il préférerait retrancher cet article que de le voir jamais appliqué dans des limites aussi larges.

Le renvoi à la Commission, auquel M. *Piaget* se rallie, est voté.

L'article 1102 ainsi amendé est adopté.

SECTION IV. — *De l'aveu de la partie.*

Les articles 1103 et 1104 sont adoptés.

ART. 1105. — « L'aveu judiciaire est la déclaration que
« fait en justice ou juridiquement la partie ou son fondé
« de pouvoirs.

« Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

« Il ne peut être divisé contre lui.

« Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il
« a été la suite d'une erreur de fait. Il ne pourrait être
« révoqué sous prétexte d'une erreur de droit. »

M. Perrot. L'aveu judiciaire est un acte grave à raison surtout de son irrévocabilité. C'est pourquoi l'orateur propose en première ligne de retrancher la partie de l'article qui autorise l'aveu judiciaire *par fondé de pouvoirs*. Si cet amendement n'est pas adopté, M. Perrot propose en seconde ligne de décider, avec le Code français, qu'en matière d'aveu judiciaire le fondé de pouvoirs ne pourra agir qu'en vertu de *pouvoirs spéciaux*.

M. Lardy. Jusques à présent le fondé de pouvoirs a été admis à faire l'aveu judiciaire sans être contraint de produire un mandat spécial l'y autorisant, mais il lui restait le bénéfice de la restitution qui enlevait tous les actes de la procédure, y compris l'aveu fait. Tout en déclarant qu'il est hostile à l'obligation gênante des pouvoirs spéciaux, l'orateur désire savoir si l'irrévocabilité dont parle l'art. 4105 enlèvera le bénéfice de la restitution.

M. Piaget. Astreindre le fondé de pouvoirs à produire un mandat spécial pour faire l'aveu judiciaire, c'est prescrire une formalité qui, inutile, pratiquement parlant, aura pour résultat d'augmenter les longueurs et les frais. La responsabilité que prend le fondé de pouvoirs qui, sans mandat spécial, fait un aveu judiciaire, est la garantie la plus certaine pour le mandant que cet aveu ne sera pas fait à la légère.

Il est très-contestable que, dans la pratique actuelle, la restitution annule l'aveu judiciaire; mais, quoi qu'il en soit, l'orateur entend l'art. 4105 dans ce sens, que cet aveu ne pourra être révoqué dans aucun autre cas que celui prévu au dernier alinéa de cet article, en sorte que la restitution serait impuissante pour annuler l'aveu judiciaire.

M. Philippin. Dans toutes les parties du Code où il est

question de la forme du mandat, la Commission a repoussé l'obligation des pouvoirs spéciaux, parce qu'elle n'a vu dans cette obligation qu'une vaine formalité totalement contraire à nos habitudes et n'ayant d'autre résultat que de procurer des longueurs, des procès et des frais. Comment voyons-nous les choses se passer pour les pays où le mandat spécial est obligatoire? Les hommes de loi envoient à leurs clients des formules que, dans la plupart des cas, ceux-ci signent sans les avoir comprises, et, afin de parer à toutes les éventualités, ces pouvoirs renferment les autorisations les plus étrangères à l'objet pour lequel ils ont été donnés. Il est facile de trouver d'autres actes aussi graves que l'aveu judiciaire, aussi irrévocables que lui, et pour lesquels le pouvoir spécial n'est point exigé.

M. *Wavre* insiste sur les considérations qui ont été présentées par M. *Perrot*, et conclut en proposant le renvoi à la Commission, qui, mis aux voix, est rejeté.

Les articles 1105 et 1106 sont adoptés.

§ 1. — *Du serment décisoire.*

ART. 1107. — « Le serment décisoire peut être déféré
« sur quelque espèce de contestation que ce soit. »

M. *Wavre* demande si cette disposition absolue sera applicable aux actions personnelles comme les divorces, les séparations de corps et de biens, etc.

M. *Philippin*. Le Code n'abrogera pas la règle qui dit qu'on ne peut être appelé à jurer sur sa propre turpitude.

Les articles 1107 à 1113 sont adoptés.

§ 2. — *Du serment déféré d'office.*

Les articles 1114 à 1117 sont adoptés.

TITRE V. — *Des engagements qui se forment sans convention.*

M. Wavre, se fondant sur les motifs qu'il a indiqués dans la discussion générale relative à la seconde partie du Code civil, propose de substituer le mot *obligation* à celui de *engagement*.

Cette proposition n'est pas appuyée.

L'article 1118 est adopté.

CHAPITRE I^{er}. — *Des quasi-contrats*.

Les articles 1119 à 1128 sont adoptés.

ART. 1129. — « Celui auquel la chose est restituée
« doit tenir compte, *sauf* au possesseur de mauvaise foi, de
« toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites
« pour la conservation de la chose. »

Dans le projet du Conseil d'Etat, le mot *sauf* était remplacé par le mot *même*.

M. H. Calame demande le rétablissement du texte primitif, qui est celui du Code français.

Si la mauvaise foi ne doit pas créer un droit à celui qui s'en est rendu coupable, il n'est pas possible de dire que, moralement, cette mauvaise foi puisse être une occasion de profit pour le propriétaire de la chose restituée.

Que l'on ne doive pas rembourser les dépenses inutiles, cela se conçoit; mais il n'y a aucune raison pour ne pas faire droit, même au possesseur de mauvaise foi, des dépenses qui ont procuré la conservation de la chose.

M. Piaget reproduit les motifs indiqués dans le rapport de la Commission à l'appui de la modification proposée par celle-ci.

M. Wavre. Il y a quelque chose à dire dans le sens de chacune des opinions qui sont en présence : on les concilierait peut-être en retranchant de l'article ces mots :

« sauf au possesseur de mauvaise foi, » et en laissant les cas à l'appréciation des tribunaux.

M. H. Calame. Cette règle, que la mauvaise foi ne doit être une occasion de profit pour personne, est immuable et domine toutes les appréciations.

L'orateur, subsidiairement à la proposition qu'il a déjà faite, conclut en demandant qu'il soit décidé que les dépenses *nécessaires* seront remboursées même au possesseur de mauvaise foi, retranchant ainsi à l'égard de ce genre de possesseur l'obligation de rembourser les dépenses qui ne seraient *qu'utiles*.

Les propositions suivantes sont mises aux voix par M. le président.

1° Rétablira-t-on le mot *même*, substitué au mot *sauf*, dans l'art. 4429 ?

Oui, par 20 suffrages contre 46.

2° Le Grand-Conseil veut-il retrancher les dépenses *utiles* de celles qui devront être remboursées au possesseur de mauvaise foi, et ne lui allouer que les dépenses *nécessaires* ?

Oui, à une grande majorité.

CHAPITRE II. — Des délits et des quasi-délits.

Les articles 4450 et 4451 sont adoptés.

M. Perrot demande que l'on rectifie la rédaction du second alinéa de l'art. 4452, et que l'on dise : *le père, la mère après le décès du mari*. — Adopté.

L'article 4452 ainsi rectifié est adopté.

L'article 4453 est adopté.

ART. 4454. — « Le propriétaire d'un bâtiment ou autre « construction est responsable du dommage causé par sa

« ruine lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut
« d'entretien ou par le vice de sa construction. »

M. *Delachaux*. Sans qu'il y ait ruine complète du bâtiment ou de la construction, il peut y avoir du dommage causé à des tiers. Ainsi, la partie d'une toiture s'écroulera par suite du défaut d'entretien ou à cause d'un vice de construction, il n'y aura pas là ruine dans le sens rigoureux du mot, et néanmoins le propriétaire sera responsable du dommage que ce pan de toiture aura pu causer dans sa chute.

Il conviendrait donc d'ajouter après le mot *ruine* ceux de *totale ou partielle*, et l'orateur en fait la proposition.
— Adopté.

M. *Ch.-J. Matthey*. Au sujet de la responsabilité dont parle l'art. 1132, le dernier alinéa de cet article porte :
« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins, que les père
« et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont
« pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsa-
« bilité. »

La rédaction absolue de cette disposition pourrait produire des abus ; ainsi, un enfant se rendant en classe brisera des vitres sur son passage, et les parents, se fondant sur ce qu'ils n'ont pu empêcher le fait, prétendront être déchargés de toute responsabilité. Il y aurait là quelque chose d'injuste.

M. Matthey admet que le père, et, après son décès, la mère, sont toujours responsables des actes de leurs enfants.

M. *Piaget*. Dans le cas dont a parlé M. Matthey, le tribunal apprécierait. Il ne faut jamais oublier que, dans toute contestation, il y a, à côté de la question de droit,

les faits de la cause qui entrent pour beaucoup dans l'arrêt que rend le juge.

M. *Grandpierre*. Il faut éviter, dans un sens comme dans l'autre, de poser des règles trop absolues; un enfant se rendrait coupable du crime d'incendie, pourrait-on en bonne justice rendre les parents civilement responsables des conséquences de ce crime? Et qu'on le remarque, l'art. 1132 prévoit des cas où cette responsabilité du père et de la mère passe aux instituteurs et aux maîtres d'apprentissage.

M. *Ch.-J. Matthey* comprend la valeur de l'observation qui vient d'être faite, mais il craint qu'en présence de la rédaction trop formelle du dernier alinéa de l'art. 1132, le droit d'appréciation qu'on entend laisser aux tribunaux, ne soit impossible dans l'application.

M. *Perrot*. Si, comme le prescrit l'art. 1133, le propriétaire d'un animal est responsable du dommage causé par celui-ci, il n'y a rien d'étonnant à ce que le père ou la mère soient responsables du dommage causé par leurs enfants.

M. *Lardy*. Le Code pose des principes dont l'application doit en effet être laissée aux tribunaux. Puisqu'on est revenu sur l'art. 1132, l'orateur demande pourquoi les maîtres et commettants sont exclus du bénéfice de l'exception posée dans le dernier alinéa de cet article.

M. *Piaget*. A teneur de l'art. 1132, les maîtres et commettants ne sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés, qu'au sujet des *fonctions auxquelles ils les ont employés*, etc. Cette responsabilité étant restreinte aux actes que les domestiques et préposés ont faits, sur l'ordre de leurs maîtres et des commettants

pour qui ils ont travaillé, ces maîtres et ces commettants ne pourront jamais exciper que l'acte qu'ils auront ordonné et qui aura causé du dommage, n'a pu être empêché par eux.

Ainsi un maître ordonnera à son domestique de démolir une muraille; une pierre ou un pan de cette muraille causera du dommage par sa chute; le maître qui aura ordonné la démolition, ne pourra pas dire qu'il lui était impossible d'éviter ce dommage, puisque non-seulement il avait connaissance du travail fait par son domestique, mais qu'encore c'est lui qui l'avait ordonné.

M. *Thomas*. Ne pourrait-on pas réserver que, dans les cas prévus par le dernier alinéa de l'art. 1152, les tribunaux apprécieront?

M. *Piaget*. Cela est, de plein droit.

TITRE VI. — *Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1155, 1156 et 1157 sont adoptés.

* **ART. 1158.** — « Les époux ne peuvent plus stipuler
« d'une manière générale que leur association sera réglée
« par la coutume du pays, qui est abrogée par le présent
« Code; le contrat doit déterminer spécialement les con-
« ditions adoptées par les époux. »

M. *Wavre*. Le Code français (article 1590) renferme une disposition correspondante à celle de l'art. 1158, mais il ne renferme pas cette prescription, que *le contrat doit déterminer spécialement les conditions adoptées par les époux*.

Résultera-t-il de cette disposition qu'il sera interdit de

stipuler d'une manière générale dans un contrat de mariage, que les époux entendent faire régir leur union civile par le Code bernois, par exemple ?

La défense de stipuler que l'association conjugale sera réglée par la coutume, était motivée en France, où, lors de la promulgation du Code, cinquante coutumes différentes étaient en vigueur : chez nous, elle l'est moins, puisque notre coutume est unique, et l'orateur n'aurait pas vu d'inconvénient à ce que les époux eussent pu à l'avenir stipuler dans leur contrat de mariage, qu'ils entendaient faire régir leur union par les règles de la coutume.

Dire que la coutume est abrogée n'est pas rigoureusement exact en ce qui touche les effets civils du mariage, puisque, à cet égard, le Code n'est, à des détails insignifiants près, que la reproduction de la coutume.

Il serait donc plus correct de dire, au lieu de : *qui est abrogée par le présent Code*, — « qui est remplacée par le présent Code. »

M. Piaget. L'article 1158 est sans doute moins nécessaire dans notre situation que ne l'était l'article 1390 du Code français, lorsque ce Code a été promulgué. Néanmoins il ne faut pas oublier que, dès que le droit écrit existe, la coutume se perd promptement et que, dans 15 ou 20 ans d'ici, les tribunaux pourraient déjà être fort embarrassés, lorsqu'ils seraient appelés à statuer sur un contrat de mariage qui, pour unique stipulation, porterait : *que les époux ont entendu faire régir leur union par les règles de la coutume ancienne*.

Mais la difficulté deviendrait insurmontable peut-être, si, au lieu d'adopter la coutume comme règle, les époux avaient stipulé qu'ils se sont mariés d'après les dispositions d'un droit étranger. C'est pour éviter cette compli-

cation à nos tribunaux, que le Conseil d'Etat et la Commission ont voulu que chaque contrat de mariage renfermât *d'une manière spéciale* toutes les conditions sous lesquelles il a été conclu, afin que les tribunaux trouvassent toujours dans le contrat lui-même, et non dans des Codes étrangers, les conditions soumises à leur appréciation.

L'article 1459 pourvoit d'ailleurs, dans les limites de ce qui est possible, à ce que paraît désirer M. Wavre, en décidant que les époux peuvent déclarer d'une manière générale, qu'ils entendent se marier sous le régime de la communauté ou sous celui de la séparation de biens.

M. Wavre comprend le système qui vient d'être défini, appliqué à des époux domiciliés dans le pays; mais il présente de graves inconvénients pour ceux qui, faisant leur contrat de mariage ici, vont ensuite prendre domicile dans un autre pays.

L'orateur cite un cas où la Cour royale de Dijon, appelée à statuer sur un contrat de mariage conclu dans le canton de Neuchâtel, appliqua la coutume neuchâteloise.

Il peut être désagréable à des époux de stipuler une à une toutes les conditions civiles de leur union, et l'orateur connaît des cas où cette obligation aurait été particulièrement gênante. Ainsi, celui d'un négociant établi en France, qui, faisant son contrat de mariage dans le canton de Neuchâtel, devait, à teneur du Code de commerce français, faire enregistrer ce contrat au greffe du tribunal de commerce du lieu de son domicile.

M. Piaget connaît un cas analogue où, sans qu'on y ait trouvé d'inconvénient, toutes les conditions du contrat de mariage ont été spécialement indiquées.

L'article 1458 est adopté.

ART. 1139. — « Ils (les époux) peuvent cependant déclarer d'une manière générale, qu'ils entendent se marier sous le régime de la communauté, ou sous celui de la séparation de biens, etc. »

M. Wavre a vu avec plaisir que l'on ait maintenu dans leur ensemble les règles coutumières relatives au mariage; cependant, à la lecture de l'art. 1139, il semblerait que nous n'aurons que deux régimes, le régime légal de la communauté et celui exceptionnel de la séparation de biens. Il semble cependant, d'après d'autres dispositions du Code, que l'on devrait admettre le régime sans communauté, qui est réglé par les art. 1530 à 1535 du Code civil français. Ce régime où les acquêts sont la propriété exclusive du mari, mais où celui-ci conserve cependant l'administration des biens et la tutelle naturelle de sa femme, pourrait être employé utilement dans les contrats de mariage où la femme, ne voulant pas devenir débitrice subsidiaire des dettes de la conjonction, renonce à avoir part aux acquêts.

Le régime de la séparation de biens, qui laisse la femme entièrement indépendante pour l'administration de sa fortune, crée au mari une position qu'un homme ne peut guère accepter et qui n'est pas sans influence sur les autres relations des époux.

Si cette position s'explique lorsqu'elle est le résultat d'un jugement qui a été provoqué par l'impéritie du mari, elle est anormale et contraire à la position que la femme doit avoir dans le ménage, lorsqu'elle est proclamée au commencement du mariage.

C'est pourquoi l'orateur désire que la Commission soit chargée d'examiner s'il ne conviendrait pas de modifier l'art. 1139 et de dire :

« Ils peuvent cependant déclarer d'une manière générale

« qu'ils entendent se marier sous le régime de la communauté, sous celui de la non-communauté ou sous celui de la séparation de biens, etc., etc. »

M. *Piaget*. Rien n'est embarrassant comme la position du rapporteur de la Commission dans cette discussion. Si le projet renferme des dispositions empruntées au Code français, certains orateurs se plaignent de ce que la Commission ne se soit pas bornée à mettre la coutume par écrit; si, au contraire et pour ne pas faire des innovations inutiles, les auteurs du projet n'ont pas suivi pas à pas toutes les prescriptions du droit français, s'ils n'en ont pas suivi tous les systèmes, on semble leur en faire un reproche.

La coutume ancienne ne reconnaissait en effet que deux régimes, celui de la communauté et celui de la séparation de biens; la Commission n'a pas cru convenable d'en introduire un troisième dont jamais on n'a senti le besoin.

Si l'on voulait adopter l'amendement proposé par M. *Wavre*, il ne suffirait pas de dire à l'art. 1139 qu'il existe un régime de non-communauté, il faudrait encore, comme le fait le Code français, consacrer un chapitre pour le définir.

Il est impossible de donner plus de liberté aux époux relativement aux conditions de leur union, que leur en donne l'art. 1135.

M. *Wavre* a demandé si le dépôt du contrat de mariage au greffe, tel qu'il est prescrit par l'art. 1145, devait avoir lieu au moyen d'un exemplaire *in extenso* du contrat : le texte même de l'art. 1145 répond affirmativement.

Dans la pensée de la Commission, ce dépôt n'est utile pour les tiers que s'ils peuvent connaître tout ce que le

contrat de mariage renferme, y compris le chiffre des apports des époux, des donations pour cause de nocces qui leur ont été faites, etc., etc. : c'est là un élément propre à déterminer le degré de la confiance que des tiers peuvent leur accorder dans certaines transactions.

M. *Lardy*. Jusqu'à présent le régime de la communauté légale était celui adopté dans presque toutes les unions, et celui de la séparation n'était choisi que très-exceptionnellement par les époux.

Cependant et à mesure que la vie commerciale s'étend et devient active, on sent plus fréquemment le besoin de soustraire la femme aux conséquences de la position de débitrice subsidiaire qui résulte pour elle du régime de la communauté.

Dans l'état actuel, le régime de la séparation est le seul qui se présente pour atteindre ce but ; et ce régime, défini par l'art. 1498 du projet, est certainement contraire à la position relative que doivent avoir les époux.

L'orateur admet, avec M. le rapporteur, que le régime de la communauté et celui de la séparation de biens sont les seuls qui fussent réglés par la coutume ; mais, en présence des besoins nouveaux qui paraissent se faire sentir, ce serait rendre un véritable service au point de vue de la moralité du pays, que d'introduire d'une manière légale le régime intermédiaire dont a parlé M. Wavre.

M. *Piaget*. Le canton de Neuchâtel se distingue de tous les autres pays en ce qui touche la liberté accordée à la femme, qui, tant qu'elle n'est pas mineure d'âge, sous curatelle, ou sous la puissance de son mari, jouit, quant à l'administration de ses biens, des mêmes droits que l'homme majeur.

Pourquoi vouloir la placer dans un état que l'expérience ne réclame pas ?

Veut-on entrer dans ce système qui consiste à placer la femme dans un état perpétuel de minorité ? C'est ce que la Commission n'a pas voulu adopter.

La discussion relative à l'article 1139 est reprise par M. Wavre, d'un côté, qui demande l'introduction dans le Code du régime mixte de non-communauté, et par MM. Piaget et Challandes qui s'y opposent.

De part et d'autre, les arguments consignés dans le procès-verbal de la séance du 29 novembre dernier sont reproduits ; après quoi la proposition faite par M. Wavre, de renvoyer à la Commission législative l'examen de cette affaire, est mise aux voix et rejetée.

L'article 1139 est adopté, ainsi que l'article 1140.

ART. 1141. — « A moins de conventions contraires, « tout Neuchâtelois est réputé marié sous le régime de la « communauté, tel qu'il est établi par le présent Code, « quel que soit d'ailleurs le lieu où le mariage a été « célébré. »

M. Wavre. Cet article pose un principe totalement contraire à la règle de droit commun, c'est que le mariage conclu sans contrat est régi par la loi du domicile des époux au moment de sa célébration. — L'orateur cite un cas où, en conformité de ce principe, la cour royale de Dijon a appliqué la coutume neuchâteloise.

M. H. Calame croit aussi que l'article 1141 va trop loin : que, dans certains cas, ses dispositions puissent être utiles quant aux effets que le mariage doit déployer dans le pays, c'est ce qui est certain ; mais, relativement aux effets qu'il devrait déployer ailleurs, cet article resterait sans exécution et pourrait même devenir dangereux.

Ainsi, un Neuchâtelois contractera mariage dans un pays où, comme à Berne, par exemple, l'époux survivant hérite le prédécédé; sa veuve viendra après sa mort se domicilier dans le canton de Neuchâtel, et, bien qu'invétue par la loi du pays où le mariage a été célébré et où la succession du mari s'est ouverte, cette veuve pourra être inquiétée par les héritiers du mari qui, armés de l'art. 1141, l'attaqueront en déchéance et en revendication.

L'orateur croit que les inconvénients que peut présenter l'article seraient écartés, si on l'amendait en disant : « A moins de conventions contraires, et quant aux effets que le mariage doit déployer dans le Canton, etc. »

M. Piaget. Dans le cas que vient de supposer le préopinant, l'art. 1141 présenterait en effet des inconvénients; aussi n'est-ce pas en vue de cas pareils que l'art. 1141 a été rédigé. En proposant cet article, la Commission a essentiellement eu en vue le cas de Neuchâtelois qui, après avoir été domiciliés à l'étranger et y avoir contracté mariage, reviennent dans le pays, où, la dissolution de la communauté survenant, il s'agit de décider d'après quelle loi les intérêts, tant du survivant que des héritiers du défunt, doivent être réglés.

Au reste l'orateur ne s'oppose point à ce que l'amendement proposé par M. Calame soit renvoyé à l'examen de la Commission.

Ce renvoi, mis aux voix, est voté.

ART. 1142. — « Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage, par acte devant notaire, etc. »

M. Wavre. L'obligation d'un acte authentique pourra être gênante dans bien des cas, même en admettant, comme

le fait l'orateur, que les parties pourront se faire représenter à la stipulation.

M. *Piaget*. Les époux pourront en effet se faire représenter, par mandataire régulièrement constitué, à la stipulation du contrat de mariage.

Il est important pour les tiers d'avoir la certitude que le contrat a réellement été fait *avant* le mariage, et qu'il n'est pas un acte fait après coup pour dissimuler des opérations frauduleuses.

L'article 1142 est adopté, ainsi que les articles 1143 et 1144.

ART. 1145. — « Tout contrat de mariage qui déroge au régime de la communauté légale ou le modifie, ne produira d'effet à l'égard des tiers qu'après avoir été déposé au greffe du tribunal du domicile des époux dans le Canton, et que le dépôt aura été publié en la forme usitée pour les publications judiciaires. »

M. *Wavre*. Jusqu'ici on était tenu à déposer un extrait du contrat de mariage, extrait renfermant celles des conditions qui pouvaient intéresser les tiers.

En France, ce dépôt n'est exigé que si l'un des époux est négociant, et il a également lieu par extrait. Pourquoi nous astreindre à des formalités plus gênantes ? — L'orateur propose le renvoi à la Commission, pour qu'elle modifie l'article dans le sens qu'il vient d'indiquer.

MM. *Piaget* et *Philippin* combattent l'opinion du préopinant. Toutes les dispositions d'un contrat de mariage dérogatoire au régime légal de la communauté peuvent intéresser les tiers, et il faut qu'ils soient mis en position de les connaître autrement que par un extrait qui ne manquerait pas de se trouver quelquefois incomplet.

La proposition de M. Wavre n'est appuyée que par un seul député; en conséquence elle n'est pas mise aux voix, et l'art. 1145 est adopté.

ART. 1146. — « Aucune reconnaissance d'apports ne
« peut être faite pendant le mariage par l'un ou par l'autre
« des époux, sans que la femme soit assistée d'un curateur.
« L'acte doit être dressé en la forme authentique, à peine
« de nullité, à moins que la reconnaissance n'ait lieu en
« justice.

« Ces reconnaissances peuvent toujours être attaquées
« par les tiers intéressés qui les estimeraient faites en fraude
« ou au préjudice de leurs droits. »

M. Perrot demande si l'art. 1146 doit être entendu en ce sens, c'est que toute dévolution de biens arrivant à l'un des époux durant le mariage devra, pour être régulièrement constatée, emprunter les formalités prescrites par l'article 1146, et si, lors de la liquidation de la communauté, les époux ne seront plus reçus à prouver leurs apports par des actes de partage ou tout autre moyen de preuve autorisé par la loi.

M. Piaget. L'article 1146 a simplement pour but d'ordonner la nomination d'un curateur *ad hoc* à la femme et la stipulation d'un acte authentique dans tous les cas où les époux voudraient se reconnaître des apports faits au moment du mariage ou même postérieurement, attendu que l'intérêt des tiers exige que toutes les mesures soient prises pour assurer la sincérité de pareils actes.

Au surplus et lorsqu'il s'agira de la liquidation d'une communauté, tous les moyens de preuve que la loi autorise, pourront être mis en usage pour établir les apports des conjoints.

M. *Perrot* déclare être satisfait de cette explication ; mais comme, dans sa rédaction actuelle, l'article peut être compris différemment, l'orateur propose de le renvoyer à la Commission.

Ce renvoi est voté.

ART. 1147. — « L'étranger au Canton, mais qui s'y
« trouve domicilié, ne pourra se prévaloir contre les tiers
« des clauses de son contrat de mariage, sans avoir au
« préalable rempli la formalité prescrite par l'art. 1145.
« Il ne pourra se prévaloir des dispositions de la loi étran-
« gère sous l'empire de laquelle son mariage aura été
« contracté, s'il n'a déclaré par écrit ses intentions au greffe
« du tribunal du lieu de son domicile et fait publier offi-
« ciellement sa déclaration. »

M. *Wavre*. Si le mari n'exécute pas la formalité prescrite par cet article, la femme sera sans moyens pour l'y contraindre, et, malgré son contrat, elle deviendra débitrice subsidiaire.

M. *Piaget*. La femme pourra contraindre son mari en s'adressant pour cela aux tribunaux. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue qu'un pays qui, comme le nôtre, est envahi par une population étrangère, a des raisons impérieuses pour adopter la mesure que propose l'art. 1147.

Cet article est en effet adopté, ainsi que l'art. 1148.

CHAPITRE II. — *Du régime en communauté.*

ART. 1149. — « La communauté légale commence du
« jour du mariage contracté devant l'officier de l'état civil ;
« on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre
« époque. »

M. *Wavre* pense qu'il faudrait dire que la communauté

légale commence du jour de la célébration du mariage, afin que l'article 1149 comprenne aussi bien les mariages célébrés religieusement dans les pays où ce mode est reconnu comme légal, que les mariages contractés civilement.

M. *Piaget*. Le Code est fait en vue de notre pays et de nos lois, c'est pourquoi la rédaction du projet doit être maintenue.

Il n'est fait aucune proposition formelle par M. *Wavre*, et l'article est adopté.

L'article 1150 est adopté.

SECTION I^{re}. — *De ce qui compose la communauté activement et passivement.*

§ 1^{er}. — *De l'actif de la communauté.*

Les articles 1151 à 1155 sont adoptés.

§ 2. — *Du passif de la communauté.*

Les articles 1156 à 1160 sont adoptés.

SECTION II. — *De l'administration de la communauté.*

Les articles 1161 à 1171 sont adoptés.

SECTION III. — *De la dissolution de la communauté et de quelques-unes de ses suites.*

Les articles 1172 à 1181 sont adoptés.

SECTION IV. — *Du partage de la communauté après sa dissolution.*

L'article 1182 est adopté.

§ 1^{er}. — *Du partage de l'actif.*

Les articles 1183 à 1193 sont adoptés.

§ 2. — *Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes.*

Les articles 1194 à 1197 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *Du régime de la séparation de biens.*
Les articles 1198 à 1203 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Des droits de survie.*

SECTION I^{re}. — *De la nature des droits de survie.*

L'article 1204 est adopté.

ART. 1205. — « Si l'époux prédécédé est décédé sans
« postérité légitime, la loi donne à l'époux survivant, quelle
« que soit l'époque du décès :

« 1° Les vêtements et linge de corps du prédécédé, ainsi
« que les bijoux qui servaient à son usage ordinaire ;

« 2° La moitié des meubles du défunt, en donnant au
« mot *meubles* la signification restreinte, définie dans l'ar-
« ticle 383 du présent Code.

« Le bétail n'est point compris dans la disposition pré-
« cédente.

« 3° Les victuailles et provisions de ménage qui se
« trouvaient dans la maison au moment du décès ; le blé,
« la farine, le vin sont réputés provisions de ménage,
« jusques à concurrence des besoins raisonnables d'une
« année.

« 4° L'usufruit de tous les autres biens du défunt,
« meubles et immeubles. »

M. *Piaget* propose de dire au paragraphe 2 de l'article :
« La moitié des meubles du défunt, soit propres, soit d'ac-
« quêts. » — Adopté.

M. *Perrot* propose de dire au paragraphe 3 : « Le blé,
« la farine, le vin, etc. » Cette adjonction du mot *etc.* fera
comprendre qu'il s'agit non-seulement de la farine, du blé
et du vin, mais aussi des provisions de ménage d'une autre
nature.

M. *Calame* combat l'amendement qui vient d'être pro-

posé. Le projet donne à l'époux survivant, s'il n'y a pas de postérité légitime du prédécédé, les victuailles et les provisions de ménage qui se trouvaient dans la maison au moment du décès, et il ne fait rentrer le blé, la farine et le vin sous cette dénomination de victuailles et de provisions de ménage, que jusques à concurrence des besoins d'une année.

En ce qui touche ces choses, le projet renferme donc une disposition restrictive qui serait étendue à un nombre indéterminé d'objets par l'adjonction du mot *etc.*

M. Perrot déclare retirer son amendement.

Les articles 1205 et 1206 sont adoptés.

ART. 1207. — « Si l'époux décédé a laissé un ou plusieurs enfants naturels légalement reconnus avant le mariage, les quatre sixièmes du droit réservé à ces enfants demeurent soumis à l'usufruit du survivant; les deux autres sixièmes leur sont délivrés immédiatement.

« Toutefois, si un ou plusieurs de ces enfants se trouvaient encore en âge de minorité, l'époux survivant leur tiendra compte en outre jusqu'à leur majorité du quart des revenus de la portion qu'il détient en usufruit. »

M. H. Calame. Le second alinéa de cet article introduit une complication qui paraît inutile à l'orateur. D'ailleurs, dans le cas prévu à l'art. 1207, les droits du survivant sont déjà considérablement réduits par les dispositions du premier alinéa de l'article. En conséquence, l'orateur propose le retranchement du second alinéa.

M. Piaget. En présence des principes admis par le Grand-Conseil en ce qui touche les enfants naturels, la Commission a dû faire des propositions du genre de celles de l'art. 1207, et si on peut critiquer les proportions

adoptées par elle, on doit reconnaître, en revanche, qu'en principe elle a agi d'une manière conséquente avec les votes précédents du Grand-Conseil.

Le retranchement proposé par M. Calame est rejeté par 24 voix contre 19.

L'art. 1207 est adopté, ainsi que les articles suivants jusques et y compris l'art 1212.

SECTION II. — *Des obligations du survivant en ce qui touche les biens dont il demeure usufruitier.*

Les articles 1213 à 1223 sont adoptés.

TITRE VII. — *De la vente.*

CHAPITRE I^{er}. — *De la nature et de la forme de la vente.*

Les articles 1224 à 1226 sont adoptés.

ART. 1227. — « La promesse de vente donne aux parties une action :

« Ou pour faire prononcer qu'au refus de l'une des parties de passer acte, le jugement en tiendra lieu et en aura tous les effets ;

« Ou pour faire condamner la partie qui refuse à des dommages et intérêts.

« Le tout, au choix du demandeur. »

M. Challandes demande si l'on ne pourrait pas conclure, en première ligne, à ce que le jugement tienne lieu de l'acte, et, en seconde ligne, à des dommages-intérêts.

MM. Piaget et Philippin pensent que le demandeur a le choix entre les deux alternatives posées dans l'article, mais qu'en général il ne peut les adopter toutes deux simultanément.

L'article 1227 est adopté.

ART. 1228. — « Le bénéfice de dédite dans la huitaine
« de la passation de l'acte est aboli. »

M. *Piaget*, rapporteur. La Commission a renvoyé cet article aux dispositions transitoires.

Les articles 1229 à 1239 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Qui peut acheter ou vendre.*

Les articles 1240 et 1241 sont adoptés.

A propos de l'art. 1242, M. *Challandes* propose d'admettre les tuteurs et curateurs à se rendre adjudicataires des biens de leurs pupilles, lorsque ces biens sont mis en vente par enchères publiques. Plus il y a d'enchérisseurs, et plus aussi le prix que l'on obtient est élevé.

MM. *Piaget* et *Delachaux* combattent la proposition du préopinant, en reproduisant les raisons énoncées dans le rapport de la Commission de législation.

L'amendement proposé par M. *Challandes* ne réunit que 7 voix, et l'art. 1242 est adopté.

Les articles 1243 et 1244 sont aussi adoptés.

CHAPITRE III. — *Des choses qui peuvent être vendues.*

Les articles 1245 à 1249 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Des obligations du vendeur.*

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1250 et 1251 sont adoptés.

SECTION II. — *De la délivrance.*

Les articles 1252 à 1266 sont adoptés.

ART. 1267. — « Si l'immeuble n'est point vendu à tant
« la mesure, il n'y a pas lieu à supplément de prix pour
« excédant, en faveur du vendeur ; mais l'acquéreur peut
« exiger une diminution proportionnelle du prix, si la con-
« tenance réelle est inférieure à la contenance énoncée.

« Si l'énonciation de contenance est suivie du mot *environ* ou de telle autre expression équivalente, il n'y a lieu à diminution proportionnelle du prix en faveur de l'acquéreur, que dans le cas où la différence en moins excéderait le 10^o/o de la contenance énoncée. »

M. *Challandes* propose au second alinéa de l'article le rétablissement du texte proposé par le Conseil d'Etat, c'est-à-dire la substitution du 5^o/o au 10^o/o proposé par la Commission.

C'est en vain, suivant l'orateur, que l'on objecterait à sa proposition, que l'acheteur d'un immeuble peut toujours faire vérifier la contenance par un arpentage avant de se porter acquéreur : tantôt la saison de l'année dans laquelle il est procédé à la vente, tantôt le mode suivant lequel il y est procédé, rendent impossible cette opération préalable de l'arpentage.

Et d'ailleurs, si plusieurs amateurs sont en présence, lequel d'entre eux peut être assez certain de devenir adjudicataire, pour hasarder les frais d'un mesurage, frais qui peuvent être relativement considérables, s'il s'agit d'un immeuble de quelque importance ?

C'est d'ailleurs au vendeur à connaître et à indiquer exactement la contenance de l'immeuble qu'il vend.

M. *Piaget*. Le projet reconnaît trois modes de vendre : la vente à tant la mesure, la vente en bloc avec indication précise de contenance, et la vente en bloc avec indication approximative de la mesure, indication qui est caractérisée par le mot *environ*.

Il n'y a aucune tromperie dans le fait de celui qui vend un immeuble qui a pu être inspecté par l'acquéreur et dont le vendeur désigne les limites, en indiquant que dans ces limites la contenance est d'environ une certaine mesure.

En substituant le 10 au 5 pour cent, la Commission a voulu éviter des réclamations qui seraient faites dans un tout autre but que celui d'obtenir un redressement, et au moyen desquelles on tenterait de revenir sur des marchés originellement conclus de bonne foi et avec parfaite connaissance de la chose acquise.

M. *Philippin*. Il y a tel terrain, et notamment celui des côtes de forêts, dont la contenance ne pourrait être connue à 5 pour cent près, qu'au moyen d'opérations pour lesquelles il faudrait recourir au ministère d'arpenteurs-géomètres ; en sorte que les mesurages opérés par des procédés moins parfaits, et cependant officiels, ne garantiraient point le vendeur contre la possibilité d'une action en restitution partielle du prix de vente.

M. *Bonjour*. Pourra-t-on vendre en bloc sans désigner la contenance même approximative et en se bornant à indiquer les limites de l'immeuble vendu ?

M. *Piaget*. Cela va sans dire, et, dans ce cas, le propriétaire ne sera tenu, relativement à la contenance de l'immeuble vendu, qu'à garantir l'exactitude des limites par lui indiquées.

La proposition de M. Challandes n'est appuyée que par un seul membre de l'assemblée ; en conséquence, faute d'avoir reçu l'appui réglementaire, elle n'est pas mise aux voix.

L'article 1267 est adopté.

Les articles 1268 à 1271 sont aussi adoptés.

SECTION III. — *De la garantie.*

L'article 1272 est adopté.

§ 1^{er}. — *De la garantie en cas d'éviction.*

ART. 1273. — « Quoique, lors de la vente, il n'ait été
« fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est

« obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il
« souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des
« charges prétendues sur cet objet et non déclarées lors de
« la vente. »

Ensuite d'observations présentées par plusieurs membres de l'assemblée, M. *Perrot* demande quelle est la durée de la garantie que le vendeur doit à l'acquéreur pour les cas d'éviction.

MM. *H. Calame* et *Piaget* émettent l'opinion que cette garantie dure aussi longtemps que le droit d'éviction n'est pas éteint par l'échéance du terme fixé pour la prescription.

L'article 1273 est adopté. — Il en est de même de l'article 1274.

ART. 1275. — « Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne
« sera tenu à aucune garantie, il demeure cependant tenu
« de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel. Toute
« convention contraire est nulle. »

M. *Wavre*. Les dispositions de l'art. 1275 empruntées au Code français sont très-justes, s'il y a dol dans le fait du vendeur.

Mais il peut arriver que celui-ci vendra à bas prix, à la condition de ne pas être tenu à la garantie résultant même d'un fait qui lui serait personnel. Il serait plus naturel dès lors de ne pas déroger à cette règle, que les conventions légalement conclues deviennent la loi de ceux qui les ont faites.

M. *Piaget*. On conçoit que, craignant d'ignorer le fait d'autrui, un vendeur ne veuille pas en garantir les conséquences; mais on ne doit pas admettre qu'il puisse se décharger de la garantie résultant d'un fait à lui personnel, fait qu'il ne peut pas ignorer.

L'article 1275 est adopté.

Les articles 1276 à 1279 sont aussi adoptés.

ART. 1280. — « Si la chose vendue se trouve avoir
« augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendam-
« ment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de
« lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente »

M. H. Calame. La rédaction absolue de cet article peut conduire à des conséquences exorbitantes.

Si l'éviction est le résultat de la mauvaise foi du vendeur, rien de plus juste que de l'obliger à réparer non-seulement le dommage positif qu'il a causé, mais aussi celui résultant du bénéfice dont l'éviction peut priver l'acquéreur.

Mais si le vendeur a été de bonne foi, si l'éviction est le résultat de faits et de circonstances qu'il a complètement ignorés et qu'il n'a pas dépendu de lui de connaître, l'éviction est un accident, et il ne doit être tenu qu'au remboursement du prix qu'il a reçu et au paiement du dommage positif résultant de l'éviction.

Un terrain aura été vendu pour fr. 1,000; entre le moment de la vente et celui de l'éviction, la construction d'une route ou telle autre circonstance en aura décuplé la valeur : est-il juste, est-il conforme aux vrais principes en matière de dommages d'obliger indistinctement le vendeur de bonne foi et le vendeur de mauvaise foi à payer à l'acquéreur une somme de fr. 10,000 ?

L'orateur propose en conséquence de dire à l'art. 1280 :
« Le vendeur de mauvaise foi est tenu, etc. »

Au moyen de cet amendement, on aura rendu hommage à ce qui est de droit commun en matière de dommages-intérêts, savoir : que celui qui, par dol, cause du dommage à autrui, doit l'indemniser d'une manière complète, c'est-à-

dire lui payer, outre la perte qu'il lui fait éprouver, le bénéfice dont il le prive, tandis que celui dans le fait duquel il n'y a pas dol, n'est condamné qu'à la réparation de la perte qu'il a fait éprouver.

M. *Piaget*. Celui qui a acquis un immeuble, est aussi bien propriétaire de l'immeuble en soi, que de l'augmentation de valeur qu'il a pu acquérir.

Si, au moment de l'éviction, la valeur de la chose vendue a décuplé, la perte que fait l'acquéreur évincé est *actuelle* et *certaine*, et elle ne saurait être comparée dans sa réparation à l'indemnité qui serait payée en considération d'un bénéfice *éventuel*.

L'article 1280 est la conséquence du principe que le vendeur doit maintenance à l'acquéreur.

M. *H. Calame* persiste dans l'opinion qu'il a émise, et demande que l'article soit renvoyé à la Commission.

Ce renvoi est voté.

Les articles 1281 à 1287 sont adoptés.

§ 2. — *De la garantie des défauts de la chose vendue.*

Les articles 1288 à 1298 sont adoptés.

CHAPITRE V. — *Des obligations de l'acheteur.*

Les articles 1299 et 1300 sont adoptés.

ART. 1301. — « En matière immobilière, le prix de la
« vente est réputé effectué au moment de la passation de
« l'acte, lequel doit toujours contenir la stipulation de quit-
« tance en faveur de l'acquéreur. »

M. *Wavre* critique l'obligation de stipuler dans l'acte de vente la quittance du prix; il ignore où la Commission a emprunté cette disposition qui n'existe, ni dans le Code français, ni dans les autres législations qu'a consultées l'orateur.

M. *Philippin*. C'est à la coutume que la Commission a emprunté les dispositions de l'article 1301.

Que le Code français et les législations de plusieurs Etats voisins aient décidé la question d'une manière différente, c'est ce qui est très-compréhensible en présence du privilège hypothécaire que ces législations assurent au vendeur pour le prix de vente non payé.

M. *Wavre* persiste dans l'observation qu'il a faite, et propose la radiation de l'article 1301.

Cette proposition n'est appuyée par aucun membre de l'assemblée, et l'article 1301 est adopté.

Les articles 1302 et 1303 sont aussi adoptés.

CHAPITRE VI. — *De la nullité et de la résolution de la vente.*

L'article 1304 est adopté.

SECTION I^{re}. — *De la faculté de rachat.*

L'article 1305 est adopté.

ART. 1306. — « Le rachat ou réméré est interdit en matière immobilière. »

M. *Wavre* comprend cette disposition appliquée à l'engagère, telle qu'elle était en usage au moment de la promulgation de la Loi hypothécaire. Mais, à côté de cette engagère qui n'était qu'une hypothèque déguisée et que la promulgation de la Loi hypothécaire a privée de toutes raisons d'être, il peut se présenter des cas où la vente à réméré est un acte sérieux.

Ainsi, une personne voudra s'expatrier : pour cela, elle aura besoin d'une certaine somme, qu'elle pourra se procurer en aliénant un immeuble de famille ; n'est-il pas intéressant de lui laisser la possibilité de n'opérer cette aliénation que sous la réserve du réméré ?

Ce genre de vente est prévu et autorisé par le Code français, et l'orateur rappelle qu'en ce point, comme en beaucoup d'autres, le Code aura pour résultat de restreindre la liberté à laquelle nous sommes habitués en matière de transactions.

L'orateur propose le retranchement de l'article.

Cette proposition n'est appuyée que par un seul membre de l'assemblée.

M. *Piaget*. La vente à réméré, sérieuse, telle qu'elle vient d'être caractérisée par le préopinant, n'est nullement dans nos habitudes, et l'on serait fort embarrassé de citer un cas où l'on en ait fait usage. En revanche, la vente à réméré peut être la source d'abus considérables, et c'est ces diverses considérations qui, lors de la discussion de la Loi hypothécaire, ont engagé le Grand-Conseil à adopter la disposition que l'on discute maintenant et qui n'est que la reproduction de l'article 59 de la loi que l'on vient de citer.

L'article 1306 est adopté.

Les articles 1307 à 1311 sont aussi adoptés.

SECTION II. — *De la rescision de la vente pour cause de lésion.*

ART. 1312. — « Si le vendeur a été lésé de plus de la
« moitié dans le prix d'un immeuble, il a le droit de de-
« mander la rescision de la vente, quand même il aurait
« expressément renoncé dans le contrat à la faculté de de-
« mander cette rescision. »

M. *Bonjour* pense qu'il conviendrait de supprimer l'article. Le prix stipulé peut ne pas représenter la moitié de la valeur réelle du dit meuble, non parce qu'il y aurait lésion, mais parce que le vendeur voudrait sous cette forme faire une donation à l'acquéreur.

M. *Piaget*. Le vendeur qui voudra faire une donation, et l'acquéreur qui la recevra, n'auront qu'à la stipuler d'une manière formelle, et l'art. 1312 cessera d'être applicable à l'acte qu'ils auront fait.

M. *Wavre* constate que le dernier membre de l'art. 1312 renferme une contradiction avec les principes qui ont prévalu lors de la discussion de l'article 932.

L'article 1312 est adopté.

Les articles 1313 à 1319 sont adoptés.

CHAPITRE VII. — *De la licitation.*

Les articles 1320 à 1322 sont adoptés.

CHAPITRE VIII. — *Du transport des créances et autres droits incorporels.*

L'article 1323 est adopté.

ART. 1324. — « Si la cession a été faite par acte authentique, le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers, dès la date de la cession.

« Si l'acte de cession a été fait sous seing privé, le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur, ou la légalisation de sa date par un notaire.

« Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique. »

M. *Perrot*. Cet article paraît renfermer une modification à la coutume ancienne.

M. *Philippin*. Le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers autres que le débiteur :

Du jour de la cession, si elle est faite par acte authentique, et du jour où sa date est rendue certaine, soit par le visa d'un notaire, soit par la notification faite par mi-

nistère d'huissier au débiteur, si la cession est faite par acte sous seing privé.

Vis-à-vis du débiteur, le cessionnaire n'est saisi que par la notification de la cession ou par l'intervention du débiteur qui intervient dans l'acte de cession dressé authentiquement, pour déclarer qu'il accepte cet acte comme dûment notifié.

Il résulte de ce qui précède que l'état ancien est modifié en ce point, que la cession sous seing privé n'est *opposable aux tiers* que du moment où elle a acquis une *date certaine*, qui est celle ou de la légalisation du notaire, ou de la notification faite au débiteur par l'huissier.

M. H. Calame est complètement d'accord sur l'interprétation qui vient d'être donnée par le préopinant des articles 1324 et 1325; mais comme le mot *tiers*, employé dans l'art. 1325, s'applique au débiteur du titre, tandis que, dans l'art. 1324, le débiteur n'est point compris sous cette même dénomination, il conviendrait, pour éviter toute équivoque, de dire à l'art. 1324, premier alinéa :

« Si la cession a été faite par acte authentique, le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers *autres que le débiteur*, dès la date de la cession. »

Cette adjonction devrait également être faite au second alinéa de l'article.

L'orateur propose de renvoyer dans ce sens à la Commission.

Ce renvoi est voté.

Les articles 1325 à 1334 sont adoptés.

TITRE VII. — *De l'échange.*

Les articles 1335 à 1338 sont adoptés.

ART. 1339. — « La rescision pour cause de lésion n'a pas lieu dans le contrat d'échange. »

M. *Wavre* demande le motif de cette exclusion.

M. *Piaget*. Celui qui fait une vente peut être pressé par le besoin d'argent et être l'objet, de la part de l'acquéreur, d'une pression contre laquelle la loi doit le protéger. Il n'en est pas de même de celui qui contracte un échange, puisqu'en général on ne peut pas admettre que rien l'oblige à échanger son immeuble contre un autre immeuble.

L'article 1339 est adopté.

Il en est de même de l'article 1340.

TITRE IX. — *Du contrat de louage.*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1341 à 1344 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Du louage des choses.*

L'article 1345 est adopté.

SECTION I^{re}. — *Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux.*

Les articles 1346 à 1349 sont adoptés.

ART. 1350. — « Le preneur ne peut ni sous-louer, ni
« céder son bail à un autre, sans le consentement du pro-
« priétaire, à moins que cette faculté ne lui soit réservée
« par le bail. »

M. *Philippin* propose de poser un principe contraire à celui de l'art. 1350, en décidant que le preneur pourra, à moins de conventions contraires, céder son bail à un autre, sous sa responsabilité à lui preneur, et à la condition de ne pas changer la destination des lieux loués.

Cette proposition n'est pas appuyée ; elle n'est, conséquemment, pas mise aux voix, et l'article 1350 est adopté.

Les articles 1351 à 1363 sont aussi adoptés.

ART. 1364. — « Il répond des dégradations ou des

« pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il
« ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

« Il répond également des dégradations ou pertes qui
« arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses
« sous-locataires, avec la même réserve. »

M. *Lardy*. Dès que l'on refuse au preneur le droit de sous-louer, pourquoi le rend-on responsable des dégradations qui sont le fait du sous-locataire?

M. *Piaget*. A moins de stipulations formelles, l'autorisation de sous-louer donnée par un propriétaire ne modifie point la position juridique des parties, et le preneur reste responsable vis-à-vis du bailleur pour l'exécution de toutes les conditions du bail.

M. *Lardy* déclare qu'il est d'accord avec le préopinant, et l'article 1364 est adopté.

ART. 1365. — « Il (le preneur) répond de l'incendie
« s'il a eu lieu par sa propre malveillance. »

M. *Wavre*. La rédaction de cet article est ambiguë : si par *malveillance* l'on entend l'acte criminel de l'homme qui sciemment se rend coupable du crime d'incendie, le mot *malveillance* est impropre ; il en est encore de même si ce mot est destiné à caractériser la simple négligence dont le preneur se rendrait coupable.

M. *Piaget*. Il est très-difficile sans doute de trouver une expression suffisamment claire pour ne rien laisser au doute et à l'interprétation. La Commission a été d'accord avec l'exposé des motifs du Conseil d'Etat en ce point essentiel : c'est que *l'intention* de procurer l'incendie doit se rencontrer de la part du preneur, pour qu'il soit responsable. C'est là l'interprétation rigoureuse et juridique de l'article 1365, telle que l'entend la Commission, qui n'a cepen-

dant pas trouvé inutile, ni près de là, les explications contenues dans l'exposé des motifs du Conseil d'Etat.

M. H. Calame. Si l'on pouvait poser en principe qu'à côté du texte formel de la loi, l'on peut ériger en droit les rapports du Conseil d'Etat ou les élucidations d'une Commission, les explications qui viennent d'être données par M. le rapporteur pourraient calmer des appréhensions et faire disparaître des scrupules fort légitimes. Mais comme les tribunaux ne sont et ne peuvent être liés que par le texte même de la loi, l'article 1365 aura pour conséquence d'exclure toute responsabilité de la part du locataire, chaque fois que l'on ne prouvera pas que l'incendie a eu lieu par sa propre malveillance.

M. Piaget. Le but du projet a été de maintenir en ce point l'état actuel.

M. Calame ne connaît aucune disposition de la coutume correspondant à l'art. 1365.

Jusques ici ce sont les règles du droit commun qui auraient servi à décider si le preneur avait encouru une responsabilité, et dans quelles limites il l'aurait encourue.

Or ces règles du droit commun rendent chaque individu responsable du dommage qu'il cause par son dol ou seulement par sa faute.

Il serait donc convenable de dire, à l'art. 1365, que le preneur répond de l'incendie s'il a eu lieu par sa propre malveillance ou par sa faute grossière, et l'orateur propose cette adjonction comme amendement.

Comme la faute ne se présume pas plus que le dol, ce sera à celui qui voudra faire prononcer que le preneur est responsable, à prouver qu'il y a eu, dans le fait qui a procuré l'incendie, dol ou faute grossière de la part du preneur.

M. Perrot. Ne pourrait-on pas supprimer l'art. 1365

pour s'en tenir aux dispositions du premier alinéa de l'article 1364, qui décide d'une manière générale que le preneur « répond des dégradations ou des pertes qui arrivent « pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles « ont eu lieu sans faute ? »

M. Piaget. Adopter l'opinion du préopinant, c'est se ranger au système du droit français, qui admet comme présomption légale que l'incendie a eu lieu par la faute du preneur, qui l'oblige en conséquence à prouver négativement contre cette présomption, et qui le rend non-seulement responsable de l'incendie du bâtiment de la maison qu'il habite, mais encore de toutes les pertes dont cet incendie a pu être la cause.

M. Lardy envisage comme très-dangereux le système du droit français, et il rejette en conséquence l'opinion émise, dubitativement il est vrai, par *M. Perrot*.

Ce qui rend surtout ce système dangereux, c'est cette disposition qui admet comme présomption légale que l'incendie a eu lieu par la faute du locataire, et non par cas fortuit.

La discussion de l'article 1365 ne paraît possible à l'orateur que sur les bases de l'amendement proposé par *M. Calame*, amendement qui, s'il peut être critiqué dans ses conséquences pratiques, est conforme au principe, et qui laisse au propriétaire ou à tout autre agissant contre le locataire l'obligation de prouver la malveillance ou la faute de celui-ci.

M. Philippin. Il est incontestable qu'à ne considérer les choses que d'une manière abstraite, l'amendement proposé par *M. Calame* est, ainsi qu'on l'a déjà dit, conforme aux règles du droit.

Mais si l'on se représente ses résultats pratiques, il n'est pas difficile d'apercevoir que chaque incendie sera la cause d'un et même de plusieurs procès, parce que, à chaque incendie, le propriétaire, pour la somme dont il demeurera en perte, la Chambre d'assurance, pour celle qu'elle aura payée, hasarderont volontiers les frais d'un procès pour prouver la faute du locataire. Et comme cette preuve (juridique du moins) est très-difficile et même impossible dans le plus grand nombre des cas, on n'aura réussi en voulant rester trop fidèlement collé au principe, qu'à fournir une source de procès. C'est donc le cas ici de faire une exception au principe.

M. H. Calame. Il y a décidément quelque chose qui blesse la logique dans ce fait, qu'à teneur des dispositions déjà votées le preneur sera responsable de la dégradation d'une boiserie arrivant par sa faute ou celle de ses gens, tandis qu'à teneur de l'article 1365 il serait irrecherchable pour la destruction totale du bâtiment, alors même qu'elle serait le résultat de sa propre faute, toutes les fois qu'il n'y aurait pas malveillance.

M. Lardy sous-amenderait l'amendement de M. Calame et dirait : « le preneur répond de l'incendie s'il a eu lieu par sa propre malveillance ou par sa *propre* faute grave, » afin d'indiquer que le preneur n'est pas responsable de la faute des gens de sa famille ou de sa maison dans le cas prévu à l'article 1365.

M. Piaget. Le sous-amendement proposé par le préopinant serait lui-même une atteinte aux principes pour le maintien desquels l'amendement de M. Calame a été proposé.

M. Lardy. En n'apportant aucun correctif à l'article, tel qu'il résulterait de l'amendement proposé par M. Calame,

on se demande comment il serait possible à un père de famille prudent de se préserver contre les conséquences non-seulement de sa faute propre, mais aussi de celle d'autrui.

On l'a déjà fait pressentir, la Chambre d'assurance, aussi bien que le propriétaire, pourra rechercher le preneur non-seulement pour l'incendie de la maison qu'il habitait, mais encore pour toutes les conséquences de cet incendie. Chacun sera donc, chez nous comme en France, exposé à répondre du risque locatif et du risque du voisin.

Mais tandis qu'en France il existe de nombreuses compagnies qui assurent contre ces divers risques, nous avons dans le Canton une seule compagnie d'assurance mutuelle, qui n'est point autorisée à assurer de pareils risques, et il est interdit aux compagnies étrangères de faire chez nous aucun contrat d'assurance immobilière. Il faudra donc, si l'amendement de M. Calame est adopté, laisser ou fournir aux citoyens la possibilité de se garantir par des assurances.

M. *Piaget* est d'accord avec le préopinant dans tout ce qu'il vient de dire ; aussi repousse-t-il également l'amendement de M. Calame et le sous-amendement de M. Lardy.

M. *Perrot*. L'article 1365 ne régit que les rapports du preneur et du propriétaire, et non point ceux que le locataire peut avoir à soutenir, à l'occasion d'un incendie, avec d'autres personnes.

M. *L. Lambelet*. On conçoit que je sois rendu responsable de la faute qui doit avoir pour résultat immédiat et nécessaire la détérioration ou la destruction d'une chose ; mais, toutes les fois qu'il n'y a pas malveillance, l'incendie n'est que le résultat médiate et imprévu de la faute qui l'a procuré.

Comment arriver au surplus à décider avec justice ce

qui constituera la faute grave ? Le même fait sera-t-il réputé faute grave dans une maison bâtie en bois, qui ne le serait pas dans une maison construite en pierre ? Ne verra-t-on pas, dans bien des cas, la faute légère occasionner un dommage considérable, et une faute très-grave n'en procurer aucun, parce que les moyens destinés à combattre et à arrêter l'incendie seront plus ou moins éloignés de l'endroit où il se sera manifesté ? Peut-on admettre que notre compagnie d'assurance, institution socialiste par sa mutualité, puisse, le Code à la main, ruiner un père de famille à raison d'une faute qui, peu considérable dans son origine, le sera devenue dans ses conséquences ?

M. *Philippin*, répondant à M. Perrot fait remarquer que ce qui sera décidé relativement à l'article 1365, peut réagir sur d'autres rapports que ceux du propriétaire et du locataire. Si on prive le propriétaire de tout recours dans les cas où il n'y a pas malveillance, on peut dire qu'il trouve dans le loyer une compensation, et cette compensation est réelle.

Si, malgré ce loyer, cette rémunération des risques, le locataire est rendu responsable envers le propriétaire, à plus forte raison devra-t-il l'être à l'égard des voisins.

M. *Huguenin-Vuillemin* est disposé à admettre l'amendement de M. Calame comme un moyen de rendre chacun plus attentif et d'éviter conséquemment les incendies.

M. *Wavre*. Quel que soit le parti auquel on s'arrête, l'article 1365 emportera une négation ; il conviendrait donc de le modifier et de dire : « il (le locataire) ne répond de l'incendie que s'il a eu lieu, etc. »

M. *Challandes* votera pour le maintien de l'article tel qu'il est proposé par la Commission : il y est déterminé par la

discussion qui vient d'avoir lieu et spécialement par quelques-unes des observations présentées par M. Lambelet.

M. *Piaget*. La discussion qui vient d'avoir lieu, démontre la nécessité de caractériser le renvoi à la Commission ; le Grand-Conseil doit décider si, oui ou non, il veut rendre le preneur responsable d'autre chose que de sa malveillance.

M. *Lardy*. La discussion qui vient d'avoir lieu, a démontré d'une manière incontestable que chacun des systèmes qui sont en présence, offre des avantages et présente des inconvénients.

Il y a donc nécessité de renvoyer la question entière à la Commission.

M. *H. Calame* convient de la réalité de certaines conséquences qui ont été signalées ; mais, comme chacun a été d'accord que l'amendement proposé était conforme aux principes, il y a toute convenance à renvoyer l'article à un nouvel examen de la Commission.

Le renvoi, qui avait déjà précédemment été voté dans ce sens, est confirmé.

A propos de l'article 1366 M. *Calame* demande quel sera le délai d'avertissement, si le bail a été fait pour six mois.

M. *Piaget* répond que le bail sera considéré comme bail fait au mois, et que le congé devra en conséquence être donné quinze jours à l'avance.

L'article 1366 est adopté.

Les articles 1367 à 1381 sont adoptés.

SECTION II. — *Des règles particulières aux baux à loyer.*

L'article 1382 est adopté.

ART. 1383. « Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux et entre autres les réparations à faire :

« A l'intérieur des poêles ;

« Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle ou autres accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire ne peut être tenu ; aux targettes et serrures. »

M. *Lardy* demande le retranchement du troisième alinéa de l'article, à partir des mots « à moins qu'elles, etc. »

Cet amendement, défendu par M. *H. Calame*, est combattu par MM. *Piaget et Philippin*, et rejeté.

L'article 1383 est adopté.

Les articles 1384 à 1391 sont également adoptés.

M. *Lardy* demande pourquoi l'on a retranché du projet les dispositions de l'article 1777 du Code civil français portant :

« Le fermier sortant doit laisser à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante ; et, réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort, les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages, et pour les récoltes restant à faire. »

M. *Piaget*. La Commission n'a pas pensé que nos habitudes réclamassent une disposition pareille.

M. *Lardy*. Il arrive fréquemment au contraire, qu'un fermier quitte le domaine à l'époque de Saint-Martin, 11 novembre, et que son successeur a des labours ou autres travaux à faire pour l'année suivante, pour lesquels il peut avoir besoin de certains locaux occupés par le fermier ancien.

L'orateur propose le renvoi à la Commission. — Adopté.

CHAPITRE III. — *Du louage d'ouvrage et d'industrie.*

L'article 1402 est adopté.

SECTION I^{re}. — *Du louage des domestiques et ouvriers.*

Les articles 1403 et 1404 sont adoptés.

SECTION II. — *Des voituriers par terre et par eau.*

Les articles 1405 à 1409 sont adoptés.

SECTION III. *Des devis et marchés.*

Les articles 1410 à 1413 sont adoptés.

L'article 1414 est adopté avec la rectification d'une erreur typographique qui consiste à substituer le mot *si* au mot *et*, et à dire en conséquence : « si le maître paie l'ouvrier, etc. » au lieu de : « et le maître paie l'ouvrier. »

Les articles 1415 à 1422 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Du bail à cheptel.*

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1423 à 1427 sont adoptés.

SECTION II. — *Du cheptel simple.*

ART. 1428. — « Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, « nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera « de la moitié du croit et qu'il supportera aussi la moitié « de la perte.

« Le preneur profite seul des laitages, du fumier et du « travail des animaux donnés à cheptel.

« La laine se partage. »

M. Wavre. En ce qui touche le cheptel et d'autres questions de même nature, la Commission est entrée dans des détails que d'autres législations également empruntées au Code français n'ont pas jugé utile de reproduire. Il aurait été convenable de suivre cet exemple chez nous, et cela pour les raisons suivantes :

1° Le projet renferme plusieurs dispositions prohibitives qui gêneront les conventions des parties ;

2° Les principes admis à plusieurs égards sont contraires aux usages du pays ;

3° Le canton de Fribourg, pays essentiellement rural, a introduit dans son Code des dispositions différentes de celles du projet ;

4° Enfin, l'orateur pense que, dans des choses de cette nature, il faut laisser le plus de latitude possible aux conventions des parties. L'orateur propose en conséquence que toute la partie du projet relative au cheptel, au louage et à l'alpage des vaches, soit renvoyée à la Commission, pour être réformée et restreinte à des dispositions générales.

Cette proposition n'est pas appuyée, et l'article est adopté.

Les articles 1429 à 1433 sont adoptés.

ART. 1434. — « Si le cheptel périt en entier, sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

« S'il n'en périt qu'une partie, la perte est supportée en commun, d'après le prix de l'estimation originale et celui de l'estimation à l'expiration du cheptel. »

M. Wavre. Si, comme cela est probable, on admet que le bailleur devra prouver la faute du preneur pour le rendre responsable de la perte du cheptel, cette preuve sera difficile à faire, parce que généralement le bailleur sera éloigné des bestiaux qu'il aura donnés à garder.

Les dispositions du second alinéa de l'article peuvent en outre présenter un danger réel. Comme le preneur cesse d'être responsable, s'il y a perte totale du cheptel, et qu'en revanche il est responsable de la moitié de cette perte, si elle n'est que partielle, il aura intérêt, pour échapper à

toute responsabilité, à détruire la partie du cheptel qui n'aura pas péri.

Le Code fribourgeois a admis des dispositions différentes de celles de l'art. 1434.

M. *Piaget*. Ce sera en effet au bailleur à prouver la faute dont il excipera contre le preneur.

Le second alinéa de l'article est la reproduction de dispositions pareilles adoptées dans la partie du Code qui traite de l'usufruit, et, si le Code fribourgeois a admis des principes différents, le Code vaudois en revanche, destiné à une population essentiellement agricole, est d'accord avec le projet proposé par la Commission.

M. *Challandes*. Il est incontestable qu'en présence de l'art. 1434 il pourra arriver que le preneur aura intérêt à détruire la partie du cheptel qui n'aura pas péri. Cette objection est sérieuse, et l'orateur croit qu'elle doit motiver un nouveau renvoi à la Commission.

M. *Piaget*. Le preneur pourra en effet avoir un intérêt à ce que la totalité du troupeau périsse; mais, s'il lui arrivait de procurer volontairement ce résultat, il commettrait une action qui entraînerait tout à la fois une réparation civile et une réparation pénale.

Quant à adopter un principe différent de celui du second alinéa de l'art. 1434, ce serait aller à l'encontre de la règle qui décide que le bail prend fin par la perte de la chose qui en fait l'objet.

M. *Wavre*. Si l'on tient compte que l'art 1435 interdit de stipuler que le preneur supportera la perte totale du cheptel, on est forcé de reconnaître que la situation faite au bailleur est très-désavantageuse.

Il ne paraît pas que l'on puisse opposer le Code vaudois

au Code fribourgeois, car ce dernier est beaucoup plus récent, et on a pu profiter, lorsqu'on l'a élaboré, d'une expérience qui n'était pas faite encore lorsque le Code vaudois a été fait.

M. *Piaget*. Les articles 1434 et 1435 ont été introduits pour prévenir les contrats léonins, ce qui est bien certainement la mission de la loi.

M. *Wavre*. Le Code français, auquel on a emprunté les dispositions des articles 1434 et 1435, se ressent de l'époque à laquelle il a été fait et du besoin que l'on éprouvait de protéger le fermier et le débiteur contre des abus réels.

Pourquoi, si l'on sent si fortement la nécessité de protéger le fermier, n'en pas faire autant pour le débiteur, en réglant une question sur laquelle le projet se tait complètement, celle du taux de l'intérêt, car le silence du Code autorisera à prêter aux taux les plus usuraires ?

M. *Piaget*. Il n'est point exact de dire que, lorsque le Code sera promulgué, le taux de l'intérêt sera libre, car les règles de la coutume continueront à subsister à cet égard.

Le Code est une œuvre stable dans laquelle les auteurs du projet n'ont pas cru devoir régler une chose variable comme le taux de l'intérêt.

M. *Wavre*. Le Code vaudois, sur lequel on s'est appuyé, renferme, articles 1294 et 1295, des règles essentiellement différentes de celles du projet.

M. *L. Lambelet* croit qu'il est utile de renvoyer l'article à la Commission, et cela par les raisons qu'a indiquées M. *Wavre*. Il y a d'ailleurs contradiction entre l'art. 1428, qui définit le bail à cheptel en disant que le preneur profite de la moitié du croît et supporte la moitié de la perte, et l'art. 1434, qui prévoit un cas où la perte est en totalité à la charge du bailleur.

Que le contrat prenne fin par la perte de la chose qui en fait l'objet, rien n'est plus certain ; mais il n'y a pas là un motif pour laisser cette perte tout entière à la charge du bailleur.

M. *Pury*, se fondant sur les motifs énoncés par MM. *Wavre* et *Lambelet*, insiste pour que l'article soit renvoyé à la Commission.

Ce renvoi est en effet voté.

M. *Piaget* demande que l'assemblée caractérise ce renvoi.

M. *Wavre* propose d'amender l'art. 1434 dans le sens de l'art. 1294 du Code vaudois, portant :

« Si le cheptel périt en entier ou en partie, sans la faute
« du preneur, la perte en est supportée en commun, d'après
« le prix de l'estimation originaire, et celui de l'estimation
« à l'expiration du cheptel. »

Cette proposition est adoptée.

Les articles 1435 à 1441 sont adoptés.

SECTION III. — *Du cheptel à moitié.*

L'article 1442 est adopté.

ART. 1443. — « Le preneur profite seul, comme dans
« le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux
« des bêtes.

« Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du
« croît.

« Toute convention contraire est nulle, à moins que le
« bailleur ne soit propriétaire de la métairie dont le pre-
« neur est fermier ou colon partiaire.

M. *Wavre* ne comprend pas pourquoi le bailleur est exclu de toute participation au laitage, fumier et travaux des bêtes, même si le preneur est d'accord d'une pareille convention.

M. *Piaget*. Encore ici on a eu en vue de prévenir les contrats léonins.

M. *Philippin*. Le dernier alinéa de l'article montre encore que la Commission a voulu protéger le propriétaire de la métairie, dont les produits serviraient à nourrir le cheptel, tandis que le fumier et les travaux du troupeau ne seraient pas consacrés à l'amélioration de la ferme.

L'article 1443 est adopté, ainsi que l'article 1444.

SECTION IV. — *Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou colon partiaire.*

§ 1^{er}. — *Du cheptel donné au fermier.*

Les articles 1445 à 1450 sont adoptés.

§ 2. — *Du cheptel donné au colon partiaire.*

Les articles 1451 à 1453 sont adoptés.

SECTION V. — *Du louage ou alpage des vaches.*

L'article 1454 est adopté.

ART. 1455. — « Les règles établies à l'art. 1429 sont applicables au louage des vaches. »

M. *Wavre*. N'est ce pas plutôt à l'art. 1430 qu'il faudrait renvoyer ?

M. *Piaget*. C'est ce que la Commission examinera.

L'article 1455 est en conséquence renvoyé à la Commission.

L'article 1456 est adopté.

TITRE X. — *Du contrat de société.*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1457 à 1459 sont adoptés.

ART. 1460. — « Toutes sociétés doivent être rédigées par écrit.

« La preuve testimoniale n'est point admise contre et

« outre le contenu en l'acte de société, ni sur ce qui serait
« allégué avoir été dit avant, lors et depuis cet acte. »

M. *Wavre*. Cet article décide autrement que notre droit coutumier et même que le Code français et le Code vaudois, ces deux derniers Codes fixant une somme dans les limites de laquelle les sociétés peuvent être constituées sans acte écrit.

Aux Etats-Unis d'Amérique, pour le peuple le plus commerçant du monde, la loi admet que la société se forme par la seule volonté des parties contractantes.

L'orateur propose en conséquence de renvoyer l'article à la Commission, pour qu'elle rédige l'art. 1460 dans le sens ou du principe admis par la législation des Etats-Unis, ou tout au moins de l'art. 1834 du Code civil français, portant que « toutes sociétés doivent être rédigées
« par écrit, lorsque leur objet est d'une valeur de plus de
« fr. 150. »

M. *Piaget*. En ouvrant la Loi sur quelques matières commerciales du 3 juin 1833, on lit, article 19 :

« Un extrait de tout acte de société devra, dans le premier mois de sa mise en activité, être déposé au greffe de
« la juridiction où la société de commerce aura son siège,
« et être inscrit dans un livre pour être communiqué à
« toute personne qui l'exigera. »

Il est clair dès lors que l'art. 1460 ne renferme rien de nouveau.

Quant aux sociétés ayant pour objet une valeur de moins de fr. 150 il n'en existe pas chez nous, et, s'il s'en rencontrait, il est clair que personne ne songerait à leur appliquer les prescriptions de l'art. 1460. Mais, lorsqu'il s'agit de sociétés méritant réellement ce nom, la sécurité des tiers exige qu'il y ait un acte écrit.

M. *Wavre*. L'article 1460 régira tous les genres de sociétés, la société en participation comme les sociétés anonymes en nom collectif et en commandite, les sociétés civiles comme les sociétés commerciales.

Et puisque M. le rapporteur est d'accord pour reconnaître que l'on ne pourrait pas raisonnablement appliquer l'article 1460 à une société ayant pour objet une valeur moindre de fr. 150, pourquoi ne pas le dire d'une manière formelle dans le texte même de la loi, afin d'éviter que le juge ne se croie lié d'une manière absolue à l'égard de toute espèce de société ?

M. *Piaget*. La promulgation du Code n'aura point pour conséquence d'abolir les règles propres aux sociétés de commerce, puisque l'article 1497 du projet contient une réserve portant :

« Les dispositions du présent titre ne s'appliquent aux
« sociétés de commerce que dans les points qui n'ont rien
« de contraire aux lois et usages de commerce. »

Le renvoi proposé par M. *Wavre* est rejeté, et les articles 1460 et 1461 sont adoptés.

ART. 1462. — « Est prohibé tout contrat de société par
« lequel les parties voudraient mettre en commun tous les
« biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuelle-
« ment et les profits qu'elles pourraient en tirer, ou les biens
« qui pourraient leur arriver par successions ou donations.

« Sans préjudice de ce qui sera dit au chapitre 4, con-
« cernant l'indivision. »

M. *Wavre* ne comprend pas la prohibition contenue dans cet article. Il préférerait les dispositions de l'article 1838 du Code français, portant :

« La société universelle de gains renferme tout ce que
« les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre
« que ce soit, pendant le cours de la société : les meubles
« que chacun des associés possède au temps du contrat, y
« sont aussi compris, mais leurs immeubles personnels n'y
« entrent que pour la jouissance seulement. »

M. *Piaget* oppose au Code français le Code vaudois qui renferme, art. 1319, la même défense que l'art. 1462 du projet.

La société universelle que l'on veut prohiber, est totalement inconnue chez nous ; il n'y a donc aucune utilité à l'autoriser, tandis qu'il pourrait y avoir de graves inconvénients à le faire.

Qui pourrait empêcher qu'elle ne fût contractée entre homme et femme, jeunes encore, qui voileraient de cette façon des rapports d'une tout autre nature ?

Rien ne s'oppose à ce que plusieurs personnes confondent leurs revenus, et autoriser ce que l'article 1462 défend, ce serait faciliter encore des donations déguisées.

M. *Challandes*. La société défendue par l'art. 1462 permettrait des transports d'immeubles sans paiement de lods.

L'article 1462 est adopté ainsi que l'article 1463.

CHAPITRE II. — *Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.*

SECTION I^{re}. — *Des engagements des associés entre eux.*

L'article 1464 est adopté.

ART. 1465. — « Toute société doit être contractée pour
« un temps limité.

« Si la société est contractée pour une affaire dont la
« durée est limitée, elle est censée contractée, à moins de

« conventions contraires, pour tout le temps que doit durer
« cette affaire. »

M. *Wavre*. L'article 1844 du Code français autorise des sociétés contractées pour toute la vie des associés.

M. *Piaget*. Il est dans nos habitudes de fixer un terme aux sociétés, et c'est à ces habitudes que la Commission a eu égard : rien n'empêche les associés, tout en fixant un terme, de l'adopter suffisamment long pour l'accommoder à leur convenance.

L'article 1465 est adopté.

Les articles 1466 à 1481 sont adoptés.

SECTION II. — *Des engagements des associés à l'égard des tiers.*

M. *Lardy*. Les articles 1482 et 1483 décident :

ART. 1482. — « Les associés sont tenus solidairement
« des engagements qui ont été contractés par l'un d'eux au
« nom des autres, moyennant que l'engagement ait été pris
« pour un objet relatif à la société. »

ART. 1483. — « Toutefois la stipulation que l'obligation
« est contractée pour le compte de la société, ne dispense
« point le créancier de la preuve, si la réalité de la cause
« est contestée par les autres associés. »

Or les articles 1863 et 1864 du Code français ont posé des principes différents, et c'est avec raison.

Dans le système des articles 1482 et 1483, toute société civile emportera la solidarité de tous les associés, dès que l'un d'eux aura contracté au nom des autres, et c'est là une considération qui sera de nature à empêcher bien des contrats de société.

M. *Piaget*. On l'a déjà dit souvent dans la discussion du projet, la loi française définit clairement ce que c'est que

le négociant, ce qui n'a pas lieu chez nous et ce qui ne serait même pas praticable, eu égard à cette circonstance qu'à peu d'exceptions près, chacun dans notre pays fait des actes de commerce.

Si l'on voulait substituer aux articles 1482 et 1483 du projet les articles correspondants du Code civil français, il y aurait à craindre que l'on ne dissimulât souvent des sociétés de commerce sous le nom de sociétés civiles, et que l'on n'enlevât ainsi aux tiers intéressés la garantie qui résulte pour eux de la solidarité des associés.

M. *Lardy*. Il arrive fréquemment que l'on stipule dans un contrat d'association qu'un seul des associés aura qualité pour souscrire des obligations au nom de la société ; au moins faudrait-il dire que cela sera possible.

Les règles du droit commercial français tendent chaque jour davantage à devenir les règles universelles, aussi n'est-ce qu'avec la plus grande circonspection que l'orateur consentira à voter des dispositions modifiant à cet égard celles du droit français.

M. *Philippin* croit pouvoir dire qu'il n'a nullement été dans la pensée de la Commission d'enlever aux associés le droit de stipuler qu'un seul d'entre eux pourra valablement engager la société.

Seulement, lorsque celle-ci aura été obligée par celui qui avait qualité pour le faire, les associés seront solidairement engagés à teneur de l'art. 1482.

M. *Piaget* est complètement d'accord avec le préopinant.

Le second alinéa de l'art. 7 de la Loi sur quelques matières commerciales décide d'une manière absolue :

« Que ceux qui font partie d'une société en nom collectif,
« sont solidaires pour tous les engagements de la société,

« encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu que ce
« soit sous la raison sociale. »

Néanmoins on n'a jamais prétendu qu'il fût défendu de
ne conférer qu'à un seul des associés le droit de faire usage
de la signature sociale, et l'on voit au contraire très-fré-
quemment des contrats de société renfermant cette disposi-
tion restrictive.

M. Challandes. Il semble que les articles 1477 et 1478
du projet répondent à ce que veut M. Lardy.

M. Wavre déclare appuyer les observations présentées
par M. Lardy.

M. Lardy propose un amendement consistant à ajouter
à l'art. 1482 après ces mots « par l'un d'eux au nom des
autres; » ceux-ci : « à moins que l'engagement n'ait été
pris en contravention au contrat de société. »

Le droit commercial français, qui est le nôtre, renvoie
fréquemment aux dispositions du droit civil en ce qui
touche les sociétés en participation, et si l'on modifie les
dispositions du Code civil français, il est à craindre que
l'on n'arrive au système dont l'Angleterre reconnaît main-
tenant l'abus, et qui consiste à rendre solidaires tous les
membres d'une société en participation.

M. Piaget. La Loi sur quelques matières commerciales
se borne à décider, sans renvoyer aux règles du droit
civil : « que les associations commerciales en participation
« ne sont pas sujettes aux formalités prescrites pour les
« autres sociétés. »

A teneur de l'art. 1497 du projet, les lois commerciales
resteront en vigueur concurremment avec le Code; et
comme il n'est jamais entré dans l'esprit de personne de
prétendre que, chez nous, les associés en participation
fussent solidaires, le même principe continuera à subsister.

M. *Lardy*. Ce qui vient d'être dit prouve la nécessité d'un renvoi à la Commission.

Le silence de la Loi sur quelques matières commerciales en ce qui touche les sociétés en participation, indique bien clairement que c'est au droit civil que l'on doit demander des dispositions destinées à régir ce genre de société, et de même qu'en France on a recours à l'art. 1862 du Code civil, de même chez nous devra-t-on se conformer, à cet égard, à l'art. 1482 ; et s'il est maintenu, tel qu'il est, les associés en participation seront réputés solidaires.

M. *Piaget* persiste, au contraire, à penser que la Loi sur quelques matières commerciales, interprétée par la jurisprudence, restera en vigueur, et que les associés en participation ne seront point solidaires.

Si l'on croit nécessaire de réserver quelque chose en ce qui touche les sociétés en participation, ce n'est pas dans le projet actuel qu'il faut le faire, puisque, comme on l'a dit, le projet régira aussi bien les sociétés civiles que les sociétés commerciales ; toute équivoque sera levée en faisant une adjonction à la loi commerciale.

M. *Lardy* persiste dans les observations qu'il a présentées, et demande que les articles 1482 et 1483 soient renvoyés à la Commission, pour qu'elle les remplace par les articles 1862, 1863 et 1864 du Code français.

M. *Philippin* demande que le renvoi soit prononcé d'une manière générale.

Cette dernière proposition est adoptée.

CHAPITRE III. — *Des différentes manières dont finit la société.*

Les articles 1484 à 1489 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *De l'indivision.*

Les articles 1490 à 1496 sont adoptés.

Disposition relative aux sociétés de commerce.

L'article 1497 est adopté.

TITRE XI. — *Du prêt.*

L'article 1498 est adopté.

CHAPITRE I^{er}. — *Du prêt à usage ou commodat.*

SECTION I^{re}. — *De la nature du prêt à usage.*

Les articles 1499 à 1503 sont adoptés.

SECTION II. — *Des engagements de l'emprunteur.*

Les articles 1504 à 1511 sont adoptés.

SECTION III. — *Des engagements de celui qui prête à usage.*

Les articles 1512 à 1515 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Du prêt de consommation ou simple prêt.*

SECTION I^{re}. — *De la nature du prêt de consommation.*

Les articles 1516 à 1521 sont adoptés.

SECTION II. — *Des obligations du prêteur.*

Les articles 1522 à 1525 sont adoptés.

SECTION III. — *Des engagements de l'emprunteur.*

Les articles 1526 à 1528 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *Du prêt à intérêt.*

Les articles 1529 à 1538 sont adoptés.

TITRE XII. — *Du dépôt et du séquestre.*

CHAPITRE I^{er}. — *Du dépôt en général et de ses diverses espèces.*

Les articles 1539 et 1540 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Du dépôt proprement dit.*

SECTION I^{re}. — *De la nature et de l'essence du contrat de dépôt.*

Les articles 1541 à 1544 sont adoptés.

SECTION II. — *Du dépôt volontaire.*

Les articles 1545 à 1550 sont adoptés.

SECTION III. — *Des obligations du dépositaire.*

Les articles 1551 à 1569 sont adoptés.

SECTION IV. — *Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait.*

Les articles 1570 et 1571 sont adoptés.

SECTION V. — *Du dépôt nécessaire.*

Les articles 1572 à 1575 sont adoptés.

ART. 1576. — « Ils (les aubergistes) sont responsables
« du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que
« le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par
« les domestiques ou préposés de l'hôtellerie, ou par des
« étrangers, allant et venant dans l'hôtellerie. »

M. Wavre trouve cet article extrêmement rigoureux. Un aubergiste devra donc être responsable de la somme apportée par un voyageur, alors même qu'il n'aura pas été prévenu de l'entrée de cette somme dans sa maison, et qu'elle aura disparu par la négligence plus ou moins grande de son propriétaire.

M. Piaget. Il est clair que le voyageur sera tenu de prouver et l'existence de la valeur et le vol ou le dommage dont il demandera la réparation. Si ce vol ou ce dommage sont arrivés par la négligence du propriétaire, l'hôtelier cessera d'être responsable à teneur même de l'art. 1577, à la condition de prouver cette négligence.

L'article 1576 est adopté, ainsi que l'article 1577.

CHAPITRE III. — *Du séquestre.*

SECTION I^{re}. — *Des diverses espèces de séquestre.*

L'article 1578 est adopté.

SECTION II. — *Du séquestre conventionnel.*

Les articles 1579 à 1582 sont adoptés.

SECTION III. — *Du dépôt judiciaire.*

L'article 1583 est adopté.

ART. 1584. — « Le séquestre peut encore être ordonné,
« soit par le juge, soit par les autorités administratives,
« pour l'exécution des mesures de police ou des ordon-
« nances et règlements. »

M. Wavre n'a trouvé dans aucun code un article correspondant à l'article 1584. Cet article institue un genre de séquestre qui n'est ni conventionnel, ni judiciaire, et qui conséquemment est en contradiction avec l'article 1578, portant : « Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire. »

Mais il y a plus : l'institution de ce séquestre administratif constitue une violation du pacte fondamental, la Constitution, qui a proclamé la séparation des pouvoirs.

M. Wavre demande en conséquence ou le retranchement pur et simple de l'article, ou tout ou moins qu'on le modifie en disant : « Le séquestre peut encore être ordonné
« par le juge pour l'exécution des mesures de police ou des
« ordonnances et règlements. »

M. Piaget. L'article 1584 est destiné à régulariser une situation à laquelle on ne saurait échapper. S'il s'agit, par exemple, de séquestrer des bestiaux malades, une voiture ou tel autre objet abandonnés sur la voie publique, ou le corps du délit se rattachant à un crime ou à un délit commis dans un Etat voisin, prétendra-t-on que les autorités administratives et de police devront préalablement faire rendre un jugement ?

Autant vaudrait dire alors que l'on veut rendre toute police impossible.

L'article 1584 n'est destiné qu'à des cas de l'ordre de ceux que vient de citer l'orateur, et tout agent du pouvoir administratif qui en ferait un autre usage, pourrait être recherché civilement par les intéressés.

M. *Louis-Constant Lambelet* serait complètement rassuré, si les déclarations que vient de faire M. le rapporteur pouvaient, dans la pratique, être invoquées au lieu du texte de la loi ou parallèlement avec lui.

Les lois pénales, les règlements et les ordonnances de police peuvent et doivent renfermer les dispositions qui permettent au pouvoir administratif de les exécuter, et ce n'est pas dans le Code civil que, sous prétexte de l'exécution de mesures de police, on peut logiquement introduire une disposition comme celle de l'art. 1584.

L'orateur conclut donc au retranchement de cet article.

M. *Challandes* insiste sur la nécessité de maintenir l'article en se fondant sur les raisons indiquées par M. *Piaget*.

M. *H. Calame*. Il n'y a qu'une opinion dans cette assemblée sur la nécessité où se trouve l'autorité de pratiquer les séquestres de police, et sur le droit qui doit lui être laissé de le faire; il ne résultera nullement du retranchement de l'art. 1584, que l'autorité administrative cessera de pouvoir pratiquer de pareils séquestres.

Maintenir l'article, au contraire, c'est faire quelque chose de dangereux à raison de l'interprétation erronée qu'il pourra recevoir dans la pratique; c'est, de plus, procéder contrairement à la logique, puisque, comme on l'a dit, l'article 1578 ne reconnaît que deux genres de séquestres, le séquestre conventionnel et le séquestre judiciaire.

M. *Lambelet* insiste encore sur la nécessité de retrancher l'article, tout en reconnaissant le droit que l'on veut consacrer dans les limites indiquées par M. le rapporteur.

Il rappelle encore que c'est, soit dans le Code de procédure pénale, soit dans les lois spéciales, que devra être inscrite l'autorisation donnée au pouvoir administratif, mais que ce n'est pas dans le Code civil que cela doit être fait.

M. *Lardy*. Il n'y a personne qui hésite à reconnaître aux autorités de police le droit de pratiquer certains séquestres ; mais comme, soit dans la manière en laquelle ils sont faits, soit dans celle en laquelle ils sont levés, ils diffèrent absolument des autres espèces de séquestre, c'est à tort qu'on en ferait l'objet d'une mention dans le Code civil.

L'orateur demande en conséquence le retranchement de l'article.

M. *Piaget*. Dès l'instant où l'on est unanime à reconnaître au pouvoir administratif le droit de pratiquer des séquestres par mesure de police, il est assez indifférent de retrancher ou de maintenir l'article.

Cependant l'orateur insiste pour qu'il soit maintenu afin de ne rien laisser dans le vague ; et pour répondre à une autre objection qui a été faite, il suffira de dire à l'article 1578 :

« Le séquestre est ou conventionnel, ou administratif, ou judiciaire. »

Le retranchement de l'article 1584, mis aux voix, reste en minorité.

L'amendement proposé en seconde ligne par M. Wavre, est rejeté par 26 voix contre 49.

M. *Lambelet* propose de renvoyer l'article à la Commis-

sion pour qu'elle en revoie la rédaction dans le sens des explications données par M. le rapporteur.

Cette proposition, mise aux voix, réunit 23 suffrages.

Vingt-trois membres se lèvent à la contre-épreuve.

Y ayant parité, M. le président est appelé à départager. Il le fait en votant contre la proposition de M. Lambelet, en sorte que l'article 1584 est définitivement adopté.

Les articles 1585 à 1587 sont adoptés.

TITRE XIII. — *Des contrats aléatoires.*

L'article 1588 est adopté.

CHAPITRE I^{er}. — *Du jeu et du pari.*

Les articles 1589 et 1590 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Du contrat de rente viagère.*

SECTION I^{re}. — *Des conditions requises pour la validité du contrat.*

Les articles 1591 à 1596 sont adoptés.

ART. 1597. — « Elle (la rente viagère) peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne. »

« Dans ce dernier cas, si elle a le caractère d'une libéralité, elle est assujettie aux formes requises pour les donations, sans préjudice aux réserves contenues dans l'article 1594. »

M. Wavre. Le Code français et le Code hollandais renferment des dispositions beaucoup moins gênantes que celles du second alinéa de l'article que l'on vient de transcrire.

Le Code français dit au contraire, article 1973, que, dans le cas prévu par l'article actuellement en discussion, la rente viagère *n'est point assujettie aux formes requises pour les donations.*

M. Piaget. L'article 1597 est en corrélation avec l'ar-

article 1592, portant que, lorsque la rente viagère est constituée à titre purement gratuit par donation entre-vifs ou par testament, *elle doit être revêtue des formes requises par la loi.*

Les articles 1597 à 1600 sont adoptés.

SECTION II. — *Des effets du contrat entre les parties contractantes.*

Les articles 1604 à 1606 sont adoptés.

TITRE XIV. — *Du mandat.*

CHAPITRE I^{er}. — *De la nature et de la forme du mandat.*

Les articles 1607 à 1612 sont adoptés.

M. *Wavre* aurait voulu, à propos de l'art. 1608, que l'on eût admis le mandat verbal, tel qu'il est réglé par l'art. 1985 du Code français; mais M. *Piaget* lui a fait remarquer que ce genre de mandat, que le mandant de mauvaise foi pouvait toujours dénier, présentait un danger réel, et M. *Wavre* n'a fait aucune proposition formelle.

CHAPITRE II. — *Des obligations du mandataire.*

Les articles 1613 à 1620 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *Des obligations du mandant.*

Les articles 1621 à 1625 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Des différentes manières dont le mandat finit.*

ART. 1626. — « Le mandat finit :

« Par la révocation du mandataire ;

« Par la renonciation de celui-ci au mandat ;

« Par la mort, l'interdiction, la mise sous curatelle, ou

« la faillite, soit du mandant, soit du mandataire. »

Sur la proposition de M. *Perrot*, cet article est renvoyé à la Commission pour examiner la convenance d'introduire

parmi les causes qui mettent fin au mandat, telle condamnation dont le mandataire aurait été l'objet.

Les articles 1627 à 1633 sont adoptés.

TITRE XV. — *Du cautionnement.*

CHAPITRE 1^{er}. — *De la nature et de l'étendue du cautionnement.*

Les articles 1634 à 1641 sont adoptés.

ART. 1642. — « La solvabilité d'une caution s'estime
« essentiellement eu égard à ses propriétés foncières, ex-
« cepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est
« modique.

« On n'a point égard aux immeubles litigieux, ni à
« ceux qui sont situés hors du Canton. »

Sur la proposition de M. *Perrot*, cet article est renvoyé à la Commission, pour qu'elle examine s'il ne devrait pas être retranché.

L'article 1643 est adopté.

M. *Perrot* propose d'introduire une disposition excluant tout cautionnement contracté par la femme non séparée de biens, solidairement ou conjointement avec le mari.

M. *Piaget*. La place de cette disposition serait dans le titre du contrat de mariage, où se trouve déjà celle qui exclut la responsabilité de la femme pour les cautionnements du mari. Ce que l'on propose maintenant, va fort au-delà et dépasse tout ce qui est de pratique chez nous. Il y a des cas, néanmoins, où il peut être utile aux intérêts de la conjonction, à ceux de la famille, que la femme puisse s'obliger par cautionnement. Rien n'empêche, du reste, que la Commission examine.

M. *Warre*. Il est difficile, dans cette matière, de remédier à tout. Quand le mari s'engage comme codébiteur

solidaire, la femme est subsidiairement tenue, bien que cet engagement ne soit souvent au fond qu'un cautionnement.

M. *Philippin*. S'il était prouvé qu'il en est ainsi, s'il y avait, par exemple, une gardance de dam en faveur du mari qui s'est obligé comme codébiteur, la femme ne serait pas débitrice subsidiaire.

Le renvoi à la Commission est voté.

CHAPITRE II. — *De l'effet du cautionnement.*

SECTION I^{re}. — *De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution.*

Les articles 1644 à 1646 sont adoptés.

SECTION II. — *De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution.*

Les articles 1647 à 1649 sont adoptés.

M. *Perrot*, revenant sur l'article 1646, fait observer qu'étant contraire à la jurisprudence actuelle, cet article pourra momentanément jeter une certaine perturbation dans les rapports juridiques de créancier à caution et à arrière-caution. Il lui est répondu par M. *Piaget* que l'article transitoire sous lettre F du projet empêchera toute perturbation.

ART. 1650. — « La caution, même avant d'avoir payé, « peut agir contre le débiteur pour être par lui indemnisée :

« 1^o Lorsque le débiteur a fait faillite ;

« 2^o Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter « sa décharge dans un certain temps ;

« 3^o Quand elle est porteur du titre, si le titre est « exigible. »

M. *Wavre*. Il y a des cas où le contrat pourra stipuler qu'en dérogation à la loi, la caution sera poursuivie avant

le débiteur, et l'arrière-caution avant la caution. Il conviendrait que l'art. 1650 prévît une stipulation pareille, ou pour l'interdire, ou pour la réglementer. Dans ce but, l'orateur propose le renvoi à la Commission, renvoi qui est voté.

SECTION III. — *De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs.*

L'article 1651 est adopté.

CHAPITRE III — *De l'extinction du cautionnement.*

Les articles 1652 à 1658 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *De la caution légale et de la caution judiciaire.*

Les articles 1659 à 1662 sont adoptés.

TITRE XVI. — *Des transactions.*

Les articles 1663 à 1667 sont adoptés.

TITRE XVII. — *De la contrainte par corps.*

M. H. Calame demande la suppression de ce titre. Le corps de l'homme ne doit pas répondre d'une dette d'argent. L'orateur n'a jamais admis la contrainte par corps, ni dans la doctrine, ni dans la pratique. C'est pour lui une affaire de conviction et de sentiment.

M. Philippin partage cette manière de voir. Tout au plus admettrait-il la contrainte pour les dettes résultant de crime ou de délit.

M. Piaget défend la contrainte, au point de vue pratique et eu égard aux restrictions dont le projet l'entoure. Il y aurait danger à supprimer d'une manière absolue ce moyen de droit, dans l'état actuel de la civilisation. Plus on assure de garanties au créancier, plus il est disposé à prêter et à user d'indulgence.

M. *Philippin*. Dans la pratique, la contrainte est non un moyen de se payer, mais un moyen de se venger. Dans les cas où elle a été prononcée, c'est la famille du débiteur qui en a souffert sans profit pour le créancier.

M. *Piaget* a vu dans la pratique des cas tout à fait différents.

M. *Perrot*. La contrainte existe dans notre pratique : il ne s'agit donc pas d'une innovation à introduire. Les tribunaux sont très-scrupuleux à cet endroit ; ils sont plus disposés à refuser qu'à accorder la contrainte par corps. La suppression de ce moyen produirait des effets plutôt fâcheux qu'avantageux.

M. *Philippin* voit se produire les mêmes arguments que l'on mettait en avant pour le maintien de la peine de mort. On s'appuie de l'extrême rareté des cas, des précautions que l'on prendra pour limiter le plus possible l'application : c'est prouver qu'on regarde la chose comme mauvaise en soi.

M. *Wavre*. Cette matière, proprement, n'appartient pas au Code civil. Elle pourrait être renvoyée aux lois de procédure et de poursuites, où elle figure aujourd'hui.

La proposition de M. Calame ne réunit que 13 voix ; elle est rejetée.

La proposition de M. *Philippin*, de n'admettre la contrainte par corps que dans les cas où la dette aurait un crime ou un délit pour origine, soulève une nouvelle discussion.

M. *Piaget* combat cette proposition comme tendant, sous une autre forme, à l'abolition de la contrainte.

M. *L.-C. Lambelet*. Les cas que l'amendement réserve, ne sont point toujours les plus favorables. Une dette pro-

venant d'un acte dont on n'a ni prévu ni voulu toutes les conséquences, peut être beaucoup moins sacrée que celle qui est fondée sur le consentement mutuel des parties. Notre législation, en matière de poursuites, est favorable au débiteur ; l'orateur défie qu'on lui cite une loi dans le monde qui le protège autant que la loi neuchâteloise. Le débiteur de mauvaise foi, qui réussit tous les jours encore à éluder les poursuites du créancier, n'est pas autre chose qu'un voleur. Plus on créera de difficultés pour le créancier, plus on aggravera la situation du débiteur.

L'orateur repousse l'amendement, comme fatal aux individus et comme portant atteinte au crédit du pays.

M. *Philippin* réplique que la Loi sur les poursuites n'est ni longue dans ses opérations, ni coûteuse, et que la contrainte n'est pas un moyen de crédit ; personne ne prête avec la perspective d'avoir à faire mettre son débiteur en prison.

M. *L.-C. Lambelet* soutient ses premiers allégués. Combien d'actes frauduleux se commettent dans la quinzaine qui suit le premier commandement de l'huissier ! L'orateur ne connaît aucun cas où, depuis 1848, la contrainte prononcée ait été suivie d'exécution ; l'argent s'est trouvé, donc la contrainte a été un moyen de crédit.

M. *Philippin* se borne à constater que la loi permet au créancier d'arriver, en vingt-sept jours, à formuler une demande de mise en faillite contre le débiteur, et, par conséquent, à faire annuler toutes aliénations, tant mobilières qu'immobilières, faites en fraude de ses droits.

La proposition de M. *Philippin* est rejetée.

L'article 1678 est adopté.

ART. 1679. — « Elle (la contrainte par corps) peut encore s'accorder :

- « 1° Pour la restitution d'un dépôt nécessaire ;
- « 2° Pour la représentation des choses déposées aux
« séquestres, commissaires et autres gardiens ;
- « 3° Contre tous officiers publics, pour la représenta-
« tion de leurs minutes quand elle est exigée ;
- « 4° Contre les notaires, avocats, huissiers pour la
« restitution des titres à eux confiés et des deniers par
« eux reçus pour leurs clients, par suite de leurs fonc-
« tions ;
- « 5° Pour répétition de deniers consignés entre les mains
« de personnes publiques établies à cet effet ;
- « 6° Pour l'exécution d'un jugement rendu sur les con-
« clusions de la partie lésée en matière de stellionat ;
- « 7° Enfin, dans tous les cas où des lois spéciales ont
« autorisé ou ordonné ce moyen de contrainte ; dans ce
« dernier cas, les dispositions des lois spéciales déterminent
« la durée de la contrainte, les formes nécessaires pour
« l'obtenir, et la manière de l'exercer. »

M. *Wavre*. Les dispositions de cet article sont entièrement nouvelles pour nous.

La contrainte par corps sera-t-elle subordonnée à l'accomplissement de certains délais ou de certaines formalités ?

M. *Piaget*. Il y a pour certains cas des lois déjà faites ; ainsi, pour les amendes, la chose est réglée par la loi correctionnelle. Dans les autres cas, il faudra nécessairement un jugement qui ait constaté l'obligation.

La contrainte n'est qu'un moyen de procurer l'exécution du jugement.

L'article est adopté.

ART. 1680. — « La contrainte par corps ne peut être
« accordée, ni contre des débiteurs ou contraignables âgés

« de 70 ans accomplis, ni contre les femmes qui n'ont
« point contracté la dette ou l'obligation, ni contre les
« mineurs d'âge. »

M. *Philippin* propose de substituer l'âge de 55 ans à celui de 70 ans.

Cet amendement est rejeté.

M. *Philippin* propose un second amendement consistant à substituer l'âge de 60 ans à celui de 70 ans.

Cet amendement est adopté.

L'article 1681 est adopté.

ART. 1682. — « Même modification qu'à l'art. 1680,
« c'est-à-dire substitution de l'âge de 60 ans à celui de
« 70 ans. »

Les articles 1683 à 1685 sont adoptés.

TITRE XVIII. — *Du nantissement ou gage.*

Les articles 1686 à 1698 sont adoptés.

TITRE XIX. — *Des privilèges et hypothèques.*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1699 à 1701 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *Des privilèges.*

Les articles 1702 à 1713 sont adoptés.

CHAPITRE III. — *Des hypothèques.*

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

M. *Perrot* pense que cette partie du Code ne pourrait être remise en discussion sans quelque danger, puisque c'est la reproduction d'une loi qui n'est en vigueur que depuis deux ans, et dont on est en général satisfait. C'est pourquoi, eût-il à faire des observations, il s'en abstiendra.

Les articles 1714 à 1723 sont adoptés.

SECTION II. — *Des hypothèques judiciaires.*

Les articles 1724 à 1726 sont adoptés.

SECTION III. — *Des hypothèques conventionnelles.*

Les articles 1726 à 1731 sont adoptés.

SECTION IV. — *Du rang que les hypothèques ont entre elles.*

L'article 1732 est adopté.

CHAPITRE IV. — *Du mode de l'inscription des hypothèques.*

Les articles 1733 à 1736 sont adoptés.

ART. 1737. — « Pour opérer l'inscription :

« Le créancier représente, soit par lui-même, soit par
« un tiers, au conservateur des hypothèques le titre au-
« thentique ou le jugement qui donne naissance à l'hypo-
« thèque. Il doit indiquer sur deux bordereaux, dressés
« et signés par le notaire, dont l'un sera porté au pied du
« titre, etc. »

M. *Philippin* propose d'indiquer dans l'article que, lorsque l'hypothèque résultera d'un jugement, le bordereau d'inscription sera dressé par le greffier du tribunal qui aura rendu le jugement. — Adopté.

Les articles 1738 à 1743 sont adoptés.

CHAPITRE V. — *De la radiation des hypothèques.*

Les articles 1744 à 1746 sont adoptés.

CHAPITRE VI. — *De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs.*

Les articles 1747 à 1755 sont adoptés.

CHAPITRE VII. — *De l'extinction des hypothèques.*

L'article 1756 est adopté.

CHAPITRE VIII. — *Du mode de purger les propriétés des hypothèques.*

Les articles 1757 à 1762 sont adoptés.

CHAPITRE IX. — *Des registres hypothécaires et de la responsabilité des conservateurs.*

Les articles 1763 à 1771 sont adoptés.

TITRE XX. — *De l'expropriation forcée et des ordres entre les créanciers.*

Les articles 1772 et 1773 sont adoptés.

ART. 1774. — « Le créancier ne peut poursuivre la
« vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués,
« que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hy-
« pothéqués. »

M. *Perrot* pense que l'article serait plus correct, si l'on substituait le mot *saisie* à celui de *vente*.

M. *Piaget* se rallie à cette opinion, qui est adoptée par le Grand-Conseil.

Les articles 1775 et 1776 sont adoptés.

TITRE XXI. — *De la prescription.*

M. *Wavre* demande le renvoi de la matière à la Commission. Plus que tout autre, le droit de la prescription, comme droit arbitraire, a besoin d'être réglé par des lois positives. Le projet est incomplet. Il ne distingue point entre la prescription extinctive et la prescription acquisitive. Il aurait fallu commencer par définir la possession, puis admettre une prescription acquisitive de dix ans et, enfin, la prescription extinctive de trente ans. Une possession de trente ans sera souvent impossible à prouver, et cependant elle sera nécessaire pour surmonter une interruption d'un an seulement.

L'orateur fait remarquer que les distinctions qu'il vient de signaler étaient déjà consacrées par le droit romain.

Les dispositions écrites de la coutume, notamment la loi de 1655, le point de coutume de 1695, la loi de 1733, la

résolution des Trois-Etats, du 18 mai 1787, et, enfin, le P. de C. de 1799, prouvent dans cette partie de la doctrine une incertitude à laquelle il convient de mettre fin.

L'orateur critique enfin la définition de la prescription, telle qu'elle est contenue dans l'art. 1777 du projet, et il propose de rédiger cet article de la manière suivante :

« L'acquisition ou la libération, sans autre droit que la possession pendant un certain temps, s'appellent prescription. »

M. *Piaget*. Le projet est conforme à notre jurisprudence actuelle, qui admet trois prescriptions : la prescription extinctive et acquisitive de trente ans ; la prescription extinctive de dix ans pour les actions personnelles et, dans certains cas, pour les titres ; la prescription de quatre ans pour les comptes.

Rien n'empêche M. Wavre de proposer à l'endroit convenable une prescription acquisitive de dix ans.

Quant à la définition critiquée par M. Wavre, c'est celle qui a été adoptée par tous les auteurs.

Le renvoi à la Commission dans un sens général n'est voté que par son auteur. Une seule voix appuie la nouvelle rédaction proposée par M. Wavre pour l'art. 1777, article qui est adopté, tel qu'il est proposé dans le projet.

Les articles 1778 à 1784 sont adoptés.

CHAPITRE II. — *De la possession.*

Les articles 1785 à 1787 sont adoptés.

ART. 1788. — M. *H. Calame* trouve cet article inutile ou dangereux. S'il n'a d'autre but que d'expliquer l'article 1787, il est inutile ; s'il veut dire qu'il suffit d'avoir été de bonne foi au moment de l'acquisition, alors même

que postérieurement on aurait eu connaissance du vice de l'acquisition, l'article est dangereux.

M. *Piaget*. D'après l'art. 1788, on a voulu que la mauvaise foi ne pût pas être opposée à celui qui tout à la fois est possesseur d'un titre et a été de bonne foi au moment de l'acquisition.

M. *H. Calame* propose le retranchement de l'art. 1788, mais cette proposition est rejetée par 48 voix contre 42, et l'article 1788 est adopté.

Les articles 1789 à 1794 sont aussi adoptés.

CHAPITRE III. — *Des causes qui empêchent la prescription.*

Les articles 1795 à 1800 sont adoptés.

CHAPITRE IV. — *Des causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.*

SECTION I^{re}. — *Des causes qui interrompent la prescription.*

Les articles 1801 à 1810 sont adoptés.

SECTION II. — *Des causes qui suspendent le cours de la prescription.*

L'article 1811 est adopté.

A propos de l'article 1812, M. *Wavre* demande un nouvel examen de la Commission dans le sens d'une modification conforme à ce qui est prescrit dans l'art. 2278 du Code civil français.

M. *Piaget* combat cette proposition, qui tendrait à introduire un droit auquel nous ne sommes point habitués et dont le besoin ne se fait pas sentir.

Le renvoi proposé par M. *Wavre* ne reçoit pas l'appui réglementaire.

Les articles 1812 à 1816 sont adoptés.

CHAPITRE V. — *Du temps requis pour prescrire.*

SECTION I^{re}. — *Dispositions générales.*

Les articles 1817 et 1818 sont adoptés.

SECTION II. — *De la prescription de trente ans et de dix ans.*

Les articles 1819 à 1821 sont adoptés.

M. *Wavre* demande que la Commission soit chargée d'examiner s'il ne convient pas d'établir une prescription acquisitive de dix et de vingt ans pour les immeubles et les droits immobiliers.

Cette proposition ne reçoit pas l'appui réglementaire.

SECTION III. — *De quelques prescriptions particulières.*

L'article 1822 soulève dans le Grand-Conseil une discussion pareille à celle dont il a été l'objet dans le sein de la Commission.

MM. *Delachaux*, *Bonjour* et *Philippin* appuient l'opinion de la minorité de la Commission, tandis que MM. *Piaget*, *Eugène Huguenin* et *Gauchat* soutiennent l'opinion de la majorité.

A la votation, l'opinion de la minorité de la Commission ne réunit que six suffrages.

Les articles 1822 et 1823 sont adoptés.

M. *L. Lambelet* demande au Grand-Conseil de revenir de la décision prise sur l'article 1584 concernant les séquestres des autorités administratives. Le renvoi à la Commission avait réuni 25 voix, 25 s'étaient prononcées contre; M. le président a départagé dans le sens contraire à l'examen. Peut-être départagerait-il autrement, si le Grand-Conseil revenait sur le vote.

M. *Piaget*. La proposition tend à créer un précédent très-fâcheux. Les décisions du Grand-Conseil deviendront une espèce de loterie, si elles peuvent être remises en question dans une autre séance, qui sera peut-être composée différemment.

La proposition est rejetée par 37 voix contre 24.

SECTION III. — *De quelques prescriptions particulières.*

Articles 1824 et 1825. — Adoptés.

Article nouveau inséré par la majorité de la Commission :

« Ceux auxquels la prescription de quatre ans est opposée, peuvent déférer le serment à ceux qui l'opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée. Le serment pourra être déféré aux veuves et aux héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due. »

M. *Piaget* combat cet article, qui aura pour effet de substituer à la prescription de quatre ans le serment décisive, et d'annuler pour tous les honnêtes gens le bénéfice de la prescription. Si l'on veut faire quelque chose de bon, c'est de contraindre les citoyens à mettre leurs affaires en règle dans les quatre ans.

M. *Perrot* appuie M. *Piaget*. Ce n'est pas le débiteur seul qui peut être de mauvaise foi ; le créancier aussi peut l'être et attendre par calcul que les quatre ans soient expirés, sachant bien qu'on paiera deux fois, plutôt que de prêter serment.

M. *Grandpierre* n'est pas non plus partisan d'un nouveau serment. L'analogie du Code français n'est pas applicable : le serment qu'il réserve se rapporte à des pres-

criptions de six mois, d'un an et, par exception, de deux ans.

M. *L.-C. Lambelet*. L'opinion publique est déjà contraire à la prescription ; le scandale sera plus grand encore, quand la prescription se compliquera d'un serment.

M. *Philippin* défend l'article, qu'il a proposé lui-même dans le sein de la Commission. La loi ne doit faire de la prescription qu'une présomption, et non pas un titre formel de libération. On a si peu craint, dans d'autres parties du Code, les faux serments, que l'on a admis le serment décisoire dans des cas où la preuve testimoniale est exclue.

M. *Delachaux* appuie l'article, mais avec un changement de rédaction. Si la loi de 1733 n'a pas eu plus d'inconvénients, c'est que beaucoup de personnes de bonne foi en ont repoussé l'emploi.

La proposition de M. *Piaget*, de retrancher l'article, est adoptée.

M. *Wavre* propose pour les arrérages de rente, les intérêts, les loyers, etc., soit la prescription de quatre ans, soit la prescription de cinq ans du Code français, soit éventuellement celle de dix ans.

M. *Piaget*. Le projet est resté dans les termes de la jurisprudence actuelle, qui n'admet la prescription des accessoires qu'avec celle du principal.

La proposition de M. *Wavre* est rejetée.

ART. 1826. — « En fait de meubles, la possession vaut
« titre.

« Néanmoins celui qui a perdu, ou auquel on a volé une
« chose, peut la revendiquer, savoir :

« Dans le premier cas, pendant quatre ans à compter
« du jour de la perte.

« Dans le second, pendant tout le temps où l'action de
« la partie publique n'est point prescrite. »

M. L.-C. Lambelet propose de dire que la prescription
ne pourra jamais courir en faveur du voleur.

M. Wavre est d'accord en principe avec le préopinant,
mais la règle qu'il propose n'appartient pas au Code civil,
elle aurait l'inconvénient d'amener une enquête devant les
tribunaux civils.

MM. Piaget et Philippin sont du même avis.

L'amendement est rejeté, l'article adopté.

Article 1827. — Adopté.

ART. 1828. — « Les règles de la prescription sur
« d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre,
« sont expliquées dans les titres ou les lois spéciales qui
« leur sont propres. »

M. Wavre propose un amendement ainsi conçu :

« Celui qui depuis une année est en possession d'un
« immeuble, doit être maintenu dans sa possession, jusqu'à
« ce qu'il en soit évincé par un jugement définitif sur la
« propriété. »

M. Piaget. La réserve de la possession annale résulte
implicitement de l'art. 1802.

La proposition de M. Wavre demeure en minorité ;
l'article est adopté.

Disposition finale.

Article 1829. — Adopté.

Dispositions transitoires.

Les articles transitoires A, B, C, D, E, F, G, H, I, K
et L sont adoptés.

Il est fait note, toutefois, que deux erreurs typogra-
phiques devront être rectifiées aux articles D et G. — A

l'art. D, il faut dire : « dont la date n'est *pas* constatée, »
et à l'article G, il faut dire : « *excédant* mille francs, au
« lieu de *moindre* de mille francs. »

Rapport de la Commission législative sur les articles du projet de Code qui lui ont été renvoyés.

M. le président et Messieurs,

Titre général du Titre IV. — On a proposé de remplacer le mot *ou*
par le mot *et*. — La Commission adopte cet amendement.

Article 888, n° 2. — Mettre *sa* au lieu de *la*. — Egalement adopté.

Article 900. — On a proposé de remplacer l'alinéa ajouté par la
Commission, par un alinéa qui aurait pour effet de permettre de se
porter fort pour un tiers dans les promesses de ventes immobilières.

La Commission, adoptant le principe, présente la rédaction suivante :

„ En matière immobilière, les dispositions qui précèdent ne sont
„ applicables qu'aux promesses de vente et non à la stipulation no-
„ tariale des actes. „

On a encore proposé d'introduire après l'article 900 une disposi-
tion analogue à celle que renferme l'article 1121 du Code français,
de manière à permettre de stipuler au profit d'autrui, lorsque telle
serait la condition d'une stipulation que l'on ferait pour soi-même,
stipulation qui deviendrait irrévocable par l'acceptation de celui au
profit duquel elle serait faite.

Les règles posées dans les donations entre-vifs exigent l'interven-
tion du donataire et son acceptation dans l'acte même de la donation :
ces règles doivent donc être respectées.

Il a paru à la Commission qu'on ne pourrait introduire les disposi-
tions de l'article 1121 du Code français et les mettre en harmonie
avec les principes que nous avons posés en matière de donations,
sans des complications qui rendraient l'application difficile et même
le sens et la portée de l'article peu intelligibles pour la majorité des
citoyens. Il vaut mieux ne rien prescrire sur ce sujet et ne rien in-
terdire, ce qui laissera chacun au bénéfice du droit commun qui per-
met à chacun de faire ce que la loi ne défend pas, sauf à le faire,
selon les cas, en les formes qu'elle prescrit.

Article 1005. — Mettre à la ligne les mots : „ Sur la remise volontaire. „ — Admis.

Article 1009. — Dire : „ quoique le paiement *en* ait été fait „ au lieu de : „ ait été fait. „ — Admis.

Article 1054. — Mettre : „ il s'opère „ au lieu de „ il peut s'opérer. „ — Comme effectivement la compensation s'opère obligatoirement, il est plus exact d'employer une expression impérative qu'une expression facultative. — Admis.

Article 1066. — On a proposé de supprimer les mots : *soit pour acquisitions ou aliénations d'immeubles, soit dans un partage de succession*, comme pouvant par leur présence donner un caractère restreint aux principes précédemment posés en matière de tutelle. La Commission adoptant ce point de vue, présente la rédaction suivante pour l'article 1066, qui ne pourrait subsister tel qu'il resterait après la suppression demandée : „ Lorsque les formalités requises à l'égard „ des mineurs, interdits ou majeurs sous curatelle, ont été remplies, „ ces mineurs, interdits ou majeurs sous curatelle sont, relativement „ aux actes faits en leur nom, considérés comme s'ils les avaient faits „ en majorité ou pendant qu'ils étaient maîtres de leurs droits. „

Article 1076. — Cet article a été renvoyé dans son entier à la Commission pour examiner s'il ne conviendrait pas de le supprimer ou tout au moins d'y introduire une disposition qui dispensât les parties des doubles, triples, etc., etc., expéditions, quand l'acte original, aurait été déposé en mains tierces, et que cette condition se trouverait exprimée dans l'acte.

La Commission, par les motifs exprimés dans le rapport du Conseil d'Etat et dans la discussion, a persisté dans le maintien de cet article qu'elle croit utile et conforme aux principes qui régissent les actes synallagmatiques : mais elle admettrait une modification pour le cas où il aurait été convenu de déposer l'acte original et unique en mains tierces. L'acte se trouvant par ce moyen à la disposition de chaque intéressé, le but que l'on se propose d'atteindre serait atteint en effet, autant que peut généralement l'exiger l'intérêt des parties.

La Commission propose en conséquence d'ajouter la phrase suivante au premier alinéa de l'article : „ à moins qu'il n'ait été convenu „ dans les actes qu'ils seraient déposés en mains d'une tierce personne spécialement désignée. „

Article 1078. — Sans vouloir donner aux livres des marchands, dans le cas prévu à cet article, la valeur absolue d'une preuve susceptible d'être complétée de plein droit par le serment, le Grand-Conseil a cependant désiré qu'on étendît davantage la valeur des livres des

marchands, et qu'on mît l'article 1078 en corrélation plus ou moins intime avec l'article 1096.

La Commission propose la rédaction suivante, qui lui paraît tenir un juste compte de la valeur des livres d'un marchand, tout en laissant au juge et à celui auquel on les oppose assez de latitude pour les rejeter et en combattre la portée.

„ Les registres des marchands, lorsqu'il ne s'agit pas d'opérations commerciales proprement dites, ne font point preuve des fournitures qui y sont portées.

„ Toutefois, et sans préjudice de ce qui sera dit à l'égard du serment, si ces livres sont réputés dignes de foi par le juge, ils pourront servir de commencement de preuves par écrit. „

La Commission propose en outre pour l'article 1080 la rédaction suivante, qui lui paraît rendre avec plus d'exactitude l'idée qu'on est dans l'intention d'exprimer.

„ L'effet en droit des livres des marchands entre eux est réglé par les lois relatives au commerce. „

Enfin, pour donner satisfaction à un sentiment qui s'est manifesté à l'égard des livres domestiques, dont la valeur devrait être au moins celle d'un commencement de preuves par écrit pour les objets de l'économie domestique, la Commission propose de rédiger comme il suit l'article 1081 :

„ Les registres et papiers domestiques ne font point un titre pour celui qui les a écrits, mais si les registres domestiques sont tenus dans un ordre exact, en forme de journal, date après date, sans ratures ni blancs suspects, ils auront pour tout ce qui concerne les détails de l'économie domestique la valeur indiquée dans l'article 1078. Les registres et papiers domestiques font foi contre celui qui les a écrits. „

„ 1^o Dans tous les cas, etc. „ (Le reste de l'article 1081 du projet.)

L'article 1102 a été renvoyé à la Commission pour examiner s'il ne conviendrait pas de le supprimer comme tendant à introduire dans notre droit un mode de preuves qui jusques à présent n'y aurait point été admis, et qui, en certains cas, pourrait laisser croire au juge qu'il lui est loisible de juger en juré, par intime conviction, et en l'absence de la preuve juridique.

La Commission n'estime point que cet article ait la portée qu'on semble vouloir lui donner; il ne dit point aux juges qu'un concours de présomptions non établies par la loi lui suffit pour asseoir une sentence, il se borne à leur donner quelques règles utiles pour l'appréciation de certaines présomptions qui peuvent se présenter dans l'instruction d'une affaire, à leur indiquer dans quels cas et dans

quelles circonstances ils peuvent y attacher quelque valeur. Que cet article subsiste, ou qu'il soit supprimé, les idées juridiques y énoncées n'en auront pas moins cours dans les tribunaux ; car il est une multitude d'affaires, telles que les procès en divorce, en séparation, les questions d'état et bien d'autres, dans lesquelles les présomptions non établies par la loi entrent comme élément presque nécessaire et sont en quelque sorte indispensables pour donner à d'autres faits un caractère de preuve juridique ou concourir avec eux à la former.

Il n'est donc point sans intérêt d'indiquer au juge que, si certaines présomptions sont insuffisantes par elles-mêmes et dégagées de tout autre élément, pour former une preuve juridique, elles ne sont point cependant sans valeur : il est dès lors convenable de lui indiquer en même temps dans quelles limites et avec quelle circonspection il peut en faire usage. On lui fait connaître par les articles précédents les présomptions auxquelles la loi confie le caractère positif d'une preuve juridique ; par l'article 1102 on signale à son attention celles qui n'ont pas ce caractère, et c'est l'avertir en même temps qu'il ne peut en faire le même usage.

Aussi la Commission propose le maintien de l'article.

Article 1129. — Le Grand-Conseil a rétabli le mot *même* que la Commission avait remplacé par le mot *sauf* : il a en outre restreint aux dépenses *nécessaires* le remboursement auquel aurait droit le possesseur de mauvaise foi. En adoptant cette modification faite à son premier travail, la Commission présente une autre rédaction pour l'article 1129, attendu que la suppression du mot *utiles* dans l'une des hypothèses prévues, et non dans l'autre, ne permet plus de se servir simplement de la rédaction primitive ; on dirait :

„ Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte au possesseur de bonne foi de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose ; il ne tiendra compte que des dépenses nécessaires au possesseur de mauvaise foi. „

Article 1134. — Ajouter après le mot „ ruine „ ceux de „ totale ou partielle. „

Article 1141. — On a proposé d'ajouter après le mot „ contraires „ l'amendement suivant : „ et quant aux effets que le mariage doit déployer dans le Canton. „

La Commission adopte, en ce qui la concerne, cet amendement qui ne détruit nullement l'économie de l'article et explique plus nettement la portée qu'on avait entendu lui donner ; elle y ajoutera seulement le mot *civils* (effets civils), afin de mettre l'amendement en corrélation plus directe avec la matière traitée.

L'article serait donc ainsi conçu :

„ A moins de conventions contraires et quant aux effets civils que le mariage doit déployer dans le Canton, tout Neuchâtelois, etc. (Le reste comme au projet.)

Article 1146. — Les mots „ reconnaissance d'apports „ qui commencent cet article ayant paru laisser quelque chose à désirer sous le rapport de la clarté, la Commission propose d'y ajouter : „ ou dé-
„ mèlement de biens. „ De cette manière les deux expressions qui expriment des idées analogues mais non identiques, s'expliqueront l'une par l'autre. Toutes deux sont nécessaires, car il peut se rencontrer des cas où il n'y aurait pas à proprement parler de démèlement de biens, mais simplement un apport à constater dans l'intérêt de l'un ou de l'autre époux, qui aurait des motifs spéciaux pour en obtenir la reconnaissance avant la dissolution de la communauté. La rédaction serait celle-ci :

„ Aucuns démèlements de biens ou reconnaissance d'apports ne peuvent être faits pendant le mariage, etc. „ (Le reste comme au projet.)

Article 1205, n° 2. — Après le mot „ défunt „ ajouter : „ soit propres, soit d'acquêts. „

Article 1267. — Mettre „ excéderait le dixième „ au lieu de : „ le 10 p. cent. „

La Commission propose ce changement d'expression, afin de ne pas exprimer une même quotité de deux manières différentes dans deux articles qui se suivent.

Article 1280. — La Commission ne peut ni proposer la suppression de cet article ni en restreindre les effets au seul vendeur de mauvaise foi. Sans doute le dernier est plus répréhensible que le premier; mais la position de l'acquéreur demeure la même dans l'un et dans l'autre cas. Il ne s'agit pas ici de punir un délit, mais de réparer un dommage causé, et la réparation ne peut pas être plus ou moins complète, selon les circonstances particulières à celui qui en est l'auteur. L'acquéreur évincé a évidemment le droit de réclamer l'augmentation de valeur de la propriété qu'il avait acquise, quelle que soit la cause de cette augmentation. S'il fût resté propriétaire, ainsi qu'il devait le croire, il aurait profité de cet excédant de valeur. L'éviction qui lui fait perdre tous ces avantages est un préjudice que le vendeur ne peut se dispenser de réparer. L'acquéreur est vis-à-vis du vendeur, quel qu'il soit, un vrai et réel et même incommutable propriétaire. L'éviction qui lui enlève sa propriété, est une véritable expropriation, et il est incontestablement au bénéfice de tout exproprié, c'est à savoir du droit de réclamer la valeur actuelle

de sa propriété, et non de se contenter de sa valeur primitive. Ces principes, rigoureusement exacts, paraissent d'autant plus justes qu'on s'éloigne davantage de la date de l'acquisition. Pourrait-on dire qu'un propriétaire qui a possédé vingt-cinq ans, par exemple, reçoive une équitable indemnité, en recevant après ces vingt-cinq ans la valeur primitive de sa propriété sans lui tenir aucun compte de la mieux-value qu'elle a pu obtenir pendant ce long laps de temps?

La Commission pense donc qu'on doit maintenir l'article 1280, tel qu'il est dans le projet. Si l'une des parties, le vendeur ou l'acheteur, est exposée à un dommage par suite d'éviction, on ne peut hésiter à imposer la charge de ce dommage au vendeur, qui, en livrant sa propriété et en recevant le prix, a contracté l'engagement d'en faire jouir paisiblement l'acquéreur, et cela à ses risques et périls.

Article 1324. — On a proposé d'ajouter au premier alinéa de cet article, après le mot : „ tiers „ ceux-ci : „ autres que le débiteur. „ La Commission ne peut admettre cette adjonction qui ne lui semble pas justifiée et ne ferait qu'embarrasser la phrase. Il est évident que le mot *tiers* dans cet article ne s'applique point au débiteur, et qu'il ne saurait y avoir aucune méprise à ce sujet.

Article 1365. — On a proposé d'ajouter à cet article ces mots : „ ou par sa faute grave. „ Un autre amendement restrictif dirait : „ ou par sa propre faute grave. „

La Commission ne peut admettre ni l'un ni l'autre de ces amendements, qui tous deux auraient pour effet direct de rendre le locataire responsable de l'incendie, car en pareille matière les limites entre la faute grave et la faute légère excusable sont tellement difficiles à déterminer, tellement arbitraires, qu'autant vaudrait statuer purement et simplement la responsabilité du locataire.

Or la Commission ne peut envisager comme utile l'introduction de ce droit, nouveau pour nous ; elle reconnaît sans peine que les amendements proposés sont conformes aux principes rigoureux du droit ; elle reconnaît encore qu'en subordonnant la responsabilité du locataire à la preuve à faire contre lui, au lieu d'établir la présomption légale contre lui, on rendrait la position beaucoup moins précaire qu'elle ne l'est dans le Code français : mais néanmoins elle estime que, d'une part, l'expérience du passé n'a point fait sentir la nécessité de modifier les habitudes existantes, et que, d'autre part, nos institutions en matière d'assurance ne se prêteraient pas ou ne se prêteraient que bien difficilement aux exigences de cette nouvelle législation. Or, dans un pays où l'on a voulu, de par la loi, que toutes les propriétés soient assurées, il serait illogique de ne pas fournir à l'immense majorité des citoyens, c'est-à-dire aux locataires, les

moyens de se prémunir contre les éventualités de feu qui pourraient atteindre leurs demeures.

Le système français est d'ailleurs le seul qui soit rigoureusement vrai : il repose sur le principe incontestable, que celui qui cause du dommage doit le réparer ; il établit avec raison la présomption légale contre le locataire, parce que celui auquel un objet est confié doit être réputé l'auteur du dommage causé à cet objet, jusqu'à preuve contraire ; et comme celui qui allègue une exception, doit le prouver, le Code français laisse à la charge du locataire la preuve du cas fortuit ou de force majeure.

En dehors de ce système, d'une vérité mathématique, il n'y a plus qu'incertitude, arbitraire, procès, complications de tous genres. Or, comme le système français n'a pas rencontré de partisans dans le Grand-Conseil ni dans le sein de la Commission, celle-ci ne peut que proposer le rejet des amendements et le maintien pur et simple de l'article du projet. Elle est convaincue que, dans cette matière, il n'y a pas de moyen terme raisonnablement possible, et qu'il faut ou admettre avec toutes ses conséquences légales la responsabilité du locataire, ou la restreindre au seul cas exceptionnel désigné dans l'art. 1365.

La Commission dira, en terminant, que, pratiquement parlant, les auteurs des amendements proposés devraient avoir peu de regrets d'en faire le sacrifice, car ils conduiraient bien difficilement au but. Prouver tout à la fois qu'un incendie a eu lieu par le propre fait d'un individu désigné, que ce fait constitue une faute, que cette faute doit être qualifiée de grave, et faire cette preuve juridiquement, c'est une entreprise qui serait bien rarement couronnée de succès. Il est presque indubitable qu'on serait conduit pas à pas à une jurisprudence arbitraire, abusive, remplie de dangers, et nous estimons qu'en présence des conséquences si énormes qui pourraient en résulter pour les locataires malheureux, nous ne devons point les y exposer, mais demeurer au contraire sur le terrain où nous nous trouvons jusqu'au temps où des circonstances nouvelles viendraient à commander des modifications dans cette partie de la législation.

Article 1401. — On a proposé d'introduire après cet article des dispositions analogues à celles de l'art. 1777 du Code français, dans le but de contraindre le fermier sortant à céder au nouveau fermier en temps utile une portion de logement et des facilités pour le travail des terres, comme aussi de contraindre le nouveau fermier à réserver des avantages analogues à celui qui vient d'achever son bail, afin qu'il puisse enlever les récoltes pendantes ou consommer sur place les denrées qui doivent l'être.

La Commission ne peut admettre l'introduction de cet article du Code français, à l'absence duquel les intéressés peuvent avantageusement suppléer par les stipulations des baux, stipulations qui seront toujours appropriées aux besoins spéciaux de l'exploitation, besoins qui varient non-seulement selon la nature des cultures, l'époque où commencent et finissent les baux, mais encore selon les habitudes des diverses localités. Cela est si vrai que le Code français lui-même a modifié la raideur de la disposition législative, en y ajoutant : " qu'on devra se conformer à l'usage des lieux, pour l'application. "

Il a donc paru à la Commission plus convenable de laisser aux propriétaires le soin de régler dans les baux cet objet selon leurs besoins, plutôt que de leur faire la position inverse, c'est-à-dire de les obliger à se soustraire par une stipulation négative à une disposition qui serait sans utilité et quelquefois onéreuse pour eux.

Si la Commission avait trouvé établi un usage général, conforme aux dispositions de l'art. 1777 du Code français, elle aurait proposé de régulariser cet usage par la Loi : mais se trouvant en présence d'habitudes et de besoins variés, selon les localités, elle croit plus à propos d'abandonner à chaque propriétaire le soin de pourvoir à ses intérêts, ainsi que mieux il avisera.

Article 1376. — Mettre *usines* au lieu de *mines* (erreur de copie).

Article 1414. — Mettre *si* au lieu de *et*. *Si le maître paie l'ouvrier*, etc., au lieu de : *et le maître*, etc.

Article 1434. — On a proposé de partager la perte, dans tous les cas, entre le preneur et le bailleur à cheptel. L'article serait alors rédigé comme suit :

" Si le cheptel périt en entier ou en partie, la perte est supportée en commun, etc., etc. " (Le reste comme au projet.)

Bien que cette modification soit contraire aux principes rigoureux du droit, la Commission l'admet néanmoins, par ce motif, essentiellement, que la disposition primitive peut rendre le preneur moins soigneux des intérêts du bailleur, alors surtout que la perte du cheptel serait sur le point de devenir complète.

Article 1455 — Le rédiger ainsi : " La règle posée dans l'art. 1430 est applicable, etc. "

Il y avait effectivement une erreur de chiffre dans le renvoi.

Article 1482. — On a demandé de remplacer les dispositions de cet article par les dispositions correspondantes du Code français conçues dans un sens précisément inverse.

Mais la Commission, par les motifs déjà énoncés dans la discussion, ne peut se ranger à cette opinion. La solidarité des associés est, à l'égard des biens, une garantie que nous ne pourrions sup-

primer sans les plus graves inconvénients, sans fournir les moyens de commettre une multitude de fraudes, qui seraient de nature à porter atteinte au crédit public et à la sécurité des transactions. Nos voisins de Vaud l'ont compris comme nous, et ont établi la solidarité d'une manière absolue, sans aucune réserve.

L'extrême difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de déterminer chez nous avec précision, ou même par approximation, les limites entre le négociant et le non-négociant, entre la société civile et la société commerciale, nous impose l'obligation d'une sévérité extrême dans toutes les dispositions qui se rattachent à la sécurité des transactions. Les sociétés civiles proprement dites, et dans les conditions des prescriptions du Code, sont et seront d'assez rares exceptions, et il ne faut pas, pour ces quelques cas, établir des règles dont il serait promptement fait abus, et qui tendraient à fausser peu à peu les principes solides qui servent de base à notre édifice commercial.

Mais, afin de prémunir les associés contre les abus que l'un d'eux pourrait faire de sa signature, la Commission propose d'inscrire dans la loi un principe qui se trouve déjà dans la jurisprudence, c'est à savoir qu'un associé ne peut engager la société qu'autant qu'il en a reçu le pouvoir dans l'acte constitutif.

En conséquence, on ajouterait à l'article 1482 ces mots :

„Et dans les limites des pouvoirs de celui qui a pris l'engagement.” En revanche, la Commission propose la suppression de l'article 1483, qui lui paraît inutile et même dangereux, à mesure que l'article 1482 précise d'une manière complète et rigoureuse les engagements de la société. La présomption doit être en faveur du créancier, et la preuve contraire à la charge de la société, qui seule a en mains les éléments nécessaires pour l'administrer.

Article 1626. On a proposé de spécifier une nouvelle circonstance propre à mettre fin au mandat, savoir la condamnation du mandataire à une peine criminelle ou correctionnelle : mais la Commission a reconnu l'impossibilité de rédiger un semblable amendement et de le mettre en rapport avec les droits du mandant. Le mandat est un acte complètement volontaire de la part du mandant : la loi peut bien mettre fin au mandat, quand le mandant ou le mandataire sont frappés juridiquement d'incapacité ; mais elle ne le pourrait pas logiquement, tant que le mandataire ou le mandant ne sont pas frappés d'incapacité légale. Or toutes les condamnations criminelles ou correctionnelles ne privent pas le condamné de la jouissance de ses droits civils, et tant s'en faut. L'on aurait donc de grandes difficultés à déterminer les condamnations propres à mettre fin au mandat. La Commission

estime qu'il faut en pareil cas laisser aux intéressés le soin d'agir eux-mêmes pour mettre fin au mandat, ce qui leur sera toujours facile, puisque l'un peut révoquer à son gré le mandat, et l'autre y renoncer : si c'est le mandant qui est frappé par une condamnation, le mandataire lui sera utile; si c'est le mandataire, le mandant le révoquera. — Evidemment, tant que l'une ou l'autre des parties ou toutes deux ne sont pas déclarées incapables, elles demeurent seules arbitres de ce qu'il peut leur convenir de faire.

Article 1642. — La Commission adhère à la suppression de cet article, qui, mal appliqué ou mal interprété, pourrait fausser la jurisprudence.

On a proposé d'introduire, soit dans ce titre, soit dans celui du contrat de mariage, une disposition qui interdirait absolument à la femme en puissance de mari de se porter caution, même avec l'autorisation de son mari sous l'influence duquel elle pourrait contracter des engagements, toujours onéreux, puisque, en échange, aucune valeur n'est remise à la communauté. La Commission repousse cette proposition qui lui paraît contraire au droit de la femme.

Dans plus d'un cas, d'ailleurs, il peut convenir à la femme, soit en raison de sa fortune personnelle, soit en raison de ses relations de famille, de se porter garant, sans qu'elle ait des risques sérieux à courir, et même en vue d'avantages indirects qui peuvent lui revenir.

En général, ces actes sont très-rares et l'expérience a montré que la plupart des cautionnements sont souscrits par le mari seul et même le plus souvent à l'insu de la femme. En affranchissant celle-ci des conséquences des engagements de ce genre qu'aurait pu prendre le mari, la loi nous a paru avoir fait tout ce qu'il était réellement utile et pratique de faire.

Article 1650. — La Commission adopte l'adjonction proposée, adjonction qui formerait le n° 1 de l'article, et serait rédigé ainsi :
„ Lorsqu'elle est elle-même poursuivie par le créancier, „

Articles 1680 et 1682. — Mettre 60 ans au lieu de 70 ans. — Admis.

Article 1737, troisième alinéa. — Ajouter après *notaire* : „ ou le greffier. „

L'alinéa serait alors rédigé comme suit pour éviter une mauvaise phraséologie :

„ Sur deux bordereaux dont l'un sera porté au pied du titre et qui
„ seront dressés et signés par le notaire ou le greffier, il doit indiquer :

1^o Etc.

Article 1774. — Substituer le mot saisie à celui de vente.

27 janvier 1855.

Au nom de la Commission :

Le rapporteur, PIAGET.

Les conclusions de la Commission, telles qu'elles sont consignées dans le rapport ci-dessus, sont toutes adoptées par le Grand-Conseil.

M. *Guillaume*. L'article 1659 du projet n'a de raison d'être que si l'article 1642 subsiste ; or, ce dernier article ayant été retranché, l'orateur propose que l'article 1659 le soit aussi. — Adopté.

Sur la proposition de MM. *Joseph-Jeannot* et *Jeanrenaud Besson*, le Grand-Conseil décide qu'à l'article 1784 on indiquera non-seulement l'Etat, les établissements publics et les communes, mais encore les *bourgeoisies* et les *municipalités*.

S'agissant de voter sur l'ensemble de cette dernière partie du Code, commençant au Titre IV du Livre III, l'appel nominal est réclamé.

M. *H. Calame* déclare que la partie du Code sur laquelle on va voter, contient un grand nombre de dispositions auxquelles il n'est point hostile ; qu'il ne refuse même pas son assentiment à quelques-unes des innovations qu'elle renferme, mais qu'il n'en émettra pas moins un vote négatif, le Code étant, à ses yeux, une œuvre unique, qui ne se laisse pas fractionner, et offrant d'ailleurs, dans sa dernière partie, l'application des principes posés dans d'autres, notamment dans la première, et que l'orateur a dû rejeter.

Votation.

Répondent par *oui* et par conséquent adoptent la dernière partie du Code : MM. Barrelet, Benoit, Borel, Bonjour, A. Calame, Challandes, Comtesse, Colomb, Dardel, Debély, Delachaux, Dothaux, D'Ivernois, Diacon, Droz, Duvanel, H.-E. Dubois, I.-C. Ducommun, Ducommun-Steiger, Favarger, Favre, Gauchat, Grandpierre, Grand-Jean, Guinand, Ch. Guillaume, G. Guillaume, Girard, Henriod, E. Huguenin, Huguenin-Vuillemin, Humbert-Prince, Humbert-Droz, Aimé Humbert, Jacot-Guillarmod, Jaquet, Jeanrenaud-Besson, Joseph-Jeannot, G. Lambelet, L.-C. Lambelet, Landry, L'Eplattenier, Ladame, Ch.-J. Matthey, Matthey-de-l'Etang, Matthey-Doret, Montandon, Pettavel, Perrot, Porret, Philippin, Piaget, Rössinger, Sandoz-Vissaula, Sandoz-Dubois, Touchon, Tripet, Thiébaud, F. Verdan, Veuve, Vuille : Total : 64.

Répondent par *non* : MM. Andrié, H. Calame, Frochaux, Meuron, Pury, Perrenoud, Wavre : Total : 7.

20 membres sont *absents*. — Le président *ne vote pas*.

Récapitulation.

Ont voté par oui.	64
Ont voté par non.	7
Étaient absents	20
Le président qui ne vote pas	1
	<hr/>
Nombre égal.	89
	<hr/>

M. L. Verdan, rentré après le vote, demande d'être compté parmi les acceptants. — Le Grand-Conseil autorise cette mention au procès-verbal.

M. *Philippin* ayant terminé la mission spéciale dont le Grand-Conseil l'avait chargé, quitte le bureau.

M. *Ch -Jules Matthey*. La discussion du Code étant maintenant terminée, le Grand-Conseil doit témoigner à M. Philippin qu'il apprécie le talent et le dévouement avec lesquels il a rédigé les procès-verbaux de la discussion du Code civil. L'orateur propose en conséquence de décider :

1° Que M. Philippin sera invité à signer le Code civil en sa qualité de secrétaire spécial pour la discussion du dit Code;

2° Qu'à titre d'allocation extraordinaire, il sera payé à M. Philippin une somme de fr. 500 pour le travail dont il a été chargé.

Les deux parties de cette proposition, mises successivement aux voix, sont adoptées.

M. *Challandes* propose que M. Piaget soit invité par le Grand-Conseil à signer le Code civil comme rédacteur du projet du dit Code.

Cette proposition est adoptée.

M. *Erhard Borel* propose qu'il soit voté des remerciements à M. Piaget, rédacteur du projet de Code, et qu'il lui soit remis, de la part du Grand-Conseil, un exemplaire de luxe du Code.

Cette proposition est encore adoptée.

Neuchâtel, le 27 janvier 1855.

Le Président du Grand-Conseil,

ED. ROBERT-THEURER.

Le Secrétaire, Ch.-Aug. DARDEL.

Le Secrétaire spécial pour la discussion du Code,

PHILIPPIN, avocat,

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

Dans le Bulletin de la Discussion du Code civil.

ABRÉVIATIONS :

P.	Projet.
D.	Discussion.
R. du C. d'E.	Rapport du Conseil d'Etat.
R. de la C. L.	Rapport de la Commission Législative.

A

ABSENCE. — De la présomption d'absence. De la déclaration d'absence. Des effets de l'absence. Projet, 78-84. — Rapport du C. d'E., 18. — Discussion, 214-222. — Rapport de la Comm. Lég., 150.

ADOPTION. — De l'adoption et de ses effets. Des formes de l'adoption. P. 117-122. — R. du C. d'E., 27. — D. 259. — R. de la C. L., 161 et 282.

B

BAIL. — Du bail à loyer, du bail à ferme, du bail à cheptel, etc. (V. *Contrat de louage*).

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. — Des formes du bénéfice d'inventaire. (V. *Succession*.)

BIENS — Distinction des biens. Immeubles. Meubles. Des biens dans leurs rapports avec ceux qui les possèdent. P., 289-294. — R. du C. d'E., 56. — D., 550-547. — R. de la C. L., 467 et 472.

C

CAUTIONNEMENT. — De la nature et de l'étendue du cautionnement. De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution. De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution. De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs. De l'extinction du cautionnement. De la caution légale et de la caution judiciaire. P., 716-722. — R. du C. d'E., 547. — D., 890. — R. de la C. L., 775.

CHEPTTEL. — Du bail à cheptel. Dispositions générales. Du cheptel simple. Du cheptel à moitié. Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier. Du cheptel donné au colon partiaire. Du louage ou alpage des vaches. P., 672-678. — R. du C. d'E., 542. — D., 870-875.

CONTRAINTE PAR CORPS. — De la contrainte par corps. P., 725. — R. du C. d'E., 548. — D., 892. — R. de la C. L., 775.

CONTRAT DE MARIAGE ET DROITS RESPECTIFS DES ÉPOUX. — Dispositions générales. Du régime en communauté. De ce qui compose la communauté activement et passivement. De la communauté. De l'administration de la communauté. De la dissolution de la communauté et de quelques unes de ses suites. Du partage de la communauté après sa dissolution. Du

partage de l'actif. Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes. Du régime de la séparation de biens. De la nature des droits de survie. Des obligations du survivant en ce qui touche les biens dont il demeure usufruitier. P., 609-630. — R. du C. d'E., 529-540. — D., 836-850. — R. de la C. L., 769.

CONTRATS ET OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES. — Dispositions préliminaires. Des conditions essentielles pour la validité des conventions. Du consentement. De la capacité des personnes contractantes. De l'objet et de la matière des contrats. De la cause. De l'effet des obligations. Dispositions générales. De l'obligation de donner. De l'obligation de faire ou de ne pas faire. Des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des conventions. — De l'interprétation des conventions. — De l'effet des conventions à l'égard des tiers. P., 551-564. — R. du C. d'E., 516-519. — D., 784-798. — R. de la C. L., 765.

Des diverses espèces d'obligations. Des obligations conditionnelles. De la condition en général et de ses diverses espèces. De la condition suspensive. De la condition résolutoire. Des obligations à terme. Des obligations alternatives. Des obligations solidaires. De la solidarité entre les créanciers. De la solidarité de la part des débiteurs. Des obligations divisibles et indivisibles. Des obligations avec clause pénale. P., 564-576. — R. du C. d'E., 519. — D., 798-801. — R. de la C. L., 764.

De l'extinction des obligations. Du paiement en général. Du paiement avec subrogation. De l'imputation de paiement. Des offres de paiement et de

la consignation. De la novation. De la remise de la dette. De la compensation. De la confusion. De la perte de la chose due. De l'action en nullité ou en rescision des conventions. P., 576-592. — R. du C. d'E., 520. — D., 802-844. — R. de la C. L., 765.

De la preuve des obligations et de celle du paiement. De la preuve littérale. De l'acte sous seing privé. Des tailles. Des copies de titres. Des actes récongnitifs et confirmatifs. De la preuve testimoniale. Des présomptions établies par la loi. Des présomptions qui ne sont point établies par la loi. De l'aveu de la partie. Du serment. Du serment décisoire. Du serment déféré d'office. P., 592-604. — R. du C. d'E., 524-529. — D., 844-854. — R. de la C. L., 766-769.

CONTRATS ALÉATOIRES. Du jeu et du pari. Du contrat de rente viagère. Des conditions requises pour la validité du contrat. Des effets du contrat entre les parties contractantes. P. 706-740. — R. du C. d'E., 547. — D., 888. — R. de la C. L., 774.

CONTRAT DE SOCIÉTÉ. — (V. *Société*.)

CURATELLE. — De la curatelle, (V. *Majorité*.)

ED

DETTE. — Du paiement des dettes par les héritiers. (V. *Suc-
cession*).

DÉPOT. — Du dépôt en général et de ses diverses espèces. Du dépôt proprement dit. De la nature et de l'essence du contrat de dépôt. Du dépôt volontaire. Des obligations du dépositaire. Des obligations de

la personne par laquelle le dépôt a été fait. Du dépôt nécessaire. P., 696-704. — D., 885.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES. P., 760. — D., 904.

DIVORCE. — Des causes du divorce. Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce. Des fins de non recevoir contre l'action en divorce. Des effets du divorce. De la séparation de corps et de biens. Des effets de cette séparation. Des formes de l'action en divorce et en séparation de corps et de biens. P., 400-409. — R. du C. d'E., 24. — D., 234-247. — R. de la C. L., 157 et 282.

DOMICILE. — Du domicile. — P., 76. — R. du C. d'E., 17. — D., 245. — R. de la C. L., 149 et 279.

DONATIONS. — Des donations entre-vifs, des testaments et donations à cause de mort. Dispositions générales. De la capacité de disposer ou de recevoir par donation entre-vifs, par testament ou par donation à cause de mort. De la portion de biens disponible. De la réduction des donations et legs. De l'exhérédation et de la réduction à la légitime. Des donations entre-vifs. De la forme des donations entre-vifs. Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité des donations entre-vifs. Des donations faites par contrat de mariage aux époux et aux enfants à naître du mariage. Des dispositions entre époux, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage. Des dispositions à cause de mort. Des testaments. Des legs. Des exécuteurs testamentaires. De la révocation, de la caducité et de la nullité des testaments. Des donations à cause de mort. Du droit d'accroissement. P., 392-445. — R. du C. d'E.,

54-59.— D., 454-472 et 485-501.— R. de la C. L., 172 et 505.

DROITS CIVILS. — De la jouissance des droits civils. De la privation des droits civils. P., 66-69. — R. du C. d'E., 15.— D., 198-205.— R. de la C. L., 145.

E

ECHANGE. — De l'échange. P., 655. — D., 860.

EMANCIPATION. — De l'émancipation. (V. *Minorité*.)

ENFANTS LÉGITIMES. — De la filiation des enfants légitimes, etc. (V. *Paternité et Filiation*.)

ENFANTS NATURELS. — De la légitimation des enfants naturels, etc. (V. *Paternité et Filiation*.) Des droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité. P., 591. — R. du C. d'E., 54. — D., 449-453. — R. de la C. L., 505-509. — D., 509-512.

ENGAGEMENTS. — Des engagements qui se forment sans convention. Des quasi-contrats. Des délits et quasi-délits. P., 605-609. — D., 851-856. — R. de la C. L., 769.

EPOUX. — Des droits et des devoirs respectifs des époux. (V. *Mariage et Contrat de mariage*.)

ETAT CIVIL. — Des actes de l'Etat civil. Actes de naissance. Actes de mariage. Actes de décès. Rectifications des actes de l'Etat civil. P., 69-76.— R. du C. d'E., 14. — D., 205-213. — R. de la C. L., 146.

EXPROPRIATION FORCÉE. — De l'expropriation forcée et de l'ordre entre les créanciers. P., 749. — D., 898.

G

GAGE. — Du nantissement ou gage. (V. *Nantissement*.)

H

HÉRITIER. — De la saisine des héritiers. (V. *Succession*.)

HYPOTHÈQUES. — Des privilèges et hypothèques. Dispositions générales. Des privilèges. Des hypothèques. Dispositions générales. Des hypothèques judiciaires. Des hypothèques conditionnelles. Du rang que les hypothèques ont entre elles. Du mode de l'inscription des hypothèques. Radiation des hypothèques. De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs. De l'extinction des hypothèques. Du mode de purger les propriétés des hypothèques. De la responsabilité des conservateurs et des registres hypothécaires. P., 750-749. — R. du C. d'E., 549. D., 896, — R. de la C. L., 777-781.

I

INTERDICTION. — De l'interdiction. (V. *Majorité*.)

J

JEU. — Du jeu et du pari. (V. *Contrats aléatoires*.)

L

LEGS. — Des legs. (V. *Donations*.)

LOUAGE. — Du contrat de louage. Dispositions générales. Du louage des choses. Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux. Des règles particulières aux baux à loyer et à ferme. Du louage d'ouvrage et d'industrie. Du louage des domestiques et ouvriers. Des voituriers par terre et par eau.

Des devis et marchés. P., 654-674. — R. du C. d'E., 542. — D., 864-870. — R. de la C. L., 772.

LOUAGE DE BÉTAIL. (V. *Cheptel*.)

M

MAJORITÉ. — De la majorité. De l'interdiction. De la curatelle. P., 438-442. — R. du C. d'E., 54. — D., 272-276. — R. de la C. L., 466.

MANDAT. — De la nature et de la forme du mandat. Des obligations du mandataire. Des obligations du mandant. Des différentes manières dont le mandat finit. P., 740-746. — D., 889. — R. de la C. L., 774.

MARIAGE. — Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage. Des formalités relatives à la célébration du mariage. Des oppositions au mariage. Des demandes en nullité de mariage. Des obligations qui naissent du mariage. Des droits et des devoirs respectifs des époux. De la dissolution du mariage. P., 84-99. — R. du C. d'E., 48-20. D., 225-234. — R. de la C. L., 454 et 280-282.

MINORITÉ, TUTELLE ET ÉMANCIPATION. De la minorité. De la tutelle des père et mère. De la tutelle déferée par le père ou la mère. De la tutelle déferée par le magistrat. Des causes qui dispensent de la tutelle. De l'incapacité, des exclusions et destitutions de tutelle. De l'administration du tuteur. Des comptes de tutelle. De l'émancipation. P., 425-438. — R. du C. d'E., 28. — D., 264-272. — R. de la C. L., 463 et 282.

MUR ET FOSSÉ MITOYENS. — Du mur et du fossé mitoyens. (V. *Servitudes*.)

N

NAISSANCES. — Actes de naissance, de mariage, de décès.

(V. *Etat civil*.)

NANTISSEMENT. — Du nantissement ou gage. P., 727. —

D., 896.

O

OBLIGATIONS. — Des contrats et des obligations conventionnelles. (V. *Contrats*.)

P

PAIEMENT. — Du paiement en général. (V. *Contrats et Obligations conventionnelles*.)

PARTAGES. — Des partages et rapports. (V. *Succession*.)

PASSAGES. — Du droit de passage. (V. *Servitudes*.)

PATERNITÉ ET FILIATION. — De la filiation des enfants légitimes et nés dans le mariage. De la preuve de la filiation des enfants légitimes. Des enfants naturels. De la légitimation des enfants naturels. De la reconnaissance des enfants naturels. Des rapports de l'enfant naturel avec l'Etat et avec les Communes ou bourgeoisies. Des obligations du père, de la mère, et des communes ou bourgeoisies envers l'enfant. P., 110-117. — R. du C. d'E., 26. — D., 247-259. — R. de la C. L., 161 et 282.

POSSESSION. — De la possession. (V. *Prescription*.)

PRESCRIPTION. — Dispositions générales. De la possession. Des causes qui empêchent la prescription. Des causes qui interrompent la prescription. Des causes qui suspendent le cours de la prescription. Du temps requis pour prescrire. Dispositions générales. De la prescription de trente ans et de dix ans. De

quelques prescriptions particulières. P., 750-760.
— R. du C. d'E., 550. — D., 898. — R. de la C.
L., 781.

PRIVILÈGES. — Des privilèges. (V. *Hypothèques*.)

PRÊT. — Du prêt à usage ou commodat. De la nature du
prêt à usage. Des engagements de l'emprunteur.
Des engagements de celui qui prête à usage. De la
nature du prêt de consommation. Des obligations
du prêteur. Des engagements de l'emprunteur. Du
prêt à intérêt. P., 689-696. — R. du C. d'E., 546.
— D., 885.

PROJET DE CODE CIVIL.

LIVRE I^{er}, p. 65-142. Rapport du Conseil d'Etat, p. 5-36.

Rapport de la Commission législative, p. 143-166.

LIVRE II, p. 289-327. Rapp. du Conseil d'Etat, p. 36-43.

Rapp. de la Commission législative, p. 167.

LIVRE III. Titres I-IV, p. 381-437. Rapp. du Conseil d'Etat,

p. 43-64. Rapp. de la Commission législative, p.

168-182. — Titres IV-XXI, p. 551-760. Rapp. du

Conseil d'Etat, p. 516-551. Rapp. de la Commis-

sion législative, p. 765-785.

PROPRIÉTÉ. — De la propriété. Du droit d'accession sur ce

qui est produit par la chose. Du droit d'accession

sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose. Du droit

d'accession relativement aux choses immobilières.

Du droit d'accession relativement aux choses mobi-

lières. P., 294-301. — R. du C. d'E., 58. — D.,

547-550. — R. de la C. L., 167 et 473.

Des différentes manières dont on acquiert la pro-

priété. P., 381. — R. du C. d'E., 45. — D., 438.

— R. de la C. L., 168.

PUISSANCE PATERNELLE. — De la puissance paternelle. P., 422. — R. du C. d'E., 28. — D., 259. — R. de la C. L., 462 et 282.

R

RAPPORTS DE LA COMMISSION LÉGISLATIVE sur les articles renvoyés à son examen : p. 277 à 282; — p. 472 à 478; — p. 484 à 484; — p. 503 à 508; — p. 905 à 915.

RENTE VIAGÈRE. — Du contrat de rente viagère. (V. *Contrats aléatoires*).

S

SÉPARATION de corps et de biens. (V. *Divorce*.)

SÉQUESTRE. — Des diverses espèces de séquestre. Du séquestre conventionnel. Du séquestre ou dépôt judiciaire. P., 704 à 706. — D., 884.

SERVITUDES OU SERVICES FONCIERS. — Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux. Des servitudes établies par la loi. Du mur et du fossé mitoyens. De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions. Des vues sur la propriété de son voisin. De l'égout des toits. Du droit de passage. Des servitudes établies par le fait de l'homme. Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens. Comment s'établissent les servitudes. Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due. Comment les servitudes s'éteignent. P., 313 à 327. — R. du C. d'E., 41. — D., 364 à 381. — R. de la C. L., 467 et 476.

SOCIÉTÉ. — Du contrat de société. Dispositions générales. Des engagements des associés entre eux. Des enga-

gements des associés à l'égard des tiers. Des différentes manières dont finit la société. De l'indivision. Dispositions relatives aux sociétés de commerce. P., 678 à 688. — R. du C. d'E., 545. — D., 875 à 885. — R. de la C. L., 773.

SUCCESSIONS. — De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers. Des qualités requises pour succéder. Des divers ordres de succession. Dispositions générales. De la représentation. Des successions déférées aux descendants. Des successions déférées aux ascendants. Des successions collatérales. Des successions irrégulières. Des droits des enfants naturels sur les biens de leur père ou mère et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité. Des droits du conjoint survivant et de l'Etat. P., 582 à 592. — R. du C. d'E., 45 à 54. — D., 458 à 454; 509 à 512. — R. de la C. L., 168 à 172, et 505 à 508.

De l'acceptation des successions, de la saisine des *héritiers* et des *partages*. Dispositions générales. De l'acceptation. De la renonciation. Du bénéfice d'inventaire, de ses effets et des obligations de l'héritier bénéficiaire. Des formes de l'acceptation. Des formes du *bénéfice d'inventaire*. Des successions vacantes. Des *partages*. De l'action en partage et de sa forme. Des rapports. Du paiement des dettes. Des effets du partage et de la garantie des lots. De la rescision en matière de partage. P., 415 à 457. — R. du C. d'E., 59 à 64. — D., 501 à 503; 515 à 515. — R. de la C. L., 174.

T

TESTAMENTS. — Des testaments. (V. *Donations.*)

TOITS. — De l'égoût des toits. (V. *Servitudes.*)

TRANSACTIONS. — Des transactions. P., 722 à 725. — D., 892.

TUTELLE. — De la tutelle. (V. *Minorité.*)

U

USUFRUIT. — De l'usufruit. Des droits de l'usufruitier. Des obligations de l'usufruitier. Comment l'usufruit prend fin. De l'usage et de l'habitation. P., 501 à 515. — R. du C. d'E., 58. — D., 550 à 564. — R. de la C. L., 167 et 475.

V

VENTE. — De la nature et de la forme de la vente. Qui peut acheter ou vendre. Des choses qui peuvent être vendues. Des obligations du vendeur. Dispositions générales. De la délivrance. De la garantie. De la garantie en cas d'éviction. De la garantie des défauts de la chose vendue. Des obligations de l'acheteur. De la nullité et de la résolution de la vente. De la faculté de rachat. De la rescision de la vente pour cause de lésion. De la licitation. Du transport des créances et autres droits incorporels. P., 651 à 655. — R. du C. d'E., 540. — D., 850 à 860. R. de la C. L., 770 à 772.

VUE. — Des vues sur la propriété de son voisin. (V. *Servitudes.*)

ДII.16.5

Numérisé par BPUN

